

La Révolution et la Guerre d'Espagne



**Pierre Broué
Émile Témime
1961**

Table des matières

1.	Introduction.....	3
2.	Oligarques et républicains.....	8
3.	Le mouvement ouvrier	20
4.	Le prologue de la révolution	30
5.	<i>Pronunciamento</i> et révolution	40
6.	Double pouvoir en Espagne républicaine	54
7.	Les conquêtes révolutionnaires	69
8.	De la révolution à la guerre civile.....	81
9.	La liquidation du pouvoir révolutionnaire.....	90
10.	Le gouvernement Caballero et la restauration de l'État.....	103
11.	Madrid : no pasaran !.....	117
12.	La dislocation de la coalition antifasciste	129
13.	Le gouvernement Negrin et la liquidation des oppositions	145
14.	L'Europe et la guerre.....	157
15.	L'intervention italo-allemande	169
16.	L'aide russe et les Brigades Internationales	180
17.	La conquête du Nord.....	192
18.	L'évolution politique en Espagne nationaliste	204
19.	L'organisation de l'État nouveau	218
20.	Teruel, tournant de la guerre.....	229
21.	L'abandon de la République.....	240
22.	La bataille de l'Ebre et la campagne de Catalogne	250
23.	La junte Casado et la liquidation de la République	261
24.	Épilogue.....	268

Annexes

Tableau des sigles, groupements et partis politiques.....	272
Tableau synoptique.....	274

1. Introduction



Nous avions dix ans en 1936. Pour nous, la guerre d'Espagne a d'abord été un choc, le spectacle de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants hâves, souvent déguenillés, affamés : les réfugiés espagnols. À travers les propos des adultes nous parvenaient des mots alarmants, chargés d'angoisse : Hitler, les bombardements, la Cinquième colonne, la guerre... Aussi la guerre en elle-même n'a-t-elle pas été pour nous une surprise : nous avons, sinon compris, du moins senti que, simplement, ces foules espagnoles l'avaient vécue avant nous. Plus tard, des camarades espagnols pour qui le combat n'avait jamais cessé nous ont dit la fin de leur espoir ; Franco survivait à l'effondrement des dictatures.

C'est le hasard des mutations universitaires qui nous a fait nous rencontrer au Lycée Condorcet, tous deux attirés depuis des années par la guerre d'Espagne, où l'un de nous voyait la préface oubliée, déformée de la deuxième guerre mondiale, et l'autre une révolution ouvrière et paysanne défigurée, trahie, étranglée. Nous n'étions d'accord que sur la nécessité de travailler et c'est précisément pour cette raison que nous avons entrepris, pendant qu'il était temps encore, d'entendre des survivants, témoins ou acteurs, d'écrire une histoire de la Révolution et de la guerre d'Espagne de 1936 à 1939. Nous avons voulu, contre l'ignorance, l'oubli, la falsification, redonner à cette lutte le visage le plus véridique possible, la dégager de la légende qui l'a précocement ensevelie. Nous avons aujourd'hui conscience que cet objectif, atteint, n'est qu'un premier pas vers la rédaction d'une Histoire plus complète qui nécessiterait des milliers et des milliers de témoignages et surtout de documents d'archives, encore inaccessibles, que ce soit en Espagne même, en France, en Angleterre, en U.R.S.S. ou au Vatican.

Qu'on ne s'attende pas à trouver dans notre ouvrage plus que nous ne voulions, plus que nous ne pouvions y inclure. Les lecteurs à qui nous aurons – nous l'espérons – donné le goût de l'Espagne devront chercher ailleurs, chez les hispanisants, la réponse aux questions qu'ils se poseront en

commençant à nous lire. Nous les invitons à aller chercher dans les ouvrages de géographie une minutieuse description de ce pays qui est un monde à part, aussi africain qu'européen. « L'Espagne, dit Joan Maragall, est loin du monde comme une planète à part. Et ses peuples, qui sont dans le monde, paraissent oubliés ». Ils y apprendront que l'Espagne est un « manteau de bure ourlé de dentelles », qu'elle couvre 506 000 km², que sa population atteint près de 30 millions d'habitants, qu'elle « vit difficilement », que « sa production ne peut suffire qu'à un peuple très sobre », qu'elle « manque de capitaux et de moyens de transport »¹. S'ils poussent vers les livres d'histoire leurs investigations, ils apprendront que les Anciens situaient en Espagne les Champs-Élysées et que Strabon, le premier géographe, faisait de l'Andalousie la « demeure des Élus », que l'Espagne musulmane, par ses techniques agricoles et artisanales, ses connaissances scientifiques et philosophiques, était à l'avant-garde de la civilisation au Moyen Age. Ils apprendront aussi que les ravages de la Reconquista, cette première épreuve de force entre un monde musulman prospère mais essoufflé et un Occident chrétien barbare mais bouillonnant de vie, n'ont pas empêché l'Espagne de devenir la maîtresse de l'Ancien et du Nouveau Monde : le siècle de Louis XIV, dans tous les livres, vient après celui de la « prépondérance espagnole ». Mais ils retiendront aussi que l'Espagne du Siècle d'Or, comme l'a dit Gaston Roupnel, est à la fois « fontaine d'orgueil et vallée de misère, selon que l'on songe à ses puissants ou à ses foules, à sa Cour ou aux grands territoires douloureux qui vont d'une frontière à l'autre ».

Peut-être alors pénétreront-ils plus facilement dans cette Espagne dont Dominique Aubier et Manuel Tuñón de Lara nous disent qu'elle « recule tandis qu'on l'approche »². Avec eux, ils pourront suivre les itinéraires difficiles vers « l'unité souterraine qui fait le squelette intérieur de l'Espagnol, qu'il soit bavard et Andalou, sévère et Castillan, rusé comme un gallego, intéressé comme un Catalan ou travailleur comme un Basque ». Ils apprendront, en les suivant, les mots « qui font flèche sur la réalité espagnole » : tierra, la terre « qui donne la vie, mais ne l'entretient pas », hambre, que nous traduisons par « faim », mais « qui est à notre faim ce que la rage est à la colère », castizo, médiocrement traduit par « de bonne race », alors qu'il affirme quotidiennement une soif de dignité que proclame toute l'histoire des peuples d'Espagne. Peut-être saisiront ils aussi, ce qui, plus que tout, échappe à la description et à l'explication, la place que tient la mort dans la vie de l'Espagnol, dont la passion pour les toros lui aura déjà suggéré l'importance. Ils devront pousser plus loin encore leur enquête, pour pénétrer cette profonde spiritualité qui fait se côtoyer la foi la plus fanatique et l'anticléricalisme le plus violent. Il leur faudra apprendre la terre de l'Inquisition, celle de l'autodafé, où l'acte de brûler un homme – Maure mal converti, juif même baptisé, protestant secret ou esprit éclairé – est dit « acte de foi ». Ils devront s'attarder longuement devant Goya et les dessins du Dos de Mayo, médité sur la violence et la mort de ces hommes aux mains nues face aux fusils des pelotons ou aux sabres des mameluks. Ils n'oublieront pas le soulèvement contre Napoléon de ce peuple qu'il appelait « les gueux » et remarqueront que tandis que les Grands courbaient l'échine devant le Conquérant, les paysans, dans leurs assemblées de villages, déclaraient la guerre à la Grande Armée et créaient le mot de guérilla. Ils accorderont quelques instants au siège de Saragosse, conquise par les Français, en 52 jours, maison par maison, étage par étage, et à ses 60 000 victimes, femmes et enfants compris, puis qu'ils étaient, eux aussi, combattants. Ils entendront le maréchal Lannes : « Quelle guerre ! Être obligé de tuer de si braves gens, même s'ils sont fous ! » Car ces « fous » se battaient avec leurs poings et leurs dents. Ils retrouveront cette violence dans les guerres carlistes dans toutes les luttes civiles du XIX^e, dans la répression royaliste qui écœura même les « ultras » français venus au nom de la Sainte-Alliance écraser la Révolution espagnole – la première – dans les soulèvements paysans, dans les grèves et la répression, dans la torture et les « exploits » de la garde civile immortalisés par le Romancero de Federico Garcia Lorca.

En découvrant cette Espagne, ils en découvriront des milliers. Ils apprendront que le même mot castillan, pueblo, désigne le peuple et le village, que le village est une petite patrie, la patria chica de

¹ *Géographie de 4^e*. Cours Varon (A. Colin.)

² *Espagne*, dans la collection Petite Planète.

M. Brenan, vivant d'une vie propre et presque autonome. Ils suivront mieux alors, par exemple dans les travaux de M. Rama, la difficile construction d'un État au-dessus d'une nation inachevée, la vanité et le caractère artificiel de cette tentative « libérale » dans un pays où règnent encore señoritos et caciques. Car les caciques, ces despotes locaux, ne sont pas seulement les traditionnels intendants des grands domaines usant de leur délégation de pouvoir pour assouvir leur goût de puissance et écraser de leur arbitraire et de leur mépris ceux qu'ils emploient et commandent. Le « caciquisme » a pénétré toute la vie sociale et politique ; l'administration, les partis, et, dans une certaine mesure, les syndicats, tant il est vrai que ce vice d'une société médiévale peut encore être spontanément secrété par l'Espagne du XX^e siècle.

Sans doute, alors, nos lecteurs comprendront-ils mieux certains caractères proprement espagnols de cette révolution et de cette guerre, l'arrogance des seigneurs, sûrs d'incarner une race supérieure, le mépris de la mort et l'acharnement dans la lutte de tous les combattants, leur particularisme et leur attachement à leur ville, leur village, leur terroir – ce qu'on appellera « individualisme », « indiscipline », « tendances anarchistes » –, la violence des fanatismes, la haine, le mépris qui cimenter les hiérarchies sociales, mais aussi l'affirmation constante de la dignité, la place tenue, dans l'enjeu de la guerre, par l'idée que chacun des adversaires se fait de l'homme – homme, une interjection et une affirmation –, qu'ils veulent l'exalter et le « libérer », ou, au contraire, l'atteindre et le détruire par l'humiliation conçue comme un système.

Les recherches préliminaires autour de notre sujet nous suggéraient bien des itinéraires « hispanisants ». Une camarade espagnole, ancienne déportée en Allemagne, nous proposait de décrire, après une étude scientifique, ce qu'elle avait elle-même entrevu dans sa vie et dans les dossiers des disparus, le long chemin de ces groupes paysans, de leur pueblo au front, en armes, du front en France, désarmés, dans les camps, puis, toujours ensemble, dans les camps de la mort. Il n'est pas douteux que ce serait là une manière parfaitement espagnole d'écrire l'histoire de la Révolution et de la guerre d'Espagne, qu'elle nous aurait menés plus près de la réalité secrète, de l'âme collective du peuple pendant ces années terribles, plus près aussi de la compréhension de ce que fut ce drame pour les millions d'individus qui composent les « masses ».

Pourtant, ce n'est pas la voie « hispanisante » que nous avons choisie. D'abord parce que nous ne sommes pas des hispanisants véritables. Ensuite parce que les préoccupations qui nous ont attachés à ce travail dépassent largement le cadre de la seule Espagne. Nous n'avons pas cherché à tout comprendre, encore moins à tout expliquer, ni Boabdil, ni Avicenne, ni Don Quichotte, ni Torquemada, ni même Ignace de Loyola. Nous avons voulu nous en tenir à des données plus simples peut-être, mais surtout universelles. L'Espagne est l'Espagne, certes, mais aussi un de ces pays qu'on appelait autrefois « arriérés » et qu'on a hypocrite ment rebaptisés aujourd'hui pays « sous-développés ». Tous les tests que l'économiste moderne applique aux pays pour déceler les caractères du « sous-développement » placent l'Espagne de 1960 comme celle de 1930 dans le groupe des nations les plus nombreuses et les plus pauvres, celles dont on ne peut affirmer sérieusement que leur misère est sans rapport avec l'opulence des autres. Malgré l'incertitude des statistiques espagnoles, il est évident que l'Espagne n'atteint qu'à grand 'peine le minimum de 2500 calories par jour et par habitant en moyenne, au-dessous duquel commence la sous-alimentation. La mortalité infantile y reste élevée. L'espérance de vie à un an est de 55 ans, plus qu'aux Indes, bien sûr, mais bien moins qu'en Occident. La natalité reste forte. Le nombre des illettrés est toujours considérable. La proportion de la « population active » ne dépasse pas 37 %, cultivateurs en majorité. La situation d'infériorité des femmes est soulignée par le fait que 9,4 % seulement d'entre elles peuvent être classées parmi la « population active ». Le travail des enfants reste la règle. Les classes moyennes sont numériquement faibles. Le revenu national moyen atteint la moitié de celui des Français avec des écarts bien plus considérables dans l'échelle sociale. Madrid compte, aujourd'hui, selon le professeur Birot, 300 000 domestiques pour 1 800 000 habitants.

Comme dans les autres pays arriérés du monde, les richesses minières et le développement industriel en Espagne sont aux mains de capitalistes étrangers, sauf dans quelques secteurs secondaires. Grands propriétaires terriens et bourgeois d'affaires constituent une mince oligarchie, toute entière tournée

vers la défense de ses privilèges. L'Église ne semble concevoir d'autre mission que celle que lui assigne le peu religieux Napoléon 1^{er} : faire admettre « l'inégalité des fortunes » et accepter « qu'un homme meure de faim à côté d'un autre qui regorge ». L'enseignement de l'histoire, dans l'Espagne de 1960 comme il y a cent, trente ou vingt ans, consacre cent pages à la contre-réforme et une seule – laquelle ! – à la Révolution française. En somme la révolution et la guerre civile n'ont été qu'un entracte, sanglant et violent. Simplement elles ont provoqué une « grande peur » et rendu plus dur le régime de la classe dominante. La dictature de Primo de Rivera, qui s'exerçait (sous le couvert de la monarchie espagnole) jusqu' en 1931 et à la proclamation de la République a été remplacée par une dictature plus absolue. L'expérience républicaine n'a convaincu personne, et le faible État, qui n'a pas réussi à réformer l'Espagne ni même à s'organiser sérieusement, a été la première victime des événements de 36. La victoire des militaires lui a enlevé toute chance de ressusciter dans l'immédiat. Dans l'État autoritaire, l'armée dicte sa loi, et l'on ne dira jamais assez de quel poids pèsent, dans ces sociétés essentiellement instables, des armées qui ne sont bonnes qu'à la guerre civile et au maintien d'un certain « ordre ».

Ce n'est pas non plus, au XX^e siècle, un trait propre à l'Espagne que l'existence d'une masse de paysans sans terre et de paysans pauvres, subsistant à la limite de la disette et qui se jettent d'autant plus facilement dans la lutte qu'ils n'ont rien à perdre et tout à gagner ; non plus que l'existence d'une classe ouvrière encore étroitement liée à la paysannerie, formée surtout de manœuvres et d'ouvriers sans spécialité, dans laquelle il n'y a pratiquement pas d'« aristocratie ouvrière » susceptible de modérer les élans combatifs de cette masse fruste, mais capable de sacrifices. Ce n'est pas seulement en Espagne que ces ouvriers et ces paysans se sont faits les troupes de choc de la révolution que la bourgeoisie s'est refusée à accomplir par crainte des lendemains : le Tiers-État du XX^e siècle, même baptisé « Front populaire », craque très vite, par tout, sous la poussée du « quatrième État » des ouvriers et des paysans pauvres, se battant pour leur propre compte. L'Espagne n'est pas non plus le seul pays à avoir manifesté d'éclatante façon la tendance populaire à la démocratie directe. La même volonté d'exercice du pouvoir par le peuple en armes se trouve déjà chez les sans-culottes parisiens de l'an II³.

À ceux qui crient à « l'Espagne éternelle » devant les milices de la République avec leurs chefs ouvriers élus et leurs titres ronflants, il faut rappeler la Commune de Paris et ses Fédérés, ses officiers-militants élus, ses « Turcos de la Commune », ses « Vengeurs de Flourens », ses « Lascars ». Car ce n'est pas seulement en Espagne et à Cuba que la Révolution est romantique. Faut-il rappeler que c'est la Russie qui a vu surgir en 1905 les premiers « conseils » – où, comme en Espagne, partis et syndicats, siégeant ès qualités, avaient des représentations égales – et que le mot, en russe, se traduit par soviets ? Faut-il, plus près de nous, évoquer le rôle joué en 1956 par les « Comités révolutionnaires », les « Conseils ouvriers » et le « Conseil ouvrier central », pendant la Révolution hongroise ?

En outre, la révolution et la guerre d'Espagne sont loin d'avoir été une affaire purement espagnole. De près ou de loin, tous les gouvernements y ont participé, intervention et non-intervention s'expliquant par des intérêts immédiats, des préoccupations stratégiques et diplomatiques, mais aussi des intérêts généraux, de ceux qu'on appelle « historiques ». Pas plus qu'hier les affaires du Vietnam ou de Corée, aujourd'hui celles de Cuba, du Congo ou d'ailleurs, les affaires d'Espagne ne pouvaient se régler à l'intérieur de ses seules frontières. Ces luttes civiles concernent finalement toutes les puissances et tous les peuples, car elles ne sont que l'aspect particulier, dans un cadre géographique précis, de la crise qui secoue l'humanité au siècle des guerres mondiales.

Jean Jaurès, qui fut, aussi, un historien, avoue qu'il se serait volontiers, pendant la Révolution, assis aux côtés de Robespierre. Suivons-le dans la voie de la franchise. L'historien parfaitement objectif n'est pas encore né et celui qui croit l'être se ment à lui-même comme il ment aux autres. Toutes les précautions dont s'entourent recherche et critique scientifique ne suppriment en définitive ni nos

³ Voir à ce sujet la thèse d'Albert Soboul : *Les sans-culotte parisiens en l'an 11*, travail d'universitaire venu confirmer l'ouvrage de pionnier de Daniel Guérin : *La lutte de classes sous la II^e République ; Bourgeois et Bras Nus*. Ce dernier auteur a développé à nouveau ses idées dans « Jeunesse du socialisme libertaire ».

sentiments ni nos réflexes personnels. Pourquoi le cacher ? Le choix du sujet lui-même révèle nos tendances profondes. Nous aussi, ayant « vécu » notre sujet, nous avons eu tendance à prendre parti: en esprit du même côté des tranchées, nous divergions pourtant spontanément, l'un plutôt d'accord avec les républicains avancés et les socialistes modérés, soucieux qu'il est d'organisation et d'efficacité, de rapport des forces à l'échelle mondiale, et l'autre avec les communistes dissidents ou les syndicalistes révolutionnaires, parce qu'il pense, avec Saint-Just, que « ceux qui font des révolutions à demi ne font que se creuser un tombeau ». La division du travail entre nous en est la preuve. La révolution proprement dite est l'objet d'une première partie rédigée par Pierre Broué, tandis qu'Émile Témime s'est consacré à la guerre elle-même, ses aspects internationaux, ainsi qu'à la naissance de l'État national -syndicaliste. Qu'on n'imagine cependant pas que notre livre résulte d'une juxtaposition de deux exposés sur des thèmes voisins. Nous avons voulu ces deux parties distinctes pour souligner deux des points de vue – les plus importants à nos yeux – d'où l'on peut aborder l'étude du sujet qui fut le nôtre. L'inconvénient majeur de cette méthode est de donner occasion à d'inévitables répétitions que nous avons pourtant le plus possible allégées⁴. L'avantage est que ce double éclairage peut projeter sur les événements une lumière plus indiscrète, en éclairer la complexité sans surcharger l'exposé de remarques et retours en arrière. Pendant les trois années de notre collaboration, nous avons quotidiennement confronté nos points de vue, échangé nos notes et nos fiches, critiqué nos documents et nos interprétations, obligeant « l'autre » à de nouvelles recherches, et, dans la phase finale, à des rédactions successives et enrichissantes. Qu'on ne nous tienne pas rigueur si, étant nous-mêmes nos premiers lecteurs, nous nous croyons en droit d'affirmer que cette collaboration critique, ces critiques parfois vives quoique toujours amicales, sont la preuve de la conviction et du sérieux que nous avons apporté dans notre tâche commune. Nous pensons avoir « fait le point » dans la mesure du moins où cela est possible avec les seules sources imprimées, déjà énormes, qui ont pu être mises à notre disposition. Quelle que soit leur origine, nous avons essayé de les juger en historiens et d'éliminer tout parti pris, d'exposer honnêtement les faits en ne portant qu'un minimum de jugements ; nous espérons avoir ainsi laissé à chacun toute latitude de mettre l'accent sur tel ou tel aspect primordial à ses yeux. C'est pourquoi nous serons heureux de nous voir apporter objections, critiques, témoignages nouveaux, tout ce qui, à travers notre travail et par lui, peut contribuer à la connaissance de la vérité, qui ne peut être, à nos yeux, que le fruit d'une recherche constante.

Il nous reste – et ce n'est pas le moindre de nos devoirs – à remercier tous ceux sans qui cet ouvrage n'aurait pas vu le jour, Jérôme Lindon, directeur des Éditions de Minuit, nos amis d'Arguments, Edgar Morin et Kostas Axelos, qui nous ont introduits auprès de lui, et surtout ceux qui sont avec nous co-auteurs, tous les témoins, Espagnols ou non, politiques, écrivains et ouvriers, en Europe et en Amérique, trop nombreux pour être tous cités, qui nous ont répondu, ont fouillé dans leurs mémoires et dans leurs archives, consacré des heures à nos questionnaires, recherché des documents inédits et des témoins disparus. Leur unique souci, malgré la diversité de leurs horizons politiques, a été de nous aider dans l'approche de la vérité. Nous adressons des remerciements particuliers à M. Jordi Arquer, qui a mis à notre disposition sa bibliothèque et sa documentation, uniques sur ce sujet, et nous a aidés de ces conseils. Enfin Jean-Jacques Marie a traduit pour nous des documents en langue russe.

P. B., E. T.

⁴ Pour réintroduire chaque événement dans son cadre chronologique, le lecteur est prié de se reporter au **tableau synoptique** inséré à la fin de l'ouvrage.

2. Oligarques et républicains

L'Espagne du début du XX^e siècle est l'archaïsme de l'Occident : dans ce monde qui s'uniformise, elle est l'îlot des traditions et ses maîtres se flattent d'avoir su, face aux courants politiques et économiques modernes, main tenir l' « hispanité ». C'est pourtant dans ce pays, profondément enfoncé dans son passé, que se déroule, à partir de 1936, la dernière révolution de l'entre-deux-guerres. Comme la Russie en 1917, l'Espagne est, alors, le chaînon le plus faible du monde capitaliste ; là s'arrête cependant la comparaison. La révolution espagnole, à la différence de l'Octobre russe, n'était pas la première étincelle d'un incendie qui se propageait, mais seulement la dernière flambée d'un feu déjà éteint dans toute l'Europe. La révolution russe avait annoncé la fin de la première guerre mondiale. La révolution espagnole ne fera en définitive qu'offrir aux puissances qui se préparent à la seconde un fertile terrain d'expériences. La révolution devenue guerre civile ne sera finalement que le prélude et la répétition générale de la deuxième guerre mondiale.

Un pays écrasé par son passé

C'est au retard de son développement économique général que la Russie des tsars devait son caractère profondément arriéré. L'Espagne, au contraire, doit le sien, par un curieux paradoxe, aux conséquences directes de l'avance qu'elle avait prise, au début des temps modernes, sur les autres puissances européennes.

À l'époque où son hégémonie s'affirmait sur l'Europe en même temps que l'essor de son commerce mondial, sa monarchie se centralisait, ses particularismes régionaux s'estompaient : l'Espagne féodale reculait tandis qu'une nation et un État moderne s'ébauchaient. Mais la précocité même de cette expansion devait se retourner contre elle. La découverte de l'Amérique et l'édification d'un empire immense sur le Nouveau Continent portaient en elles les germes de la décadence. Tandis que les métaux précieux rapportés par les galions du roi allaient vivifier l'Europe occidentale, la métropole semblait frappée de paralysie, devenait en même temps que « fontaine de gloire » la « vallée de misère » qu'ont su décrire les historiens du XVI^e. L'Espagne perd, au XIX^e, ses dernières positions mondiales et ne sera finalement qu'effleurée par la révolution industrielle et libérale qui achève de transformer la vieille Europe.

Les classes d'ancien régime continuent de se décomposer sans pourtant que s'achève la formation de la nouvelle société bourgeoise en gestation. Le retard du développement capitaliste, le rétrécissement des rapports économiques freinent la formation de la nation, renforcent les tendances centrifuges et le séparatisme des provinces : les entrepreneurs du Pays basque et de la Catalogne qui ont, au XIX^e, bénéficié d'un développement industriel limité, supportent avec impatience, mais sans avoir la force de le secouer, le joug de l'oligarchie castillane. Les masses paysannes prolétarisées font parfois exploser leur colère dans de brutales flambées, véritables « jacqueries » en plein siècle du machinisme. Encore uni par mille liens au monde paysan, un prolétariat s'organise, animé de la même combativité. Ainsi s'accumulent, dans tous les pores d'une société complexe, les germes de destruction d'un passé encore si vivant et si pesant qu'il peut, au début du XX^e siècle, sembler éternel.

Un pays semi-colonial

Au début du XX^e siècle, l'Espagne est un pays essentiellement agricole. C'est à l'agriculture que se consacrent plus de 70 % de sa population active. Le paysan espagnol travaille avec les mêmes outils que son ancêtre au Moyen Âge : dans l'ensemble du pays, l'araire l'emporte encore sur la charrue. Les rendements à l'hectare sont parmi les plus faibles d'Europe, et plus de 30 % des terres cultivables restent en friche.

L'industrie, là où elle existe, est à peine sortie de la période manufacturière. La concentration se fait à un rythme très lent : seule la métallurgie du Pays basque présente tous les traits de la grande industrie capitaliste. En Catalogne, l'industrie textile, la plus importante du point de vue de la production globale, est encore éparpillée dans une poussière d'entreprises minuscules.

Sur le marché mondial, l'Espagne n'a à offrir que les produits de son sol et ceux de son sous-sol en échange des produits manufacturés des industries étrangères. Mais elle est aussi, inévitable corollaire, un terrain d'élection pour les capitaux étrangers investis depuis quelques décennies dans les secteurs les plus rentables et les plus importants : capitaux belges (un demi-milliard de francs) dans les chemins de fer et les tramways, capitaux français (trois milliards) dans les mines, le textile, l'industrie chimique, capitaux canadiens dans les centrales hydro-électriques en Catalogne et au Levante, capitaux britanniques (cinq milliards) qui contrôlent toute la métallurgie du Pays basque, les constructions navales, les mines de cuivre avec Rio Tinto⁵, capitaux américains, nouveaux venus mais non des moindres, qui contrôlent notamment les téléphones⁶, capitaux allemands enfin qui, en 1936, déjà incorporés dans les compagnies d'électricité du Levante, cherchent à pénétrer dans la métallurgie.

La guerre de 1914-18, en lui offrant des débouchés, avait apporté à l'Espagne une relative prospérité. D'un seul coup, elle s'était trouvée promue au rang de fournisseur de produits alimentaires et même, dans une certaine mesure, de produits fabriqués. Mais le retour de la paix l'exclut du marché mondial où elle est incapable de soutenir la concurrence des puissances industrielles. La crise mondiale l'atteint durement en 1929 ; les barrières douanières élevées par les grandes puissances barrent la route de l'exportation aux produits de son agriculture et provoquent l'effondrement d'un marché intérieur déjà à peine capable d'absorber les produits de l'industrie nationale : plus encore peut-être que les pays avancés, les pays à structure semi-coloniale, comme l'Espagne, sont atteints par la crise des années 30 et ses conséquences sociales⁷.

Structure de la société espagnole

L'extrême différenciation sociale accentuée en effet les moindres contrecoups économiques, raidit un organisme aux possibilités d'adaptation déjà réduites. On peut, avec Henri Rabasseire⁸ estimer que, sur onze millions d'Espagnols qui constituent la population active du pays, il y a huit millions de « pauvres » dont le travail assure tout juste la subsistance : un million de petits artisans, deux à trois millions d'ouvriers agricoles, deux à trois millions d'ouvriers d'industrie et de mineurs, deux millions de métayers ou tout petits propriétaires ruraux. Entre cette masse et le million de privilégiés que Rabasseire appelle les « parasites » – fonctionnaires, prêtres, militaires, intellectuels, grands propriétaires ruraux et grands bourgeois – s'intercalent moins de deux millions d'hommes des « classes moyennes » pour moitié paysans aisés, pour moitié petits bourgeois groupés dans les centres les plus évolués : Barcelone, Valence, Bilbao, Santander...

Aucune expansion n'est possible tant que ces huit millions de « travailleurs pauvres » n'ont d'autre possibilité que d'assurer péniblement leur subsistance dans des conditions de vie uniformes, avec une consommation réduite au strict minimum, un budget essentiellement consacré à la nourriture. Le développement des forces de production dans le cadre du capitalisme est fermé à l'extérieur par les barrières douanières ou la concurrence des grandes puissances qui lui interdisent l'ouverture des marchés. À l'intérieur, la création d'une paysannerie solide et prospère permettrait la création d'un marché intérieur. Mais elle exige préalablement le règlement du problème n° 1 de l'Espagne, celui de la terre. C'est dans les campagnes que s'accusent le plus fortement les oppositions sociales, que s'alimentent les haines séculaires.

⁵ A la veille de la révolution, la Compagnie des mines de cuivre du Rio Tinto réalise des bénéfices annuels de l'ordre d'un million de livres, alors que son capital est de quatre millions. La duchesse d'Atholl (*Searchlight on Spain*) l'accuse d'avoir financé la rébellion militaire en fournissant à ses chefs des livres sterling pour 40 pesetas, alors que le cours normal était de 80 à 100 pesetas. Notons également la présence en Espagne de la grande firme d'armements britannique Vickers-Armstrong, étroitement liée aux banques Zubira et Urquijo.

⁶ La *Traction Light & Electric Power* contrôle les neuf dixièmes de la production d'énergie électrique de Catalogne.

⁷ C'est à ce moment que, par représailles contre l'établissement du monopole du pétrole par le gouvernement dictatorial du général Primo de Rivera, le milliardaire américain Deterding retire son soutien à la peseta.

⁸ *Espagne, creuset politique*, p. 60.

La question agraire

En 1931, deux millions de travailleurs agricoles n'ont pas de terre, tandis que 50 000 hobereaux possèdent la moitié du sol de l'Espagne. Tandis qu'un million et demi de petits propriétaires dont les terres ne dépassent pas un hectare de superficie sont obligés pour vivre de travailler sur les terres des grands, 10 000 propriétaires ont plus de 100 hectares... Dans certaines provinces, la domination des « grands » est totale : 5 % des propriétaires détiennent dans la province de Séville des terres qui représentent 72 % de la valeur totale de celles de la province ; dans celle de Badajoz, 2,75 % des propriétaires possèdent 60 % de la superficie. On cite couramment le duc de Medinaceli qui possède 79 000 hectares, le duc de Peñaranda qui en a plus de 51 000...

Pourtant le tableau de la condition des terres et des paysans est infiniment plus varié que ne pourraient le faire croire ces chiffres brutaux. Les systèmes agraires varient en effet avec les conditions naturelles, notamment le degré de sécheresse. Ces formes diverses résultent aussi des luttes séculaires des paysans pour la terre. Entre le travailleur intermittent et le petit propriétaire indépendant, il y a toute une gamme de fermiers, de métayers, aux baux de plus ou moins longue durée, de petits propriétaires astreints à payer des redevances venues directement du régime féodal médiéval. Aussi peut-on, avec M. Gerald Brenan⁹, distinguer deux problèmes agraires essentiels, celui des petites tenures du Nord et du Centre, souvent trop petites pour la subsistance de ceux qui les travaillent, celui des grands domaines du Sud exploités par le travail d'ouvriers à qui l'abondance de main-d'œuvre permet de n'offrir que des salaires de famine.

Le petit propriétaire des Asturies, qui bénéficie de l'appoint de vastes pâturages communaux, le métayer du Pays basque, de Navarre ou de Maestrazgo ne connaissent qu'exceptionnellement la misère, s'ils ignorent pourtant l'aisance. Mais le paysan de Galice sur sa terre minuscule est écrasé par le poids du *foro*, résidu des taxes seigneuriales, et celui du Léon, de la vieille Castille et du plateau d'Aragon se débat trop souvent entre les mains des usuriers. Si le paysan du Levante est quelquefois parvenu à racheter la tenure héréditaire astreinte au paiement du *censo*, le fermier des plaines irriguées de Grenade et Murcie doit payer des loyers énormes. Le petit propriétaire catalan jouit d'une relative aisance, mais son voisin, le « rabassaire »¹⁰, a vu sa condition se dégrader au cours des dernières années.

Sur le plateau de Nouvelle Castille, les domaines des nobles sont presque toujours loués. Le drame, ici, est dans la brièveté du bail et sa précarité, l'absence d'obligations pour le propriétaire, qui peut hausser les baux à sa guise et laisse souvent ses agents abuser encore du paysan. D'après les registres de l'impôt de 1929, 850 000 chefs de famille, sur un total de 1 000 000, ont un revenu quotidien inférieur à une peseta...

Dans la Manche et l'Estramadure, les domaines sont plus grands et les petits exploitants moins nombreux. Dans les plaines, le paysan typique est le *yuntero*, paysan sans terre, possesseur d'un attelage de mules, qui cultive quand il le peut la terre du grand propriétaire absentéiste.

L'Andalousie est le domaine classique des latifundia. Ici le revenu moyen annuel d'un grand propriétaire est d'environ 18 000 pesetas, celui d'un petit propriétaire étant de 161 pesetas. Mais la majorité des paysans ne sont pas propriétaires du tout : ce sont les *braceros* – les « brassiers » de notre Moyen Âge –, journaliers qui n'ont guère de travail plus d'un jour sur deux et doivent vivre toute l'année avec les salaires de misère gagnés à travailler, dans les pires conditions¹¹, sur les grands

⁹ *The Spanish Labyrinth*, pp. 87-131.

¹⁰ *Rabassaire* : métayer d'un type spécial (*rabassa morta* : racine morte) dont le bail prend fin quand les trois quarts des plants sont morts. Relativement favorables au XIX^e, ces conditions deviennent catastrophiques avec les ravages du phyloxéra et l'introduction de plants nouveaux exigeant plus de soin et durant moins longtemps. Sous l'influence de Gambo et de la droite, le Tribunal des garanties constitutionnelles abrogera la loi votée en faveur des rabassaires par le Parlement catalan à la veille de l'insurrection de 1934.

¹¹ Le travail dure du lever au coucher du soleil. Au début de 1936, la majeure partie des salaires des ouvriers agricoles sont compris entre 0,60 et 3 pesetas. Or le travail est à la fois intermittent et saisonnier.

domaines, sous la surveillance du *labrador*, l'intendant rapace, toujours prêt à s'enrichir par des amendes arbitraires ou le chantage à l'embauche. Bien des terres cultivables restent en friche, soit que leur propriétaire se les réserve pour la chasse, soit qu'il veuille ainsi tenir la dragée haute aux revendications des *braceros*. Car cette région, qui compte des populations peut-être les plus misérables d'Europe, est aussi la patrie de la haine de classes, de l'esclave toujours prêt à se révolter contre le maître : les « jacques » ont faim de terre...

C'est donc, en définitive, une poignée de grands propriétaires qui domine la terre d'Espagne¹². Les « oligarques », comme disent leurs adversaires, ont su, depuis des siècles, préserver l'essentiel de leurs privilèges et de leur fortune au détriment de la masse paysanne. La monarchie a été leur régime, le seul véritablement conforme à leurs intérêts et à leurs aspirations. C'est pour la sauver qu'ils ont consenti, en 1923, au pronunciamiento qui devait inaugurer la dictature du général Primo de Rivera. En 1930, c'est le consentement général du roi et des oligarques qui congédie Primo et appelle le général Berenguer. En 1931, la proclamation de la République se fera sans violence : ce sera la « glorieuse exception » d'une « révolution pacifique », ainsi que le proclame au micro le grand propriétaire Alcala Zamora, devenu président. La monarchie fait place à la République sans que, pour l'essentiel, le régime économique et social ait subi d'atteinte. Alphonse XIII quitte l'Espagne, mais il n'abdique pas. Les oligarques, dans leur quasi-totalité, lui restent fidèles. Ils conservent, sous le nouveau régime politique, les solides piliers qui ont de tout temps étayé leur domination : l'Église et l'Armée.

L'Église

L'Église espagnole est, elle aussi, un anachronisme, qui semble issu tout droit du Moyen Age avec ses 80 000 prêtres, moines et religieuses. Sa puissance spirituelle et temporelle est considérable. Il est cependant difficile d'estimer ses richesses avec exactitude. Sans doute n'est-elle pas, comme on l'a souvent affirmé, le plus gros propriétaire foncier du pays ; mais elle n'est pas loin de l'être. L'enquête du ministère de la Justice effectuée au lendemain de la proclamation de la République lui attribue 11 000 domaines, évalués à quelque 130 millions de pesetas. Ses propriétés urbaines ne sont pas moins considérables, et elle est une puissance du monde des affaires, de la banque comme de l'industrie, contrôlant directement ou par l'intermédiaire d'hommes de paille des entreprises aussi importantes que la Banque Urquijo, les mines de cuivre du Rif, les chemins de fer du Nord, les tramways de Madrid ou la Compagnie Transméditerranéenne.

Elle était sous la monarchie, et elle est restée dans une large mesure sous la République, maîtresse de l'enseignement¹³ : dans ce pays qui compte, il est vrai, douze millions d'illettrés – la moitié de la population –, ce sont ses écoles qui ont instruit et éduqué plus de cinq millions d'adultes. Mais cette emprise sur l'éducation est loin de se traduire par une influence équivalente. Les troubles antis catholiques, les incendies de couvents et d'églises qui ont marqué le mois de mai 1931 révèlent un phénomène pro fond : les masses populaires se sont dégagées de l'emprise de l'Église et se tournent contre elle¹⁴. Il est d'ailleurs intéressant de noter ici que c'est seulement dans les régions où l'inégalité sociale est moins frappante, soit que tout le monde y soit pauvre, comme en Galice, soit que le niveau général de vie soit acceptable comme en Pays basque, en Navarre, au Levante ou en Catalogne et, dans une certaine mesure, en Vieille Castille, que l'Église conserve une audience dans les masses rurales.

¹² Rabasseire estime à deux millions le nombre de paysans sans terre. Le conservateur Mateo Azpeitia affirme que, de plus, 84 % des petits propriétaires ont besoin d'un salaire pour vivre (*La Reforma agraria en España*, Madrid, 1932).

¹³ La *Ley de Congregaciones* votée par les républicains et qui devait enlever aux congrégations le contrôle de l'enseignement, ne fut jamais appliquée. Des réalisations laïques des premières années de la République, il restait en 1936 la séparation de l'Église et de l'État, l'institution du divorce et l'interdiction de la Compagnie de Jésus.

¹⁴ Les incidents de mai 36 sont, à cet égard, significatifs. Le bruit ayant circulé que des prêtres et des femmes catholiques distribuaient des bonbons empoisonnés aux enfants des quartiers ouvriers, on s'attaqua un peu partout dans Madrid aux églises, aux prêtres et aux personnes connues pour leur zèle religieux. Tous les partis ont, bien entendu, rejeté sur des « provocateurs » l'origine des rumeurs. Mais, pour qu'elles aient pu trouver audience, il fallait que le senti ment anticatholique ait une singulière profondeur.

Ailleurs, dans l'Espagne des latifundia, l'Église est considérée comme l'instrument de propagande et d'encadrement des riches, comme le défenseur d'un ordre social et d'une propriété iniques, comme l'adversaire résolu de toute amélioration sociale, l'ennemi des travailleurs. Mgr Segura, l'archevêque de Tolède, dont les revenus annuels sont de 600 000 pesetas, incarne parfaitement l'aspect intégriste et réactionnaire de l'Église espagnole. Ce prélat, « homme d'église du XIII^e siècle », qui « pensait qu'un bain était une invention des païens sinon du diable lui-même et qui portait un cilice comme un moine d'autrefois »¹⁵, primat d'Espagne, sera le champion de l'opposition inconditionnelle à la République, l'adversaire résolu, non seulement de toute « subversion », mais de tout libéralisme.

L'armée espagnole

Originale par ses structures comme par sa place dans la société, l'armée espagnole n'a pas d'équivalent en Europe. Régulièrement battue depuis un siècle dans la défense des dernières possessions coloniales, elle s'affirme en même temps comme un corps politique autonome. En bref, c'est une armée de pronunciamiento – le mot est espagnol, ce n'est pas un hasard. Vaincus, humiliés par leurs défaites répétées, les officiers en imputent la responsabilité aux gouvernements successifs. La guerre du Rif, contre le chef marocain Abd-el-Krim, s'est prolongée de 1921 à 1926 : elle a coûté à l'Espagne la vie de 15 000 de ses soldats pour la seule année 1924 et n'a pu se conclure victorieusement qu'avec l'intervention des troupes françaises de Lyautey. Les chefs militaires, malgré les désastres, ont pu se faire les champions de la reconquête coloniale contre les gouvernements d'abandon, et c'est dans ce rôle qu'est apparu pour la première fois sur le terrain politique le lieutenant-colonel Francisco Franco, un des chefs de la légion étrangère. Après la victoire, le Maroc reste le fief de l'Armée : les généraux y sont de véritables proconsuls.

Débouché honorable pour les fils de famille, – les *señoritos* – la caste des officiers, jalouse de ses privilèges, dont le principal reste de se « prononcer », incarne aux yeux des traditionalistes toutes les vertus espagnoles. Elle est, dans le marasme général, la seule arme réelle des classes dirigeantes leur ultime recours et leur suprême espoir. C'est avec le consentement des chefs de l'Armée que la République a été proclamée. Mais le pronunciamiento manqué d'un de ses chefs les plus écoutés, le général Sanjurjo, le 12 août 1932, a montré que ce consentement pouvait à chaque instant être retiré, si la République s'avisait de ne pas être docile aux injonctions des oligarques¹⁶.

Fait remarquable, cette armée dont l'artillerie est composée de vieux canons de 75, dont les fantassins sont munis de Lebel de 1909, dont aucun avion ne pourrait tenir l'air face à n'importe quelle aviation étrangère, est abondamment pourvue de mitrailleuses. Elle ne résisterait pas une semaine contre une armée moderne : elle reste capable de noyer dans le sang une tentative révolutionnaire. Mal nourries, mal vêtues, mal équipées, ses recrues sont aussi très mal entraînées. Les officiers sont d'un niveau technique très médiocre, les plus expérimentés étant les coloniaux qui ont servi dans les unités du Maroc. Elle a pourtant son élite, véritable armée de métier, avec le *Tercio* de la légion étrangère, organisé pendant la guerre du Rif par le général Millan Astray, et ses régiments marocains recrutés parmi les tribus montagnardes les plus arriérées et les plus guerrières. Ces mercenaires, légionnaires et Maures, sont la troupe de choc de cette armée de guerre civile. Lorsque, en octobre 1934, les mineurs des Asturies se soulèvent contre la perspective de l'arrivée au pouvoir de la droite ce sont ces unités d'élite, étrangères à l'« hispanité », mais efficaces, qui écraseront en douze jours l'insurrection ouvrière. Et l'on verra servir au premier rang quelques-uns des officiers condamnés pour s'être soulevés deux ans auparavant sous Sanjurjo contre la République.

Ce sont d'ailleurs les officiers qui manquent le moins à cette armée. Sous la monarchie, on en comptait

¹⁵ Ramos Oliveira: *Politics, Economics and Men of Modern Spain*, p. 438.

¹⁶ Le pronunciamiento a échoué devant la grève générale déclenchée par les syndicats à Séville. La police, qui n'était pas intervenue contre les militaires, tira sur les ouvriers qui réclament leur châtement. Sanjurjo et d'autres officiers seront condamnés à mort. Le général déclarera devant le tribunal qu'il s'était prononcé pour obtenir le retour des Jésuites, empêcher l'application de la réforme agraire et du statut de la Catalogne (voir plus loin).

15 000, dont 800 généraux, soit un officier pour six hommes, un général pour un peu plus de 100 soldats. Sous la République, il y a de moins en moins d'officiers républicains. Le gouvernement Azaña, pour dégager les cadres, a offert solde entière à ceux qui demanderaient une retraite anticipée : nombreux seront les officiers de gauche qui saisiront l'occasion de quitter l'armée dont l'atmosphère est devenue pour eux irrespirable. L'écrasante majorité des cadres, la totalité des grands chefs sont résolument monarchistes, partisans de l'oligarchie, adversaires de toute évolution ennemis mortels de la révolution¹⁷.

La bourgeoisie

L'emprise du passé pèse jusque sur les forces théoriquement neuves de la jeune bourgeoisie espagnole.

L'industrialisation de l'Espagne s'est, nous l'avons vu, poursuivie sur un rythme très lent au cours du XIX^e siècle, et dans des secteurs géographiquement restreints. Cette lenteur et cette localisation expliquent les caractères propres de la classe bourgeoise ainsi créée. C'est seulement en Biscaye et dans les Asturies que s'est constituée une véritable oligarchie financière, que représentent bien la Banque de Biscaye et celle de Bilbao. La plupart des historiens n'ont pas manqué de souligner les circonstances politiques de l'apparition de ce capitalisme financier s'épanouissant au lendemain de la défaite du mouvement libéral par l'oligarchie agraire de la Restauration. Le libéralisme bourgeois souffre, certes, de la médiocre implantation de la bourgeoisie dans le pays, mais il subit aussi le handicap d'avoir toujours été dénoncé par ses adversaires comme un produit de l'étranger. En plein XX^e siècle, le bourgeois libéral devra d'abord se défendre d'être un *afrancesado*¹⁸. Suspect de n'être qu'un porte-parole d'idées étrangères ou un prête-nom de capitaux étrangers, le bourgeois espagnol, dans son désir d'être accepté dans le cercle des « dirigeants », a multiplié les concessions, les reniements, les capitulations.

Les millionnaires de Bilbao et des Asturies se sont empressés de s'allier à l'oligarchie foncière et de partager avec elle les sièges de la Banque d'Espagne¹⁹. La nouvelle oligarchie financière, à peine née, s'est unie par mille liens, tant personnels qu'économiques, avec l'aristocratie. Le comte de Romanones, l'un des plus importants hommes d'État de la monarchie, est grand propriétaire foncier dans la province de Guadalajara, le plus important propriétaire d'immeubles de Madrid, gros actionnaire des mines de la Peñarroya et de plusieurs banques importantes. La bourgeoisie est donc bien incapable de donner à l'économie espagnole l'impulsion nécessaire à une transformation profonde, dans la mesure où celle-ci supposerait une atteinte aux intérêts de l'oligarchie foncière qui n'est finalement qu'un des secteurs d'une vaste oligarchie de possédants.

A la veille de la révolution, elle trouve en Juan March sa plus vigoureuse expression. Ancien contrebandier devenu directeur du monopole du Tabac sous Alphonse XIII, ce grand financier et industriel, accusé de trahison et de fraude par le premier gouvernement républicain, est, en même temps, propriétaire de vastes domaines ruraux, homme de confiance des milieux capitalistes anglais, président du Bureau central de l'industrie espagnole où il siège aux côtés de Romanones et de Sir Auckland Geddes, de la Rio Tinto, de représentants des intérêts capitalistes français, italiens et allemands. Il finance tout ce qui est opposé à la République et jouera, dans les événements qui préparent la guerre civile, un rôle décisif, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

¹⁷ Le colonel Doval, chef de l'Ordre public dans les Asturies, peut déclarer qu'il est « déterminé à exterminer la semence révolutionnaire jusque dans le ventre des mères ». Exécutions sommaires, tortures sur une grande échelle marquent cette répression de 1934 que l'opinion ouvrière devait imputer en bloc à l'armée de métier.

¹⁸ Souvenir de l'époque napoléonienne où seuls quelques bourgeois osèrent « collaborer » avec l'occupant français.

¹⁹ Selon Victor Alba (*Histoire des républiques espagnoles*, p. 307), 18 000 personnes disposent de toutes les actions de la Banque d'Espagne dont les bénéficiaires, au cours de cinq années quelconques, amortissent le capital. Le dividende distribué ne fut jamais inférieur à 16 %. L'année de la répression des Asturies, il atteint 130 %.

L'aristocrate espagnole et les partis conservateurs

L'aristocrate espagnole est bien différente de l'aristocrate anglais, qui a su s'intégrer au mouvement d'expansion capitaliste. Il ne se préoccupe guère de faire prospérer son domaine comme une entreprise, mais se soucie avant tout de préserver son autorité de seigneur sur la main-d'œuvre à bon marché dont il croit disposer par droit de naissance. Il n'a de raison d'être que l'appartenance à sa caste et affirme volontiers qu'il est l'incarnation de l'Espagne. Derrière lui se tiennent ses ancêtres, qui lui ont légué, inséparables, nom, fortune et autorité. Il est tout naturellement monarchiste et ne connaît d'autre loi que celle de sa propre classe.

La majorité d'entre eux sont des partisans d'Alphonse XIII et de la monarchie comme principe de conservation sociale. Ce sont eux qui fournissent sous la République les cadres du « Parti de la Rénovation espagnole », « couverture légale de l'insurrection » selon Ansaldo, que dirigent Goicoechea et José Calvo Sotelo. Ce dernier, après son retour d'exil, est la figure de proue d'un parti décidé ment plus ouvertement conservateur, « corporatiste et autoritaire » que monarchiste. Encore jeune – il est né en 1893 –, il a derrière lui une carrière politique déjà brillante. Député à 25 ans, il est gouverneur de Valence l'année suivante, puis ministre des Finances sous la dictature de Primo de Rivera. Par Balbo, il a eu des contacts répétés avec le gouvernement fasciste de Rome. Lié à tous les milieux influents de l'oligarchie, notamment à Mgr Segura, admirateur avoué du national-socialisme et du fascisme, remarquable orateur, bon journaliste à la réputation d'économiste, il sera, dans les Cortes, la Chambre de 36, le chef de l'extrême-droite et un des dirigeants du complot des généraux.

La « Communion traditionaliste », l'autre mouvement monarchiste, a, incontestablement, une base populaire parmi les petits paysans de Navarre qu'encadre un clergé fanatique. Le mouvement « carliste », né après les guerres napoléoniennes, rassemble depuis plus d'un siècle, sous la devise « Dieu, la Patrie, le Roi », les conservateurs catholiques les plus fanatiques et conspire inlassablement pour « restaurer » l'autorité « légitime » de ses « prétendants » successifs, dont le dernier en date est le vieil Alfonso Carlos. Son véritable chef, Manuel Fal Conde, le prépare systématiquement, depuis plusieurs années, au soulèvement armé contre la République.

Le 31 mars 1934, Antonio Goicoechea pour la Rénovation espagnole, Antonio Lizarza pour les carlistes et le lieutenant-général Barrera ont signé à Rome avec Mussolini un accord par lequel le Duce s'est engagé à soutenir leur gouvernement pour le renversement de la République par des fournitures d'armes et d'argent. Entre 1934 et 1936, de nombreux jeunes gens de l'organisation militaire carliste des *requêtes* ont suivi en Italie des stages de formation militaire. Des stocks d'armes ont été constitués en Navarre grâce aux fonds italiens²⁰.

Carlistes et alphonstistes, en effet, refusent de s'incliner devant un suffrage universel dont la conception même est à leurs yeux une offense à l'« hispanité », et se considèrent comme investis de la providentielle mission de sauver l'Espagne et la chrétienté menacées de subversion tant par les révolutionnaires que par les libéraux...

L'Action populaire

L'Église d'Espagne n'a pas suivi immédiatement ceux des siens qui voulaient l'entraîner sur les traces des conspirateurs monarchistes. Il semble que ce soit sur les conseils du Vatican, plus « politique », qu'ait prévalu, sous la République, la ligne plus souple des Jésuites et de leur homme de confiance Angel Herrera, directeur d'*El Debate*. Il s'agit de créer, d'encadrer et d'animer un grand parti catholique de masses, refusant aussi bien l'étiquette de « monarchiste » que celle de « républicain », acceptant de jouer le jeu dans le cadre du régime parlementaire, mais proclamant ouvertement son intention d'abolir, dans la constitution, toute référence à la laïcité de l'État²¹. L'« Action populaire » ainsi

²⁰ Lizarza, dans ses *Memorias de la Conspiracion en Navarra*, précise (p. 50) que l'argent italien permit d'acheter en Belgique 6 000 fusils, 150 mitrailleuses lourdes, 300 légères, 10 000 grenades et 5 millions de cartouches. La première unité militaire, le Tercio de Pampelune, fut mise sur pied dès le 10 janvier 36 (p. 73).

²¹ C'est ainsi que celui qui sera l'animateur du parti, Gil Robles, peut écrire : « La démocratie est pour nous non une fin mais un

constituée n'est que la transposition dans l'arène électorale, sous la forme d'un parti réactionnaire et autoritariste, de l'Action catholique encadrée par la hiérarchie. Son chef est José Maria Gil Robles, fils d'un juriste catholique, brillant élève des Salésiens de Salamanque, journaliste au *Debate*. Choisi par Herrera pour diriger le parti de l'Église et des propriétaires, marié à la fille d'un comte richissime, il ne manque pas de qualités pour le rôle qui lui est dévolu : bon organisateur, orateur capable et non dépourvu de dons pour l'action, il s'est donné pour modèle, non Hitler qu'il admire pour son efficacité mais dont il désapprouve l'attitude anticatholique, mais le chancelier autrichien Dollfuss et son État corporatiste.

En 1933, il parvient, en fusionnant son organisation avec d'autres groupements de droite, à créer la C.E.D.A. (Confédération espagnole des droites autonomes) : l'alliance électorale avec les groupes monarchistes lui permet un énorme succès. La C.E.D.A. sera, de 34 à 36, l'âme de la coalition avec les républicains de droite, qui détruira systématiquement toutes les réalisations du premier gouvernement républicain. Ces deux années, baptisées le *bienio negro* – les deux années noires – par les républicains et les socialistes, verront la mise en veilleuse de la réforme agraire, la baisse systématique des salaires, la réintégration à des postes de commandement des officiers monarchistes un instant écartés. Féroce dans la répression de l'insurrection des mineurs asturiens, la C.E.D.A. quittera la coalition gouvernementale quand le président de la République refusera de faire exécuter le chef de l'insurrection, le dirigeant socialiste Gonzalez Peña. Elle s'opposera aux réformes, pourtant modestes, en faveur des *yunteros*, proposées par un de ses membres, le ministre de l'Agriculture Jimenez Fernandez²². En 1935, elle est candidate au pouvoir qu'elle désire, désormais, exercer seule.

Le complot militaire

C'est sous l'œil bienveillant de Gil Robles, ministre de la Guerre de 34 à 35, que s'est développée la conspiration militaire sur laquelle comptent les éléments extrémistes. L'un des premiers actes du gouvernement issu des élections de 1934 a été la proclamation de l'amnistie des militaires impliqués en 1932 dans le pronunciamiento du général Sanjurjo. Les officiers condamnés et révoqués sont réintégrés. En 1934, sur l'initiative du même Sanjurjo, se crée l'« Union militaire espagnole » qui devient très vite le centre d'une conspiration dont font partie la plupart des grands chefs, le général Franco, chef d'état-major, le général Fanjul, sous-secrétaire d'État, le général Rodriguez del Barrio, inspecteur général de l'armée, tous monarchistes et conservateurs installés aux postes de commandement de l'armée républicaine. L'un des leurs, le lieutenant général Barrera, a paraphé, avec les monarchistes Lizarza et Goicoechea, l'accord avec Mussolini.

Sous le nom de guerre de « don Pepe », c'est le colonel Varela – bientôt promu général – qui a assuré la liaison avec les chefs carlistes et dirigé en Navarre la formation militaire des *requêtes*. Au cours de l'été 1935, pendant les grandes manœuvres des Asturies, Franco, Fanjul, Goded, ont, selon un des historiographes officiels du mouvement, jeté « les bases des préparatifs du soulèvement national ». Les chefs de l'armée sont prêts à entrer en action si le parti de Gil Robles devait se révéler incapable de s'emparer du pouvoir par la voie des élections.

La Phalange

L'exemple allemand et italien a conduit certains milieux de l'oligarchie à envisager l'utilisation d'instruments politiques plus modernes que les partis traditionalistes.

moyen d'aller à la conquête d'un État nouveau. Quand le moment sera venu, ou les Cortes se soumettront, ou nous les supprimerons » (*El Debate*, cité par Brenan, op. cit. p. 280). Gil Robles critique la « tactique catastrophique » des monarchistes, qui risquent, à ses yeux, par réaction contre la dictature, de provoquer une « révolution sociale, la république communiste ».

²² Jiménez Fernandez, sorte de « démocrate-chrétien » espagnol fut, pendant quelques mois, la bête noire des oligarques, qui le surnommaient « le bolchevik blanc ». Comme il s'était permis, à l'appui de ses projets, de citer une encyclique de Léon XIII, un député monarchiste lui répondit : « Si vous essayez de nous prendre nos terres des encycliques à la main, nous finirons par devenir schismatiques ».

Dès avant 1936, le milliardaire Juan March a financé²³ un mouvement qui sera amené, à travers la guerre civile, à jouer un rôle de tout premier plan. C'est en 1932 que José Antonio Primo de Rivera, le fils du dictateur, a fondé la « Phalange espagnole », devenue « Phalange espagnole traditionaliste » en 1934 après sa fusion avec les « Juntas offensives nationales syndicalistes », et qui reste un groupe minuscule et sans influence réelle jusqu'au lendemain des élections de février 1936.

Le programme en 26 points de la Phalange est typiquement fasciste : il reproche aux républicains leur timidité devant l'oligarchie, propose la nationalisation des banques et des chemins de fer, une réforme agraire radicale, mais en même temps dénonce la doctrine marxiste corruptrice et dissolvante de la lutte des classes, pour lui opposer l'idéal de « l'harmonie des classes et des professions dans une destinée unique », celle de la Patrie et de l'Europe. Seule son attitude vis-à-vis de l'Église différencie la Phalange du *Fascio* mussolinien : un phalangiste, même athée, respecte dans l'Église catholique l'idéal historique de l'Espagne²⁴. Les succès de Mussolini et d'Hitler semblent aux partisans de José Antonio les garants de leur victoire proche, leurs rêves impériaux les entraînent vers le Maroc français et une suzeraineté renouvelée sur l'Amérique du Sud, cet autre produit de l'« hispanité » et de la « destinée commune ».

Le fondateur et chef de la Phalange, José Antonio, comme on dit tout simplement, est un jeune Andalou plein de charme, ayant pour lui les atouts de sa jeunesse, d'une incontestable élégance d'allure et d'une certaine générosité, qui fera que nombre de ses adversaires les plus farouches ne se défendront que mal d'une sympathie spontanée à son égard. Néanmoins son mouvement n'est pas encore pris au sérieux. Comme le fascisme et le national-socialisme, le phalangisme ne se situe sur un terrain « social » que pour mieux combattre les organisations marxistes et leur opposer les armes de la terreur et de la violence. Jusqu'en 1936, l'oligarchie espagnole reste réticente vis-à-vis de ce mouvement d'allure plébéienne et se fie plutôt à Gil Robles pour une victoire obtenue dans le cadre légal des élections : elle n'est pas encore prête à accepter les inconvénients qu'il y aurait pour elle à être sauvée par un parti de doctrine et de méthode fascistes, souvent aussi dur avec ses alliés et bailleurs de fonds qu'avec ses adversaires. En février 36, la Phalange ne compte que quelques milliers d'adhérents, dont mille à Madrid. Elle ira seule aux élections, essuyant de retentissants échecs. Elle reste une force en réserve, apte à être utilisée si la classe ouvrière menaçait de nouveau de descendre dans la rue. José Antonio qui, lui aussi, a rencontré Mussolini, est en étroite liaison, en tout cas, avec les dirigeants militaires et politiques du complot.

Les républicains autonomistes

Les forces qui pourraient s'opposer à ces menaces sont minces, et, surtout, divisées.

C'est l'un des drames des républicains et des libéraux espagnols que l'inachèvement de la nation espagnole, la persistance des tendances autonomistes aient empêché, malgré l'existence d'une bourgeoisie basque et d'une bourgeoisie catalane, la constitution d'une véritable bourgeoisie espagnole. Les banquiers du Pays basque et les plus gros entrepreneurs catalans ont partie liée avec l'oligarchie. Tous les éléments petits-bourgeois qui, dans les pays d'Occident, constituent les bases des partis les plus solidement attachés au régime parlementaire se sont tournés vers des mouvements autonomistes.

Ce sont des juristes comme Manuel de Irujo et Leizaola, des industriels comme José Antonio Aguirre y Lecube qui dirigent en 1936 le « Parti nationaliste d'Euzkadi »²⁵, fondé en 1906 sur une base raciale,

²³ Parmi les bailleurs de fonds de la Phalange, il est intéressant de relever, selon Hughes, le nom de M. de Lequerica, plus tard ambassadeur à Vichy, puis ministre des Affaires étrangères.

²⁴ Le caractère plébéien du fascisme phalangiste est plus nettement marqué, par opposition à José Antonio Primo de Rivera, véritable *señorito*, chez Ramiro Ledesma Ramos, fondateur des J.O.N.S. Admirateur de Hitler, hostile au catholicisme, il dirige vers la C.N.T. (cf. plus loin) la propagande des J.O.N.S. dont le drapeau est, aussi, rouge et noir. Membre de la Phalange (avec José Antonio et Ruiz de Alda), il la quitte à la fin de 1935. Il sera fusillé au début de la guerre civile par les milices.

²⁵ *Euzkadi* : Pays basque.

politique et religieuse qu'exprime parfaitement leur devise : *Todo para Euzkadi y Euzkadi para Dios*. Les curés de campagne encadrent solidement les paysans basques résolument conservateurs. Les capitalistes soutiennent volontiers de leurs subsides un parti anti-socialiste qui a su organiser, contre l'U.G.T. et les syndicats acquis à l'idéologie de lutte de classes, des syndicats catholiques « jaunes », les « Solidarités d'ouvriers basques », et qui leur paraît un solide rempart défendant à la fois l'Église et les classes possédantes. Le développement industriel de la Biscaye, toujours soumis pourtant à l'incompétence et la corruption de l'État oligarchique, a augmenté encore dans les premières années du siècle l'attrait de l'idéal nationaliste déjà solidement enraciné dans les traditions séculaires d'un peuple incontestablement original et fier de l'être.

Sous la République, les nationalistes basques ont, tout naturellement, fait alliance avec la droite et les partis conservateurs et réactionnaires. Mais, en novembre 1933, la majorité de droite ayant repoussé le statut d'autonomie prévu pour le Pays basque, le parti se trouve rejeté dans l'opposition et dans une alliance de fait avec les républicains de gauche et les socialistes.

C'est un phénomène semblable qui s'est produit en Catalogne. Ici aussi, l'autonomisme catalan s'est nourri de la révolution industrielle et du conflit avec l'oligarchie agrarienne rétrograde. La grande bourgeoisie, certes, est restée prudente : elle a besoin du marché espagnol et de l'appui du gouvernement central contre un prolétariat remuant. Ses chefs, Cambó et ses amis de la *Lliga*, sont plus oligarques que catalans. Mais la petite bourgeoisie n'a pas les mêmes raisons de se montrer aussi prudente, à partir du moment où il est clair que le catalanisme n'a de chances de triompher que s'il jouit de l'appui des ouvriers et des paysans. Aussi son parti, l'*Esquerra catalane*, est un parti de masses, né en avril 1931 de la fusion de différents partis et groupements républicains de Catalogne : il s'appuie sur le puissant mouvement syndical paysan qu'est l'« Union des rabassaires ». Son inspirateur et animateur, Luis Companys, lié, autre fois à Salvador Seguí, a été longtemps l'avocat de la C.N.T. avec qui il conserve des contacts étroits. La République a été proclamée à Barcelone avant Madrid, en 1931, et, dès le 15 septembre de cette année, a été voté le statut d'autonomie de la généralité de Catalogne. Mais, en 1934, le statut d'autonomie a été suspendu, car les autonomistes, inquiets, ont déclenché et manqué un soulèvement contre la droite. Les autonomistes catalans se retrouvent dans les prisons avec les militants ouvriers.

Les républicains bourgeois

Dans le reste de l'Espagne, sauf quelques villes et les riches plaines irriguées du Levante, il n'y a nulle part de base véritable pour des partis républicains bourgeois. Le Parti radical d'Alejandro Lerroux a représenté les aspirations de la petite bourgeoisie hostile à l'Armée et à l'Église, incarné son désir de voir se créer une Espagne nouvelle, libérée des entraves de l'époque féodale, ouvrant la voie à une expansion capitaliste créatrice. Mais, effrayés par l'agitation ouvrière et paysanne, les radicaux ont reflué très vite et choisi, en 1933, par peur de la révolution, l'alliance avec la C.E.D.A., avec qui ils ont partagé les responsabilités gouvernementales. Le parti de Lerroux sombre dans le plus total discrédit à la suite d'un scandale financier en 1935²⁶. Une partie de son état-major, derrière Martínez Barrio, fils d'ouvrier et dignitaire de la franc-maçonnerie, rejoint à ce moment-là les « républicains de gauche » de Manuel Azaña, dont ils ne sont séparés que par des nuances.

Président du Conseil en octobre 31 jusqu'à la victoire de la droite aux élections de 1933, président de la République en 1936, Azaña, pour l'histoire, incarne les républicains espagnols. Né à Alcalá de Henarès en 1880, d'une famille aisée, brillant élève du Collège augustinien de l'Escorial, ce qui ne l'empêche pas, au contraire, d'être très tôt un ardent anticlérical, il a longtemps été plus attiré par la littérature que par la politique. Président de l'« Athénée » de Madrid, il joue un rôle important dans l'opposition républicaine à la fin de la monarchie et s'impose très vite dans les Cortes, à la tête du groupe des députés de l'« Action républicaine ». Admirateur de la France bourgeoise, il rêve d'une république d'ordre et d'équilibre, guidée par des notables, appuyée solidement sur une classe

²⁶ Prieto pourra dire que Lerroux et ses amis emportent les ministères jusqu'aux moquettes.

moyenne de paysans propriétaires. L'agitation ouvrière et paysanne ne le rejette pas dans les bras des conservateurs. Elle le persuade, au contraire, de la nécessité pour les républicains de mettre en avant un programme de réformes susceptible de gagner assez de travail leurs pour enrayer le mouvement révolutionnaire.

Son premier gouvernement a profondément déçu ceux qui n'attendaient rien de la monarchie, mais étaient disposés à tout attendre de la République. La loi agraire s'est attaquée au seul problème des latifundia, négligeant le drame de la vie précaire des petits paysans. En deux ans, 12 000 paysans seulement, sur les millions qui ont faim de terre, ont reçu un lot que d'ailleurs ils doivent payer, car les grands propriétaires sont indemnisés.

La réforme de l'armée n'a abouti qu'au départ des officiers républicains, trop heureux de se faire dégager des cadres avec solde entière ; les chefs monarchistes sont restés en place. L'effort du gouvernement Azaña sur le terrain des réformes sociales a été complètement annihilé par les conséquences de la crise mondiale sur l'économie espagnole. Sa législation anticatholique a soulevé contre lui une bonne partie des classes moyennes, sans entamer sérieusement les citadelles du cléricalisme. Surtout, face à l'agitation ouvrière et paysanne, l'ordre a été maintenu avec plus de fermeté que contre les monarchistes. La « Loi de défense de la République » a permis une répression qui ne le cède en rien en sévérité à celle de la monarchie. La « garde civile » héritée de la monarchie est restée intacte. Elle a été doublée par un autre corps de police, recruté parmi les républicains, la « garde d'assaut », non moins énergique dans son action contre les ouvriers et les paysans.

En janvier 1933, sous l'impulsion de militants anarchistes, les paysans de Casas Viejas, en Andalousie, se sont soulevés et ont proclamé le « communisme libertaire ». Azaña et son ministre de l'Intérieur, le galicien Casares Quiroga, portent une lourde responsabilité personnelle dans la répression qui a suivi : la garde civile a abattu vingt-cinq *braceros* et incendié leurs maisons. Quand Azaña quitte le pouvoir, le bilan de sa lutte contre l'agitation ouvrière et paysanne est lourd. Les prisons sont pleines de militants révolutionnaires : 9 000, en majorité anarchistes, selon les documents officiels. C'est cet aspect de son gouvernement qui a permis à un autre républicain, pourtant aussi modéré que l'est Martínez Barrio, de dire que le régime qui finit est un régime « de boue, de sang et de larmes ».

Discrédité après son passage au pouvoir, Azaña retrouvera pourtant une partie de sa popularité par suite de la persécution de la droite. Alors qu'il n'a aucunement pris part au soulèvement d'octobre 1934, il est poursuivi, puis emprisonné : il retrouve ainsi dans l'opposition le prestige perdu au pouvoir. Chef de la « gauche républicaine », cet homme « petit et trapu », au teint bilieux et verdâtre, les yeux fixes et sans expression »²⁷, que ses adversaires comparent volontiers à un crapaud, est un bon orateur parlementaire, mais un mauvais tribun. Quarante mille personnes se presseront pourtant à Comillas, près de Madrid, après sa libération, à un meeting où il parte en faveur des détenus politiques. C'est qu'il symbolise de nouveau l'union des républicains et des socialistes, la république parlementaire qui appelle les travailleurs à la soutenir pour une Espagne rénovée et modernisée libérée de l'oligarchie.

L'Espagne et le mouvement ouvrier

C'est sur ce problème que la coupure s'est produite dans les rangs des républicains bourgeois. Lerroux a choisi l'alliance avec la C.E.D.A. par crainte de la révolution ouvrière. Azaña et Martínez Barrio ont choisi de s'allier aux partis ouvriers et de faire faire à l'Espagne l'économie d'une révolution. Ils estiment que le cadre constitutionnel offre toutes les possibilités de profondes réformes de structure. Les Cortes, chambre unique élue au suffrage universel, direct et secret par des citoyens des deux sexes, peuvent, grâce à la loi électorale qui donne 80 % des sièges aux listes majoritaires dans les circonscriptions régionales, offrir des majorités stables. Les pouvoirs étendus du président de la République, droit de choisir et de révoquer le président du Conseil et droit de s'opposer à une loi, l'existence du Tribunal des garanties constitutionnelles leur semblent en même temps une garantie

²⁷ Ramos Oliveira, op. cit. pp. 301 sq.

contre les aventures. Ils espèrent, dans ce cadre, terminer l'œuvre, à peine ébauchée en 1931, de construction d'un véritable État libéral, laïque et démocratique, de régénération de la société par une réforme agraire qui ferait accéder à la propriété des millions de paysans sans terre.

Ils ne peuvent espérer mener à bien une telle tâche sans l'appui du mouvement ouvrier, syndicats et partis. Au cours du siècle, ce mouvement est devenu une force décisive dont l'influence se fait profondément sentir au cœur même de l'Espagne, dans le monde paysan. Certes, les paysans d'Euzkadi restent attachés à leurs traditions et au parti nationaliste, les Navarrais et ceux du Maeztrozgo forment la base populaire de carlisme, et les petits paysans de Catalogne et du Levante votent volontiers pour les républicains, de droite ou de gauche. Mais l'influence des socialistes est importante dans les campagnes asturiennes, chez les ouvriers agricoles de Vieille Castille, parmi les fermiers solidement organisés, dans les *huertas*²⁸ de Grenade et de Murcie. Ce sont les anarchistes qui organisent et inspirent les luttes des *subforados*²⁹ de Galice, les révoltes des *braceros* andalous, les combats des paysans sans terre d'Aragon... Le mouvement ouvrier est en train de conquérir la classe paysanne. Il devient à la fois adversaire et enjeu. Par ses revendications, même les plus modérées, il menace directement les intérêts vitaux de l'oligarchie.

C'est parce qu'il est une force terriblement explosive que la petite bourgeoisie républicaine recherche son alliance et son soutien pour sa propre politique. Il lui semble indispensable de l'avoir à ses côtés, contre des adversaires redoutables, pour réaliser, dans les campagnes espagnoles, ce 1789, que le pays n'a pas connus et sans lequel aucun progrès économique et social sérieux ne lui apparaît possible. Mais le mouvement ouvrier espagnol a, lui aussi, ses exigences et ses objectifs propres. À la fin de 1935, il semble prêt à se dresser aussi bien contre les oligarques qui veulent le détruire que contre les républicains qui songent à l'utiliser.

²⁸ Jardins irrigués.

²⁹ Paysans astreints au paiement du *foro*.

3. Le mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier espagnol a, lui aussi, une physionomie originale. Dans les autres pays d'Europe, la lutte commencée au sein de la 1^{ère} Internationale entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine a vu la victoire des premiers, ceux que l'on appelait alors les « autoritaires » ; ils ont construit les partis sociaux-démocrates affiliés à la II^{ème} Internationale et les centrales syndicales réformistes. En Espagne, au contraire, la victoire des « libertaires », les amis de Bakounine groupés dans la société secrète de l' « Alliance de la démocratie socialiste », a eu des conséquences durables, marquant pour longtemps le mouvement ouvrier espagnol de l'empreinte révolutionnaire des traditions anarchistes et anarcho-syndicalistes.

Les anarchistes

Les idées de Bakounine

Rien d'étonnant dans cette victoire : en ce pays agricole où tant de liens rattachent l'ouvrier d'industrie au paysan sans terre et au journalier, où la jacquerie, révolte brève et violente, et le banditisme des hors-la-loi sont la forme séculaire d'explosion des colères et des vengeances populaires, les idées de Bakounine ont trouvé un terrain favorable.

À ses yeux, en effet, seul le déchaînement spontané des forces des opprimés pouvait renverser le capitalisme, l'action énergique d'une minorité organisée n'intervenant que pour coordonner les initiatives des masses soulevées contre les forces de répression. À l'action politique des partis, séduisante dans les pays avancés, Bakounine et ses amis opposaient l'action insurrectionnelle, le rayonnement de l'exemple révolutionnaire, plus conformes aux traditions des luttes de classes espagnoles : c'est ainsi qu'ils attribuaient, dans l'œuvre d'émancipation, un rôle décisif aux « bandits bien-aimés », aux « anges vengeurs des pauvres » que le paysan espagnol chérit, même quand il les redoute³⁰.

Adversaires farouches de l'État considéré comme la forme séculaire d'oppression, les disciples de Bakounine, rejetant « toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire ou révolutionnaire »³¹, voyaient l'embryon de la société future, juste et fraternelle dans cette « commune libre », si proche des communautés paysannes médiévales, dans laquelle chaque révolté d'Espagne retrouvait son rêve.

L'anarcho-syndicalisme

L'influence des théoriciens anarchistes, comme le célèbre pédagogue Francisco Ferrer, et surtout d'Anselmo Lorenzo, celle des syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T. française, se combinèrent pour amener la naissance, en 1910, à partir des noyaux libertaires catalans, de la *Confederacion nacional del Trabajo*, organisation syndicale révolutionnaire que la répression n'empêchera pas de diriger dès 1917 la grande vague gréviste de Catalogne.

Un moment tentée de rejoindre l'Internationale communiste, comme le proposaient deux de ses dirigeants, les instituteurs Andrés Nin et Joaquín Maurín³², délégués par elle à Moscou et convertis au communisme, la C.N.T., après les événements de Cronstadt, reprend ses distances. Dans son bastion de Catalogne, elle a, dans les années qui suivent, à soutenir une lutte sanglante contre le gouverneur Martínez Anido : des centaines de militants tomberont sous les balles des *pistoleros* et parmi eux, le

³⁰ Voir, plus loin, la figure de Durruti. Là se trouve la racine de ce qu'on peut appeler la tradition « Cid-guérillero-brigand ».

³¹ Congrès de Saint-Imier, 1872.

³² Victor Serge, parlant de ses premières rencontres avec eux à Moscou, écrit : « On voyait dès le premier coup d'œil la qualité de cet instituteur de Lérida, Maurín, et de cet instituteur barcelonais, Nin. Maurín avait une allure de jeune chevalier comme les dessinaient les préraphaélites ; Nin, sous ses lunettes cerclées d'or, une expression concentrée que la joie de vivre allégeait » (*Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 140).

secrétaire de la C.N.T., Salvador Seguí³³.

C'est sous la dictature de Primo de Rivera, en pleine répression, que s'organise, en 1927, la *Federacion anarquista iberica*, la F.A.I., aussi mystérieuse que puissante, et qui, très vite, dominera complètement la C.N.T. Organisation secrète à l'image de *l'Allianza*, formée de groupes d'affinité semblables à des loges maçonniques sous l'autorité d'un Comité péninsulaire clandestin, la F.A.I. devient très vite l'âme de la centrale anarcho-syndicaliste.

C'est qu'elle n'est pas seulement un groupe anonyme et agissant, mais un état d'esprit typiquement espagnol. Ainsi que l'écrit le syndicaliste français Robert Louzon, familier et sympathisant de l'anarcho-syndicalisme espagnol : « Le « faillisme », c'est la jacquerie transposée sur le plan de la lutte ouvrière par la masse paysanne dans laquelle se recrute naturellement, en Espagne comme ailleurs, l'ouvrier espagnol, et qui est systématisée, « théorisée » en quelque sorte »³⁴. La F.A.I. a fait sienne la méthode révolutionnaire prônée par l'anarchiste italien Malatesta : « s'emparer d'une ville ou d'un village, y mettre les représentants de l'État hors d'état de nuire et inviter la population à s'organiser librement elle-même ».

C'est sous son impulsion qu'éclatent pendant la République de brèves révoltes, de violentes flambées locales ou régionales instaurant un éphémère communisme libertaire : à Llobregat en janvier 32, Casas Viejas en janvier 33, en Aragon en décembre 33. C'est elle qui tient la C.N.T. à l'écart de toute entente avec les républicains ou les socialistes, qui maintient dans la propagande de la centrale l'hostilité farouche des anarchistes aux « duperies » électorales et parlementaires.

La C.N.T.-F.A.I.

Les syndicalistes n'acceptent pas tous volontiers l'emprise de la F.A.I. À partir de 1931, bon nombre de dirigeants s'insurgent contre la politique d'aventures et de « putsch » qu'elle impose à la centrale. Des dirigeants connus, l'ancien secrétaire général Angel Pestaña, le rédacteur en chef de *Solidaridad obrera*, Juan Peiro, Juan Lopez, demandent le retour à une action plus proprement syndicale, moins de détachement à l'égard des revendications immédiates, des perspectives d'action à plus longue échéance. Leur groupe, appelé « trentiste », exclu de la C.N.T., constitue les « Syndicats de l'Opposition » qui seront influents aux Asturies, au Levante, dans quelques villes de Catalogne. Les partisans de la F.A.I. les accusent de s'être ralliés au « réformisme » : ils participent pour tant en 1934 à l'insurrection des Asturies et de Catalogne, tandis que la C.N.T. et la F.A.I. se tiennent à l'écart.

A la veille de la guerre civile, la F.A.I. semble complètement incorporée à l'organisme confédéral, comme en témoignent les initiales toujours accolées de C.N.T.-F.A.I. et les couleurs rouge et noir du drapeau commun. Pourtant, derrière Peiro et Lopez³⁵ qui se prononcent toujours pour l'indépendance des syndicats à l'égard de quelque formation politique que ce soit – F.A.I. comprise –, les Syndicats de l'Opposition réintègrent la C.N.T. Le congrès de Saragosse, en mars 1936, réaffirme solennellement son but, qui est l'instauration du communisme libertaire. L'idéologie « failliste » a pourtant reculé : la C.N.T. n'a pas lancé, en février, le mot d'ordre de boycott des élections et les « trentistes » réintégrés vont plus d'une fois, dans les semaines qui suivent, faire prévaloir leur point de vue.

Quelles que soient les incontestables difficultés de la C.N.T., il reste que sa fidélité au principe de la lutte des classes, à celui de l'action directe³⁶, lui a conservé une base ouvrière militante et combative ayant à son actif des grèves très dures : les métallos de la Felguera ont tenu neuf mois et les ouvriers de Saragosse en 1934 réalisent une grève générale de six semaines. Surtout, la tradition anarcho-

³³ Salvador Seguí, surnommé El Noy de Sucre (L'enfant de sucre) était, comme José Negre, le premier secrétaire de la C.N.T., un mi litant anarchiste, formé par Anselmo Lorenzo. Comme le métallo Pestaña qui lui succédera à la tête de la C.N.T., il avait appartenu, au début de sa vie militante, au groupe *Els Fils de Puta*.

³⁴ *La Révolution prolétarienne*, 25 janvier 1936.

³⁵ Pestaña fonde, de son côté, le « Parti syndicaliste ». Il sera élu député en février 1936.

³⁶ Les « Comités de Défense » de la C.N.T. sont de véritables organisations paramilitaires.

syndicaliste fait du syndicat en Espagne, beaucoup plus qu'une arme de défense dans la lutte quotidienne, une cellule vivante de l'organisme social, accaparant souvent tous les loisirs du travailleur et surtout le moyen révolutionnaire par excellence, l'outil de la transformation sociale, le groupement de classe, infiniment plus important à cet égard que les partis politiques.

Cette organisation si agissante a pourtant d'évidentes faiblesses. Face à la complexité de l'économie moderne, à l'interdépendance de ses différents secteurs, les théories politiques et économiques de la C.N.T.-F.A.I. paraissent d'une grande ingénuité. Tout se simplifie à l'extrême sous la plume des propagandistes qui décrivent l'idyllique « commune » dont le sacrifice de militants dévoués jusqu'à la mort doit permettre l'éclosion, puis l'épanouissement. Il semble que, pour certains, rien n'ait changé depuis Malatesta et qu'il ne soit à leurs yeux pas plus difficile à instaurer pour toujours, dans tout le pays, le communisme libertaire, qu'il ne l'a été de l'instaurer pour quelques heures à Llobregat ou à Figols.

Dirigeants anarchistes : Durruti

Ce ne sont d'ailleurs pas des théoriciens qui font figure de dirigeants chez les anarchistes. On hésite à situer le rôle de personnalités aussi différentes que celle de Federica Montseny, oratrice et propagandiste inlassable, du redoutable publiciste Diego Abad de Santillan – un pseudonyme clinquant qui dissimule, dit-on, un militant argentin³⁷ –, ou de Manolo Escorza del Val, un infirme physiquement débile et moralement implacable, qui anime dans la coulisse le Comité péninsulaire de la F.A.I. et les Groupes de Défense de la C.N.T. Car tous sont également représentatifs de ce qu'est, dans sa diversité, le mouvement libertaire espagnol. Aucun cependant n'atteindra la notoriété de Buenaventura Durruti.

Durruti est né à León le 14 juillet 1896, dans une famille de huit enfants, d'un père cheminot. À 14 ans, il est mécanicien dans un atelier de chemin de fer. Participant actif de la grève de 1917, il doit s'expatrier en France où il travaille trois ans, puis revient en Espagne, se syndique à la C.N.T. et devient anarchiste. C'est à ce moment qu'il rejoint Barcelone, le cœur du mouvement. Là, dans le groupe *Los Solidarios*, il se lie avec ceux qui seront les compagnons de sa vie de combat. Durruti, Jover, Francisco Ascaso, « petit homme d'apparence insignifiante »³⁸, et Juan Garcia Oliver, le plus « politique » des quatre, seront les « Trois Mousquetaires », héros légendaires de l'anarchisme espagnol. Terroristes et expropriateurs, ils s'emparent d'un fourgon d'or de la Banque d'Espagne pour financer l'organisation, participent à la préparation de l'attentat contre Dato, le président du conseil³⁹bis. Ce sont Ascaso et Durruti qui, pour venger la mort de Seguí, abattent, à Saragosse, le cardinal Soldevila. Réfugiés en Argentine, accusés de vol et de terrorisme, ils sont condamnés à mort et doivent fuir de nouveau. Ils parcourent l'Amérique du Sud avant de se cacher en France, où ils sont arrêtés au moment où ils mettent au point un attentat contre Alphonse XIII. Ils passent une année en prison, menacés d'extradition. Libérés à la suite d'une campagne de la presse de gauche, ils reprennent leur vie errante refusant l'asile politique que leur offre l'U.R.S.S. Revenu ; en Espagne après la chute de la monarchie, ils sont de nouveau arrêtés en 1932. Avant sa déportation en Afrique, Durruti trouvera le moyen d'organiser, de sa prison, le cambriolage des Juges et la destruction des pièces à conviction d'un procès où sont impliqués d'autres militants. Relâché, et de retour à Barcelone, il milite au syndicat du textile lors qu'éclate la guerre civile.

« Héros indomptable » pour les uns, « tueur » pour les autres, qui était en vérité cet homme taillé en

³⁷ Selon José Peirats, le véritable nom de Santillan serait Si nesio Garcia Hernandez : né au Leon, il aurait émigré jeune en Argentine, ce qui expliquerait ce point de sa légende.

³⁸ G. Brenan, *op. cit.* p. 260.

³⁹ bis Cette participation, attestée par la plupart des notices biographiques consacrées à Durruti après sa mort, semble devoir être considérée comme secondaire. Federica Montseny, après notre première édition nous signale que la préparation de l'attentat contre Dato fut en réalité l'œuvre de Ramon Archs qui devait mourir sous la torture. L'un des auteurs de l'attentat vit encore. Un des participants Ramon Casanellas devait se réfugier en U.R.S.S. et s'y convertir au communisme avant de mourir d'un accident de moto.

hercule au visage terriblement expressif, « une belle tête impérieuse qui éclipse toutes les autres »⁴⁰ ? Selon ses amis il « riait comme un gosse et pleurait devant la tragédie humaine »⁴¹. C'est sans doute pour cela que tant d'amour et tant de haine se sont concentrés sur ce symbole de l'anarchisme espagnol qui s'écriait, au cœur de la guerre civile : « Nous n'avons pas le moins du monde peur des ruines... Nous allons hériter de la terre... Nous portons un monde nouveau, là, dans nos cœurs et ce monde grandit en cette minute même »⁴².

Les socialistes

L'adversaire de ce mouvement anarchiste incontestablement original est un mouvement socialiste de type beau coup plus classique. Le socialisme espagnol n'est en effet que l'une des branches du socialisme européen, ses traits spécifiques provenant essentiellement d'un, développement relativement tardif et de sa position longtemps minoritaire au sein du mouvement ouvrier.

Les débuts du Parti Socialiste

Le petit groupe d'« autoritaires » exclus en 1872 par les amis de Bakounine de la section espagnole de l'Internationale devait être le noyau du *Partido democratico socialista obrero*, fondé en 1879, dans un café, par cinq amis. Par l'intermédiaire de José Mesa et de Paul Lafargue, le petit groupe, que dominait la remarquable personnalité de Pablo Iglesias, subit fortement l'influence de Jules Guesde et de sa rigide orthodoxie marxiste. Devenu légal en 1881, le jeune parti ne comptait guère qu'un millier d'adhérents et dut attendre 1886 pour faire paraître son premier organe, l'hebdomadaire *El Socialista*. C'est que les conditions dans lesquelles se déroulaient les élections dans l'Espagne monarchiste, l'absence totale de réformes sociales n'étaient guère favorables au développement d'organisations socialistes attachées à l'action parlementaire et municipale et à la lutte pour des réformes, alors que les anarchistes, déjà majoritaires dans la classe ouvrière, en tiraient pour leur cause des arguments supplémentaires. Cependant sa situation de minoritaire, la nécessité d'expliquer inlassablement et de convaincre un à un de nouveaux adeptes donnèrent à l'organisation socialiste une cohésion et une discipline remarquables, en même temps qu'une haute conscience de sa mission et une volonté de préserver la pureté de la doctrine qu'incarne parfaitement la belle et sévère figure de Pablo Iglesias. En 1888, deux dirigeants socialistes, Mora et Garcia Quejido, avaient fondé l'*Union general de trabajadores* (U.G.T.). Centralisé, modéré et ouvertement réformiste, le nouveau syndicat, fondé avec un peu plus de 3 000 adhérents, mit plus de onze ans à doubler son effectif initial.

À partir du début du siècle pourtant, le parti socialiste et l'U.G.T. perdent leur caractère primitif de sectes pour devenir peu à peu de véritables organisations de masses. À Madrid, le noyau primitif des imprimeurs s'est rapidement élargi à toutes les corporations. Le succès des grèves de métallos de Bilbao, dû à la direction socialiste de l'U.G.T., y enracine son influence et crée dans la région un solide bastion. L'institution des *Casas dei Pueblo* qui se répand dans cette période va faire des socialistes les éducateurs de milliers de militants ouvriers. Aussi, avant la grande guerre, l'U.G.T. gagne-t-elle à peu près partout au détriment des anarchistes, exception faite de la Catalogne. Elle joue un rôle éminent dans la direction des grèves de 1917, et, en 1918, compte déjà plus de 200 000 adhérents.

Le problème de l'adhésion à la III^e Internationale devait secouer durement le parti socialiste. Les événements de 1917 en Espagne avaient semblé donner raison à ceux des socialistes qui dénonçaient la voie parlementaire comme une illusion et une duperie. La révolution russe fascinait les militants. Finalement, après deux décisions contradictoires prises par deux Congrès extraordinaires et l'envoi à Moscou de deux délégués dont les opinions divergèrent, un troisième Congrès extraordinaire décida, par 8 880 voix contre 6 025, de repousser les 21 conditions d'adhésion à la III^e Internationale. Mora et

⁴⁰ Koltsov, *Journal d'Espagne*, p. 43

⁴¹ *Buenaventura Durruti*, brochure C.N.T.-F.A.I., Barcelone 1937.

⁴² Déclaration à Pierre Van Paasen, correspondant du *Toronto Star*, reproduite par F. Morrow dans *Revolution and contre-révolution in Spain*, p. 189.

Garcia Quejido, les fondateurs de l'U.G.T., et Daniel Anguiano, retour de Moscou, rompirent alors avec l'organisation et entraînent presque la moitié des militants pour former, avec Andrés Nin, Maurin et les autres éléments de la C.N.T. convertis au communisme, le parti communiste espagnol.

Du réformisme à la révolution ?

Une nouvelle crise secoue le parti socialiste sous la dictature de Primo de Rivera. Le général, qui cherche un appui dans le mouvement ouvrier, offre aux socialistes de collaborer avec lui. Ce sera l'occasion du premier conflit important entre les dirigeants de la nouvelle génération socialiste. Largo Caballero, secrétaire de l'U.G.T., Madrilène de tempérament et de formation « autoritaire », l'emporte sur le libéral Prieto, dirigeant socialiste de Bilbao, plus lié aux milieux républicains. La « collaboration » est décidée : Largo Caballero devient conseiller d'État et s'efforce, par le canal des commissions paritaires d'arbitrage, d'élargir l'influence et les bases de l'U.G.T. au détriment de la C.N.T. durement persécutée.

Pendant les deux premières années de la République, à l'exemple des partis socialistes occidentaux, les socialistes espagnols collaborent au gouvernement avec les républicains. Largo Caballero est ministre du Travail dans un gouvernement Azaña qui n'hésite pas à poursuivre les militants de la C.N.T. Pourtant, pendant cette période, profitant de la plus grande liberté de propagande et d'organisation syndicales, bénéficiant de l'éveil à la vie politique et syndicale de nouvelles couches de travailleurs, l'U.G.T. se renforce considérablement. En 1934, elle compte un peu plus de 1 250 000 adhérents, dont 300 000 ouvriers d'usine, des mines, des chemins de fer.

Après la victoire de la droite aux élections de 1933, les socialistes semblent tourner le dos à leur attitude réformiste traditionnelle de sociaux-démocrates : l'insurrection d'octobre 1934 souligne ce tournant radical vers des positions nettement révolutionnaires.

Largo Caballero et l'alliance ouvrière

Par un curieux retournement, l'inspirateur de la tendance « gauche » du parti socialiste, l'un des responsables de son évolution, est le secrétaire de l'U.G.T., Largo Caballero, jusque-là pilier du réformisme.

Né dans une famille ouvrière misérable, en 1869, à Madrid, Francisco Largo Caballero a dû gagner sa vie dès l'âge de 8 ans : il n'apprendra à lire qu'à 24 ans passés. Ouvrier plâtrier, il adhère à l'U.G.T. en 1890, au parti socialiste en 1894 et occupe vite d'importantes responsabilités dans les deux organisations. Condamné à mort, puis au bagne à vie après la grève de 1917, il est amnistié en 1918 après son élection aux Cortes comme député : Adversaire résolu de l'adhésion à la III^e Internationale et violemment hostile au communisme, c'est lui qui entraînera l'adhésion du parti socialiste espagnol à la II^e Internationale reconstituée. Conseiller d'État sous Primo de Rivera, ministre du Travail dans le gouvernement républicain d'Azaña, il a été le champion de la collaboration des syndicalistes et des socialistes avec l'État, le chef de file du réformisme le plus ouvert. Pour tant, en février 1934, il n'hésite pas à affirmer : « Le seul espoir des masses est aujourd'hui une révolution sociale. »

C'est que son expérience ministérielle l'a profondément déçu. Le premier des socialistes, il s'est heurté à Azaña : le personnel du ministère, les hauts fonctionnaires ont ouvertement saboté ses directives, tournant en dérision ses projets de réformes. Il en conclut que le réformisme mène le mouvement ouvrier dans une impasse. « Il est impossible, dit-il, de réaliser une parcelle de socialisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise. » Il ne lui reste plus, dès lors, qu'à chercher une autre voie⁴³.

Le premier résultat pratique de cette nouvelle orientation est, dès 1934, l'organisation, sous son impulsion, de l'« Alliance ouvrière », front unique des partis et syndicats ouvriers, à laquelle les communistes et la C.N.T., sauf aux Asturies, refusent de se joindre. Lors de la grève générale d'Octobre 1934, contre l'arrivée de la C.E.D.A. au gouvernement, c'est l'Alliance ouvrière, à laquelle le P.C. se rallie au dernier moment, qui dirigera le soulèvement révolutionnaire des Asturies. Pendant plus d'une

⁴³ Voir la brochure *Discursos a los Trabajadores*, Madrid, 1934.

semaine, avec un armement de fortune, sous la direction de militants des différentes organisations, les mineurs se battent contre l'armée et les troupes de choc, Maures et *Tercio*, que commande le général Lapez Ochoa. Le mouvement échoue dans le reste de l'Espagne, en Catalogne par suite de la trahison de certains catalanistes, des hésitations de l'Esquerra et surtout du fait de l'abstention de la C.N.T., à Madrid faute d'une préparation sérieuse. La répression qui s'ensuit – plus de 3 000 travailleurs tués, la plupart abattus sur place, 7 000 blessés et plus de 40 000 emprisonnés – ne parvient pas à écraser le sentiment révolutionnaire qui avait inspiré le mouvement. L'insurrection des Asturies deviendra aux yeux des travailleurs espagnols, anarchistes aussi bien que socialistes, une épopée exemplaire, la première tentative des ouvriers pour prendre le pouvoir par des organismes de classe, leurs comités révolutionnaires, de dresser leurs troupes, les ouvriers armés, en un mot leur propre État contre l'État de l'oligarchie. Son mot d'ordre : « U.H.P. » (Union des frères prolétaires) devient celui de toute la classe.

Emprisonné, Caballero, ce vieil homme, ce « praticien », cet administrateur du mouvement ouvrier, se met à lire pour la première fois. À 67 ans, il découvre les classiques du marxisme, Marx et Engels, Trotsky, Boukharine, Lénine surtout. Il s'enthousiasme pour *L'État et la Révolution* et pour la révolution russe qu'il avait si vivement combattue. Ces lectures, l'influence du brillant état-major d'intellectuels qui l'entourent, Araquistain, Alvarez del Vayo, Carlos de Baraibar, renforcent encore les conclusions tirées de sa propre expérience. À ses yeux sont morts aussi bien le « socialisme démocratique réformiste et parlementaire de la II^e Internationale que le socialisme révolutionnaire dirigé de Moscou de la III^e ». Il songe à une IV^e Internationale qui prendrait à ses devancières ce qu'elles ont eu de meilleur, l'autonomie des partis nationaux de la II^e, la tactique révolutionnaire de la III^e. Il multiplie les avances à la C.N.T. et accueille favorablement celles que lui font les communistes qu'attirent plus, en réalité, ses prises de position en faveur de l'« unité » que les perspectives révolutionnaires qu'il a si fraîchement découvertes.

Or son évolution est la même que celle de larges masses d'ouvriers et de paysans, comme lui déçus par la République et le réformisme, comme lui gagnés à la Révolution, même et surtout après l'échec d'octobre 1934. Largo Caballero sera leur homme. Aucun dirigeant ouvrier n'aura un prestige comparable à celui dont il jouit et que les communistes tenteront d'utiliser en le surnommant le « Lénine espagnol ». Jean-Richard Bloch nous en a laissé un portrait attachant : « 67 ans, une vieillesse robuste... la tête « chauve... carrée, la face massive, le front obstiné, la « bouche amère, le modelé de la figure beau et fin dans sa « farce, les yeux clairs... terriblement las »⁴⁴.

Médiocre écrivain, orateur assez terne, il doit sa popularité au fait qu'il est un dirigeant d'origine ouvrière, d'une honnêteté et d'une austérité de vie incontestables. Des milliers de travailleurs se reconnaissent en lui : en tournant le dos au réformisme, il a accompli la même démarche qu'eux. Il est des leurs : « Il ne nous trahira pas », répètent ses fidèles. Il est l'homme de la *Casa del Pueblo*, l'idole des travailleurs madrilènes qui l'écoutent avec passion, le « vieux », comme ils disent affectueusement. Homme des masses, son autorité sur elles en fera, aux heures décisives, un des hommes-clés de la scène politique espagnole.

Indalecio Prieto

Depuis 1919, Indalecio Prieto est dans le parti socialiste le rival de Largo Caballero. En 1936, il est le seul dirigeant socialiste dont l'autorité soit comparable à la sienne, sinon dans les masses, du moins dans l'appareil du parti et les cercles politiques. Depuis longtemps ils sont dressés l'un contre l'autre, tempéraments et personnalités opposés certes, mais aussi deux forces distinctes, deux visages de l'Espagne et du socialisme espagnol dont l'antagonisme sera un des principaux éléments du drame politique.

Né lui aussi, en 1883, dans une famille très humble, Prieto a commencé dans la vie à 11 ans en vendant journaux et épingles dans les rues de Bilbao. Sa brillante intelligence l'a fait remarquer du banquier et

⁴⁴ J.-R. Bloch, *Espagne, Espagne*, p. 79-80.

industriel Horacio Echevarrieta qui en fait son homme de confiance. Bientôt il est propriétaire du grand journal *El Liberal*, dirigeant socialiste et homme politique écouté de toute la gauche.

L'ambassadeur Bowers l'a décrit, intervenant aux Cortes, « petit, corpulent, à peu près chauve, sauf au-dessus de la nuque... Il s'impose tout de suite par le dynamisme de son éloquence ». Il évoque successivement « sa voix, sonore et nuancée », mais aussi « toutes les armes de son éloquence : esprit, ironie, sarcasme, humour, invective, mimique »⁴⁵.

Koltsov le montre, dans son fauteuil, « énorme masse de chair avec un pâle regard ironique... le regard le plus attentif d'Espagne »⁴⁶. Son intelligence souple et brillante, sa réussite sociale – il est devenu un remarquable homme d'affaires – ses dons exceptionnels d'orateur parlementaire, son talent de polémiste, en font le socialiste des milieux républicains comme son patient travail d'organisation et son labeur acharné ont fait de Caballero celui des « Maisons du Peuple » et des ouvriers. À l'austérité, l'intransigeance, au sectarisme castillan du plâtrier madrilène Caballero, Prieto oppose le libéralisme des milieux d'affaires, la réussite du *self made man*, le réformisme conciliant des syndicalistes de Bilbao, infiniment plus proche de l'esprit des sociaux-démocrates occidentaux, et, en tout cas, des républicains d'Espagne.

Aussi est-ce un parti socialiste profondément divisé qui va affronter les difficultés de l'année 1936. Prieto, depuis la fin de 1935, contrôle l'exécutif du parti : il a la confiance des cadres et des élus, notamment des prestigieux dirigeants des mineurs asturiens, Gonzalez Peña et Belarmino Tomas. Il est l'« homme de l'appareil ». Mais en face de lui, Largo Caballero est « l'homme des masses ». Il contrôle l'U.G.T., bénéficie de larges sympathies à l'extérieur du parti, et notamment, malgré de vieilles rancœurs, d'un préjugé favorable au sein de la C.N.T. Le parti oscille sous leurs deux influences contradictoires et chaque problème nouveau semble fournir l'occasion d'un règlement de comptes entre ces frères ennemis poursuivant, dans la même organisation, des politiques opposées.

C.N.T. et U.G.T.

Le reclassement politique qui s'opère dans les rangs des partis et syndicats ouvriers dans les derniers mois de la République rend difficile une analyse exacte des forces en présence : Il est pourtant incontestable que, plus que les organisations politiques proprement dites, ce sont les syndicats qui donnent le ton : la vie de l'ouvrier gravite autour des *Casas del Pueblo* et des Bourses du Travail, centres de vie collective, qui sont les véritables forteresses de classe.

Or, dans cette dernière période, le rapport de forces entre l'U.G.T. et la C.N.T. se modifie, les lignes de clivage entre les deux syndicats se dessinant de façon parfaitement nouvelle. Certes, chacune conserve ce qui était jusque-là son bastion. C'est la C.N.T. qui organise les ouvriers d'industrie en Catalogne et l'U.G.T. n'y a qu'une existence réduite. C'est aussi la C.N.T. qui organise les *braceros* d'Andalousie. Mais l'U.G.T. domine toujours chez les mineurs des Asturies et du Rio Tinto, les métallos de Bilbao et dans la région de Madrid. Dans les zones où domine l'autre, chaque centrale est parvenue cependant à organiser de fortes minorités dont l'influence n'est pas négligeable. L'U.G.T. compte des organisations solides à Cordoue, Séville, Malaga, dans toutes les villes d'Andalousie. C'est elle qui organise les journaliers des provinces de Badajoz, Caceres, Séville. La C.N.T. est parvenue à prendre pied à Madrid, où elle contrôle la majorité des ouvriers du bâtiment, une des corporations les plus combatives. Et aux Asturies, les métallos C.N.T. de La Felguera et de Gijon sont une sérieuse concurrence pour l'influence des mineurs de Mieres ou Sama de Langreo.

Dans le Pays basque, si l'U.G.T. l'emporte à Bilbao, elle est très sérieusement concurrencée par les « Solidarités » nationalistes et la C.N.T. ne recrute que dans les couches de manœuvres étrangers au pays. À Valence, les anarchistes contrôlent les dockers, mais l'U.G.T. est puissante dans les usines. La Fédération des travailleurs de la terre de l'U.G.T. contrôle les ouvriers de la région centrale, tandis que

⁴⁵ *Mission en Espagne*, p. 43.

⁴⁶ Koltsov, *op. cit.*, p. 73.

les travailleurs des régions périphériques plus pauvres ont rejoint la C.N.T. Pourtant l'orientation radicale de l'U.G.T. dans les dernières années tend à atténuer la traditionnelle division qui lui réservait l'adhésion des couches les plus privilégiées et relativement les plus conservatrices du prolétariat, tandis que les hésitations de la C.N.T. ne sont pas toujours propres à lui gagner l'adhésion des éléments les plus résolus.

En gros cependant, les effectifs de l'U.G.T., plus solidement organisée et encadrée, apparaissent comme plus stables que ceux de sa rivale confédérale, sujets à de brutales fluctuations, variant considérablement avec le succès ou l'échec des actions entreprises localement. Si, dans le cours de l'année 35, les deux organisations syndicales ont en gros des effectifs équivalents, d'un million de membres chacune, les derniers mois de la République voient une progression rapide de l'U.G.T. qui atteint très vite un million et demi de membres, cependant que la C.N.T. semble piétiner.

De toute façon, l'attrait que ces organisations syndicales exercent sur des millions de travailleurs ouvre la possibilité d'y voir se développer de nouveaux courants idéologiques, nés des courants traditionnels, mais évoluant en dehors et contre eux. Communistes staliniens officiels et communistes dissidents du P.O.U.M. posent en effet leur candidature et sont prêts à disputer au courant anarchiste et au courant socialiste la direction d'importants secteurs de l'U.G.T. et de la C.N.T.

Les communistes

Nous avons, au cours des pages précédentes, assisté à la naissance du parti communiste espagnol. Pendant quelques mois, l'attrait de la révolution russe avait semblé donner corps au vieux rêve de Victor Serge, l'union dans le communisme, autour de Lénine et de la III^e Internationale, des deux courants séparés depuis Marx et Bakounine, celui des « autoritaires », et celui des « libertaires », le socialiste et l'anarchiste. Les résultats immédiats furent médiocres. Quelques années après, ils étaient dérisoires.

Trois courants s'étaient retrouvés pour fonder le mouvement communiste en Espagne : les Jeunesses socialistes, d'abord, avec Andrade et Portela, puis la minorité socialiste avec Perez Solis, Garcia Quejido, Anguiano, Lamonedá, Andrés Nin et un peu plus tard le groupe « La Batalla », animé par Joaquín Maurín, Pedro Bonet et David Rey, et composé de militants de la C.N.T. Deux ans après, Garcia Quejido, Lamonedá, Anguiano quittent le P. C. pour retourner à la vieille maison socialiste. Sous la dictature de Primo de Rivera, le parti est durement atteint par la répression et affaibli par les luttes internes et les conflits provoqués par les directives de l'Internationale. Si, vers la fin de la dictature, il reçoit l'adhésion de militants de la C.N.T. andalouse que dirigent José Díaz et Mije, il perd les 3000 militants de la fédération de Catalogne et des Baléares que dirigent Maurín et Bonet. La Fédération Communiste de Catalogne et des Baléares fusionne avec le « Parti Communiste Català » que dirigent Jordi Arquer et Joan Farré Gasso, pour former le « Bloc Ouvrier et Paysan » que rejoignent des militants comme Portela et Gorkin, ancien fonctionnaire de l'Internationale Communiste à Moscou, et dont le secrétaire général sera Maurín. Andrés Nin, secrétaire de l'« Internationale syndicale rouge », a, de son côté, adhéré à l'« Opposition de gauche » et défend, contre Staline, les positions politiques de Trotsky. Rentré en Espagne en 1931, il y fonde avec Andrade la « Gauche communiste ». Quant à Oscar Perez Solis, premier secrétaire général du parti, il commence une évolution qui l'amènera... dans les rangs de la Phalange. De 1923 à 1930, le parti ne comptera jamais plus de quelques centaines de membres et ne parviendra pas à tenir un Congrès... À celui de 1932, les « vainqueurs » de Nin et Maurín, le secrétaire général Bullejos, Trilla et Adame sont exclus à leur tour, accusés d'avoir lancé à tort le mot d'ordre opportuniste de « défense de la République » contre le pronunciamiento du général Sanjurjo. Aux élections de 1933, le P.C. n'arrive à faire élire qu'un député, le docteur Bolívar, élu à Malaga, moins sur son programme que pour sa réputation de « médecin des pauvres ».

Les communistes staliniens : P.C.E., P.S.U.C., J.S.U.

Aussi le parti communiste ne s'est-il guère développé : à la veille de la guerre civile, il ne compte pas plus de 30 000 membres. Ses dirigeants sont presque des inconnus, parfois ralliés de fraîche date,

comme le secrétaire général, José Diaz, qui n'a adhéré qu'en 1929... Jesus Hernandez, l'« homme fort » de sa direction, a 26 ans : il est entré au parti à 14 ans, au bureau politique à 22. Ni lui ni ses camarades Antonio Mije, Martinez Carton, Uribe n'ont joué de rôle véritable dans le mouvement ouvrier. Ils n'ont, à aucun moment, été des dirigeants d'organisations de masses, mais se sont élevés exclusivement dans l'appareil du parti qui les a formés et récompensés, par leur ascension, de leur souplesse à prendre les tournants successifs. La seule personnalité de la direction du P.C. qui jouisse, hors du parti, d'un véritable prestige, est une femme, Dolorès Ibaruri Gomez, surnommée *la Pasionaria*, oratrice de masses, vieille militante, condamnée à quinze ans de prison après l'insurrection asturienne.

À l'exception de certains secteurs, les Asturies où ils comptent une minorité importante chez les mineurs, Malaga, Cadix, Séville surtout où ils se sont emparés de certains syndicats, les communistes officiels sont très isolés dans le mouvement ouvrier espagnol, et tous leurs efforts tendent à rompre cet isolement.

L'avènement de la République espagnole a en effet coïncidé avec la « troisième période » de sectarisme outrancier de l'Internationale communiste : les partis communistes du monde entier réservent tous leurs coups aux socialistes baptisés « social-fascistes », refusent tout « front unique » avec eux. Jusqu'au 11 septembre 1934, le parti communiste espagnol a qualifié l'Alliance ouvrière de « centre de ralliement des forces réactionnaires », et de « sainte alliance de la contre-révolution ». C'est seulement à la dernière minute que, changeant brusquement de cap, il s'est rallié à l'insurrection d'octobre. Mais à ce moment s'opère le nouveau tournant de l'Internationale communiste. Affirmant qu'il faut « dépasser » et « élargir » l'Alliance ouvrière, le P.C. prône la formule entièrement différente en réalité du « Front populaire », mise en avant par Dimitrov, au 7^e congrès de l'I.C., celle de l'alliance avec les républicains-libéraux sur un programme de réformes démocratiques. Parallèlement, il développe une active campagne en faveur de l'unité syndicale et politique de la classe ouvrière. Il dissout les quelques syndicats qu'il contrôle, jusque-là regroupés dans une C.G.T.U. affiliée à l'Internationale syndicale rouge, et invite leurs membres à adhérer individuellement à l'U.G.T. Sur le plan politique, le thème de l'unité lui permet de considérables progrès. En Catalogne, les débris de son organisation officielle préparent avec d'autres groupes socialistes catalans, dont la Fédération socialiste de Joan Comorera, une fusion qui se concrétisera, le 24 juillet 1936, sous la forme du « Parti socialiste unifié de Catalogne »⁴⁷. C'est aussi l'époque où se réalise, sous l'influence d'Alvarez del Vayo, lieutenant de Largo Caballero, la fusion, au sein des « Jeunesses socialistes unifiées », des Jeunesses socialistes et des Jeunesses communistes. Cette fusion, que Largo Caballero ne semble pas avoir voulue, mais que sa politique a rendu possible, va priver le parti socialiste et le vieux leader de l'U.G.T. d'une organisation de 200 000 jeunes militants, l'élite de la jeune génération ouvrière. Quelques mois après, en effet, à l'issue d'un voyage en U.R.S.S., la direction des J.S.U. tout entière adhère au P.C. Son secrétaire général, Santiago Carrillo, 20 ans, fils du député et syndicaliste caballeriste Wenceslao Carrillo, ancien secrétaire des J.S. et sympathisant trotskyste après 1934, sera bientôt l'un des nouveaux dirigeants du P.C., donnant en exemple aux « adultes » du parti socialiste l'unité réalisée chez les « jeunes ».

C'est là, pour les communistes officiels, une victoire d'autant plus importante qu'en même temps qu'elle leur assure une base de masse et un levier pour l'action au sein du parti socialiste, elle leur donne un avantage décisif sur leurs ennemis jurés, les communistes dissidents, dont certains avaient cru un moment pouvoir devenir les maîtres à penser de la Jeunesse socialiste.

Les communistes dissidents : le P.O.U.M.

Les groupes qui se réclament du communisme mais se sont séparés de l'organisation officielle ont des origines diverses. Maurin et ses amis du « Bloc ouvrier et paysan » se sont refusés à appliquer la tactique imposée par l'Internationale et à créer, contre l'U.G.T. et la C.N.T., les « syndicats rouges » de la C.G.T.U. Ils ont, par ailleurs, manifesté des sympathies catalanistes qui les rapprochent, à l'occasion,

⁴⁷ Les négociations de fusion, engagées dès le début de l'année, avaient abouti à un accord dès le 25 juin.

de l'Esquerra. Comme tous les mouvements dissidents nés pendant cette période d'une rupture « à droite », en opposition avec la ligne « ultragauche » de l'Internationale communiste, le Bloc se refuse pourtant à prendre position sur les questions proprement russes et son organe, *La Batalla*, défend souvent des positions très proches de celles de la presse stalinienne officielle.

C'est au contraire sur les positions de l' « Opposition de gauche » trotskyste, née des divergences à l'intérieur du parti russe, que s'est constituée la « Gauche communiste » d'Andrès Nin et Andrade, autres pionniers du communisme espagnol. Ce petit groupe de cadres de valeur s'est avant tout consacré, jusqu'en 1934, à un travail « théorique » dans la publication de la revue *Comunismo*. Mais à cette date ils rompent avec Trotsky qui voudrait les faire entrer au parti socialiste pour y constituer une aile révolutionnaire⁴⁸, et décident de fusionner avec le Bloc ouvrier et paysan pour constituer le *Partido obrero d'unificación marxista* (P.O.U.M.).

Traité de « trotskyste » par ses adversaires⁴⁹, désavoué et vivement critiqué par Léon Trotsky et ses amis, le nouveau parti, dont les seules forces réelles sont en Catalogne, ne dépasse guère 3000 militants en juillet 1936. Mais les faiblesses du P.C.E. et des socialistes catalans, la valeur et le prestige de dirigeants comme Nin et Maurin, la présence à sa tête de cadres authentiques du mouvement communiste, les Gorkin, Portela, Andrade, Arquer, semblent lui permettre bien des espoirs. Il est en tout cas un sujet d'inquiétude aussi bien pour les communistes officiels que pour les dirigeants de la C.N.T., qui excluent systématiquement ses militants de leurs syndicats.

C'est que le P.O.U.M., qui se veut le représentant du véritable communisme et proclame sa fidélité aux idées de Lénine, est, pour les uns comme pour les autres, un réel danger dans une période révolutionnaire. Au dilemme qui se pose au mouvement ouvrier espagnol, alliance avec les républicains ou lutte violente en dehors du cadre parlementaire, il prétend apporter une réponse : la lutte politique pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat. Partisan de l'Alliance ouvrière, il critique la politique de Front populaire prônée par les communistes staliniens, qu'il dénonce comme une politique de collaboration de classes, et veut convaincre les travailleurs espagnols – déjà spontanément révolutionnaires – que la seule alternative à la victoire du fascisme est celle de la révolution. Personne ne peut contester que ses chances d'y parvenir sont réelles... dans la mesure où il saurait convaincre et entraîner les « masses instinctivement révolutionnaires, mais politiquement confuses »⁵⁰ qui suivent la C.N.T.-F.A.I.⁵¹.

⁴⁸ Un tout petit groupe seulement reste fidèle à Trotsky et tente d'appliquer sa « ligne » en entrant dans les J.S. Parmi eux, G. Munis, cité plus loin.

⁴⁹ Koltsov qualifie le P.O.U.M. de « bloc trotsko-boukharinien », *op. cit.* p. 24.

⁵⁰ Juan Andrade : « Marxistes révolutionnaires et anarchistes dans la révolution espagnole ». *La Révolution espagnole*, 15 avril 37.

⁵¹ Cf. Trotsky (*Leçons d'Espagne*, p. 40) : « La C.N.T. groupe incontestablement les éléments les plus combattifs du prolétariat. La sélection s'est faite au cours de longues années. Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masses est l'impérieux devoir de tout ouvrier avancé et surtout des ouvriers communistes ».

4. Le prologue de la révolution

C'est le président de la République, Alcalá Zamora, catholique et conservateur, qui a mis un terme au *bienio negro* par la dissolution des Cortes. En 1935 en effet, la coalition gouvernementale entre les radicaux et la C.E.D.A. est sérieusement ébranlée. Deux scandales éclaboussent les politiciens du parti radical. Le discrédit qui tombe sur le parti de centre-droit est tel que la C.E.D.A. ne peut songer à poursuivre l'alliance : Gil Robles qui, depuis le début de la législature, revendique le pouvoir pour son parti, saisit l'occasion. Les ministres cédistes refusent le budget qui prévoit, à côté de baisses de 10 à 15 % des salaires des fonctionnaires, une augmentation de 1 à 3,5 % des droits de succession sur les propriétés foncières. Le gouvernement démissionne. Gil Robles réclame la présidence du Conseil. Alcalá Zamora refuse : il n'aime pas Gil Robles, et ne veut pas offrir le pouvoir à un adversaire déclaré du régime parlementaire. Il fait appel à un homme politique du centre, Portela Valladares, pour former un gouvernement dont la mission essentielle est de préparer de nouvelles élections. Il n'y parviendra pas : les Cortes sont devenues ingouvernables. Après quelques semaines seulement, renonçant à préparer sérieusement des élections qui renforceraient le centre Portela Valladares se résigne : il soumet à la signature du Président le décret de dissolution des Cortes fixant les élections au 16 février 1936.

La campagne électorale : droite contre gauche

L'enjeu des élections est considérable. Certes, les événements des dernières années, l'insurrection puis la répression de 1934, la réaction du *bienio negro* et la radicalisation ouvrière ont durci bien des positions et créé une atmosphère propice à la formation de blocs électoraux irréductiblement opposés. Mais c'est, en cette matière, la loi électorale qui pèsera par ses exigences sur la stratégie des uns et des autres, de tous ceux, en tout cas, qui veulent jouer à fond le jeu parlementaire. Les circonscriptions prévues sont immenses et exigent pour les campagnes électorales des fonds énormes dont seules de vastes organisations peuvent disposer. Le scrutin majoritaire impitoyable pousse à la formation de vastes coalitions : en 1933, la droite, unie dans un front électoral, a eu moins de voix que les partis de gauche, mais deux fois plus de députés... Elle saura s'en souvenir : les monarchistes font, certes, des difficultés pour renouveler l'alliance de 1933 avec la C.E.D.A. et dans certaines circonscriptions la « Rénovation espagnole » ira devant les électeurs contre une liste de la C.E.D.A. Certes, la Phalange ira aux urnes sous son propre drapeau. Dans l'ensemble, pourtant, la droite présentera aux électeurs un front uni, élargi même, en plusieurs endroits, à des libéraux de droite restés à l'écart en 1933. Elle fait un énorme effort de propagande : des affiches immenses où le portrait de Gil Robles illustre les mots d'ordre du « Chef » couvrent les murs du pays. Robles lui-même mène une campagne d'une extraordinaire violence verbale, insultant et menaçant l'adversaire, laissant nettement entendre que sa victoire signifiera la fin de la République et l'avènement d'un régime autoritaire.

Une coalition électorale de gauche répondra à l'alliance des droites. Le 15 Janvier 1936, les partis républicains de gauche, l'Union républicaine de Martínez Barrio, la Gauche républicaine d'Azaña signent avec le parti socialiste (et par conséquent, l'U.G.T.), le parti syndicaliste d'Ángel Pestaña, le parti communiste et le P.O.U.M., le pacte de « Front populaire » qui fixe le programme de la coalition électorale ainsi constituée. Ce pacte-programme en huit points est d'ailleurs moins un accord sur un programme commun que l'acceptation par les partis ouvriers de celui des républicains. À côté des vieilles revendications républicaines de réforme agraire et de plans d'enseignement, il se prononce en faveur de réformes du règlement des Cortes, de réformes des municipalités, pour la mise sur pied de plans de réorganisation des finances, de protection de la petite industrie, de développement des travaux publics. C'est un programme libéral qui se tient dans un cadre bourgeois et exclut expressément les revendications socialistes de nationalisation des terres et des banques et du contrôle ouvrier sur l'industrie. « La République que conçoivent les républicains, affirme-t-il, n'est pas une république animée d'intentions sociales et économiques de classe, mais un régime de liberté démocratique mû par des raisons d'intérêt public et de progrès social ».

Ce programme incontestablement modéré, où, comme l'écrit Ramos Oliveira, « chaque point ressemblait à une dérobade »⁵², comporte cependant une exigence qui rencontrera une très large approbation et permettra une véritable mobilisation populaire : celle de l'amnistie totale pour les insurgés de 34, de la réintégration avec indemnisation de tous les travailleurs chassés de leur emploi. C'est par le souci de faire libérer d'abord les 30 000 ouvriers encore emprisonnés et de faire en même temps approuver leur geste révolutionnaire que les amis de Caballero et le P.O.U.M. – tenants de l'Alliance ouvrière – justifient leur adhésion au Front populaire : ils ne veulent y voir qu'une alliance électorale sans lendemain. C'est ce souci en tout cas qui explique le vote massif des ouvriers pour un programme peu susceptible par ailleurs de les mobiliser. C'est lui qui explique enfin le changement d'attitude des anarchistes. La C.N.T. et la F.A.I. sont, certes, toujours hostiles aux luttes électorales et, de même que les syndicats de l'opposition se tiennent à l'écart du Front populaire et de la campagne électorale proprement dite, pour la première fois cependant, elles s'abstiennent de lancer leur habituel mot d'ordre de *No votad*, de boycottage des élections⁵³. Les observateurs estiment à un million et demi le nombre des voix habituellement perdues par suite des campagnes anarchistes qui se sont, en février 36, portées sur les listes du Front populaire pour obtenir la libération des prisonniers de 34.

Résultat des élections

Ce sont ces voix qui firent sans doute pencher la balance. Le 16 février, le Front populaire l'emporte avec 4 206 156 voix contre 3 783 601 à la coalition des droites et 681 447 au centre, chiffres qui, après des opérations de révision rondement menées à la Chambre, deviendront respectivement 4 838 449, 3 996 931 et 449 320 sur 11 millions d'inscrits et 9,5 millions de votants.

Le Front populaire obtient donc une majorité assez mince qui se traduit pourtant dans les Cortes par une écrasante supériorité numérique des députés élus sous son égide : ils sont 277 contre 132 de droite et 32 du centre. La loi électorale qui avantage la majorité joue ici en faveur de la gauche : la droite qui a gagné des voix sur 1933 en a moins gagné que les partis coalisés dans le Front populaire, et elle perd plus de la moitié de ses sièges. Dans une compétition aussi serrée, il était fatal que s'élèvent d'après contestations sur les pressions et les falsifications. Aucune des parties ne s'en est privée : il est certes indubitable que bien des bourgeois ont dû hésiter à voter dans certains quartiers prolétariens, mais il est avéré que bien des villages n'ont voté pour la droite que sous la menace directe de la police ou sous le chantage au chômage des grands propriétaires. L'historien n'a aucune conclusion supplémentaire à tirer de ces querelles.

L'important, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur la validité de ces élections, est qu'elles transformaient profondément la physionomie des Cortes et plus profondément encore l'atmosphère politique du pays.

Contrairement aux espérances du président de la République, les élections sont une cinglante défaite pour le centre et le centre droit. Des hommes politiques comme Lerroux et Cambó ne sont pas réélus : les radicaux de Lerroux ne sont plus que 6 et le groupe du centre le plus important, celui que dirige Portela Valladares, le président du Conseil sortant, ne compte que 14 députés. La C.E.D.A. forme encore un bloc solide avec 86 élus, que rejoindront presque toujours les 13 agrariens. Goicoechea a été battu, et c'est Calvo Sotelo qui devient le porte-parole de l'extrême droite, ou la Rénovation espagnole compte 11 députés seulement.

Il n'y a aucun moyen de connaître la part des votes qui reviennent à chaque parti dans le total de ceux qui se sont portés sur les listes du Front populaire. Le nombre des élus de ces listes dépend en effet simplement, non des voix qui se sont portées sur des listes de coalition, mais des accords passés entre organisations lors de l'établissement des listes. La Gauche républicaine d'Azaña a 84 députés, l'Union

⁵² *Op. cit.*, p. 535.

⁵³ Santillan (*op. cit.* p. 36-37) dit qu'il fut d'accord sur ce point avec Garcia Oliver contre Durruti.

républicaine de Martínez Barrio 37, l'Esquerra catalane de Companys 38. Les socialistes ont 90 élus, les communistes 16, le P.O.U.M. 1, son secrétaire général Maurin, le parti syndicaliste 1, le vieux Pestaña.

Les lendemains de l'élection

Les lendemains d'élections sont marqués par des mouvements divers : enthousiasme, mais aussi crainte chez les vainqueurs, panique ou révolte chez les vaincus. Ils voient se répandre les rumeurs les plus diverses : à droite, on parle d'un soulèvement armé des « marxistes » ou des anarchistes, à gauche, on dénonce les préparatifs du coup d'État militaire. Rien de tout cela n'est sans fondement : l'agitation populaire semble confirmer les dires des premiers et Portela Valladares révélera plus tard que le général Franco lui avait offert l'appui de l'armée pour annuler les élections.

Portela Valladares juge en tout cas la situation suffisamment délicate pour remettre sans attendre sa démission et conseiller au président de faire appel, pour le remplacer, à l'un des dirigeants du Front populaire. Azaña forme aussitôt le nouveau gouvernement, composé de républicains bourgeois et que les partis ouvriers soutiennent sans en faire partie. Le refus socialiste de participer – surprenant au premier abord après le précédent de 1931 – s'explique par la crise interne du parti et la lutte qui s'y déroule entre partisans de Caballero et de Prieto. Caballero et ses amis n'ont pu, en décembre 35, empêcher le parti socialiste de suivre Prieto dans sa politique d'alliance avec les partis bourgeois dans le cadre du Front populaire. Mais ils lui ont fait rejeter a priori toute alliance durable, limitant le pacte à une simple coalition électorale ne les engageant pas au-delà. Au lendemain du 16 février, Prieto se prononce de nouveau pour un gouvernement à l'image du Front populaire, comprenant des républicains et des socialistes. Caballero, qui s'est juré de ne plus jamais recommencer l'expérience de 1931 et ne plus jamais participer à un gouvernement de coalition avec les Républicains, rétorque que le programme du Front populaire étant un programme bourgeois, il appartient aux seuls républicains bourgeois de l'appliquer, les socialistes n'ayant pas le droit d'appliquer un autre programme que le leur : tout au plus peuvent-ils soutenir loyalement de leurs votes le nouveau gouvernement Azaña. Et, sur ce point, Largo Caballero l'emporte.

C'est la même attitude que le parti socialiste prendra, en mai, vis-à-vis du nouveau gouvernement Casares Qui roga. L'un des premiers actes importants de la législature est en effet la déposition du président de la République, Alcalá Zamora et son remplacement par Azaña. Le mandat du président n'expirait qu'à la fin de l'année, mais la majorité du Front populaire, désireuse de se prémunir contre tout risque de dissolution prématurée ou tout appui éventuellement donné par le premier magistrat à un coup d'État militaire, lance contre lui la seule accusation qui lui permette de le déposer constitutionnellement en l'affirmant coupable d'avoir dissous les Cortes sans raison. La droite, qui a de bonnes raisons d'en vouloir à Alcalá Zamora, s'abstient. Le président est déposé. Bien des observateurs s'étonneront qu'Azaña consente à laisser poser sa candidature. Le rôle joué par Prieto dans l'opération suggère qu'il s'agissait probablement de la réalisation d'un plan destiné à forcer la main aux socialistes : Azaña, devenu président de la République, aurait pu, à plus ou moins bref délai, être remplacé à la tête du gouvernement par Prieto⁵⁴. Il obtient en tout cas une confortable majorité, avec 6 opposants seulement, la C.E.D.A. s'abstenant. Sa présence à la tête de l'État peut en effet sembler constituer une double garantie, contre la réaction aussi bien que contre la révolution. Il est trop engagé pour devenir le complice éventuel d'un coup d'État, trop attaché au libéralisme économique et politique pour se faire un jour le fourrier de la révolution. Bref, il peut passer pour le centre de ralliement et le symbole de tous les Espagnols qui espèrent encore éviter la guerre civile.

Dès le lendemain des élections, dans son premier discours, il a appelé à l'union, pour la « défense de la République », « républicains et non républicains, et tous ceux qui mettent avant tout l'amour de la

⁵⁴ Prieto, dans une note à la presse, citée par Carlos Rama (*op. cit.* p. 238), déclarera qu'il a refusé l'offre du président Azaña de constituer le gouvernement, à cause, notamment, de l'hostilité que lui manifeste « certain secteur de son parti » et qui risquerait de produire un affaiblissement du Front populaire dont « il faut à tout prix maintenir l'intégrité ».

patrie, la discipline et le respect de l'autorité constituée ». Mais cet appel aux partisans de l'ordre s'est accompagné de mesures non équivoques destinées à apaiser l'agitation populaire. Il promet la « réparation des atrocités commises par les fonctionnaires publics » et, sans attendre la réunion officielle des nouvelles Cortes, fait approuver par la Députation permanente la remise en fonctions des conseils municipaux révoqués pendant le *bienio negro*, la nomination de nouveaux gouverneurs civils dans tout le pays et, surtout, la loi d'amnistie. Le statut de l'autonomie catalane est remis en vigueur et Campanys fait, de Madrid à Barcelone, un voyage de retour triomphal... Tandis que les ouvriers des Asturies quittent les prisons, on arrête l'exécuteur de la répression contre eux, le général Lopez Ochoa. La réforme agraire est remise en chantier, un statut de l'autonomie basque est étudié.

Dans les Cortes, dont chaque séance tourne désormais au pugilat, le gouvernement républicain s'efforce de faire passer les réformes sociales qui lui semblent propres à satisfaire et à apaiser la vague de revendications populaires qui s'étend tous les jours, en surface comme en profondeur.

Une situation révolutionnaire

Dès le lendemain des élections, de puissantes manifestations de masses ont, sans attendre la signature du décret d'amnistie, ouvert les prisons et libéré les ouvriers détenus depuis 1934. Dès le 17 février, on signale l'ouverture de la prison de Valence par des manifestants de la C.N.T. et la libération des condamnés de 1934, plusieurs centaines de « libérations » à Oviedo même, plusieurs milliers dans toute l'Espagne. Dès le surlendemain commencent dans tout le pays des grèves pour la réintégration immédiate des condamnés ou des licenciés, le paiement de leur salaire à tous les ouvriers détenus pendant le *bienio negro*, des augmentations de salaires, le renvoi de tel ou tel agent de maîtrise, l'amélioration des conditions de travail. À ces grèves corporatives s'ajoutent des grèves plus politiques, des grèves de solidarité, des grèves générales, locales ou régionales. Certains conflits s'éternisent et en entraînent d'autres. Les patrons ripostent par le lock-out, et la lutte se fait plus âpre.

La situation est véritablement révolutionnaire à la campagne. Le Front populaire avait parlé de réforme agraire à des paysans avides de terre : comme l'écrit l'ambassadeur Bowers, « les paysans, êtres simples et frustes, avaient cru que sa victoire aux élections suffisait pour que cela fût chose faite »⁵⁵. Dès la fin de février dans les provinces de Badajoz et Caceres, puis au cours des mois suivants dans l'Estramadure, l'Andalousie, la Castille et même la Navarre se multiplient les *asentamientos*. Les terres d'Alcala Zamora sont occupées en avril, de même que celles du duc d'Albuquerque. Les paysans s'installent sur les domaines des grands propriétaires et commencent à les cultiver pour leur propre compte. Très souvent éclatent des incidents sanglants entre paysans et gardes civils. Le plus grave sera celui de Veste, près d'Alicante, où la garde civile intervient et arrête six paysans qui ont commencé à abattre les arbres des propriétés seigneuriales. Exaspérés, les paysans de Veste, armés de fourches, de gourdins, de pierres, attaquent les gardes qui emmènent leurs camarades. Dans la fusillade qui s'ensuit, dix-huit paysans sont tués.

Villes et campagnes se trouvent ainsi plongées dans une atmosphère de violence : on signale un peu partout des incendies d'églises ou de couvents à la suite de manifestations de rues ou de rumeurs circulant sur un « complot » de moines. Il n'y a aucun doute : l'ordre établi et la propriété sont menacés...

Le rôle de Caballero

De plus en plus, Largo Caballero apparaît comme l'homme de la révolution qui monte. Depuis le 6 avril, il a son Journal, *Claridad*, un quotidien du soir, brillamment rédigé par une excellente équipe de jeunes intellectuels. Il a ses troupes de choc, les Jeunesses socialistes. Le 1^{er} mai, lors du grand défilé ouvrier, dans ce que *Claridad* a appelé la parade de « la grande armée des travailleurs dans sa marche en avant vers le sommet proche du pouvoir », les J.S. en uniforme, et le poing levé, ont scandé des mots d'ordre

⁵⁵ *Ma mission en Espagne*, p. 220.

pour un « Gouvernement ouvrier » et pour une « Armée rouge ». Caballero multiplie les avances à la C.N.T. et prend la parole à Saragosse lors d'un grand meeting à l'occasion de son congrès. *Claridad* entretient la ferveur révolutionnaire de ses partisans, prédit le triomphe inéluctable et proche du socialisme. Dans chaque discours, dans chaque article, Largo Caballero martèle la même affirmation : « La révolution que nous voulons ne peut se faire que par la violence... Pour établir le socialisme en Espagne, il faut triompher de la classe capitaliste et établir notre pouvoir... ». Il s'est prononcé pour la « dictature du prolétariat »⁵⁶ qu'il entend faire exercer, non par l'intermédiaire des soviets – quel que soit le nom qu'on leur donne – mais par et à travers le parti socialiste. Lui et ses partisans attendent que les républicains aient fait preuve de leur incapacité à résoudre les problèmes de l'Espagne, pour prendre le pouvoir. Mais comment le prendront-ils ? C'est ce qui n'est pas très clair. Le 14 juin, à Oviedo, il invite les républicains à s'en aller, à « laisser la place à la classe ouvrière », mais il semble impensable que le président Azaña puisse lui confier un jour la direction du gouvernement. Il entend instaurer la dictature du prolétariat par le parti socialiste, mais c'est Prieto qui contrôle l'exécutif du parti : comment Largo Caballero espère-t-il la prise du pouvoir du prolétariat par l'intermédiaire d'un parti dont l'appareil lui échappe ? Bien des historiens sont sévères à son égard – Gérald Brenan dit qu'il est un « social-démocrate qui joue à la révolution »⁵⁷. Salvador de Madariaga pense que c'est la peur que provoque la violence de ses partisans qui rend possible la naissance du fascisme. En affirmant si souvent que les travailleurs n'ont pas à modérer leur action révolutionnaire de crainte d'un coup d'État militaire, il fait que beaucoup lui prêteront l'arrière-pensée que seul un tel coup d'État, en obligeant le gouvernement à armer les travailleurs, lui ouvrirait la route du pouvoir...

En juin, en tout cas, devant l'imminence du pronunciamiento militaire, il ira demander à Azaña d'armer les travailleurs : preuve, sans doute de sa bonne foi, mais aussi d'une certaine naïveté. Lénine, le Lénine russe, n'eut sans doute pas fait, du moins dans les mêmes formes, la démarche du « Lénine espagnol »...

Les efforts de Prieto

C'est son rival socialiste, Prieto, qui porte contre Largo Caballero les accusations les plus graves. Pour lui, grèves, manifestations, désordres, revendications excessives relèvent d'un « révolutionnarisme infantile » qui fait le jeu du fascisme en effrayant les classes moyennes. Les prédictions des intellectuels de *Claridad*, les manifestations des Jeunesses en uniforme, les résolutions enflammées en faveur d'un « gouvernement ouvrier » et d'une « armée rouge » n'ont comme résultat que d'aggraver la peur des possédants et des bien-pensants dont l'imagination, dès qu'il est question de révolution, se repaît d'images passionnelles suggérées par dix-huit années de propagande anticommuniste sur la terreur des tchékas, les bolcheviks-au-couteau-entre-les-dents, les massacres et les famines qui furent le lot de la Russie de 1917. Pour Prieto, cette peur les conduira au désespoir et ils se jetteront dans les bras des généraux.

Tandis que le 1^{er} mai, à Madrid, Largo Caballero joue les chefs de la Révolution, Prieto fait à Cuenca un discours retentissant. À l'anarchie génératrice du fascisme qu'est en train, selon lui, de préparer son rival, il oppose ce qu'il appelle la « révolution constructive ». La première tâche raisonnable et possible, à ses yeux, est la constitution d'un gouvernement de coalition : aux côtés des républicains, les socialistes y auraient pour mission de « rendre indestructible le pouvoir des classes laborieuses ». Il faut une réforme agraire profonde et bien menée, accompagnée d'un plan d'irrigation des campagnes et d'une industrialisation possible seulement dans un cadre capitaliste, qui permettra d'absorber l'excédent des populations rurales. C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas élever de revendications qui soient susceptibles de briser une économie capitaliste incapable de les satisfaire. Dans le meilleur des cas, s'ils arrivaient quand même à vaincre l'inévitable réaction armée de

⁵⁶ Cf. résolution du groupe socialiste de Madrid (*Claridad*, avril 36) : « Le prolétariat ne doit pas se borner à défendre la démocratie bourgeoise, mais assurer par tous les moyens la conquête du pouvoir politique, pour réaliser à partir de lui sa propre révolution sociale. Dans la période de transition de la société capitaliste à la société socialiste, la forme du gouvernement sera la dictature du prolétariat. »

⁵⁷ *Op. cit.* p. 305.

l'oligarchie, ils n'aboutiraient finalement qu'à « socialiser la misère ». Hypothèse moins vraisemblable d'ailleurs, aux yeux de Prieto, que l'autre : un coup d'État militaire préventif qu'il faut s'efforcer d'éviter. Le leader socialiste indique comment ses qualités feraient du général Franco un chef tout désigné pour un tel mouvement⁵⁸ et adjure les travailleurs de s'abstenir de tout ce qui pourrait le provoquer.

Le discours de Cuenca est incontestablement un programme gouvernemental. *El Sol*, journal républicain bourgeois, le salue comme celui d'un véritable homme d'État, compare Prieto à Aristide Briand, socialiste devenu, lui aussi, « réaliste ». Mais ce programme de réformes progressives et prudentes dans le cadre du capitalisme, ne rencontre que peu d'écho dans les masses que la fièvre révolutionnaire pousse tous les jours à de nouvelles actions⁵⁹.

Les amis de Largo Caballero considèrent en revanche ce programme comme une trahison ouverte, dénoncent dans les propos de Prieto une apologie de Franco. Les passions montent : déjà menacés à Cuenca, Prieto et ses amis Gonzalez Peña et Belarmino Tomas sont accueillis à Ecija par des coups de feu tirés par les Jeunesses socialistes et n'échappent que de justesse à la mort.

C'est dans ces conditions que l'exécutif du parti socialiste renvoie au mois d'octobre le Congrès national d'abord prévu pour le 29 juin. Le 1^{er} juillet, la presse fait connaître le résultat des élections au comité exécutif du parti socialiste – d'avance boycottées, contestées et dénoncées par la tendance Largo Caballero – : les amis de Prieto triomphent, Gonzalez Peña est élu président, Jimenez de Asua vice-président et Ramon Lamonedá secrétaire du parti. La scission semble désormais inévitable.

Le terrorisme contre-révolutionnaire de la Phalange

Dans une intervention aux Cortes, le 16 juin, Gil Robles énumère des chiffres officiels, significatifs de l'ambiance du pays depuis les élections : 269 tués et 1 287 blessés dans des bagarres de rues, 381 bâtiments attaques ou endommagés, 43 locaux de journaux attaqués ou saccagés, 146 attentats à la bombe. Ces chiffres, incontestables, ne peuvent être imputés, comme le voudrait Robles, aux seuls révolutionnaires. Depuis février, en effet, sous l'impulsion de la Phalange se développe une action systématiquement contre-révolutionnaire. C'est dans la rue, comme en Allemagne et en Italie, que la Phalange revêt son caractère fasciste avec le plus de netteté : il s'agit de briser par la violence et la terreur le mouvement ouvrier et révolutionnaire, de s'attaquer aux locaux des partis et aux vendeurs de journaux, aux meetings et aux défilés, d'assassiner quand cela paraît nécessaire pour éliminer un adversaire ou faire un exemple salutaire. Les phalangistes sont passés à la lutte armée dès le lendemain des élections. À Madrid les voitures chargées d'*escuadristas* munis d'armes automatiques sèment la terreur dans les quartiers ouvriers. En Andalousie, les *pistoleros* à leur solde abattent chaque jour de nouvelles victimes. L'objectif est double : il s'agit en même temps d'éliminer l'adversaire de classe, militant ou journaliste « marxiste » ou anarchiste ou celui qui les aide, juge ou policier, et de créer une atmosphère telle que les amis de l'ordre ne voient finalement d'autre solution que de remettre le sort du pays entre les mains d'une dictature. La désillusion née de la défaite électorale entraîne bien des conservateurs à renoncer aux perspectives « légales » et à passer à l'action directe. Les progrès de la Phalange sont foudroyants à partir de février : le flot des mécontents de droite vient grossir ses rangs.

⁵⁸ « Le général Franco, par sa jeunesse, par ses qualités, l'étendue de ses amitiés dans l'armée, est celui qui peut avec le maximum de chances, celles que lui vaut son prestige personnel, prendre la tête d'un mouvement contre le régime républicain ».

⁵⁹ Notons que le parti communiste défend des positions infiniment plus proches de celles de Prieto que de celles de Largo Caballero. Cf. le discours de son secrétaire général José Diaz à Saragosse le 1^{er} Juin : la grève – selon Diaz, – est l'« arme puissante dont il (le prolétariat) dispose pour obtenir une augmentation des salaires ou de meilleures conditions de vie ». Mais il faut bien réfléchir avant de s'engager dans une grève « sur les moyens de résoudre les conflits sans y avoir recours ». « Car, ajoute-t-il, nous sommes aujourd'hui dans une période où les patrons provoquent et attisent les grèves pour des raisons politiques de sabotage et où des éléments fascistes s'introduisent comme agents provocateurs dans quelques organisations pour servir les fins de la réaction. » On peut opposer cette attitude à celle du P.O.U.M. : « Pour la bourgeoisie démocratique, la révolution est terminée. Pour la classe ouvrière, au contraire, elle n'est qu'une étape de son déroulement... Chaque recul de la réaction, chaque progrès de la révolution, est le résultat direct de l'initiative et de l'action extra-légale du prolétariat » (article de Andrés Nin dans *Nueva Era*, juillet 36, reproduit *op. cit.* p. 219).

C'est vers elle que se tournent les jeunes du parti de Gil Robles, les *Juventudes Accion popular* que dirige à ce moment Ramon Serrano Suñer.

Quoiqu'il ne soit pas possible à l'historien de situer en toute certitude la responsabilité de crimes rarement signés, c'est plus que vraisemblablement à la Phalange et à ses *pistoleros* que sont dus certains des attentats les plus célèbres : l'attentat manqué à la bombe contre Largo Caballero et celui contre le républicain Ortega y Gasset, celui qui coûte la vie à l'inspecteur chargé de protéger le vice-président socialiste Jimenez de Asua ; l'explosion, le 14 avril, d'une bombe sous la tribune présidentielle pendant le défilé ; celle qui détruit le local du journal socialiste d'Oviedo ; les nombreux assassinats politiques, celui du journaliste Casaus à Saint-Sébastien, du socialiste Malumbres à Santander, celui du juge Pedregal, coupable d'avoir condamné un tueur phalangiste à trente ans de prison, celui du capitaine de garde d'assaut Faraudo, tué en pleine rue au bras de sa femme, le 12 juillet enfin, celui du lieutenant asalto José del Castillo, devenu l'homme à abattre aux yeux des phalangistes depuis les batailles de rues qui avaient suivi l'attentat du 14 avril⁶⁰.

La préparation du soulèvement militaire

Malgré son importance croissante dans les mois qui suivent les élections et dans la marche à la guerre civile, la Phalange ne peut être considérée comme un facteur déterminant. C'est de l'armée que l'oligarchie, les traditionalistes, les monarchistes, les conservateurs, attendent le salut. C'est son action que redoutent tous les jours républicains et révolutionnaires. Elle se prépare, pratiquement au vu et au su de tous, à intervenir et à régler définitivement le sort du mouvement révolutionnaire. Pour les chefs de l'armée, il est en effet évident que la victoire du Front populaire a déclenché une crise révolutionnaire dont les politiciens républicains modérés de la gauche ne sont pas capables de venir à bout.

Dès le 17 février, Calvo Sotelo, puis, ainsi que nous l'avons vu, Franco lui-même adjurent le président de la République de prendre l'initiative d'un coup de force en annulant les élections. Après le refus de Portela Valladares, le 20 février, sur l'initiative des chefs de l'Union militaire, se tiennent dans toute l'Espagne des conférences entre chefs militaires et dirigeants politiques des partis de droite. La conclusion en est que le moment n'est pas venu d'une action, car les troupes, gagnées par l'enthousiasme populaire, ne sont pas absolument sûres.

Le gouvernement, informé, prend des mesures. Franco, le chef d'état-major, est limogé et affecté au commandement militaire des Canaries. Goded, inspecteur général de l'armée du Nord, est affecté aux Baléares, et le général Mola, l'ancien chef de la Sûreté de la monarchie, qui perd le commandement de l'armée d'Afrique, est affecté en Navarre. Franco Mola et les généraux Villegas et Varela se rencontrent à Madrid, dans l'appartement du député monarchiste Delgado pour une mise au point nécessaire avant que chacun ne rejoigne sa nouvelle affectation.

La conspiration se poursuit sans encombre dans ces conditions nouvelles : le colonel Galarza assure la liaison entre Madrid et les Canaries. C'est l'inspecteur général de l'armée, le général Rodriguez del Barrio, qui est, dans la *Junta* de direction, le représentant personnel du général Sanjurjo. Conformément à l'accord signé en 1934 avec Goicoechea, Lizarza et le général Barrera, l'Italie apporte au mouvement son aide matérielle, armes et moyens financiers. Juan March est à Londres et se charge de conquérir des sympathies au mouvement militaire dans les milieux de la grande finance internationale. Le général Sanjurjo quitte sa résidence d'exil d'Estoril pour se rendre, en mars et en avril, en Allemagne où il prend des contacts officiels. L'objectif politique reste toujours aussi vague : les premières instructions écrites de la Junte, d'avril 1936, se contentent de rappeler que le mouvement a pour but d'instaurer une dictature militaire et fixent les récompenses à octroyer aux officiers et sous-officiers qu'il s'agit de gagner. Le plan d'insurrection est modifié en fonction des conditions nouvelles : Franco, des Canaries, doit gagner le Maroc et y prendre la tête de l'armée

⁶⁰ Clara Campoamor dit que Faraudo et Castillo furent abattus parce qu'ils avaient été les instructeurs des milices socialistes. Le Phalangiste Bravo Martinez revendique pour la « première ligne » de la Phalange l'honneur d'avoir accompli ces exécutions.

d'Afrique, Mola soulèvera la Navarre, Gonzalez de Lara Burgos et Rodriguez Carrasco la Catalogne. Varela et Orgaz prendront la tête de l'insurrection à Madrid. Tout semble au point et la date de l'insurrection est fixée au 20 avril. Mais, le 18, le général Rodriguez del Barrio informe la Junte que le gouvernement est averti : il a décidé de muter Varela à Cadix et Orgaz aux Canaries. Il faut recommencer et réajuster le plan, d'autant plus – c'est un atout important – que deux généraux qui passent pour républicains, Queipo de Llano et Cabanellas, viennent d'adhérer à la conspiration. Les gens de Madrid sont trop surveillés. Le centre d'organisation de la rébellion est fixé en Navarre, où Mola jouit d'une totale liberté d'action et où les officiers bénéficient de la sympathie active d'une bonne partie de la population. Madrid reste un souci pour les généraux qui décident finalement d'y confier la direction du soulèvement aux généraux Fanjul et Villegas. Quatre colonnes, parties de Navarre, de Burgos et de Valence où l'on escompte un succès rapide, doivent immédiatement converger vers la capitale pour y soutenir les insurgés. Mais il y a d'autres difficultés : le général Villegas s'effraie et se dérobe, le gouvernement, qui semble suivre la conspiration au jour le jour, s'emploie à brouiller les cartes et remplace à Burgos le général Gonzalez de Lara par un général républicain de toute confiance, Batet. Il faut, chaque fois, recommencer.

Cependant la conspiration progresse : aux Canaries, Franco, sur le *Jaime 1^{er}*, a des entretiens prolongés avec l'amiral Salas qui lui apporte l'appui des officiers de marine ; le réseau des conjurés s'est considérablement élargi avec l'entrée de nombreux officiers subalternes, qui joueront un rôle décisif. Il s'agit en effet de repérer, dans l'armée, les cadres qui s'opposeront au soulèvement, officiers républicains ou tout simplement disciplinés et décidés à rester fidèles au gouvernement quel qu'il soit. Il faut les surveiller, les neutraliser, et, si possible, s'en débarrasser le moment venu. Les contacts sont étroits avec les dirigeants politiques de la droite. Il semble bien que Calvo Sotelo ait été l'une des têtes du complot. Mais les militaires ne désespèrent pas d'entraîner à leurs côtés Gil Robles et ses amis, qui résistent. Les carlistes ont apporté à Mola leur appui et l'appont précieux de leurs 7 000 *requettes* « sur pied de guerre, avec armes équipement et formations réguliers organisées ». Mola n'en accepte que 4 000, qu'il compte répartir dans les régiments de *regulares*. Mais une note du 5 juin, rédigée par Mola, provoque une crise avec les carlistes. Mola prévoit pour l'Espagne un directoire de cinq chefs militaires qui suspendra la constitution et gouvernera par décrets lois, mais s'engagera, pour la durée de son pouvoir, à maintenir la République. La séparation de l'Église et de l'État doit être maintenue. L'objectif du mouvement est, selon Mola, l'instauration d'une « dictature républicaine ». Ce programme ne fait pas l'affaire des carlistes qui veulent, au minimum, l'adoption du drapeau monarchiste bicolore et le rejet de l'emblème républicain, la dissolution immédiate de tous les partis, une organisation corporatiste de l'Espagne. Mola refuse et les carlistes lui font savoir qu'ils ne marchent plus avec lui : on renonce au plan qui devait faire déclencher le mouvement par les Navarrais, le 12 juillet. Le chef des *requettes*, Lizarza, se rend auprès de Sanjurjo, dont l'arbitrage sera accepté par tous : il n'y aura pas de drapeau pour les unités militaires où les *requettes* sont appelés à servir. Ce gouvernement sera un gouvernement militaire « apolitique », dont le premier acte sera d'abolir toute la législation en matière sociale et religieuse et dont l'objectif sera la destruction du régime libéral et parlementaire, pour adopter, selon les termes mêmes de Sanjurjo, « les normes que beaucoup sont en train de suivre, modernes pour eux, mais séculaires pour notre patrie »⁶¹. La dernière difficulté est levée en juin ; aux grandes manœuvres de l'armée du Maroc, les conjurés prêtent le fameux « serment du Llano Amarillo ».

Après bien des fausses manœuvres, la date de l'insurrection semble avoir été à nouveau fixée, puisque Mola informe les conjurés d'avoir à se tenir prêts le 15 juillet. Franco, des Canaries, doit soulever le Maroc ; Goded, des Baléares, la Catalogne, et Queipo de Llano, Séville. Ailleurs on compte sur les officiers qui sont en place : Cabanellas à Saragosse Saliquet à Valladolid, Fanjul à Madrid, Gonzalez Carrasco à Valence. Le 16, Mola prévient José Antonio Primo de Rivera que le soulèvement est fixé aux 18, 19 et 20 juillet. Ces dates-là ne seront pas reculées.

⁶¹ Lizarza, *Memorias de la Conspiracion*, p. 108,

L'attitude du gouvernement

L'attitude du gouvernement au cours de ces mois décisifs a, fait l'objet de nombreuses critiques. Le gouvernement, c'est incontestable, a été au courant de ce qui se tramait du côté des chefs militaires. Il n'a pris que peu de mesures et celles qu'il a prises ont été particulièrement maladroites. À quoi sert d'éloigner aux Canaries le général Franco lorsque cet exil le rapproche de l'armée du Maroc où il est fort populaire et alors que les conspirateurs, à Madrid, peuvent encore compter sur l'inspecteur général de l'Armée qui, lui, reste en place ? La nomination de Mola en Navarre loin d'affaiblir l'insurrection, place un chef dangereux dans l'un des foyers de conspiration les plus actifs. Et Goded des Baléares, dirigera sans difficulté le soulèvement de Barcelone. Mieux encore, par une note du 18 mars, le gouvernement couvre les militaires qui conspirent en protestant contre les rumeurs de coup d'État jugées par lui injurieuses. Il parle de son « chagrin » devant les « injustes attaques » lancées contre le corps des officiers, « fidèles serviteurs du pouvoir constitué et garantie d'obéissance à la volonté populaire », dénonce dans les campagnes de la presse socialiste, communiste et anarchiste « le désir criminel et obstiné de miner l'armée ». La timidité des mesures prises contre les conspirateurs, la volonté avouée du gouvernement de fermer les yeux n'ont sans doute eu pour résultat que de rallier au coup de force beaucoup d'officiers hésitants. Le successeur d'Azaña, Casares Quiroga, mérite de passer à l'histoire pour l'aveugle optimisme dont il fait preuve en refusant de donner créance à toutes les informations et rumeurs sur le complot des généraux et qui culminera dans son refus final de croire à la nouvelle du soulèvement alors même que celui-ci s'est bel et bien produit⁶². Casares Quiroga s'obstinera encore alors à compter le général Queipo de Llano parmi les officiers loyaux sur qui il se repose pour écraser le soulèvement, alors que ce chef commande au même moment les rebelles de Séville ...

Il y a cependant quelque injustice à dresser contre les dirigeants républicains des réquisitoires aussi sévères pour leur indulgence à l'égard du complot des généraux. À l'image des groupes politiques qu'ils représentent et des forces sociales qu'ils incarnent, Casares Quiroga comme Azaña hésitent et tergiversent parce qu'ils sont pris entre deux feux. Le président Azaña avait pu s'écrier en 1933 qu'il préférerait perdre le pouvoir après une lutte loyale que le gagner par quelque artifice. Mais la lutte qui se déroule dans l'Espagne de 1936 n'est ni la lutte loyale qu'il espérait, ni la joute parlementaire qui lui est familière. C'est une lutte féroce entre des classes sociales antagonistes dont il s'efforce vainement d'éviter l'affrontement. Or, le cadre parlementaire est singulièrement inapte à cette tâche : quelques mois après leur élection, les Cortes ne sont plus qu'une représentation infidèle de la nation qui les a élus. Les députés de droite, en majorité cédistes, représentent des électeurs qui aujourd'hui, pour les plus actifs d'entre eux au moins, ont rejoint les extrémistes, et dont le porte parole n'est plus Gil Robles, mais Calvo Sotelo. Quant aux électeurs du Front populaire, ils constituent désormais, dans leur majorité, une force explosive que leurs dirigeants ne contrôlent plus. La victoire du Front populaire a été leur victoire, ils veulent l'aménager, la parfaire, la concrétiser, l'achever par les méthodes qui sont spontanément les leurs, celles de l'action directe et de la violence révolutionnaire.

La révolution ouvrière et paysanne menace la République parlementaire au même titre que la réaction militaire et fasciste. La lutte armée entre elles, la guerre civile, marque rait la fin, la faillite de la politique des Azaña et des Casares Quiroga. C'est pourquoi ils cherchent à l'éviter, en frappant tour à tour chacun des adversaires, en veillant à ne pas trop affaiblir l'un pour ne pas se livrer à l'autre.

Comme au Parlement, le gouvernement louvoie dans le pays, arrête alternativement des phalangistes, puis des anarchistes, ferme alternativement les locaux des uns puis des autres, refuse en tout cas de frapper sérieusement les généraux car il ne pourrait alors éviter d'armer les ouvriers, refuse non moins énergiquement de frapper sérieusement le mouvement gréviste et l'agitation ouvrière et paysanne pour ne pas se livrer, du coup, en otage, aux généraux. Coincé entre des forces hostiles, il ne peut que jouer un dangereux double jeu : l'arrestation de Primo de Rivera est une concession à la gauche, mais le leader phalangiste reçoit toutes les visites qu'il veut, et des milieux officieux expliquent à qui veut

⁶² Il sera surnommé « Civilon », nom d'un célèbre taureau qui avait fui dans l'arène.

les entendre que c'était là le seul moyen d'assurer sa sécurité⁶³. Bien des militants révolutionnaires laissent entendre que le gouvernement n'est pas mécontent de la menace d'un complot militaire qui peut seul, ainsi que le souhaite Prieto, contribuer, en le ramenant à des revendications « raisonnables », à arrêter le mouvement révolutionnaire.

Tous les reproches faits au gouvernement se rapportent à un seul et unique défaut : sa faiblesse. Sa seule raison d'être est de durer, de gagner du temps pour éviter le choc qui le réduira à néant.

⁶³ Bowers, *op. cit.* p. 213.

5. *Pronunciamento* et révolution

En ce mois de juillet où doit précisément éclater l'insurrection militaire, la violence semble triompher dans les deux camps de l'impuissance gouvernementale. Pas un jour où ne soit signalé quelque rixe, quelque échange de coups de feu, quelque assassinat, quelque manifestation aux allures d'émeute... Aux Cortes, les députés sont fouillés : on veille à ne pas laisser entrer d'armes à feu dans l'hémicycle... À la campagne, aux dires mêmes du ministre, la violence règne. Dans les villes, terrorisme et repréailles maintiennent sous pression les troupes des deux camps. Le 11 juillet, à Valence, les phalangistes exécutent un coup de main sur l'émetteur radio et annoncent : « Ici Radio-Valence ! La Phalange espagnole s'est emparée de cet émetteur par les armes. Demain il en sera de même pour tous les émetteurs d'Espagne. » Une immense contre-manifestation des syndicats et des partis du Front populaire se termine en violents assauts contre la permanence de la C.E.D.A. et l'attaque du journal *Diario de Valencia*. C'est pourtant, sans contestation possible, à Madrid que les troubles quotidiens annoncent le plus clairement la guerre civile qui vient.

La grève du bâtiment

Depuis février, Madrid a été secouée par de nombreuses grèves gagnant les secteurs les plus conservateurs, liftiers et même garçons de café. Pourtant les mois qui passent modifient le caractère de ces luttes. Il semble que de nombreux travailleurs se soucient moins de la satisfaction donnée à telle ou telle revendication que de la possession même de leurs entreprises. Les ouvriers des tramways de Madrid décident de s'emparer de la Compagnie pour l'exploiter à leur propre compte : ils sont immédiatement soutenus par des souscriptions énormes. Dans la capitale, fief de l'U.G.T., la C.N.T. s'est considérablement développée dans les derniers mois. Elle est désormais, sinon l'organisation la plus forte numériquement, du moins la plus combative. Ce sont de jeunes anarcho-syndicalistes qui font désormais figure de dirigeants de l'avant-garde ouvrière madrilène, les David Antona, Cipriano Mera, Teodoro Mora, animateurs du syndicat C.N.T. du bâtiment.

C'est le 1^{er} juin que les 70 000 ouvriers du bâtiment de Madrid ont commencé leur grève illimitée après une assemblée générale organisée en commun par les deux centrales qui se sont engagées à ne reprendre le travail que par une décision commune prise dans une nouvelle assemblée. Mais le patronat résiste. La grève se durcit. On a faim dans les quartiers ouvriers. Les grévistes, arme au poing, contraignent les commerçants à les servir, occupent les restaurants, mangent sans payer. Les commerçants, les petits bourgeois prennent peur. La police est impuissante en face du nombre, malgré des rixes quotidiennes avec les piquets de grève. L'occasion semble favorable aux phalangistes pour appliquer aux maçons leur méthode de violence contre-révolutionnaire. Ils attaquent des ouvriers isolés, puis des groupes devant les chantiers occupés. Le comité de défense de la C.N.T. du Centre prend alors en mains la direction de la grève et l'organisation de la défense armée des ouvriers. Le gouvernement s'emploie de son mieux à régler le conflit. Le 4 juillet, le ministre du Travail rend un arbitrage qui, pour l'essentiel, donne satisfaction aux grévistes⁶⁴. L'U.G.T., après consultation de ses adhérents, lance l'ordre de reprise du travail : il faut en finir avec la grève puisque l'objectif essentiel est atteint, les revendications annexes pouvant aboutir par des négociations : comme le souligne dans *Claridad* le secrétaire du bâtiment de l'U.G.T. madrilène, Dominguez, le conflit peut « dégénérer en péril grave pour le régime » ... Mais c'est peut-être justement cette considération qui pousse la C.N.T. à continuer. La grève du bâtiment dépasse désormais le cadre d'une simple lutte pour l'augmentation des salaires et la diminution de la journée de travail : le patronat a cédé autant qu'il pouvait céder, mais la C.N.T. madrilène, sous l'influence des ouvriers les plus combattifs, veut continuer ce qui est en réalité une épreuve de force avec la bourgeoisie et l'État, une véritable grève insurrectionnelle. Elle dénonce aussitôt la direction de l'U.G.T., les socialistes et les communistes qui la soutiennent, comme des briseurs de grève, des « jaunes » : n'ont-ils pas décidé seuls la reprise du travail, en violation de la

⁶⁴ Les salaires sont augmentés (de 5 % pour ceux qui étaient inférieurs à 12 pesetas. de 10 % pour les autres) et la semaine de 40 heures accordée. La C.N.T. réclamait, outre une hausse plus importante, la semaine de 36 heures, un mois de congé payé, la reconnaissance de maladies professionnelles, dont les rhumatismes.

décision prise dans l'assemblée commune ? Le 9 juillet, le journal monarchiste *ABC* annonce que les ouvriers syndiqués à l'U.G.T. n'ont pas repris le travail, par peur des violences de ceux de la C.N.T. Des bagarres éclatent entre grévistes et non-grévistes, cénétistes et ugétistes, tous plus ou moins armés. Le même jour, on compte cinq morts à la porte des chantiers, trois de l'U.G.T., deux de la C.N.T. Il semble que l'on va voir se renouveler à Madrid les batailles qui ont opposé à Malaga, entre le 11 et le 15 juin, les anarcho-syndicalistes aux socialistes et aux communistes⁶⁵. Les phalangistes, qu'un de leurs chefs les plus capables, Fernandez Cuesta, libéré de prison le 4 juillet, vient de reprendre en mains, multiplient leurs assauts dans l'espoir d'écraser la grève. La C.N.T. riposte en mitraillant un café qui sert de permanence à la Phalange : trois phalangistes de l'escorte de José Antonio sont tués... Le gouvernement profite du conflit entre l'U.G.T. et la C.N.T. pour essayer de décapiter celle qui s'est isolée et qui lui paraît aussi la plus dangereuse. La police ferme les locaux de la C.N.T., arrête les dirigeants des maçons, Antona et Mera en tête. Les grévistes, dirigés par Eduardo Val, du comité de défense de la C.N.T. du Centre, continuent à disputer la rue et l'accès des chantiers aux ouvriers de l'U.G.T., à la police, aux phalangistes... On comprend que, dans ces conditions particulières, même face au danger grandissant de soulèvement militaire, le gouvernement se soit refusé à distribuer les armes, comme le lui demande pourtant Largo Caballero. « Armer le peuple », aux yeux des dirigeants, ce serait d'abord armer les maçons de la C.N.T. madrilène, armer l'avant-garde révolutionnaire, la force qu'il redoute plus encore que celle des généraux réactionnaires.

L'assassinat de Calvo Sotelo

L'assassinat, le 12 juillet, du lieutenant des gardes d'assaut José del Castillo, marque, nous l'avons dit, une étape importante dans le chemin qui mène à la guerre civile. C'est, après le capitaine Faraudo, le deuxième officier de ce corps abattu dans les mêmes conditions, vraisemblablement à l'instigation des mêmes hommes. Ses camarades réagissent vivement : les *asaltos* deviennent en effet la cible des *pistoleros* phalangistes alors que les assassins, dans une telle ambiance, sont pratiquement assurés de l'impunité. Aussi les *asaltos* de la compagnie de Castillo décident-ils de faire ce qu'ils n'ont pas fait après l'assassinat de Faraudo : ils décident de se venger eux-mêmes puisque l'État qui les emploie à maintenir l'ordre est incapable de les protéger et de frapper ceux qui les abattent en pleine rue. Pour tirer de la mort de Castillo une vengeance éclatante, ils décident de frapper, à la tête, l'homme qu'ils considèrent comme l'âme du complot et le chef des assassins, Calvo Sotelo qui, quelques jours auparavant avait, aux Cortes, dénoncé del Castillo comme l'organisateur d'un attentat contre les phalangistes.

Le lendemain à l'aube, un camion amène devant le domicile de Calvo Sotelo un groupe *d'asaltos* en tête desquels marche le lieutenant Moreno accompagné d'un commandant de la garde civile, Fernando Condés. Ils déclarent au leader monarchiste qu'ils sont venus l'arrêter. Calvo Sotelo, inquiet, demande à téléphoner à la police, pour obtenir confirmation du mandat. Mais les *asaltos* ont coupé les lignes téléphoniques ; il se décide à les suivre. Quelques heures plus tard on retrouvera son cadavre, criblé de balles, au cimetière del Este et on l'identifiera à la morgue...

L'enterrement de José del Castillo et celui de Calvo Sotelo constituent l'ultime parade avant le combat. Les adversaires se défient au grand jour. Antonio Goicoechea déclare sur la tombe de Sotelo : « Nous jurons de venger ta mort. » Gil Robles, dans un discours aux Cortes d'une extraordinaire violence, affirme : « Le sang de Sotelo noiera le gouvernement. » Et, au nom des carlistes et de la Rénovation espagnole, Suarez de Tangis lit un document qui constitue la déclaration de la guerre civile : « Depuis le 16 février, nous vivons en pleine anarchie, sous l'empire d'une subversion monstrueuse de toutes

⁶⁵ À Malaga, le conflit avait opposé les militants C.N.T. des salaisons en grève aux pêcheurs U.G.T. Le 10 juin, les premiers ont assassiné le communiste Andrés Rodriguez, responsable de l'U.G.T. Un attentat contre le dirigeant de la C.N.T. Ortiz Acevedo coûte la vie à l'un de ses enfants. Le 11, avant l'enterrement de Rodriguez, c'est un socialiste, Ramon Reina, qui est abattu. Le gouverneur fait fermer les locaux des deux centrales. Ce n'est que le 15 que les violences cessent, C.N.T. et U.G.T. condamnant de part et d'autre les attentats.

les valeurs morales qui a abouti à mettre l'autorité et la justice au service de la violence... Ceux qui veulent sauver l'Espagne et son patrimoine moral comme peuple civilisé nous trouveront les premiers sur le chemin du devoir et du sacrifice. »

Dans l'atmosphère des mois qui précèdent, un tel flot d'injures et de menaces ont été proférées qu'il n'est pas difficile aux amis du leader assassiné de relever dans les discours de ses adversaires des dénonciations et des attaques qui peuvent être considérées comme des provocations au meurtre. Ils ne s'en privent pas. Les assassins de Sotelo, les vengeurs de Castillo sont connus : ce sont les quinze gardes de la patrouille du lieutenant. Il est évident qu'ils ont agi de leur propre initiative, sans ordre officiel. Mais la propagande de la droite se déchaîne pour faire retomber la responsabilité directe de l'assassinat sur le gouvernement républicain contre lequel elle se prépare à se soulever. La mort de Sotelo fournit un prétexte sacré à un soulèvement dès longtemps préparé. D'ailleurs, la menace se précisant, la riposte se dessine aussi. Un peu partout en Espagne, les ouvriers déterrent les armes cachées depuis 1934, cherchent à s'en procurer de nouvelles. Le gouvernement déplace quelques généraux, fait accélérer la démobilisation des recrues, arrête des phalangistes, y compris ceux qu'il venait de libérer. Prieto, dans *El Liberal*, tient un langage ferme : « *Si la réaction rêve d'un coup d'État non sanglant, elle se trompe.* »

Dans cette atmosphère d'alarmes et d'inquiétudes, le président du Conseil reste imperturbable. Le 14 juillet, un groupe de députés basques, parmi lesquels le futur président Aguirre qui a rapporté l'incident, lui demandent s'il est exact qu'il a fait arrêter Mala, chef des conspirateurs, connu comme tel. Il s'emporte contre ces rumeurs et affirme : « Mala est un général loyal à la République »⁶⁶. Il répond de même par un refus brutal au gouverneur de Huelva qui, ayant les preuves de l'activité subversive de Queipo de Llano, demande l'autorisation de l'arrêter. Plusieurs témoins, et parmi eux Prieto, rapportent enfin qu'informé du soulèvement des militaires au Maroc, il se contente de répondre : « Ils se soulèvent ? Très bien, alors moi je vais me coucher. »

L'insurrection au Maroc

L'armée, au Maroc, est chez elle, comme elle y a toujours été. En février déjà, les troupes ici étaient sûres, alors qu'elles hésitaient dans la péninsule. Les troupes marocaines, les Maures, sont recrutées parmi les montagnards du Rif. Ce sont des guerriers redoutables, des sauvages qu'aucune propagande n'a atteint, qui n'aspirent qu'à la lutte et au pillage et l'ont montré lors de la répression de l'insurrection des Asturies. La Légion est un corps de mercenaires d'élite, volontaires de tous pays, *desperados* et souvent repris de justice, tout prêts aussi à se battre puisque c'est pour cela qu'on les paie et que c'est cela qu'ils ont choisi. Le mouvement ouvrier existe certes, et il y a dans les villes de fortes organisations syndicales. Elles sont sans prise cependant sur une population indigène solidement encadrée, sans contact surtout avec les soldats de métier Marocains ou étrangers des troupes d'élite de l'armée du Maroc.

Presque tous les cadres sont dans la conspiration. Les officiers, dans la rue, se saluent joyeusement au cri de « Café », abréviation de leur mot d'ordre : *Camaradas, arriba Falange española !* On se prépare au grand jour – ou presque – à la conquête de la métropole pourrie que l'on va régénérer par les vertus militaires qui sont l'apanage de toute armée coloniale. Lors des manœuvres du Llano Amarillo, nous l'avons vu, les chefs ont fait le point. Tout est prêt pour que l'armée que l'État a eu l'imprudence d'envoyer lui garder le Maroc, se jette sur la République. Ici, les autorités civiles sont si faibles devant les chefs militaires que la conspiration ne se couvre que pour ne pas donner d'indications trop précises à la métropole. Début juillet, la police a trouvé des stocks d'armes des uniformes et des proclamations au Casino de Tétouan. L'affaire n'a aucune suite, alors que les noms des chefs conspirateurs sont sur toutes les lèvres.

Le mouvement part de Melilla, le 17 juillet. À la tête de ses officiers, le chef désigné, le lieutenant-

⁶⁶ Lizarra, *Los Vascos y la República española*, op. cit. p. 31.

colonel Segui, obtient le ralliement des gardes d'assaut, destitue le chef de la garnison. La légion étrangère donne l'assaut à la Maison du Peuple où s'étaient réunis les maçons. Ici et là, des militaires, des ouvriers, tentent de résister. Ils sont abattus. Maître de la ville en quelques heures, Segui télégraphie l'ordre de se soulever aux autres garnisons. Les communications sont interrompues avec la métropole. Les chefs de la Légion, les lieutenants-colonels Yagüe et Tella, les chefs des troupes maures, les colonels Bautista San chez dans le Rif, Saenz de Burruaga à Tetouan, Mugica à Larache, passent à l'action vers 11 heures du soir, occupent les points stratégiques, contrôlent la circulation, commencent la chasse à l'homme dans les quartiers ouvriers. Les aviateurs de Tétouan résistent : vaincus par l'artillerie, ils seront fusillés « conformément à la loi martiale ». Le Khalife et le Grand Vizir ont été priés d'approuver l'action des rebelles, qui occupent le haut-commissariat. Ils l'ont fait. La grève déclenchée par les syndicats est générale le 18, mais l'armée fournit des « volontaires » indigènes pour la briser et elle sera de courte durée, après quelques arrestations et exécutions... À Ceuta où l'insurrection est annoncée par le tocsin, Yagüe est maître de la ville en deux heures. La résistance héroïque des ouvriers de Larrache ne dépassera pas vingt-quatre heures. Le 18, l'armée a écrasé toute résistance. Son chef théorique, le général Morato, a appris la nouvelle de l'insurrection par un coup de téléphone de Madrid... Maintenant, elle attend son vrai chef : **Franco**.

Le gouvernement républicain devant le soulèvement

Franco a quitté Las Palmas dans un avion que pilote un Anglais⁶⁷. Prudent, il n'arrivera à Tétouan que le 19, après un atterrissage au Maroc français pour s'informer du déroulement des opérations. Mais en son nom, de Tétouan, est lancée une proclamation : « L'armée a décidé de rétablir l'ordre en Espagne... Le général Franco a été placé à la tête du mouvement et il en appelle au sentiment républicain de tous les Espagnols. » Un avion gouverne mental a lancé, dans la nuit du 17 au 18, six bombes sur le Q.G. de Tétouan. La réponse vient, menaçante : « Les représailles que nous exercerons seront en proportion de la résistance qu'on nous opposera. »

Dans la matinée du 18 juillet, le gouvernement doit admettre dans une note qu'« une partie de l'armée s'est soulevée au Maroc ». Il précise : « Le gouvernement déclare que le mouvement est limité à certaines zones du Protectorat et que personne, absolument personne, dans la péninsule, n'a adhéré à une entreprise aussi absurde. » Le même jour l'« entreprise absurde » s'étend pourtant dans tout le pays : les militaires se soulèvent à Malaga et à Séville. Mais le gouvernement dément l'information, et, en réponse aux partis et syndicats, diffuse, à 15 heures, un deuxième communiqué :

« Le gouvernement prend note des offres d'aide qu'il a reçues, et, tout en s'en montrant reconnaissant, déclare que le meilleur moyen de l'aider est de garantir le caractère normal de la vie quotidienne pour donner un haut exemple de sérénité et de confiance dans les moyens de la force militaire de l'État... Grâce aux mesures préventives prises par le gouvernement, on peut dire qu'un vaste mouvement antirépublicain a été étouffé. Il n'a trouvé aucune assistance dans la péninsule et a seulement réussi à recruter quelques partisans dans une fraction de l'armée. » Après avoir salué « les forces qui, au Maroc, travaillent à maîtriser le soulèvement », la note conclut : « L'action du gouvernement sera suffisante pour rétablir l'ordre ». La radio gouvernementale ira même jusqu'à préciser que l'insurrection a été écrasée à Séville.

Le soir même, le conseil des ministres, auquel participe Prieto, oppose un nouveau refus à la demande présentée par Largo Caballero au nom de l'U.G.T., de distribuer des armes aux organisations ouvrières. Un communiqué commun des partis socialiste et communiste déclare : « *Le moment est difficile, non désespéré. Le gouvernement est sûr de posséder les moyens suffisants pour écraser cette tentative criminelle. Au cas où ses moyens seraient insuffisants, la République a la promesse solennelle du Front populaire. Il est prêt à intervenir dans la lutte à partir du moment où on réclamera son aide. Le gouvernement commande et le Front populaire obéit.* »

⁶⁷ Le capitaine Beeb, engagé par le célèbre ingénieur Juan de la Cierva.

Dans la soirée, C.N.T. et U.G.T. lancent l'ordre de grève générale. À 4 heures du matin, le 19 juillet, au moment où toute l'Espagne se prépare à combattre, Casares Quiroga remet au président Azaña la démission de son gouvernement...

Le gouvernement Martinez Barrio

Azaña fait immédiatement appel à Martinez Barrio, président des Cortes, qui constitue sur-le-champ un gouvernement composé exclusivement de républicains, mais élargi sur sa droite aux groupes des Républicains nationaux de Sanchez Roman, restés en dehors du Front populaire. Au ministère de la Guerre, il appelle un militaire, le général Miaja.

Historiens et commentateurs sont généralement d'accord pour reconnaître dans ce ministère une dernière tentative pour éviter la guerre civile en arrivant à un accord au moins avec une partie des généraux rebelles. Ils le sont moins sur le déroulement des événements et le contenu même des tentatives de compromis. Salvador de Madariaga dit que Martinez Barrio avait réservé des portefeuilles aux généraux rebelles. Caballero affirme que Martinez Barrio lui rapporta une conversation téléphonique avec Mola en personne, dont d'autres témoins cités par Clara Campoamor ont entendu également parler par Martinez Barrio. L'historien franquiste Bertran Güell affirme que Mola refusa péremptoirement de devenir ministre de la Guerre : « *Si vous et moi arrivions à un accord, nous aurions l'un et l'autre trahi notre idéal et nos hommes* »⁶⁸. Martinez Barrio – aujourd'hui président de la République en exil – proteste contre ces versions et affirme, dans une lettre à Madariaga : « *À aucun moment nous n'avons recherché le concours des rebelles. Nous croyions qu'eux, face à ce changement de politique, changeraient, à leur tour, d'attitude* »⁶⁹.

Que les généraux rebelles aient ou non été pressentis – et il paraît bien qu'ils le furent – l'attitude de certains d'entre eux semble apporter une confirmation à la thèse et aux espoirs de Martinez Barrio. Mola lui-même, Aranda à Oviedo, Patxot à Malaga, temporisent, semblent hésiter à rompre les ponts, pour le cas où Martinez Barrio réussirait et où les concessions des républicains se préciseraient. Mais l'annonce de la formation du nouveau gouvernement fait à Madrid même l'effet d'une bombe. Des centaines de milliers de manifestants se rassemblent sans attendre le mot d'ordre d'aucune organisation, réclament des armes pour lutter contre les militaires. Salvador de Madariaga et Borkenau, qui affirme que Caballero menace le gouvernement d'une insurrection socialiste armée, sont, sur ce point, d'accord avec Martinez Barrio pour qui son gouvernement « mourut des mains des socialistes de Caballero et des communistes »⁷⁰. Caballero, dans ses mémoires, se borne à indiquer que l'U.G.T. pose comme condition de son appui au nouveau gouvernement l'armement des travailleurs. Mais Martinez Barrio, comme Casares Quiroga, refuse ce qui, à ses yeux, signifierait le début de la révolution ouvrière, la fin de la République parlementaire. Il démissionne à son tour⁷¹.

Des personnalités républicaines pressenties, seul le docteur José Giral, éminent universitaire, ami d'Azaña, accepte de franchir le pas décisif : son gouvernement décrètera la dissolution de l'armée et la distribution des armes aux milices ouvrières formées par les partis et les syndicats. Il signe en même temps ce qui semble être l'arrêt de mort de la « légalité républicaine », mais qui n'est à cette date qu'une reconnaissance du fait accompli : c'est maintenant la force, celle des généraux et de leurs troupes, celle des ouvriers armés qui va régler l'avenir de l'Espagne. La « légalité » s'évanouit en fumée devant le choc des forces sociales.

⁶⁸ Bertran Güell, *op. cit.* p. 76.

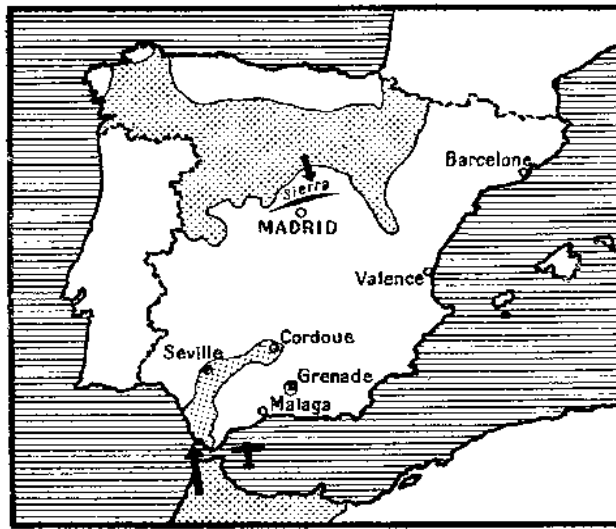
⁶⁹ Prologue de la 4^e édition d'España de S. de Madariaga.

⁷⁰ *ibid.*

⁷¹ Dans un discours à la radio pour le premier anniversaire du *Movimiento*, Franco déclarera que Martinez Barrio voulait « former un ministère qui devait donner raison à l'armée, rétablir l'ordre et obtenir le retrait des troupes ». Selon lui, ce ministère « fut trahi par les hordes criminelles que ses prédécesseurs avaient armées. »

Le « movimiento » : succès et échecs

Les chefs rebelles n'avaient pas prévu une résistance de longue durée à leur action. Sans doute leur plan tenait-il compte des difficultés particulières à surmonter dans certaines régions, mais la carte de l'Espagne telle qu'elle se dessinera après quelques jours de combat offre des aspects très inattendus. La Navarre, fief traditionnel des carlistes, accueille le mouvement dans l'enthousiasme. Les rues de Burgos et de Pampelune sont remplies de volontaires des unités paramilitaires carlistes, les *requetes* au béret rouge et au brassard vert marqué d'une croix. Ils sont descendus de leur montagne, avec leur couverture roulée sur l'épaule, pour assurer la victoire du « Christ Roi », comme le proclament les inscriptions. Delaprée les a vus « crachant avec dégoût quand on prononce devant eux les mots de « république » ou de « syndicat ». Il ajoute : « *Je ne serais nullement étonné de voir se dresser sur une place de Burgos un autodafé* »⁷². Ici les masses populaires sont avec les généraux, et les volontaires affluents pour renforcer l'armée de Mola en marche vers la capitale. Seule, peut-être, l'hostilité à peine voilée que se marquent « bérets rouges » et « chemises bleues » de la Phalange rompt l'unanimité enthousiaste de ce début de croisade.



1. juillet 1936

Mais ailleurs, succès et échec dépendent de nombreux facteurs souvent imprévisibles : attitude des corps de police, gardes civils et gardes d'assaut, dont le ralliement à l'un ou l'autre camp décide souvent de la victoire, esprit de décision ou atermoiements des gouverneurs, hésitations ou audace des chefs militaires, vigilance ou naïveté des dirigeants ouvriers. Le *Movimiento* l'emporte en effet très vite chaque fois que les insurgés prennent de vitesse l'organisation de leurs adversaires ; il l'emporte aussi, avec un peu de retard, chaque fois que les dirigeants ouvriers se laissent abuser par les déclarations de loyalisme des officiers. Dans cette mesure, il n'est pas imprudent d'affirmer que c'est moins dans l'action des rebelles que dans la réaction des ouvriers, des partis et des syndicats et leur capacité à s'organiser militairement, en un mot dans leur perspective politique même que réside la clef de l'issue des premiers combats. Chaque fois, en effet, que les organisations ouvrières se laissent paralyser par le souci de respecter la légalité républicaine, chaque fois que leurs dirigeants se contentent de la parole donnée par les officiers, ces derniers l'emportent... Par contre, le *Movimiento* est mis en échec chaque fois que les travailleurs ont eu le temps de s'armer, chaque fois qu'ils se sont immédiatement attaqués à la destruction de l'armée en tant que telle, indépendamment des prises de position de ses chefs, ou de l'attitude des pouvoirs publics « légitimes ».

⁷² Delaprée, *Mort en Espagne*, p. 22.

Victoires du « movimiento » : l'Andalousie

Les insurgés l'emportent rapidement à Algésiras où le gouverneur se refuse à armer les travailleurs tant que les militaires se déclarent loyaux. Quand il se décide, devant l'évidence, à faire arrêter le chef de la garnison, il est lui-même fait prisonnier... À Cadix, la grève est générale dès le 19 et les gardes d'assaut ont distribué des armes aux syndicats, mais le gouverneur se porte garant du loyalisme des officiers. Le 20, à la nouvelle de la chute d'Algésiras et avec l'arrivée d'un bateau de guerre insurgé, la garnison se soulève : le lendemain, toute résistance a été écrasée et le commandant militaire interdit grève et réunions syndicales. À Cordoue, le gouverneur refuse de donner des armes aux ouvriers en grève. La garde civile et la garnison, aux ordres d'un officier réputé républicain, le colonel Cascajo, se soulèvent en même temps et écrasent toute résistance. À Grenade, les gardes d'assaut se soulèvent avec la garde civile et la garnison : ils viennent rapidement à bout de la résistance armée organisée dans les faubourgs. À Huelva, le gouverneur a concentré la garde civile : les mineurs de Rio Tinto, mobilisés par leurs syndicats, marchent sur **Séville** insurgée. Les gardes civils qui les accompagnent leur dressent une embuscade et les massacrent. Puis ils passent à la conquête des mines.

Mais la grande victoire des insurgés sera la prise de Séville, bastion des organisations ouvrières. Le général Queipo de Llano, que le gouvernement n'a pas voulu faire arrêter, arrive incognito dans la capitale andalouse, où le commandement de la garde civile est seul gagné au complot. Dans les casernes de la garde, on arme et on encadre les phalangistes et les *señoritos* volontaires pour participer au soulèvement. Les groupes de choc ainsi formés attaquent par surprise la caserne des gardes d'assaut, qui résisteront jusqu'à leur dernière cartouche dans le bâtiment et dans le central téléphonique. Pendant ce temps, un petit détachement a occupé sans coup férir l'émetteur de Radio-Séville. Queipo de Llano y fait jouer l'hymne républicain, puis annonce brusquement qu'il est maître de la ville. Les organisations ouvrières ne réagirent pas, tandis que le général, maître dans l'art du bluff, fait occuper les points stratégiques et défile continuellement dans les rues les mêmes camions militaires pour faire croire à une supériorité numérique écrasante des troupes qu'il dirige. Lorsque, enfin, la C.N.T. et l'U.G.T. commencent à regrouper des militants pour la lutte armée, il est trop tard : les *asaltos* ont été massacrés jusqu'au dernier, et les premiers renforts de soldats marocains atterrissent sur l'aérodrome dont les rebelles se sont emparés à la première heure. Cette arrivée constitue, certes, un atout considérable du point de vue militaire, car les Maures sont des troupes redoutables, aguerries et disciplinées. Mais c'est aussi une victoire psychologique – une de plus – à l'actif de l'intelligent général, car leur réputation de cruauté n'est plus à taire et le bruit de leur arrivée répand la terreur. La résistance ouvrière commence trop tard, et dans les pires conditions. À Séville, ce ne sera pas une lutte, mais une tuerie. Un mémoire du collège des Avocats déclare que plus de 9 000 ouvriers seront alors massacrés⁷³. Bertrand de Jouvenel, correspondant de *Paris-Soir*, a décrit l'assaut des Maures contre un faubourg ouvrier : « Dans un cri de guerre farouche, les hommes se ruèrent dans les rues du quartier. Ce fut un impitoyable nettoyage à la grenade et au couteau. Il n'y eut pas de merci. Lorsque, le surlendemain, j'ai pu me glisser dans les ruines, j'ai vu des hommes enlacés, percés l'un et l'autre de baïonnettes et de longs couteaux à cran d'arrêt. » Le faubourg de Triana résistera cependant pendant plus d'une semaine. Séville « nettoyée », les militaires se lancent à la conquête des autres villes et des villages. Partout les mêmes méthodes triomphent d'une résistance farouche et désespérée : Moron tiendra huit jours, et de nombreux soldats rebelles tombent devant Carmona. Mais, dans toute la région, le *Movimiento* triomphe. Les exécutions massives d'ouvriers et de militants assurent parfois à l'avance la soumission des hésitants et des tièdes. Souvent les autorités ou les chefs de la garde civile prennent les devants et, en signe d'attachement à la cause de l'armée, font exécuter des responsables ouvriers avant même l'arrivée des troupes de Queipo. En quelques jours, l'Andalousie est conquise : par son esprit de décision, par une utilisation adroite des moyens modernes de propagande et l'emploi massif de la terreur, Queipo de Llano est arrivé à s'assurer, par l'aérodrome et l'émetteur-radio, un avantage que les ouvriers ne pourront pas compenser. Pris de court et désorientés, les militants n'ont pu, la plupart du temps, lui opposer qu'un

⁷³ Mémoire reproduit par Peirats, *La C.N.T. en la Revolución española*, T. I, p. 182-186.

courage aussi indomptable qu'inutile.

Victoires du « movimiento » : Saragosse

C'est une victoire de même type que remporte l'armée à Saragosse, autre bastion ouvrier. Là, le chef de la garnison, le général San Miguel Cabanellas, est aussi le chef du complot. C'est un franc-maçon qui passe pour républicain et, comme Queipo de Llano, est un rallié de la dernière heure. Le 17 juillet, à la nouvelle du soulèvement du Maroc, il lance une proclamation de fidélité à la République et décrète l'état de siège pour faire face aux « tentatives fascistes ». Il doit y renoncer devant la menace de grève générale brandie par la C.N.T., mais incorpore rapidement dans ses troupes les phalangistes et *señoritos*. Le gouverneur supplie les dirigeants ouvriers de ne pas troubler l'ordre, refuse d'armer les travailleurs, prêche le calme. Sur ses instances, les dirigeants de la C.N.T. invitent les ouvriers à rentrer chez eux. Et le 19 au matin, une armée épurée et renforcée par des militants de droite et la garde civile occupe la capitale de l'Aragon, installe canons et mitrailleuses en batterie. La radio affirme : « *Nous ne marchons pas contre la République. Travailleurs, vos revendications seront respectées.* » Le bruit continue à circuler, habilement entretenu, que Cabanellas « marche contre les fascistes ».

Ici aussi, les dirigeants ouvriers ne prennent conscience de ce qui leur arrive que lorsque la police commence à arrêter les leurs. Le 19 dans la journée, C.N.T. et U.G.T. lancent l'ordre de grève générale, tentent, dans les faubourgs, où les troupes n'ont pas osé pénétrer, d'organiser la résistance armée. Les gardes civils attaquent une concentration organisée par les Jeunesses libertaires et lui infligent de lourdes pertes. Il faudra pourtant plus d'une semaine pour venir à bout de la grève générale dont les dirigeants ouvriers, sous la torture, se refusent à rapporter l'ordre. L'un des dirigeants de la C.N.T. de Saragosse, Chueca, reconnaîtra la naïveté des dirigeants syndicaux qui ont perdu leur temps en palabres et même donné foi aux promesses du gouverneur, qui n'ont pas su prévoir « quelque chose de plus efficace que les trente mille ouvriers organisés dans les syndicats de Saragosse »⁷⁴. Presque tout l'Aragon, au cours de ces journées, est tombé aux mains des rebelles.

Un succès inattendu : Oviedo

Les plans de Mola n'avaient pas envisagé le succès à Oviedo, au cœur des Asturies ouvrières où militants socialistes et anarcho-sindicalistes ont une solide tradition de combat, une expérience de la lutte armée, des cadres entraînés, quelques armes. C'est une édition spéciale, non soumise à la censure, du journal caballeriste *Avance* qui, dès l'après-midi du 18, annonce le soulèvement. Immédiatement, les mineurs se rassemblent dans leurs locaux syndicaux, impro visent des unités, déterrent les armes cachées depuis octobre 34. Sous leur pression, partis et syndicats constituent un Comité provincial qui se charge de seconder et de contrôler l'action du gouverneur Liarte Lausin dont certains suspectent la loyauté.

Le colonel Aranda, chef de la garnison, s'empresse de rassurer les dirigeants ouvriers et républicains : il se proclame fidèle à la République, désavoue solennellement les factieux. La veille, pourtant, il a fait transporter dans les casernes toutes les armes disponibles et donné en secret l'ordre à la garde civile de la province de marcher sur Oviedo. Mais on l'ignore – et on lui fait confiance. Mieux, lorsque, de Madrid menacée, viennent des demandes de renfort, les dirigeants socialistes acceptent, sur sa suggestion, de former trois colonnes de mineurs et de les envoyer, par le train, vers la capitale. Seize cents jeunes gens à Sama de Langreo, plusieurs centaines à Mieres rejoignent la troupe des *dinamiteros* d'Oviedo... Sur ces 3 000 hommes, que commandent des officiers *asaltos*, 400 à peine ont des armes à feu, fusils et carabines. À León, le général Gomez Caminero leur fait distribuer 300 fusils. Le renfort, pour Madrid est d'importance, mais Oviedo a perdu sa garde ouvrière.

Malgré l'optimisme des dirigeants socialistes, l'inquiétude grandit. Aranda, en effet, a consigné les soldats dans les casernes dont les sentinelles défendent les abords. On les sait armés, alors que les rares armes aux mains des mineurs ont pris la route de Madrid. Le Comité provincial se divise : républicains et socialistes de droite continuent à faire confiance au colonel. Mais les dirigeants de la

⁷⁴ Dans *la Tourmente*, p. 71.

C.N.T. savent qu'il a fait transporter les armes dans les casernes ; avec les communistes et les socialistes de gauche groupés autour de Javier Bueno, le directeur d'*Avance*, ils refusent de prolonger un jeu, à leurs yeux dangereux. Ils exigent d'Aranda la preuve de sa loyauté : la distribution aux milices ouvrières des armes stockées, l'ouverture des casernes, l'amalgame entre soldats et ouvriers armés. Aranda tergiverse. Gonzalez Peña le supplie de donner un gage aux extrémistes, se couvre de l'autorité de Prieto pour obtenir la distribution des armes. Aranda rétorque qu'il attend pour le faire un ordre du ministre de la Guerre. Pendant ce temps, les gardes sont en marche vers Oviedo. Sous un prétexte, Aranda réussit à quitter la salle où siège le Comité, dans le palais du Gouverneur. Il rejoint alors ses troupes, fait occuper le mont Narranco, met deux canons en batterie devant le Palais. Le Comité se disperse tandis que les soldats occupent les points stratégiques. La ruse du colonel a réussi : les mineurs armés sont loin et il a occupé la capitale sans tirer un coup de fusil. Pourtant les faubourgs sont alertés et se couvrent de barricades. Dans les villages miniers, les groupes de gardes sont arrêtés, attaqués ou désarmés. À Gijón la garnison se soulève, elle aussi, après avoir proclamé son loyalisme, mais elle est aussitôt encerclée par les métallos de La Felguera que le comité de défense improvisé à la Maison du Peuple autour de Segundo Blanco a appelés à la rescousse. L'une des deux colonnes de mineurs en route vers Madrid, enfin, prévenue du soulèvement sur ses arrières, rebrousse chemin, s'empare de l'arsenal de Trubia, complète l'encerclement ébauché de la capitale asturienne. La prise d'Oviedo par les rebelles n'a pas entraîné la chute des Asturies, mais elle immobilise des dizaines de milliers d'ouvriers, du reste presque sans armes. L'habileté d'Aranda et la naïveté de certains dirigeants fixent là des combattants dont l'absence se fera cruellement sentir ailleurs.

Échec des militaires : la Flotte

À côté de ces succès, prévus ou inattendus, les généraux allaient connaître aussi des revers. C'est d'abord un accident qui les prive d'un de leurs chefs. Sanjurjo devait arriver d'Estoril où un avion était allé le chercher dans la journée du 20. L'hélice casse au décollage, l'avion brûle, Sanjurjo est tué.

Mais les revers essuyés dans le reste de l'Espagne ne tiennent pas au hasard. Le débarquement massif des troupes marocaines, prévu dans le plan pour les heures qui suivent l'insurrection, n'a pas lieu, car la flotte, ne s'est pas ralliée. Sa participation avait été pourtant minutieusement étudiée et définitivement mise au point jusque dans ses détails lors des manœuvres au large des Canaries, au cours des réunions entre les amiraux et Franco. La quasi-totalité des officiers sont gagnés au *Movimiento*. Mais ce sont les équipages qui feront échouer le plan : plus politisés peut-être, parce que très souvent d'origine ouvrière les marins savent, en tout cas mieux que les soldats s'organiser contre les préparatifs de leurs chefs. Sur presque tous les bateaux se sont constitués de petits noyaux clandestins, composés de huit ou dix sous-officiers et marins socialistes ou anarchistes, assurant, dans les escales, la liaison avec leurs organisations. Un Conseil central des marins fonctionne sur le croiseur *Libertad*. Prévenus par ses soins, des délégués des conseils du *Cervantès*, de l'*Almirante Gervera*, de l'*España* et du *Velasco* peuvent se réunir autour de lui au Ferrol, le 13 juillet, pour décider des mesures à prendre contre le soulèvement des amiraux. Le 14, ils réussissent à établir le contact avec le Conseil des marins du *Jaime 1^{er}*. À Madrid, Balboa, un sous-officier affecté au Centre de transmissions de la Marine arrête le chef du centre, une des chevilles ouvrières de la conspiration. Par son intermédiaire et celui des radios de chaque bateau, les équipages seront tenus au courant, minute par minute, du déroulement du complot et se tiennent prêts à riposter à leurs commandants.

L'équipage du torpilleur *Churruca* qui, le 19, avait transporté à Cadix un tabor de Marocains, se soulève le 20 et fusille les officiers. Puis ceux de l'*Almirante Valdes* et du *Sanchez Bercaiztegui* les imitent, et, de Melilla, mettent le cap sur Carthagène. À San Fernando, les équipages des deux canonnières et d'un croiseur seront finalement écrasés par l'artillerie côtière et, au Ferrol, l'*Almirante Gervera*, immobilisé par des réparations, et l'*España*, sans munitions, sont repris par les rebelles aux marins. Mais ceux du *Jaime 1^{er}*, informés par radio que leur navire a mis le cap sur Ceuta, se mutinent en pleine mer, puis, maîtres du cuirassé après une bataille sanglante, rejoignent, dans la baie de Tanger, le gros de la flotte, dont l'histoire, en ces quelques jours, a été identique à la leur. Partout commandent des Comités de marins qui, après avoir exécuté la majeure partie des officiers contraignent ceux qui restent à remplir

leur service sous leurs ordres. Au lieu d'assurer la liaison et l'arrivée de renforts du Maroc dans la péninsule, les navires de guerre les empêchent d'arriver. L'action des marins, bousculant sérieusement le plan des généraux, apparaît ainsi comme l'un des événements les plus importants des journées du soulèvement⁷⁵.

Défaite du « movimiento » : Barcelone

C'est à Barcelone que les militaires subissent leur plus grave défaite, infligée par les ouvriers catalans, aidés, il est vrai, par l'appoint, au moment décisif, d'une partie de la garde civile et de la garde d'assaut. Ainsi, ce sont les ouvriers qui sortent vainqueurs des journées de combat alors même que la bourgeoisie républicaine, du fait de son autonomisme, a pris ici une attitude plus résolument hostile aux militaires que dans le reste de l'Espagne.

Dans les jours précédents, les dirigeants de la C.N.T. ont en effet maintenu un contact presque permanent avec le gouvernement de la Généralité et les dirigeants de l'Esquerra : le dirigeant anarchiste D.A. de Santillan pourra évoquer, plus tard, « les nuits passées au ministère de l'Intérieur ». Ils n'ont pas cependant obtenu les armes qu'ils réclamaient. Santillan, qui avait demandé qu'on accordât, ne fût-ce que mille fusils, aux hommes de la C.N.T., écrit : « *Les mille fusils ne nous furent pas donnés ; au contraire, on nous enleva une partie de ceux dont nos hommes s'étaient emparés* »⁷⁶. Dans l'après-midi du 18, les militants se sont emparés de tout ce qu'ils ont trouvé, armes de chasse dans les magasins, dynamite sur les chantiers. La nuit du 18 au 19 des groupes de dockers anarchistes raflent toutes les armes sur les bateaux, dans le port. Des responsables, Durruti, Garcia Oliver, n'hésitent pas à intervenir personnellement au risque de ce se faire lyncher par leurs propres partisans, pour éviter tout incident entre la police et les ouvriers, allant jusqu'à accepter de rendre une partie des armes saisies par les dockers.

Cependant, des gardes d'assaut distribuent à des groupes d'ouvriers des armes prises aux râteliers de leurs casernes. Jour et nuit, les ouvriers montent la garde autour de leurs locaux et de leurs permanences.

Le plan des insurgés que doit diriger Goded, venu en avion de Majorque et qui fera arrêter aussitôt les officiers républicains, a été minutieusement appliqué. Depuis plusieurs semaines, la garde d'assaut a vu affluer de jeunes engagés volontaires, *señoritos* et phalangistes. Les 12 000 hommes des casernes doivent au signal converger vers la place de Catalogne, au centre de la ville. Le 19. À l'aube, les troupes de la caserne de Pedralbes se mettent en marche. Dans toute la ville, après une nouvelle nuit de veille, les ouvriers, munis d'un armement de fortune, les attendent. Les unités de la caserne Atarazanas, celles qui occupent le gouvernement militaire et la *Capitania general* restent, pour l'instant, dans leurs bâtiments.

Mais, pour les ouvriers barcelonais, qui sont le nombre, c'est le moment – longtemps appréhendé, finalement désiré et espéré – du règlement de comptes. De Barceloneta, des quartiers du port, ils accourent pour barrer la route aux insurgés. Mal armés, quand ils ne sont pas les mains nues, sans direction centralisée, ils ne connaissent qu'une tactique, qui consiste à se ruer en avant, et subissent de lourdes pertes. Mais les morts et les blessés sont aussitôt remplacés et les soldats submergés par la foule. Les militants ouvriers sont au premier rang, et tombent par dizaines. Le secrétaire de la J.S.U. catalane, Francisco Graells, celui des Jeunesses du P.O.U.M., Germinal Vidal, le secrétaire des groupes anarchistes de Barcelone, Enrique Obregon, tombent place de Catalogne où les insurgés occupent les immeubles les plus importants, l'hôtel Colon, le central téléphonique, l'Eldorado. Là ils vont être véritablement assiégés : le courage est aussi contagieux que la peur et les calculs des militaires de métier s'effondrent devant une foule qui ne craint pas la mort, devant ces masses qui se lancent à

⁷⁵ Cf. le rapport du chargé d'affaires allemand Voelckers en date du 23 septembre 1936 : « La défection de la marine a contrarié une première fois les projets de Franco. Ce fut là un échec d'organisation très grave qui a menacé d'effondrement le plan tout entier, qui a sacrifié inutilement les garnisons des grandes villes qui, en vain, attendaient un ordre l'arme au pied et qui, surtout, a fait perdre un temps précieux. »

⁷⁶ Santillan, *Por qué perdimos la guerra*.

découvert sous le feu des mitrailleuses et s'en emparent, laissant sur les places et dans les rues des centaines de cadavres.

Au début de l'après-midi, le colonel Escobar, de la garde civile – le colonel Ximenes de *L'Espoir* d'André Malraux – apporte aux ouvriers le renfort de 4 000 soldats de métier. L'hôtel Colon est emporté et l'hôtel Ritz tombe aussitôt après. C'est à ce moment qu'arrivent les nouvelles du ralliement à « la cause du peuple » de plusieurs unités, et de la victoire, à l'aérodrome de Prat, des forces loyales que dirige un officier républicain, le lieutenant-colonel Diaz Sandino. Les hommes de la C.N.T. reprennent le central téléphonique. Les combats continuent, mais l'insurrection a reçu des coups terribles et, de plus en plus fréquemment, les soldats, ici ou là, se mutinent.

Dans la matinée du lundi 20, des canons sortis d'on ne sait où, pris d'assaut ou livrés par des soldats, sont mis en batterie devant la *Capitania général*. Officier improvisé, un ancien artilleur, le docker Lecha, commande le bombardement. La résistance semble inutile : le général Goded fait hisser le drapeau blanc au moment où les assaillants que commande un ancien officier, Perez Farras, pénètrent dans l'immeuble. La plupart des officiers assiégés sont massacrés sur place, Goded, soustrait à grand-peine à la fureur populaire⁷⁷, est conduit à la Généralité où, sur la demande du Président, il consent à faire à la radio une déclaration : « *J'informe le peuple espagnol que le sort m'a été contraire. Je suis prisonnier. Je le dis pour tous ceux qui ne veulent pas continuer la lutte. Ils sont désormais déliés de tout engagement envers moi* »⁷⁸.

Désormais, la partie est jouée. Dans de nombreuses casernes, les soldats se mutinent. Au fort de Montjuich, ce sont eux qui, après avoir fusillé leurs officiers, distribuent les armes aux ouvriers. Ailleurs les officiers préfèrent se donner la mort. La caserne d'Atarazanas sera la dernière à tomber. On la bombarde avec les quelques avions dont dispose Diaz Sandino, mais elle est finalement prise dans un assaut où Francisco Ascaso trouve la mort. Longtemps encore, avant de partir pour le front, les combattants défilèrent à l'endroit où est tombé le militant anarchiste, symbole de tous ceux qui ont donné leur vie pendant ces trois journées.

Échec du « movimiento » : la Flotte

Dès le 18, à Madrid, la C.N.T., sur pied de guerre depuis que le bâtiment est en grève, décide de rouvrir de force ses locaux fermés par la police, commence la réquisition des autos et la recherche des armes. David Antona, secrétaire de son Comité national, est libéré le 19 au matin ; il se rend au ministère de l'Intérieur, menace de lancer ses hommes à l'assaut des prisons pour faire libérer les militants qui y sont encore emprisonnés. Les deux grandes centrales lancent l'ordre de grève générale. Au local de l'U.G.T., Carlos de Baraibar organise en toute hâte un réseau de renseignements à l'aide des postiers et des cheminots du pays tout entier et qui permettra à Madrid de connaître, minute par minute, la situation exacte dans les provinces. Les socialistes ont déterré et distribué les armes conservées clandestinement depuis 1934. Dans les rues, les premières barricades s'élèvent. Les premiers coups de feu sont échangés avec des inconnus qui tirent d'un couvent, rue de Torrijos. Les premières milices ouvrières patrouillent déjà, que rien n'a encore bougé dans les casernes !

Les militaires, en effet, perdent un temps précieux. Dans la journée du 19, aucune attaque ne viendra de régiments pourtant entièrement contrôlés par les conspirateurs. Le régiment du Pardo s'est soulevé et a immédiatement quitté la capitale en direction du nord, sans doute à la rencontre de Mola. À Getafe, on se bat dans la caserne des artilleurs entre rebelles et « loyalistes ». Dans toutes les unités, les rebelles s'en sont d'abord pris aux officiers hostiles au *Movimiento* : ainsi est assassiné le lieutenant-colonel Carratala, ami personnel de Prieto. Le bastion des rebelles est à la caserne de la Montana ; là se trouve le chef militaire de la conjuration, le général Fanjul, autour duquel se sont rassemblés des

⁷⁷ Par une ironie de l'histoire, ce serait – si l'on en croit *la Dépêche de Toulouse* du 26 juillet 1936 – la militante communiste Caridad Mercader qui aurait, dans ces circonstances, sauvé la vie du général Goded. Or il est généralement admis aujourd'hui que cette femme fut mêlée à l'assassinat de Trotsky par Jacson-Mornard, agent de la N.K.V.D., qui serait en réalité son fils, Ramon Mercader.

⁷⁸ Companys, après son échec de 1934, avait fait à la radio une déclaration semblable.

officiers d'autres unités, des *señoritos* et les phalangistes. Mais – hésitation ou attente des renforts – Fanjul perd du temps : il harangue ses fidèles, proclame l'état de siège. À la fin de la journée, renonçant à une sortie, il donne l'ordre de tirer sur la foule massée aux abords de la Montana : véritable provocation, qui soulèvera la colère populaire. Pendant ce temps, au Parc de l'Artillerie, un officier fidèle, le lieutenant-colonel Gil, fait distribuer 6 000 fusils ; il en a 60 000 qui n'ont pas de culasses, car les rebelles, prudents, les ont fait démonter et transporter à la Montana.

C'est le 20 seulement que commenceront les combats décisifs. Les haut-parleurs diffusent à tous les coins de rue les nouvelles des victoires de Barcelone, de la reddition de Goded... Les insurgés sont définitivement réduits à la défensive. Deux canons de 75, puis un de 155 commencent à bombarder la caserne. Bientôt arrive le renfort des avions de l'aérodrome de Cuatro Vientos où la rébellion a été écrasée. Vers 10 heures les assiégés hissent le drapeau blanc. La foule qui se rue en avant est fauchée par le tir des mitrailleuses. La colère monte contre ce qu'on prend pour une trahison. Le même scénario se répètera pourtant deux fois, reflétant en réalité la lutte qui se déroule à l'intérieur de la caserne... Malgré les officiers fidèles présents, qui pensent que l'aviation et l'artillerie suffiront à faire capituler les hommes de Fanjul, les assaillants lancent une attaque en masse et emportent la caserne, au prix de lourdes pertes. Fanjul et quelques officiers, protégés par un détachement *d'asaltos*, sont enfermés dans une voiture blindée et emmenés, mais la presque totalité des assiégés sont tués sur place, tandis que les ouvriers se partagent les armes des vaincus.

Le lendemain, le peuple parfait sa victoire. Tandis que de petits détachements nettoient les rues de Madrid, pour suivant les *pacos*, tireurs isolés qui se maintiennent encore dans les églises, les couvents ou sur les toits, des colonnes improvisées se lancent tout autour de la capitale sur Guadalajara, où la garnison s'est soulevée et qu'ils reprennent, fusillant le général Barrera, sur Tolède qu'ils reconquièrent aussi, cependant que les insurgés se réfugient dans la vieille forteresse de l'Alcazar, sur Cuenca que le maçon Cipriano Mera, sorti de prison deux jours plus tôt, reprend avec 800 hommes et une mitrailleuse, sur Alcala enfin avec Antona et Mora. Ces colonnes et d'autres, hâtivement formées, marchent sur la sierra, à la rencontre de Mola, vers l'Aragon, en direction de Sigüenza, vers Valence et vers Malaga. La guerre est commencée.

Échec du « movimiento » : Malaga

Les hésitations des insurgés à Madrid ont laissé aux ouvriers le temps de s'organiser. Une erreur plus grave peut-être, celle qui consiste à interrompre une action commencée, va leur valoir un grave échec à Malaga, place importante dans les relations avec le Maroc. Les forces des militaires semblent écrasantes. Seuls les gardes d'assaut sont hostiles au soulèvement. Les travailleurs n'ont pas d'armes. L'action se déclenche le 17 juillet : à la tête d'une compagnie, le capitaine Huelin marche sur le gouvernement militaire et se heurte aux *asaltos*. Le colonel commandant la garde civile est arrêté par ses hommes au moment où il tente de les soulever. À 8 heures du soir, sur l'ordre du général Patxot, les troupes sortent des casernes, occupent le centre de la ville. Mais le lendemain, le général donne l'ordre de repli et les troupes réintègrent les casernes. A-t-il, faute d'informations sur l'insurrection dans le reste du pays, craint de s'être trop avancé et de rester isolé ? Ou, comme l'a suggéré Martinez Barrio lui-même, ou comme l'assurent Foss et Gehraty, sont-ce la constitution du gouvernement de Martinez Barrio et l'espoir d'un accord qui le font reculer ? En tout cas, les organisations ouvrières saisissent l'occasion ainsi offerte. Les travailleurs, qui n'ont pas d'armes, mettent le feu aux maisons qui entourent la caserne, puis l'arrosent de dynamite. Enfumés, encerclés, menacés de périr dans l'incendie, les militaires se rendent aux *asaltos* : le capitaine Huelin est lynché par la foule.

Échec du « movimiento » : le Pays basque

Ce sont aussi les hésitations du côté des rebelles qui expliquent leur échec dans le Pays basque. La garnison de Bilbao ne bouge pas. Celle de Santander est encerclée sur place. Le général qui devait commander le soulèvement au Guipuzcoa se dérobe au dernier moment. Surtout, les nationalistes basques, par un appel à la radio de Manuel de Irujo, le 18 juillet, puis un communiqué officiel du parti le lendemain, jettent leur autorité dans la balance, appellent leurs partisans à lutter pour la défense

de la République.

À Saint-Sébastien, le colonel Carrasco assure de son loyalisme le comité du Front populaire et les députés nationalistes basques venus l'interroger. Mais la caserne de Loyola se soulève sous les ordres du lieutenant-colonel Vallespin Carrasco promet de ramener la garnison à l'obéissance, envoie son aide de camp, qui ne revient pas. Il propose alors de se rendre en personne à la caserne. Les députés acceptent. Il ne revient pas non plus. Les gardes civils qui se sont, jusque-là, affirmés « loyaux » se soulèvent à leur tour le 21 avec les officiers qu'ils avaient arrêtés et attaquent le local de la C.N.T. Mais les ouvriers se sont mobilisés. La ville se couvre de barricades... Les gardes échouent devant la Casa C.N.T. et se replient dans l'hôtel Maria Cristina qui sera enlevé par les ouvriers le 23. La caserne de Loyola, bombardée par un train blindé, se rend à son tour, le 28, après des négociations entre les officiers et les députés nationalistes basques, qui ne parviendront d'ailleurs pas à faire respecter les promesses qu'ils ont faites : les chefs du *Movimiento* sont en majorité abattus sur place. Le colonel Carrasco, fait prisonnier, sera enlevé deux jours après et fusillé sans jugement.

À Valence : la garnison ne se soulève pas

Valence est un cas particulier : les militaires de sa garnison ne se soulèvent pas. Ils ne se rallient pas pour autant à la révolution.

Les premières rumeurs du soulèvement ont atteint la capitale du Levant dans l'après-midi du 18 juillet. Le gouverneur refuse de donner des armes aux syndicats, assure que les chefs de la garnison sont au-dessus de tout soupçon. Dans la nuit du 18 au 19, les organisations ouvrières et les partis républicains mobilisent leurs adhérents. C.N.T. et U.G.T. lancent l'ordre de grève générale pour le 19 à partir de minuit. Dans la soirée éclate le premier incident : des ouvriers du bâtiment attaquent un couvent de dominicains soupçonné d'abriter un dépôt d'armes.

Le 20 au matin, le comité de grève de la C.N.T. donne à ses militants l'ordre de bloquer les alentours des casernes. Les partis du Front populaire constituent un Comité révolutionnaire auquel ils invitent les délégués du comité de grève de la C.N.T. Le gouverneur est toujours hésitant. Un officier de la garde civile, un socialiste, le capitaine Uribarri, prend la tête de ceux qui veulent lui forcer la main et prévenir la rébellion des casernes. Les délégués de la C.N.T. posent des conditions au Front populaire pour leur soutien : ils veulent la mobilisation des forces ouvrières autour des casernes, l'« amalgame » immédiat entre troupes « fidèles » et ouvriers, par la constitution de « groupes d'intervention » sur la base d'un *asalto* pour deux militants, l'occupation par ces unités de tous les points stratégiques (Postes, Téléphone, Radio-Valence) de la ville, l'envoi à la garnison d'un ultimatum et l'assaut immédiat des casernes au cas où les généraux refuseraient de livrer les armes. Le comité accepte les propositions de la C.N.T. et se transforme en « Comité exécutif populaire ». Mais le général Martinez Monje refuse de distribuer les armes, signe la fin d'une grève générale qui n'a pas, à ses yeux, de raison d'être, puisqu'il reste, avec ses hommes, fidèle au gouvernement, et le fait publiquement savoir dans un communiqué que diffuse Radio-Valence. Pourtant les troupes restent consignées. L'impression générale est que l'armée hésite : les conspirateurs savent que les insurgés sont battus à Barcelone et à Madrid et ont, de toute façon, intérêt désormais à gagner du temps. Dans la ville, les accrochages entre ouvriers et phalangistes, les attaques de couvents ou d'églises se multiplient. Les marins des bateaux de guerre ancrés dans le port se sont soulevés contre leurs officiers et fraternisent avec les dockers. C'est à ce moment qu'arrivent à Valence Martinez Barrio et trois autres dirigeants républicains, Ruiz Funes, Espla, Echevarria, munis d'une délégation de pouvoir du gouvernement Giral. Pendant deux semaines encore vont s'affronter, dans une ambiance révolutionnaire, trois pouvoirs distincts : celui de l'Armée, celui de la « Junte déléguée » de Martinez Barrio, celui du Comité exécutif populaire. L'assaut des casernes qui, dans la plus grande partie de l'Espagne s'est déroulé entre le 18 et le 21 juillet, ne se produira, à Valence, qu'au début du mois d'août.

La situation au soir du 20 juillet

Au soir du 20 juillet, sauf à Valence, les positions sont prises. Certes, on continue à se battre sur les barricades, dans les rues de La Corogne où les ouvriers luttent à coups de pavés ; dans les faubourgs

de Sara gosse et de Séville, autour des casernes, à Saint-Sébastien, Gijón, Santander, près d'Algésiras où des détachements rebelles viennent de débarquer, un peu partout, là où des tireurs isolés de l'un ou l'autre camp poursuivent un combat désespéré. Ce ne sont pourtant, dans l'en semble, que des opérations de nettoyage. Chaque camp a maintenant son territoire dont il parachève la conquête.

C'est un véritable bulletin de victoire que Franco télégraphie à Queipo : « *L'Espagne est sauvée : les provinces d'Andalousie, Valence, Valladolid, Burgos, Aragon, les Canaries et les Baléares sont unies à nous.* » Le général est bien optimiste. En réalité, le pronunciamiento en tant que tel a échoué. Non seulement les rebelles ont essuyé de terribles revers, mais ils ont déclenché la révolution ouvrière que leur action avait voulu prévenir. Coup sur coup, ils viennent de perdre quelques-uns de leurs chefs les plus écoutés et les plus capables, Calvo Sotelo, Sanjurjo, Goded, José-Antonio Primo de Rivera⁷⁹, tombé dans la prison d'Alicante aux mains des miliciens. Surtout, leurs défaites, en détruisant la légende d'invincibilité de l'armée dans les luttes civiles, les privent de leur atout majeur, la peur. Ce n'est plus désormais à un faible gouvernement de Front populaire qu'ils se heurtent, mais à une révolution. Le pronunciamiento a échoué. La guerre civile commence.

⁷⁹ José Antonio Primo de Rivera fut jugé par un Tribunal populaire devant lequel il se défendit librement, avec brio d'ailleurs. Il fut condamné à mort et exécuté le 18 novembre 1936. Auparavant, le conseil des ministres républicain avait examiné une proposition transmise par la Croix-Rouge d'échange entre le leader phalangiste et le fils de Largo Caballero, Paco Largo Calvo. Largo Caballero se prononça pour le refus de la proposition nationaliste.

6. Double pouvoir en Espagne républicaine

Là où l'insurrection a été écrasée, elle n'est pas seule vaincue. Entre son armée révoltée et les masses populaires armées, l'État républicain a volé en éclats. Le pouvoir s'est littéralement émietté et, partout où les militaires ont été écrasés, il est passé dans la rue où des groupes armés résolvent sommairement les tâches les plus urgentes : la lutte contre les derniers carrés de l'insurrection, l'épuration de l'arrière, la subsistance. Certes, le gouvernement républicain subsiste et aucune autorité révolutionnaire ne se dresse en rivale avouée contre la sienne dans cette zone que les correspondants de gauche appellent très vite la zone « loyaliste ». Mais l'autorité du cabinet du docteur Giral ne dépasse guère les environs de Madrid où elle survit moins par son action et son prestige propres que par ceux des organisations ouvrières, l'U.G.T. dont le réseau d'informations et de communications assure seul les liaisons du gouvernement avec le reste du pays « loyal », le parti socialiste dont l'exécutif siège en permanence au ministère de la Marine où Prieto, ministre sans titre, s'est installé.

Petit à petit, pourtant, entre la rue et le gouvernement apparaissent des organes de pouvoir nouveau qui jouissent d'une réelle autorité et se réclament souvent aussi bien de l'une que de l'autre. Ce sont les innombrables Comités locaux, et, à l'échelle des régions et des provinces, de véritables gouvernements. C'est en eux que réside le pouvoir nouveau, le pouvoir révolutionnaire qui s'organise en toute hâte pour faire face à ces énormes tâches immédiates et lointaines, la poursuite de la guerre et la reprise de la production en pleine révolution sociale.

Pour l'étranger, journaliste ou militant qui franchit la frontière, attiré par les événements, l'Espagne offre un spectacle inhabituel, à la fois confus et déroutant, toujours haut en couleurs. Elle vit la révolution que les généraux avaient voulu prévenir, mais qu'ils ont, en définitive, provoquée. Réaction défensive au départ, elle est devenue une force offensive et agressive. Réaction spontanée, née de milliers d'initiatives locales, elle prend aussi mille visages dans lesquels l'observateur superficiel ou hostile ne voit qu'anarchie ou désordre, sans en saisir la signification profonde : la prise en main par les travailleurs de leur propre défense et, par-là, de leur propre sort, la naissance d'un pouvoir nouveau.

Barcelone est le symbole de cette situation révolutionnaire. Pour l'excellent observateur qu'est Franz Borkenau, elle est le « bastion de l'Espagne soviétique » – au sens primitif du terme –, de l'Espagne des conseils et des comités ouvriers. Elle offre en effet, non seulement l'aspect d'une ville peuplée exclusivement d'ouvriers, mais encore celui d'une ville où les ouvriers ont le pouvoir : on les voit partout, dans les rues, devant les immeubles, sur les *Ramblas*, fusil en bandoulière, pistolet à la ceinture, en vêtements de travail⁸⁰. Plus de bicornes de gardes civils, très peu d'uniformes, pas de bourgeois ni de *señoritos* : la Généralité a, dit-on, « déconseillé » le port du chapeau. Plus de boîtes de nuit, ni de restaurants, ni d'hôtels de luxe : saisis par les organisations ouvrières, ils servent de réfectoires populaires. Les habituels mendiants ont disparu, pris en charge par les organismes syndicaux d'assistance. Les autos arborent toutes fanions, insignes ou initiales d'organisations ouvrières. Partout, sur les immeubles, les cafés, les boutiques, les usines, les trams ou les camions, des affiches indiquant que l'entre prise a été « collectivisée par le peuple » ou qu'elle « appartient à la C.N.T. ». Partis et syndicats se sont installés dans de grands immeubles modernes, hôtels ou sièges d'organisations de droite. Chaque organisation a son quotidien et son émetteur-radio. Sauf la cathédrale, fermée, toutes les églises ont brûlé. La guerre civile continue et toutes les nuits de nouvelles victimes tombent : « Les *Ramblas*, écrit J.-R. Bloch, n'ont cessé de vivre sur un rythme double. *Ramblas* de jour, pleines de fleurs, d'oiseaux, de promeneurs, de cafés, de voitures, de tramways. Et, le soir tombé, les étalages de fleurs disparus, les marchands d'oiseaux éloignés, les cafés fermés, *Ramblas* de nuit, le règne du silence et de la peur, quelques ombres furtives se glissant le long

⁸⁰ Tous les observateurs ont été frappés de l'attachement des ouvriers, hommes et femmes, à leurs armes. Delaprée (*op. cit.* p. 21) nous montre une femme revenant du marché, son enfant, son cabas et son fusil dans les bras. Koltsov (*op. cit.* p. 17) dit qu'on ne pose son arme ni au restaurant, ni dans les salles de spectacles, malgré les écriteaux qui conseillent de les déposer au vestiaire. Il commente, le 8 août : « Les travailleurs se sont emparés des armes, ils ne les laisseront pas si facilement que cela. »

des murs »⁸¹.

Madrid, quelques jours après, offre au voyageur venu de France un spectacle différent. Ici aussi, certes, les syndicats et partis sont installés dans de beaux bâtiments, ont organisé leurs propres milices, mais les ouvriers armés sont rares dans les rues, presque tous dans le nouvel uniforme le « mono », la combinaison de travail bleue. Les anciens uniformes n'ont pas disparu ; dès le 27 juillet, la police régulière a repris dans les rues un service normal. Toutes les églises sont fermées, mais elles sont loin d'avoir été toutes incendiées. Il y a moins de Co mités, peu de traces d'expropriation. Les mendiants habituels tendent la main au coin des rues. Restaurants chics et boîtes de nuit fonctionnent comme « avant ». La guerre, toute proche ici, a arrêté le cours de la révolution.

Entre ces deux extrêmes, l'Espagne républicaine offre toute une gamme de nuances, d'une ville à l'autre, d'une province à l'autre. Une analyse de détail les fera plus clairement apparaître.

Le pouvoir des groupes armés

Un trait, en tout cas, est commun à toute l'Espagne républicaine et a retenu, avant tout, dans ces journées, l'attention des observateurs étrangers, c'est ce que la grande presse étrangère de l'époque appelle la « terreur anarchiste » ou la « terreur rouge ». Le jour même de la victoire, les ouvriers armés déclenchent une sanglante épuration.

Toutes les conditions sont d'ailleurs réunies pour une telle explosion qu'ont préparée six mois d'excitation et de violences quotidiennes. Le combat espéré ou redouté libère et déchaîne les haines et les terreurs accumulées. Chacun se bat sachant qu'il n'a d'autre issue que la victoire ou la mort et que le chemin de la victoire passe d'abord par la mort des ennemis.

Dans la zone « républicaine », il n'y a pratiquement plus de forces du maintien de l'ordre, plus de corps de police. Leurs membres sont passés dans les rangs des insurgés ou se sont fondus dans ceux des combattants. Partout, depuis le 18 ou le 19, la grève est générale et va se prolonger encore pendant au moins une semaine : les travailleurs sont du matin au soir dans la rue, les armes à la main. Dans les premières heures, les militants seuls ont été armés. Mais dès que les casernes ont été prises et les armes distribuées, quiconque voulait être armé a maintenant une arme : plusieurs dizaines de milliers de fusils ont été distribués partout, à Madrid, à Barcelone, à Saint-Sébastien, à Malaga... Les portes des prisons se sont ouvertes pour les détenus politiques, mais aussi, souvent, pour les « droit commun ». Quand il n'y a plus de gendarmes, quand chacun peut, sans attirer l'attention, porter une arme, les jours sont beaux pour la pègre.

Ainsi, la « terreur » que décrivent tous les observateurs est-elle un phénomène complexe à propos duquel ils ont, souvent à dessein, confondu plusieurs éléments. Il y a d'abord, incontestablement, un mouvement spontané, un véritable « terrorisme de masse », par le nombre des bourreaux aussi bien que par celui des victimes. Réflexe issu de la peur, réaction de défense devant le danger, analogue à celle qui aboutit, pendant la Révolution française, aux massacres de septembre, il correspond aux exigences comme aux fatalités de la guerre révolutionnaire.

Officiers, gardes, phalangistes, *señoritos*, sont abattus sur place, chaque fois qu'il n'y a pas un militant responsable assez connu ou une unité de police fidèle pour empêcher la curée et protéger les vaincus.

Des rumeurs alarmistes, des inquiétudes collectives sont génératrices d'autres massacres : c'est à la nouvelle des massacres perpétrés à Badajoz par les troupes rebelles, et croyant à une révolte des détenus, que la foule madrilène s'empare de la prison du *Carcel modelo*. C'est après l'exaspération provoquée par les bombardements, le 27 juillet, et dans une atmosphère de suspicion malade créée par les discours de Queipo de Llano à Radio-Séville que la foule ; à Malaga, s'empare de la prison pour y exécuter les rebelles prisonniers. Dans la même perspective, la terreur devient à la fois action préventive et levier d'action révolutionnaire. Les colonnes de miliciens qui arrivent dans les villages

⁸¹ J.-R. Bloch, *op. cit.* p. 45.

reconquis sur la rébellion et veulent poursuivre leur chemin ne connaissent pas d'autre moyen d'assurer leurs arrières que le nettoyage systématique, la liquidation immédiate et sans procès des ennemis de classe baptisés « fascistes » en la circonstance : à Fraga, la colonne Durruti, à son arrivée, exécute trente-huit de ces « fascistes » : le curé et le grand propriétaire, le notaire et son fils, tous les paysans riches. Ainsi, aux yeux de certains, se trouvent créées les conditions d'une véritable révolution, par la disparition des hommes des classes dirigeantes de l'ancien régime. Ici encore, la terreur est inséparable de la guerre civile et de la révolution.

Ce sont des réactions semblables, quoique plus organisées, qui ont fait peser sur les villes dans les semaines suivant le soulèvement, la menace de *paseos*. Le *paseo* se déroule presque toujours suivant le même sinistre scénario : la victime, désignée par un comité de « vigilance » ou de « défense » d'un parti ou d'un syndicat, est arrêtée chez elle, la nuit, par des hommes armés, emmenée en voiture hors de l'agglomération, abattue dans un coin isolé. Ainsi périssent, victimes de véritables règlements de comptes politiques, les curés, les patrons, petits et grands, les hommes politiques, bourgeois ou réactionnaires, tous ceux qui, à un moment ou un autre, ont eu maille à partir avec une organisation ouvrière, juges, policiers, gardiens de prison, indicateurs, tortionnaires, *pistoleros*, ou, plus simplement, tous ceux qu'une réputation politique ou une situation sociale désignent d'avance comme victimes. La « frontière de classe » n'est d'ailleurs pas toujours une protection suffisante : c'est ainsi qu'à Barcelone sont aussi abattus des militants ouvriers, le secrétaire des dockers de l'U.G.T., le communiste Desiderio Trillas, dénoncé par la C.N.T. comme le « cacique des docks », et le responsable de la section U.G.T. de l'usine Hispano-Suiza.

Une telle atmosphère est, bien entendu, propice aux vengeances personnelles comme aux actes de banditisme pur et simple, au pillage et à l'assassinat crapuleux. C'est probablement à cause de leur multiplication que les partis et syndicats, après avoir tous organisé des *paseos*, réagiront contre leur pratique et commenceront à « organiser » la répression. La tradition imputant aux anarchistes la responsabilité de la plupart des crimes, il est juste de souligner que c'est l'un d'entre eux, non le moindre, Juan Peiro, qui dans *Libertat*, dénonce les crimes accomplis « en se retranchant derrière le mouvement révolutionnaire,... en s'abritant derrière l'impunité créée par l'ambiance », et affirme la nécessité « au nom de l'honneur révolutionnaire », d'« en finir avec cette danse macabre de toutes les nuits, avec cette procession de morts », avec « ceux qui tuent pour tuer »⁸². La C.N.T., à Barcelone, donne l'exemple en faisant exécuter sur place un de ses militants, Fernandez, secrétaire du syndicat de l'alimentation, coupable d'avoir, en ces jour nées, assouvi une vengeance personnelle⁸³.

La terreur contre l'Église catholique

Il faut considérer dans une optique différente les incendies et pillages de couvents et d'églises, les arrestations et exécutions de prêtres et de religieux qui marquent ces premières semaines. On a dit – et c'est, dans une large mesure, vrai – qu'il s'agissait souvent de représailles, à Barcelone où de nombreux insurgés se sont barricadés dans les églises, à Figueras où des prêtres ont, de la cathédrale, tiré sur les ouvriers, partout où les *pacos*, les tireurs isolés, ont bénéficié de complicité dans les établissements religieux.

Mais le mouvement contre l'Église catholique est plus profond qu'une simple réaction au cours de la mêlée. Il y a, certes, quelques églises pillées par de simples voleurs. Mais, la plupart du temps, ce sont ces trésors qui financent les premières activités révolutionnaires : les miliciens de Gérone saisissent ainsi 16 millions de pesetas de bijoux dans le palais épiscopal de Vich, et les remettent au Comité central.

En réalité, des manifestations spectaculaires fréquentes, comme les grand-guignolesques exhumations de cadavres et de squelettes, montrent que ces initiatives répondent – bien au-delà de simples actions

⁸² Juan Peiro, cité par Brenan, *op. cit.* p. 323.

⁸³ Fernandez avait abattu un homme et une femme qui l'avaient autrefois dénoncé à la police

de représailles – à la volonté d'atteindre jusque dans le passé une force que les révolutionnaires considèrent comme leur pire ennemie. En fusillant les prêtres et en incendiant les églises, ouvriers et paysans espagnols ne cherchent pas seulement à détruire des ennemis et le symbole de leur puissance, mais à extirper définitivement de l'Espagne tout ce qui, à leurs yeux, incarne l'obscurantisme et l'oppression. Un catholique fervent, le ministre basque Manuel de Irujo, confirme une telle interprétation quand il déclare : « *Ceux qui brûlent des églises ne manifestent pas ainsi des sentiments antireligieux ; il ne s'agit que d'une démonstration contre l'État et, si j'ose dire, cette fumée qui monte au ciel n'est qu'une sorte d'appel à Dieu devant l'injustice humaine* »⁸⁴.

Le pouvoir des comités

Le syndicaliste français Robert Louzon a ainsi décrit le spectacle qui attend, au début d'août, le voyageur venu de France :

« Dès que vous franchissez la frontière, vous êtes arrêté par des hommes en armes. Qui sont ces hommes ? Des ouvriers. Ce sont des miliciens, c'est-à-dire des ouvriers vêtus avec leurs habits ordinaires, mais armés – de fusils ou de revolvers – et, au bras, l'insigne de leur fonction ou du pouvoir qu'ils représentent... Ce sont eux qui... décideront... de ne pas vous laisser entrer, ou bien d'en référer au « Comité ».

« Le Comité, c'est-à-dire le groupe d'hommes qui siège là-haut au village voisin et qui y exerce tout pouvoir. C'est le Comité qui assure les fonctions municipales habituelles, c'est lui qui a formé la milice locale, l'a armée, lui fournit son logement et son alimentation avec les ressources qu'il tire d'une contribution imposée à tous les habitants, c'est lui qui autorise à entrer ou à sortir de la ville, c'est lui qui a fermé les magasins fascistes et qui opère les réquisitions indispensables, c'est lui qui a fait démolir l'intérieur des églises, afin que, selon l'affiche qui figure sur elles toutes, l'église, devenue « propriété de la Généralité » serve aux institutions populaires »⁸⁵.

Dans toutes les villes et dans la plupart des villages d'Espagne agissent sous des noms divers des Comités semblables : Comités populaires, de guerre, de défense, Comités exécutifs, révolutionnaires ou antifascistes, Comités ouvriers, Comités de salut public... Tous ont été constitués dans le feu de l'action, pour diriger la riposte populaire au coup d'État militaire. Leur mode de désignation varie à l'infini. Dans les villages, les usines ou sur les chantiers on a parfois pris le temps de les élire, au moins sommairement, au cours d'une assemblée générale. On s'est toujours soucié en tout cas d'y représenter partis et syndicats, même là où ils n'existent pas avant la révolution, car le Comité représente en même temps l'ensemble des travailleurs et la totalité de leurs organisations : en plus d'un endroit, les élus « s'arrangeront » entre eux pour savoir qui représentera un syndicat ou l'autre, qui sera le « républicain » et qui le « socialiste ». Dans les villes, très souvent, les éléments les plus actifs se sont désignés eux-mêmes. C'est parfois l'ensemble des électeurs qui choisit, dans chaque organisation, les hommes qui siégeront au Comité, mais, le plus souvent, les membres du Comité seront soit élus par un vote au sein de leur propre organisation, soit, tout simplement, désignés par les comités directeurs locaux des partis et syndicats. Il est rare que des Comités aient fait ratifier leur composition par un vote plus large, dans les jours suivant leur désignation : le Comité révolutionnaire de Lérida se fera pourtant consacrer par une « Assemblée constituante » composée de représentants des partis et organisations syndicales de la ville, à qui il rend des comptes. Mais en fait, la « base » n'a de véritable contrôle que sur les Comités de village ou d'entreprise. À l'échelon supérieur, la volonté des organisations est prépondérante.

La représentation des partis et syndicats dans les Comités varie d'un endroit à l'autre. Souvent le Comité de Front populaire s'est tout simplement élargi à des représentants des centrales. Parfois – là où les municipalités étaient socialistes – le conseil municipal, élargi par cooptation de dirigeants C.N.T.,

⁸⁴ Rapporté par Loewenstein, *A Catholic in republican Spain*, p. 98.

⁸⁵ *La Révolution prolétarienne*. « Notes sur Barcelone », 10 août 1936.

est devenu Comité. En Catalogne, et, bientôt, dans l'Aragon reconquis, bien des Comités sont exclusivement composés de militants de la C.N.T.-F.A.I. Ou des Jeunesses libertaires : cependant, ceux des villes comprennent des représentants de l'U.G.T., de l'Esquerra, du P.S.U.C. et du P.O.U.M. à côté de ceux de la C.N.T. et de la F.A.I. À Lérida, le P.O.U.M. obtient pourtant que les républicains, qui ont soutenu le commissaire de la Généralité contre les syndicats, soient exclus du Comité, qui est ainsi restreint aux seules organisations ouvrières. La représentation des différents groupes est tantôt paritaire et tantôt proportionnelle. Mais, le plus souvent, elle correspond au rapport de force réel dans les entreprises. Les socialistes dominent à Santander, Mieres, Sama de Langreo, mais chaque localité minière à sa propre physionomie politique. Les nationalistes basques partagent avec les socialistes la junte de Bilbao, mais dominant toutes les autres juntes du Nord. Les anarchistes sont les maîtres à Gijón comme à Cuenca. À Malaga, socialistes et communistes, représentés par le canal de l'U.G.T., l'emportent petit à petit sur la C.N.T. À Valence, les syndicats ont deux délégués quand les partis n'en ont qu'un. À Castellon, la C.N.T. a 14 représentants et l'U.G.T. 7, socialistes et communistes n'ont pas de représentation propre, mais les républicains et le P.O.U.M. ont 7 délégués chacun. En Catalogne, c'est la C.N.T.-F.A.I. qui dirige les Comités des grandes villes, à l'exception de Sabadell et Lérida⁸⁶.

Tous les Comités, quelles que soient leurs différences de nom, d'origine, de composition, présentent un trait commun fondamental. Tous, dans les jours qui suivent le soulèvement, ont saisi localement tout le pouvoir, s'attribuant des fonctions tant législatives qu'exécutives, décidant souverainement dans leur région, non seulement des problèmes immédiats comme le maintien de l'ordre et le contrôle des prix, mais aussi des tâches révolutionnaires de l'heure, socialisation ou syndicalisation des entreprises industrielles, expropriation des biens du clergé, des « factieux », ou plus simplement des grands propriétaires, distribution entre les métayers ou exploitation collective des terres, confiscation des comptes en banque, municipalisation du logement, organisation de l'information, écrite ou parlée, de l'enseignement, de l'assistance sociale. Pour reprendre l'expression saisissante de G. Munis, partout se sont installés des « Comités-gouvernement » dont l'autorité s'appuie sur la force des ouvriers en armes et auxquels, bon gré, mal gré, obéissent les restes des corps spécialisés de l'ancien État, gardes civils, ici ou là, gardes d'assaut et fonctionnaires divers. Pas de meilleur hommage rendu à cet égard à l'autorité des Comités que le témoignage d'un de leurs adversaires les plus résolus d'alors, Jesus Hernandez, dirigeant du parti communiste espagnol : « Le Comité a été une espèce de pouvoir trouble, ténébreux, impalpable, sans fonctions déterminées ni autorité expresse, mais qui exerçait, dans une impitoyable dictature, un pouvoir sans conteste, comme un véritable gouvernement »⁸⁷.

Ce qui est vrai à l'échelon local ne l'est cependant plus entièrement à l'échelon régional, où s'affrontent ou coexistent des pouvoirs d'origine diverse.

Le Comité central des milices antifascistes de Catalogne

Sa naissance

Le 21 juillet, à la fin des combats à Barcelone, les révolutionnaires, maîtres de la rue, sont appelés au palais de la Généralité. Le leader anarchiste Santillan raconte : « *Nous allâmes au siège du gouvernement catalan les armes à la main, sans avoir dormi depuis plusieurs jours, sans nous être rasés, donnant, par notre apparence, réalité à la légende qui s'était formée sur nous. Quelques-uns des membres du gouvernement de la région autonome tremblaient, livides, en cette entrevue où manquait Ascaso. Le palais du Gouvernement fut envahi par l'escorte de combattants qui nous avaient accompagnés* »⁸⁸. Le président Companys les félicite pour leur victoire : « *Vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne, parce que seuls vous avez vaincu les soldats fascistes... Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin, si vous ne voulez pas de moi comme président, dites-le*

⁸⁶ À Sabadell, le Comité est présidé par l'ancien « trentiste » José Moix, membre du P.S.U.C. et de l'U.G.T. A Lérida, c'est José Rodes, du P.O.U.M., qui cumule la présidence et les fonctions de commissaire à l'ordre public.

⁸⁷ *Negro y Rojo*, p. 233.

⁸⁸ Santillan. *op. cit.* p. 168.

maintenant, et je deviendrai un soldat de plus dans la lutte antifasciste. Si, au contraire, vous me croyez quand je dis que je n'abandonnerai ce poste que mort au fascisme victorieux, alors peut-être qu'avec mes cama rades de parti, mon nom et mon prestige, je puis vous servir... »⁸⁹.

Sans doute le Président n'a-t-il guère le choix. Ainsi que l'écrivait, quelques semaines plus tard, son lieutenant Miravittles : « Le C. C. des Milices naquit deux ou trois jours après le mouvement, en l'absence de toute force publique régulière et alors qu'il n'y avait pas d'armée à Barcelone. Pour une autre raison, il n'y avait plus de garde civile ni de garde d'assaut car ils avaient tous combattu si ardemment, unis avec les forces du peuple, qu'ils faisaient alors partie de cette même masse et étaient restés étroitement mêlés à elle »⁹⁰.

Le pouvoir réel est celui des ouvriers armés et des Comités d'organisations dans les rues de Barcelone des Comités-gouvernement dans les villes et les villages. Les socialistes et les communistes, par la bouche de Comorera, proposent au Président la constitution de « Milices de la Généralité » qui disputeraient la rue aux hommes de la C.N.T. et du P.O.U.M.⁹¹. Companys ne les suit pas : le combat lui paraît trop inégal, sa personne, en ce jour, son « nom et son prestige », comme il le dit, sont, de fait, tout ce qui subsiste en Catalogne de l'État républicain. C'est de l'acceptation ou du refus de ses services que dépend le sort de l'État, ses chances de restauration dans les mois à venir. Or les dirigeants de la C.N.T. acceptent de poursuivre la collaboration. La veille, après une vive discussion, le Comité régional a affirmé : *No hay comunismo libertario, primero aplastamos a la faction.* (« Il n'y a pas de communisme libertaire, écrasons d'abord la faction. ») Ils répondent oui à l'offre de Companys. Santillan commente leur décision en ces termes :

« Nous pouvions être seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Généralité et imposer à sa place le véritable pouvoir du peuple, mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer nous-mêmes aux dépens des autres. La Généralité resterait à son poste avec le président Companys à sa tête et les forces populaires s'organiseraient en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne. Ainsi naquit le Comité central des milices antifascistes de Catalogne où nous fîmes entrer tous les secteurs politiques, libéraux et ouvriers »⁹².

Composition et rôle

Dans le salon voisin du bureau présidentiel, les délégués des organisations se réunissent et constituent sur-le-champ le Comité central, où entrent des délégués des modérés, trois de l'Esquerra, un des « rabassaires », un de l'Action catalane. Le P.S.U.C., à la veille de se constituer officiellement, a un représentant. Le P.O.U.M. un également. La F.A.I. est représentée par Santillan et Aurelio Fernandez, la C.N.T. par Garcia Oliver, Asens et Durruti que remplacera, après quelques jours, Marcos Alcon. L'U.G.T., dix fois moins nombreuse a, elle aussi, trois représentants.

C'est là un premier résultat assez paradoxal. La puissante C.N.T., dont Companys vient de reconnaître la victoire totale, consent à une représentation égale à la sienne pour la maigre U.G.T. catalane. Générosité pure, comme le suggère Garcia Oliver⁹³ ? Désir de la C.N.T. d'être traitée de la même manière dans les régions où elle est, elle, en minorité, geste politique, comme l'affirme Santillan⁹⁴ ? L'un comme l'autre facteur ont pu jouer. Ajoutons qu'il est vraisemblable, dans le cadre de la rivalité

⁸⁹ Garcia Olivier, Dans *la tourmente*, p. 251.

⁹⁰ *Heraldo de Madrid*, 4 septembre 1936.

⁹¹ Benavides, *Guerra y Revolucion en Cataluña*, p. 190.

⁹² Santillan, *op. cit.* p. 169.

⁹³ *Ibid.*, p. 255. Il dit que les anarchistes refusaient « d'imiter les gros poissons que ne laisse pas dormir en paix leur désir de dévorer les petits ».

⁹⁴ « Nous manifestons ainsi, écrit-il, notre désir de collaborer comme des frères, et que, dans le reste de l'Espagne et les régions où nous serions éventuellement en minorité, on nous traite avec la même considération et le même respect avec lequel nous avons nous-mêmes traité ceux qui avaient plus ou moins collaboré à la victoire » (p. 255).

qui s'est dessinée au cours des journées révolutionnaires entre P.O.U.M. et C.N.T., que les dirigeants libertaires n'ont pas été fâchés de disposer, avec les quatre délégués des républicains catalans, les trois de l'U.G.T. et celui du P.S.U.C., d'une marge de manœuvre sérieuse. Au Comité central, le P.O.U.M. était beaucoup plus nettement minoritaire que dans les autres centres importants de la Catalogne. Et, ainsi que le souligne Santillan, c'est par la volonté de la C.N.T.-F.A.I. que fut adopté au Comité central ce mode de représentation.

Fruit d'un compromis, né de négociations entre dirigeants des partis et syndicats, sanctionné officiellement par un décret du gouvernement, le Comité central est ainsi, par les circonstances de sa naissance, un organisme hybride. Siégeant en permanence en présence de quatre délégués du gouvernement et agissant en son nom, il peut apparaître, à certains égards, comme un organisme gouvernemental annexe, un comité d'entente jouissant d'une délégation de pouvoirs. En réalité, sauf à Barcelone où il est en contact avec les directions des partis et syndicats, sa base dans le pays est constituée par les « Comités-gouvernement », les pouvoirs locaux révolutionnaires dont il est en même temps l'expression suprême. C'est ce que Santillan marque très clairement quand il écrit :

« Le Comité des milices fut reconnu comme le seul pouvoir effectif en Catalogne. Le gouvernement de la Généralité continuait à exister et à mériter notre respect, mais le peuple n'obéissait plus qu'au pouvoir qui s'était constitué par la vertu de la victoire et de la révolution, parce que la victoire du peuple était la révolution économique et sociale »⁹⁵.

Rien n'échappe en effet à la compétence et à l'autorité du Comité central, comme le montre ici Santillan : « Établissement de l'ordre révolutionnaire à l'arrière, organisation de forces plus ou moins encadrées pour la guerre, formation d'officiers, écoles de transmissions et signalisation, ravitaillement et vêtement, organisation économique, action législative et judiciaire, le Comité des milices était tout, veillait à tout, la transformation des industries de paix en industries de guerre, la propagande, les relations avec le gouvernement de Madrid, l'aide à tous les centres de lutte, les relations avec le Maroc, la culture des terres disponibles, la santé, la surveillance des côtes et des frontières, mille problèmes des plus divers. Nous avons à payer les miliciens, leurs familles, les veuves des combattants, en un mot, à quelques dizaines d'individus, nous faisons face aux tâches qui exigent pour un gouvernement une coûteuse bureaucratie. Le Comité des milices était un ministère de la Guerre, un ministère de l'Intérieur et un ministère des Affaires étrangères en même temps, inspirant des organismes semblables dans le domaine économique et le domaine culturel »⁹⁶.

Organisme politique de pouvoir, à la fois législatif et exécutif, le Comité s'organise en créant des commissions de travail et des comités exécutifs spécialisés qui jouent bientôt le rôle de véritables ministères. Autour du secrétariat général administratif, chargé de la propagande, qu'assure un jeune dirigeant de l'Esquerra, ancien militant d'extrême-gauche, Jaime Miravittles, fonctionnent le Comité d'organisation des milices sous la responsabilité de Santillan, le Comité de guerre, chargé de la conduite des opérations militaires, qu'anime Garcia Oliver, le Comité des transports à la charge de Duran Rosell de l'U.G.T. et Alcon de la C.N.T., le Comité du ravitaillement dirigé par le rabassaire José Torrents, la Commission d'investigation, véritable ministère de l'Intérieur assumé par l'anarchiste Aurelio Fernandez, la Commission des industries de guerre, au catalaniste Tarradellas. Au tour d'eux se créent d'autres services : la Commission de l'école unifiée, dont le secrétaire est le syndicaliste enseignant Hervas du P.O.U.M., et divers services techniques : statistique, munitions, censure, radio et presse, cartographie, écoles spécialisées. Gouvernement ouvrier de la Révolution ouvrière, le Comité central se donne la structure nécessaire.

Conflit de pouvoirs à Valence

La situation est loin d'être aussi claire à Valence à la même époque. Alors que la garnison et les ouvriers

⁹⁵ *Ibid.* p. 170 sq.

⁹⁶ *Ibid.*

en grève continuent à s'observer, la Junte déléguée, que dirige Martinez Barrio, oppose à l'autorité insurrectionnelle l'autorité légale du gouvernement républicain, qui veut obtenir la fin du siège des casernes, la reprise du travail et le retour à la légalité. Dès le 21, elle s'emploie à convaincre les délégués du Comité exécutif que la grève doit cesser, puisque la garnison est fidèle. Mais cette initiative soulève beaucoup de méfiance : on sait que Martinez Barrio et Mola sont francs-maçons comme le général Monje, chef de la garnison. On soupçonne le délégué du gouvernement d'essayer de passer avec l'armée le compromis qu'il n'a pu réaliser pendant les quelques heures de son ministère le 19 juillet. Les discussions sont vives dans Valence sou levée où les officiers et les prêtres ne se montrent plus dans les rues et où le Comité exécutif dirige une police ouvrière qui coexiste avec la police régulière. Le 23 juillet, Espla, au nom de la Junte déléguée, annonce la dissolution du Comité exécutif populaire et déclare qu'il prend les fonctions de gouverneur civil, assisté d'un conseil consultatif formé d'un représentant de chaque parti et syndicat. Le Comité se divise : la C.N.T., le parti socialiste, l'U.G.T. et le P.O.U.M. veulent rejeter l'ultimatum gouvernemental. La Gauche républicaine et le parti communiste estiment que le Comité doit donner l'exemple de la discipline et se soumettre à l'autorité légale du gouvernement, incarnée à Valence par la Junte déléguée.

Finalement, le Comité exécutif populaire refuse de se dissoudre. Le Comité de grève C.N.T.-U.G.T., son aile marchante, décide la publication d'un quotidien intitulé *C.N.T.-U.G.T.*, la reprise du travail dans tous les secteurs de l'alimentation et l'organisation d'un comité syndical pour assurer le ravitaillement, mais la Junte déléguée confie le ravitaillement à la municipalité. Elle continue les négociations avec la garnison, dont les manifestations quotidiennes réclament le départ contre les troupes rebelles...

À Madrid, le ministre de l'Intérieur assure à Antona, secrétaire de la C.N.T., qu'on peut compter au moins sur la neutralité de la garnison valencienne. Mais les armes qu'il promet n'arrivent pas. La C.N.T. de Madrid envoie alors à Valence des mitrailleuses et des fusils ; de Barcelone aussi arrivent des armes qui servent à équiper les milices naissantes. La garnison est toujours enfermée dans les casernes, dont elle interdit l'approche. Le Comité exécutif menace de les prendre d'assaut, mais recule toujours la décision. Un nouveau sujet de désaccord éclate lorsqu'il s'agit d'envoyer des forces vers Teruel où se précise la menace de l'armée rebelle. Le Comité exécutif propose un amalgame sur la base de trois miliciens pour un garde civil. La Junte impose la proportion inverse de trois gardes civils pour un milicien. La colonne part, mais, avant Teruel, à Puebla de Valverde, les gardes civils massacrent les miliciens et passent à l'ennemi...

Les événements vont maintenant se précipiter. L'agitation commence dans les casernes : au début de la deuxième semaine de grève, le régiment du génie de Paterna se mutine contre ses officiers, sous la conduite d'un sous-officier, le sergent Fabra. Les mutins viennent grossir les rangs des milices qui reçoivent par ailleurs tous les jours l'adhésion de soldats évadés des casernes avec leurs armes. Le Comité de grève C.N.T.-U.G.T. finit pourtant par donner l'ordre de la reprise du travail, sauf dans les transports, pour le 27 juillet. La réaction ouvrière lui montre qu'il a mal apprécié la situation : les ouvriers refusent d'obéir et poursuivent la grève. La C.N.T. et l'U.G.T. s'alignent... Le Comité exécutif charge un bureau de trois membres, Lopez, de la C.N.T., Taejón, de l'U.G.T. et un jeune officier, le lieutenant Benedito, de préparer l'attaque des casernes, fixée au 1^{er} août. Le 31 juillet, Radio-Séville annonce le soulèvement de la garnison et la chute de Valence aux mains des rebelles... En réalité, trois régiments se sont soulevés, mais les soldats se mutinent contre les officiers tandis que les miliciens se lancent à l'assaut. La garnison est désarmée les officiers suspects arrêtés et jugés, les soldats démobilisés ; les milices s'approprient les armes. Le gouvernement capitule alors : la Junte déléguée est dissoute, l'autorité du Comité exécutif populaire reconnue, la nomination de son président, le colonel Arin, comme gouverneur civil n'étant que la reconnaissance d'un état de fait.

Dès lors, le Comité exécutif populaire, qui étend rapidement son autorité à toute la province, joue un rôle en tous points semblable à celui du Comité central en Catalogne. Andrés Nin, au cours d'un meeting à Valence, croit pouvoir saluer en lui le « gouvernement de la révolution prolétarienne du Levante ». Il crée un Conseil économique, avec pleins pouvoirs, organise des colonnes de miliciens pour plusieurs fronts. Ses commissions, celles de l'Ordre public, de la Justice, de l'Agriculture, des Finances,

prennent le nom de « ministères ». Le général Miaja, l'ancien ministre de la Guerre de Martinez Barrio envoyé par Giral pour commander la région militaire avoue au commandant Martin Blazquez son impuissance face à l'autorité un « morveux de lieutenant », Benedito, délégué à la Défense du Comité exécutif : le général incarne un pouvoir républicain fantomatique, tandis que le lieutenant représente le pouvoir « soviétique » nouveau⁹⁷.

Autres gouvernements révolutionnaires

D'autres organismes prennent en main le pouvoir dans les autres régions d'Espagne. Aux Asturies, dans les villages et les agglomérations minières, il est aux mains des Comités Ouvriers et Paysans. À l'échelle de la province deux autorités rivales s'affrontent, celle du Comité de guerre de Gijón que préside Segundo Blanco de la C.N.T., celle du Comité populaire de Sama de Langreo que dirigent successivement les socialistes Gonzalez Pena, puis Amador Fernandez. Chacun a organisé ses commissions de la Guerre, des Transports, du Ravitaillement, de la Santé : le Comité de Sama de Langreo, selon le témoignage d'Aznar, sera capable, en septembre, de mobiliser 20 000 hommes en six jours. C'est au cours de ce mois que les deux Comités fusionneront en un Comité de guerre, installé à Gijon, mais présidé cette fois par un socialiste, Belarmino Tomas.

À Santander, ce sont les socialistes qui dominent un Comité de guerre où les commissions fonctionnent comme de véritables ministères, en toute souveraineté. Les anarchistes y contesteront pourtant, à plusieurs reprises, l'autorité du président Juan Ruiz.

Le Comité de salut public de Malaga s'est peu à peu imposé dans toute la région, après le 20 juillet. C'est un Comité de vigilance qui dirige la répression, tandis que des Comités ouvriers ont pris en main santé et ravitaillement, et des Comités de femmes les problèmes des réfugiés. Ses patrouilles armées éliminent peu à peu les unités loyales de gardes civils. Seul, il aura l'autorité suffisante pour arrêter les massacres de détenus dans les prisons. Le 19 août, Delaprée écrit : « Ici, les conseils d'ouvriers et de miliciens détiennent tout le pouvoir. Le gouverneur civil n'est, entre leurs mains, qu'une machine à signer. C'est un pôle Girondin, tremblant devant des Montagnards auprès desquels les nôtres n'étaient que de petits enfants »⁹⁸. En septembre, le Comité de salut public est composé officiellement, comme un véritable ministère, avec les portefeuilles de la Guerre, de l'Intérieur, de la Justice, des Confiscations. Son président, l'instituteur socialiste Francisco Rodriguez, est nommé gouverneur civil : la légalité consacre le pouvoir de fait.

C'est en Aragon que se constituera en dernier lieu le pouvoir révolutionnaire régional le plus original. Là, les cadres républicains s'étaient, nous l'avons vu, ralliés dans leur ensemble au soulèvement militaire. La reconquête d'une grande partie des campagnes aragonaises par les milices catalanes s'est, dans chaque village, accompagnée de mesures révolutionnaires radicales. Alors que les autorités et les gardes civils se sont enfuis ou ont été massacrés, l'assemblée générale du village juge les « fascistes » prisonniers et élit le Comité de village qui va le diriger, appuyé sur les milices armées. La plupart des Comités ainsi élus sont à majorité sinon en totalité anarchistes : aucune forme de collaboration ne peut exister entre eux et les autorités républicaines entièrement liquidées. Début octobre, près du quartier général de Durruti à Bujaraloz, se tient un congrès des Comités des villes et des villages. Il élit un « Conseil de défense », entièrement composé de militaires de la C.N.T. et présidé par Joaquin Ascaso qui s'installera à Fraga. Le Conseil de défense, d'accord avec les dirigeants des colonnes anarchistes, exerce sur l'Aragon une autorité sans partage : Comité suprême, représentant l'ensemble des Comités, il est ainsi en Espagne révolutionnaire le seul organisme régional résultant de la fédération des Comités locaux et tirant d'eux son autorité. Vivement attaqué, lors de sa formation, par les communistes qui le qualifient d'organisme « cantonaliste » et « factieux », il ne sera pas reconnu avant de longs mois par le gouvernement. Il sera aussi l'organisme du pouvoir révolutionnaire dont

⁹⁷ Martin Blazquez, *Guerre civile totale*, p. 201.

⁹⁸ Delaprée, *op. cit.* p. 70.

l'existence se prolongera le plus longtemps.

Un cas particulier : le pays basque

Dans les provinces basques, la situation est très différente du reste de l'Espagne. Le parti nationaliste basque, qui y est incontestablement majoritaire, prend position, le 19 juillet, contre le soulèvement militaire et, quelques jours après, adhère au Front populaire.

Ses objectifs mettent pourtant une énorme distance entre lui et les partis et syndicats ouvriers dont les militants, dans l'Espagne entière, sont en train de faire une révolution. Les nationalistes basques sont d'ardents défenseurs de l'Église et de la propriété et seront dès les premières heures en opposition directe avec la plus grande partie des troupes de leurs « alliés » du Front populaire et des syndicats. Les juntes de défense qui se constituent dans toutes les provinces basques sont des organismes de lutte contre l'insurrection militaire, et, en même temps, des remparts contre la révolution. Dans *La Nacion* de Buenos Aires du 7 septembre 1936, le leader basque Manuel de Irujo situe parfaitement les difficultés de son parti à cette époque en écrivant : « *Les partis extrémistes de la dictature du capital et du prolétariat étaient organisés en requetes et en milices et nous avaient pris de vitesse au début.* » Du reste, dans toutes les juntes où ils sont majoritaires, les nationalistes basques exigent les postes de « commissaires à l'ordre public », pour « imposer discipline et respect à l'arrière-garde »⁹⁹. Ainsi le commissaire à l'ordre public de la junta de Guipuzcoa s'emploie-t-il d'abord à faire cesser les *paseos* et à défendre la propriété en faisant garder les banques. Pour assurer le maintien de l'ordre et la défense de la propriété, les nationalistes organisent leurs propres unités, les Milices basques, dirigées par le commandant Saseta : recrutées parmi les militants nationalistes, solidement encadrées par des aumôniers, elles arborent le drapeau et parlent la langue basque. En l'espace de quelques semaines, elles parviennent, à Saint-Sébastien, à récupérer la quasi-totalité des armes passées aux mains des ouvriers après la prise de la caserne de Loyola.

L'effondrement de l'État républicain en Pays basque permet la création, non d'un pouvoir révolutionnaire, mais d'un État nouveau, spécifiquement basque, d'un État bourgeois défenseur de la propriété et de l'Église qui tout en organisant la défense du pays contre les militaires ennemis des libertés basques, mène victorieusement la lutte contre le mouvement révolutionnaire intérieur¹⁰⁰. Dès le milieu de septembre, la direction du parti nationaliste basque décide de franchir le pas décisif, en constituant, sous son contrôle, un gouvernement du Pays basque¹⁰¹.

L'ébauche d'un appareil d'État nouveau

Les premiers jours, la majorité des Comités fonctionne sans spécialisation ni partage d'attributions. C'est le Comité ou même l'assemblée de village qui est à la fois organisme délibératif, tribunal, conseil de guerre. Ouvriers et paysans armés montent la garde, patrouillent, contrôlent, réquisitionnent, arrêtent, exécutent. Cependant, très vite, au moins dans les grandes villes, des corps spécialisés apparaissent.

Ce sont d'abord des unités chargées des fonctions de police : il s'agit en effet de maintenir l'ordre révolutionnaire, aussi bien contre les adversaires de la révolution que contre ses profiteurs, les agents de la terreur aveugle. Les unités de gardes civils ou *d'asaltos* restées fidèles sont sévèrement épurées ; elles n'inspirent pourtant qu'une confiance limitée et, dans la majorité des grands centres, les Comités

⁹⁹ À Saint-Sébastien, après la prise des casernes, les hommes de la C.N.T. étaient maîtres de la rue. Manuel de Irujo écrit : « Nous étions devenus virtuellement prisonniers des détenteurs du butin de Loyola... soumis au contrôle de la C.N.T. » (cité par Lizarra, p. 53).

¹⁰⁰ L'expression de « guerre sur deux fronts » est d'Irujo lui-même (Lizarra, *op. cit.* p. 95) qui parle, non seulement des « militaires soulevés », mais aussi des « éléments extrémistes introduits dans la maison ».

¹⁰¹ Cf. Manuel de Irujo commentant l'offre d'un portefeuille dans le gouvernement Caballero que lui transmettait Alvarez deI Vayo : « Le lecteur peut imaginer quelle fut ma surprise de me voir sollicité pour faire partie du gouvernement au moment même où l'on s'apprêtait à mettre sur pied, de façon révolutionnaire, le gouvernement autonome d'Euzkadi » (cité par Lizarra, *op. cit.* p. 81).

chargent des commissions spéciales du contrôle des anciennes et de l'organisation de nouvelles forces de police. À Barcelone, la Commission d'investigation, que dirige Aurelio Fernandez, a le droit de recevoir les dénonciations, d'enquêter, de perquisitionner, d'arrêter les suspects. Elle impose peu à peu son autorité aux « polices privées » des syndicats et des partis. À Malaga, c'est le Comité de vigilance, ailleurs ce sont des Commissions d'ordre public, des Conseils de sûreté, qui, sous des noms divers, assurent tous l'organisation de la terreur à l'arrière.

Parallèlement, les unités de milices, bientôt appelées « Milices de l'arrière » se spécialisent dans les fonctions de police proprement dite.

À Barcelone, ce sont les célèbres « Patrouilles de contrôle », que commande l'anarchiste Asens. Elles sont composées de 700, puis de 1 100 militants ouvriers désignés pour une moitié par la C.N.T.-F.A.I., pour l'autre par les autres organisations et dotées, lors de leur création par le Comité central, de moyens modernes de communication et de transport. La Patrouille de contrôle de Gijón, la Brigade ouvrière sociale de Lérida, la Garde populaire antifasciste de Castellon sont des corps de même type.

Malgré la répugnance des anarchistes à diviser ce que Santillan appelle le « pouvoir révolutionnaire total » la même évolution se produira dans le domaine de la Justice. Les Palais de Justice sont fermés, les magistrats tués ou en fuite, les « justiciers » pullulent et les Comités sont surchargés de besogne. À Barcelone, des miliciens de la C.N.T., que dirige l'avocat Samblancat, mettent à sac le Palais de Justice, jetant par les fenêtres dossiers et crucifix. Ils installent un Comité de la Justice composé de juristes de métier, en majorité avocats de gauche, dont le premier acte sera de révoquer tous les fonctionnaires de son département, et le second de s'ériger en tribunal révolutionnaire. Des Tribunaux révolutionnaires d'un type différent apparaissent au début d'août à Valence, Castellon, Lérida : juges, procureurs, président sont des militants désignés par les partis et les syndicats¹⁰². Leurs décisions sont sévères et la procédure sommaire, mais les droits de la défense sont généralement respectés. Ils savent aussi acquitter et constituent, en tout cas, à cet égard, un net progrès sur la pratique des *paseos*.

Les milices

Dans le cadre de la guerre, la construction d'une nouvelle armée se révèle cependant la tâche la plus urgente. C'est sa nécessité, en tout cas, qui a donné naissance aux nouveaux organismes de pouvoir.

Les milices sont nées de l'initiative des partis et des syndicats et ne sont, à l'origine, que ces organisations en armes. Le nom de chacune rappelle son origine, qu'il s'agisse d'un nom de corps de métier (*Artes graficas, Ma dera*), ou d'un emblème politique (*Caballero* ou *Claridad* de l'U.G.T., *Carlos Marx*, du P.S.U.C., *Lénine* ou *Maurin*, du P.O.U.M., *Mada* ou *Companys*, de l'Esquerra).

À Barcelone, c'est le Comité central qui organise dès le 24 juillet la première colonne, forte de 3 000 hommes, commandée par Durruti, qu'assiste le commandant Perez Farras, et dans laquelle la seule force organisée est constituée par quelques soldats volontaires équipés de mortiers et de mitrailleuses. Dans les jours suivants, les autres colonnes, formées sous l'égide du Comité central, sont, en fait, sous l'influence des organisations politiques et syndicales. Santillan, qui agit au nom du Comité central, semble avoir lutté en vain contre l'esprit de parti dans les milices et ses conséquences souvent regrettables, rivalités pour les armes et pour les hommes, heurts parfois sanglants. À Valence, c'est le Comité exécutif qui prend l'initiative : la « Colonne de fer », la « Desperado », la « Colonne d'acier », la « Colonne fantôme » sont créées sous son égide, mais les influences politiques jouent aussi de façon décisive. La « Colonne fantôme » est dirigée par des socialistes, la « Colonne de fer » sera la plus tristement célèbre des colonnes anarchistes. À Madrid, chaque organisation aura ses propres troupes, dont le seul lien est le gouvernement qui se contente de les ravitailler, comme il le peut, de fournir armes et équipement et de payer la solde. Ce sont les Comités nationaux de chaque parti ou syndicat le Comité de défense de la C.N.T. du Centre, qui en assume l'organisation. La Gauche républicaine, ici,

¹⁰² Le Tribunal révolutionnaire de Lérida est entièrement composé d'ouvriers, un tiers désigné par le P.O.U.M., un tiers par l'U.G.T.-P.S.U.C., un tiers par la C.N.T.-F.A.I. Le président Larrocca, de la C.N.T., et le procureur Pelegrin, du P.O.U.M., sont tous deux cheminots.

se distingue en créant un « Régiment d'acier » et le parti communiste le « 5ème régiment », qui deviendra le célèbre Quinto mais n'est encore pour le moment qu'une unité de milices, à peine différente des autres.

Il est difficile, à propos des milices, de donner des chiffres précis. Rabasseire estime à 100 000 l'effectif total des milices de combat : 50 000 de la C.N.T., 30 000 de l'U.G.T. : 10 000 du P.C., 5 000 du P.O.U.M., auxquels il faut ajouter 12 000 *asaltos*, quelques centaines de gardes civils, quelques milliers de soldats et 200 officiers seule ment. Début septembre, le *Boletín C.N.T.-F.A.I.* Dénombre 22 000 miliciens en Catalogne et en Aragon dont 4 000 anciens gardes, 2 000 du P.S.U.C. et de l'U.G.T., 3 000 du P.O.U.M., 13 000 de la C.N.T. Valence, de son côté, a envoyé 9 000 miliciens sur les différents fronts dont 4 000 à Teruel. À Madrid, les hommes armés ont très vite pris le chemin du front, mais, en Catalogne, Santillan estime à 60 000 le nombre des fusils restés aux mains des Milices de l'arrière, et avoue l'impuissance du Comité central à renforcer les effectifs des Milices de combat : Durruti devra faire une expédition contre Saba dell pour obtenir la cession de la dizaine de mitrailleuses que le P.S.U.C. y conserve, et les gens de la C.N.T.- F.A.I. garderont longtemps encore à Barcelone les quarante mitrailleuses et les quelques tanks qui manquent tant sur le Front d'Aragon.

Les chefs des premières colonnes sont des militants politiques et syndicalistes. Rares sont ceux qui ont une formation militaire. À Barcelone, ce sont des ouvriers les anarchistes Durruti, Jover, Ortiz, les militants du P.O.U.M. Rovira, Arquer, Grossi¹⁰³, les militants du P.S.U.C. Trueba et Del Barrio. Quelques militaires de carrière les épaulent : le commandant Perez Farras, le commandant Perez Salas qui commandera la colonne de l'Esquerra, le commandant Martinez et le capitaine Escobar, conseillers techniques de Santillan, dirigeants à Barcelone de l'Union militaire républicaine antifasciste.

Le capitaine aviateur Bayo commandera l'expédition de Majorque et c'est un colonel navarrais, Jimenez de La Deraza, qui organise l'artillerie. Les sous-officiers jouent un rôle plus important dans l'encadrement des milices : après Perez Farras, c'est l'ancien sergent Manzana qui sera le cerveau militaire de la colonne Durruti. Bien entendu, les rares antifascistes étrangers qui se présentent comme des techniciens sont accueillis à bras ouverts. À Valence, ce sont des officiers subalternes, le capitaine Uribarri, garde civil et socialiste, et le lieutenant Bene dito qui commandent les premières colonnes qu'organise, à leurs côtés, le sergent Fabra, héros du soulèvement des soldats de Paterna. À Leon, le général Gomez Caminero a pris la tête des mineurs, mais il est fait prisonnier. Aux Asturies, il y a très peu d'officiers autour de Gonzalez Peña et les colonnes sont commandées par des militants ouvriers : le mineur socialiste Otero, de Mieres, le métallurgiste de la C.N.T. Carrocerra. À Madrid, les premières colonnes socialistes sont commandées par des officiers en retraite : le lieutenant-colonel Mangada est le plus populaire mais son étoile déclinera vite, dès les premiers revers. Le 5° régiment ne dispose au début que de quelques officiers et sous-officiers¹⁰⁴. La C.N.T. a recruté quelques officiers de carrière, le lieutenant-colonel Del Rosai, le médecin-commandant Palacios qui dirigent ses deux premières colonnes. Mais, là aussi, de nouveaux chefs s'imposent : les maçons Mora et Cipriano Mera qui n'a, à cette date, qu'une expérience réduite de trente-six jours de service militaire. Malaga, qui dispose d'un bon officier, le lieutenant-colonel Asensio Torrado, est le lieu de prédilection des milices au nom ronflant : le détachement « Pancho Villa » y dispute, dans les communiqués de guerre, la vedette à celui de « La Mitraille ».

La masse des miliciens ignore les rudiments du maniement des armes et les règles les plus élémentaires de protection. C'est par manque d'armes, certes, mais aussi par manque de chefs que l'on renonce à la mobilisation ouvrière : on ne pourrait ni équiper, ni instruire, ni encadrer les recrues. Les milices ont

¹⁰³ Delaprée a fait de Grossi, « le brave des braves », mineur asturien et chef de guerre, un portrait attachant (*op. cit.* p. 55).

¹⁰⁴ Enrique Castro Delgado, dirigeant du P.C. est le premier commandant du 5° Régiment. À ses côtés, un militant, ancien sous-officier, Barbado, un officier portugais réfugié politique et un seul officier de métier, Marquez (voir *Hombres made in Moscu*, de Castro Delgado, pp. 281-293). Au mois d'octobre, Castro est remplacé par Lister, un tailleur de pierres : les chefs ouvriers auront désormais la vedette. Parmi eux, le charpentier Modesto, est un ancien caporal de la Légion (Fischer, *Men and Politics*, p. 543). Quant à Enrique Lister, militant communiste réfugié en U.R.S.S. avant la guerre civile, après une condamnation pour fait de grève, il avait travaillé au métro de Moscou, puis suivi des cours de formation militaire (Ludwig Renn, *Der Spanische Krieg*, p. 192).

d'ailleurs des physionomies différentes suivant l'idéologie qui anime leurs créateurs. Les colonnes anarchistes sont commandées par des « délégués politiques » flanqués de « techniciens militaires ». Dans les colonnes socialistes, de l'U.G.T., du P.O.U.M., du P.S.U.C. et au 5^e régiment, ce sont les officiers qui commandent, flanqués de « commissaires politiques ». En Catalogne, le Comité central s'efforce d'unifier l'organisation. Dix miliciens forment une « main » que commande un « délégué » élu. Dix mains constituent une « centurie » dont le « délégué-général » obéit directement au « chef de colonne ». Les milices C.N.T. de Madrid sont organisées sur la base de mains de 20 hommes, de centuries et de bataillons, et les délégués des bataillons forment, avec le représentant du Comité de défense et le délégué-général, le commandement de la colonne. Dans le 5^e régiment, officiers et commissaires sont, en principe, nommés par le commandement, mais Lister dira qu'il a été « élu ». Dans toutes les colonnes, cadres et soldats touchent une solde uniforme de 10 pesetas par jour. Aucune marque extérieure de respect n'est exigée des hommes, et il n'y a plus d'insignes de grade. Mais le 5^e régiment est fier d'avoir remis en vigueur le salut militaire, et met son point d'honneur, comme d'ailleurs les colonnes du P.O.U.M., à réussir des défilés en rangs impeccables, tandis que les milices de la C.N.T. mettent le leur à défiler dans un total – et savant – désordre.

À Madrid, le 5^e régiment porte tout son effort initial sur la formation de cadres : les premiers stagiaires seront recrutés parmi les responsables du « Secours rouge ». À Barcelone, le Comité central confie à Garcia Oliver l'organisation d'une « École populaire de guerre »¹⁰⁵ et des journées de 2 000 volontaires reçoivent à la caserne Bakounine une formation militaire accélérée.

Ainsi, petit à petit, se constitue une force armée dont on ne peut nier ni l'efficacité dans les combats de rue, ni l'enthousiasme. Elle est véritablement la réalisation du vieux mot d'ordre du « peuple en armes » et, pour le moment, semble échapper complètement à l'autorité gouvernementale.

Le pouvoir de l'État

Le gouvernement subsiste en effet. Le président Giral, après s'être résigné à armer les ouvriers, a lutté, par tout où il conservait une once d'autorité, pour faire respecter les formes et la légalité, préservé, sinon un appareil d'État – il est trop endommagé – du moins le principe même de sa propre légitimité. Il semble bien qu'il ait joué sa dernière carte dans les provinces de l'Est avec la Junte déléguée de Martinez Barrio, Ruiz Funes et Carlo Espla. Celle-ci a, certes, contribué à assurer le ravitaillement de Madrid, aidé dans le Levant à la formation des milices qui ont repris Albacete et marché sur l'Andalousie, mais elle a perdu la bataille politique contre le pouvoir révolutionnaire, à Valence comme à Murcie, Alicante et Carthagène... Après sa dissolution, il semble bien n'être plus, suivant l'expression de Borkenau, qu'un « monument d'inactivité » ne devant survivre qu'à la docilité dont il fait preuve à l'égard des exigences des partis, syndicats, milices et comités.

Le gouvernement existe pourtant, et d'abord vis-à-vis de l'étranger, aux yeux de qui il s'efforce d'incarner la légalité. C'est lui qui, en août, cédant aux pressions des puissances étrangères, donnera l'ordre à la flotte d'abandonner la rade de Tanger quarante-huit heures seulement après que le docteur Giral ait assuré aux Valenciens que les rebelles ne recevraient aucun secours d'Afrique, d'où la marine républicaine, dit-il, les empêche de venir. Le gouvernement manifeste aussi son existence sur les ondes, et semble curieusement s'obstiner dans un rêve de conciliation avec une partie des généraux soulevés. Le 29 juillet, au nom de la République, Martinez Barrio lance encore cet appel solennel : « Que ceux qui n'auraient jamais dû prendre les armes les rendent, rétablissant ainsi la vie normale dans le pays. » Et le lendemain, Prieto, officieux porte-parole ne craint pas d'affirmer que le gouvernement n'a pas perdu tout espoir de conciliation : « Les forces gouvernementales, dit-il, ne se sont pas employées jus qu'ici à fond comme elles l'auraient fait pour repousser un adversaire étranger. »

¹⁰⁵ Conditions d'admission : savoir lire et écrire, avoir des connaissances élémentaires d'arithmétique, être proposé par une unité de milices ; dès la deuxième promotion, justifier de deux mois de présence au front. Le cycle des études s'étend sur deux mois dont quinze jours de cours théoriques, au début, suivis d'une période d'en traînement, puis de spécialisation. Les deux tiers des officiers de la première promotion ont été tués au front.

À Madrid, quelques jours après la révolution, le gouvernement réussit à reprendre aux milices ouvrières le contrôle de la rue et à le rendre à sa police : le laissez-passer gouvernemental se substitue à la carte syndicale et aux laissez-passer des comités. La police est décimée mais on s'efforce de la reconstituer. La Sûreté sous la direction de Manuel Muñoz, recrute des militants socialistes de confiance : les gardes d'assaut qui forment l'« Escouade de l'aube », les « Lynx de la République » formés *d'asaltos* et de militants socialistes, jouent un rôle important dans la répression. Le typographe socialiste Garcia Atadell devient le chef de la « Brigade des recherches criminelles » qui sera bientôt célèbre et que l'on rebaptise, à la mode du jour, « Milices populaires de recherches ». Un républicain du parti d'Azaña, Sayagües, organise au ministère de la Guerre des « services spéciaux ». Toutes ces autorités policières coexistent bien sûr avec le Comité provincial d'investigation formé au début d'août de représentants de tous les partis et avec ce que l'on commence à appeler les « tchekas » des partis, mais elles sont tout de même un instrument d'action gouvernementale appréciable.

La situation est plus difficile dans le domaine militaire. Le gouvernement n'a pas d'armée. Il réussit à récupérer à Madrid quelques milliers de fusils en les échangeant avec les miliciens contre des revolvers. Le décret du 31 juillet qui prévoit le paiement des soldes des miliciens par l'État sur présentation d'un certificat de parti et de syndicat consacre certes sa faiblesse, mais représente aussi un premier signe de relèvement. Ce sont les partis et les syndicats qui organisent les milices, comme le ravitaillement, mais ils le font au nom de l'État et, en quelque sorte, par délégation. Au ministère de la Guerre, d'où le général Castello, interné pour maladie mentale, s'en va le 7 août, une poignée d'officiers républicains, membres de la garde présidentielle, attachés militaires des ministres, le lieutenant-colonel Sarabia, les commandants Menendez, Hidalgo de Cisneros, Martin Blazquez, Diaz Tendero, les capitaines Cordon et Ciutat organisent une intendance des milices, recrutent des officiers, répartissent des munitions : ils sont en même temps un embryon d'état-major, auquel les chefs de colonnes ont de plus en plus souvent recours. Le 4 août, sont créés les « Bataillons de volontaires ». Le 20, c'est Martinez Barrio, encore lui, qui sera chargé, avec Ruiz Funes, de leur recrutement. Ainsi l'État espère-t-il arriver à se constituer une force armée et à affirmer avec plus d'audace son autorité...

Certes, celle-ci est battue en brèche à quelques kilomètres de Madrid, et rien, aux abords de la capitale, ne protège un ministre en exercice du danger d'arrestation. Cependant une continuité a été préservée : le gouvernement reconnaît les Conseils et les Comités révolutionnaires parce qu'il ne peut faire autrement, mais il s'efforce toujours de les faire entrer, au moins sur le papier, dans le cadre qui est le sien, celui de l'État républicain. Quand il nomme Arin gouverneur de Valence ou Rodriguez gouverneur de Malaga, il n'ajoute rien à l'autorité dont ils jouissent, il n'ajoute rien à la sienne, mais il maintient un principe. Et si le malheureux général Miaja, nommé par ses soins, est contraint de claquer des talons devant le « bleu » Benedito qui représente à Valence le Comité exécutif, sa présence en tant que gouverneur militaire dans une *Capitania general* qui n'a même pas une voiture à sa disposition est quand même le signe de la volonté de l'État républicain de durer, en attendant des jours meilleurs. En Catalogne, malgré les solides assises populaires dont jouit le parti du président Companys, le gouvernement de la Généralité a certainement moins d'autorité effective encore face au Comité central. Mais il continue cependant à « décréter » la formation des milices qui montent la garde devant ses bureaux la formation du Comité central dont il ne voudrait faire qu'un comité « de liaison », et il « nommera » commissaire à la Défense l'élus du Comité... Formalités inutiles puisque tous ces décrets ne font qu'entériner des décisions déjà prises par les organismes du pouvoir révolutionnaire ? Non, puisqu'elles sauvegardent le principe même de la légalité républicaine. Le gouvernement ne gouverne pas, mais il existe toujours.

C'est celui de la Généralité qui, le premier, tente de reprendre son action. Casanovas de l'Esquerra constitue le 2 août un cabinet dont font partie trois représentants du P.S.U.C. : Comorera, ministre de l'Économie, Ruiz ministre du Ravitaillement, Vidiella, ministre des Communications. L'opération, pourtant, est si visiblement dirigée contre le Comité central que la C.N.T. et le P.O.U.M. réagissent vigoureusement : craignant le discrédit et l'isolement de leur parti dans la classe ouvrière, les ministres du P.S.U.C. remettent leur démission le 8.

Vers le même moment, le gouvernement de Madrid tente, en mobilisant trois classes qu'il espère encadrer par les officiers et les sous-officiers fidèles, de se donner la force armée qu'il est le seul à ne pas posséder dans sa zone. Miliciens et organisations ouvrières, le parti communiste excepté, réagissent violemment. La colonne Caballero menace de marcher sur Madrid pour empêcher cette reconstitution de l'armée régulière. *Claridad* déclare sans ambages, le 20 août : « Penser qu'un autre type d'armée doit être substitué à celles qui combattent réellement et qui, dans une certaine mesure, contrôlent leur propre action révolutionnaire, c'est penser en termes contre-révolutionnaires. » À Barcelone, 10 000 conscrits réunis à l'appel de la C.N.T. votent une résolution qui affirme : « Nous voulons être des miliciens de la liberté, non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est révélée un danger pour le pays, seules les milices populaires protègent les libertés publiques : miliciens, oui ! Soldats, jamais ! »

Les conscrits, dans les casernes, brûlent rôles et ordres de mobilisation... En Catalogne, la Généralité accepte l'incorporation des nouvelles recrues dans les milices. Ailleurs, partis et syndicats poussent à l'élection des « Conseils d'ouvriers et de soldats » dans les casernes et les nouvelles unités ; un nouvel obstacle se dresse sur la route de la reconstitution d'une armée régulière.

La conclusion de ce premier conflit ouvert entre les deux pouvoirs met en pleine lumière la faiblesse du gouvernement Giral. Ainsi que le dit Juan Lopez, six semaines après l'insurrection, « toutes les articulations de l'État étaient brisées, aucun de ses organes politiques ne fonctionnait plus » ; ni Giral ni Companys n'avaient la force de « recoller les morceaux cassés, faire fonctionner à nouveau les organes de l'État, recréer un nouvel État centralisé »¹⁰⁶.

¹⁰⁶ Cité dans *Catalogne 36-37*, p. 59-80.

7. Les conquêtes révolutionnaires

La révolution espagnole était née d'une profonde crise sociale. En s'attaquant, dans leur action spontanée, aux rouages d'un État républicain auquel ils substituaient le leur, les travailleurs espagnols avaient visé au-delà d'une simple révolution politique. Leur action dans les semaines qui suivent le soulèvement constitue une révolution sociale, dans tous les domaines. À leur manière, sommaire et quelque peu brutale, sans doute, ils se sont attaqués aux grands problèmes de l'Espagne : la structure oligarchique de l'État, l'Armée, l'Église, les bases économiques de l'oligarchie, la propriété industrielle et la propriété foncière¹⁰⁷.

Le problème de l'Église

Le problème de l'Église est « réglé » aussi radicalement au moins que celui de l'Armée dans la totalité de l'Espagne « républicaine », Pays basque excepté. Comme le soulignera un mémorandum adressé par Manuel de Irujo à Caballero¹⁰⁸ quelques mois plus tard, toutes les églises sont fermées au culte, une grande partie d'entre elles ayant été brûlées, surtout en Catalogne. Les autels, images et objets de culte sont détruits très souvent les cloches, calices, ostensoirs ou candélabres ont été saisis par les autorités révolutionnaires, fondus et utilisés à des fins militaires ou industrielles. Les anciennes églises servent aujourd'hui de garages, de marchés, d'écuries, de refuges. Les bâtiments ont, à cet effet, été transformés de façon durable par l'installation de conduites d'eau, de carrelages, de comptoirs, de bascules, de rails, de portes, de fenêtres, de cloisons. Tous les couvents ont été vidés et les bâtiments utilisés de la même manière. Les prêtres et les religieux ont été arrêtés en masse, emprisonnés, fusillés : deux seulement échappent à Lerida à l'impitoyable répression, parce qu'on sait qu'ils ont voté et fait voter pour le front populaire. Ceux qui ont réussi à fuir se terrent, risquant à chaque instant arrestation et exécution. Rares sont ceux, ou celles, qui ont reçu une chance de « vie civile » : on cite pourtant, ici ou là, une ancienne religieuse mariée, ou un ancien moine engagé dans les milices¹⁰⁹. Pratiquement, l'interdiction du culte s'est étendue à celle de la détention privée d'images ou d'objets de culte, tels que crucifix, missels, etc... Les milices révolutionnaires de l'arrière font la chasse à leurs détenteurs, perquisitionnent et procèdent à des arrestations.

Toutes les écoles confessionnelles ont été fermées, les locaux et l'enseignement pris en charge localement par les Comités ou les syndicats. En Catalogne, les bâtiments appartenant aux écoles religieuses sont remis aux représentants du « Comité de l'École nouvelle unifiée » fondée sur « les principes rationalistes du travail et de la fraternité humaines », le « sentiment de solidarité universelle » et la volonté de « supprimer toute espèce de privilèges ». Écoles anciennes et nouvelles sont installées dans de nombreux endroits en de nouveaux locaux, villas luxueuses de grands propriétaires, couvents, postes de garde civile... L'expérience, ici, sera trop brève pour qu'on puisse en apprécier les résultats. À Barcelone, en tout cas, le nombre des enfants scolarisés augmente de 10 % entre juillet et octobre 1936.

La propriété industrielle

Les bases économiques de la puissance de l'Église ont été détruites en quelques jours de révolution : il en sera de même, dans la majorité des cas, de celles de la bourgeoisie. L'une comme l'autre

¹⁰⁷ Les comparaisons entre la révolution russe de 17 et la révolution espagnole de 38 aboutissent à des conclusions identiques. Cf. Andrés Nin : « Le déclenchement de la rébellion du 19 juillet a accéléré le processus révolutionnaire en provoquant une révolution prolétarienne plus profonde que la révolution russe elle-même » (*op. cit.* p. 230). Et Trotsky : « Le prolétariat a manifesté des qualités combattives de premier ordre. Par son poids spécifique dans l'économie du pays, par son niveau politique et culturel, il se trouvait dès le premier jour de la révolution, pas au-dessous, mais au-dessus du prolétariat russe du commencement de 1917 » (*op. cit.* p. 71). L'un des signes de la profondeur de la révolution est, incontestablement, la participation massive des femmes, présentes partout, dans les Comités comme dans les milices : si la révolution est effectivement, comme le dit Trotsky, « l'action directe des couches les plus profondes des masses opprimées les plus éloignées de toute théorie », il faut admettre que ce fut bien le cas dans l'Espagne de 1936.

¹⁰⁸ Cité par Lizarra, *op. cit.*, pp. 201-202.

¹⁰⁹ Exemple : un titre dans *A.B.C.* du 4 septembre : « Alicante. Un curé se marie, un autre entre au parti communiste ».

apparaissent aux révolutionnaires triomphants comme les alliées des généraux soulevés : les « conquêtes révolutionnaires » répandent aussi bien à des exigences idéologiques qu'à des nécessités pratiques.

Déjà, dans les semaines qui ont précédé le soulèvement, de nombreux chefs d'entreprise avaient pris la fuite, mis à l'abri leurs capitaux, contribuant ainsi à augmenter le marasme économique¹¹⁰. La victoire de la révolution et la terreur qui frappe les chefs et les cadres des entreprises bancaires et industrielles paralysent le fonctionnement d'un appareil économique déjà souvent singulièrement détérioré par le début des combats. Enfin et surtout, la révolution de juillet 36 a ses objectifs sociaux : les ouvriers prennent les usines et les paysans prennent les champs parce que c'est là, à leurs yeux, l'objectif ultime, le couronnement victorieux de leur action révolutionnaire¹¹¹.

Il faudrait un livre entier pour décrire l'extraordinaire variété des solutions adoptées par les ouvriers espagnols pour mettre fin à « l'exploitation de l'homme par l'homme »¹¹² : l'ensemble peut paraître incohérent et passablement utopique. Une étude détaillée ne donne pourtant que le désir d'approfondir la connaissance de cette floraison d'initiatives, pas toujours heureuses, mais presque toujours d'inspiration généreuse.

Le cas le plus simple est la saisie de l'entreprise par les ouvriers, *l'incautación* : c'est elle qui sera la règle générale en Catalogne, que le patron ait ou non pris la fuite. Mais quand il n'y a pas eu saisie, il apparaîtra très vite nécessaire d'établir un contrôle, *l'intervención*, auquel participent conjointement délégués des ouvriers et représentants officiels. Ces deux formes juridiques qui semblent pour l'instant constituer la réalisation concrète du mot d'ordre « l'usine aux ouvriers » donneront naissance à l'étape suivante aux deux formes distinctes des entreprises collectivisées ou syndicalisées et des entreprises nationalisées. Pour l'instant, le domaine de chacune varie en fonction des influences respectives des organisations ouvrières. Dans la région madrilène, où prévaut l'influence de l'U.G.T., 30 % des entreprises, selon Borkeu, sont *intervenidas*, sous double contrôle gouvernemental et syndical : ce sont les plus importantes. En Catalogne, sous l'influence de la C.N.T., 70 % des entreprises ont été *incautadas*, et 50 % au Levant. Aux Asturies, industrie et commerce sont presque intégralement contrôlés, alors que les usines du Pays basque échappent à toute *incautación* et à toute *intervención*. Il faut, cependant, se garder de généraliser et de schématiser : ainsi que le souligne une correspondance du *Temps* (3 octobre 1936), les Comités ouvriers ne sont pas moins puissants dans les entreprises contrôlées que dans les entreprises saisies, puisque leur visa est obligatoire sur tout chèque émis par la direction. Quand, au début d'août, un décret sanctionne le fait accompli en autorisant *l'incautación* des entreprises des « factieux » par l'assemblée des ouvriers et leur gestion par des Comités élus siégeant avec des représentants du gouvernement, Robert Louzon écrit que va « tendre à se réaliser dans les usines la même situation que celle actuellement existante dans l'État : un délégué du gouvernement qui sera le paravent et le Comité ouvrier – lui-même animé et contrôlé par le syndicat – qui sera le vrai pouvoir »¹¹³. C'est qu'en cette période de multiplicité et d'« atomisation » du pouvoir, le gouvernement n'a pratiquement nulle part la force de contrebalancer l'influence des Comités.

Dans ce cadre général, les modalités varient à l'infini et nous nous contenterons de quelques exemples. À Barcelone, le fief de la collectivisation, les ouvriers ont, dès les premiers jours, pris en main les transports en commun (trains, autobus, métro), les chemins de fer qui seront bientôt dirigés dans toute la zone par un Comité C.N.T.-U.G.T., le gaz et l'électricité, le téléphone, la presse, les spectacles,

¹¹⁰ Santillan estime à 90 millions de pesetas le montant des capitaux retirés des banques catalanes dans les quinze jours qui précèdent le soulèvement.

¹¹¹ Aux yeux des anarchistes, après la destruction de l'État, c'est là l'ultime étape, celle qui règle tout.

¹¹² Citons, parmi les mesures qui eurent la plus grande portée psychologique immédiate, la restitution sans remboursement de tous les objets de première nécessité engagés dans les monts-de-piété. Mal raux comme Delaprée parlent du « bruit » qu'ont fait les 3 000 machines à coudre ainsi « restituées » aux Catalanes.

¹¹³ *La Révolution prolétarienne*, 25 août 1936.

les hôtels et les restaurants, puis la plupart des grosses entreprises mécaniques et industrielles et des compagnies de transport : la Ford Motor Iberica, Hispano-Suiza, la Société des Pétroles, les Ciments Asland, la Transatlantique, la Maritima. Chaque parti et syndicat s'est emparé d'un local ou d'une imprimerie. Chaque journal d'information est dirigé par un comité ouvrier, élu avec un représentant de chaque catégorie de salariés, rédaction, administration, atelier.

Les services publics sont pris en main par des Comités mixtes C.N.T.-U.G.T. Deux jours après le soulèvement, ils fonctionnent de nouveau : trains, autobus et métro circulent normalement, gaz et électricité sont fournis sans panne. Après un délai plus long, les trains circuleront normalement aussi¹¹⁴.

La Ford Iberica Motor, usine de montage, comptait avant la révolution 336 ouvriers permanents, 142 temporaires et 87 employés. Le directeur a d'abord accepté de rester comme technicien avec un salaire de 1 500 pesetas par mois, puis il s'est enfui. L'usine est dirigée par un comité élu de dix-huit membres, douze ouvriers, six employés, dont la moitié sont à la C.N.T., l'autre moitié à l'U.G.T. Leunois, qui en rend compte dans *la Révolution prolétarienne* du 25 septembre, y a étudié les conditions de travail et les salaires. Il n'y a ni travail aux pièces, ni prime de rendement, ni allocation pour charges de famille. Les victimes d'accident du travail touchent leur salaire intégral pendant sept jours, au lieu de cinq avant la révolution. Le travail se fait à la chaîne, mais sur un rythme lent. Le Comité ouvrier a fixé aux salaires un plafond : 1 500 pesetas mensuels, ce que reçoivent directeur et sous-directeur. Les ouvriers gagnent 22,4 à 36 pesetas par jour de travail effectif, les employés de 500 à 1 200 pesetas par mois. Tous subissent une retenue de 13 % destinée aux chômeurs et aux trente ouvriers de l'usine qui sont au front comme miliciens. Le Comité ouvrier a maintenu l'ancienne échelle des salaires au-dessous de 1 500 pesetas, car « les catégories qui auraient été touchées par une unification des salaires protestèrent : elles considéraient comme inadmissible d'avoir fait la révolution pour aboutir à une diminution de salaires ».

La *Fomento de Obras y construcciones*, entreprise de travaux publics au capital de 75 millions de pesetas, comptait 600 ouvriers avant la révolution. Elle est dirigée par un Comité ouvrier provisoire de militants C.N.T. et U.G.T. proportionnellement au nombre d'adhérents des centrales. Il y a plus de 300 ouvriers dans les milices. Ceux qui restent travaillent 40 heures et reçoivent le salaire de 48 augmenté de 15 %. *Le Libertaire* du 23 octobre rapporte que les livres de compte ont été ouverts et que c'est la suppression des « rongeurs » qui a permis d'augmenter les salaires. Il n'y a plus de contremaîtres, mais des responsables élus sur les chantiers, et, sur les plus importants, des « techniciens manuels » n'ayant aucun droit de regard sur le rendement.

Les ateliers de construction navale de *l'Union naval de Levante* à Valence qui comptent 1 400 ouvriers, syndiqués en proportions égales à l'U.G.T. et à la C.N.T., sont dirigés par un Comité ouvrier de sept membres élus pour six mois et qui siègent, pour toutes les décisions avec deux techniciens, le directeur technique et le chef des ateliers. Dès la révolution, l'entreprise abandonne la construction pour se consacrer aux réparations.

L'industrie de la pêche a été collectivisée à Gijón sous la direction d'un Comité de contrôle syndical qui remet le poisson aux Comités ouvriers de ravitaillement. Ni les ouvriers ni les pêcheurs ne reçoivent de salaire : les Comités de ravitaillement leur remettent les produits alimentaires sur présentation d'un carnet de consommation. À Laredo, toutes les embarcations ont été saisies sous la direction d'un Comité d'économie de douze membres, six de la C.N.T., et six de l'U.G.T. C'est par lui que passe tout le poisson pêché. Une fois retenues les dépenses et 45 % pour l'amélioration du matériel, le reste du produit de la vente est partagé également entre tous les « travail leurs de la mer ». Le pêcheur de Lareda gagne 64 pesetas par semaine, beaucoup plus que du temps des armateurs et des grossistes.

La collectivisation des salles de cinéma de Barcelone a été à la fois proposée comme modèle par le

¹¹⁴ C'était là une des fiertés des révolutionnaires espagnols qui avaient connu la révolution russe : Andrés Nin aimait à dire à ses compagnons que le retour au fonctionnement normal des services Publics avait été incomparablement plus rapide à Barcelone 36 qu'à Moscou 17.

C.N.T. et tournée en ridicule par ses adversaires. Toutes les salles de la capitale sont groupées dans une entreprise unique dirigée par un comité de dix-sept membres, dont deux sont élus par l'assemblée générale et les quinze autres par les travailleurs des différentes catégories professionnelles. Les élus, dégagés de leur travail, reçoivent le salaire de leurs camarades de même qualification. Les salaires varient avec les entrées hebdomadaires, la recette étant répartie suivant un coefficient différent pour chaque catégorie (1 pour la préposée aux W.-C., 1,5 pour un opérateur). Le plafond hebdomadaire est fixé à 175 pesetas, les bénéfices éventuels allant à la caisse du syndicat. Chaque travailleur est considéré comme propriétaire de son emploi : il faut une majorité des trois quarts en assemblée générale pour décider d'une sanction. Il est prévu un mois et demi de vacances annuelles, dont quinze jours en hiver. En cas de maladie ou de chômage le travailleur touche intégralement son salaire normal, et, en cas d'invalidité, un salaire proportionnel à ses charges ne pouvant en aucun cas être inférieur à 75 % d'un salaire normal. Les bénéfices doivent être utilisés en priorité à la construction d'une clinique et d'une école.

À Puigcerda, selon Lauzon, le commerce de détail a été collectivisé au sein d'une coopérative qui groupe 170 adhérents percevant un salaire uniforme de 50 pesetas par semaine pour les hommes et 35 pour les femmes¹¹⁵.

La diversité des solutions adoptées dans les cas cités en exemple souligne la difficulté du problème des salaires. Il est intéressant de constater que les solutions varient entre deux extrêmes, le salaire uniforme d'inspiration anarchiste en vigueur à Puigcerda et le maintien intégral de la hiérarchie existante. Les traminots de Barcelone cherchent un compromis, réduisant de onze à quatre le nombre des catégories de salariés et instaurant une retraite unique. Mais l'éventail reste parfois très ouvert : à l'hôtel España de Valence, le cuisinier gagne presque quatre fois plus que la femme de chambre, un spécialiste fileur dans une usine de Barcelone touche 90 pesetas quand un aide en reçoit 50 et un apprenti 32.

Nous remarquerons aussi le maintien constant à un taux inférieur des salaires des femmes, même dans le cadre de l'application des principes anarchistes d'égalité, et la constante préoccupation des travailleurs espagnols pour tout ce qu'on peut appeler la mise sur pied de mesures de sécurité sociale, pensions, retraites, congés, indemnités de chômage.

La collectivisation dans les campagnes

Les anarchistes de Puigcerda qui ont collectivisé les boutiques n'ont pas touché aux fermes de la Cerdagne. C'est là un premier exemple de l'extrême diversité des solutions apportées en ce domaine.

En réalité, il y a eu, pendant et après la Révolution, un vaste mouvement de collectivisation rurale qui reste l'un des points les plus ardemment controversés par les témoins et les acteurs. Pour les uns, anarchistes notamment, la collectivisation a résulté d'un puissant mouvement d'association volontaire provoqué par la propagande et l'exemple collectiviste de leurs groupes. Pour les autres, communistes ou républicains, la collectivisation agraire a été, dans la majorité des cas, imposée de force, sous la terreur, par les milices et les groupes d'action anarchistes. Les observateurs « neutres » ne sont pas moins divisés : le socialiste Prats, le travailliste indépendant Fenner Brockway, le républicain italien Rosselli chanteront les louanges des collectivités aragonaises issues indubitablement, selon eux, de la volonté paysanne. Inversement, Borkenau, peu suspect pourtant de sympathie pour les thèmes communistes de propagande, pense que, sauf dans la province de la Manche, la collectivisation a été imposée aux paysans par la terreur.

Force est bien de reconnaître qu'il y a de sérieux arguments en faveur de l'une et l'autre thèse. D'abord, la forme d'exploitation collective n'était pas nouvelle. Les saisies de terre qui s'étaient produites avant la guerre civile avaient été presque toujours suivies d'un début d'exploitation collective. Les deux organisations syndicales paysannes, celle de la C.N.T. comme celle de l'U.G.T. s'étaient prononcées en

¹¹⁵ Voir sa monographie sur la collectivisation à Puigcerda dans *La Révolution prolétarienne* du 25 juin 1937.

faveur de la collectivisation – volontaire, il est vrai. Les adversaires les plus résolus de la collectivisation, les communistes, devront, au Levante, pour combattre le mouvement, créer de toutes pièces une organisation paysanne nouvelle¹¹⁶. Enfin, les collectivités nées au cours de l'été 1936 ont parfois duré jusqu'à la fin de la guerre civile, se reconstituant, dans certains cas, après leur dissolution¹¹⁷.

Par ailleurs, l'Andalousie, qui eût pu être la terre d'élection des collectivités, s'est trouvée très tôt aux mains des généraux et ni le Levante, ni la Catalogne, ni l'Aragon, n'offraient à ces expériences des conditions particulièrement favorables. Nous savons qu'elles donnèrent lieu souvent à des heurts violents, qui se renouvelleront fréquemment au cours de 1937 entre « collectivistes » et « individuels ».

Là encore, la réalité eut bien des visages. Le massacre des grands propriétaires par quoi commence fréquemment – en particulier avec Durruti et sa colonne – la collectivisation des terres, ne signifie pas qu'elle ne sera pas volontaire : il en crée les conditions matérielles, puisque des terres sont ainsi offertes, en même temps que psychologiques, puisqu'il ouvre une possibilité, jusque-là fermée. La terreur est l'un des leviers de la révolution et la discussion pour savoir si cette dernière est volontaire ou forcée n'a guère de sens. Enfin, toute collectivisation fut en même temps « volontaire » et « forcée », chaque fois qu'elle fut décidée à la majorité. Ceux qui n'avaient rien à y perdre ont certainement « forcé » ceux qui détenaient quelque lopin. Ajoutons enfin que les collectivisations eurent, sans aucun doute, moins d'adversaires dans les premières semaines de révolution qu'elles n'en eurent après plusieurs mois de fonctionnement, dans les conditions peu favorables de la guerre et sous la constante menace des réquisitions.

Le mouvement se heurtait, en Catalogne, à l'hostilité des Rabassaires. La C.N.T. y adopta une attitude de prudence qu'illustre parfaitement la résolution adoptée le 5 septembre par son Union agraire : « Nous pensons que si nous prétendons obliger immédiatement à la collectivisation de toute la terre, y compris celle acquise par tant de travail et d'abnégation, nous nous heurterions à une série d'obstacles qui nous empêcheraient d'atteindre normalement notre but final. » La conférence paysanne réunie à Barcelone par la C.N.T. invite ses militants à respecter la petite propriété privée, à chercher avant tout à convaincre le paysan par la réussite exemplaire d'expériences- témoins de collectivisations rurales.

Aussi les collectivités catalanes furent-elles de types fort différents : collectivités englobant tous les habitants comme celle de Hospitalet de Llobregat avec 1 500 familles sur 15 000 km², ou d'Amposta avec 1 200 collectivistes, toutes deux exclusivement C.N.T., ou collectivités C.N.T. -U.G.T. ou C.N.T. seulement, coexistant avec des propriétés individuelles, fondées exclusivement sur les terres confisquées aux grands propriétaires (Vilaboi, 200 collectivistes ; Seros, 360), ou par la collectivisation de petits lots individuels, ou encore sur l'une et l'autre base (Lerida, 400 collectivistes ; Orriols avec 22 familles de métayers Granadella, près de Lerida, avec 160 collectivistes sur 2 000 habitants ; Montblanc, près de Tarragone, avec 200 collectivistes sur 16 000 habitants). De toute façon, îlots au milieu de la petite propriété, elles furent l'exception plutôt que la règle.

Le cas le plus fréquent au Levante fut celui de collectivités fondées en commun par la C.N.T. et l'U.G.T. : ainsi Villajoyosa, dans la province d'Alicante, où furent collectivisée non seulement les terres qui faisaient vivre un peu moins de 4 000 personnes, mais la filature qui emploie 400 ouvriers et la pêche qui en fait vivre 4 000, Ademuz, Utiel, dans la province de Valence qui regroupent respectivement 500 et 600 familles. Dans la province de Castellon, le village de San-Mateo présente l'originalité d'avoir deux communautés, une de la C.N.T., l'autre de l'U.G.T. La collectivité de Sueca, dans la province de Valence forme pour la vente de ses oranges, la *Cooperativa popular naranjera*, une tentative pour se débarrasser des intermédiaires commerciaux qui est appelée à se développer¹¹⁸. Notons enfin le cas,

¹¹⁶ L'U.G.T. du Levante et la Fédération paysanne de l'U.G.T. sont toutes deux contrôlées par des militants caballeristes. Les communistes fondent une union paysanne animée par F. Mateu.

¹¹⁷ Exemple de Hospitalet de *Llobregat*, cité par Peirats.

¹¹⁸ Cf. l'ouvrage de Peirats, t. I, ch. xv.

souvent cité, de Segorbe, gros bourg d'une dizaine de milliers d'habitants dans la région des *huertas*, où s'est constituée une « collectivité des producteurs agricoles et assimilés ». L'adhésion et la démission sont libres, chacun apportant ou retirant sa part. Mais la vie de l'adhérent est strictement réglée par la Commission administrative élue qui gère la collectivité, répartit le travail, paie les salaires sur la base « familiale » (homme seul : 5 pesetas ; femme seule : 4 ; chef de famille, 5 pesetas ; sa compagne : 2, etc...). Comment vivait-on à Segorbe ? Un observateur, bien disposé il est vrai, le travailliste indé pendant Fenner Brockway, affirme : « Plus que tout, je me réjouis de ma visite à la collectivité agricole de Segorde. Je ne la décrirai pas en détail, mais l'état d'esprit des paysans, leur enthousiasme, la manière dont ils apportent leur part à l'effort commun, la fierté qu'ils en ressentent tout cela est admirable. »

La visite des collectivités d'Aragon incitera le socialiste Italien Rosselli à écrire, en se plaçant au même point de vue : « Les avantages manifestes du nouveau système social affermissent l'esprit de solidarité chez les paysans, les incitant à plus d'efforts et à une plus grande activité »¹¹⁹.

Sous la direction des anarchistes, en effet, le mouvement de collectivisation englobe plus des trois quarts de la terre, presque exclusivement en communautés affiliées à la C.N.T. : on en compte plus de 450, groupant environ 430 000 paysans. Les « collectivistes » sont, de loin, la majorité : la totalité à Penalba, Alcaniz, Calanda, Oliete, 2 000 sur 2 300 à Mas de La Matas, 3 700 sur 4 000 à Aleorlza. Les petits propriétaires peuvent théoriquement subsister à condition de cultiver eux-mêmes leurs terres et de ne pas utiliser de main-d'œuvre salariée. Le bétail pour la consommation familiale reste propriété individuelle. La Fédération paysanne fait de gros efforts pour organiser des fermes témoins, des pépinières, des écoles techniques rurales. Les défenseurs des thèses collectivistes affirment que les rendements ont augmenté de 30 à 50 % entre 36 et 37, mais il est impossible de vérifier ces chiffres qui ne s'appuient pas sur des statistiques rigoureusement contrôlées.

Le plus curieux, quoique sans doute le moins significatif, de l'expérience libertaire d'Aragon, fut l'application systématique des principes et théories anarchistes sur l'argent et les salaires. Le salaire est, là encore, un salaire familial uniforme : 25 pesetas par semaine pour un producteur isolé, 35 pour un couple avec un seul travailleur, 4 pesetas de plus par enfant à charge. Mais il n'y a pas d'argent, seulement des bons – les *vales* – échangeables contre des produits dans les magasins de la collectivité. Le système fonctionne. L'expérience, pourtant, est peu concluante, puisque les collectivités, pour se fournir dans le reste de l'Espagne, doivent, bon gré mal gré, utiliser l'argent théoriquement supprimé...

L'anarchiste Souchy décrit en ces termes la vie dans le village de Calanda, dans *l'Aragon libertaire* :

« Sur la place du village, en face de l'église, il y a une fontaine de granit toute neuve. Son socle porte gravées les initiales de la C.N.T.-F.A.I. Ce qui fut l'église est maintenant un magasin d'alimentation. Tous les rayons ne sont pas encore achevés.

« La boucherie est installée dans une dépendance de l'église, installation hygiénique, coquette, comme le village n'en a jamais connue. On n'y achète rien avec de l'argent : les femmes reçoivent de la viande en échange de bons... car elles appartiennent aux collectivités, et ceci suffit pour obtenir de la viande et autres aliments.

« Le village a 4 500 habitants. La C.N.T. domine. Sept cents chefs de famille y adhèrent. La collectivité groupe 3 500 membres, les autres sont des individuels... Le village, propre et aimable, est riche. Dans la caisse, il y a 23 000 pesetas. Il produit de l'huile (annuellement 750 000 kilos), de blé, des pommes de terre et des fruits... Autrefois, Il y avait quelques grands propriétaires. Le 19 juillet ils furent expropriés.

« Collectivistes et individuels vivent pacifiquement côte à côte. Il y a deux cafés dans le village : un pour les individuels, un pour les collectivistes... Les tissus et les vêtements ne manquent pas, car on a échangé de l'huile avec une usine de textile de Barcelone.

¹¹⁹ Dans *Giustizia e Liberia*, cité par Morrow, p. 144.

« Le travail est intense et les bras manquent, car de nombreux Jeunes, tous membres de la C.N.T., sont au front... Ici tout est collectivisé, à l'exception des petits boutiquiers qui ont voulu rester indépendants. La pharmacie appartient à la collectivité ainsi que le médecin. Celui-ci ne reçoit pas d'argent. Il est entretenu comme les autres membres de la collectivité.

« Le meilleur bâtiment du village, un ancien couvent est pour l'école, qui fonctionne suivant les méthodes de Ferrer. Autrefois, il n'y avait que huit instituteurs. La collectivité en a nommé dix de plus.

« Les individuels ont également profité de la collectivisation : Ils ne paient ni loyer ni électricité. Le village possède sa propre centrale électrique, alimentée par une chute d'eau.

« Les collectivistes sont contents. Autrefois, les paysans souffraient de la faim en avril, mai et juin. À présent, cela va mieux.

« Autrefois, il existait une succursale bancaire. Aujourd'hui, elle est fermée. Soixante-dix mille pesetas ont été confisquées et affectées par la municipalité à l'achat de produits.

« Les paysans travaillent par groupes de dix. La terre est répartie en zones. Chaque groupe, ayant un délégué à sa tête, travaille sa zone. Les groupes se forment selon les affinités. La collectivité est une grande famille qui veille sur tous »¹²⁰.

À ce tableau optimiste, sinon idyllique, opposons pourtant celui qui fut tracé a posteriori par le journal communiste *Frente rojo* :

« Sous le règne de feu le Conseil d'Aragon, ni les citoyens ni la propriété ne pouvaient compter sur la moindre garantie. Pas un paysan qui n'ait été forcé d'entrer dans les collectivités. Celui qui résistait souffrait dans son corps et sa petite propriété les sanctions de la terreur. Des milliers de paysans ont émigré, préférant quitter leur terre que de supporter les mille méthodes de torture du Conseil... La terre était confisquée, les bagues, les médailles et même les casseroles étaient confisquées, et même le grain, et les aliments cuits, et le vin pour la consommation familiale... Dans les conseils municipaux s'étaient installés des fascistes connus et des chefs phalangistes. Avec des cartes syndicales, ils opéraient comme maires et conseillers municipaux, comme agents de l'ordre public, ces gens issus du banditisme et qui en faisaient une profession et un régime de gouvernement »¹²¹.

La vérité doit sans doute se trouver à égale distance de la peinture rose du paradis libertaire de Souchy et du noir tableau de l'enfer anarchiste de *Frenterojo*.

Les collectivisations et le problème du pouvoir

Les divergences sur la portée et la signification des collectivisations recouvrent en réalité des divergences d'ordre politique. Les partisans du Front populaire, républicains, socialistes, communistes, pensaient, avec José Diaz, qu'elles avaient, dans les premiers moments, « leur justification » dans le fait que les grands industriels et propriétaires fonciers avaient abandonné les usines et les champs et qu'il fallait les faire produire »¹²². Tous ceux qui estiment que l'Espagne de 1936 ne vit pas une révolution sociale mais doit rester une république démocratique et parlementaire, condamnent « collectivisations » et « syndicalisations » qui constituent, à leurs yeux, un danger pour l'unité de front entre la classe ouvrière et ses alliés paysans et petits bourgeois. Le parti communiste met l'accent sur la nécessité de défendre le « petit industriel » et le « petit commerçant ». « Se lancer dans de tels essais, déclare José Diaz, est absurde et équivaut à se faire les complices de l'ennemi »¹²³.

Or, malgré l'active participation de l'U.G.T. dans le Levante, c'est essentiellement la masse des militants

120 Extrait de « Chez les Paysans d'Aragon », cité par Jean Ber mer dans *L'Anarchie*, numéro spécial du *Crapouillot*, p. 44.

121 14 août 1937.

122 Discours au Comité central le 5 mars 1937, *Tres Años de Lucha*, p. 297.

123 *Ib.* p. 298.

de la C.N.T. qui prend la responsabilité des collectivisations et des syndicalisations. Maîtres du pouvoir local, du jour au lendemain après l'effondrement de l'État républicain et de ses forces de répression, ils sont immédiatement passés, selon le schéma tracé par Malatesta, à la destruction du régime de la propriété bourgeoise et, malgré la prudence de leurs dirigeants – *no hay comunismo libertario* – se sont attelés à la construction de la nouvelle société libertaire.

Or c'était là une tâche infiniment complexe, à laquelle ils n'étaient pas préparés et qu'ils ont dû aborder armés seulement de notions simplistes et de principes généraux utilisés jusque-là dans leur propagande et leur critique du système capitaliste. Faute de directives précises en face d'une situation imprévue, des syndicats, des militants, prennent des initiatives, sans autre critère que ce qu'Andrade appelle fort justement la « fantaisie anarchiste égalitaire ». Or, il ne suffisait pas de faire des usines des propriétés collectives, des « biens sociaux » conformément à une expression fréquente, pour mettre sur pied une nouvelle économie et la faire fonctionner. Le problème du crédit restait entier. Il fallait de l'argent, des devises pour les achats à l'étranger, un fonds de roulement pour les entreprises collectivisées. Le gouvernement de Madrid, détenteur de l'or, refuse tout crédit, même lorsque la Catalogne offre en garantie le milliard de dépôts de ses Caisses d'épargne. La plupart des entreprises collectivisées vivent donc sur les disponibilités saisies lors de la révolution. Les Comités-gouvernement essaient de les secourir au jour le jour, par des moyens de fortune : saisie des comptes en banque des « factieux », saisie et vente de bijoux ou objets précieux ayant appartenu à des rebelles, aux églises, aux couvents. Mais le problème se repose sans cesse¹²⁴.

Les banques, le crédit et le commerce extérieur échappant, grâce au gouvernement, au secteur collectivisé, on vit se développer des tendances à ce que l'on peut appeler un « capitalisme syndical ». Le 17 mai 1937, une commission de la C.N.T. de Barcelone les caractérise nettement :

« Le souci démesuré de tout collectiviser, spécialement les entreprises qui détiennent des réserves monétaires, a réveillé parmi les masses un esprit utilitaire et petit-bourgeois... En considérant chaque collectivité comme la propriété particulière, et non comme l'usufruit seulement, on a fait abstraction des intérêts du reste de la collectivité...

Des entreprises collectivisées se sont uniquement soucies de leur passif, produisant un déséquilibre dans les finances des autres entreprises. »

Dans une intéressante étude, Juan Andrade¹²⁵ a mis en relief quelques-unes des plus graves conséquences d'une situation de fait parfaitement conforme, en outre, aux conceptions traditionnelles de la C.N.T. : « Spontanée, n'obéissant à aucun plan d'ensemble, l'application de ces mesures – syndicalisations comme collectivisations – eut comme résultat de placer les travailleurs dans des situations matérielles très différentes »¹²⁶.

Dans une usine qui possédait, à la veille de la révolution, des stocks importants et des réserves monétaires, le travail se poursuit normalement, avec les salaires augmentés. Les bénéfices passent à l'entretien de l'usine, à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, aux œuvres sociales de l'entreprise. Mais une usine en déficit ou démunie de stocks au moment de l'insurrection ne peut ni fonctionner normalement, ni assurer le paiement des salaires. Certaines entreprises vivront simplement en dépensant petit à petit leurs réserves financières. Il y aura des entreprises riches et des entreprises pauvres : les salaires varient dans des proportions considérables d'une branche d'industrie

¹²⁴ Le gouvernement, par l'intermédiaire du syndicat U.G.T., contrôle en fait les banques et dispose du crédit, comme il dispose de l'or. Ces deux armes lui permettent de freiner et d'empêcher, à son gré le fonctionnement des entreprises collectivisées. Les problèmes économiques, ici encore, n'avaient de solution, au moins provisoire, que sur le terrain politique, celui du Pouvoir. Durruti le touchera du doigt quand il parlera de marcher sur la Banque d'Espagne, et Santillan aussi quand, fidèle à la tradition des anarchistes « expropriateurs », il rêva d'un gigantesque hold-up sur ses caves.

¹²⁵ « L'intervention des syndicats dans la révolution espagnole », *Confrontation internationale*, sept.-oct. 1949, pp. 43-48. C'est lui qui reproduit les conclusions de la commission C.N.T. de Barcelone. L'expression « capitalisme syndical » est empruntée à *La Batalla*.

¹²⁶ *Ibid.* p. 46.

et même d'une usine à l'autre. La collectivisation aboutit aux mêmes inégalités et aux mêmes absurdités que celles que ses tenants avaient critiquées dans le système capitaliste. Elle n'aboutit, en tout cas, ni au socialisme, ni au communisme libertaire.

La collectivisation des terres, elle non plus, n'aboutit pas à un système cohérent et satisfaisant de production. Certes, elle résout bien des problèmes, et, indéniablement, permet souvent au paysan de mieux vivre, de travailler plus rationnellement et d'augmenter la production. Mais il faudrait, pour que ce progrès soit sérieux et durable, pour que l'exemple en soit exaltant, apporter à ces paysans qui sont les plus misérables d'occident un appui que l'industrie n'est pas capable de donner. Les mesures aussi radicales que la vente, en faveur des collectivités, par le Conseil d'Aragon, des bijoux saisis, ne couvrent qu'une infime partie des besoins. Il fallait des machines agricoles, des engrais, des agronomes pour que la collectivisation des terres n'apparaisse pas, très vite, comme une simple collectivisation de la misère. Comme le souligne Borkenau, la révolution espagnole « s'est enfermée dans l'impasse de discuter si la terre des paysans eux-mêmes serait possédée individuellement ou collectivement ».

Le problème de la terre se réduisait en Espagne, à cette date, avec la suppression de fait des redevances féodales, à celui de la confiscation des terres des grands propriétaires, « factieux » ou non. En ce sens, il a manqué à la révolution espagnole ce que fut à la révolution russe le « Décret sur la terre » : quinze jours après l'exécution, par la colonne Durruti, de trente-huit « fascistes » de leur village, les paysans de Fraga ne se sont pas encore décidés à toucher à leurs terres qu'ils n'ont ni partagées, ni choisi d'exploiter collectivement. Ils attendent. Après les milices confédérales peuvent passer des milices communistes ou républicaines qui affirmeront que les terres n'ont pas été saisies légalement, ou – pourquoi pas ? – des gardes civils qui exigeront qu'elles soient restituées aux héritiers des fascistes fusillés. Car il reste clair, même pour un paysan d'Aragon, que tout le monde ne voit pas le problème agraire avec les yeux de Durruti. Début août, un décret du gouvernement Giral donne aux fermiers et métayers cultivant une terre depuis six ans au moins le droit de l'acheter à terme ou par fermages amortissables. Même si, à cette date, ce décret n'a aucune portée, puisque personne ne paie plus ni loyer ni fermage, il signifie tout de même que la propriété privée existe toujours et qu'il est un gouvernement pour reconnaître ses droits, quand bien même tous les titres ont été brûlés dans un grand feu de joie sur la place du village. Le temps qui passe souligne bientôt cette évidence : le paysan a pris les terres, mais, après le premier moment d'enthousiasme, il n'est sûr ni de bien les tenir ni d'y avoir gagné. Il tourne volontiers son animosité contre les miliciens qui réquisitionnent, imposent ou chapardent et n'est plus très sûr que les nouveaux « maîtres » aient réellement voulu améliorer son sort.

La révolution, si vigoureuse en ses débuts dans les campagnes, semble s'y enliser faute d'une véritable direction.

Les efforts de direction économique

L'insurrection a brisé toutes les structures économiques et sociales : les régions industrielles sont coupées de leurs fournisseurs en matières premières, les régions productrices de leurs marchés. Faute de matières premières, les usines textiles de Catalogne ne tourneront bientôt que trois jours par semaine et les paysans du Levant se demandent comment ils vont écouler une récolte excellente. Les villes ne sont plus ravitaillées et la famine menace. Quand la grève se termine, la remise en marche est lente, patrons et cadres sont en fuite, emprisonnés ou morts, une partie des ouvriers sont au Front, et d'autres dans les organismes de l'arrière. La tâche est immense : il faut assurer le ravitaillement, redistribuer les forces productrices, réorganiser les marchés. Il faut surtout équiper et armer les milices.

L'autorité des syndicats et des Comités permet de résoudre les difficultés immédiates. La Junte de Bilbao émet des assignats gagés sur les vivres. Barcelone vit quinze jours sans argent, sur la base des réquisitions et des bons. Ce sont les syndicats qui y prennent en charge les 4 000 chauffeurs de taxi en chômage – depuis la réquisition de leurs instruments de travail – et arrivent à les reclasser. C'est une décision du Comité central appuyée par l'autorité de la C.N.T. et appliquée par les Patrouilles de

contrôle qui débarrasse les trottoirs de Barcelone de la nuée de vendeurs et de marchands qui les obstruent après les jour nées révolutionnaires. Après quelques jours, les villes sont ravitaillées. À Madrid, dès le 25 juillet, un Comité mixte de conseillers municipaux et de travailleurs des Halles fait distribuer 20 000 rations quotidiennes. À Barcelone, le Comité central confie au rabassaire Torrents la responsabilité du Comité du ravitaillement : le 24 juillet, il interdit toute réquisition individuelle, fait ouvrir les magasins et recenser les stocks.

Grâce à l'appui des Patrouilles de contrôle et de la Commission d'investigation, aux rapports des Comités ouvriers de gestion et de contrôle, il peut disposer de renseignements sérieux et exercer un contrôle effectif, punissant de lourdes amendes les infractions : l'essentiel du ravitaillement des miliciens et des habitants des villes sera assuré sans hausse sensible des prix. Le Comité de ravitaillement intervient d'ailleurs directement dans le circuit commercial, assumant à Barcelone l'approvisionnement des hospices, des hôpitaux, des restaurants populaires : il nourrit au mois d'août jusqu'à 120 000 personnes par jour, dans les restaurants ouverts sur présentation d'une carte syndicale, parvenant en septembre à ramener ce chiffre à celui – plus raisonnable – de 30 000, miliciens non compris, bien entendu. Ce sont des Comités semblables, le plus souvent C.N.T.-U.G.T. qui, à Valence, à Malaga, aux Asturies et dans la plupart des villes prennent en charge miliciens et chômeurs, nouent directement les contacts avec les Comités de village. Tous n'ont pas cependant l'autorité du Comité du ravitaillement de Barcelone, à la fois Intendance et Contrôle économique, dont les décisions ont force de loi sur les ports et marchés de Catalogne.

Tout cela est d'ailleurs réalisé avec un véritable enthousiasme et beaucoup de bonne volonté de part et d'autre. Certes les milices qui, au début, vivent complètement sur le paysan, ne sont pas toujours bien vues et il y aura de nombreux incidents. La colonne Durruti sera contrainte d'évacuer le village de Pina : preuve tout de même qu'elle savait s'incliner et qu'elle n'était pas une horde de pillards. Bien des paysans vendent d'autant plus volontiers, sans hausser leurs prix, qu'ils sont désormais assurés de ne pas partager avec le propriétaire le bénéfice de leurs ventes.

C'est la même bonne volonté et le même enthousiasme qui président – quoi qu'on ait pu en dire – à l'improvisation ou à l'augmentation de la production dans les indus tries de guerre. Aux Asturies, les ouvriers ont repris l'arsenal de Trubia ; on y travaille de nouveau dès le 25 juillet. Il en est de même à Tolède. En Catalogne, la situation est tragique, car il n'y a pas d'usine de matériel de guerre et il faut en hâte reconvertir entreprises chimiques ou métallurgiques. Certaines usines de construction mécanique ne peuvent tourner, car les ingénieurs ont détruit ou emporté les plans et personne n'est capable de les remplacer. Le colonel Jimenez de la Barezza, ancien directeur de l'arsenal d'Oviedo, et deux de ses ingénieurs, évadés de Navarre, s'attellent à la tâche avec l'entrepreneur Tarra dellas de l'Esquerra, les ouvriers C.N.T. Vallejo de la métallurgie et Marti des produits chimiques. Hispano Suiza est reconvertie. Certes, au bout de deux mois, les résultats sont minces, mais l'on a tout de même mis sur pied des fabriques de cartouches, d'obus, de fusées de bombes et de blindages. Les difficultés d'ailleurs tiennent à une situation politique et économique générale : il faut des devises pour les aciers étrangers indispensables, et même pour les ateliers basques et les charbons asturiens. Les fortunes « saisies » financent les premiers efforts, mais l'échéance n'est que retardée.

Tous ces problèmes ne peuvent se résoudre que dans une politique d'ensemble de direction de l'économie. Les organes révolutionnaires de pouvoir s'en préoccupent : à Malaga, à Valence, aux Asturies, on crée des Conseils d'économie. Le Conseil de défense d'Aragon consacre une partie importante de ses travaux à la direction de l'économie de la province. En Catalogne, le Conseil d'économie, créé le 11 août et sanctionné par un décret gouvernemental comme « l'organe dirigeant de la voie économique », établit un programme qui constitue un véritable plan pour une transformation socialiste du pays¹²⁷.

127

1. - Réglementation de la production suivant les nécessités de la consommation.
2. - Monopole du commerce extérieur...
3. - Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats paysans et syndicalisation

La présence, en son sein, des plus éminents spécialistes en matière économique du mouvement ouvrier, Andrés Nin et Santillan, est, aux yeux de beaucoup, le signe que le Conseil d'économie sera le cerveau de la transformation économique et sociale de la Catalogne, l'organe de la centralisation et de la planification économiques. Grâce à l'autorité du Comité central et des milices ouvrières, le Conseil d'économie exercera effectivement pendant plusieurs semaines le rôle régulateur et directeur qui lui est dévolu. Très vite pourtant, il se heurte, comme les autres organismes de pouvoir révolutionnaire, au problème politique des devises et du crédit.

Économie, politique et guerre

La révolution piétine en Catalogne, où elle avait atteint la pointe extrême de son développement. Les problèmes économiques ne peuvent se résoudre indépendamment des problèmes politiques. Les organismes de contrôle se réduisent à des fonctions parasitaires. Toute une bureaucratie prospère sur la base des nouveaux Comités et Conseils. Santillan écrit : « Nous avons été un mouvement anticapitaliste, anti propriétaire. Nous avons vu dans la propriété privée des instruments de travail, des usines, des moyens de transport, dans l'appareil capitaliste de distribution, la cause première de la misère et de l'injustice. Nous voulions la socialisation de toutes les richesses pour que pas même un seul individu puisse être laissé en dehors du banquet de la vie. Nous avons fait quelque chose, mais nous ne l'avons pas bien fait. À la place de l'ancien propriétaire, nous en avons mis une demi-douzaine qui considèrent l'usine, le moyen de transport qu'ils contrôlent comme leur bien, avec cet inconvénient qu'ils ne savent pas toujours comment organiser une administration et réaliser une gestion meilleure que l'ancienne »¹²⁸.

Six mois après la révolution, l'économie espagnole se débat dans de terribles difficultés. Il sera alors courant d'entendre accuser l'« anarchie » des « collectivisations » et des « syndicalisations », l'« incompetence » des nouveaux dirigeants improvisés. Tout n'est pas faux dans ces réquisitoires. Mais il faut, pour porter sur les réalisations révolutionnaires une appréciation équitable, ne pas négliger le poids terrible de la guerre. Car les conquêtes révolutionnaires des ouvriers espagnols ont eu, dans les premiers mois, des conséquences importantes et profondément significatives. Les principes nouveaux de gestion, la suppression des dividendes ont permis une baisse des prix effective ; celle-ci n'a, finalement, été annulée que par la hausse vertigineuse des matières premières, qu'une économie capitaliste n'aurait pas pu non plus éviter, dans des conditions semblables. La mécanisation et la rationalisation, introduites dans de nombreuses entreprises, réclamées dorénavant par les travailleurs eux-mêmes, ont augmenté de façon considérable la productivité. Les ouvriers ont consenti dans l'enthousiasme des sacrifices énormes parce qu'ils avaient, dans la plupart des cas, la conviction que l'usine leur appartenait et qu'ils travaillaient – enfin ! – pour eux-mêmes et leurs frères de classe. C'est véritablement un souffle nouveau qui est passé sur l'économie espagnole avec la concentration des entreprises éparpillées, la simplification des circuits commerciaux, tout un édifice considérable de réalisations sociales pour les vieux travailleurs, les enfants, les invalides, les malades et l'ensemble du personnel.

La grande faiblesse des conquêtes révolutionnaires des travailleurs espagnols est, plus encore que leur

obligatoire des paysans individuels.

4. - Dévalorisation partielle de la propriété urbaine par l'imposition de taxes et la réduction des baux.
5. - Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports en commun.
6. - Saisie et collectivisation des entreprises abandonnées par leurs propriétaires.
7. - Extension du régime coopératif dans la distribution des produits Contrôle ouvrier des opérations bancaires allant jusqu'à la nationalisation des banques.
8. - Contrôle syndical ouvrier sur toutes les entreprises qui continuent d'être exploitées en régime privé.
9. - Reclassement rapide des chômeurs.
10. - Suppression rapide des divers impôts pour en arriver à l'impôt unique.

¹²⁸ *After the Revolution*, p. 121.

improvisation, leur caractère inachevé. Car la révolution, à peine née, doit se défendre. C'est la guerre qui réduira en miettes les conquêtes révolutionnaires avant qu'elles n'aient eu le temps de mûrir et de faire leurs preuves dans une expérience quotidienne faite de reculs et de progrès, de tâtonnements et de découvertes.

8. De la révolution à la guerre civile

Si l'on en croit plusieurs historiographes nationalistes, le général Mola, au soir du 20 Juillet, juge perdue la cause des rebelles et ne poursuit le combat que parce qu'il n'est plus maître des *requettes* et des phalangistes qu'il a mis en mouvement. En fait, ce pessimisme s'expliquerait : le pronunciamiento a été écrasé dans les régions les plus importantes, les centres industriels et commerciaux à Madrid et dans sa région, dans la partie la plus active du Nord, aux Asturies et au Pays basque, sur toute la côte orientale. En outre, la contre-offensive des milices ouvrières dans les jours qui suivent leur victoire dans les centres urbains semble se développer à leur avantage. Les milices catalanes se lancent à la conquête de l'Aragon et viennent battre les murs de Saragosse et de Huesca. Les milices madrilènes arrêtent à Somosierra et Guadarrama la marche des hommes de Mola. Madrid est sauvée. Quelques jours plus tard, la reprise d'Albacete par des troupes fidèles et des colonnes miliciennes permet le rétablissement des communications entre Valence et Madrid. Celle de Badajoz coupé en deux les forces insurgées, prive Mola de tout secours immédiat de Franco ou Queipo de Llano. La chute des dernières casernes de Gijon donnera aux ouvriers la maîtrise du plus grand port de guerre du Nord. La flotte, installée dans la rade de Tanger, contrôle le détroit et empêche l'arrivée dans la péninsule des renforts de l'armée du Maroc.

Le rapport de forces militaires

Or les rebelles, dont la situation stratégique est défavorable, n'ont, sur le plan du matériel et des effectifs, qu'une mince supériorité. La marine – nous l'avons vu – s'est prononcée contre eux. L'aviation – peu nombreuse il est vrai – est passée dans le camp populaire. Mola, pour toute la zone Nord, n'a qu'une douzaine de vieux avions saisis par surprise sur l'aérodrome de León. Certes, les effectifs dont disposent les généraux sont plus nombreux. Rabasseire les estime à 15 000 officiers, sous-officiers, 38 000 légionnaires et « Maures » au Maroc, 30 000 gardes civils, 30 000 *requettes*, presque tous avec Mola, 70 000 *regulares* environ. Mais toutes ces troupes sont loin d'être utilisables. Les jeunes recrues des *regulares* ont souvent fait cause commune avec les ouvriers et on semble hésiter à les engager. Il est nécessaire de conserver, à l'arrière des forces importantes¹²⁹. La lutte se poursuit pendant des semaines encore en Galice et en Andalousie. Les troupes marocaines n'arrivent que par petits paquets.

Début août, les généraux rebelles n'engageront que de petites colonnes aux effectifs réduits : 3 000 sur Badajoz, 10 000 en Estremadure, 20 000 pour la première attaque sur Madrid. Pendant toute cette période, les diplomates allemands se font l'écho des inquiétudes de la zone nationaliste : on manque d'argent, on a besoin d'armes. Les troupes aguerries et disciplinées que sont les Maures et le *Tercio* sont certes un atout important ; rien n'indique pourtant qu'elles soient, à elles seules, capables de décider de la victoire.

De l'autre côté, les milices ouvrières et paysannes laissent très vite deviner leurs faiblesses et les limites de leur efficacité. Leur courage, leur enthousiasme, leur esprit de sacrifice en ont fait des troupes imbattables dans les rues de leurs villes et de leurs villages. Mais à la guerre, les difficultés commencent. L'organisation militaire est, le plus souvent, un véritable chaos. C'est Durruti qui témoigne : « Nous avons jusqu'à présent un très grand nombre d'unités diverses ayant chacune son chef, ses effectifs – ils varient d'un jour à l'autre dans des proportions extraordinaires –, son arsenal, son train des équipages, son ravitaillement, sa politique particulière vis-à-vis des habitants, et, bien souvent aussi, sa manière particulière de comprendre la guerre »¹³⁰. Jean-Richard Bloch, décrivant ce qu'il appelle le « stade picaresque » de la guerre civile a écrit : « *La première image qu'a offerte la guerre civile a été celle de colonnes disparates, combattant particulièrement, se taillant chacune un secteur d'opérations, y vivant, s'y approvisionnant, y évoluant d'une façon parfois indépendante* »¹³¹.

129 Cependant ce sont les milices politiques, notamment celles des phalangistes, qui semblent se consacrer au travail de « nettoyage ».

130 Cité dans *Catalogne 36-37*, pp. 18-19.

131 J.-R. Bloch, *op. cit.* p. 127.

Aussi, toutes les surprises sont possibles sur le « front » : on se retrouve, en circulant, à l'arrière des lignes ennemies, on tombe dans des embuscades à l'arrière de ses propres lignes, on ignore à quel camp appartiennent les unités dont les villageois signalent le passage. Il faudra attendre le 26 août pour que se constitue, sur le front d'Aragon, un Comité de guerre de douze personnes, officiers et militants politiques, dont l'autorité restera d'ailleurs très illusoire.

Aucun plan d'ensemble n'est possible. Les partis constituent ou renforce une colonne pour un raid précis, mais, l'expédition terminée, chacun retourne chez soi. Les miliciens protestent contre ceux qui veulent non seulement leur faire monter la garde, mais encore creuser des tranchées. D'ail leurs, on rentre chez soi entre deux tours de garde et l'on considère comme une sorte de maniaque celui qui se refuse à dormir quand il est de garde la nuit. Une colonne qui s'éloigne de sa base perd la majorité de ses miliciens : ils tiennent à coucher chez eux le soir... Durruti dira qu'on « lui a fait tous les trucs de la grande guerre : le bébé malade, la femme qui accouche, la mère mourante »¹³². En rase campagne, les milices se révèlent vite peu efficaces. Leurs succès initiaux sont acquis au prix d'énormes pertes. Non seulement les hommes ne savent pas se protéger, mais encore ils ne le veulent pas : le chef de colonne anarchiste met son point d'honneur à marcher en tête de ses hommes à découvert. C'est ainsi qu'Ascaso est mort, c'est ainsi que Mora va mourir. On méprise la « technique » des militaristes, car l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice du militant semblent être l'essentiel, comme ils l'ont été dans les combats de rue. Les miliciens ne savent pas entretenir, souvent même pas manier leurs armes, et, quand ils en ont les détériorent et se blessent par inexpérience. Or les armes et les munitions sont rares. Sur le front d'Aragon, sur celui de Madrid, les unités relevées remettent leurs armes aux nouveaux arrivants. À Oviedo, le commandement militaire interdit de tirer sur un ennemi en dehors d'une attaque générale... Certes, des armes improvisées, comme les cartouches de dynamite, habilement maniées par les mineurs – les *dinamiteros* – se révéleront redoutables. Devant Oviedo, en août, les miliciens réussiront à percer les défenses nationalistes avec des camions blindés – au ciment – chargés de volontaires armés de lance-flammes. Ce sont là moyens de fortune, capable d'obtenir un effet de surprise, mais inapte à faire pencher la balance de façon décisive.

D'ailleurs, les miliciens ne savent pas plus ménager leurs munitions que leur vie : ils gaspillent leurs cartouches contre les avions, les bateaux même. Ces hommes qui ne sont pas des soldats de métier ne sont ni entraînés ni encadrés. De nombreux chefs improvisés se révèlent incapables. Bien des officiers « républicains » trahissent, se retournent contre leurs hommes, sabotent, activement ou passivement. Des artilleurs font, sciemment, bombarder leurs propres miliciens. Même « loyal », l'officier reste suspect : on lui désobéit précisément parce qu'il est officier et qu'on n'a pas confiance en lui.

Au cours des mois de juillet et d'août, c'est peut-être l'unité de commandement qui fait le plus cruellement défaut. C'est au lendemain de la rébellion qu'ont été prises les premières initiatives heureuses sur le plan stratégique. Chacun, ensuite, s'enferme dans sa propre région. Anarchistes et nationalistes se surveillent en Pays basque : Mola, dans les premières semaines, peut leur tourner tranquillement le dos. Les Catalans qui s'acharnent en vain sans artillerie contre Saragosse ne dérangent guère les plans d'un ennemi qui vise Madrid¹³³. Chacun semble mener sa propre guerre sans se soucier de celle qui se déroule dans la province voisine.

Finalement, les forces en présence semblent se neutraliser dans un équilibre précaire. Mola bute contre la Sierra comme les Catalans contre Saragosse. Les mineurs bloquent Oviedo, mais Aranda s'y prépare à un siège qui menace de durer. Le siège de l'Alcazar de Tolède commence. Les gardes civils insurgés le 19 juillet se sont enfermés dans la vieille forteresse avec des provisions, des munitions, des otages. Les miliciens qui les assiègent, comme ils avaient assiégé les garnisons suspectes de Valence et d'ailleurs, tiraillent au hasard contre ses murs épais. Il faudra attendre le 34^{ème} jour de siège pour que soit amené un canon. Encore ne bombarde-t-il pas immédiatement l'Alcazar, se contentant de détruire

132 Cité par Peirats, t. I, p. 221.

133 Selon Koltsov, Durruti déclare à Trueba : « Prenez toute l'Es pagne, mais ne touchez pas à Saragosse : l'opération de Saragosse, c'est la mienne » (*op. cit.* p. 45). Tous les groupes ont eu peu ou prou cette mentalité.

les maisons environnantes pour l'isoler et couper complètement les contacts des assiégés avec l'extérieur. À Gijón les deux casernes seront prises à la fin de la deuxième semaine d'août, littéralement dynamitées par les mineurs. Personne, à Tolède, n'ose prendre l'initiative de pareils moyens, car le colonel Moscardo qui commande les assiégés refuse de lâcher les quelque 600 otages, femmes et enfants raflés dans les quartiers ouvriers lors de la retraite et qui vont vivre d'épouvantables semaines dans l'obscurité et la puanteur des sous-sols. Drôle de guerre en vérité que ce siège de l'Alcazar : Louis Delaprée le voyant pour la première fois le 24 août, après 34 jours, écrit : « Dans les petites ruelles tortueuses de la ville, sitôt qu'on aperçoit, entre deux toits, l'une de ses quatre tours, il faut se coller contre un mur... Un peu partout, des entassements de sacs de terre bouchent la perspective. Des miliciens à grand chapeau de paille tressée sur la tête, cachés derrière ces barricades, guettent les guetteurs d'en face à 50, à 40, parfois à 20 mètres de là. De temps à autre, las d'échanger des balles, ils se jettent des injures. On finit par ne plus savoir si on est assiégeant ou assiégé ».¹³⁴ « Les rouges, écrit Henry Clérisse, n'avaient qu'à vouloir pour écraser l'héroïque garnison »¹³⁵. Le fait est qu'ils n'ont pas voulu. Le 3 août seulement on amène une pièce lourde, un canon de 420. Jusqu'au bout, les assiégeants tentent de sauver la vie des otages, offrant en échange promesse de vie sauve à tous les assiégés, qui refusent obstinément. Successivement le commandant Rojo, ancien professeur à l'École militaire, le père Camarasa, chanoine de Madrid, le chargé d'affaires du Chili, tenteront de les convaincre, au cours de ces trêves pittoresques, décrites par Malraux et Koltsov en termes presque semblables : les miliciens insultent les gardes tout en leur distribuant cigarettes et lames de rasoir.

Pendant quelques brèves semaines, le conflit espagnol est à l'image du combat qui se déroule autour de l'Alcazar. Aucun des deux adversaires ne semble capable de l'emporter.

La rupture de l'équilibre

Mais cet équilibre va très vite se rompre, par suite de l'intervention étrangère. Le Portugal est, depuis longtemps, un des centres de la conspiration : c'est, dès les premiers jours, une des bases de l'insurrection. L'hôtel Aviz, à Lisbonne, sert de relais pour les communications téléphoniques entre Burgos et Séville. Les rebelles circulent librement entre l'Espagne et le Portugal et leurs premiers avions allemands auront leur base en territoire portugais, à Cala, à 2 km de la frontière. En revanche, le gouvernement de Salazar livre aux rebelles tous les réfugiés « de gauche ». L'Italie, de son côté, envoie dès la fin du mois les premiers avions promis aux rebelles. Début août, l'Allemagne livre aussi du matériel de guerre, débarqué à Lisbonne. Les flottes allemande et italienne s'efforcent de protéger les passages de troupes maures du Maroc en Espagne, s'interposent entre la flotte républicaine et les transports nationalistes. Junkers et Caproni assurent le premier « pont aérien »¹³⁶ qui permet à Queipo d'obtenir sa victoire.

Le camp républicain ne reçoit aucune aide comparable. Les premières livraisons d'avions décidées par le ministre de l'Air français provoquent une levée de boucliers : le gouvernement français de Front populaire cède à la pression anglaise et à la campagne de presse déclenchée contre lui. Il interdit le 27 juillet les livraisons d'armes à l'Espagne puis lance l'idée de la « non-intervention », à laquelle adhéreront l'Angleterre et l'U.R.S.S.¹³⁷. Désormais, seuls les rebelles seront ravitaillés de façon continue et appréciable en armes et munitions, car l'Allemagne et l'Italie, tout en adhérant également au Comité de non-intervention, ne cesseront pas leurs livraisons¹³⁸.

134 Delaprée, *op. cit.* p. 77.

135 Clérisse, *op. cit.* p. 189.

136 Voir 2^e partie, ch. II.

137 Voir 2^e partie, ch. I.

138 Le gouvernement espagnol ne fait d'ailleurs rien pour mobiliser à l'étranger l'opinion sympathisante contre la non-intervention. C'est le socialiste de Los Rios, parlant en son nom, qui insistera pour que Léon Blum renonce à démissionner et reste au pouvoir tout en prenant l'initiative de la non-intervention (voir 2^e partie ch. I). Le 9 août, le président Giral déclare : « Le gouvernement espagnol ne désire aucune intervention étrangère dans la lutte qu'il mène, qu'elle soit avouée ou secrète, directe

La République espagnole est désormais isolée, les généraux rebelles bénéficiant d'une véritable conjonction inter nationale de fait. Sous la pression des menaces de Franco et des réclamations de Rome et de Berlin pour le respect du « statut de Tanger », les gouvernements de Londres et de Paris obtiennent de Giral l'évacuation de la rade de Tanger par la flotte républicaine dans les premiers jours d'août¹³⁹. Le 4, les premiers contingents marocains massifs débarquent à Tarifa. Les communications ne seront désormais plus entravées entre le Maroc et l'Espagne : les nationalistes ne manqueront plus ni de soldats ni de matériel.

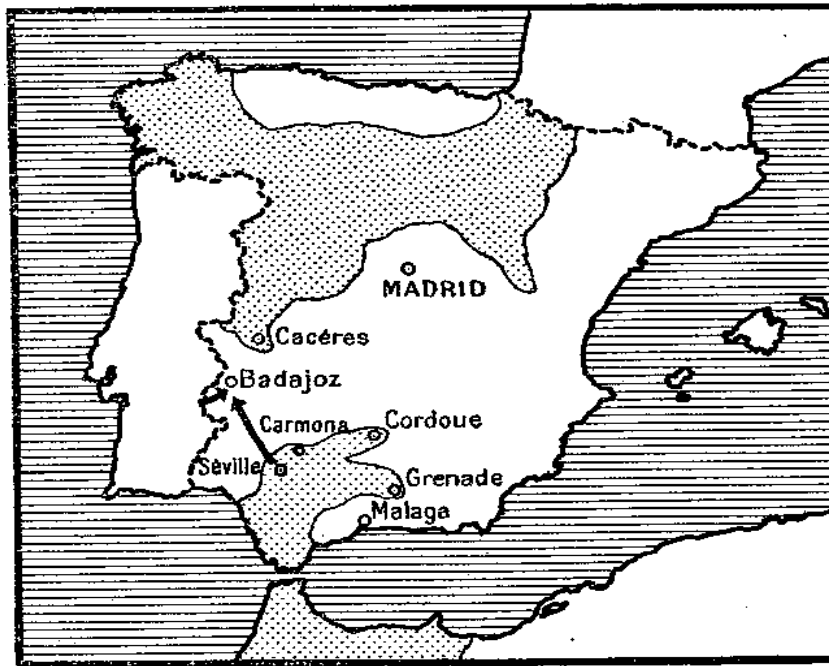
L'offensive nationaliste

Ils peuvent alors déclencher leur première offensive de grand style et tenter de réaliser la jonction entre leurs deux zones. Le 6 août, les troupes marocaines de Franco attaquent en direction de l'ouest : la complicité du Portugal protégera leur flanc gauche quand elles bifurqueront vers le nord pour opérer leur jonction avec les troupes de Mola. Les colonnes s'avancent sans rencontrer de véritable résistance, suivant les grandes routes et enlevant, après les avoir encerclés, les précaires barrages dressés sur leur route à l'initiative des Comités de paysans ou d'ouvriers. Le 11 août, la colonne Tella s'empare de Merida, entièrement minée, mais qui ne sautera pas. La colonne Yagüe, 1 500 hommes motorisés avec quelques batteries d'artillerie légère, franchit la Sierra Morena le 7, atteint Badajoz le 13 et s'en empare le 14. Dès le 12, le chef des *asaltos* de Badajoz, le commandant Avila, avait franchi la frontière portugaise, dénonçant la domination de la ville par « la populace en armes ». Le 13 au matin, c'est le maire de Badajoz qui s'enfuit à son tour. Cinquante miliciens enfermés dans la cathédrale résistent pendant deux jours aux assauts des Maures et se suicident quand leurs munitions sont épuisées : l'héroïsme des combattants ne parvient pas à compenser la trahison des chefs militaires et le chaos né de la révolution.

Les nationalistes vont alors porter leur effort sur le front Nord où Mola, qui dispose de troupes nombreuses, les *requettes* au béret rouge, couverts de médailles saintes et de scapulaires, craint cependant de manquer de munitions. Le 1^{er} août, le marquis de Portago, son envoyé personnel, est à Berlin, réclamant des avions. Le 8, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris transmet sa demande de 10 millions de cartouches. Matériel et munitions arrivent au Portugal. La jonction avec le Sud assure les arrières. Le 15 août l'offensive se dessine. Le 19, Saint-Sébastien est presque encerclée, la colonne Beorlegui est aux portes d'Irun. Les Maures de Franco affluent maintenant, par Badajoz, pour renforcer les troupes de Mola.

ou indirecte, qu'elle favorise l'un ou l'autre camp. »

¹³⁹ Voir chapitre V.



2. *la marche sur Badajoz (juillet-août 36)*

C'est le début de la bataille des Places Fortes¹⁴⁰. Ici les miliciens se battent le dos à la mer contre une armée nettement supérieure. Les avions allemands appuient l'offensive de Mola. Leur apparition soudaine, les mitraillages au sol, les bombardements jettent la panique dans les rangs des miliciens en rase campagne. Mais, dans les villes ils sont prêts à s'accrocher à chaque pan de mur. Il n'en est pas toujours de même pour leur commandement. Les mêmes désaccords qu'à Badajoz se produisent dans les rangs des défenseurs. Les hommes de la C.N.T., prêts à se défendre jusqu'au bout, menacent de fusiller les otages si les bombardements aériens continuent, veulent détruire complètement les villes pour ne laisser à l'ennemi que des ruines, s'ils doivent finalement céder. Les éléments modérés du Front populaire, et principalement les nationalistes basques, veulent au contraire épargner les villes et leurs habitants, se refusent à employer des représailles contre les otages. Les Milices basques veilleront, jusqu'au bout, à la défense de l'Église et de la propriété contre les miliciens anarchistes. La résistance est acharnée devant Irun, à Renteria, sous la direction politique d'un Comité ouvrier des métallurgistes et sous la direction militaire d'un ancien officier, un volontaire français, Jacques Menachem. Les autorités s'efforcent de sauver les 180 otages enfermés dans le fort de Guadalupe et qui seront finalement libérés¹⁴¹. Elles abandonnent enfin la partie : le commissaire à la Guerre passe la frontière française trois jours avant la chute d'Irun. Mais les communistes et les gens de la C.N.T. se battent jusqu'à leur dernière cartouche, avec une poignée de volontaires internationaux. Quand ils n'ont plus de dynamite, les huit défenseurs de Fort Martial, qui tiennent 60 heures contre les Maures, font rouler des rochers sur les assaillants. Les derniers miliciens qui franchissent, le 4 septembre, le pont international, montrent avec dérision leurs cartouchières vides. Un train de munitions envoyées par les Catalans a été arrêté par les autorités françaises. Des caisses contenant 30 000 cartouches attendent à Barcelone le Douglas promis par le gouvernement pour assurer leur transport à Irun. La ville flambe : les nationalistes n'ont conquis que des ruines.

La tragédie d'Irun semble aviver les contradictions dans le camp républicain. Le 8 septembre, Saint-Sébastien est, selon le correspondant de Havas, le théâtre de « véritables combats de rue ». Les militants de la C.N.T. ont donné l'assaut au Kursaal où sont enfermés des otages. Le gouverneur, un socialiste, officier de carabiniers, le lieutenant-colonel Ortega, tente d'ouvrir des négociations avec

¹⁴⁰ C'est en effet la période des sièges. À Oviedo, Tolède, La Cabeza, vont s'ajouter ceux d'Irun puis de Saint-Sébastien.

¹⁴¹ Dès le 25 août le lieutenant-colonel Ortega a fait libérer « par souci d'humanité » un certain nombre d'otages, dont le comte de Romanones, qui se réfugiera en France.

Mola : son fils passe en France pour se rendre en zone nationaliste. Le bruit circule qu'il offre aux rebelles la promesse de respecter les otages, les maisons et les monuments et de rendre Saint-Sébastien si les nationalistes accordent d'avance l'amnistie pour les combattants. Rien n'est officiellement publié au sujet de ces tractations. Mais, le 11 les avions nationalistes lâchent des tracts sur la ville : « Faites respecter l'ordre dans votre ville. Je vous accorde 48 heures de répit. Je suis prêt à entendre la voix des nationalistes basques. » Les otages, sous bonne garde, sont transférés à Bilbao. Dans Saint-Sébastien, la situation est confuse. La radio nationaliste annonce l'assassinat de Leizaola, l'arrestation d'Irujo par les anarchistes. Maurice Leroy câble à *Paris-Soir*, le 11, que Irujo est « maître de la situation », et le 13 que les anarchistes sont « maîtres de la ville ». En réalité, les nationalistes basques l'emportent. Les révolutionnaires sont vaincus au cours de cette guerre civile, au sein même de la guerre civile¹⁴². Police et Milices basques fusillent sommairement « pillards » et « incendiaires ». Le 14 les républicains évacuent Saint-Sébastien par la route de Bilbao laissée libre par les carlistes. Le même jour, immédiatement après leur départ, les troupes de Mola entrent dans la capitale du Guipuzcoa, où cinquante gardes sont restés pour assurer la continuité du maintien de l'ordre.

Menace sur Madrid

Le rapport de forces, bouleversé par l'aide massive des Allemands et des Italiens est tel, en ce début de septembre, que la plupart des observateurs s'attendent, à brève échéance, à la chute de Madrid : il semble invraisemblable que les miliciens puissent tenir tête aux soldats de métier, aux tanks et aux avions qu'ils ont en face d'eux. Mais l'offensive attendue est reportée. Prudent, Franco l'a retardée à cause des renforts qu'il a fallu envoyer dans le Nord : il semble vouloir concentrer des forces suffisantes pour ne frapper qu'à coup sûr. Mais surtout un élément sentimental intervient dans le cours des opérations militaires. Depuis le début du mois d'août, la presse nationaliste et les journaux qui sympathisent avec la rébellion à l'étranger chantent les exploits des Cadets de l'École militaire de Tolède. En réalité, une dizaine d'élèves-officiers seulement sont dans les rangs des défenseurs de la forteresse¹⁴³. Mais l'héroïque défense des gardes civils est présentée par cette propagande comme l'œuvre des Cadets, qui symbolisent ainsi la résistance de la jeunesse espagnole à la domination « rouge » : les « Cadets de l'Alcazar » entrent dans la légende¹⁴⁴. Avec la constitution du gouvernement Caballero, la pression des assiégeants s'accroît : le bâtiment, bombardé cette fois, est en ruines. Les gardes tiennent toujours dans les souterrains. Mais les vivres commencent à diminuer, la provision d'eau à s'épuiser¹⁴⁵. Franco néglige la possibilité d'une marche sur Madrid pour tenter la délivrance de l'Alcazar¹⁴⁶. Son armée attaque au sud, le long de la vallée du Tage. Le 4 septembre, l'avant-garde

142 Il ne semble pas que les dirigeants de la C.N.T. aient effectivement pris l'initiative de la résistance aux autorités basques. M. Leroy dans *Paris-Soir* du 14 septembre, fait le récit d'une entrevue dramatique au cours de laquelle le gouverneur Ortega, assisté du communiste Larrañaga, affronte les responsables C.N.T. Gescobu et Orthiano : c'est la décision d'évacuation qui en sortira. Gala Diez, responsable C.N.T. (*Dans la Tourmente*, p. 30), écrit : Nous pouvons affirmer que l'évacuation de Saint-Sébastien a été, de toutes celles qui se sont faites en si peu de temps, la plus calme, la plus ordonnée et la plus efficace. » C'est accepter d'en prendre la responsabilité. Il reproche cependant aux nationalistes basques d'avoir laissé aux rebelles les « richesses de l'église » et « des choses utiles dans les usines, les ateliers, les maisons de commerce ». Il précise : « Lorsque nos camarades ont voulu les détruire, Ils s'y opposèrent les armes à la main, et nous dûmes céder pour éviter une lutte fratricide. »

143 Clérisse précise que la garnison comprenait 650 gardes civils, 150 *asaltos* du 14 Tercio de Madrid, une douzaine d'officiers... et huit cadets.

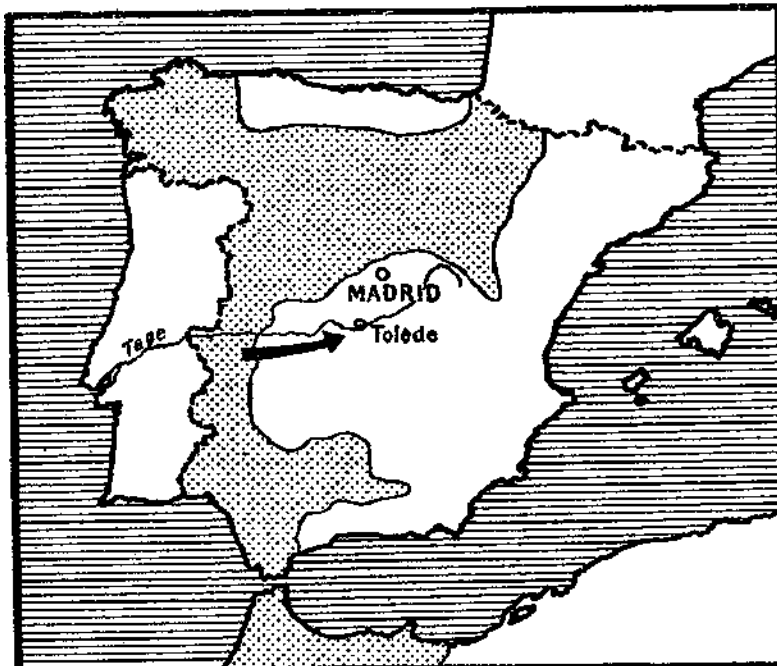
144 Voir à ce sujet le livre de Massis et Brasillach, *Les Cadets de l'Alcazar*. Les auteurs rapportent par exemple cet épisode particulièrement dramatique : le 26 juillet les miliciens menacent par téléphone le colonel Moscardo de fusiller son fils s'il ne rend pas la forteresse. Moscardo refuse et son fils est exécuté. S'appuyant sur le témoignage de Matthews et sur la critique comparée des diverses relations de cette affaire, Pedro Isasi affirme dans *El Socialista* (26 sept. 1957) que cet épisode a été inventé de toutes pièces, le jeune Moscardo ayant été, selon lui, tué dans l'assaut de la Montana, et sa famille étant, en revanche, restée en liberté. Il affirme en outre que le téléphone extérieur de l'Alcazar était coupé depuis le 22 juillet. Matthews, dans l'édition anglaise de son livre *The Yoke and the Arrows*, reconnaît s'être trompé sur la mort du jeune Moscardo à l'assaut de la Montana. Hugh Thomas, après avoir confronté les thèses et interrogé divers témoins conclut à la validité de la thèse nationaliste (*The Civil War in Spain*, p. 203).

145 Les réserves de viande de la forteresse étaient constituées, selon l'un des assiégés (*Paris-Soir*, 30 sept.), par 98 chevaux et 12 mules.

146 De tous les historiens nationalistes, Aznar est le seul à approuver l'initiative de Franco. Tous les autres considèrent que le

marocaine du colonel Yagüe entre dans Talavera de la Reina.

Les miliciens résistent çà et là, mais ailleurs sont pris de panique et s'enfuient au milieu d'une terrible débandade dont Malraux a su donner un remarquable tableau. Deux colonnes motocyclistes envoyées de Madrid en renfort sur Tolède sont encerclées par surprise et exterminées. Le 27 septembre, l'avant-garde marocaine du général Varela pénètre dans Tolède. À la tombée de la nuit, une section de Maures fait sa jonction avec les hommes de Mascarda. L'Alcazar est délivré. Les assiégeants de la veille, assiégés à leur tour dans les maisons environnantes, tombent les uns après les autres. C'est désormais la capitale qui est menacée. Le monde entier s'attend à sa chute et à de terribles représailles.



3. la marche sur Tolède (août-septembre 36)

La Terreur

L'insurrection militaire a partout commencé avec l'arrestation, l'assassinat ou l'exécution après jugement sommaire des officiers ou soldats républicains¹⁴⁷. L'« épuration » ainsi engagée s'est accompagnée partout de la liquidation sommaire de tout ce qui pouvait être considéré élément responsable de syndicat, parti ouvrier ou simplement républicain¹⁴⁸. Le *paseo*, ici aussi, est la règle, à cette différence près que personne n'en réclamera la fin, car leurs organisateurs, *requetes* et phalangistes, sont aussi les maîtres de l'ordre public. Les massacres de prisonniers deviennent un phénomène quotidien, l'unique moyen, semble-t-il, de faire de la place dans des prisons toujours bondées¹⁴⁹. La volonté de détruire l'adversaire est aussi évidente que dans les rangs opposés. Chez les républicains, elle est massive, publique, spontanée. Ici, elle est organisée et dirigée, justifiée par tous, y compris par les plus hautes autorités ecclésiastiques, comme l'archevêque de Tolède, qui proclame que c'est à l'amour du Dieu de nos pères qui a armé la main de la moitié de l'Espagne » contre le « *monstre moderne, le Marxisme ou Communisme, hydre à sept têtes, symbole de toutes les*

détour par l'Alcazar a empêché la chute de Madrid.

147 Citons, à Madrid, le lieutenant-colonel Carratala, à Valladolid, le général Molero. Seront notamment fusillés plus tard, le général Datet – le vainqueur de l'Insurrection de 34 en Catalogne –, le général d'aviation Nuñez del Prado, puis à Saragosse, les généraux Salcedo, Corridad Pita, Romerales, Campis. Preuve que toute l'armée n'était pas avec les rebelles.

148 Voir à ce sujet le Mémoire du collège des avocats de Madrid, reproduit par Peirats. Clérisse confirme.

149 Bahamonde, Jean de Pierrefeu.

hérésies »¹⁵⁰. Il faudra attendre plusieurs mois avant d'avoir des indications précises sur « la terreur blanche » qui sévit dans toute la zone nationaliste.

On connaît mieux les méthodes de l'armée rebelle dans l'aménagement de ses conquêtes : les correspondants de guerre ont le droit d'aller au front, quand les prisons leur sont évidemment interdites. Les soldats maures, recrutés dans les tribus les plus primitives, ont la bride sur le cou. Ils violent les femmes, châtrés les hommes, ce qui, aux yeux de Brasillach et Bardèche, est une « opération d'un genre quasi rituel ». Mais les autres troupes ne sont pas en reste : les femmes sont les victimes de prédilection d'un sadisme généralisé ; elles sont non seulement violées, mais systématiquement humiliées, tondues, peintes au minium, purgées à l'huile de ricin. Le général Queipo de Llano en est fier. Il déclare à Radio-Séville, le 23 juillet : « Les femmes des rouges ont appris, elles aussi, que nos soldats sont de vrais hommes et non des miliciens châtrés ; donner des coups de pied et braire n'arrivera pas à les sauver »¹⁵¹.

La presse internationale fourmille d'exemples donnés par des correspondants dont la sympathie va pourtant souvent aux rebelles. Bertrand de Jouvenel raconte dans *Paris-Soir* du 23 juillet l'exécution des cheminots qui ont défendu Alfera contre les *requetes* de la colonne Escamez¹⁵². L'entrée des nationalistes à Badajoz s'accompagne d'un véritable carnage. L'envoyé spécial de Havas câble qu'il y a des cadavres dans la cathédrale, au pied même de l'autel et que « sur la grand-place gisent les corps des partisans du gouvernement exécutés en série, alignés devant la cathédrale ». Les correspondants du *New York Herald*, du *Temps* ont décrit cette boucherie, que les officiers nationalistes tentent de justifier par l'impossibilité ou ils sont de faire garder les prisonniers. Une colonne de fugitifs est refoulée à la frontière portugaise, ramenée en ville et massacrée sur place. Le correspondant du *Temps* parle de 1 200 exécutions, sur les trottoirs recouverts de sang dans lesquels baignent encore des casquettes », ou moment où l'on fusille encore sur la grand-place. « Rude méthode » reconnaît Brasillach, qui ajoute que « tout combattant était fusillé parce que, du moment qu'il n'y avait pas de mobilisation générale, il s'agissait d'un militant »¹⁵³. La terreur est le moyen de venir à bout de la résistance des masses. C'est bien ainsi que l'entendent en tout cas les chefs de la rébellion. Le 30 juillet, **Franco** affirme à un journaliste du *News Chronicle* qu'il est prêt, s'il le faut, à « fusiller la moitié de l'Espagne ».

Le 18 août, Queipo de Llano : « Quatre-vingts pour cent des familles andalouses sont en deuil et nous n'hésiterons pas à recourir à des mesures plus rigoureuses. » Et le colonel Barato déclare au correspondant du *Toronto Star* : « Nous aurons établi l'ordre quand nous aurons exécuté deux millions de marxistes. »

La fuite massive des paysans devant chaque attaque nationaliste montre, en tout cas que les chefs militaires ont atteint leur but, et que leurs troupes inspirent une profonde terreur. Une dépêche de Delaprée décrit cet « immense exode » des paysans d'Estremadure, « poussant devant eux leurs cochons et leurs chèvres, les femmes traînant leurs marmots »¹⁵⁴. Dans cette foule atterrée pourtant, les hommes, ces « paysans à figure tannée à courte blouse et à grand chapeau », réclament immédiatement le fusil qu'ils ne lâcheront plus, ni pour manger, ni pour dormir, et retournent se battre. Car la

150 Louis Martin-Chauffter, dans *Rébellion et Catholicisme* a apporté de nombreux exemples de persécution exercée par les nationalistes : temples incendiés, pasteurs fusillés...

151 Cité par V. Alba, *op. cit.* p. 331.

152 Cf. notamment dans le *Journal* et *Paris-Soir* les exécutions massives pendant la conquête de l'Andalousie. Dans chaque village, selon B. de Jouvenel et Leroy, les arènes sont transformées en charnier. Triana a été nettoyé « à la grenade et au couteau ». Les exécutions d'otages suivent, dont les cadavres restent exposés des journées entières. Voir également le reportage de Henry Danjou sur l'assaut de Merida par les légionnaires, l'exécution des militants ouvriers qui l'ont défendue, celle d'Anita Lopez, l'Âme du Comité.

153 L'émotion provoquée par ces comptes rendus de presse dans l'opinion internationale sera considérable. À l'avenir, la censure sera plus sévère en zone nationaliste, d'où filtreront désormais peu d'informations ou de documents sur la répression. Robert Bru, opérateur de *Pathé-Nathan* sera arrêté à Séville, accusé d'avoir transmis en France des photos de Badajoz.

154 Delaprée, *op. cit.* p. 89.

terreur est une arme à double tranchant : ils sont des dizaines de milliers à fuir sur les routes, mais autant d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels qui empoignent une arme pour se battre, n'importe comment, mais se battre. Toutes les préoccupations et les aspirations antérieures semblent s'effacer devant cette volonté désespérée de résister, de barrer le passage, de vaincre. À ce qui leur paraît une machine de guerre supérieurement entraînée et équipée, ils sont maintenant des milliers qui sont prêts à tout pour opposer une autre machine, non moins efficace : les mots d'ordre de « discipline », de « commandement unique » rencontrent de l'écho. Il faut, à tout prix, se battre et tenir. Il faut, d'abord, et pour ne pas périr, mettre fin au chaos né de la multiplicité des autorités et des conflits de pouvoirs instaurer la discipline, bâtir un commandement, adapter les milices à leur tâche vitale : la guerre.

9. La liquidation du pouvoir révolutionnaire

Badajoz, Irun, Talavera, Tolède sont les étapes d'une campagne d'été désastreuse pour les révolutionnaires, la condamnation aussi d'une dualité de pouvoir qui porte en grande partie la responsabilité de ces revers militaires. Pour faire la guerre, il faut un pouvoir unique. La dualité entre le pouvoir des Comités et celui de l'État est un obstacle à la conduite de la guerre. Le seul problème, à l'automne de 1936, est de savoir lequel des deux pouvoirs, républicain ou révolutionnaire, l'emportera.

Comités et soviets

En créant, à tous les échelons, des organismes de type « conseils », organes de lutte, puis organismes de pouvoir qu'ils appelaient *consejos*, *comités* ou *juntas*, ouvriers et paysans espagnols avaient, sans le savoir, à leur manière et dans leur style propre, repris la tradition des révolutions ouvrières et paysannes du siècle, celle des « Conseils d'ouvriers de paysans et de soldats », les Soviets des révolutions russes de 1905 et 1917, les *Räte* de la révolution allemande de 1918-1919¹⁵⁵.

La traditionnelle division de la classe ouvrière espagnole explique parfaitement que la forme initiale d'organisation du pouvoir révolutionnaire, au lendemain du 19 juillet, ait résulté d'accords entre partis et syndicats. Tels quels, les Comités ont pourtant, nous l'avons vu, représenté dans leurs débuts beaucoup plus que l'addition de représentants d'organisations diverses. Plus que des comités de liaison, ils ont été l'expression de la volonté révolutionnaire de milliers de militants, et cela indépendamment de leur affiliation politique. La meilleure preuve en est l'hostilité ou l'indifférence, à l'égard des consignes de leurs propres partis, de nombreux militants qui s'étaient montrés beaucoup plus dociles, pendant les premières semaines, à l'égard de leurs Comités. Mais une telle situation ne pouvait se prolonger indéfiniment. Pour que les Comités aient pu devenir de véritables soviets, il eût fallu qu'à un moment ou à un autre ils cessent d'être composés de responsables d'organisations – désignés ou élus – pour devenir des organismes élus et révocables dans lesquels jouât démocratiquement la loi de la majorité, non la règle des accords de sommet. Or, cela ne se produit nulle part en Espagne. C'est spontanément que les ouvriers et paysans espagnols ont désigné leurs Comités. Mais c'est avec autant de spontanéité qu'ils les placent sous l'égide des partis et syndicats, qui ne sont pas, quant à eux, décidés à abandonner au profit d'un nouvel organisme l'autorité et la puissance qu'ils ont pu saisir grâce à l'effondrement de l'État.

Aucun parti ni syndicat ne se fait le champion du pouvoir des Comités-gouvernement, ni de leur transformation en soviets. Santillan, parlant du Comité central, écrit : « Il fallait le renforcer, l'appuyer, pour qu'il remplisse mieux encore sa mission, puisque le salut était dans sa force, qui était celle de tous », et confesse son échec : « Dans cette interprétation, nous sommes restés isolés face à nos propres amis et camarades »¹⁵⁶. André Nin, familier de la révolution russe, affirme que les Comités ne sauraient devenir des soviets, car l'Espagne n'en a pas besoin¹⁵⁷.

Aussi, peu à peu, les Comités cesseront-ils d'être de véritables organismes révolutionnaires, faute de se transformer en expression directe des masses soulevées. Ils redeviennent des « Comités d'entente », dans lesquels l'action des ouvriers et des paysans se fait de moins en moins sentir, au fur et à mesure que l'on s'éloigne des journées révolutionnaires et de l'exercice direct du pouvoir, dans la rue, par les travailleurs en armes, dans lesquels au contraire l'influence des appareils des partis et des

¹⁵⁵ Voir sur ces sujets, outre les classiques, des ouvrages récents. Sur la Russie: Oskar Anweiler, *Die Rätebewegung in Russland (1905-1921)*, Leiden, 1958. Sur l'Allemagne : W. Tormin, *Die Geschichte der Rätebewegung in der deutschen Revolution (1918-19)*, Dusseldorf, 1954.

¹⁵⁶ *Op. cit.* p. 70.

¹⁵⁷ Il déclare : « En Russie, il n'y avait pas de tradition démocratique, pas de tradition d'organisation et de lutte, dans le prolétariat. Nous avons des syndicats, des partis, des publications, un système de démocratie ouvrière. On comprend l'importance qu'eurent les soviets. Le prolétariat n'avait pas ses organismes propres. Les soviets furent une création spontanée qui, en 1905 et en 1917, prirent un caractère totalement politique. Notre prolétariat avait déjà ses syndicats, les partis, les organisations propres. C'est pour cela que les soviets n'ont pas surgi parmi nous. »

syndicats devient prépondérante.

Aussi est-ce en définitive à ces derniers que reviendra la tâche de résoudre le problème du pouvoir, tel qu'il se pose à l'automne 1936, dans le cours de la révolution et pour faire face à la guerre civile. Quelle autorité doit supplanter l'autre ? Qui doit avoir le pouvoir ? Le gouvernement de Front populaire, avec ses fonctionnaires, ses magistrats, sa police, son armée, en un mot un appareil d'État reconstitué ? Ou un gouvernement des Conseils et des Comités, avec ses Comités régionaux et locaux, ses Conseils d'Usine, ses Milices de combat, ses Commissions d'investigation, ses Patrouilles de contrôle, ses Tribunaux révolutionnaires ? Un gouvernement reposant sur le respect de la propriété privée, émanant de l'assemblée élue en février sur le programme libéral du Front populaire ? Ou un gouvernement émanant des Conseils et Comités et se fixant la tâche révolutionnaire de réaliser le socialisme avec ses nuances, « autoritaire » ou « libertaire » ?

Le contexte international

C'est le problème même de la révolution qui se trouve posé. Faut-il ou non la poursuivre ? Faut-il ou non l'arrêter ? Des divergences mineures, au départ, sur de telles questions, deviennent rapidement des oppositions irréductibles. La poursuite, à tout prix, de la révolution, comporte le risque de faire perdre la guerre. La volonté d'arrêter la révolution amène tout droit à la combattre et à changer ainsi complètement les données de la guerre civile.

Or il est clair qu'en 1936 le rapport des forces à l'échelle mondiale est loin d'être aussi favorable à la révolution espagnole qu'il l'était en 1917-19 à la révolution russe. L'U.R.S.S. a cessé d'être l'animateur du mouvement révolutionnaire mondial. C'est l'époque où Staline entreprend la liquidation de la vieille garde des bolcheviks, décapite le mouvement communiste international dans la série des procès et des purges. L'Allemagne, où la révolution ouvrière a été une menace pendant plus d'une décennie, voit maintenant son mouvement ouvrier, partis et syndicats, écrasé sous le talon de fer du nazisme. Le régime fasciste de Mussolini n'est pas contesté en Italie. Aucune perspective révolutionnaire proche ne subsiste en Europe orientale. L'Angleterre est parfaitement stable. La France est la seule exception, où vient de prendre fin la grande vague de grèves de juin 1936. Il semble pourtant que le gouvernement de Front populaire du socialiste Léon Blum l'ait définitivement enrayée. Au socialiste révolutionnaire Marceau Pivert qui affirmait en juin 36 que « tout *était possible* », et qui voit dans l'action de la classe ouvrière espagnole¹⁵⁸ un exemple révolutionnaire à suivre en France, Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste français, a répondu que tout n'était pas possible et qu'il fallait savoir terminer une grève quand ses objectifs étaient atteints. La menace hitlérienne pèse lourdement dans les arguments de ceux qui prêchent la modération : il est clair que ni le parti socialiste S.F.I.O., ni le parti communiste ne consentiront à dépasser les limites du programme de tendance « radical-socialiste » du Front Populaire dont ils constituent l'aile ouvrière. Il est peu vraisemblable par ailleurs qu'ils soient, dans un avenir proche, débordés par leurs troupes. Il n'y a pas, en France, de formations politiques ou syndicales équivalentes à la C.N.T.-F.A.I., au P.O.U.M., dont le rôle est essentiel dans le mouvement espagnol. La classe ouvrière française démontrera de mille façons sa sympathie pour la révolution espagnole. Mais elle ne la connaît qu'à travers *le Populaire*, *l'Humanité*, ou *Paris-Soir*¹⁵⁹, qui lui en donnent des images peu différentes pour l'essentiel. Les amis français de la C.N.T. et du P.O.U.M. ne peuvent opposer aux grands organes du Front populaire ou à la grande presse

¹⁵⁸ Voir à ce sujet ses articles « Révolution en Espagne ! Et en France ? » (24 juillet), et « Fascisme, guerre... ou révolution » (14 août), dans *le Populaire*. La direction de la S.F.I.O., sous la plume de Séverac, avait, par contre, le 13 août, nié l'existence d'une guerre de classes en Espagne : « Les nombreuses survivances des privilèges d'ancien régime n'ont pas encore permis au monde du travail de prendre pleinement conscience de ses intérêts et de sa mission ». L'accord, sur ce point, est total avec le P.C.F.

¹⁵⁹ Jean-Richard Bloch est le seul journaliste communiste qui parle du Comité central en le présentant tel qu'il est et non comme un vague organisme de liaison. Le 6 août, *l'Humanité* met en relief les déclarations de Giral : « Les communistes sont des hommes d'ordre ». Le 16 Gabriel Péri commentant l'entrée du P.S.U.C. au gouvernement – opération dirigée, nous l'avons vu, contre le Comité central – écrit : « La direction de la C.N.T. s'en est offusquée sans raison valable ». Le lecteur de *l'Humanité* chercherait en vain une seule des « raisons » invoquées.

que la propagande dispersée de journaux épisodiques et de revues confidentielles, émanant d'organisations minuscules, violemment dressées les unes contre les autres. Les révolutionnaires espagnols se sentent seuls.

Il est, certes, possible de discuter à perte de vue sur les possibilités qu'ils avaient de compenser cet isolement par une politique révolutionnaire hardie¹⁶⁰. On peut, avec Trotsky penser que la révolution espagnole ouvrait la possibilité d'un renversement du rapport des forces à l'échelle mondiale et que sa défaite a précisément ouvert la voie au déchaînement de la deuxième guerre mondiale¹⁶¹. Le fait est que le sentiment de leur isolement a été l'un des éléments qui détermina l'attitude des révolutionnaires espagnols dont beaucoup renoncèrent à la poursuite de la révolution. Car l'un des motifs, non le moindre sans doute, de la politique de non-intervention réside dans les craintes des capitalistes anglais et français pour leurs intérêts immédiats en Espagne et, à plus longue portée, dans leurs propres pays¹⁶². Londres et Paris peuvent envisager de soutenir, avec bien des précautions, une Espagne démocratique et républicaine, mais non une Espagne révolutionnaire. Tout le monde, anarchistes compris, en est parfaitement conscient en Espagne. Raison ou prétexte, l'argument est de poids : il ne faut pas effrayer les éventuels fournisseurs. La politique de l'U.R.S.S. jouera d'ailleurs dans le même sens : l'affaire espagnole, aux yeux de Moscou ne doit, à aucun prix, fournir l'occasion d'isoler l'U.R.S.S. et de la séparer des démocraties occidentale ! Si l'on ajoute que Staline n'a pas la moindre envie de soutenir un mouvement révolutionnaire dont il considère certains des animateurs, anarchistes et communistes dissidents du P.O.U.M., comme ses pires ennemis parce que concurrents éventuels du monopole des P.C. sur la classe ouvrière, on comprend que l'U.R.S.S. n'ait fait aucune difficulté pour adhérer, dès sa formation, au Comité de non-intervention.

Certes, le contexte international n'explique pas tout. Seul pourtant il rend compte de la rapidité avec laquelle le faible parti républicain de la petite bourgeoisie espagnole, laminé en juillet 1936 entre les généraux révoltés et les travailleurs en armes, est parvenu à reconstruire son État. Car c'est le contexte international qui a fourni aux véritables artisans de cette reconstruction de l'État républicain, socialistes, et communistes, et, dans une large mesure, anarchistes, leurs arguments les plus efficaces en faveur de la « respectabilité » de l'Espagne, du respect de la propriété et des formes parlementaires contre la révolution des Comités et des collectivisations.

¹⁶⁰ Cf. Trotsky, (*op. cit.* p. 69) : « Les révolutions n'ont nullement vaincu jusqu'à présent grâce à des protections étrangères leur four nissant des armes. Les protecteurs étrangers se sont ordinairement trouvés du côté de la contre-révolution. Est-il nécessaire de rappeler les interventions française, anglaise et américaine contre les Soviets ? Les révolutions sont avant tout victorieuses à l'aide d'un programme social qui donne aux masses la possibilité de s'emparer des armes qui se trouvent sur leur territoire et de désagréger l'armée ennemie. »

¹⁶¹ « La dictature de Franco signifierait l'accélération inévitable de la guerre européenne... La victoire des ouvriers et paysans espagnols ébranlerait sans aucun doute les régimes de Mussolini et Hitler. » (Trotsky dans *The Case of Leon Trotsky*, p. 303.) Certaines déclarations de dirigeants de la C.N.T. rendent un écho semblable. Durruti, notamment, déclare : « Nous sommes en train de donner à Hitler et Mussolini beaucoup plus de tracas avec notre révolution que toute l'Armée rouge de Russie. Nous donnons un exemple à la classe ouvrière allemande et italienne de la manière dont il faut combattre le fascisme. Je n'attends aucune aide pour une révolution libertaire d'aucun gouvernement dans le monde. Peut-être des conflits d'intérêts entre impérialismes peuvent-ils avoir quelque influence sur notre lutte... Mais nous n'attendons aucune aide. » (Cité par Morrow, *op. cit.* p. 189.)

¹⁶² L'un des plus lucides et des plus conscients des hommes politiques anglais, Winston Churchill, exprime clairement ces inquiétudes dans son *Journal politique* : « Une Espagne fasciste ressuscitée, en complète sympathie avec l'Italie et l'Allemagne, est une sorte de désastre. Une Espagne communiste qui déploierait à travers le Portugal et la France ses perfides tentacules, en est une autre et que beaucoup considéreront comme pire... » « Tout ce qui se passe en ce moment augmente le pouvoir des forces mauvaises qui menacent à leurs deux extrêmes, l'existence même de la démocratie parlementaire et de la liberté individuelle en Grande-Bretagne et en France » 10 août (p. 61). Constatant que « la Russie soviétique s'écarte résolument du communisme », ce qui ouvre la perspective de lui voir prendre « plus de contact avec l'occident » (p. 58), il voit en Espagne la présence des trotskystes « sous la forme du P.O.U.M., secte qui réalise la quintessence de la fétilité » (p. 67). En avril 37 encore, il dépeint sous de sombres couleurs ce que serait un « succès des trotskystes et des anarchistes » (p. 114), soulignant d'autre part que la victoire de Franco ne pourrait aucunement porter atteinte aux intérêts français et britanniques, et qu'elle assurerait son indépendance à l'égard de Rome et de Berlin.

Irujo (Lizarra, *op. cit.* p. 68-59) a souligné que la constitution des juntas de défense en Pays basque, dont nous avons noté le caractère conservateur, résultait des « demandes impérieuses » d'ambassadeurs et diplomates, et notamment de l'ambassadeur de France Herbet.

Les partisans de la restauration de l'État républicain

Les hommes d'État républicains ne semblent pas capables en effet de mener le combat qui devrait être le leur. Ce sont les mêmes, anciens ministres de Casares Quiroga, puis de Martinez Barrio, qui composent le gouvernement Giral. Nous avons vu qu'ils s'efforcent de durer, d'assurer la survivance d'une apparence de légalité. Mais ils sont incapables d'imposer leur autorité, et les troupes révolutionnaires leur échappent complètement¹⁶³.

Seuls les dirigeants ouvriers, dans la mesure où ils tolèrent le gouvernement, empêchent sa disparition. Seuls, ils pourraient, par leur prestige, redonner quelque autorité à un gouvernement légal. C'est ce qu'a parfaitement compris Prieto. Il reste fermement persuadé, plus encore après la révolution qu'avant, que l'Espagne a devant elle une longue période de développement capitaliste normal. Les « outrances révolutionnaires » compromettent toujours plus, à ses yeux, l'avenir du pays. La seule tâche réaliste consiste pour lui en la construction d'un régime républicain solide appuyé sur une armée forte : lui seul peut obtenir, contre les généraux et leur alliés, l'aide des « démocraties » de Londres et de Paris. C'est ainsi qu'il écrit dans *El Socialista* : « Nous espérons que l'appréciation portée sur la révolution espagnole par certains démocrates changera car ce serait une pitié, une véritable tragédie, de compromettre ces possibilités (d'aide) en accélérant le rythme de la révolution qui, pour le moment, ne nous conduit à aucune solution positive ». Le souci de conserver la sympathie de l'Occident l'amène à se déclarer dans une interview à Havas, le 2 septembre, « enchanté que le gouvernement français ait pris l'initiative de ses propositions pour la non-intervention. »

Véritable ministre sans titre, Prieto est cependant le premier à se rendre compte de la gravité de la situation. Dans une interview à Koltsov, le 26 août, il reconnaît franchement l'impuissance du gouvernement. Comme avant la révolution, il pense que les socialistes doivent participer aux responsabilités gouvernementales. Mais l'état d'esprit des masses est tel qu'il va jusqu'à préconiser, sans hésitation, la formation d'un ministère dirigé par son vieil adversaire Largo Caballero, le seul dont le nom et le prestige pourraient faire naître la confiance populaire indispensable. « Mon opinion sur lui est connue de tous. C'est un imbécile qui veut faire le malin. C'est un désorganisateur et un pagailleur qui fait semblant d'être un bureaucrate méthodique. C'est un homme capable de mener tout et tous à la ruine. Et pourtant, aujourd'hui, c'est le seul homme, ou du moins le seul nom utile pour mettre à la tête d'un nouveau gouvernement. » Précisant qu'il est prêt à entrer dans un tel cabinet, à y travailler sous la direction de Caballero, il affirme : « Il n'y a pas d'autre issue pour le pays. Il n'y en a pas non plus pour moi si je veux être utile au pays »¹⁶⁴. Toujours lucide et pessimiste, il déclarera, quelques jours plus tard, à Alvarez del Vayo, qu'un gouvernement Largo Caballero serait, pour le régime, la « dernière carte »¹⁶⁵.

Prieto et ses amis ne sont pas les seuls à se faire dans le camp ouvrier, les champions du modérantisme et de la fidélité au régime républicain. Le parti communiste espagnol et sa filiale, le P.S.U.C. – plus libres de leurs mouvements, car ils n'ont pas à compter, comme le parti socialiste, avec une opposition intérieure – ont souvent pris même avant eux, des positions plus nettes encore¹⁶⁶. Après le 19 juillet, la majorité de leurs militants ont suivi le courant révolutionnaire, participant et soutenant l'action des Comités-gouvernement. Leurs directions, par contre, ont soutenu toutes les tentatives républicaines pour préserver l'État. À Valence, le parti communiste a désapprouvé le Comité exécutif populaire dans

¹⁶³ Cf. Azaña : « L'œuvre révolutionnaire a commencé sous un gouvernement... qui ne voulait ni ne pouvait la cautionner », et, plus loin : « Un gouvernement qui abhorre et condamne les événements mais ne peut ni les empêcher, ni les réprimer » (*La velada en Benicarlo*, p. 96). Casares Quiroga, en « mono » et en sandales, est parti pour le front, où bien des journalistes le rencontreront. Simple milicien, « il s'efforce de racheter ses péchés », nous dit Koltsov (op. cit. p. 59).

¹⁶⁴ Koltsov, op. cit. p. 74. Rien ne permet de contester l'exactitude du reportage de Koltsov, vérifié par l'attitude ultérieure de Prieto.

¹⁶⁵ Alvarez del Vayo, *La guerra empezo en España*, p. 218.

¹⁶⁶ Depuis un an déjà, les orateurs communistes manifestaient une telle modération que, lors de la campagne électorale de février, les socialistes, pour les ridiculiser, avaient lancé le faux mot d'ordre : « Pour sauver l'Espagne du marxisme, votez communiste. »

son opposition à la Junte déléguée de Martinez Barrio. À Barcelone, c'est Comorera, leader du P.S.U.C. qui a essayé de pousser Companys à résister à la C.N.T., puis il a participé au gouvernement Casanovas, constitué pour éliminer le Comité central, au début d'août. La direction du P.C. ne fait pas mystère d'ailleurs de cette politique. Elle a approuvé la tentative de reconstitution de l'armée par Giral, publié un mémorandum à ce sujet.

La presse communiste internationale n'a pas toujours compris du premier coup cette politique. Le *Daily Worker* du 22 affirme que l'on « s'achemine vers la République soviétique espagnole », par le triomphe de la « milice rouge ». Cependant, très vite, le tir est rectifié. Le 3 août, *l'Humanité*, à la demande du P.C. espagnol, précise que le peuple espagnol ne lutte pas pour l'établissement d'une dictature du prolétariat », et qu'il « ne connaît qu'un but : la défense de l'ordre républicain, dans le respect de la propriété ».

Le 8 août, Jesus Hernandez déclare : « Nous ne pouvons parler aujourd'hui de révolution prolétarienne en Espagne, parce que les conditions historiques ne le permettent pas... Nous voulons défendre l'industrie modeste qui est dans la gêne, au même titre et peut-être plus que l'ouvrier lui-même. » Les buts du parti communiste sont clairement fixés par son secrétaire général José Diaz : « Nous ne désirons lutter que pour une république démocratique avec un contenu social étendu. Il ne peut être question actuellement de dictature du prolétariat, ni de socialisme, mais seulement de la lutte de la démocratie contre le fascisme »¹⁶⁷.

Cette attitude, ferme, est pourtant loin d'être, encore, déterminante. Ni le P.C., ni le P.S.U.C. ne sont, en ces mois d'été, capables de peser vraiment sur le cours des événements.

Les socialistes de gauche à la croisée des chemins

Largo Caballero et ses amis ont, sur le problème du pouvoir, les idées moins claires que Prieto et le parti communiste : le programme du groupe socialiste de Madrid, adopté au mois d'avril sous l'influence d'Araquistain, affirme en effet, nous l'avons vu, que l'instauration du socialisme en Espagne ne peut se faire que par la « dictature du prolétariat ». Mais ils sont hostiles à la création de soviets¹⁶⁸, forme d'organisation spécifiquement russe à leurs yeux, et n'expliquent pas plus en juillet ou en août qu'en avril ou en mai comment ils espèrent réaliser la « dictature du prolétariat » par l'intermédiaire d'un parti socialiste dont l'appareil est toujours solidement tenu par Prieto.

La scission formelle a été évitée : elle n'en est pas moins réelle ; par l'U.G.T. et par *Claridad*, Largo Caballero mène sa propre politique, différente de celle du parti socialiste. *Claridad* critique rigoureusement les décrets de mobilisation de Giral, leur oppose les thèses de Lénine sur le « peuple en armes », dénonce ceux qui veulent séparer la guerre de la révolution, morigène le *Mundo obrero*, accuse le P.C. d'accorder abri et protection à des réactionnaires. Cette opposition, cependant, ne va pas très loin : le 23 juillet, Largo Caballero déclare à Carlo Reichmann que la constitution d'un « gouvernement purement socialiste » ne sera à l'ordre du jour qu'après la victoire sur l'insurrection. Dans ses visites quotidiennes aux miliciens du front, dans son activité, à l'U.G.T., il apparaît plutôt comme un allié volontiers critique du gouvernement. Au moment où ses troupes, dans tout le pays, participent à des Comités -gouvernement, il ne semble avoir d'autre ambition que celle de rester le tout-puissant secrétaire général de l'U.G.T.

Mais les défaites du mois d'août modifient profondément cette attitude. A lui aussi, le problème de l'efficacité, celui du pouvoir, semble se poser. Le 27 août, il exposera ses vues à Koltsov. Il n'a pas de mots assez durs pour l' « incurie » du gouvernement Giral, qu'il accuse de n'avoir pas même la volonté de vaincre les rebelles et d'être composé de « gens incapables, stupides et paresseux ». Il affirme :

¹⁶⁷ Au sein de la classe ouvrière, ils sont, en tout cas, nettement sur la défensive par rapport aux militants de la C.N.T. et du P.O.U.M. Ils quittent le gouvernement Casanovas parce que la C.N.T. proteste. Pour ces partis qui, en toute occasion, se réfèrent dans leur propagande à l'U.R.S.S., l'adhésion de Moscou au pacte de non-intervention est un obstacle de taille.

¹⁶⁸ Voir chapitre III.

« Toutes les forces populaires sont unies en dehors des cadres du gouvernement, autour des syndicats socialiste et anarchistes... La milice populaire n'obéit pas au gouvernement et, si les choses continuent plus longtemps, elle prendra elle-même le pouvoir ». C'est dans cette perspective qu'il critique, désormais, ce qui a été sa propre carence : « Les partis ouvriers doivent balayer au plus vite les bureaucrates, les fonctionnaires, le système ministériel de travail et passer à de nouvelles formes révolutionnaires de direction. Les masses tendent les mains vers nous, elles exigent de nous une direction gouvernementale, et nous, passivement, nous nous dérobons devant cette responsabilité, et nous ne faisons rien »¹⁶⁹.

Ainsi, à travers les paroles de Largo Caballero au journaliste russe, se dessine une autre conception du pouvoir, opposée à celle de Prieto, celle d'un « gouvernement ouvrier » rompant avec la légalité et les formes républicaines de l'État.

Les anarchistes face au pouvoir

C'est la première fois dans l'histoire que les anarchistes sont en mesure de jouer un rôle aussi important : en fait, au moins en Catalogne, tout dépend d'eux. Mais la confrontation de leurs idées avec la réalité sociale est brutale. Adversaires résolu de l'État qu'ils considèrent comme la forme d'oppression par excellence, les anarchistes ont toujours refusé de faire une distinction entre un État « bourgeois » ou un État « ouvrier » du type de l'État russe né des soviets en 1917. Or, l'effondrement de l'État républicain en juillet a créé un vide que l'action spontanée des militants de la C.N.T. a contribué à combler par la création d'un embryon d'État nouveau, celui des Comités gouvernement. Les nécessités de la guerre commandent impérieusement : il faut un pouvoir et aucun anarchiste ne préconise sérieusement la Fédération des Communes libres.

Le mouvement anarchiste en Espagne n'en est cependant plus à la première révision de ses principes. La participation massive de ses militants aux élections de février, réaction contre les vaines et sanglantes tentatives d'insurrection « failliste » des années 30, est contraire à ses traditions et à sa doctrine et constitue déjà une importante concession à un nouveau courant réformiste, proche du « trentisme », qui se développe dans ses rangs. Des groupes de la F.A.I. aux syndicats de la C.N.T., d'une région, d'une localité à l'autre, les réactions anarchistes ont varié au cours des journées décisives. À Madrid, la C.N.T. s'est placée à l'avant-garde de la lutte pour la révolution dans les semaines qui ont précédé l'insurrection, tandis que la C.N.T. catalane, contre la menace du pronunciamiento, s'alliait en fait au gouvernement Companys. Au lendemain des journées révolutionnaires, les responsables libertaires ont eu de vives discussions : allaient-ils ou non prendre le pouvoir ? Au Comité régional de la C.N.T., c'est la thèse défendue par Garcia Oliver qui l'a emporté, rejetant, pour l'immédiat « le communisme libertaire qui signifie la dictature anarchiste », se ralliant à « la démocratie qui implique la collaboration »¹⁷⁰.

La solution catalane – la constitution du Comité des milices aux côtés de la Généralité – est, par la force des choses, en compromis entre leurs principes et les nécessités de l'heure. Pourtant, nous l'avons vu, le Comité central est vite devenu un deuxième pouvoir. Ce sont des libertaires qui le contrôlent, animent ses principales commissions assument les responsabilités les plus importantes. Il en est de même dans les Comités-gouvernement locaux. Cette réalité semble démentir les affirmations publiques des dirigeants de la C.N.T. Longtemps, on croit à Barcelone que leur hostilité de principe à toute forme d'État ou de pouvoir, fussent-ils révolutionnaires, ne résistera pas à l'élan victorieux qui, les pousse après les journées de juillet. On croit qu'ils n'ont toléré que par prudence la survivance de la Généralité, mais qu'ils travaillent à son « extinction silencieuse ». On répète qu'ils n'attendent que la chute de Saragosse pour liquider le pouvoir républicain en Catalogne et en Aragon.

À Madrid, dans le partage du pouvoir, la C. N. T. s'est attribué une part respectable : elle a sa police, sa

¹⁶⁹ Koltsov, *op. cit.* pp. 76-77.

¹⁷⁰ Cité par Peirats, *op. cit.* T. I, p. 161. Voir aussi Souchy, *Nacht aber Spanien*, pp. 95-96, et Bolloten, *The grand Camouflage*, pp. 152 sq.

« tchéka », ses partisans et surtout ses colonnes, véritable armée indépendante. La collaboration avec les autres partis et syndicats est réduite au minimum. Mais cette situation, non plus, ne peut se prolonger : la survivance du gouvernement, le danger qui pèse sur la capitale posent le problème du pouvoir. La C.N.T. madrilène propose la constitution d'une « Junte nationale de défense » composée de représentants de la C.N.T. et de l'U.G.T., excluant les dirigeants républicains. À l'échelon local et régional, des juntas semblables, « incarnation de l'élan révolutionnaire » constitueraient le lien, *l'organismo aglutinante* qu'il leur paraît impossible de ne pas établir : en fait, la pyramide des Comités-gouvernement serait couronnée par un pouvoir unique, à leur image. Tout en maintenant leur hostilité aux « formes démocratiques et bourgeoises de gouvernement », les anarchistes semblent prêts à constituer, sous la pression des nécessités de l'heure, un organisme qui serait, même s'il n'en portait pas le nom, un véritable « gouvernement ouvrier. »

C'est en tout cas l'appréciation que porte le P.O.U.M. sur l'évolution de la C.N.T. Pour ce parti, qui se réclame des idées de Lénine sur la dictature du prolétariat, il n'y a pas de place, dans l'Espagne de 1936, pour une république démocratique bourgeoise. Le conflit se place entre le fascisme et le socialisme. Pour lui, il ne s'agit plus de former un gouvernement de Front populaire, mais « un gouvernement ouvrier décidé à mener à son terme la lutte contre le fascisme et à donner le pouvoir à la classe travailleuse, dans ses différents partis et syndicats, et à elle seule ». Dans un meeting à Barcelone, le 6 septembre, Andrés Nin affirme : « La dictature du prolétariat signifie l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. En Catalogne, nous pouvons affirmer que la dictature du prolétariat existe déjà. » Il s'agit donc, à ses yeux, de constituer, pour toute l'Espagne, un « gouvernement ouvrier » à l'image du Comité central et du Comité exécutif populaire. Ce gouvernement devrait avant tout « affirmer son intention de transformer l'élan des masses en légalité révolutionnaire et de le diriger dans le sens de la révolution socialiste ».

Aussi le P.O.U.M. se réjouit-il que l'« instinct révolutionnaire » de la C.N.T. l'ait emporté sur son apolitisme traditionnel et son hostilité de principe à tout gouvernement¹⁷¹. Le mot d'ordre des *Juntas* lui paraît répondre aux nécessités du moment, celle de la guerre et celle de la révolution : en le lançant, les anarchistes ont, selon lui, fait un pas vers la conception marxiste du pouvoir. Ainsi, de Largo Caballero à Andrés Nin en passant par la C.N.T., une conception identique semble se dégager : celle d'un gouvernement révolutionnaire des partis et syndicats ouvriers.

La formation du gouvernement Largo Caballero

Or, le 4 septembre, un bref communiqué annonce la démission de Giral et la constitution d'un nouveau gouvernement de Front populaire, présidé par Largo Caballero. Giral a lui-même demandé à Azaña de lui désigner pour successeur le secrétaire général de l'U.G.T. Telle est la version, officielle. Mais une autre version circule de bouche à oreille dans les milieux politiques et syndicaux de Madrid¹⁷².

Il y avait à l'origine l'émotion provoquée par la chute de Badajoz, bastion socialiste, perdue au début de l'insurrection, puis reprise par les milices. Les vues de Caballero telles qu'il les avait exposées à Koltsov, rejoignaient celles de la C.N.T. Sur le mot d'ordre populaire de Junte nationale C.N.T.-U.G.T., des liens se nouent, à Madrid, entre militants des deux centrales. Largo Caballero, plus tard, en dira simplement : « On parlait, dans certains milieux, de prendre les ministères et d'arrêter les ministres. » Selon Rabasseire et Clara Campoamor, une assemblée commune de responsables U.G.T. et C.N.T. aboutit à la création d'un Comité provisoire chargé de réaliser le « coup d'État » et l'installation d'une Junte présidée par Largo Caballero avec des représentants des partis socialistes et communistes, de la

171 L'influence du P.O.U.M. n'est d'ailleurs pas à exclure, en tant que facteur des prises de position de la C.N.T. Enrique Rodríguez, un des représentants du P.O.U.M. à Madrid, sera appelé, en septembre, à défendre dans *C.N.T.* les vues de son parti sur le pouvoir. Or ces vues semblent coïncider avec celles de l'organisation madrilène de la C.N.T.

172 Rabasseire (*op. cit.* p. 98) s'en fait l'écho. Clara Campoamor la détaille dans son ouvrage (p. 148-145), Koltsov (p. 85-86) fait un récit, conforme à la thèse officielle, mais ne tente même pas de l'harmoniser avec les déclarations antérieures de Caballero et Prieto. Selon lui, c'est Caballero qui se porte candidat auprès d'Azaña et Prieto est hostile à sa désignation. Une seule affirmation vraisemblable dans ce récit : c'est Alvarez del Vayo qui pousse Largo Caballero aux concessions.

F.A.I. et, bien entendu, de la C.N.T. et de l'U.G.T. : les républicains en seraient exclus.

Azaña, prévenu, selon Campoamor, par Alvarez del Vayo, porte-parole du Comité, aurait alors refusé de cautionner ce qui signifiait la fin de la légalité et menacé de démissionner. Ce serait l'intervention de l'ambassadeur de l'U.R.S.S., Marcel Rosenberg, à Madrid depuis le 24 août, qui aurait évité la crise, en retenant le Comité décidé à passer outre à la démission d'Azaña.

Au cours de discussions passionnées avec les membres du Comité provisoire, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. aurait fait ressortir les incalculables conséquences sur le plan international d'un geste qui, entraînant la démission du Président, désarmait les diplomates espagnols, ôtait l'argument de la « légalité » aux amis de l'Espagne républicaine, semblait donner raison à la propagande rebelle en présentant aux yeux du monde un gouvernement de « rouges » que ne couvrirait plus aucune fiction républicaine et parlementaire. Au « gouvernement ouvrier » pro jeté par les syndicalistes des deux centrales, Rosenberg aurait proposé de substituer un gouvernement de Front populaire, présidé, lui aussi, par Caballero, comprenant des ministres républicains et auquel Azaña ne pourrait que donner sa caution puisque les formes seraient respectées. Les arguments prêtés à Rosenberg sont forts : la conclusion du Pacte de non-intervention a mis le « vieux » au pied du mur : jusqu'au 24 août, il semble qu'il ait compté que l'intransigeance de Berlin allait faire échouer les projets de Paris et permettre à l'Espagne d'échapper au blocus. Mais, après cette date, il n'a de choix qu'entre deux solutions. Il faut, ou bien pousser la révolution jusqu'à ses conséquences ultimes, instaurer le gouvernement ouvrier, dénoncer la « trahison » de la révolution espagnole qu'ont commise, avec la non-intervention, le gouvernement français de Front populaire et le gouvernement de l'U.R.S.S., susciter dans leur pays une agitation susceptible de les déborder, mais courir alors le risque de ne recevoir, avant qu'il ne soit trop tard, aucun secours extérieur – ou bien grouper toutes les « forces politiques » sur un programme commun de guerre, ce qui implique le maintien des formes républicaines et l'arrêt de la révolution, mais ouvre la possibilité d'une aide matérielle de Paris et de Moscou, cette dernière à relativement brève échéance...

Largo Caballero choisit. Le 1^{er} septembre, *Claridad* écrit que la France, « habilement secondée par l'Angleterre, a été plus efficace que certains ne le supposent. En effet, une guerre internationale ne peut favoriser que le fascisme et ce péril, pour l'instant, a diminué ». Prêt à prendre le pou voir à la tête d'un gouvernement ouvrier, Caballero accepte l'offre qui lui est faite de tous côtés : il sera le chef d'un gouvernement fort – c'est de cela qu'il s'agit – jouissant de la confiance des masses et susceptible de recevoir des appuis extérieurs, puisqu'il reste dans le cadre de l'État républicain. Ce faisant, il renonce – provisoirement, à ses yeux – à poursuivre dans l'immédiat la révolution pour gagner d'abord la guerre. Il croit que sa personnalité, son prestige et son action, le poids de son organisation, sont les garants que l'arrêt de la lutte révolutionnaire ne pourra en aucun cas marquer le début d'une action contre elle.

Les anarchistes, pourtant, se dérobent. « Les masses écrit *Solidaridad obrera*, se sentiraient frustrées si nous continuions à cohabiter dans des institutions dont la structure est de type bourgeois. » La C.N.T., selon Antona, ne peut renoncer à son attitude « insurrectionnelle » face à tout « gouvernement ». Elle ne participera donc pas, promettant cependant son soutien, et déléguant, dans chaque département ministériel, un commissaire pour la représenter. Largo Caballero forme, sans elle, le gouvernement de Front populaire que Prieto prône depuis des mois, et qui semble un compromis acceptable avec sa position primitive. Toutes ses exigences d'ailleurs sont satisfaites, dans ce cadre, quoique, selon Koltsov, il ait été « extrêmement pénible à tout le monde de consentir à lui confier la direction du gouvernement »¹⁷³.

Ainsi qu'il l'a exigé, Largo Caballero cumule la présidence et les fonctions de ministre de la Guerre. Deux de ses amis de l'U.G.T. détiennent les postes-clés, Galarza l'Intérieur, Alvarez del Vayo les Affaires étrangères. Prieto est ministre de la Marine et de l'Air, ses amis socialistes Juan Negrin et de Gracia

¹⁷³ Koltsov, *ibid*, p. 86.

sont respectivement ministres des Finances et du Travail. Les communistes, après avoir refusé leur participation, cèdent à Caballero qui l'exige : Uribe est à l'Agriculture, et Hernandez à l'Instruction publique. Cinq républicains complètent le gouvernement. José Giral est ministre sans portefeuille, preuve, déclare-t-il, « que le nouveau gouvernement est un élargissement de l'ancien ». Le nouveau président le déclare, en tout cas, « formé d'hommes qui ont renoncé à la défense de leurs principes et de leurs tendances particulières pour s'unir autour d'une aspiration unique : la défense de l'Espagne contre le fascisme ».

La participation de l'U.G.T., le soutien de la C.N.T. doivent normalement lui donner l'autorité que n'avait pas Giral. Mais son programme est le même, l'« union des forces qui luttent pour la légalité républicaine », « le maintien de la république démocratique ». Destiné à liquider la dualité de pouvoir, il la reflète : sa direction socialiste est une concession aux ouvriers, son programme un gage de « respectabilité » pour les puissances.

Son refus de collaborer ne semble pas, au premier abord, devoir affaiblir la C.N.T., car les représentants des pouvoirs révolutionnaires régionaux s'inclinent. A Valence, le 8 septembre, à un meeting organisé par l'U.G.T., le parti socialiste et le parti communiste, c'est Juan Lopez, dirigeant éminent de la C.N.T., qui apporte l'adhésion et le soutien du Comité exécutif populaire au nouveau gouvernement et à son programme.

La dissolution du comité central des milices

Le 26 septembre, à leur tour, les révolutionnaires catalans s'inclinent. Le président Companys réussit l'opération qu'il avait tentée en vain avec Casanovas au début août : la formation d'un gouvernement de la Généralité dans lequel figurent des représentants de tous les partis ouvriers et syndicats. C'est le républicain Tarradellas qui le préside. L'Esquerra reçoit les portefeuilles des Finances, de l'Intérieur, de la Culture, les Rabassaires de l'Agriculture, le P.S.U.C. du Travail et des Services publics. Les dirigeants révolutionnaires ont, eux aussi, des postes importants : l'Économie le Ravitaillement, la Santé vont à des anarchistes – de second plan, il est vrai –, la Justice à Andrés Nin.

Commentant l'événement, quelques années plus tard, le modéré Ossorio y Gallardo écrira : « *Companys, qui avait reconnu le droit des ouvriers à gouverner et leur avait même offert d'abandonner son poste, a manipulé les choses avec une telle habileté qu'il est arrivé, petit à petit, à reconstituer les organes légitimes du Pouvoir, transférer l'action aux Conseillers, réduire les organismes ouvriers à leur rôle d'auxiliaires, d'aides, d'exécutants... La situation normale était rétablie* »¹⁷⁴.

De son côté, vers la même époque, Santillan écrivait : « *Après plusieurs mois de lutte et d'incidents sans issue avec le gouvernement central, réfléchissant sur le pour et le contre d'une indépendance de la Catalogne, intéressés, plus que jamais, à la victoire dans cette guerre que nous avons entamée avec tant d'ardeur et tant de foi, à nous dire et nous répéter qu'on ne nous aiderait pas tant que serait si manifeste le pouvoir du Comité des milices, organe de la révolution du peuple... n'ayant pas d'autre dilemme que de céder ou d'aggraver les conditions de la lutte... nous dûmes céder. Nous nous décidâmes donc à dissoudre le Comité des milices.* » Et il conclut : « *Tout pour obtenir l'armement et l'aide financière, pour continuer avec succès notre guerre* »¹⁷⁵.

La formation du nouveau Conseil de la Généralité implique eu effet l'abandon des organismes de pouvoir révolutionnaire. Le Comité central est annexé au département la Guerre que dirige le colonel Diaz Sandino. Le Conseil de l'économie, la Commission d'investigation sont rattachés et subordonnés aux correspondants. Les anarchistes justifient leur « cohabitation dans des institutions de type bourgeois » par des arguments divers. Ils soulignent le terme de « Conseil » employé, sur leurs instances, pour le nouveau gouvernement. À leurs yeux, la présence de représentants de la C.N.T. est une garantie, une légalisation des conquêtes révolutionnaires.

174 *Vida y sacrificio de Lluís Companys*, p. 172.

175 Santillan, *op. cit.* pp. 115-118

Solidaridad obrera écrit, le 27 : « Il n'était plus possible pour le bien de la révolution et pour l'avenir de la classe ouvrière que persistât la dualité de pouvoirs. Il était nécessaire que, d'une manière simple, l'organisation qui contrôle l'immense majorité travailleuse s'élevât au plan des décisions administratives et exécutives. » Et *la révolution prolétarienne*, peu suspecte pour tant de sympathie pour le courant « réformiste » de la C.N.T., conclut son analyse de l'événement sous la plume d'Antoine Richard en affirmant : « Cette pénétration des organismes anciens par les organismes nouveaux nés dans la lutte et créés pour la Révolution marque un pas sérieux vers la conquête du pouvoir ». ¹⁷⁶

Le P.O.U.M. avait posé, comme conditions à sa participation, une « déclaration ministérielle d'orientation socialiste » et « l'intervention active et directe de la C.N.T. » Il accepte donc la nouvelle combinaison gouvernementale en déclarant : « Nous vivons dans une étape de transition dans laquelle la force des fait nous a obligés à la collaboration directe dans le Conseil Généralité, avec les autres fractions ouvrières. » L'insuffisance du programme mis en avant, l'importance de la participation des républicains, qu'il souligne, ne l'empêchent pas de conclure que la Catalogne possède un « pouvoir nettement prolétarien ». Et, en contradiction avec sa politique du jour, il lance un nouvel appel : « De la formation des Comités d'ouvriers, de paysans et de soldat, pour lesquels nous ne cessons de lutter, sortira la représentation directe du nouveau pouvoir prolétarien. »

Cet optimisme va être rapidement démenti par les faits. La formation du Conseil de la Généralité, avec le soutien de la C.N.T. et du P.O.U.M., est en réalité l'arrêt de mort du pouvoir des Comités. Le 1^{er} octobre, le Comité central des milices se dissout et adhère, par un manifeste, à la politique du nouveau gouvernement. Le 9, un décret pris en Conseil, avec l'approbation de Nin et des ministres de la C.N.T., dissout, dans toute la Catalogne « les comités locaux, quels qu'en soient le nom ou le titre, et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement subversif ». Le président du Conseil Tarradellas commente le décret, annonce le remplacement des Comités dans leurs « fonctions gouvernementales » par des conseils municipaux composés suivant les mêmes proportions que le Conseil de la Généralité... L'ensemble des organisations ouvrières approuve la dissolution : l'organe du P.O.U.M. en français va jusqu'à écrire : « *Ces Comités révolutionnaires, Comités exécutifs populaires ou Comités de salut public, représentaient seulement une partie des organisations ouvrières, ou bien les représentaient suivant une fausse proportion... On peut évidemment regretter la suppression de leur initiative révolutionnaire, mais on doit reconnaître la nécessité de codifier... les diverses organisations municipales et ce, dans le but, autant de les remplacer uniformément que de les mettre sous l'autorité du nouveau Conseil de la Généralité* » ¹⁷⁷.

Le 17 septembre, Andrés Nin accompagne à Lérida le président Companys en tournée : il unit ses efforts aux siens pour convaincre ses amis du Comité révolutionnaire qu'il faut se plier à la nouvelle organisation du pouvoir en entrant dans un Conseil municipal où ils seraient en minorité, et où entreraient en force les républicains jusque-là tenus à l'écart...

L'entrée de l'Aragon dans l'ordre républicain

Dans ces conditions, la situation des animateurs du Conseil de défense d'Aragon devient difficile. Attaqué violemment par les communistes et les socialistes, qualifiés d'« organisme illégal » par le P.S.U.C., non reconnu par les autorités républicaines de Madrid et de Barcelone, le Conseil ne peut se maintenir seul sur la position de pouvoir révolutionnaire indépendant. À l'intérieur même de la C.N.T., son président, Joaquin Ascaso, est l'objet de vives attaques de la part de certains responsables : Mariano Vazquez, secrétaire du Comité national, l'accuse d'« infantilisme révolutionnaire » et de « donquichottisme ». Il est contraint de reculer : dans les derniers jours d'octobre, la C.N.T. propose l'élargissement du Conseil aux partis du Front populaire. Le 31 octobre, une délégation, conduite par Ascaso, se rend auprès de Caballero. Elle souligne, selon le compte rendu donné par la presse de la

¹⁷⁶ *La Révolution prolétarienne*, 10 oct. 1936.

¹⁷⁷ *La Révolution espagnole*, 14 oct. 36. Il est bon de préciser que les initiatives de Nin ne lui incombaient pas personnellement, mais reflétaient la « ligne » de la direction du P.O.U.M.

C.N.T., les circonstances exceptionnelles de la naissance du Conseil, dans une situation chaotique créée par l'inexistence des pouvoirs publics et l'occupation du territoire par les colonnes des milices catalanes. Elle confirme l'accord qui vient d'être donné par les syndicats et partis du Front populaire à une réorganisation du Conseil, ouvert désormais aux représentants de toutes les organisations, proportionnellement à leurs effectifs. Caballero, de son côté, reconnaît au Conseil d'Aragon les attributions du gouverneur civil et des députations provinciales, lui délègue, eu égard au caractère exceptionnel de la situation, des pouvoirs gouvernementaux en matière de maintien de l'ordre, de reconstruction économique, d'organisation de l'effort militaire. Il est entendu entre les deux parties qu'un plébiscite fixera, dans l'avenir, la nature du régime aragonais. Joaquin Ascaso, quittant la Présidence, déclare :

« L'objet de notre visite a été de présenter nos respects au chef du gouvernement et de l'assurer de notre attachement au gouvernement du peuple. Nous sommes prêts à accepter toutes les lois qu'il promulguera, et, de notre côté, nous demanderons au ministre toute l'aide dont nous avons besoin »¹⁷⁸. Le Conseil de la Généralité peut alors décerner au Conseil d'Aragon un certificat de respectabilité : « Les entretiens avec le président Azaña, avec le président Companys, avec Largo Caballero », déclare-t-il, « ont détruit tous les soupçons qui avaient pu naître, portant à croire que le gouvernement constitué (en Aragon) avait un caractère extrémiste. »

Ainsi se trouve levé le dernier obstacle sérieux à la concentration des pouvoirs : tous les autres organismes régionaux se soumettent sans difficulté. Les Basques, d'abord décidés à constituer leur gouvernement sans attendre le vote du statut d'autonomie par les Cortes, consentent à prendre leur place dans le nouveau cadre légal. Alors le vote du Statut basque, le 1^{er} octobre José Antonio de Aguirre est élu, le 7, président d'Euzkadi et prête serment sous l'arbre de Guernica. Manuel de Irujo entre dans le gouvernement Largo Caballero, dont le programme ne contredit en rien celui du gouvernement qu'inspirent les nationalistes basques¹⁷⁹.

L'entrée des anarchistes dans le gouvernement central

Il reste, cependant, à régler le problème du gouvernement central. Va-t-on constituer une Junte nationale de défense, comme les journaux de la C.N.T. continuent à le réclamer ? Les républicains et les socialistes y sont résolument opposés. La C.N.T. doit-elle entrer dans le gouvernement Caballero ? L'U.G.T., le parti socialiste, le parti communiste le demandent : la C.N.T., en fait, comme eux, exerce une partie du pouvoir sans en assumer les responsabilités. Mais les nouveaux revers militaires, la menace sur Madrid, hâtent les événements. Au cours d'un meeting du Front populaire, à Valence, le 20 octobre, le dirigeant des dockers C.N.T., Domingo Torres, se déclare d'accord pour la participation des anarchistes à un organisme de direction de la lutte même s'il s'intitule « gouvernement », car l'essentiel est d'abord de gagner la guerre. Le 22 octobre, *Solidaridad obrera* lève un coin du voile qui recouvre les négociations en affirmant qu'il « manque au gouvernement que préside Largo Caballero le concours des forces prolétariennes » de la C.N.T. et en dénonçant les groupes qui « refusent la participation de forces syndicales qui exigent simplement leurs droits dans la proportion qui leur est due ». Selon Caballero, les anarchistes demandent six portefeuilles, alors qu'il ne leur en offre que quatre. Il n'est pas question de programme : le 30 octobre, Caballero affirme dans une interview au *Daily Express* : « D'abord, gagner la guerre, et après nous pourrons parler de révolution ». Le 23 du même mois, Juan Peiro, dans un discours à Radio C.N.T.-F.A.I., avait précisé la nouvelle position anarchiste, en tous points identique : « Ceux qui parlent, dès aujourd'hui, d'implanter des systèmes

¹⁷⁸ Peirats, *op. cit.* T. I, p. 229.

¹⁷⁹ Le premier gouvernement comprend, outre les nationalistes basques, des républicains, des socialistes et un communiste, Juan Astigarrabia. Aucune critique ne s'élève à ce moment contre ce dernier dans les rangs du P.C. alors que José Diaz l'accusera plus tard (16 nov. 37) d'avoir été « prisonnier du gouvernement dirigé par les nationalistes basques, représentants des grands industriels, des grands capitalistes, des banques ». Le programme gouvernemental insiste sur la liberté de culte et le respect de l'ordre et de la propriété. Dans le domaine social, il promet que « le travailleur aura accès au capital, par la voie de la coadministration des entreprises. »

économiques et sociaux achevés sont des amis qui oublient que le système capitaliste a... des ramifications internationales et que notre triomphe dans la guerre dépend beaucoup de la chaleur, de la sympathie, de l'appui qui nous viendra de l'extérieur... » La discussion sur le nombre des portefeuilles perd toute signification ; le 4 novembre, Largo Caballero remanie son ministère pour y faire entrer quatre représentants de la C.N.T., Garcia Oliver, qui devient ministre de la Justice, Federica Montseny, de la Santé, Juan Lopez, du Commerce, Juan Peiro, de l'Industrie. C'est à Santillan, adversaire de la collaboration, qu'allait revenir la tâche de justifier cette entrée du point de vue de la théorie (13 septembre) :

« L'entrée de la C.N.T. au gouvernement central est un des faits les plus importants qu'ait enregistré l'histoire de notre pays. La C.N.T. a toujours été, par principe et par conviction, anti-étatiste et ennemie de toute forme de gouvernement... Mais les circonstances... ont changé la nature du gouvernement et de l'État espagnols... Le gouvernement a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière de même que l'État n'est plus l'organisme qui divise la société en classes. Tous deux cesseront encore plus d'opprimer le peuple avec l'intervention de la C.N.T. dans leurs organes ». Ainsi, à l'épreuve de la lutte pour le pouvoir, les dirigeants anarchistes retrouvent-ils le langage des sociaux-démocrates les plus réformistes... Pour se justifier, plus tard, aux yeux de ses amis, Garcia Oliver, l'un des « Trois Mousquetaires », ancien forçat devenu ministre de la Justice, écrira : « La bourgeoisie internationale refusait de nous fournir les armes dont nous avons besoin... Nous devons donner l'impression que les maîtres étaient non les Comités révolutionnaires, mais le gouvernement légal : faute de quoi nous n'aurions rien du tout. Nous avons dû nous plier aux inexorables circonstances du moment, c'est-à-dire accepter la collaboration gouvernementale. » Et Santillan, le premier à justifier cette politique en 1936, sera aussi le premier, en 1940, à en faire, après la défaite, l'amère critique : « Nous savions qu'il n'était pas possible de triompher dans la révolution si on ne triomphait pas, avant, dans la guerre. Nous avons sacrifié la révolution elle-même sans comprendre que ce sacrifice impliquait aussi le sacrifice des objectifs de la guerre »¹⁸⁰.

Un facteur politique : l'aide russe

Du gouvernement ouvrier projeté à la fin d'août au gouvernement de Front populaire réalisé début novembre avec la participation des anarchistes, le cheminement a été rapide. C'est en grande partie parce que les dirigeants socialistes de gauche, comme ceux de la C.N.T., ont en vue, lorsqu'ils parlent de l'aide étrangère, une autre aide que celle – problématique – des pays occidentaux. Le grand événement du mois de septembre, qui coïncide avec la formation du gouvernement Caballero et rend vraisemblable le rôle prêté dans la « crise » à Rosenberg, est la décision de l'U.R.S.S. de fournir à la République espagnole une aide matérielle.

C'est en effet au début de septembre qu'ont été prises à Moscou les dispositions techniques en vue de la réalisation de ce soutien. Les premiers officiers russes sont sur place, en même temps que Rosenberg. Les premiers avions arriveront en octobre. C'est l'aide russe qui va sauver Madrid en permettant l'équipement en armes modernes et en munitions des milices et de la jeune « armée populaire » mise sur pied par le gouvernement de Largo Caballero. C'est elle aussi qui, désormais, dans une large mesure, conditionne la politique du gouvernement et des partis du Front populaire, sur la base des conseils ou des exigences dictées aussi bien par les représentants officiels de l'U.R.S.S.,

¹⁸⁰ Santillan, *op. cit.* p. 116.

Notons, exprimée de deux points de vue opposés, une concordance dans l'appréciation de l'attitude des socialistes révolutionnaires à Madrid et des anarchistes à Barcelone refusant de prendre le pouvoir. Pour Trotsky : « Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à celui qui l'a, aux exploités. Le fond de toute révolution a consisté et consiste à porter une nouvelle classe au pouvoir et à lui donner ainsi toute possibilité de réaliser son programme »... « Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais réformiste et en fait le jouet de la bourgeoisie. » (*Leçons d'Espagne*, p. 66.) Azaña, de son côté, écrit : « En contrecoup de la rébellion militaire... se produisit un soulèvement prolétarien qui ne se dirigea pas contre le gouvernement... Une révolution doit s'emparer du commandement, s'installer au gouvernement, diriger le pays selon ses vues. Or, ils ne l'ont pas fait... L'ordre ancien aurait pu être remplacé par un autre, révolutionnaire. Il ne le fut pas. Il n'y avait plus qu'impuissance et désordre... » (*La velada en Benicarlo*, p. 96.)

Rosenberg et le consul général à Barcelone, Antonov- Ovsenko, que par ses porte-parole officieux, délégués du Komintern, ou dirigeants du parti communiste ou du P.S.U.C., qui en tirent popularité et autorité. Une nouvelle période commence sous le drapeau de l' « antifascisme ».

10. Le gouvernement Caballero et la restauration de l'État

Il est remarquable que Largo Caballero, si vivement critiqué dans son propre parti, ait pu, en quelques semaines, devenir l'homme providentiel, la « dernière carte » selon l'expression de Prieto lui-même¹⁸¹. La défection des Jeunesses socialistes a porté à sa position personnelle un coup assez rude et ce sont, en définitive, l'impuissance et le discrédit des républicains, le refus ou l'incapacité des anarchistes de prendre le pouvoir qui en font le « sauveur suprême ». Il est mal vu de la plupart des dirigeants des partis, mais sa popularité de vieux lutteur en fait le seul dirigeant capable de servir de trait d'union entre modérés et révolutionnaires, de rallier les travailleurs à un gouvernement régulier, imposant son autorité aux partis, aux syndicats, aux comités.

Il réalisera effectivement ce que Giral et Prieto n'avaient pu faire avant lui : en rajeunissant les institutions de l'État par la légalisation de certaines conquêtes révolutionnaires, l'incorporation des organismes et des hommes du pouvoir révolutionnaire, il parvient à les sauver et à réaliser cette gageure : la reprise en mains par l'État républicain de tous les groupes armés, la création d'une Armée et d'une Police, en un mot l'instauration d'un pouvoir unique et fort sous l'égide de la République et qui sera pourtant, aux yeux de la majorité des ouvriers révolutionnaires, leur pouvoir, le « pouvoir populaire ». Son tour de force consiste à avoir liquidé le « deuxième pouvoir » en donnant l'impression qu'il consacrait sa victoire : la présence à ses côtés de Garcia Oliver et de Juan Lopez, qui avaient incarné le pouvoir révolutionnaire en Catalogne et au Levant, semble garantir le caractère révolutionnaire de ses intentions. Il ne détruit pas les autorités régionales, mais semble vouloir les unir en les « fédérant ». Les Basques et les Asturiens gardent la responsabilité de leur front, la C.N.T. celle du front d'Aragon et de Teruel ; la Junte de Madrid aura bientôt celle du front du Centre. Mais la responsabilité de l'organisation militaire passe à une « Junte des milices » où partis et syndicats sont tous représentés. Deux fois par semaine, autour de Largo Caballero, se réunit le Conseil suprême de la Guerre par lequel chaque tendance politique et syndicale est associée à la conduite des opérations¹⁸².

Car ce sont les revers militaires qui, aux yeux de tous, ont exigé l'unification du pouvoir et c'est sur l'unification du commandement militaire qu'il insiste dès l'abord :

« Notre première tâche, déclare-t-il à Koltsov, est d'établir l'unité de commandement et de pouvoir. La direction des troupes combattantes de l'Espagne tout entière, Catalogne comprise, est maintenant concentrée entre les mains du ministre de la Guerre. » Or, cet accent mis sur le commandement militaire est déjà une option politique : dans une interview au *Daily Express* (30 octobre), il la précise en ces termes : « La guerre civile, par définition, a un caractère social et, naturellement, dans le cours de la guerre, peuvent surgir des problèmes de nature économique et sociale... La solution en sera subordonnée à un objectif : gagner la guerre »¹⁸³.

Le gouvernement contre les Comités

Pour réaliser ce programme, le gouvernement doit d'abord s'attaquer aux Comités. Théoriquement, sa tâche peut paraître facile : les Comités sont formés de représentants des partis et syndicats qui participent au gouvernement, soutiennent son programme, appuient son action. En réalité, pourtant, les militants montrent beaucoup d'attachement à ces organismes qu'ils ont eux-mêmes bâtis et se regimberont, pour les défendre, contre les consignes mêmes de leurs propres dirigeants. Aussi la dissolution des Comités ne se fera-t-elle jamais brutalement. Partis et syndicats multiplient les

¹⁸¹ Selon Alvarez del Vayo (*La guerre empezo en España*, p. 216).

¹⁸² Le Conseil suprême comprenait, outre Largo Caballero, Prieto (Production de guerre), Alvarez del Vayo (Encadrement politique des troupes), Garcia Oliver (Formation des cadres militaires), et Uribe (Ravitaillement et intendance).

¹⁸³ Il y a sur ce thème une remarquable unanimité dans les organisations antifascistes. C'est Companys qui réclame « un gouvernement fort, un gouvernement à pleins pouvoirs » puisqu'il n'est pas « autre chose que l'autorité déléguée de toutes les forces antifascistes, politiques et syndicales qui y sont représentées ». Azaña, pour une « politique de guerre » exige « une seule discipline, celle du gouvernement responsable de la République ». Le communiste Mije affirme : « Le mot d'ordre du moment doit être de tout gagner par le gouvernement et pour le gouvernement, de renforcer son autorité et son pouvoir ». L'anarchiste Peiro, devenu ministre, insiste : « Nous disons : d'abord la guerre et ensuite la révolution. C'est le gouvernement qui commande. »

arguments : il s'agit de faire admettre aux militants que les Comités, utiles dans la période révolutionnaire, sont désormais dépassés. *Claridad*, par exemple, écrit : « *Nous pouvons affirmer que tous ces organes ont fini d'accomplir la mission pour laquelle ils avaient été créés. Ils ne peuvent plus être, désormais, que des obstacles à un travail qui revient uniquement et exclusivement au gouvernement de Front populaire au quel participent, en pleine responsabilité, toutes les organisations politiques et syndicales du pays.* »

En Catalogne, Comorera, leader du P.S.U.C., a fait de leur dissolution la tâche première de la coalition anti fasciste : « L'autorité légitime, affirme-t-il, doit pouvoir s'imposer à l'encontre de la dictature irresponsable des Comités.» Leur disparition, nous l'avons vu, a été rendue possible par la bonne volonté de la C.N.T. et du P.O.U.M., après la dissolution du Comité central. À Valence, le Comité exécutif populaire résistera plus long temps, soutenu par le P.O.U.M. et une fraction de la C.N.T. Juan Peiro se fait chahuter le 27 novembre au théâtre *Apollo* quand il affirme : « À Valence, le gouvernement donne un ordre et alors les consignes des Comités se mettent en travers. Ou c'est le gouvernement, ou ce sont les Comités qui gouvernent ! » En dépit des interruptions, il martèle : « Ce ne sont pas les Comités. Ce qu'il faut, c'est qu'ils soient les auxiliaires du gouvernement »¹⁸⁴.

Caballero saura éviter les heurts : il nomme gouverneurs ou maires les dirigeants mêmes des Comités-gouvernement, substitue aux organismes révolutionnaires des organismes réguliers, composés parfois des mêmes hommes, peu différents en apparence, mais, en réalité, moins soumis à l'influence de la base et plus aisément contrôlables par lui. Il laisse subsister certains organismes après les avoir « doublés » et dépouillés de leurs attributions. À Valence, après le départ du colonel Arin et de Juan Lopez, le Comité exécutif populaire n'est plus qu'une simple façade, le jour où le populaire député socialiste et dirigeant de l'U.G.T. Ricardo Zabalza est nommé gouverneur. À Santander, Juan Ruiz, à Gijon, Belarmino Tomas et, en Aragon, Joaquin Ascaso deviennent « délégués du gouvernement ». Pour réduire le Comité de salut public de Malaga, il suffira de muter à Guadalajara le gouverneur Rodriguez, son ancien président, et de le remplacer par un nouveau, moins lié aux organismes révolutionnaires.

Sur le plan local, les Comités-gouvernement s'effacent devant les *Ayuntamientos*, conseils municipaux composés, eux aussi, de représentants des différents partis et syndicats, et mis en place après un décret du 31 décembre sur la réforme municipale. La différence, minime en apparence, est en réalité considérable. D'une part, le système paritaire de représentation avantage les communistes officiels représentés par le canal de plusieurs organisations : P.C.E. ou P.S.U.C., U.G.T., surtout en Catalogne, J.S.U. partout¹⁸⁵. Surtout l'initiative ne vient plus d'en bas : même là où, parmi les travailleurs, ils détiennent la majorité, les anarchistes, sans la masse armée qui leur permettait toutes les pressions au temps des Comités, se retrouvent en minorité dans les conseils municipaux. Enfin le maire, l'« alcalde », est choisi par le gouverneur civil : le gouvernement dispose en lui d'un agent direct qu'il n'avait pas au sein des Comités. D'ailleurs, le souci de ménager les susceptibilités, un adroit dosage des nominations, apaisent bien des récriminations¹⁸⁶. Valence n'a plus son Comité exécutif populaire, mais un gouverneur socialiste de gauche et un maire de la C.N.T. Peu de militants, à la C.N.T. comme à l'U.G.T., semblent avoir pris conscience de l'arme que constituerait contre eux, éventuellement, une telle organisation municipale entre les mains d'un gouvernement qui ne serait pas présidé par Largo Caballero. Rares sont ceux, aussi, qui ont perçu le paradoxe qu'il y avait à promulguer une réforme municipale abolissant, en fait, toute élection, dans le cadre d'un régime qui s'affirmait

¹⁸⁴ Compte rendu dans Peirats, t. I, pp. 253-254.

¹⁸⁵ Les proportions sont parfois bouleversées. Ainsi, à Castellon, le Comité comprenait 35 membres, 14 de la C.N.T., 7 du P.O.U.M., 7 de l'U.G.T., 7 républicains. Avec la réforme municipale, C.N.T., U.G.T., P.O.U.M., P.C., J.S.U., socialistes, partis républicains auront des représentations égales.

¹⁸⁶ Pour bien des militants, c'est une carrière administrative qui commence et dont les avantages expliquent peut-être certains ralliements. David Antona, maçon en 1936, est gouverneur civil de *Ciudad Libre (Ciudad Real)* en 1939. Rares sont ceux qui, comme Juan Lopez, retourneront à l'usine après avoir été ministres ou hauts fonctionnaires.

démocratique¹⁸⁷.

La réforme judiciaire

Ce sont les mêmes principes qui président à la réforme judiciaire effectuée à Valence sous la direction de l'anarchiste Garcia Oliver, à Barcelone sous celle du communiste du P.O.U.M. Andrès Nin. La victoire révolutionnaire de juillet est consacrée par la loi. Mais les nouvelles institutions viennent prendre place dans le cadre de l'ancienne légalité et de l'ancien droit bourgeois réformé. Une amnistie générale efface toutes les condamnations prononcées avant le 19 juillet et dont certaines pesaient d'ailleurs encore sur certains dirigeants révolutionnaires. La femme reçoit l'égalité des droits et notamment la pleine capacité juridique dont elle était jusque-là privée. Les unions libres des miliciens sont légalisées, les formalités du mariage simplifiées. La taxe judiciaire est supprimée, la justice devient gratuite, toutes les procédures sont accélérées. Chaque accusé, devant n'importe quel tribunal, y compris la Cour suprême, reçoit la liberté d'assurer lui-même sa défense ou de recourir aux services d'un avocat, professionnel ou non. Garcia Oliver conserve la structure des Tribunaux populaires créés le 23 juillet par le gouvernement Giral : ils se composent de trois juges, d'un président et d'un procureur, magistrats de profession et de quatorze jurés désignés par les organisations syndicales et politiques. Les Tribunaux populaires de Catalogne, « tribunaux de classe » selon l'expression de leur créateur Andrès Nin, ne comprennent que deux magistrats, le président et le procureur. Les juges, ici, sont les huit représentants désignés par les partis et syndicats. Dans les deux cas, le corps des magistrats, durement éprouvé par la terreur populaire pendant les journées révolutionnaires, est sévèrement épuré, puis remis sur pied : ces juges servent désormais la nouvelle justice en qualité de « techniciens de la justice », assurant la continuité des formes et du droit.

Un nouvel appareil judiciaire est ainsi mis sur pied, peu différent de l'ancien, seulement rajeuni, modernisé, ouvert à tous ceux que cautionnent partis et syndicats de la coalition.

La reconstitution de la police

Le double pouvoir avait, en fait, abouti à multiplier les organismes de répression : Milices de l'arrière, Patrouilles de contrôle, Corps d'investigation et de vigilance, coexistaient avec la Sûreté, les carabiniers, les gardes d'assaut, les gardes civils rebaptisés « gardes nationaux républicains » et dont le gouvernement Giral avait petit à petit rassemblé les unités éparses à l'arrière et au front. Le 20 septembre un décret rassemble toutes ces forces en un corps unique, les « Milices de vigilance de l'arrière » : la police révolutionnaire est officiellement consacrée et se trouve, du coup, placée sous l'autorité directe du ministre de l'Intérieur ; le 15 décembre est organisé le Conseil supérieur de la Sûreté¹⁸⁸ composé de dirigeants politiques. Le 27, le Conseil national s'élargit à des techniciens : outre deux représentants de la C.N.T., deux de l'U.G.T., un de chaque parti, il comprend un chef, un

¹⁸⁷ La capacité de résistance des Comités a dépassé ce qui était normalement prévisible, étant donnée l'unanimité des organisations. Le 8 février, José Diaz consacre plus de la moitié d'un grand discours à Valence à la nécessité de faire disparaître les « gouvernements miniature » et de substituer aux Comités des Conseils municipaux : le décret date d'un mois. Le 27 avril, *A.B.C.*, – saisi dès juillet 36 par les républicains – rapporte que le gouvernement de Castellon a dû intervenir pour remplacer un Comité par un Conseil municipal.

Surtout, faute de documents, il faut simplement indiquer une exception de taille. Les Comités subsistent aux Asturies, avec l'accord des organisations qui militent ailleurs pour leur dissolution. Le député socialiste Amador Fernandez, membre du Conseil régional, déclare à la presse (*A.B.C.*, 12 février 1937) : « Il faut confesser qu'il n'y a pas ici phobie des Comités. » Le 8 janvier, C.N.T. et U.G.T. des Asturies avaient, au contraire, signé un accord pour la généralisation à toutes les entreprises de Comités de contrôle C.N.T.-U.G.T. (Avec un nombre égal de militants de chaque centrale, sous la présidence d'un membre de l'organisation majoritaire dans l'entreprise). Le Congrès de l'U.G.T. asturienne, le 13 avril 1937, dont Javier Bueno souligne dans *Claridad* qu'il est le « 1er congrès de la révolution », confirme cette orientation. Aux élections à la commission exécutive, la liste communiste des adversaires des Comités, dite d'« unité », n'obtient que 12 000 voix contre 87 000 à celle de la direction sortante. La J.S.U. asturienne (cf. ch. XI) se dresse contre l'influence du P.C. et forme un « Front révolutionnaire » avec les Jeunesses libertaires.

Jusqu'à leur chute, les Asturies restent une Commune assiégée. La résistance de groupes armés de partisans, de longs mois après la victoire de Franco, prouve la profondeur de l'élan révolutionnaire que l'œuvre de restauration de l'État, menée ici avec plus de prudence, n'avait pas pu briser (voir 2^e partie, ch. IV).

¹⁸⁸ Il comprend Galarza (U.G.T.) ministre de l'Intérieur, Jesus Hernandez, Espla et Garcia Oliver.

inspecteur et un agent élus par leurs pairs, et le directeur général, haut fonctionnaire nommé par le ministre, qui préside. Dans chaque province sont créés, sur le même modèle, des Conseils régionaux que préside le gouverneur. Ces organismes se transformeront plus vite encore que les Conseils municipaux : leur structure « fédérale » est un obstacle à l'efficacité de l'action policière. Les hauts fonctionnaires y dominent très vite. Largo Caballero doit avoir compris cela quand il fait nommer directeur de la Sûreté son vieil ami Wenceslao Carrillo¹⁸⁹.

On assiste parallèlement à la constitution discrète de ce qui devient un véritable corps de police nouveau. Au moment où le trafic aux frontières est inexistant, le ministre des Finances, Juan Negrin, renforce en effet considérablement les carabiniers, peu nombreux avant-guerre¹⁹⁰. Le correspondant du *New York Herald Tribune* câble le 28 avril 1937 qu'une « force de police sûre est en train de se constituer » : on en a recruté à cette date plus de 40 000, dont la moitié sont équipés et armés.

Dans les premiers temps, la caution d'un parti ou d'un syndicat était exigée de tout garde ou policier nouveau : c'était la mesure de sécurité destinée à prévenir un noyautage éventuel par les phalangistes. Assez vite cependant, partis et syndicats semblent constituer pour les hauts fonctionnaires un écran entre le gouvernement et ses forces de répression. Un pas décisif sera franchi dans la coupure entre les forces de police et les organisations ouvrières avec l'interdiction faite aux carabiniers et aux gardes d'adhérer à un parti ou un syndicat¹⁹¹. La police redevient ainsi, en principe, l'instrument aveugle et docile dont un gouvernement a besoin.

La militarisation des milices

Les défaites militaires d'août et septembre avaient durement secoué les partisans du maintien des milices. Des anarchistes, Durruti, Garcia Oliver, Mera, demandent une organisation unifiée, un commandement unique. Pour tous, il est clair qu'il faut, sous peine de catastrophe, instaurer une discipline de fer au combat et dans le service, coordonner ravitaillement, équipement et communications, élaborer et appliquer une stratégie d'ensemble. Mais c'est à partir de là que commencent les divergences. Les anarchistes veulent réaliser ces transformations dans le cadre des milices, en maintenant l'élection des officiers, la solde unique, la suppression des galons. Le P.O.U.M. prône le modèle russe de 1918-1920, demande le contrôle des officiers par des commissaires et des Conseils de soldats, fait éditer et diffuse le *Manuel de l'armée rouge* de **Trotsky**. Personne n'ose prôner la reconstitution d'une armée de type ancien, et le mot d'ordre communiste d' « armée populaire » semble à beaucoup capable de concilier les aspirations révolutionnaires et la nécessité de la discipline. Le gouvernement progressera pas à pas, sans heurter de front l'état d'esprit particulier des milices, qu'il transforme cependant peu à peu en armée.

Le décret du 29 septembre, qui mobilise deux classes, marque le début de la « militarisation » : la junte et bientôt la *Comandancia* des Milices contrôlent, paient ravitaillent et arment toutes les milices d'organisation. Le premier décret du gouvernement a constitué un état-major qui commence à coordonner et à centraliser. Les recrues sont encadrées par des officiers ou sous-officiers mobilisés et récupérés dans des colonnes. Les corps ainsi formés sont organisés sur le modèle d'unités régulières, en bataillons, régiments, brigades et divisions. Certaines unités de milices refusent d'accepter la militarisation. *Frente libertario*, organe des milices C.N.T., publie le 27 octobre un violent article intitulé « Abattons l'Armée ». La Colonne de Fer se soulève contre le gouvernement qui lui restreint les crédits. Mais cette résistance est sans espoir. Si Giral n'avait pu reconstituer une armée, c'est que personne n'avait confiance en lui et qu'il ne disposait pas des armes modernes nécessaires. Or le gouvernement Caballero jouit de la confiance des partis et syndicats qui exigent l'unité de commandement et il

¹⁸⁹ W. Carrillo remplace M. Muñoz qui était déjà directeur avant la révolution. Negrin le remplacera par le communiste Ortega.

¹⁹⁰ Les carabiniers étaient les traditionnels douaniers. Leur développement à cette époque leur vaudra le surnom de *hijos de Negrin*.

¹⁹¹ Cette mesure ne semble pas avoir été respectée, au moins en ce qui concerne certains partis. Voir chapitre XI, note 15, les incidents provoqués par le « prosélytisme » communiste de Margarita Nelken auprès des gardes d'assaut.

dispose des armes que lui vaut l'appui de l'U.R.S.S. La répartition même des armes servira à la militarisation des milices : seules les unités « réorganisées » en recevront. Les succès remportés par les troupes organisées par le parti communiste ou par le gouvernement servent aussi à entraîner d'autres colonnes vers la militarisation. Les ministres de la C.N.T. l'appuient, les Comités nationaux de la C.N.T. et de la F.A.I. envoient au front des délégations qui s'efforcent de convaincre les miliciens et leurs chefs. L'une après l'autre, les colonnes les plus dures se résignent, dans l'espoir de recevoir des armes, à se « militariser ». Les Conseils d'ouvriers et de soldats ont supprimés, avec la bénédiction de *Solidaridad obrera* qui ne leur trouve plus de « raison d'être ». Dans une première phase, les unités sont débaptisées. Les centuries deviennent des compagnies ou des bataillons, les colonnes des régiments ou des brigades, suivant leur effectif. Un premier lien avec les organisations ouvrières disparaît quand un numéro est substitué au nom de chaque colonne. Sur le front d'Aragon, la colonne *Durruti* devient la 26^{ème}, *Carlos Marx* la 27^{ème}, *Francisco Ascaso* la 28^{ème}, *Lénine* la 29^{ème}, *Macia Companys* la 30^{ème} division. Puis les grades sont rétablis : les « délégués de main » deviennent caporaux ou sergents, les « délégués de centuries » capitaines, les « chefs de colonne » commandants. Les galons reparaissent, discrets, sur les blousons et les monos. Avec la militarisation, les milices doivent accepter la remise en vigueur – présentée sur le moment comme provisoire en attendant un nouveau texte – de l'ancien Code de justice militaire.

Le problème des cadres reste difficile. Il y avait dans les milices, nous l'avons vu, très peu d'officiers de métier : 200 peut-être dans toute l'Espagne, 12 seulement pour tout le Nord, selon le président Aguirre. Encore ne sont-ils pas sûrs, un bon nombre n'étant, comme dit Rabasseire, que « géographiquement loyaux ». Le général Walch (*Le Temps*, 12 juillet 38) parle de la « grève perlée » que font certains d'entre eux. André Malraux cite l'exemple d'un artilleur qui fait tirer sur les milices et Borkenau dénonce des cas de sabotage. Tous, malgré les gages donnés, sont suspects à leurs compagnons de combat par leur seule origine. Hernandez Sarabia, Menendez, Martin Blazquez échappent de justesse au *paseo*. Riquelme et Miaja sont menacés, et le gouvernement les change d'affectation pour les préserver. Escobar et Martinez, les aides de camp de Santillan, sont assassinés¹⁹². L'une des premières tâches sera donc de former des officiers. Garcia Oliver a fait ses preuves en organisant, à Barcelone, pour le Comité central, l'École populaire d'officiers. Largo Caballero lui confie l'organisation des Écoles populaires de Guerre. Deux mois après, cinq écoles auront donné une formation sommaire à 3 000 officiers, admis sur présentation d'un parti, d'un syndicat ou d'une colonne¹⁹³. Ainsi se crée un corps d'officiers que le maintien de la solde unique empêche de se dresser en corps privilégié, malgré le rétablissement, avec l'ancien Code, de la discipline et des marques extérieures de respect en dehors du service. L'esprit égalitaire des milices subsiste d'ailleurs, d'autant plus facilement que les chefs improvisés des premières semaines, ouvriers et militants, sont presque toujours confirmés dans leur grade lors de la militarisation de l'unité.

Les chefs de l'« armée populaire » eux-mêmes reflètent la diversité d'origine de ces cadres. Quelques-uns sont d'anciens officiers généraux ou supérieurs de l'armée d'avant la révolution : Miaja et Pozas qui étaient généraux, Rojo qui était commandant et deviendra général, Asensio, lieutenant-colonel, général en septembre, Hernandez Sarabia et Menendez qui étaient aides de camp d'Azaña, les commandants Casa do Perea. D'autres ont monté rapidement en grade parce qu'ils ont commandé dans les milices ou contribué à l'organisation de l'état-major : Francisco Galan, Cordon, Barcelo, Ciutat, le lieutenant de vaisseau Prados qui sera chef d'état-major de la Marine, le commandant Hidalgo de Cisneros qui sera chef d'état-major de l'Aviation. Mais déjà, à leurs côtés, on trouve des chefs d'origine ouvrière, sortis du rang dans les premières semaines de combat, des communistes sur tout, comme le

¹⁹² Escobar et Martinez ont été tués le 21 novembre. L'enquête officielle n'a pas abouti. Santillan dit que leur liquidation fut réalisée à l'instigation d'un « autre secteur antifasciste » qui accusait à tort ses collaborateurs de jouer double jeu. Martin Blasquez accuse des miliciens de la F.A.I. de la tentative d'assassinat contre lui et ses amis.

¹⁹³ Garcia Oliver a calqué leur organisation sur le modèle de celle de Barcelone. Mais les progrès réalisés par les techniques de la guerre moderne expliquent les insuffisances des officiers ainsi instruits : on ne saurait apprendre, en deux mois, à diriger une compagnie.

tailleur de pierre Lister et le charpentier Modesto¹⁹⁴, ou l'ancien sergent de la Légion Valentin Gonzalez, *El Campesino*, le compositeur Duran¹⁹⁵, mais aussi des anarchistes, comme Jover, Vivanco et Cipriano Mera, même des militants P.O.U.M. comme le métallo Baldris ou l'employé Rovira. Aucun d'entre eux, pour l'instant, ne dépasse le grade de commandant. Mais ils ont des commandements importants : Lister commande une brigade en octobre 36, une division en janvier 37, Modesto, Duran, Mera commanderont bientôt des divisions. Ces chefs sont jeunes : Duran a 29 ans, Alberto Sanchez, sorti du 5^{ème} régiment, commande une brigade à 21 ans.

Cependant, avec l'adoption de l'étoile rouge comme emblème sur les drapeaux de l'armée populaire, c'est sans doute l'institution des commissaires politiques qui a le plus contribué, hors d'Espagne, à créer la légende d'une « révolution communiste ». Dans l'esprit de tous, le mot est encore lié au souvenir de la révolution russe et de l'organisation de l'armée rouge par Trotsky.

L'institution, pourtant, ne remonte pas à 1917. La révolution française a, elle aussi, face à la nécessité de créer une armée régulière avec des cadres politiquement peu sûrs, éprouvé le besoin de contrôler les officiers de carrière, et de galvaniser les hommes par des animateurs politiques. Le « délégué politique » des milices était déjà l'équivalent, non seulement du « commissaire » de 1918- 1920, mais du « représentant en mission » de 1794. C'est donc une institution « imaginée par Carnot et perfectionnée par Trotsky », suivant la formule de Gorkin, que le gouvernement Caballero reprend et généralise dans des circonstances semblables.

Le décret d'octobre 36 qui crée le Commissariat donne comme tâche au commissaire de « représenter la politique de guerre du gouvernement dans l'armée et d'accomplir sa mission sans interférer dans le commandement militaire ». Mission vague et mal définie : le commissaire peut, suivant le cas, être tout ou rien. Il sera, en fait, beaucoup. Le règlement du 5 novembre dit qu'il est le « premier et meilleur auxiliaire du commandement, son bras droit », « la sentinelle, l'*ojo avizor* », en même temps que « le camarade et le modèle » de tous. Il est l'éducateur politique des soldats et des officiers, l'agent de liaison avec la population civile, l'organisateur du travail, des loisirs, du repos. « La première occupation du commissaire politique, c'est l'homme », écrit le règlement que le parti communiste a remis à ses commissaires.

« Aumôniers rouges », comme diront leurs adversaires, les commissaires seront, selon le P.C., « le nerf et l'âme de l'armée populaire ». Ce sont eux qui, plus que qui conque, contribueront, à partir des milices, à former l'armée dont ils sont très souvent les animateurs et parfois les véritables chefs¹⁹⁶.

La « légalisation » des conquêtes

Dans son compte rendu sur sa gestion ministérielle devant les militants de la C.N.T., Garcia Oliver devait déclarer : « Ma gestion a consisté à convertir en réalité légale les conquêtes de fait. » Ce n'est là, pourtant, que l'une des faces de la politique du gouvernement Largo Caballero : stabilisation et légalisation des conquêtes révolutionnaires, mais aussi arrêt de leur expansion.

La mise hors la loi de l'Église, du culte et des pratiques religieuses n'a été consacrée par aucune mesure législative. Elle est restée une réalité de fait. Si l'on en croit Gabriel Péri¹⁹⁷, Jesus Hernandez avait, dès septembre, demandé au gouvernement d'autoriser la réouverture des églises et de proclamer la

¹⁹⁴ Voir chapitre V, note 25.

¹⁹⁵ Il semble que Duran ait servi de modèle à André Malraux pour l'un des personnages principaux de *L'Espoir*, le communiste Manuel. On peut rapprocher ce que Manuel dit de lui-même dans le roman, de ce que Duran confie à Simone Téry (*Espagne, Front de la Liberté*, p. 147 notamment). Dans le 5^{ème} régiment, Duran avait commandé la Compagnie de Fer, unité de mitrailleurs motocyclistes organisée d'après une idée d'André Malraux (*ibid*, p. 129).

¹⁹⁶ Alvarez del Vayo sera, le 17 octobre, nommé commissaire général. Autour de lui sont désignés comme vice-commissaires généraux, Mije du P.C., Crescenciano Bilbao, socialiste, Gil Roldan, de la C.N.T., et Pestaña, du parti syndicaliste. Le 9 décembre, Mije est nommé commissaire général. Pendant toute cette période, Pretel de l'U.G.T. est secrétaire général du Commissariat.

¹⁹⁷ *L'Humanité*, 19 avril 1937.

liberté du culte, qui seront un des points importants du programme du P.C.¹⁹⁸. Ce sont en tout cas ces propositions qui sont mises en avant au Conseil des ministres du 9 janvier 1937 par Manuel de Irujo : elles se heurtent à l'opposition intransigeante de Garcia Oliver et au veto de Largo Caballero. Dans le domaine scolaire, la tâche est énorme : l'État s'efforce d'assurer la succession des écoles confessionnelles. Jesus Hernandez fait créer, par un décret du 25 novembre, un « baccalauréat simplifié » ouvert aux candidats présentés par les syndicats et les partis du Front populaire. Il organise des équipes spécialisées de miliciens, enseignants, qui s'attaquent, dans les milices et les villages, au problème de l'analphabétisme. La Généralité reconnaît l'« École nouvelle unifiée », mais ni ses principes pédagogiques, ni son fonctionnement sous le double contrôle des syndicats et des enseignants ne seront étendus à l'enseignement d'État, dont la structure n'est pas modifiée.

La présence d'un représentant de la C.N.T. au ministère de l'Industrie avait pu faire espérer une poursuite de la collectivisation commencée spontanément au lendemain de la révolution. Un décret du 2 août du gouvernement Giral prévoyait la saisie (*incautación*) des entreprises dont les patrons avaient été compromis dans le soulèvement militaire. Rien ne réglait pourtant, légalement, le sort de celles qui se trouvaient abandonnées pour d'autres raisons, manque de capitaux, mauvaise volonté. Juan Peiro déclare qu'il trouve à son entrée dans le gouvernement une situation véritablement catastrophique : une partie des industries sont « contrôlées », le contrôle étant en réalité une gestion ouvrière, d'autres entreprises sont collectivisées, d'autres, enfin, sont contrôlées mais dirigées par un patron dont l'unique préoccupation est de faire évader ses capitaux. Toutes ces entreprises sont au bord du désastre : dans les bureaux du ministère s'en tassent plus de 11 000 demandes de crédit, dont aucune ne sera satisfaite... Peiro propose à Caballero un décret de collectivisation qui n'est pas accepté, car il signifierait une atteinte à la propriété industrielle et par conséquent le risque de représailles occidentales et de resserrement du « blocus des armes ». Les projets de Peiro se réduiront finalement à un décret permettant l'« intervention » du gouvernement dans les industries indispensables à la guerre.

En Catalogne, le Conseil de la Généralité ira plus loin, sous la pression de la C.N.T. et du P.O.U.M. qui ont fait de la « légalisation » des collectivisations la condition de la liquidation du pouvoir révolutionnaire. Le décret du 24 octobre prévoit la collectivisation des entreprises employant plus de 200 salariés et le contrôle des comités ouvriers pour les autres. Sensible aux arguments de politique extérieure, les représentants de la C.N.T. et du P.O.U.M. acceptent l'indemnisation des actionnaires étrangers. Mais l'indemnisation des actionnaires espagnols est admise aussi, sans que le montant en soit fixé : ainsi reste ouverte, dans la perspective d'une restauration de la légalité républicaine, celle de la perception par les anciens actionnaires de véritables dividendes sur les entreprises collectivisées. La C.N.T. et le P.O.U.M. avaient vivement réclamé l'organisation du monopole du commerce extérieur, corollaire à leurs yeux de la collectivisation et surtout condition d'une planification sans laquelle elle ne pouvait que mener au chaos. Elles sont battues sur ce point aussi, et le commerce extérieur reste libre.

La question du crédit, véritable « goulot d'étranglement » des collectivisations, ne sera pas non plus réglée conformément aux vues des révolutionnaires. C'est sa crise, nous l'avons vu, qui menace le fonctionnement même des entreprises collectivisées. Le Conseil de la généralité de Catalogne refuse la création de la Banque pour l'Industrie et le Crédit demandé par la C.N.T. et le P.O.U.M. Le contrôle des banques par le syndicat U.G.T. à Madrid permet d'éviter la fuite des capitaux, mais les banques peuvent réserver leurs crédits aux seules entreprises privées et même prélever des commissions exorbitantes sur les transferts de fonds ordonnés par le gouvernement. Juan Peiro propose la création d'une Banque industrielle, destinée à financer l'activité des usines collectivisées. Mais le ministre des Finances, Negrin, s'y oppose, comme il s'opposera¹⁹⁹ à la demande d'un crédit de 30 millions de

¹⁹⁸ C'est de la radio du P.C. qu'un prêtre catholique, le R. P. Lobo, s'adresse aux Madrilènes pour leur demander de rejoindre les rangs du peuple.

¹⁹⁹ Selon Juan Peiro, le crédit qui lui fut finalement offert, après longue discussion du Conseil, était de 24 millions de pesetas, sur lesquels le ministère de l'Industrie devait encore payer 6 % d'intérêts.

pesetas que le ministre de l'Industrie juge indispensable pour faire face aux besoins les plus urgents de l'industrie collectivisée. Ainsi se trouve limité, puis arrêté, le mouvement de collectivisation, le gouvernement restant maître des entreprises par l'intermédiaire des banques. Petit à petit, il affirme son autorité, dans les entreprises *incautadas* comme les *intervenidas*, par le choix qu'il fait des contrôleurs et des directeurs. Souci d'efficacité et préoccupations politiques l'amènent souvent à remettre en place, avec d'autres titres, anciens propriétaires ou cadres de maîtrise.

C'est une politique semblable qui prévaut à la campagne. Les mesures gouvernementales ne comblent pas le fossé qui risquait de se creuser entre la révolution agraire et la défense républicaine. Le décret pris par Uribe le 7 octobre 1936 est très en retrait par rapport à la situation réelle dans les campagnes. Muet sur le problème décisif des baux et des redevances, qui restent seulement réglés de fait par une suppression qui n'a rien de légal, il traite de l'« expropriation sans indemnisation et en faveur de l'État » des propriétés agricoles appartenant à des individus liés à la rébellion, les paysans étant laissés libres de décider si l'exploitation en sera collective ou individuelle. Il ne légalise ainsi qu'une partie des expropriations : le nom des propriétaires frappés devra paraître à l'*officiel*. Il laisse ainsi de graves problèmes en suspens. Des propriétaires qui n'ont aucunement trempé dans la rébellion ont eu leurs terres expropriées. D'autres aussi, qui avaient été considérés comme factieux, mais qu'un tribunal peut blanchir. Certains héritiers, enfin, peuvent faire valoir leurs droits. Des milliers de paysans désormais vont se demander s'ils ne seront pas contraints de rendre les terres qu'ils ont prises au cours de l'été 1936.

Le recul des anarchistes

L'œuvre de restauration de l'État accomplie par le gouvernement Largo Caballero n'a été possible qu'avec la participation des plus populaires des leaders de la C.N.T.-F.A.I. et grâce à l'appui de ses organismes dirigeants. Mais, pour les militants, le tournant est d'autant plus brutal que les explications ont été plus sommaires. Si, comme nous l'avons vu, certains responsables, comme Santillan, ne se sont résignés que la mort dans l'âme à la liquidation du pouvoir révolutionnaire, d'autres vont, très vite, beaucoup plus loin et piétinent allègrement ce qui avait été jusque-là le credo anarchiste²⁰⁰. Les dirigeants de la C.N.T. répètent volontiers que Durruti était prêt à « renoncer à tout, sauf à la victoire », et pour beaucoup, ce « tout » signifie les conquêtes révolutionnaires²⁰¹. Les ministres anarchistes sont devenus de vrais ministres²⁰² et le ministère de la Propagande parle de « *El excelentísimo señor ministro de Justicia, camarada Garcia Oliver* ». Les officiers et policiers anarchistes parlent et agissent désormais plus en officiers et en policiers qu'en anarchistes : Eroles, commissaire de la Sûreté, affirme que son plus « fervent désir » a été réalisé avec la création d'un corps unique de la Police, et Mera, ignorant désormais les « camarades », affirme ne plus vouloir connaître que « les capitaines et les sergents ».

Bien des responsables en ressentent un profond malaise : ils se souviennent du temps – pas très lointain – où le juge, l'officier, le ministre, incarnaient l'ennemi de classe. Ils ne contestent pas la tactique de collaboration, mais critiquent volontiers le zèle apporté dans son application. Ainsi Santillan, qui se voit retirer ses responsabilités, se tient finalement à l'écart, sceptique et amer, impuissant face à l'appareil de sa propre organisation. Les militants, ont, en général, moins de scrupules et de crises de conscience. Plus que jamais, organisations locales ou régionales, individus même prennent des initiatives sans tenir compte de la politique confédérale. Le gros des opposants, les « sectaires », ne perdent pas leur temps à argumenter et à élaborer des thèses. Ils agissent, et leur

²⁰⁰ *Solidaridad obrera* demande aux Français leur appui contre les « Boches ». Federica Montseny dit que la guerre se mène contre les « envahisseurs étrangers ».

²⁰¹ Après sa mort, Durruti a été utilisé par toutes les tendances. Citons, en opposition à cette phrase si souvent répétée, sa déclaration à Pierre Van Paasen : « Nous voulons la révolution, ici, en Espagne, maintenant et non pas peut-être après la prochaine guerre européenne » (interview citée par F. Morrow).

²⁰² Garcia Oliver dit aux élèves officiers : « Vos soldats... cessent d'être vos camarades et doivent prendre place dans l'engrenage de la machine militaire de notre armée. »

désaccord prend les formes les plus variées, de la désertion à la manifestation armée en passant par l'attentat. Le 1^{er} octobre, la Colonne de Fer, formée à Valence et encadrée par des anarchistes, quitte le front de Teruel pour imposer à Valence sa conception de l' « ordre révolutionnaire ». Elle attaque et désarme les gardes, envahit le tribunal dont elle détruit les archives, descend dans les boîtes de nuit et les cabarets, dépouillant les clients de leurs bijoux et de leurs portefeuilles. Il faudra une véritable bataille rangée pour en venir à bout : parmi les morts, on relève un dirigeant socialiste, José Pardo Aracil. Le 30 octobre, toujours à Valence, l'enterrement d'un des chefs de la Colonne de Fer, Ariza Gonzalez – peut-être abattu en représailles – se transforme en émeute armée. Finalement encerclés place de Tétouan par des unités communistes armées de mitrailleuses, les manifestants subissent de lourdes pertes, laissant une cinquantaine de morts. Ici ou là, jour après jour, éclatent des incidents de ce genre, selon un schéma presque toujours identique : une explosion de violence aveugle des anarchistes, souvent sans conviction et en tout cas sans objectif précis, à laquelle forces de police et unités communistes répondent durement, poursuivant leur avantage pour finalement démanteler les positions anarchistes. C'est le cas de Cuenca, où Borkenau avait vu, au mois d'août 36, une véritable « forteresse anarchiste » et qu'il retrouve en février « bastion de l'U.G.T. ».

Un exemple caractéristique du désarroi anarchiste est donné dans la diversité des réactions lors du départ du gouvernement pour Valence, aux premières heures de l'attaque de Madrid. Les ministres anarchistes qui ont combattu cette décision l'acceptent finalement et suivent Caballero. *Solidaridad obrera* n'hésite pas à affirmer que « l'autorité morale du gouvernement » sera « rétablie et accrue par le changement de résidence ». Or, au même moment, la C.N.T.-F.A.I. de Madrid salue la capitale « délivrée des ministres », et celle de Valence stigmatise les « lâches et les fuyards » du gouvernement. À Tarrancon, une centaine de miliciens anarchistes qui viennent du front de Sigüenza arrêtent la caravane officielle, molestent et menacent les ministres et les ambassadeurs, dont Rosenberg, l'ambassadeur de l'U.R.S.S., et il faudra toute la force de conviction d'Eduardo Val, responsable C.N.T. de Madrid, pour obtenir leur libération, sans sévices²⁰³.

Ces incidents déconsidèrent le mouvement anarchiste et donnent du crédit à ceux de leurs adversaires qui dénoncent le rôle, dans leurs rangs, des « incontrôlables ». Surtout, ils contribuent à les isoler, à permettre que se développent consciemment et se manifestent au grand jour les forces qui leur sont hostiles.

La petite bourgeoisie des villes s'est terrée pendant les premiers mois. Mais si les anarchistes ont fait peur, ils n'ont pas vaincu, ils n'ont pas pris le pouvoir, ils n'ont, surtout, pas écrasé l'adversaire. Faute d'avoir su mener la révolution jusqu'à son terme, ils doivent se résigner maintenant à lui voir relever la tête : la révolution inachevée se retourne contre ses promoteurs.

L'évolution est la même dans les campagnes. Même lorsque le paysan a accepté volontiers la collectivisation dans les premières semaines, il est inquiet de sa position instable. Les réquisitions des milices pèsent lourdement sur lui et la collectivité ne lui semble pas le paradis promis. Les adversaires des collectivisations ont repris confiance, encouragés par les déclarations officielles sur l'ordre, la légalité, la propriété. Ils savent qu'ils peuvent compter sur la nouvelle police : en janvier 37, à la Fatarella, village de 600 habitants dans la province de Tarragone, les petits propriétaires se soulèvent en armes contre les anarchistes qui veulent les collectiviser, et l'affaire fera plusieurs morts et blessés. Un peu partout, la campagne réagit contre la révolution.

C'est que les anarchistes qui, au sommet de la poussée révolutionnaire, dans la cohésion que donne la victoire, n'ont pas su venir à bout d'un débile gouvernement Giral, se heurtent aujourd'hui, en ordre dispersé, sans orientation ni politique, à un gouvernement fort, reconnu de tous, soutenu par leurs propres dirigeants. Ils se heurtent surtout, partout, à la force toujours plus grande des organisations du P.C. et du P.S.U.C. qui possèdent, elles, les cadres et la discipline, les moyens matériels et une

²⁰³ Contrairement à ce qu'affirment la majorité des auteurs, il semble que les miliciens de la C.N.T. de Tarrancon n'appartenaient pas à la Colonne de Fer, mais qu'il s'agissait d'éléments madrilènes (cf. ce que dit Guzman, dans *Madrid rojo y negro*, de leur chef, Villanueva).

politique : ce sont elles qui seront, sur tous les plans, les bénéficiaires en même temps que les principaux agents du déclin anarchiste.

La montée communiste

À partir de septembre 1936, nous l'avons vu, le parti communiste et le P.S.U.C. deviennent un facteur prépondérant de la vie politique. De 30 000 environ au début de la guerre civile, ils passent en quelques mois à plus de centaines de milliers de militants, pour atteindre le million en juin 1937.

Mais les dirigeants espagnols du P.C. et du P.S.U.C. ne jouent plus seuls cette partie importante depuis que le gouvernement de Moscou s'y est engagé. Dès la fin de juillet, des délégués de l'Internationale communiste prennent en mains la direction et l'organisation du parti. À Madrid, ce sont l'Argentin Codovila, connu sous le pseudonyme de Medina, le Bulgare Stepanov et surtout l'Italien Togliatti, dit Ercoli, connu sous le nom d'Alfredo²⁰⁴, éminence grise de Moscou en Espagne. À Barcelone, c'est le Hongrois Geroe, connu sous le nom de Pedro. Ils sont entourés de techniciens et de conseillers dont l'expérience sera précieuse et qui semblent avoir été la plupart du temps des agents de services secrets russes. C'est ainsi que toute la politique militaire du P.C. espagnol est entre les mains de l'Italien Vittorio Vidali, un des agents les plus importants du N.K.V.D. à l'étranger, petit homme « au visage de comique, une figure rose avec un toupet blond », selon Simone Téry, connu en Espagne sous le nom de Carlos Contreras, et surtout de Commandant Carlos. Les uns et les autres disposeront de fonds importants qui leur permettront la mise sur pied d'un sérieux appareil d'action et de propagande.

Alors que la presse réactionnaire du monde entier s'efforce de décrire en Espagne les ravages d'une « révolution bolcheviste », inspirée par les communistes et « l'or de Moscou », le parti communiste a pris, dès les premières heures, une position nettement affirmée en faveur du maintien de l'ordre républicain, pour la défense de la propriété et de la légalité. Tous les discours de ses dirigeants reprennent le même thème : il ne s'agit pas, en Espagne, de révolution prolétarienne, mais de lutte nationale et populaire contre l'Espagne semi-féodale et les fascistes étrangers, en même temps que d'un épisode de la lutte qui oppose dans le monde « les démocrates » à l'Allemagne et à l'Italie. Le parti communiste condamne vigoureusement tout ce qui peut apparaître comme susceptible de briser « l'unité de front » entre la classe ouvrière et les « autres couches populaires ». Il se montre particulièrement soucieux de conserver de bons rapports avec les dirigeants républicains et répète inlassablement ses mots d'ordre de « respect du paysan, du petit industriel, et du petit commerçant ». « Nous nous battons », proclame José Diaz, « pour une république démocratique et parlementaire d'un type nouveau ». Un tel régime suppose la « destruction des racines matérielles de l'Espagne semi-féodale », « l'expropriation des grands propriétaires », la destruction du « pouvoir économique et politique de l'Église », la « liquidation du militarisme », la « désarticulation des grandes oligarchies financières ». Or ces résultats, selon lui, sont déjà atteints. La seule tâche du jour est donc de se battre : « Vaincre Franco d'abord » est le mot d'ordre central des communistes. Pour y parvenir, il faut consolider le « bloc national et populaire », renforcer l'autorité du gouvernement de Front populaire : les communistes soutiennent le gouvernement Companys contre le Comité central, la Junte de Martinez Barrio contre le Comité exécutif populaire, les autorités légales contre les « Comités irresponsables ». Ils défendent, depuis la première heure, la nécessité de la constitution d'une armée régulière, soutiendront Giral, précéderont Largo Caballero dans cette voie. José Diaz déclare à plusieurs reprises que « se lancer dans des essais de socialisation et de collectivisation... est absurde et équivaut à se faire les complices de l'ennemi ». Aussi, le parti communiste mène-t-il campagne acharnée contre tous ceux qui parlent de poursuivre la révolution. « Nous ne pourrions faire la révolution si nous ne gagnons pas la guerre, déclare José Diaz... Ce qu'il faut, c'est d'abord gagner la guerre. » Aussi, dans le camp républicain, dirige-t-il tous ses coups à sa gauche, contre les

²⁰⁴ Jesus Hernandez affirme que Togliatti se trouvait en Espagne dès les premiers jours de l'insurrection, donc pendant l'été 1936, et qu'il siégeait de façon permanente au B.P. du P.C.E. Les biographes officiels de Togliatti, les Ferrara, disent qu'il est arrivé en Espagne en juillet 1937 (p. 280), qu'il « devait se montrer le moins possible » (p. 288) et confirment que « son travail fut entièrement consacré aux questions espagnoles, à celles du parti communiste et au mouvement populaire espagnol ».

révolutionnaires. « Les ennemis du peuple sont les fascistes, les trotskystes et les incontrôlables », affirme José Diaz, dans le même discours, et les propagandistes du P.C., s'appuyant sur les procès de Moscou, reprennent inlassablement le thème anti-trotskyiste : « Le trotskysme n'est pas un parti politique, mais une bande d'éléments contre-révolutionnaires. Le fascisme, le trotskysme et les incontrôlables sont les trois ennemis du peuple qui doivent être éliminés de la vie politique, non seulement en Espagne, mais dans tous les pays civilisés. » Franz Borkeu a montré les conséquences d'une ligne politique qui entraînait les organisations communistes « stalinienne », au-delà de l'organisation de la lutte contre Franco, vers une lutte ouvertement dirigée contre la révolution en Espagne même, au nom de son inopportunité : « Les communistes ne s'opposèrent pas seulement à la marée des socialisations, ils s'opposèrent à presque toute forme de socialisation. Ils ne s'opposèrent pas seulement à la collectivisation des lopins paysans, ils s'opposèrent avec succès à toute politique déterminée de distribution des terres des grands propriétaires terriens. Ils ne s'opposèrent pas seulement, et à juste titre, aux idées puériles de l'abolition locale de l'argent, ils s'opposèrent au contrôle de l'État sur les marchés... Ils ont non seulement tenté d'organiser une police active, mais montré une préférence délibérée pour les forces de police de l'ancien régime tellement haïes par les masses. Ils ont non seulement brisé le pouvoir des Comités, mais manifesté leur hostilité à toute forme de mouvement de masse, spontané, incontrôlable. Ils agissaient, en un mot, non avec l'objectif de transformer l'enthousiasme chaotique en enthousiasme discipliné mais avec comme but de substituer une action militaire et administrative disciplinée à l'action des masses et de s'en débarrasser complètement »²⁰⁵.

Cette politique conservatrice assure le développement du P.C. et du P.S.U.C. et élargit leur audience. En Catalogne, le décret sur la syndicalisation obligatoire a regonflé les effectifs de la faible U.G.T. contrôlée par le P.S.U.C. C'est sous son égide que se constituera en syndicat le G.E.P.C.I. (*Fédération des Gremios y Entidades de Pequeños Comerciantes y Industriales*) qui, sous couleur de défense professionnelle des commerçants, artisans et petits industriels, sera l'instrument de lutte de la moyenne et petite bourgeoisie contre les conquêtes révolutionnaires. Dans le Levante, où l'U.G.T. a au contraire, une base de masse chez les petits paysans, le P.C., avec Mateu, organisera une Fédération paysanne indépendante que soutiendront tous les adversaires de la collectivisation, caciques compris.

De façon plus générale, c'est vers le P.C. et le P.S.U.C., défenseurs de l'« ordre et de la propriété » que se tournent les partisans de l'ordre et de la propriété en Espagne républicaine. Magistrats, hauts fonctionnaires, officiers, policiers, trouvent en lui l'instrument de la politique qu'ils souhaitent, en même temps qu'un moyen de s'assurer, le cas échéant, protection et sécurité²⁰⁶. Du même coup, le P.C. cesse d'être un parti à composition prolétarienne : à Madrid, en 1938, selon ses propres chiffres, il ne compte que 10 160 syndiqués sur 63 426 militants, ce qui indique un faible pourcentage d'ouvriers²⁰⁷. La propagande du P.C. met d'ailleurs l'accent sur les « personnalités » recrutées, dont certaines sont, pourtant, loin de présenter toutes les garanties en ce qui concerne la sincérité de leur dévouement à une cause « ouvrière »²⁰⁸.

²⁰⁵ Borkeu, *op. cit.* p. 292.

²⁰⁶ Bien entendu, on a vu aussi affluer, à la C.N.T. par exemple, des gens de droite désireux de s'assurer une « couverture ». Mais seul le P.C. offrait, en même temps que la protection, la perspective d'une lutte pour l'ordre.

²⁰⁷ Borkeu dit que le P.C. est d'abord « le parti du personnel militaire et administratif ». Viennent ensuite les petits bourgeois et paysans aisés, puis les employés, en dernier lieu seulement les ouvriers d'industrie. Dolléans, citant le cas de Valence, où les anciens de la C.E.D.A. ont rejoint le P.C., dit qu'il recrute « parmi les éléments les plus conservateurs du bloc républicain ». La majorité des officiers de carrière, dont quelques-uns avant-guerre n'étaient que des républicains, quand ils n'étaient pas de droite, adhèrent au P.C. Citons Miaja et Pozas, et les Jeunes Hidalgo de Cisneros, Galan, Ciutat, Cordon, Barcelo ...

²⁰⁸ Le 1^{er} Janvier 37, l'un des fils du président Alcalá Zamora, José Alcalá Castillo, revenu depuis quelques jours d'exil, adhère au Parti : le 6, une émission spéciale du P.C. à la radio, avec la participation de Balbontin, est adressée aux « fils de la grande bourgeoisie qui luttent dans le camp adverse » et à qui on demande de « passer en masse aux côtés du peuple espagnol ». José Alcalá Castillo sera choisi pour faire partie d'une délégation de « travailleurs » envoyée en U.R.S.S. pour les fêtes du 1^{er} mai. La presse espagnole reproduira un article de lui, dans les *Izvestia* du 6, avec ses remerciements au « grand camarade Staline ».

Une autre recrue, très représentative de la nouvelle couche de militants du P.C., est Constanza de La Mora. Fille d'une des plus

Il serait cependant erroné de n'expliquer la croissance du P.C. que par sa politique modérée et son loyalisme républicain. Dans le chaos des premiers mois, en effet, le parti communiste s'avère une remarquable force d'organisation, un instrument terriblement efficace. Avec certaines de ses réalisations, ses appels à l'unité antifasciste rencontrent un immense écho chez tous ceux, républicains, socialistes, syndicalistes, inorganisés, qui veulent avant tout se battre contre Franco. Les Hernandez, Pasionaria, Comorera même, ne sont pris au sérieux dans leurs diatribes contre les Comités et les « incontrôlables », dans leurs appels à la discipline et au respect de la légalité, que parce que leur parti s'est révélé capable de bien se battre, parce qu'il sait construire et donner l'exemple.

L'histoire de la défense de Madrid montre aussi, que, dans certaines circonstances, le parti communiste est capable, non seulement de faire appel à des traditions révolutionnaires comme celles de l'octobre russe ou de l'armée rouge, mais encore d'utiliser des méthodes proprement révolutionnaires, en un mot d'apparaître, aux yeux de larges masses, comme un parti authentiquement révolutionnaire. Bien des militants espagnols ou « internationaux » ont vécu dans la défense de la capitale une épopée révolutionnaire dont l'emblème purement antifasciste n'était à leurs yeux que provisoire. Contre les mercenaires allemands ou italiens, ils se voulaient combattants de la Révolution prolétarienne internationale. Nombre d'entre eux ont combattu la révolution dans l'immédiat, avec la conviction qu'il ne s'agissait que d'un repli tactique provisoire, et qu'au bout de la lutte antifasciste se trouvait la Révolution communiste mondiale.

L'un des instruments les plus efficaces du développement de l'influence du P.C. a été, sous cet angle, le 5^{ème} régiment. Dès le 19 juillet, les militants communistes de Madrid occupent un couvent salésien à Cuatro Caminos et organisent une unité qui comptera 8 000 hommes à la fin du mois. Le choix même du vocable « régiment » et de son numéro, 5^{ème}, est significatif : la direction du P.C. fait de cette unité le 5^{ème} régiment parce qu'il existait, à Madrid, quatre régiments avant l'insurrection. C'est Enrique Castro Delgado, délégué par le bureau politique, et secondé par le commandant Carlos, qui est chargé de sa mise sur pied. Ils constituent, dans chaque bataillon, les « Compagnies d'acier » formées en majorité de militants communistes, font appel systématiquement aux officiers et sous-officiers de réserve ou de carrière. Avec l'aide russe, le 5^{ème} régiment se développe avec une rapidité foudroyante. Il est équipé, entraîné, encadré. Le gouvernement le favorise parce qu'il est un modèle de discipline : il a remis en vigueur toutes les pratiques des unités régulières, le salut, les galons, les grades.

Des officiers de carrière engagés dans d'autres colonnes demandent à rejoindre cette unité où ils retrouvent les conditions de service qui sont, à leurs yeux, normales. Le 5^{ème} régiment a un orchestre, une chorale, un quotidien, *Milicia popular*. Il a bientôt sa légende. À la fin de septembre, il groupe 30 000 hommes. Il va devenir le 5^{ème} corps, comptant plus de 100 000 hommes, et encadrera finalement la plus grande partie de l'armée du Centre.

C'est dans le 5^{ème} régiment qu'apparaît pour la première fois le vocable de « commissaire » : en effet, son développement, aux yeux des dirigeants du P.C., ne doit pas échapper à l'appareil du Parti. Le commissaire maintient dans ces unités régulières la discipline politique d'un parti, le contrôle sur les techniciens, l'animation du moral des hommes. Et le parti communiste saura utiliser son expérience du commissariat pour étendre son influence dans l'armée. Il est la seule organisation à avoir véritablement compris les possibilités qu'offre le corps des commissaires à un parti actif. Grâce à la protection du commissaire général, Alvarez del Vayo, ils arrivent littéralement à coloniser le

grandes familles de l'oligarchie espagnole, petite-fille d'Antonio Maura, homme d'État conservateur pour qui elle ne cache pas son admiration, elle entre en conflit avec sa famille et son milieu à la suite d'un mariage désastreux avec un *señorito* de Malaga (Bolin, dont parlent par ailleurs Koestler et Chalmers Mitchell). Divorcée et remariée avec Hidalgo de Cisneros, elle a dirigé la censure à Madrid, n'hésitant pas à censurer les décisions du gouvernement, conformément aux ordres de son parti. Son autobiographie, *Fièvre Espagne*, est un intéressant témoignage : cette femme intelligente, énergique et courageuse, parle encore le langage de sa classe et manifeste aux « ultra-révolutionnaires » la même hostilité que son grand-père aux socialistes.

commissariat pendant sa première année d'existence²⁰⁹. Grâce à lui, ils peuvent diffuser leurs mots d'ordre parmi les troupes et les principaux thèmes de leur propagande : démocratie, patriotisme, discipline. Alors que les commissaires politiques de l'armée rouge avaient été les propagandistes de la révolution et du socialisme, ces deux mots seront bannis du vocabulaire des commissaires espagnols dont, par la volonté du P.C., l'une des raisons d'être sera précisément de lutter dans l'armée contre tous ceux pour qui la révolution immédiate est encore une tâche aussi importante que la guerre.

Les communistes staliniens, devenus intouchables depuis la livraison des armes russes, défenseurs conséquents du programme antifasciste de restauration de l'État, organisateurs de l'Armée, deviennent ainsi les éléments les plus dynamiques de la coalition gouvernementale. Azaña, Companys, Prieto, Largo Caballero lui-même, leur montrent la même confiance, leur accordent l'appui qu'ils reprocheront plus tard à un Del Vayo de leur avoir accordé. Leur position se renforce tous les jours, non seulement dans l'opinion publique, mais peut-être plus encore dans l'appareil d'État. Nous venons de voir la place qu'ils occupent dans les cadres politiques et militaires de l'armée populaire. Ce sont également des communistes qui contrôlent les services de la censure et du chiffre. Leurs hommes, Burillo à Madrid, Rodríguez Salas à Barcelone, détiennent les postes-clés de la nouvelle police. Leur cohésion et leur discipline posent désormais un problème : ne constituent-ils pas, déjà, un État dans l'État ?

Quelques incidents sérieux montrent qu'ils sont décidés à utiliser leurs positions à des fins que ne justifie pas le souci, si souvent affirmé, de l'unité de front et de l'intérêt général et – ce qui est plus grave encore – qu'ils entrent dans cette voie sur les indications du gouvernement russe. Lorsque se constitue à Madrid la Junte de défense, malgré la décision prise d'y représenter tous les partis, le parti communiste oppose un veto absolu à la présence du P.O.U.M. qualifié de « trotskyste » et d' « ennemi de l'Union soviétique »²¹⁰. *La Batalla* proteste et porte le conflit au grand jour : « Ce qui intéresse réellement Staline, écrit-elle le 15 novembre, ce n'est pas le sort du prolétariat espagnol et international, mais la défense du gouvernement soviétique suivant la politique des pactes établis par certains États contre d'autres. » Le 28 novembre, dans une note à la presse, le consul général de l'U.R.S.S. à Barcelone, Antonov Ovseenko, n'hésite pas à intervenir dans la politique intérieure de l'Espagne républicaine, dénonçant en *la Batalla*, « la presse vendue au fascisme international ». C'est cette affaire qui amènera une crise ministérielle en Catalogne, et, finalement, l'exclusion du P.O.U.M. du Conseil de la Généralité. Le commentaire, dans la *Pravda* du 17 décembre, de cet événement, venant après les premiers procès de Moscou, constitue une menace non déguisée : « En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé ; elle sera conduite avec la même énergie qu'en U.R.S.S. »

Bilan de cette restauration

Il y a d'ailleurs, dans le tableau, bien d'autres ombres inquiétantes. La dualité de pouvoir a certes disparu, mais, dans bien des cas, elle a fait place à une administration multiple dont les organes se contrecarrent ou se gênent mutuellement. Le cas de Malaga n'est pas une exception, où subsistent côte à côte les pouvoirs fantômes du gouverneur Arraiz et du Comité, la seule autorité réelle étant celle de militaires incapables de comprendre et de diriger leurs troupes ouvrières et paysannes. Les

²⁰⁹ La Pasionaria, dans *Mundo obrero* du 19 mars 1937, citant un état des pertes subies par le corps des commissaires, révèle, peut-être involontairement, la prépondérance communiste : sur 32 commissaires tués, 21 appartenaient au P.C., 7 à la J.S.U. ; sur 55 blessés, 35 étaient du P.C., 1 de la J.S.U. Même si l'on admet, avec elle, que les communistes, plus héroïques que les autres par définition sont donc plus exposés que les autres, il est clair que leur influence était prépondérante. Caballero accuse nettement Del Vayo d'avoir favorisé leur pénétration. Prieto incrimine Anton, chef des commissaires du front de Madrid, et membre du bureau politique du P.C. Il est incontestable que le P.C. comprit avant les autres organisations l'importance du rôle des commissaires et que les candidats communistes furent plus nombreux que les autres.

²¹⁰ Enrique Rodriguez, responsable du P.O.U.M. à Madrid fut informé de cette décision par le socialiste Albar qui lui dit : « L'ambassadeur Rosenberg a mis son veto à votre présence. C'est injuste, bien sûr, mais comprenez-nous : l'U.R.S.S. est puissante ; entre nous priver de l'appoint du P.O.U.M. et nous priver de l'aide de l'U.R.S.S., nous avons choisi. Nous préférons nous incliner et refuser le P.O.U.M. » Andrade et Gorkin se rendent alors à Madrid, mais échouent eux aussi. Le P.O.U.M. ne sera pas représenté dans la Junte.

inconvenients que présentait des centaines d'organismes policiers de village ont disparu avec la réorganisation de la police, mais force est bien de constater avec Borkenau qu'a disparu avec eux « l'intérêt passionné du village pour la guerre civile ». Le libertaire italien Bertoni écrit du front d'Huesca : « La guerre d'Espagne, dépouillée de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire... reste une terrible question de vie ou de mort, mais n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime et d'une nouvelle humanité »²¹¹.

C'est pourtant à ce moment que se déroule la bataille de Madrid : guerre moderne où s'affrontent deux armées organisées, où s'opposent avions, canons et blindés, guerre révolutionnaire aussi où le moral des combattants réalise ce qui est techniquement impossible, où le peuple en armes tient tête à deux des plus grandes puissances militaires de l'Europe. Les batailles de Madrid et Guadalajara, les seules grandes victoires républicaines de cette guerre, se situent en plein tournant : l'organisation et la discipline n'avaient pas tué l'enthousiasme et la foi, l'enthousiasme et la foi s'appuyaient sur la discipline et l'organisation, sur les armes aussi, sans lesquelles il n'est pas de cause qui puisse triompher, quels que soient les sacrifices qu'elle ait été capable de susciter.

²¹¹ Cité par Berneri, *Guerre de classes en Espagne*, p. 40.

11. Madrid: no pasaran!

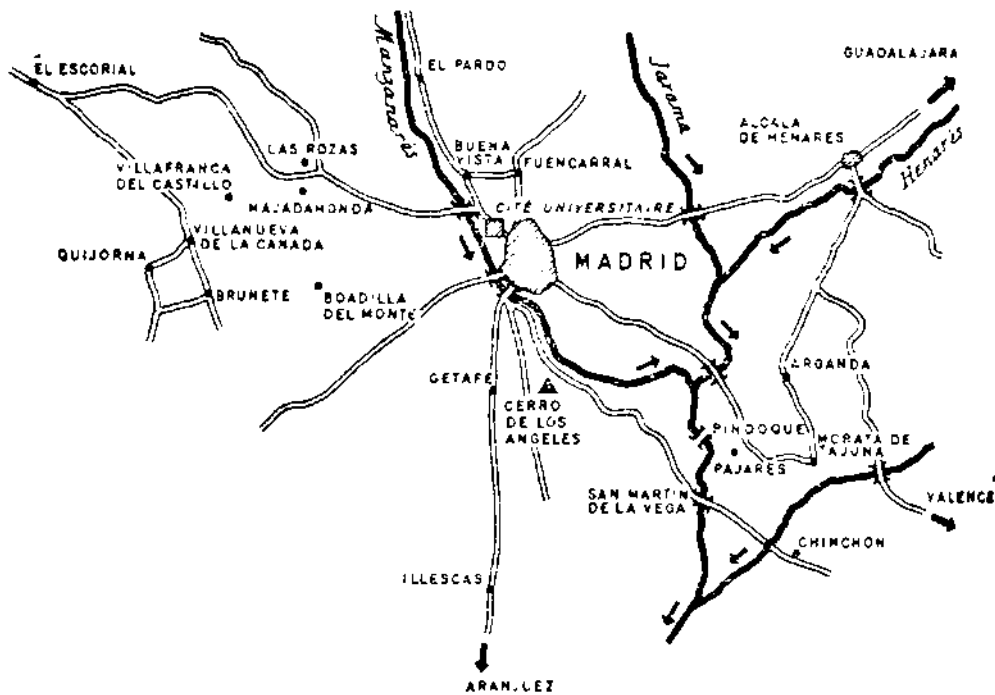
Le 28 septembre 1936, les dernières résistances s'éteignent dans Tolède avec l'extermination des groupes de miliciens de la C.N.T. qui tenaient l'hôpital. Un nouveau chapitre s'ouvre, celui de la bataille pour la capitale. Aux yeux des chefs nationalistes, ce doit être le dernier : la chute de Madrid donnera le signal de l'effondrement républicain. Aucun d'entre eux n'envisage un instant une résistance sérieuse de la part des milices. La plupart des observateurs étrangers partagent ce point de vue : les milieux diplomatiques se préparent à la chute de la capitale qui, aux yeux de Rome et Berlin, devra changer la situation juridique de l'Espagne et permettre la reconnaissance du gouvernement de Franco.

Les généraux rebelles estiment qu'ils pourront faire leur entrée dans Madrid pour la Fête de la Race, le 12 octobre²¹². C'est le général Varela qui commande l'armée assaillante : 20 000 soldats de métier, Maures et légionnaires, aguerris, disciplinés, confiants, persuadés qu'ils ne vont rencontrer aucune résistance. L'offensive se déroule d'abord suivant le plan prévu : la colonne qui remonte la vallée du Tage opère sa jonction, le 10 octobre, avec le corps d'armée de Davila qui vient de la Sierra. Elle n'a rencontré d'autre résistance que le harcèlement des milices du Levante que commandent Uribarri et Bayo, action de guérilla insuffisante pour enrayer l'avance d'une armée moderne qui ne se heurte à aucune opposition dans ses attaques frontales. En trois jours, les assaillants progressent de 27 kilomètres ; entre Chapineria, prise le 15, Navalcarnero qui tombe le 18 et Illescas le 21, se dessine la pince qui va enserrer Madrid.

Une ville à prendre

Fin septembre déjà, le rapport de Voelckers à Berlin est très optimiste. Madrid ne peut pas soutenir de siège. Elle n'a aucun stock de vivres, aucune défense antiaérienne, aucune ligne de défense et même pas de tranchées. Les miliciens qui la défendent sont mal armés, inexpérimentés et surtout mal encadrés. Certes, les premières armes modernes viennent d'arriver, première manifestation concrète de l'aide russe : l'étonnement même qu'elles provoquent chez les miliciens prouve leur inexpérience et semble exclure l'hypothèse qu'elles pourraient véritablement contribuer à renverser la situation. Le 28, dans une proclamation à la radio, Largo Caballero a annoncé : « Nous avons à notre disposition un formidable armement mécanisé. Nous avons des tanks et une aviation puissante », et le même jour, quarante tanks russes, appuyés par l'aviation, réussissent une percée. Pourtant, l'infanterie n'a pas suivi et la première contre-attaque de l'armée républicaine se solde par un échec. Les chefs militaires de Madrid sont d'ailleurs conscients de la gravité de la situation et, semble-t-il, résignés à la chute inévitable de la capitale. Le général Asensio, qui commande l'armée du Centre, exprime ouvertement son pessimisme ; et le général Pozas, qui le remplace le 24 octobre, ne croit pas non plus la défense possible. Tous deux conseillent au gouvernement de quitter la capitale pendant qu'il est temps encore.

²¹² La fête de la Race commémore la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb



Début novembre, c'est le général Mola qui, après avoir réorganisé les troupes, prend en mains la direction de ce qui semble bien devoir être l'assaut final ; après discussions, l'état-major rebelle a décidé d'entrer dans Madrid par la Casa dei Campo et la Cité universitaire, évitant ainsi la guerre de rues dans les quartiers ouvriers que Varela, au moins, redoute. Informés de l'aide que Madrid reçoit des Russes, les généraux rebelles décident de frapper avant que les défenseurs n'aient eu le temps de se ressaisir. Le 4 novembre, l'aérodrome de Getafe tombe dans leurs mains, le 6, la colonne Yagüe occupe Carabanchel et la forte position du Cerro de Los Angeles. Mola a convoqué à son quartier général le futur Conseil municipal de Madrid qui doit entrer dans la capitale dans les fourgons de son armée. Radio-Burgos a inauguré depuis le 4 une émission intitulée : « Les dernières heures de Madrid ». Le 7, Franco annonce qu'il assistera le lendemain à la messe à Madrid, le 8, les ponts de Segovie et de Tolède, sur le Manzanares, sont atteints.

La chute de Madrid n'est plus qu'une question d'heures : au Conseil des ministres, Largo, Caballero impose littéralement aux communistes et aux anarchistes réticents la décision de départ du gouvernement pour Valence. Malgré l'unanimité affichée, bien des combattants considèrent comme une désertion cette mesure de prudence²¹³. L'incident tragi-comique de Tarrancon²¹⁴ ne s'explique pas seulement par l'indiscipline notoire des anarchistes : l'attitude des miliciens de la C.N.T. correspond à un état d'esprit fort répandu à Madrid, où, plus qu'ailleurs, les ouvriers ont fait confiance au gouvernement et accepté sa discipline. Le 9 novembre, ils le voient fuir, ses experts « résignés » à la défaite, alors qu'aucune mobilisation de masse n'a été tentée pour une défense à tout prix de la capitale. Dans les premiers jours de septembre, sur 20 000 volontaires, moins de 2 000 ont été effectivement employés aux travaux de fortifications... Aux yeux des militants, socialistes, communistes, anarchistes, la bataille n'est pas encore perdue. La tentation de fusiller les ministres va de pair avec la volonté de se battre jusqu'à la mort. Le cri de la C.N.T. madrilène : « *Viva Madrid sin gobierno* » (« Vive Madrid sans gouvernement ») répond, indubitablement, à un sentiment largement répandu.

²¹³ Caballero invoque le risque de surprise, le danger que le gouvernement ne tombe aux mains des rebelles, la nécessité de se consacrer à la direction de tout le pays, tâche impossible dans la capitale assiégée.

²¹⁴ Voir chapitre précédent.

La défense de Madrid : le général Miaja et la junte

Le gouvernement Largo Caballero, en partant, confie au général Miaja la défense de la capitale. Auteurs et témoins ont abondamment polémique, depuis, sur les causes de la désignation d'un général, jusqu'alors en retrait, mais qui allait devenir le héros de Madrid. Officier de carrière, « cet homme d'une soixantaine d'années, assez gras, mais d'une vivacité singulière », comme le décrit Simone Téry, José Miaja ne s'est jamais signalé par un républicanisme ardent : il a même fait partie, avant la guerre, de l'Union militaire espagnole. Ministre de la Guerre dans l'éphémère gouvernement de conciliation Martínez Barrio – un choix en lui-même significatif – il a refusé ce poste dans le gouvernement Giral, mais s'est mis à son service. C'est lui qui a dirigé l'expédition qui a repris Albacète. Nous l'avons vu, exilé à Valence, y subir les affronts du lieutenant José Benedito. De là, il a été envoyé pour commander le front d'Andalousie : il y a été accusé de « sabotage » par certains de ses hommes et Largo Caballero l'a muté à Madrid le 24 octobre²¹⁵. Quels qu'aient été les véritables motifs de cette nomination, il est exclu qu'elle ait été, comme certains l'ont dit, « imposée » ou « suggérée » par le parti communiste avec lequel Miaja n'a, à cette époque, encore aucun lien particulier.

Le décret qui lui confie le commandement²¹⁶ le charge aussi de représenter le gouvernement dans la « Junte de défense chargée d'organiser et de contrôler la défense de la capitale » dont la formation a été décidée aussi par le Conseil des ministres du 6 novembre. Née d'un décret gouvernemental, présidée par un délégué du gouvernement, constituée de représentants de tous les partis et syndicats qui le soutiennent, la Junte de défense de Madrid n'est cependant ni une simple commission consultative, ni un organisme gouvernemental annexe. Placée à la tête de la capitale au moment où le départ du gouvernement laisse en fait l'initiative à ceux qui veulent se battre, la Junte, par son langage, par ses méthodes, sera un véritable gouvernement révolutionnaire.

Révolutionnaire, elle l'est d'abord par sa composition. Le général Miaja avait, semble-il, d'abord songé à faire appel à des hommes du Commissariat puisque tous les partis y sont représentés : mais la plupart des « personnalités » ont quitté Madrid avec le gouvernement. Il fera donc appel à des inconnus. Militaire de carrière, de tempérament, de mentalité, attaché à l'organisation, à la discipline, à l'efficacité, il va tout naturellement s'appuyer sur le 5^{ème} régiment que Mije met aussitôt à sa disposition et avec lequel Checa, secrétaire du P.C., assurera la liaison. Le 7 novembre, au soir la Junte est constituée : ses membres sont si jeunes – presque tous ont moins de trente ans – qu'on les surnommera les « gosses de Miaja ». Par l'intermédiaire de la représentation de l'U.G.T. et de la J.S.U. s'ajoutant à la sienne, par l'importance des postes qu'il occupe, le parti communiste la contrôle²¹⁷.

²¹⁵ Les nominations intervenues le 24 octobre sont les suivantes : Le général Asensio devient sous-secrétaire d'Etat à la guerre, le général Pozas chef de l'armée du Centre, et le général Miaja prend le commandement de l'armée de Madrid. Dans *Mis recuerdos*, Largo Caballero affirme que son souci était de mettre Miaja à l'abri des menaces de *paseo*, tout en ne lui confiant que des fonctions purement honorifiques. Il est tout de même curieux qu'il ait laissé la direction de la défense de Madrid à un officier général en qui il n'avait pas confiance.

²¹⁶ Le biographe de Miaja, Lopez Fernandez, Koltsov, et après eux Colodny affirment qu'une erreur du général Asensio faillit produire une catastrophe : il avait interverti des enveloppes contenant des ordres ultra-secrets et à n'ouvrir qu'au dernier moment, destinés aux généraux Miaja et Pozas. Miaja, selon eux, ouvrit l'enveloppe avant l'heure fixée, put ainsi découvrir l'erreur à temps et en prévenir les funestes conséquences.

²¹⁷ Frade, secrétaire de la Junte, officiellement socialiste, est désigné comme communiste par Barea et Koltsov. Dans la Junte du 9 novembre, il y a trois militants communistes : Mije pour le P.C., Carrillo pour la J.S.U., Vagüe pour l'U.G.T. Avec eux, des militants communistes sont placés à tous les postes-clés. Tout l'état-major du 5^{ème} régiment entoure Mije : Cados Contreras est chef d'état-major, Castro Delgado responsable des opérations, José Cazorla de l'organisation, Daniel Ortega des Services, et le docteur Planelles de la Santé. Avec Carrillo, c'est l'exécutif de la J.S.U. qui s'installe aux postes de commandement de l'« Intérieur » : Cabello dirige la radio, Claudin contrôle la presse, Serrano Poncela dirige la Sûreté, et Federico Melchor les gardes nationaux et les gardes d'assaut. Ce sont des communistes, Miguel Martinez (voir note 8) et Francisco Anton – amant de la Pasionaria, selon Hernandez, Castro, Campesino – qui dirigent le commissariat... Quand la Junte est réorganisée, le 4 décembre, c'est un communiste, Dieguez, qui succède à Mije, promu commissaire général. Cazorla est adjoint à Carrillo et le remplacera le 1^{er} janvier lorsqu'il se consacra entièrement aux J.S.U. Yagüe, après sa blessure, sera remplacé par un communiste des J.S.U., Luis Nieto. Les autres membres de la Junte étaient le républicain Carreño et Enrique Jimenez, puis Gonzalez Marin, Amor Nuno de la C.N.T., Enrique Garcia des J.L., Caminero du parti syndicaliste, et Maximo de Dios, socialiste, qui remplace Frade le 4 décembre.

La défense de Madrid devient l'affaire du parti communiste, l'affaire de l'Internationale communiste, l'affaire de la Russie soviétique. Leur prestige et leur autorité sont engagés dans cette bataille. Jamais encore, dans toute la guerre d'Espagne, les communistes n'avaient apporté au combat autant d'acharnement. Jamais les Russes ne referont l'effort qu'ils consentirent pour Madrid en novembre 36.

C'est vers elle que convergent en effet, courant octobre, puis en novembre et décembre, les envois de matériel fourni par les Russes ou acheté par leur intermédiaire. Les défenseurs de Madrid auront des fusils, des grenades, des mitrailleuses, des tanks, des avions, des canons, des munitions, Petit à petit, c'est une armée moderne, mise sur pied au cours même des combats, qui fait front devant la capitale. Elle a des chefs, familiarisés avec toutes les techniques modernes, dont les capacités dépassent largement celles des rares officiers fidèles. Déjà Rosenberg avait amené avec lui un groupe d'officiers qui ont aidé au développement du 5^{ème} régiment. Un deuxième groupe, plus important, de militaires russes, arrive aux environs du 20 octobre ; on ne les connaît que par leurs pseudonymes, mais leur rôle est incontestable et, vraisemblablement plus important que celui de Miaja et Rojo. C'est Goriev qui dirige l'état-major et sera le véritable organisateur de la défense. C'est « Pavlov » qui commande les unités blindées, « Douglas » qui commande une aviation autrement puissante et efficace que l'héroïque escadrille d'André Malraux²¹⁸. C'est Michel Koltsov enfin, dont les compétences militaires sont indéniables et qui est en même temps un véritable dirigeant politique, ses fonctions officielles d'envoyé spécial de la *Pravda* lui permettant de garder un contact direct avec Staline et Vorochilov. Des communistes étrangers formés à Moscou jouent également un rôle militaire de premier plan : à côté de Carlos Contreras, déjà cité, il faut faire une place à part à Miguel Martinez, qui est à la tête du commissariat de l'armée de Madrid²¹⁹.

C'est enfin au moment de l'assaut décisif qu'apparaissent sur le front les premières brigades internationales : selon Colodny, ce sont, au total, 8 500 hommes des 11^{ème} et 12^{ème} brigades qui participent, autour de la capitale, aux combats de novembre et décembre, après le défilé impeccable des 3 500 soldats de la 11^{ème} dans la GranVía, sous les cris enthousiastes de « *Vivan los Rusos* ». Avec elles arrivent des chefs compétents, le général Kléber, dont la popularité éclipsera celle de Miaja, Lukacz, Hans. Ce sont des troupes de choc et dans la Casa de Campo, au soir du 8 novembre, on dispersera leurs hommes sur la ligne de feu, dans la proportion d'un International pour cinq Espagnols : ils donneront des exemples pratiques d'utilisation des armes et des abris. Surtout, ces volontaires étrangers sont souvent des hommes qui ont connu des années de vie militante très dure, les grèves, les bagarres de rue, la clandestinité, la prison et souvent la torture, le bagne, la misère de l'émigration. Colodny dit des Allemands des bataillons *Thälmann* et *Edgar André* qu'ils étaient des « hommes indestructibles »²²⁰. Ils constituent en tout cas, avec leur foi révolutionnaire, leur esprit de sacrifice et leur discipline de fer, une troupe de choc irremplaçable et prestigieuse dont les actions d'éclat vaudront autant par leur efficacité directe que par leur force de rayonnement et d'exemple sur leurs camarades espagnols.

218 Sur l'aviation, comme sur la véritable identité des officiers russes présents en Espagne, voir 2^o partie, chapitre III.

219 L'identité exacte de Miguel Martinez a longtemps été un mystère : Colodny (*op. cit.* p. 33) écrivait qu'il était en réalité un officier soviétique, en indiquant comme, source Koltsov. Or ce dernier (*op. cit.* p. 18) en faisait un communiste mexicain. Castro Delgado (*op. cit.* p. 33) parle de « Miguel, un Bulgare qui a été commissaire à Madrid ». C'est Ilya Ehrenbourg (*La nuit tombe*, pp. 185 et 189) qui a donné la clef de l'énigme : « Miguel Martinez » n'est qu'un des pseudonymes de l'envoyé spécial de la *Pravda* et de Staline, à savoir Michel Koltsov lui-même. Ainsi s'explique qu'il soit resté dans l'ombre au moment où la presse donnait la vedette aux communistes étrangers comme Vidalí (Carlos Contreras).

220 Hans Beimler, commissaire politique et animateur des volontaires allemands, symbolise parfaitement ce type d'hommes : né en 1895 militant socialiste, il adhère au groupe Spartakus, noyau du futur P.C. pendant la guerre, alors qu'il est mobilisé dans la marine. Il participe à la révolution de 1918, devient membre du Conseil des marins de Cuxhaven, puis à la révolution bavaroise de 1919 où il sert dans la Garde rouge des « Marins révolutionnaires ». Sa participation à l'insurrection manquée de 1921 lui vaut deux ans de prison. Député au Reichstag en 1930, il est arrêté, interné à Dachau, d'où il s'évade quelques semaines après. Réfugié à Moscou, il publie une brochure qui est la première dénonciation des camps hitlériens (*Au camp des assassins de Dachau*, Moscou, 1933). Il arrive à Barcelone dans les derniers jours de juillet 36 et organise la centurie Thaelmann. Nous reviendrons sur son rôle et les circonstances de sa mort, dans la 2^o partie, au chapitre III. Noter, sur ce sujet, le travail, malheureusement encore inédit, d'Antonia Stern, *Das Leben eines revolutionäre Kämpfers unserer Zeit : Hans Beimler, Dachau-Madrid*.

Les méthodes de la junte

Avec l'arrivée de révolutionnaires de tous les pays d'Europe, avec celle des conseillers militaires russes, Madrid connaît une atmosphère d'épopée révolutionnaire inspirée par la propagande de l'exemple de l'Octobre russe. « Il faut défendre Madrid comme Pétrograd », proclament d'immenses affiches du P.C. : la foule des Madrilènes qui se presse pour applaudir *Les marins de Cronstadt*, *Tchapaïev* ou *Le cuirassé Potemkine* arrivés avec Rosenberg et qui passent sur tous les écrans de Madrid, renoue directement, par ce spectacle, avec la tradition de la révolution russe qu'elle croit revivre. La Pasionaria, de noir vêtue, et qui semble l'incarnation de la révolution ouvrière, organise les manifestations de masse des femmes madrilènes qui impressionneront si fortement tous les témoins du drame et qui scandent des mots d'ordre brefs et héroïques, à l'espagnole : « Mieux vaut mourir debout que de vivre à genoux. » ; « Mieux vaut être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche. » Il faut, pour défendre Madrid, galvaniser ses défenseurs. La *Junta* le sait : ici, point de discours sur la « légalité » du gouvernement, le « respect de l'ordre et de la propriété ». Elle n'hésite pas à s'adresser aux « travailleurs » de Madrid pour glorifier la « révolution prolétarienne » qu'ils sont en train d'accomplir²²¹.

Pour la défense de Madrid, la Junte utilise les méthodes révolutionnaires qu'ont préconisées ailleurs, à Irun, Saint Sébastien, les gens de la C.N.T. et du P.O.U.M. : armement du peuple, toute-puissance des Comités, action des masses, justice révolutionnaire sommaire. Le 9 novembre, on voit monter au front des colonnes d'ouvriers sans armes, désignés par les syndicats pour se rendre sur la ligne de feu et ramasser les armes des combattants tués ou blessés. Les Maisons du Peuple et les Athénées libertaires sont des centres de mobilisation ; les barricades se dressent dans toutes les rues des faubourgs menacés : « Femmes et enfants, écrit Colodny, formaient une chaîne vivante et passaient les pierres de Madrid aux maçons qui élevaient les murs symboliques, militairement sans intérêt, mais psychologiquement invincibles, qui attendaient l'offensive... de Varela. » Des Comités de quartiers, de maisons, d'îlots, sont constitués qui prennent en mains les tâches immédiates de la défense, la vigilance antiaérienne, la surveillance des suspects. Le 5^{ème} régiment lui-même appelle la population à constituer ces Comités que personne ne songe, au P.C. madrilène, à condamner comme des « organismes illégaux »²²². Spontanément et à l'appel de la Junte se constituent aussi des Comités spécialisés : Comités de ravitaillement, des communications, des munitions, Comités de femmes pour la confection des repas collectifs ou le blanchissage. Il n'est plus question non plus de dénoncer comme « illégales » ou « non autorisées » les perquisitions et les arrestations faites par d'autres que la police

221 Le 13 novembre, Trifon Medrano, commandant du 5^{ème} régiment, secrétaire de la J.S.U. à l'organisation, membre du comité central du P.C., lance à la radio un appel : « Il s'agit de conquérir la liberté et l'avenir, Il s'agit de suivre le merveilleux exemple des peuples de l'U.R.S.S. dont la solidarité renforce si puissamment notre foi dans le triomphe, de faire de l'Espagne un pays progressiste, un pays qui, tout en assurant le bien-être de son peuple soit un bastion de la paix et du progrès du monde. Combattants de l'armée populaire et des milices ! Jeunesse en armes ! C'est entre nos mains qu'est l'avenir. Soyons dignes de ceux qui sont tombés ! Aux opprimés du monde entier donnons le stimulant de notre victoire ! » (*A.B.C.*, reproduit d'après la radio du Quinto – 14 novembre.)

Ce texte, à notre avis, est une excellente illustration :

de l'utilisation du prestige révolutionnaire de l'U.R.S.S. et de la légende de la révolution d'Octobre ;

de l'utilisation d'un sentiment d' « internationalisme prolétarien » révolutionnaire, dans un moment où l'appel aux sentiments révolutionnaires constituait le meilleur stimulant de l'énergie ouvrière. C'était là une arme dangereuse, que le P.C. n'a utilisé que pendant une brève période.

222 La généralisation de « Commissions de maisons » avec des « Comités de voisins » élus constituait véritablement la « deuxième révolution » madrilène, la base d'une authentique « Commune de Madrid ». Tout en soutenant ce type d'organisation – le seul apte à mobiliser toutes les forces prolétariennes – la Junte, et à travers elle le P.C., s'efforce de le contrôler. C'est ainsi qu'elle ne reconnaît (circulaire du 12 novembre) que les Comités de voisins comprenant au moins trois membres des « partis ou syndicats » représentés dans la Junte, et les place sous l'autorité des Comités de secteur du Front populaire. La Junte s'oppose à toutes les tentatives spontanées de fédération des Comités et Commissions et prévoit, pour les de vancer, l'organisation d'un « Comité central des Commissions de maisons » qui n'existera jamais que sur le papier. Enfin, elle s'oppose aussi (communiqué du 12 novembre) aux « nombreuses demandes de membres des Comités de voisins » pour une représentation des Comités dans la Junte, puisque « la nomination de la Junte de défense a été faite par les organisations politiques et syndicales, d'accord avec le gouvernement légitime ». Ainsi, au moment même où elle suscite ce mouvement révolutionnaire de Comités dont elle tire sa force, la Junte se préoccupe de n'être pas débordée par eux, d'en conserver le contrôle, en maintenant, au-dessus d'eux, une autorité d'État émanant non d'eux, mais du gouvernement. Grâce à ces précautions, la deuxième révolution madrilène ne deviendra pas une Commune.

républicaine. Les *asaltos* et la garde civile sont sommairement et brutalement épurés, plus d'une centaine de gardes civils arrêtés en quelques jours. La plupart des organismes policiers créés dans les derniers mois ont été transférés à Valence. Garcia Atadell et ses adjoints ont fui à l'étranger²²³. Les « gardes de sécurité » du 5^{ème} régiment, que commande Pedro Checa, les « services spéciaux » du ministère de la Guerre, dirigés par un collaborateur de Val, l'anarchiste Salgado, multiplient perquisitions, arrestations, exécutions sommaires. Selon Koltsov, c'est Miguel Martinez qui, le 6 novembre, donne l'ordre d'évacuer du *Carcel modelo* les plus importants des prisonniers rebelles. Ce jour-là, les 600 détenus évacués sont abattus sur la route d'Arganda. Selon Galindez, 400 autres connaîtront le même sort deux jours après. Les exécutions sans jugement continueront en novembre et décembre sous la responsabilité de Santiago Carrillo et de son adjoint Cazorla. Le souci de ménager les étrangers n'empêchera pas ici les autorités de la Junte de frapper jusqu'à l'intérieur des ambassades les réfugiés et les agents de Franco²²⁴. Quelle que soit l'appréciation que l'on puisse porter sur ces méthodes, il n'est cependant pas douteux qu'elles ont atteint leur objectif : la « cinquième colonne »²²⁵ ne jouera pas le rôle qu'en attendaient les chefs rebelles.

Les combats de Novembre

Les combats décisifs commencent par un coup de chance pour l'armée de Miaja. Le 9, sur le cadavre d'un officier tué dans un char rebelle, des miliciens découvrent des papiers qui, à l'examen, se révéleront être un exemplaire de l' « Ordre opérationnel n° 15 », autrement dit de l'attaque prévue par Varela pour le 7 novembre, le plan de l'assaut décisif. Le lieutenant-colonel Rojo fait un pari victorieux. Il suppose que l'exécution du plan du 7 novembre a été retardée et que l'ordre qu'il a entre les mains concerne l'opération qui vient d'être déclenchée par l'armée nationaliste. En vingt-quatre heures, les chefs républicains remanient leur dispositif pour faire face à l'assaut principal qui va être lancé contre la Casa de Campo et dans la Cité universitaire, alors qu'ils l'attendaient sur Vallescas... Le 8 novembre, deux tabors marocains ont enfoncé les lignes républicaines, marché vers le *Carcel modelo*. Les lignes se reforment après des combats acharnés. Dans la soirée, la 11^{ème} brigade internationale prend position, le bataillon *Dom browski* à Villaverde, *Edgar André* dans la Cité universitaire, *Commune de Paris* à la Casa de Campo. Le général Kléber prend le commandement du secteur névralgique, Casa de Campo - Cité universitaire. L'avance de Varela est arrêtée. Le soir, républicains, anarchistes, socialistes et communistes tiennent un meeting commun pour célébrer l'anniversaire de la révolution russe la foule acclame le mot d'ordre popularisé par la Pasionaria : « *No pasaran* ». Dans la nuit, des renforts marchent sur Madrid. Mais au matin du 9, seul de bataillon du *Campesino* qui vient de la Sierra est arrivé. Les troupes de Varela redoublent leurs attaques sur les ponts de Tolède et de la Princesse. Les avions russes détruisent une colonne blindée italienne. Le bataillon *Edgar André*, qui a subi des pertes effroyables, tient toujours dans la Cité, mais est menacé au nord par l'avance des Marocains dans la Casa de Campo. Par un coup d'audace, Kleber retire tous les éléments de la 11^{ème} brigade internationale éparpillés en première ligne et les lance à la baïonnette contre les Maures de Varela dans une contre-attaque désespérée sur la Casa de Campo. Après un combat acharné, qui dure toute la nuit, les Maures se replient. Les Internationaux ont nettoyé la Casa de Campo, mais perdu un tiers

²²³ Garcia Atadell et deux de ses adjoints ont franchi la frontière française avec des bijoux volés au cours des opérations policières. Embarqués pour l'Amérique du Sud, ils ont la malchance de faire escale à Santa Cruz de la Palma. Arrêtés par les autorités nationalistes, ils sont transférés à Séville, condamnés à mort et exécutés.

²²⁴ C'est ainsi que la Junte et le gouvernement « couvriront » l'exécution sommaire, par les services de Salgado, du baron de Borchgraeve, attaché à l'ambassade de Belgique et dont même Galindez pense qu'il travaillait pour Franco. Koltsov a fait un récit très vivant de l'attaque par des forces que dirigeait Miguel Martinez et le jeune communiste Serrano Poncel, chef de la Sûreté madrilène, de l'ambassade de Finlande où s'étaient réfugiés 1 100 « fascistes » espagnols. Signalons aussi l'épisode de la fausse « ambassade de Siam » souricière mise sur pied par l'anarchiste Verar dini pour le compte des « Services spéciaux » du ministère de la Guerre, Castro Delgado, dans *Hombres made in Moscow*, parle à plu sieurs reprises des groupes spéciaux du P.C. madrilène, les I.T.A. et de leur chef, Tomas.

²²⁵ L'origine de l'expression provient de ce que le premier plan rebelle prévoyait la convergence sur Madrid de quatre colonnes que devait épauler, dans la capitale, celle des sympathisants... Mola, le premier, dans une conversation avec les journalistes, a lancé cette formule, appelée, depuis, à connaître la fortune que l'on sait.

de leurs effectifs. Le centre des combats se déplace alors vers le Bas Carabanchel, où les Marocains attaquent maison par maison un quartier dont la défense est organisée par les guérilleros du *Campesino*. Miaja et Rojo ont mis à profit ce sursis pour repartir leurs troupes, une quarantaine de milliers d'hommes qui viennent renforcer des colonnes catalanes et valenciennes, sur un front continu de 16 kilomètres, et établir un premier réseau de fortifications et de tranchées. Le 12, l'état-major républicain lance une contre-attaque contre le Cerro de los Angeles. Elle échoue mais contribue à desserrer quelque peu l'étreinte.

Le 14, les 3 500 hommes de la colonne Durruti arrivent du front d'Aragon. La foule madrilène leur fait un accueil triomphal. Durruti réclame le secteur le plus dangereux. On lui confie celui de la Casa de Campo, en face de la Cité universitaire. L'état-major lui délègue un officier, le Russe « Santi », pour le conseiller. Les Catalans, d'abord surpris, car la guerre de Madrid ne ressemble pas à celle qu'ils ont connue, se battent courageusement, pas assez cependant au goût de leur chef, qui leur reproche d'avoir fléchi à plusieurs reprises.

Le 15, en effet, c'est dans son secteur que commence la grande attaque : la colonne Yagüe, appuyée par canons et mortiers qui pilonnent les retranchements républicains au bord du Manzanares, lance assaut sur assaut, tandis que les bombardiers allemands de la légion Condor écrasent la Cité universitaire et le parc de l'Ouest. En fin d'après-midi la colonne Asensio réussit à percer, prend pied dans la Cité universitaire que la 11^{ème} brigade internationale lui dispute aussitôt. On se bat maison par maison, étage par étage. Louis Delaprée raconte : « On se fusille à bout portant, on s'égorge de palier à palier entre voisins... Dans certaines maisons, les assaillants occupent le rez-de-chaussée et les gouvernementaux le premier étage... Ils s'injurient par le tuyau de la cheminée pour tuer le temps »²²⁶.

À l'hôpital clinique, les miliciens envoient aux Marocains du rez-de-chaussée, l'ascenseur de service bourré de grenades. Les *dinamiteros* asturiens sont partout, lançant leurs terribles petites cartouches, sapant, ruinant. Du 17 au 20 novembre les assaillants progressent encore quelque peu, au prix de pertes énormes. Le 21, Durruti est tué, dans la Cité universitaire²²⁷ 5bis, vraisemblablement par un des hommes de sa colonne qui lui reprochent les risques qu'il leur a fait courir ou la discipline qu'il leur impose sous ce feu d'enfer. Ses funérailles seront l'occasion de grandes démonstrations d'unité « antifasciste ». Mais c'est le jour même de sa mort que la 11^{ème} brigade internationale, sous Kléber et Hans, contre-attaque victorieusement dans la Cité où le front, désormais, ne bougera plus guère. Le lendemain, la 12^{ème}, appuyée par des carabiniers, contre-attaque à son tour, au nord de l'hippodrome, reprenant, maison par maison, le terrain perdu. Quand les objectifs sont atteints, à la fin novembre, on la relève : elle a perdu la moitié de ses effectifs.

Mais le miracle s'est produit. Madrid n'est pas tombée. On peut commencer à croire possible ce qu'affirment les fanatiques et les propagandistes, qu'elle sera « la tombe du fascisme ».

La terreur des raids aériens

Face à la résistance inattendue de Madrid, le commandement nationaliste s'exaspère. Il veut, coûte que coûte, arracher la victoire. Après avoir proclamé qu'il ne bombardera jamais la population civile, Franco se décide finalement, suivant l'expression du chef de son aviation, à « essayer une action pour démoraliser la population par des bombardements aériens »²²⁸. Il compte que le moral madrilène, soumis à rude épreuve par les combats et la disette – il y a des queues immenses pour le moindre produit alimentaire – s'effondrera sous les bombes. Le 23, le 24, le 30 octobre ont lieu les premières attaques. C'est pourtant seulement le 4 novembre que se produit le premier bombardement véritable.

²²⁶ Delaprée, *op. cit.* p. 171.

²²⁷ 5bis L'enquête ouverte par la C.N.T. n'aboutit à aucun résultat officiel. Les camarades de Durruti contestent cette interprétation de la mort (voir article de Federica Montseny, C.N.T., 15 juillet 61), mais M. Hugh Thomas (*op. cit.* p. 328) la tient aussi pour la plus vraisemblable. Précisons cependant que la balle qui a tué Durruti l'a frappé par devant.

²²⁸ Kindelan, *Mis Cuadernos de Guerra*, p. 33.

On compte 350 victimes après les nuits du 8 et du 9. Les 10, 11 et 12, des maisons brûlent ; le 15, l'hôpital du Cuatro Caminos est bombardé. À partir du 16 commence le « massacre méthodique de la population civile »²²⁹. Le raid de cette nuit-là fait, selon Colodny, plus de 5 000 victimes. Toute la ville semble brûler à la fin de l'alerte : « Depuis vingt-quatre heures, écrit Delaprée le 17, nous marchons dans le sang et respirons dans les flammèches »²³⁰. Ces bombardements sont incessants pendant tout le mois de novembre. Madrid semble en état d'incendie permanent. Les avions nationalistes volant au ras des toits, complètent leur œuvre de mort en mitraillant les pompiers. Profitant du désordre et de la panique, les agents de la « cinquième colonne » mitraillent les miliciens, jettent des grenades, espérant qu'on attribuera leurs actions aux avions. Dans Madrid en ruines, aux avenues trouées d'excavations béantes, 300 000 personnes courent dans les rues, cherchant un abri. Au million de Madrilènes y vivant normalement se sont ajoutés 500 000 réfugiés. La destruction de centaines d'immeubles jette à la rue le trop plein d'une foule tragique, hagarde, désespérée, des mères cherchant leurs enfants, des vieillards épuisés qui encombrant les trottoirs de leurs dérisoires bagages. Dans toute la ville on ne trouve pas d'abri, cave ou sous-sol offrant un minimum de sécurité, pour plus de 100 000 personnes : il y a quinze fois plus d'êtres humains à Madrid. Le bruit circule que Franco a fait savoir qu'il ne bombarderait pas le quartier de Salamanca. Il est déjà bondé alors qu'il ne peut guère accueillir plus de 20 000 personnes et que ses trottoirs sont transformés en dortoirs. Louis Delaprée, correspondant de *Paris-Soir*, est le témoin sans passion qui exprime la répulsion des hommes du xx^e siècle devant ce spectacle, à cette époque sans précédent :

« La mort a du pain sur la planche.

J'ai dit que je ne suis qu'un huissier ;

Qu'on me permette cependant de dire ce que je pense.

Le Christ a dit : « Pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. » Il me semble qu'après le massacre des innocents de Madrid, nous devons dire : « Ne leur pardonnez pas, car ils savent ce qu'ils font »²³¹.

Le massacre quotidien qui brise les nerfs des Madrilènes ne parvient pas à abattre leur moral. Le catholique basque Galindez conclut son récit par un jugement terrible sur l'erreur d'appréciation des stratégies nationalistes, que leur mépris des foules a conduits à un crime sans nom : « L'ennemi n'est pas entré. Il est seulement arrivé à soulever la haine de ceux qui étaient encore indifférents, il est seulement arrivé à dépasser les massacres des tchékas et à les faire paraître bons, par comparaison »²³².

Le tournant

Après le « désordre héroïque » de la fin septembre, Delaprée avait trouvé en octobre une ville « assagie, presque silencieuse, tendue par une résolution farouche ». Le terrible mois de novembre fait de Madrid, dans l'intervalle des attaques aériennes, une capitale fantasmagorique : complètement obscure dès le coucher du soleil, masse grise enveloppée d'ombres où les voitures circulent, tous feux éteints, dans les rues défoncées, et où leurs klaxons, mêlés au bruit de la fusillade ou de la canonnade toutes proches, semblent les seuls signes de vie. La mort est la compagne perpétuelle d'une population dont les nerfs sont tendus à l'extrême, qui jette à chaque instant des regards d'angoisse vers le ciel, s'engouffre dans les abris au premier signal, enterre ses victimes sans les pleurer, reste prête, à tout instant, à prendre la garde à l'appel du Comité de quartier ou de maison, à chasser l'espion, à monter au front où l'on va en métro. Petit à petit, pourtant, les flambées de l'épopée héroïque s'éteignent dans la grisaille d'un siège enterré qui menace de durer. L'auteur américain déjà cité a

229 Delaprée, *op. cit.* p. 187.

230 *Ibid.* p. 165.

231 *Ibid.* p. 195.

232 Galindez, *Los Vascos en Madrid sitiado*, p. 76.

remarquablement analysé ce tournant, après décembre : « Sous la conduite des généraux de l'armée rouge, la guerre, à Madrid, se transforme, de guerre de Comités révolutionnaires en guerre conduite par les techniciens de l'état-major général. De l'exaltation des premières semaines, la cité passe à la triste monotonie du siège, compliquée par le froid, la faim et le spectacle familier de la mort venue des airs, et de la désolation. L'instant héroïque était passé dans la légende et l'histoire : avec l'ennemi accroché contre les fortifications, le danger mortel qui avait temporairement fondu toutes les énergies en une volonté unique de résister semblait avoir disparu »²³³.

Le mois de novembre avait été, entre les partis ouvriers, une période de trêve. Représentants des partis et syndicats collaboraient sans réticence dans les Comités de quartiers et de maisons. Les anarchistes saluaient les combattants communistes des brigades avec le même enthousiasme que les communistes avaient manifesté pour la colonne Durruti. Toutes les milices avaient été également utilisées dans le combat commun, la colonne du P.O.U.M. recevant comme les autres, armes et munitions pour tenir le secteur qui lui avait été assigné. À partir de la fin du mois, ces bonnes relations se gâtent. La Junte, par décret, retire toutes les attributions laissées en cette période décisive aux Comités populaires et à ceux des organisations. Les secrétaires de cellule, de rayon, d'arrondissement du parti communiste travaillent à la dissolution des Comités, qui doivent cesser leur initiative révolutionnaire et laisser place libre à la seule administration de la Junte. Des heurts violents se produisent à nouveau entre troupes de la C.N.T. et hommes du P.C. Le 12 décembre²³⁴ la Junte a décidé la militarisation immédiate de toutes les unités de milices sous l'autorité de Miaja et des responsables communistes de la Junte. Le 24, est décidé le retrait des fonctions de police, de garde et de contrôle de toutes les formations de milices de l'arrière qui les assuraient depuis le début du siège. Le port des armes longues est interdit dans la capitale. Les fonctions de police sont à nouveau restituées aux formations spécialisées de la sécurité et des gardes d'assaut sous l'autorité de l'état-major et de la direction de la Sécurité. Le 26 le conseiller au Ravitaillement de la Junte, le commissaire Pablo Yagüe, est grièvement blessé par des miliciens de la C.N.T. qui prétendaient contrôler l'identité des occupants de sa voiture. Cet attentat provoque des déclarations indignées de la presse communiste, socialiste, républicaine. Le Journal *C.N.T.*, qui veut répondre, est censuré : mais les coupables, arrêtés, sont acquittés par le tribunal populaire. La presse de la C.N.T. accuse les hommes du P.C. d'avoir, en représailles, abattu trois des siens dans un faubourg de Madrid.

Mais c'est surtout le P.O.U.M., relativement faible à Madrid qui semble devoir devenir la cible de la Junte. Avec la militarisation, ses milices se voient refuser soldes, armes et munitions : Baldris et ses hommes n'ont plus qu'à s'engager dans les milices confédérales. L'offensive se déchaîne contre sa presse, l'hebdomadaire *P.O.U.M.*, puis le quotidien *El Combatiente rojo* sont suspendus. La Junte refuse l'autorisation de paraître à l'hebdomadaire de la J.C.I. madrilène, *La Antorcha*, au moment où son secrétaire, Jesus Blanco, vient, à 21 ans, de tomber au front, à la tête de sa compagnie. Les locaux du P.O.U.M., son émetteur, sa permanence, celle de son Secours Rouge, sont fermés, le parti et ses jeunes pratiquement interdits. Le danger immédiat passé, les règlements de compte ont repris : l'avertissement de la *Pravda* semble se réaliser. Un tournant a été pris.

Tournant dans la situation militaire également. Certes, les chefs rebelles ne semblent pas avoir mesuré immédiatement l'étendue de leur échec : Voelckers écrit encore, le 24 novembre, que les milieux militaires sous-estiment visiblement les difficultés de la prise de Madrid. C'est pourtant sur ce secteur critique – le seul, vraisemblablement, où les républicains soient à ce moment en état de résister effectivement – que Franco continue à diriger tous ses efforts. L'explication réside sans aucun doute dans le fait que la défense de Madrid est devenue le symbole de la résistance républicaine pour le monde entier. L'enjeu est énorme : selon l'expression même de Franco, faire cesser la résistance de Madrid serait faire en même temps capituler toute l'Espagne.

²³³ Colodny, *op. cit.* p. 93.

²³⁴ C'est aussi le 12 décembre que, par décision de la Junte, les tramways cessent d'être gratuits. Bientôt les loyers seront rétablis. C'est de ce jour que l'on peut dater l'abandon des méthodes révolutionnaires de défense.

Seulement, méthodes et effectifs engagés jusque-là paraissent insuffisants. L'échec de novembre prouve qu'il est presque impossible d'arriver à briser de front la résistance madrilène. La supériorité matérielle et stratégique des nationalistes perd toute son efficacité dans les combats de rue face au moral et l'initiative des combattants ouvriers. Le nouvel objectif sera donc de placer le combat sur un terrain favorable, celui de la rase campagne, où l'armée nationaliste retrouve sa supériorité, et sur un front assez étendu pour permettre le déploiement des blindés et d'amples mouvements stratégiques.

Les batailles d'encerclement

Il s'agit dorénavant, non plus de prendre Madrid d'assaut, mais, en l'attaquant par les ailes, de l'encercler et d'obtenir ainsi sa capitulation. L'aide en matériel italien et allemand est suffisante pour réaliser l'opération projetée. L'armée rebelle sur le front de Madrid comprend maintenant plus de 60 000 hommes bien équipés.

La première attaque se situe dans le secteur du nord-ouest et se déclenche le 29 novembre à Pozuelo. Son objectif est de réduire le saillant nord, de couper les défenseurs de Madrid de la Sierra en supprimant le ravitaillement en eau et la fourniture d'électricité de la capitale. Le premier jour les lignes républicaines, que tient la 13^{ème} brigade de Francisco Galan, sont enfoncées, mais l'intervention des tanks russes puis des avions contre les Stukas, rétablit la situation. L'armée nationaliste souffle alors, Orgaz prenant le commandement général et massant ses réserves : la 12^{ème} brigade internationale a victorieusement résisté dans Pozuelo aux assauts des Marocains, mais la contre-attaque dirigée par Rojo contre les hauteurs de Garabitas a échoué sous le feu d'une artillerie lourde habilement camouflée. La partie est remise : elle va reprendre le 16 décembre, après qu'une vague de froid ait ralenti les communications : 17 000 hommes attaquent les troupes du colonel Barcelo qui plient sous le choc et doivent évacuer Boadilla del Monte. Là encore, les tanks russes et le bataillon Dom browski de la 11^{ème} brigade internationale arrêtent l'offensive. Après quatre jours et quatre nuits de combats acharnés où les internationaux subissent de lourdes pertes, Orgaz arrête une offensive devenue trop coûteuse pour ses troupes...

C'est dans le même secteur ouest que vont se dérouler des combats du mois de janvier, dans des conditions climatiques effroyables qui ont permis à Colodny de les appeler « la bataille dans le brouillard ». L'attaque qui se déclenche le 3 janvier avec des effectifs renforcés a été préparée par les généraux allemands : elle pousse en direction de Villanueva del Pardillo, Las Rozas, Majadahonda. Là encore l'offensive connaît initialement de gros succès. Villanueva del Pardillo tombe, tandis que les Internationaux sont placés aux points névralgiques, *Commune de Paris* dans le secteur de Pozuelo face au flanc droit des attaquants, *Edgar André* et *Thälmann* à l'est de Las Rozas. Le 5 janvier, le gros de l'armée Orgaz enfonce le front ouest de Manzanarès et, exploitant ce succès, poussent à fond dans la direction de l'est, en vagues successives : avions tanks et artillerie légère, infanterie suivie d'un deuxième échelon de tanks. L'état-major républicain concentre des troupes fraîches à El Pardo sous le commandant Lister, fait venir les 13^{ème} et 14^{ème} brigades internationales. Pendant quarante-huit heures, les troupes républicaines reculent, pied à pied. Le 10 janvier, les 13^{ème} et 14^{ème} brigades sont lancées contre Majadahonda et Las Rosas. Miguel Martinez et Pavlov ont pris en main le secteur où, pendant trois jours, se succèdent attaques et contre-attaques. Finalement, Orgaz renonce : il a avancé de 20 kilomètres et perdu 15 000 hommes. Miaja en a perdu autant et peut-être le tiers des Internationaux engagés. L'offensive est arrêtée une fois de plus, par l'épuisement des troupes et le manque de réserves.

C'est la bataille de Jarama qui occupe le mois de février. L'opération a pour but immédiat d'atteindre et de traverser la rivière, pour but lointain d'ouvrir un large front au sud-est de Madrid et de couper les communications avec Valence. D'énormes pluies la retardent, et elle ne se déclenche que le 6 février. La prise du fortin de la Maranosa permet aux nationalistes de tenir la ligne de chemin de fer de Valence sous leurs canons. La défense républicaine semble flotter. Des pluies diluviennes ralentissent l'avance des nationalistes qui parviennent cependant, le 10, à franchir le Jarama, malgré

la résistance désespérée du bataillon *André Marty*, qui se fera finalement presque entièrement exterminer entre l'artillerie de la Maranosa et les charges de la cavalerie marocaine. Le 11, les troupes nationalistes atteignent la route de Valence devant Arganda del Rey. Les Internationaux subissent des pertes terribles en attendant les renforts espagnols promis. Mais le 14 février sera pour les rebelles « le jour de la tristesse du Jarama » : les 11^{ème}, 13^{ème} brigades, les restes de la 15^{ème}, la 14^{ème} qui vient d'arriver, la division Lister, un bataillon de tanks commandé par Pavlov contre-attaquent. Le 15, les troupes sont réorganisées par Miaja et Rojo qui en font le 3^{ème} corps d'armée avec les divisions Walter et Gal, comprenant les brigades internationales, Lister, Güenes et Jubert : le 17, elles attaquent, mais devront reculer devant l'intervention massive de la légion Condor. Le 27, sans artillerie, sans blindés, sans avions, le général Gal lance une folle attaque contre Pin garron et fait décimer Internationaux américains du bataillon *Lincoln* et anarchistes de la 7^{ème} brigade de Sanz sous le feu des mitrailleuses. Le front s'enterre. De part et d'autre, on creuse les tranchées²³⁵2bis.

La route Madrid-Valence est dégagée, mais les forces en présence sont épuisées : la bataille a sans doute fait plus de 15 000 victimes. Les défenseurs de Madrid ont évité le pire, mais n'ont pu réduire la tête de pont adverse sur le Jarama et le front sud et sud-est s'est dangereusement étendu. Franco peut espérer qu'un effort suprême lui permettra d'achever l'encerclement de Madrid, dans le seul point resté jusqu'alors calme : le secteur nord. Il va pouvoir compter pour cela sur les troupes italiennes qui viennent de prendre Malaga et pour qui le Duce désire un succès éclatant.

Les troupes italiennes, arrivées à la fin de février n'ont encore joué qu'un rôle secondaire. Il semble que Mussolini ait fait pression sur Franco pour obtenir leur engagement dans une bataille décisive. Dès la fin de février, dans la zone de Sigüenza, l'état-major nationaliste concentre une force de 50 000 hommes pour l'attaque en direction de Madrid et Guadalajara. L'aile gauche, sur Guadalajara, commandée par le général Roatta, comprend quatre divisions Italiennes de 5 200 hommes chacune deux brigades de fantassins Italo-allemands, quatre compagnies de mitrailleurs motorisés, 250 tanks, 180 canons et un équipement considérable. Le 3 mars un ordre du jour du général Mancini exprime aux légionnaires la confiance du Grand Conseil fasciste pour la victoire qui signifiera « la fin de tous les projets bolcheviks en Occident et le commencement d'une nouvelle période de puissance et de justice sociale pour le peuple espagnol »²³⁶.

Le 8 mars au matin, après trois heures de préparation d'artillerie, les tanks du général Coppi attaquent. Le 9, elles prennent Almadronez, à 40 km de Guadalajara. La situation est critique. Le colonel Rojo organise la défense, concentre devant Guadalajara les divisions de Lister et de Mera la 11^{ème} brigade internationale de Kahle, la 12^{ème} de Lukacz, avec le bataillon *Garibaldi*, les guerrilleros du *Campesino*. La bataille se déroule sur deux lignes, le long de la route Madrid-Torija-Saragosse et le long de la route Torija Brihuega. Le 9 au soir, le général Coppi prend Brihuega. Entre le 10 et le 13, son avance se poursuit, et toutes les divisions italiennes sont jetées dans la bataille. Le bataillon *Garibaldi* marche sur Brihuega à la l'encontre des troupes de Coppi. Au Commissariat, Gallo, Nenni, Nicoletti, le commandant Vidali, les chefs politiques des Internationaux Italiens ont préparé un plan de propagande auprès de leurs compatriotes du C.T.V. Des tracts, lancés par avions, des haut-parleurs à travers les lignes s'attaquent au moral des soldats de Mancini : « Frères, pourquoi êtes-vous venus sur une terre étrangère assassiner les ouvriers ? Mussolini vous a promis la terre, mais vous ne trouverez ici qu'une tombe. Il vous a promis la gloire, vous ne trouverez que la mort »²³⁷. À ces hommes, façonnés par la propagande fasciste, exacerbés par les mots d'ordre nationalistes, venus en conquérants arrogants, les révolutionnaires de *Garibaldi* parlent de « fraternité prolétarienne », de « solidarité internationale ». Ils leur demandent de désertir, de rejoindre les rangs républicains, de se tourner contre leurs chefs qui sont les ennemis des travailleurs italiens et espagnols. Le mauvais temps ralentit

235 2bis Castro Delgado, invoquant le témoignage de Burillo, accuse d'incapacité les « héros » communistes Lister et Modesto.

236 Cité par Colodny, p. 130.

237 *Guadalajara*, brochure éditée par le gouvernement, p. 18.

les opérations. La neige se met à tomber. Le moral des troupes italiennes commence à baisser : prisonniers et déserteurs harangent à leur tour leurs camarades des légions italiennes, leur disent comment ils ont été accueillis, appellent leurs amis à les rejoindre. Les patrouilles de garibaldiens rampent dans les bois et au lieu de grenades, expédient à leurs compatriotes des tracts lestés de cailloux. Le général Mancini s'inquiète et fait relever les troupes de première ligne. À ce moment, Lister attaque et prend Trijueque : l'arrière-garde des légionnaires se rend en masse. Les garibaldiens dirigés par Lukacz encerclent la forteresse d'Ibarra. Quatre tanks et des *dinamiteros* montent à l'assaut tandis que les haut-parleurs diffusent l'hymne communiste italien *Bandiera Rossa*, entrecoupé d'appels à la fraternisation et à la reddition. Le château capitule, ouvrant la route de Brihuega. Du 14 au 16 mars, Mancini parvient à contenir les assauts des tanks de Pavlov et de l'infanterie républicaine. Il s'inquiète du moral de ses hommes et, dans un ordre du jour, demande aux officiers de rappeler aux soldats que leurs adversaires sont les mêmes que ceux que le *Fascio* a écrasés sur les routes d'Italie. Le 18, jour anniversaire de la Commune de Paris, précédé par un bombardement massif de 80 avions dirigés par le colonel Hidalgo de Cisneros, le 5^{ème} corps attaque. Mancini demande des renforts marocains. Lister et Mera attaquent alors sur les deux côtés : Mera à l'ouest, avec la 12^{ème} brigade internationale, Lister à l'est derrière les bataillons *Edgar André* et *Thälmann*, que commande Kahle, percent en même temps les lignes italiennes. Le *Campefino* entre dans Brihuega. C'est alors la débandade des « chemises noires », qui s'enfuient vers Sigüenza, abandonnant leurs armes, leurs munitions et leur matériel. Les troupes républicaines les poursuivent aussi loin que leur permettent leurs réserves – insuffisantes. Il y a plusieurs milliers de prisonniers, que les garibaldiens entourent et catéchisent, que les commissaires politiques harangent. Ces milliers de jeunes gens élevés par le régime fasciste voient ce 18 mars s'effondrer leurs rêves de grandeur et naître à leurs yeux étonnés des sentiments nouveaux face à ces « rouges » dont ils redoutaient le pire et qui partagent avec eux leurs maigres rations en leur déclarant : « *Nous allons maintenant vous parler, non en réponse à l'agression que nous avons subie, mais pour vous montrer nos sentiments de fraternité envers le monde entier* »²³⁸.

La portée de Guadalajara

Le correspondant américain Herbert Matthews écrit : « *À mon avis, rien de plus important ne s'est produit dans le monde depuis la guerre européenne que la défaite des Italiens sur le front de Guadalajara. Ce que Bailen a été pour l'impérialisme napoléonien, Brihuega le fut pour le fascisme et cela quelle que, par ailleurs, puisse être l'issue de la guerre civile* »²³⁹.

La victoire de Guadalajara, remportée par l'armée populaire se battant comme une armée moderne, employant les méthodes révolutionnaires de défaitisme dans les rangs ennemis, sur une armée supérieurement équipée et entraînée, venait confirmer les folles prédictions de ceux qui, depuis plusieurs mois, affirmaient que « Madrid serait la tombe du fascisme », la première victoire des prolétaires sur les armées fascistes. Aux yeux des combattants, internationaux et espagnols, la fuite des « chemises noires », la désintégration des légions italiennes préfiguraient le sort qui attendait tous les régimes fascistes. Elle était, depuis la victoire de Mussolini et d'Hitler dans leur pays, la première revanche du prolétariat international, sa première victoire.

Victoire stratégique, mais aussi victoire politique, s'achevant par la conquête des troupes de l'ennemi de classe. Elle semblait le triomphe de l'« antifascisme » international, célébré par Koltsov dans ses dépêches. Elle était pourtant sa dernière victoire. Après la révolution tout court, la guerre révolutionnaire allait être dévorée par la guerre, dressée comme une fin en soi contre la révolution qui lui avait pourtant donné toute sa flamme.

²³⁸ Longo : *Le Brigate Internazionali In Spagna*, p. 306. Il s'agit d'un discours de Jesus Hernandez, mais Longo ne le nomme pas.

²³⁹ *Two wars and more to come*, p. 264.

12. La dislocation de la coalition antifasciste

Pour ceux qui, de bonne foi, pensent que les nécessités de la guerre – et elles seules – ont commandé l'évolution politique en Espagne républicaine, il n'est pas facile d'expliquer que le gouvernement Largo Caballero, sous lequel avaient été remportés des succès militaires aussi importants que la résistance de Madrid et la victoire de Guadalajara, ait pu tomber si peu de temps après. C'est que les problèmes proprement politiques priment en définitive les autres, conformément au principe souvent cité de **Clausewitz** suivant lequel « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* ». Le redressement de la situation militaire entre septembre 1936 et avril 1937 devient ensuite un facteur secondaire par rapport aux modifications du contexte politique, aux conditions de sa réalisation et à ses conséquences.

Largo Caballero, en prenant la tête du gouvernement, avait cru que sa seule présence le garantirait contre tout risque d'évolution à droite et qu'on tout état de cause l'Espagne demeurerait une « république de travailleurs. »²⁴⁰. Mais, ce faisant, il s'est enfermé dans un cadre qui n'est plus le cadre révolutionnaire. La politique de la France, de l'Angleterre, de l'U.R.S.S. qu'il a choisi de ne pas mécontenter pour éviter l'isolement du pays, sont devenus des facteurs primordiaux de sa politique intérieure, commandent la conception même de la politique de guerre.

De même, la restauration de l'État a permis la renaissance de forces qui semblaient définitivement écrasées au lendemain des journées de juillet : actionnaires expropriés ou propriétaires terriens, fonctionnaires anciens et nouveaux, représentants des partis politiques dont l'autorité, dans le nouvel « État populaire » tend à s'étendre aux dépens de celle des syndicats. À ce sujet, Carlos Rama écrit : « *Ces trois forces conjuguées – fonctionnaires de l'État, propriétaires, politiques – trouvaient la solution de leurs problèmes dans la reconstruction de l'État, dans la restauration de l'appareil légal et dans son prestige politique, juridique et social* »²⁴¹.

La reconstruction de l'État – un moyen pour gagner la guerre, aux yeux de Largo Caballero – bouleverse les données et le rapport des forces : elle devient aux yeux de larges couches, petite bourgeoisie, bureaucratie, un objectif en soi. L'autorité de Largo Caballero sur les ouvriers a pu la réaliser sous les apparences d'un compromis avec la révolution. Mais l'État restauré a de plus en plus tendance à rompre avec la révolution et à la combattre : les forces politiques qui s'expriment à travers lui rejoignent celles qui agissent sous la pression des forces des puissances occidentales et de l'U.R.S.S. De l'arrêt de la révolution, on veut passer à la lutte contre la révolution et, dans cette voie, Largo Caballero est désormais un obstacle.

Les pressions extérieures : le problème du Maroc

Aucun exemple n'illustre mieux les conséquences sur la guerre de sa politique « antifasciste » que la position du gouvernement Largo Caballero à l'égard du Maroc. Avant la révolution, les vues du « vieux », telles qu'elles s'exprimaient dans le programme du groupe socialiste de Madrid, étaient, sans ambiguïté, pour la reconnaissance du « droit d'autodétermination politique, y compris celui à l'indépendance ». La participation des Marocains à la guerre civile dans l'armée de Franco rendait ce problème plus aigu encore. Il est facile, en effet, de comprendre que la proclamation de l'indépendance du Maroc par le gouvernement républicain aurait pu avoir d'incalculables conséquences sur le moral des troupes indigènes servant dans l'armée rebelle : tous les groupes politiques républicains, les nationalistes marocains et Franco lui-même en avaient pris conscience²⁴².

²⁴⁰ Déclaration de Largo Caballero aux Cortes, le 1^o octobre 36. Le *Temps* du 3 octobre y avait vu « l'annonce de la réorganisation de l'État dans le sens d'une révolution socialiste et prolétarienne ».

²⁴¹ Carlos A. Rama, *La Crisis española en el siglo veinte*, p. 270.

²⁴² Santillan fait allusion aux négociations menées par le Comité central avec les nationalistes marocains, *La Batalla* mène campagne pour l'indépendance du Maroc et l'alliance des républicains avec Abd el-Krim. Koltsov s'étonne de la passivité des gouvernants républicains vis-à-vis du Maroc. Quant à Franco, il déclare : « Nous autres, nationalistes espagnols, nous comprenons très bien le nationalisme des autres peuples, et nous le respectons. »

Cependant, en 1936-37, le problème d'une alliance des républicains espagnols avec les nationalistes marocains dépasse de beaucoup le cadre de l'Espagne. La France et l'Angleterre, dont le Front populaire espagnol attend une aide, sont des puissances coloniales : une agitation révolutionnaire au Maroc espagnol constituerait une menace directe pour les positions françaises²⁴³ au Maroc et au Maghreb et inquiéterait l'Angleterre aux prises avec l'agitation des Égyptiens et des Arabes de Palestine.

Certains éléments révolutionnaires proposent de « déchaîner la révolte dans le monde islamique »²⁴⁴. Le gouvernement Largo Caballero choisit la politique contraire : les délégations de nationalistes marocains venus demandé à Valence argent et matériel repartent les mains vides²⁴⁵. Rien ne doit être fait qui puisse constituer une menace pour les intérêts anglais ou français. Franco a beau jeu, pour assurer ses arrières marocains, d'y autoriser les journaux et les réunions interdites au Maroc français par le gouvernement Léon Blum, l'« allié » potentiel du Front populaire espagnol. Le gouvernement Largo Caballero ira plus loin, proposant à Londres et Paris des concessions territoriales au Maroc²⁴⁶. Le désir de ne pas mécontenter les puissances occidentales le conduit ici à renoncer délibérément, non seulement au principe de l'autodétermination des peuples coloniaux, mais encore à une chance réelle de frapper Franco au cœur de sa puissance. L'arrêt de la révolution, ici, a une influence directe sur la conduite de la guerre. La volonté de respecter les accords internationaux depuis le traité d'Algésiras, derrière laquelle se retranche le ministre des Affaires étrangères, Alvarez del Vayo, prive l'armée populaire de l'instrument révolutionnaire du défaitisme dans l'armée ennemie que lui aurait fourni l'alliance de la révolution espagnole avec le nationalisme, nord-africain et qu'elle avait su si bien utiliser contre l'intervention italienne.

Les rapports avec l'U.R.S.S.

L'isolement de la République, le soutien matériel de l'U.R.S.S. ont donné un caractère particulier à l'action en Espagne des diplomates russes. Rosenberg et Antonov Ovseenko sortent immédiatement du rôle traditionnelle ment dévolu aux ambassadeurs et consuls. Ils ont des contacts et des discussions quotidiens avec hommes politiques et chefs militaires espagnols, interviennent dans la presse, prennent la parole dans des meetings publics pour y défendre la politique de leur gouvernement et apporter leur soutien à celui de l'Espagne²⁴⁷. Le gouvernement de l'U.R.S.S. conçoit son alliance avec l'Espagne sous une forme entièrement nouvelle, exempte de tout souci formelle.

C'est Luis Araquistain qui, le premier, a rendu publique une lettre de Staline, Vorochilov et Molotov, remise par Rosenberg en décembre 1936 à Largo Caballero²⁴⁸. Les dirigeants russes demandent au chef du gouvernement espagnol s'il est satisfait de l'action des « camarades conseillers militaires », se préoccupent de savoir s'ils ne sortent pas de leur tâche de conseillers, le prient de donner son opinion « directe et sans ambages » sur le « camarade Rosenberg ». L'intérêt du document réside surtout dans les « conseils d'amis » donnés par le gouvernement russe au gouvernement espagnol. Il faut, selon lui,

243 Au moment où le gouvernement de Front populaire français prononce la dissolution du mouvement nationaliste révolutionnaire *l'Etoile Nord-africaine* (plus tard reconstituée comme P.P.A. puis M.T.L.D.), des militants de ce parti, comme Bastiani, sont en train de se battre dans les rangs des brigades internationales.

244 Voir notamment l'article de Berneri dans *Guerra di Classe*, du 24 octobre 1936.

245 G, Munis (*op. cit.*, p. 329), parle notamment d'une délégation conduite en Espagne par un militant trotskyste français. (Était-ce David Rousset, comme l'affirment certains de ses anciens amis ?)

246 C'est le *Times* du 18 mars qui, annonçant son rejet par le Foreign Office, parle le premier de cette proposition – jamais démentie – dont Morrow affirme qu'elle fut faite par une note datée du 9 février. « Le gouvernement espagnol, dit le journal conservateur, était disposé à examiner une modification de la situation au Maroc espagnol, ... un accord territorial ». Largo Caballero – silencieux sur ce point – affirme dans *Mis Recuerdos* qu'il négociait avec les nationalistes marocains lorsqu'il fut renversé. Voir à ce sujet l'ouvrage de Bolloten, pp. 136-138.

247 Rosenberg parle au cinéma *Monumental* à Madrid, les 1^{er} et 9 novembre. Antonov, dans un meeting en plein air, fait acclamer Companys par 400 000 personnes.

248 Ce texte, paru d'abord dans le *Cincinnati Time-Star* a été largement reproduit depuis lors.

tenir compte des paysans et se les attacher par « quelques décrets, ayant trait à la question agraire et aux impôts », gagner l'appui ou, au moins, la bienveillante neutralité de la petite et moyenne bourgeoisie en les protégeant contre les confiscations et « en leur assurant, dans toute la mesure du possible, la liberté du commerce », attirer au gouvernement les amis d'Azaña « pour empêcher les ennemis de l'Espagne de la considérer comme une République communiste, ce qui constitue le pire danger pour l'Espagne », déclarer enfin solennellement que le gouvernement « ne tolérera pas que soit portée atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers établis en Espagne et citoyens des pays qui ne soutiennent pas les rebelles ».

Largo Caballero, le 12 janvier, répond brièvement. Relevant dans la note russe une phrase sur « l'action parlementaire, moyen d'action peut-être plus efficace en Espagne qu'en Russie », il précise sèchement que « l'institution parlementaire n'a pas, même parmi les simples républicains, d'enthousiastes défenseurs ». Il assure par ailleurs que les conseillers russes « accomplissent leur mission avec un véritable enthousiasme et un extraordinaire courage ». Quant à Rosenberg, « tout le monde l'aime ». Largo Caballero remercie les dirigeants russes de leurs conseils, souligne que la politique qu'ils lui suggèrent est en réalité la sienne. Il est vrai qu'il n'y a pas, à cette date, de divergence essentielle sur la politique générale entre Moscou et Valence. Le ton de la réponse de Largo Caballero traduit cependant un certain mécontentement : les « conseils » de Staline sont peut-être justes, mais le fait qu'ils aient pu être donnés dénote une certaine insuffisance d'information de la part de Staline en même temps qu'une condescendance qui froisse la susceptibilité du dirigeant espagnol.

Là, sans doute, se trouve la racine d'une mésentente qui va grandir. Dans quelques mois, le « Lénine espagnol » sera dénoncé par les communistes comme un « bureaucrate », un « cacique », un « saboteur de l'unité ». C'est que, sur la base de cette méfiance, des désaccords réels vont apparaître.

L'un des premiers facteurs de la détérioration des rapports semble avoir été la résistance de Largo Caballero aux propositions faites par l'U.R.S.S. de fusion en Espagne entre socialistes et communistes. Selon Araquistain, Largo Caballero aurait opposé une brutale fin de non-recevoir à une telle proposition, faite dans une nouvelle lettre de Staline apportée cette fois par l'ambassadeur d'Espagne à Moscou, Pascua. Le vieux leader de l'U.G.T. a pour tant été, de tous temps, le paladin de l'unité. Mais il faut admettre que l'évolution de la J.S.U., l'adhésion au P.C de l'ancienne direction des J.S. ne constituent pas à ses yeux un encouragement à cette politique. Surtout, il semble fort mécontent de l'attitude de la Junte de Madrid, dont les animateurs, nous l'avons vu, sont les hommes du P.C. et de la J.S.U. : il consacre plusieurs pages de *Mis Recuerdos* à ce qu'il appelle « l'opposition ouverte » de la Junte et de Miaja, leur volonté de réduire le gouvernement à un rôle subalterne. La toute-puissance du P.C. à Madrid, le contrôle qu'il exerce sur l'armée de la capitale par le triple biais du 5^e régiment, des commissaires politiques et de corps des conseillers russes, soulèvent en lui bien des inquiétudes. Il a l'impression qu'Alvarez del Vayo, jusque-là son fidèle lieutenant, s'est mis aux ordres des Russes, et il le lui reproche violemment. À ses yeux, les conseillers russes et les communistes constituent un obstacle à son autorité. Il finit par se plaindre de l'« ingérence » de Rosenberg dans les affaires espagnoles et le congédie, suivant ses propres paroles « en termes fort peu diplomatiques ». Le 21 février 1937, Rosenberg est rappelé à Moscou²⁴⁹ et remplacé par Léon Gaikiss. La crise, jusque-là restée secrète, éclate au grand jour. Elle s'est nourrie de nombreux incidents et de développements politiques intéressant l'ensemble des groupes de l'Espagne républicaine.

L'opposition de droite se cherche

Indispensable pour une reconstruction de l'État en 1936, Largo Caballero est devenu, en 1937, un obstacle pour ceux qui ne veulent pas d'une révolution sociale et veulent faire disparaître toute empreinte révolutionnaire de l'« État populaire ». La rupture de l'alliance entre Largo Caballero et les Russes leur donne une occasion. La réserve du gouvernement français et la poursuite de la non-

²⁴⁹ Selon Garcia Pradas, Largo Caballero avait fait savoir à Moscou qu'il pensait que Rosenberg, malade, avait besoin de « changer d'air ».

intervention leur offrent un argument.

On assiste, dans le parti socialiste, à un renversement des alliances. Au moment où les amis de Largo Caballero s'éloignent des communistes, ceux de Prieto s'en rapprochent. L'exécutif, que dirigent Gonzalez Peña et Lamonedá, se fait le champion de l'« unité », signe en février un accord pour la généralisation à tous les échelons de Comités de liaison qui feront des deux partis ouvriers un seul bloc à l'intérieur du Front populaire. Prieto, à cette époque, va plus loin encore, et se prononce pour la fusion immédiate avec le parti communiste²⁵⁰. C'est que les raisons mêmes qui éloignent du P.C. Largo Caballero ne peuvent qu'en rapprocher Prieto. Les communistes et les socialistes de droite sont en effet d'accord pour la restauration de l'État, pour l'organisation d'une armée régulière, contre les collectivisations, pour la défense des classes moyennes, contre l'intervention des syndicats et pour l'arrêt de la révolution. Les uns et les autres situent le conflit, non sur le terrain d'une guerre de classes, mais à l'échelle internationale, comme un conflit entre démocratie et fascisme. L'évolution de la J.S.U., inquiétante pour Largo Caballero, est rassurante pour Prieto ; à son Congrès de Valence, en janvier 37, Santiago Carrillo se fait le champion de l'« unité nationale », prêche le renoncement à tout objectif socialiste immédiat : la coalition qu'il propose contre les trois ennemis, Franco, les « trotskystes » et les « incontrôlables », répond au désir des modérés de lutter dans la République contre les « extrémistes ».

Les républicains, eux aussi, se félicitent de cette évolution : la « révolution bolchevik » n'est plus qu'un épouvantail du passé, les communistes ont gagné leurs galons d'organisation « respectable ». À Madrid, les Jeunesses républicaines fondent avec la J.S.U. une « alliance » permanente. Les républicains espèrent, avec la normalisation, une médiation des puissances. Carlos Esplá et d'autres dirigeants préparent un voyage en France, Azaña enverra Besteiro à Londres²⁵¹. Le plan de réconciliation de Martínez Barrio est repris et rajeuni : on parle d'une Junte militaire sous le général Miaja qui obtiendrait l'appui de Londres pour une paix de compromis²⁵². Rien de tout cela n'est encore très cohérent, ni organisé. La coalition antifasciste craque de tous côtés, mais il faudra qu'éclatent bien des incidents pour que se dessine un nouvel alignement des forces.

La chute de Malaga : coalition générale contre Largo Caballero

La première bataille publique n'est pas menée contre Largo Caballero, trop populaire encore pour être attaqué de front. Depuis la bataille de Madrid, les adversaires du gouvernement concentrent leurs attaques sur son homme de confiance, le général José Asensio. « Grand et fort, jeune d'allure, intelligent, bon militaire, démagogue... et un peu intrigant, audacieux, aventureux, ambitieux »²⁵³, cet officier de carrière républicain qui avait endossé la « mono des milices » et combattu à Malaga puis à Somosierra, fait connaissance de Largo Caballero pendant l'été 1936, sur le front de la Sierra. Il est devenu son sous-secrétaire d'État à la Guerre. Dans ces fonctions, depuis septembre 36, il a joué un rôle éminent dans l'organisation de l'armée populaire et dans la conduite des opérations militaires et s'est déjà, à plusieurs reprises, heurté aux communistes, qui mènent contre lui une campagne systématique, discrète, mais efficace, de dénigrement à laquelle s'associe la C.N.T.²⁵⁴.

²⁵⁰ Alvarez del Vayo (*The last Optimist*, p. 288) fait le récit de cette réunion de l'exécutif. Il s'était prononcé lui-même pour l'unité d'action, jugeant l'unité organique inopportune. Pietro Nenni (*La Guerre d'Espagne*, p. 67) relate un entretien avec Prieto qui, le 3 mars 1937, soutient la nécessité de la fusion immédiate.

²⁵¹ Sur les projets de voyage d'Esplá, voir *le Temps*, 23 mars. Azaña déclare à Fischer qu'il a envoyé Besteiro au couronnement du roi d'Angleterre pour y demander la médiation anglaise en vue d'un cessez-le-feu suivi d'un retrait des troupes étrangères et d'une conférence des puissances pour un « règlement démocratique » (*op. cit.* p. 420). Une note du gouvernement Largo Caballero avait rejeté le 15 décembre le projet franco-anglais prévoyant un armistice suivi d'un plébiscite. En février, Cordell Hull, secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères (déclaration au *Washington Post*, 26 février), fait de nouvelles propositions.

²⁵² Le Comité national de la C.N.T. notamment s'émeut, dans une note du 26 avril, des informations données par le *Daily Express* sur les initiatives en vue d'amener au pouvoir un gouvernement Miaja pour une « paix honorable » entre chefs militaires.

²⁵³ Gorkin, *Canibales Políticos*, p. 215-17, Gorkin a connu Asensio en prison.

²⁵⁴ Selon Gorkin (*ibid.* p. 218), Asensio expliquait la haine des communistes à son égard par deux incidents : il avait refusé d'avaler les comptes financiers du 5^e régiment et menacé de faire fusiller Margarita Nelken pour sa propagande en faveur du

La dramatique chute de Malaga, le 8 février, sera l'occasion de l'attaque publique contre lui. Assiégée depuis l'été 36, la cité andalouse n'a jamais reçu les renforts, ni surtout les armes et le matériel qu'elle demandait. Communistes et anarchistes s'y sont affrontés les armes à la main. Lors du débarquement des troupes italiennes qui vont la prendre, la flotte républicaine, ancrée à Carthagène, ne bouge pas. Quand le danger se précise, Valence ne prend aucune mesure. N'avait-on pas, à ce moment-là, le moyen de sauver Malaga sans dégarnir Madrid ? C'est l'hypothèse la plus probable. En tout cas, dans Malaga abandonnée, divisée, férocement bombardée, défendue sans conviction par des officiers qui ne sont pas maîtres de leurs troupes, le moral lâche : les miliciens, pris de panique, s'enfuient sur les routes encombrées de réfugiés, souvent à la suite de leurs chefs²⁵⁵. La chute de la ville, le ralliement aux nationalistes, au dernier moment, d'unités de gardes et d'*asaltos*, la répression terrible qui s'abat dès l'entrée des vainqueurs, produisent une impression profonde. Le 14, à Valence, un immense cortège commun C.N.T.-U.G.T. rassemble des centaines de milliers de manifestants, réclamant la mobilisation générale, l'épuration du corps des officiers, la réalisation effective du commandement unique. Largo Caballero approuve les mots d'ordre lancés, mobilise. Cependant, la presse communiste dénonce en Asensio le responsable de la défaite. Les républicains, les socialistes de droite, la C.N.T., se joignent à sa campagne : tous les partis de la coalition antifasciste exigent le départ du sous-secrétaire d'État. Largo Caballero, qui lui garde toute sa confiance, lutte jusqu'au bout pour le conserver auprès de lui et « pleure des larmes de rage » quand il se voit battu : le 21 février, Asensio démissionne²⁵⁶. C'est, pour le Président, une défaite personnelle.

Largo Caballero remplace son collaborateur par un autre de ses fidèles, Carlos de Baraibar²⁵⁷. Comme le journal *Politica*, de la gauche républicaine, critique cette nomination, le président du gouvernement répond personnellement au journal, puis, dans un long article, attaque, sans nommer personne, les espions et les agents de l'étranger qui fourmillent dans les milieux politiques, laisse entendre que les républicains rêvent d'un compromis avec Franco qu'imposerait une médiation occidentale. Carlos Espla renonce à son voyage.

La contre-attaque de Largo Caballero intimide les opposants, mais achète de lui aliéner les dernières sympathies. Républicains, socialistes de droite et communistes lui cherchent un successeur. On parle de Prieto, Martinez Barrio, Negrin. *Le Temps* écrit le 23 mars : « *Un ministère présidé par exemple par M. Negrin, l'actuel ministre des Finances (M. Prieto, grand animateur de la combinaison restant discrètement au second plan), pourrait peut-être se prêter à une médiation et offrir à l'Espagne républicaine une porte de sortie préférable à une lutte sans espoir.* »

Le conflit entre la C.N.T. et le P.C.

La chute de Malaga a aussi pour conséquence un regain d'hostilité entre le P.C. et la C.N.T. D'accord pour dénoncer la « trahison » et faire d'Asensio le bouc émissaire de la défaite, anarchistes et communistes s'accusent réciproquement d'avoir été les instruments de la trahison. Pour les communistes, les anarchistes de Malaga ont « joué à la révolution », multiplié les Comités, facteur d'indiscipline et d'irresponsabilité. Selon les anarchistes, le prosélytisme du P.C. a semé la division dans le front anti fasciste et favorisé la mainmise des officiers traîtres. L'arrestation de Francisco Maroto, militant connu et chef de colonne de la C.N.T., sur l'ordre du gouverneur d'Almeria, met le feu aux

P.C. parmi les gardes d'assaut.

²⁵⁵ Le lieutenant-colonel Villalba, commandant militaire de Malaga, accusé d'avoir déserté le Q.G. et abandonné ses troupes, fut traduit en Conseil de guerre. Mais les Cortes refusèrent la levée de l'immunité parlementaire du commissaire Bolivar, député communiste, qui était resté à ses côtés. Il est difficile, dans les affaires de ce genre, de faire la part de ce qui était trahison, impuissance ou incapacité, de ce qui fut répression justifiée et vengeance politique.

²⁵⁶ Accusé de haute trahison, après la chute de Gijon, sous le gouvernement Negrin, Asensio fut acquitté et reçut de nouveaux commandements. Son coaccusé, son chef d'état-major, Martinez Cabrera, acquitté avec lui, fut finalement fusillé, mais par Franco.

²⁵⁷ Carlos de Baraibar, gravement malade après la révolution de Juillet, avait été tenu à l'écart de toute activité pendant plusieurs mois. Selon son récit (*La traicion del stalinismo*, p. 70-71), les communistes lui avaient offert leur soutien pour le ministère de la Guerre ; son refus de participer à cette opération dirigée contre Largo Caballero lui aurait valu, dès lors, leur inimitié.

poudres. En même temps, les socialistes dénoncent, dans un retentissant manifeste, l'activité des « Tcheka » anarchistes, publiant une liste impressionnante de militants socialistes assassinés dans la région du Centre. La presse de la C.N.T. rétorque en dénonçant l'assassinat de plusieurs de ses militants, en Castille, par des troupes communistes. Le gouvernement tente d'apaiser les esprits, suspend les journaux de la C.N.T. et de la F.A.I. qui ont publié ces attaques, mais fait mettre Maroto en liberté provisoire²⁵⁸.

Pourtant l'affaire des « Tcheka » ne fait que commencer. Le journal *C. N. T.* publie des accusations précises de Melchior Rodriguez, délégué des prisons, contre José Cazorla, conseiller à l'ordre public de la Junte de Madrid. Selon lui, le P.C. possède toujours à Madrid des prisons privées dans lesquelles sont interrogés, torturés et parfois abattus des militants de la C.N.T. arrêtés sans mandat régulier par des policiers communistes, ainsi que d'anciens détenus des prisons d'État, acquittés par les tribunaux populaires, mais aussitôt enlevés par les policiers aux ordres de Cazorla.

L'enquête ouverte par la Sûreté aboutit à la découverte, dans l'entourage de Cazorla, d'un véritable gang se faisant payer à prix d'or la libération de prisonniers régulièrement poursuivis. *C. N. T.*, le 14 avril, titre : « Cazorla est un provocateur au service du fascisme », et exige sa destitution. La Junte, pressée de tous côtés, annonce à son tour une enquête. Le scandale est énorme : Largo Caballero saisit l'occasion de se débarrasser de la Junte, qu'il dissout le 23 avril. Madrid aura, désormais, un Conseil municipal²⁵⁹.

Caballero contre le Parti Communiste

La dissolution de la Junte est une victoire de l'État restauré, et une revanche de Largo Caballero. Elle lui redonne l'initiative. Le même jour, *El Socialista* de Madrid et *Castilla Libre* dénoncent le « scandale de Murcie » : dans des prisons privées aux mains du P.C., des militants socialistes sont détenus et torturés. Le gouvernement révoque le gouverneur civil, complice de cette activité clandestine, fait arrêter et juger quatre policiers communistes compromis. Puis il s'attaque à l'autre bastion du parti communiste, l'Armée. Largo Caballero restreint les pouvoirs des commissaires politiques et se réserve personnellement le droit de les désigner. De nombreux commissaires doivent abandonner leurs fonctions. C'est une véritable déclaration de guerre au P.C., que les communistes prennent comme telle. Ils entament alors contre Largo Caballero une campagne dont la presse ne donne jamais qu'un écho déformé. Ils en font le responsable de tous les revers militaires. Pour eux, il se conduit en « patron » et en « cacique », veut tout contrôler alors qu'il est incompetent ; il méprise, dans son « orgueil criminel », les conseils des spécialistes russes, entend exercer tout seul le « commandement unique » et veut jouer au « petit Napoléon ». Protecteur du « traître » Asensio, il s'est refusé à épurer l'Armée et, jaloux, n'a pas voulu faire de Miaja le chef d'état-major dont l'armée populaire a besoin²⁶⁰.

Dans cette lutte de couloirs, Largo Caballero n'a pas l'avantage. Après Guadalajara, il propose un plan d'offensive qui avait été mis au point par Asensio. Il s'agit d'attaquer en direction de l'Estremadure et de l'Andalousie, de façon à couper en deux la zone franquiste le long d'une ligne Mérida-Badajoz. La faiblesse des effectifs nationalistes dans cette région, les sympathies et même l'appui de guérilleros que rencontrerait l'offensive républicaine sont les arguments mis en avant pour soutenir ce projet dont le premier résultat serait de soulager le front Nord. Mais il rencontre l'opposition de Miaja, qui refuse

²⁵⁸ Accusé de haute trahison sous Negrin, condamné à mort puis gracié, Maroto sera finalement, lui aussi, fusillé par Franco.

²⁵⁹ Le Conseil municipal est prévu par un décret du 18, publié à la *Gaceta* le 21. C'est le 24, au cours d'une conférence de presse que Miaja annonce la dissolution de la Junte, que le parti communiste devait approuver publiquement. Dans l'affaire Cazorla, les communistes et les J.S.U. restèrent seuls à défendre le jeune commissaire à l'ordre public. Dans un éditorial du 23 février intitulé « L'ordre public à Madrid », haché de blanc par la censure, le journal républicain *A.B.C.*, pourtant souvent pro-communiste, conseille à Cazorla de respecter la loi. Le 24 avril, la Junte, dissoute, déclare dans une note qu'elle interrompt l'enquête sur l'affaire. Le 26, Cazorla proteste dans une note à la presse, refusant le silence accusateur et menaçant de se défendre lui-même si les autres membres de la Junte se désintéressent de son sort. Quelques jours après, dans un compte rendu de mandat paru dans *A.B.C.*, il se contente d'insister sur les difficultés de la lutte contre la « cinquième colonne », camouflée dans les organisations antifascistes. L'affaire restait sans conclusion.

²⁶⁰ Nous résumons ici le réquisitoire dressé par Hernandez après la chute de Largo Caballero, dans son discours du 29 mai.

de dégarnir Madrid, et des conseillers russes qui ne croient pas possible une telle opération avec les troupes miliciennes dont on dispose sur ce front.

Tout président du Conseil et ministre de la Guerre qu'il est Largo Caballero ne parvient pas à appliquer son projet d'offensive : les Russes ne lui offrent que dix avions et Miaja refuse les transferts de troupes nécessaires du front de Madrid. Il est clair que Largo Caballero n'a plus, sur l'État restauré, une autorité suffisante²⁶¹.

La montée de l'opposition révolutionnaire

Or, à ce moment, le gouvernement doit faire face à de nouvelles difficultés économiques et sociales, que la propagande héroïque et cocardière ne suffit plus à faire oublier. Les usines ne tournent guère, ou au ralenti. L'approvisionnement se fait mal. La situation est catastrophique dans le domaine du ravitaillement. Entre juillet 36 et mars 37, le coût de la vie a doublé, alors que les salaires n'augmentent en moyenne que de 15 %. Le minimum que promettent les cartes de rationnement est loin d'être toujours assuré. Il y a des queues interminables devant les boulangeries. Le marché noir, par contre, prospère. Partout, même à Barcelone, restaurants et cabarets fonctionnent de nouveau, mais à des prix prohibitifs. Les innombrables bureaux qui ont remplacé les Comites sont souvent des officines de corruption. La presse du P.O.U.M. et celle de la C.N.T.-F.A.I. sont remplies de lettres de lecteurs posant les problèmes du coût de la vie, réclamant la fin des privilèges et de l'inégalité. Le 14 avril à Barcelone, des femmes manifestent contre le prix des denrées. Les organisations syndicales comme les partis ne cessent pourtant de demander aux travailleurs toujours plus de sacrifices pour contribuer à la victoire militaire : elles se heurtent au scepticisme et à l'amertume.

Au cours des premiers mois de 1937 sont ainsi créées des conditions favorables au développement d'une opposition révolutionnaire au sein même des organisations qui ont, à l'automne, accepté la collaboration.

C'est le P.O.U.M., exclu le premier de la coalition antifasciste, qui semble s'engager d'abord dans cette voie. Certes, il compte dans ses rangs de nombreux défenseurs de la politique de collaboration. *La Batalla* mène pendant plusieurs semaines une campagne pour la réintégration du P.O.U.M. au gouvernement de la Généralité, dénonce « l'orientation contre-révolutionnaire » dont elle voit le point de départ dans l'élimination du P.O.U.M. Cependant les résistances à cette ligne ont été vives. Il a fallu le renfort de Nin au côté de Companys pour obtenir la « soumission » des poumistes de Lérida. Le journal des Jeunesses déplore franchement la participation du parti au gouvernement. Et les événements postérieurs semblent renforcer les tenants de la thèse de la « non-participation » : le 13 avril 1937, Juan Andrade écrit dans *La Batalla* que cette participation a été « négative et même nocive ». Le projet de thèse de Nin pour le Congrès du P.O.U.M. reste muet sur ce point décisif. La même incertitude, les mêmes contradictions apparaissent dans la ligne politique et les mots d'ordre immédiats. Le Comité central, en décembre, a réclamé l'élection d'une Constituante sur la base des Comités d'ouvriers, de paysans et de soldats. Nin, le 1^{er} avril, traduit : « Congrès des syndicats ouvriers, des organisations paysannes et des organisations de combattants ». Le 4, Andrade oppose aux syndicats les Comités élus par la base, et, dans une série d'articles dans *La Batalla* en avril, reprend le mot d'ordre des Comités et Conseils dont il fait la forme espagnole du soviet. D'ailleurs, les attaques dont le P.O.U.M. est l'objet de la part du P.C. et du P.S.U.C., la persécution, dirigée contre lui par de nombreuses autorités locales, l'action de la censure ne lui laissent guère de choix. Il est rejeté définitivement de la coalition. De plus en plus nettement, il s'oriente vers une ligne d'opposition révolutionnaire, dénonçant les résultats d'une coalition antifasciste qui se transforme en Union sacrée, l'arrêt et le recul de la révolution, « les agissements contre-révolutionnaires du P.C. et du P.S.U.C. ».

²⁶¹ Des gens qui se trouvaient aussi éloignés en 1936 que Casado, Hernandez, Araquistain, mais qu'une commune hostilité au P.C. rap proche après la guerre confirment les accusations de Caballero sur ce point de l'offensive d'Estremadure. Mais il est difficile de suivre Hernandez qui fait de cette affaire le facteur déterminant de la chute du gouvernement. Largo Caballero affirme que les ministres communistes l'ont soutenu pour faire obéir Miaja et que l'offensive était prête pour le 16 mai. Si c'est exact, rien n'en avait transpiré.

Le P.O.U.M. toujours désireux avant tout de ne pas s'isoler de la direction comme des militants de la C.N.T. s'efforcent de les convaincre d'organiser avec lui, contre le bloc modéré, un Front uni révolutionnaire pour la défense du mouvement ouvrier et des conquêtes de la révolution.

L'action de son organisation de jeunesse, la *Juventud comunista iberica*, est exempte de ces indécisions et de ces ambiguïtés. La J.C.I. se prononce nettement, dans une campagne systématique²⁶², pour la dissolution du Parlement et pour une Assemblée constituante élue sur la base des Comités d'usine, des assemblées de paysans et de combattants. Contrairement à Nin, elle affirme, que c'est à l'organisation de tels Comités, de type « soviét », que doivent se consacrer les révolutionnaires. Elle propose l'organisation d'un Front de la Jeunesse révolutionnaire pour la victoire dans la guerre et la révolution.

C'est indépendamment du P.O.U.M. que se développe dans la C.N.T. un courant d'opposition révolutionnaire. À Barcelone, un groupe de militants hostiles à la militarisation des milices s'est organisé sous l'étiquette des « Amis de Durruti », qui publient le journal *El Amigo del Pueblo*. Dans un tract diffusé en mars 1937, ils font ce qui est à leurs yeux un bilan : « Huit mois de guerre et de révolution ont passé. Nous constatons avec une profonde douleur les échancrures qui s'accusent dans la trajectoire de la révolution... Il s'était créé un Comité antifasciste, des Comités de quartier, des Patrouilles de contrôle et, après huit mois, il n'en reste rien. » Leur position sur la guerre et la révolution rejoint celle du P.O.U.M. et de la J.C.I. : « La guerre et la révolution sont deux aspects qu'on ne peut séparer. En aucun cas, nous ne pouvons tolérer que la révolution soit ajournée à la fin du conflit militaire. » Au printemps de 1937, de nombreux organismes locaux de la C.N.T. et de la F.A.I. reprennent ces thèmes, qui se retrouvent un peu partout dans leur presse, jusque dans *La Noche*, le quotidien du soir de la C.N.T. de Barcelone, sous la plume de Balias, animateur des « Amis de Durruti »²⁶³.

La grande faiblesse de cette opposition est de n'avoir avec elle aucun dirigeant espagnol de premier plan. Santillan se tait. C'est un étranger, l'Italien Berneri²⁶⁴ qui fait figure de théoricien et d'inspirateur de la tendance révolutionnaire. Dans son hebdomadaire de langue italienne, *Guerra di Classe*, il polémique, dès le 5 novembre 1936, contre les partisans du « vaincre Franco d'abord » : « Gagner la guerre est nécessaire ; cependant on ne gagnera pas la guerre en restreignant le problème aux conditions strictement militaires de la victoire, mais en les liant aux conditions politiques et sociales de la victoire. » Vieil émigré, à l'horizon et à la culture plus vastes que ses camarades espagnols, il a dénoncé les procès de Moscou et établi un rapport entre la politique générale de Staline et l'attitude du P.C., « légion étrangère de la démocratie et du libéralisme espagnols »²⁶⁵. À ses amis de la C.N.T.-F.A.I. À qui il reproche leur « naïveté politique », il demande pourtant de veiller : « L'ombre de Noske²⁶⁶ se dessine... Le fascisme monarchiste-catholique-traditionaliste n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution... Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite. »

Cette opposition sans chefs a pourtant des troupes de plus en plus nombreuses. Les Jeunesses libertaires catalanes avaient en septembre signé avec la J.S.U. un pacte d'unité d'action. Mais dans leur organe, *Ruta*, elles prennent des positions révolutionnaires. Un manifeste du 1^{er} avril dresse contre le

²⁶² Voir notamment les articles de W. Solano et Luis Roc dans *Juventud comunista*.

²⁶³ Parmi les Journaux anarchistes acquis à l'opposition révolutionnaire, il faut citer *Idea*, de Bajo Llobregat. Carlos Rama distingue nettement entre le courant anarchiste pur qu'il représente et celui des « Amis de Durruti », dont la phraséologie révèle une influence marxiste. Balias, d'ailleurs avait fait partie du Bloc Ouvrier et Paysan. D'autre part, des trotskystes étrangers, Moulin et Franz Heller, collaboraient avec son groupe.

²⁶⁴ Né en 1897, militant des Jeunesses socialistes devenu anarchiste pendant la guerre, Camillo Berneri, professeur de philosophie à l'université de Florence, a émigré après la victoire de Mussolini. Engagé volontaire en juillet 36 dans les colonnes de la C.N.T., il jouit d'un grand prestige dans le mouvement libertaire international et d'une autorité certaine dans celui d'Espagne.

²⁶⁵ *Guerre de classe en Espagne*, p. 17.

²⁶⁶ Noske : socialiste allemand allié à l'état-major, qui vainquit en 1919 la révolution allemande des Conseils et dont les officiers assassinèrent Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

gouvernement Caballero un véritable réquisitoire²⁶⁷. Les jeunes libertaires catalans dénoncent la coalition des communistes et des républicains comme le reflet en Espagne de l'U.R.S.S. avec la France et l'Angleterre en vue d' « étrangler la révolution ».

On comprend que les mots d'ordre de la J.C.I. rencontrent dans leurs rangs un écho favorable. Le 14 février, plus de 50 000 jeunes assistent à Barcelone à un meeting pour la constitution en Catalogne du « Front de la jeunesse révolutionnaire ». Y prennent la parole, successivement, Fidel Mire, secrétaire des Jeunesses libertaires, Solano, secrétaire général de la J.C.I., et le jeune libertaire Alfredo Martinez, secrétaire du « Front » de Catalogne. Le mouvement s'étend rapidement à d'autres provinces : à Madrid²⁶⁸ et au Levante, Jeunesses libertaires et J.C.I. organisent campagnes et meetings communs.

La jeunesse ouvrière se divise en deux camps. D'un côté, à l'appel de la J.S.U. se constitue l' « Alliance de la jeunesse antifasciste », dont Santiago Carrillo voudrait qu'elle soit « l'unité avec les Jeunes républicains, avec les jeunes anarchistes, avec les jeunes catholiques qui luttent pour la liberté... pour la démocratie et contre le fascisme et pour l'indépendance de la patrie contre l'invasion étrangère », mais qui se réduit à une alliance entre la J.S.U. et les jeunesses de partis républicains. De l'autre, dans le Front de la jeunesse révolutionnaire, se regroupent les révolutionnaires de la J.C.I. et des J.L. Or, les jeunes ont été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire et de la lutte armée, ils occupent, sinon dans partis et syndicats, du moins dans les forces armées une place importante. En dehors de la Catalogne, c'est la J.S.U. qui a regroupé et enrôlé derrière le P.C. la plus grande partie de la « jeune garde » militante. Nombre de ses militants, surtout les anciens de la Jeunesse socialiste, refusent de participer à l'Alliance, qu'ils jugent modérantiste, et affirment leurs objectifs révolutionnaires. Dès le lendemain de la Conférence de Valence, les protestations s'élèvent dans la J.S.U. contre la « nouvelle ligne », la « politique d'absorption et de confusionnisme », « l'abandon des principes marxistes »²⁶⁹. Le 30 mars le secrétaire de la fédération des Asturies, Rafaël Fernandez démissionne du Comité national de la J.S.U. Sa fédération rejette la ligne de Carrillo, dénonce le manque d'esprit démocratique dans l'organisation, signe avec les Jeunesses libertaires asturiennes un pacte pour la Constitution d'un Front de la jeunesse révolutionnaire²⁷⁰. Quelques jours après, c'est le secrétaire de la puissante fédération du Levante, José Gregori, qui démissionne à son tour du Comité national, soutenu, lui aussi, par sa fédération. Santiago Carrillo, dans *Ahora*, accuse les opposants de s'inspirer des trotskystes, de Franco et d'Hitler. Le mouvement continu pourtant et, même en Catalogne, des groupes locaux adhèrent au Front révolutionnaire... La Crise ainsi ouverte dans la J.S.U. risque de mettre en question l'influence conquise par le P.C. sur une fraction importante de la jeunesse.

Une situation explosive

Ainsi, au printemps de 1937 se trouvent de nouveau réunies les conditions d'une poussée révolutionnaire. Les thèmes de l'opposition révolutionnaire rencontrent au moins en Catalogne, un écho grandissant parmi les travailleurs qui suivent la C.N.T. et voient leurs « conquêtes » remises en

²⁶⁷ « Le gouvernement central boycotte l'économie catalane afin de nous obliger à renoncer à toutes les conquêtes révolutionnaires. On demande des sacrifices au peuple et les ouvriers et les miliciens donnent des parts importantes de leur solde, mais le gouvernement garde son or, garanti de la nouvelle République bourgeoise et parlementaire. On respecte les joyaux et les fortunes des capitalistes... et on maintient des salaires fabuleux en les triplant parfois... Tandis que le peuple souffre de privations, on permet aux commerçants un agiotage honteux et criminel... On refuse des armes au front d'Aragon parce qu'il est fermement révolutionnaire, pour pouvoir couvrir de boue les colonnes qui y opèrent... On envoie au front les enfants du peuple, mais on garde à l'arrière, à des fins contre-révolutionnaires, les troupes en uniforme. »

²⁶⁸ Le 2 mars, au Congrès des Jeunesses libertaires de Madrid, l'intervention d'Enrique Rodriguez, secrétaire de la J.C.I. et membre du P.O.U.M., est acclamée. Garcia Pradas, qui fait figure de dirigeant de l'opposition révolutionnaire dans la capitale, attaque violemment le P.C. et la J.S.U. Il déclare que la jeunesse révolutionnaire doit s'unir pour une « révolution sociale » et qu'elle « n'acceptera jamais le mot d'ordre de la République démocratique et parlementaire ».

²⁶⁹ Santiago Carrillo avait déclaré à Valence le 15 janvier 37 : « Nous ne luttons pas pour une révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste, ni communiste. La J. S. U. n'est pas une Jeunesse marxiste. »

²⁷⁰ C'est probablement à la suite de l'opposition de la fédération des J.S.U. des Asturies qu'avait été organisé le voyage dans le Nord d'une délégation de l'exécutif de la J.S.U. Deux des dirigeants de la J.S.U., Rodriguez Cuesta et Trifon Medrano meurent à la suite de l'explosion d'une bombe dans un local de Bilbao où ils tenaient une réunion, le 18 février.

question. Dans l'U.G.T., l'armée, l'administration, les partisans de Largo Caballero réagissent contre les communistes. Les difficultés économiques, les scandales des « tchékas » offrent à l'agitation un terrain favorable.

L'aile modérée de la coalition gouvernementale s'en inquiète. À la pression extérieure pour l'arrêt de la révolution est venue s'ajouter, au cours des derniers mois celle de la petite bourgeoisie qui se remet des coups de la terreur initiale et voudrait voir liquider définitivement les vestiges révolutionnaires. Au Levant et en Catalogne, les paysans réagissent parfois avec violence contre les tenants de la collectivisation, et tournent leur colère contre les syndicats ou milices ouvrières qui les y ont contraints. En Catalogne, la G.E.P.C.I., adhérente de l'U.G.T., est l'organisation de masse qui incarne l'hostilité anti-révolutionnaire de la petite bourgeoisie urbaine. Le gouvernement basque, plus solide que le précédent, a, lui, pris l'offensive. Ses forces de police ont occupé l'imprimerie du journal *C.N.T. del Norte*, saisi à Bilbao lors des journées de juillet, et c'est le journal communiste *Euzkadi roja* qui prend possession des locaux. Les militants de la C.N.T. se défendent les armes à la main et le gouvernement Aguirre fait arrêter la direction régionale de la Confédération. Quelques jours après, le 24 mars, le gouvernement basque annonce de grandes fêtes, dans l'ensemble de l'Euzkadi, à l'occasion de Pâques, la fermeture de toutes les salles de spectacle pour le Vendredi saint... Les révolutionnaires s'indignent et songent à se regrouper. Républicains, socialistes de Prieto, communistes prennent conscience du danger que constitue le regroupement révolutionnaire qui menace, pensent qu'il faudrait en finir auparavant avec P.O.U.M., C.N.T. et F.A.I., et stabiliser définitivement la République.

Largo Caballero comprend son isolement. Autour de lui, on parle de plus en plus d'un « gouvernement syndical »²⁷¹, on exalte l'unité C.N.T.-U.G.T., on revient aux projets de septembre 1936. Le 1^{er} mai à Valence a lieu un meeting commun C.N.T.-U.G.T., où Carlos de Baraibar attaque, quoique en termes voilés, le P.C. et l'U.R.S.S., et exalte l'union de la C.N.T. et de l'U.G.T., qui sont, à elles deux, toute l'Espagne. Mais ce qui était possible au lendemain de la révolution ne l'est plus aujourd'hui. Ni la C.N.T. ni l'U.G.T. ne sont plus des forces homogènes : les milieux dirigeants sont divisés, la masse des adhérents se range chaque jour plus nettement dans l'un des deux camps qui se dessinent. Largo Caballero reste au milieu. Il se veut arbitre au nom de l'État, combat à sa droite ceux qui lui en disputent le contrôle, à sa gauche ceux qui refusent son autorité. Il ne veut pas relancer la révolution de crainte de perdre la guerre, mais ne veut pas non plus enlever aux travailleurs, en luttant ouvertement contre la révolution, leurs raisons de gagner la guerre. Cependant, représentant des ouvriers à la tête de l'État il n'est plus maître ni des uns ni de l'autre. Comme le conflit signifierait sa disparition, il cherche à l'éviter, mais n'y parvient provisoirement, comme écrit Rabasseire, qu'en « s'abritant derrière l'État fossile », en composant, en rusant, et, en définitive, en ne faisant rien. C'est Henri Rabasseire qui résume :

« Il intriguait, il composait avec les forces qui avaient surgi, et tout en espérant les dominer, il confectionna de petites coteries personnelles ; la routine régnait plus que jamais – pour la simple raison qu'il s'était proposé la réunion de forces qui ne pouvaient être contenues par d'autres moyens. Il ne voulait ni la milice, ni l'armée régulière ; il ne voulait ni l'ancienne bureaucratie, ni la nouvelle organisation révolutionnaire ; il ne voulait ni la guérilla, ni les tranchées. Il promit aux communistes la mobilisation générale et le plan de fortifications, et aux anarchistes la guerre révolutionnaire ; en fait, il ne fit ni l'un ni l'autre. »²⁷².

Les journées de mai de Barcelone

C'est en Catalogne que subsiste l'essentiel des conquêtes révolutionnaires et de l'armement des ouvriers ; c'est là qu'est le bastion de l'opposition révolutionnaire. C'est là aussi que se trouve

²⁷¹ Les dirigeants du P.C. sont d'ailleurs ceux qui parlent le plus de ce gouvernement dont ils combattent énergiquement la proposition. L'idée de « gouvernement syndical » semble avoir été la reprise, sous une forme encore plus édulcorée, du vieux mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » abandonné en septembre par les amis de Caballero.

²⁷² *Op. cit.* p. 152.

l'organisation la plus résolument décidée à mettre un terme à la révolution, le P.S.U.C.²⁷³ qu'appuient fermement l'État républicain de Companys et la petite bourgeoisie impatiente de secouer le joug des anarchistes. C'est là que se produiront les événements qui mettront le feu aux poudres.

C'est d'abord, le 17 avril, l'arrivée à Puigcerda, puis à Figueras et dans toute la région frontalière, des carabiniers de Negrin venus reprendre aux miliciens de la C.N.T. le contrôle des douanes qu'ils détiennent depuis juillet 36. Devant la résistance des miliciens, le Comité régional de la C.N.T. catalane se précipite sur les lieux pour négocier un compromis. Le 25 avril, à Molins de Llobregat, Roldan Cortada, dirigeant de l'U.G.T. et membre du P.S.U.C., est assassiné. Le P.S.U.C. réagit avec violence, dénonce les « incontrôlables » et les « agents fascistes cachés ». La C.N.T. condamne formellement le meurtre, exige une enquête qui mettrait, selon elle, ses militants hors de cause. Mais le meurtre de Roldan Cortada est venu aviver les souvenirs de l'époque des *paseos* et des règlements de compte du lendemain de la révolution. Le P.S.U.C. pousse son avantage. L'enterrement du leader U.G.T. est l'occasion d'une puissante manifestation : policiers et soldats des troupes contrôlées par le P.S.U.C. défilent en armes pendant trois heures et demie²⁷⁴. Les délégués du P.O.U.M. et de la C.N.T. venus à l'enterrement comprennent que la situation est plus grave qu'ils ne l'avaient cru : c'est une manifestation de force que le P.S.U.C. a organisée contre eux. Le lendemain, la police de la Généralité fait à Molins de Llobregat une expédition punitive : elle y arrête les dirigeants anarchistes locaux, soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat : et les ramène, menottes aux mains, à Barcelone. À Puigcerda, carabiniers et anarchistes échangent des coups de feu : huit militants anarchistes sont tués, et parmi eux, l'âme de la collectivisation de la région, Antonio Martin²⁷⁵.

C'est le moment où, à Barcelone, se répand le bruit de l'arrivée d'une circulaire du ministère de l'Intérieur prescrivant le désarmement de tous les groupes ouvriers non intégrés dans la police d'État. Immédiatement, les ouvriers réagissent : pendant plusieurs jours, suivant le rapport des forces, ouvriers et policiers se désarment les uns les autres. Barcelone semble à la veille de combats de rues. Le gouvernement interdit toute manifestation et toute réunion pour le 1^{er} mai. *Solidaridad obrera* dénonce ce qu'elle appelle « la croisade contre la C.N.T. » et invite les travailleurs à déjouer toute provocation. *La Batalla* appelle à veiller « l'arme aux pieds ».

C'est le lundi 3 mai que la bataille qui menaçait éclate, avec l'incident du central téléphonique. Le bâtiment a été repris en juillet aux insurgés par les hommes de la C.N.T. Depuis, le central, qui appartenait au trust américain *American Telegraph and Telephon C^o*, a été saisi et fonctionne sous la direction d'un Comité U.G.T.-C.N.T. et d'un délégué gouvernemental. Il est gardé par des miliciens de la C.N.T. Il constitue un excellent exemple de ce qu'est la dualité de pouvoirs et de ce qu'il en subsiste puisque la C.N.T. catalane est ainsi à même de contrôler ou d'interrompre à volonté, non seulement les communications ou ordres du gouvernement catalan, mais aussi les communications entre Valence et ses représentants à l'étranger²⁷⁶. Ce jour-là, Rodriguez Salas, commissaire à l'Ordre public et membre du P.S.U.C., se rend au Central avec trois camions de gardes et y pénètre. Il désarme les miliciens du rez-de-chaussée, mais doit s'arrêter devant la menace d'une mitrailleuse en batterie dans

²⁷³ M. Benavides, porte-parole de Comorera et du P.S.U.C., écrit : « On a attribué au P.S.U.C. cette phrase : « Avant de prendre Saragosse, il faut prendre Barcelone. » Elle reflétait exactement la situation et exprimait fidèlement l'aspiration du pays qui réclamait la dévolution à la Généralité du pouvoir détenu par les anarchistes » (*op. cit.* p. 426).

²⁷⁴ *La Batalla* écrit à ce sujet : « Manifestation contre-révolutionnaire, de celles qui ont pour objet de créer, au sein des masses petites-bourgeoises et des couches arriérées de la classe ouvrière, une ambiance de pogrome contre l'avant-garde du prolétariat catalan : la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M. ».

²⁷⁵ Antonio Martin, ancien contrebandier, fut, après juillet 36, un efficace chef de « douaniers ». C'est, selon Santillan, ce qui, lui aurait valu de si solides inimitiés. Cependant républicains, socialistes et communistes font de lui le bourreau de Puigcerda et le responsable d'une longue période de terreur. Manuel D. Benavides dans son livre *Guerra y Revolucion en Cataluña*, dresse un long réquisitoire contre celui qu'il appelle « le boiteux de Malaga ».

²⁷⁶ Arthur Koestler raconte que, pour les communications secrètes entre Valence et l'ambassade de Paris, le ministre Del Vayo et l'ambassadeur Araquistain utilisaient leurs épouses, deux sœurs d'origine suisse-allemande dont les conversations, dans leur dialecte natal, échappaient à tout contrôle. Selon Benavides, les conversations d'Azaña étaient souvent interrompues par le Comité de contrôle C.N.T. (*op. cit.* p. 424).

les étages²⁷⁷. Aussitôt mis au courant, les dirigeants anarchistes de la police Asens et Eroles se précipitent à la *Telefonica*, où, selon *Solidaridad obrera* du 4 mai, « ils interviennent opportunément pour que nos camarades qui s'étaient opposés à l'action des gardes dans le bâtiment renoncent à leur juste attitude ». Mais, en même temps, la majorité des ouvriers se met en grève : Barcelone se couvre de barricades, sans qu'aucune organisation ait lancé le moindre mot d'ordre.

Le soir, dans la ville sur pied de guerre, se tient une réunion commune des Comités régionaux de la C.N.T., de la F.A.I., des Jeunesses libertaires et du Comité exécutif du P.O.U.M. Les représentants du P.O.U.M. déclarent que le mouvement est la riposte spontanée des ouvriers de Barcelone à la provocation et que le moment décisif est venu : « Ou nous nous mettons à la tête du mouvement pour détruire l'ennemi intérieur, ou le mouvement échoue et ce sera notre destruction. » Mais les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. ne les suivent pas et décident de travailler à l'apaisement.

Le lendemain, 4 mai, les ouvriers dont l'action est approuvée par le P.O.U.M., les Jeunesses libertaires et les Amis de Durruti, sont maîtres de la capitale catalane qu'ils encerclent peu à peu. Après une entrevue avec les dirigeants de la C.N.T., Companys prend la parole à la radio, désavoue l'initiative de Rodriguez Salas contre le central téléphonique et lance un appel au calme. Le comité régional de la C.N.T. l'appui : « Déposez vos armes. C'est le fascisme que nous devons abattre. » *Solidaridad obrera* ne rend compte des événements de la veille qu'en page 8, ne dit pas un mot des barricades qui couvrent la ville. À 17 heures arrivent en avion, de Valence, Hernandez Zancajo, dirigeant de l'U.G.T., ami personnel de Largo Caballero et deux des ministres anarchistes, Garcia Oliver et Federica Montseny. Ils se succèdent sur les ondes, joignant leurs efforts à ceux de Companys et des dirigeants régionaux de la C.N.T. : « Une vague de folie a passé sur la ville, s'écrie Garcia Oliver. Il faut immédiatement mettre fin à cette lutte fratricide. Que chacun reste sur ses positions... Le gouvernement... va prendre les mesures nécessaires »²⁷⁸.

Le mercredi 5 mai, les ouvriers tiennent toujours les barricades. La radio diffuse le texte des accords passés entre la C.N.T. et le gouvernement de la Généralité : cessez-le-feu et *statu quo* militaire, retrait simultané des policiers et des civils armés. Rien n'est dit du contrôle de la *Telefonica*. Cependant le mouvement est en régression. Les éléments C.N.T. de la 26^e division et des éléments de la 29^e du P.O.U.M. qui s'étaient concentrés à Barbastro pour marcher sur Barcelone à la nouvelle des événements, ne dépassent pas Binefar : des délégués du Comité régional de la C.N.T. ont réussi à persuader le chef de la 26^e division, Gregorio Jover, qu'il faut éviter tout geste agressif. Après quelque hésitation, c'est un autre dirigeant de la C.N.T., Juan Manuel Molina, sous secrétaire à la Défense de la Généralité qui parvient à persuader l'officier anarchiste Maximo Franco d'arrêter ses hommes à Binefar. Pourtant, à plusieurs reprises, tout risque de rebondir : des éléments du P.S.U.C. attaquent la voiture de Federica Montseny, le secrétaire de l'U.G.T. catalane, Antonio Sesé, dont la radio vient d'annoncer l'entrée au gouvernement est tué, vraisemblablement par des miliciens de la C.N.T. Les Amis de Durruti appellent à continuer la lutte : la C.N.T.-F.A.I. Les désavoue en termes très énergiques.

Le jeudi 6 mai, l'ordre est presque rétabli. Companys proclame qu'il n'y a « ni vainqueurs, ni vaincus ». La masse des ouvriers de Barcelone a écouté les appels au calme et le P.O.U.M. s'incline : « Le prolétariat, pro clame-t-il, a remporté sur la contre-révolution une victoire partielle... Travailleurs, retournez au travail. » Le nouveau gouvernement, composé provisoirement d'un républicain, de Mas de la C.N.T. et Vidiella de l'U.G.T., ne comprend plus ni Comorera ni Rodriguez Salas. L'interprétation de Companys paraîtrait la bonne si ne se produisait à ce moment l'intervention de Valence. C'est

²⁷⁷ Les mesures ultérieures prises par le gouvernement semblent prouver que Rodriguez Salas avait agi avec l'accord du ministre, le républicain Ayguade. Il est en revanche intéressant de relever la diversité des motifs invoqués par la presse communiste pour justifier l'initiative de Rodriguez Salas : assurer le fonctionnement du central (*Daily Worker* du 11 mai, reprendre le central au P.O.U.M. et aux incontrôlables qui s'en étaient emparés la veille (*Corr. Int.* 29 mai), ou installer tout simplement un délégué du gouvernement (Rodriguez Salas à la Presse) ...

²⁷⁸ Après ce discours, le bruit circule parmi les ouvriers des barricades que Garcia Oliver et ses amis, prisonniers de la police de la Généralité, étaient contraints sous la menace de lancer ces appels au calme ! Du côté du P.S.U.C., on prétend que Garcia Oliver a prévenu ses amis de ne tenir compte d'aucune consigne qu'il pourrait donner sans la faire précéder d'un « mot de passe »...

investis d'une mission gouvernementale d'apaisement que Garcia Oliver et Montseny sont venus à Barcelone avec, s'il faut les croire, promesse expresse qu'aucune intervention militaire ne se produirait avant qu'ils ne l'aient de mandée eux-mêmes. Dès le 5 mai pourtant des navires de guerre sont arrivés dans la rade, sur ordre de Prieto. Quelques heures après, sur la demande expresse de Companys et sous la pression des ministres, Largo Caballero décide de prendre en mains l'ordre public et la défense en Catalogne. Le général Pozas, l'ancien chef de la garde civile l'allié au P.C., reçoit le commandement des troupes de Catalogne. Pour assurer l'ordre, le gouvernement envoie du front de Jamma une colonne motorisée de 5 000 gardes. Pourtant – et cela illustre bien l'ambiguïté et les incertitudes du moment – ces forces de police qui viennent rétablir l'ordre en Catalogne et dont il semble, au premier abord, que les anarchistes aient tout à redouter, sont commandées par l'ancien chef de la colonne anarchiste *Tierra y Libertad*, le lieutenant-colonel Torres Iglesias : certains gardes feront leur entrée à Barcelone au cri de « *Viva la F.A.I. !* »

Avec leur arrivée, les combats cessent définitivement. Le bilan officiel s'élève à 500 tués et 1 000 blessés : parmi les victimes, du côté gouvernemental, outre Antomo Sesé, on cite un officier communiste, le capitaine Alcalde, du côté révolutionnaire, Domingo Ascaso, le frère de Francisco et « Quico » Ferrer, le petit-fils de l'illustre pédagogue, tous tombés dans la rue. Mais on découvre bientôt d'autres victimes. Dans la soirée du 6, on trouve les cadavres de Camillo Berneri et de son ami et collaborateur Barbieri. Les deux hommes enlevés chez eux, dans la journée, par des miliciens de l'U.G.T., ont été abattus à bout portant. Au même moment on note la disparition d'Alfredo Martinez, le secrétaire du Front de la Jeunesse révolutionnaire dont on retrouvera le cadavre quelques jours plus tard. L'un comme l'autre avaient dénoncé les procès de Moscou, stigmatisé comme « contre-révolutionnaire » l'attitude du P.C., du P.S.U.C. et de leurs alliés. L'un et l'autre faisaient figure de dirigeants de l'opposition révolutionnaire. Quoiqu'aucune enquête ne soit possible en ces jours de désordre – ses conclusions d'ailleurs ne pouvaient guère être publiées –, il ne fait de doute pour personne que Berneri et Martinez ont péri victimes d'un règlement de comptes politique. Beaucoup pensent qu'il s'agit de la suite de l'avertissement de la *Pravda* et de la première intervention brutale des services secrets russes.

Signification des journées de mai

L'origine des Journées de mai a donné lieu à bien des discussions et des polémiques. Provocation d'agents fascistes agissant dans les rangs du P.O.U.M., comme l'a affirmé le P.S.U.C.²⁷⁹ ? Provocation de la bourgeoisie catalane appuyée sur les gouvernements occidentaux et destinée à liquider les positions révolutionnaires en Catalogne, comme le pensent certains anarchistes²⁸⁰ ? Provocation du P.S.U.C., dans le même but, comme le pensent d'autres ?

Il semble que cette discussion soit bien vaine : la « provocation » d'un, deux ou même dix agents n'a d'efficacité que si la situation s'y prête. Or elle s'y prêtait, nous l'avons vu. Nous ne croyons pas que les communistes du P.S.U.C., qui n'agissaient d'ailleurs pas indépendamment des forces républicaines et du gouvernement catalan, aient voulu le 3 mai l'épreuve de force. L'assaut du central téléphonique était une étape de plus dans la restauration de l'État. Nous pensons même que la réaction les a surpris et que s'ils espéraient se débarrasser par la force des anarchistes catalans, ils ne s'y attendaient pas ce jour-là – ce qui n'exclut d'ailleurs pas qu'ils aient, dans les journées suivantes, fait l'impossible pour

²⁷⁹ Dans une note du 11 mai, l'ambassadeur d'Allemagne déclare tenir de Franco en personne que les journées de mai ont été l'œuvre de ses agents ; il précisait que Barcelone comptait treize agents franquistes. Mais rien n'indique que ces agents se trouvaient au sein du P.O.U.M. plutôt que dans le P.S.U.C., ou dans quelque autre organisation syndicale ou politique.

²⁸⁰ Santillan raconte que l'écrivain argentin Gonzalez Pacheco, Venant de Bruxelles, y avait entendu de la bouche de l'ambassadeur Ossorio y Gallardo que l'on savait ce qui allait se préparer à Barcelone. Cela, et la présence des navires de guerre anglais et français au large, le conduisit à penser à une provocation d'origine internationale, dans laquelle les communistes étaient partie prenante, comme le démontrerait la présence à Barcelone le jour des troubles de José del Barrio, commandant de la 27^e division, et de son chef d'état-major.

exploiter la situation et prendre l'avantage, au fur et à mesure que s'effritait le mouvement révolutionnaire. En réalité, dans la tension qui régnait en ce début de mai, l'attaque du central fut effectivement ressentie par les ouvriers catalans comme une provocation.

Du côté ouvrier, en effet, la réaction fut spontanée, si l'on veut bien entendre par là que les Comités de défense C.N.T.-F.A.I. Des quartiers y jouèrent le premier rôle en l'absence de toute directive. À elle seule, la discipline des ouvriers déposant les armes sur les directives de la C.N.T. le prouverait s'il en était besoin. George Orwell, qui a vécu dans les rangs du P.O.U.M. les Journées de mai, écrit : « Les travailleurs descendaient dans la rue par un mouvement spontané de défense, et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscients de vouloir : la restitution du central téléphonique et le désarmement des gardes d'assaut qu'ils haïssaient »²⁸¹.

Robert Louzon, dans son étude sur les Journées de mai²⁸² se déclare frappé de l'écrasante supériorité des ouvriers en armes, maîtres, pratiquement sans combat, des neuf dixièmes de la ville. Mais il souligne que cette force ne fut utilisée que pour la défensive : pendant toute la durée des troubles, six tanks restent, sans combattre, derrière l'immeuble de la C.N.T. Les canons de 76 n'ont jamais été pointés, ceux de Montjuich, aux mains des miliciens de la C.N.T., n'ont jamais tiré²⁸³. Il affirme : « Depuis le premier coup de feu jusqu'au dernier, les Comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. n'ont jamais donné qu'un seul ordre, qu'elles ont donné sans discontinuer, par la radio, par la presse, par tous les moyens, l'ordre de cesser le feu. » Pour lui, les dirigeants de la C.N.T. redoutaient par-dessus tout un pouvoir dont ils ne savaient que faire, étaient prêts « à tous les abandons, à tous les renoncements, à toutes les défaites ». Dans leurs conversations privées, les dirigeants de la C.N.T. invoquent, pour justifier leur prudence, la menace des navires de guerre étrangers dans le port. Pour eux, en réalité, la question était réglée depuis l'automne précédent. Ils avaient choisi la collaboration, non la prise du pouvoir. À Santillan qui, très vite, critique une attitude qu'il a d'abord approuvée, Garcia Oliver et Vazquez répondent : « Il n'y a rien à faire qu'attendre les événements et nous y adapter le mieux possible »²⁸⁴.

Quant aux dirigeants du P.O.U.M., ils craignaient depuis longtemps, si l'on en croit Victor Serge, « que l'in décision, la mollesse, l'incapacité politique des dirigeants anarchistes n'eussent pour résultat un soulèvement spontané qui, faute de direction, et d'ailleurs déclenché sur provocation, offrirait aux contre-révolutionnaires l'occasion d'infliger au prolétariat une saignée ». Se sachant nettement minoritaires, ils ont refusé de prendre le risque de s'isoler en tentant de déborder la C.N.T. : « Les ordres... qui émanaient directement de la direction du P.O.U.M., précise Orwell, nous enjoignaient de soutenir la C.N.T., mais de ne pas tirer, à moins qu'on ne tirât sur nous d'abord ou que nos locaux fussent attaqués. »

Il est certes permis de penser²⁸⁵ que la réaction spontanée des travailleurs de Barcelone pouvait ouvrir la voie à un nouvel élan révolutionnaire, et qu'elle était l'occasion de renverser la vapeur. L'historien se contentera de constater que les dirigeants anarchistes ne l'ont pas voulu et que ceux du P.O.U.M. n'ont pas cru le pouvoir. Le « match nul » annoncé par Companys n'en était pas un : les Journées de mai sonnent en réalité le glas de la révolution, annoncent la défaite politique pour tous et la mort pour certains des dirigeants révolutionnaires.

281 *Controversy*, août 1937. Voir aussi, dans son ouvrage *Catalogne libre*, le chapitre sur les Journées de mai.

282 « Les Journées de mai furent-elles un 15 mai ? » (Parallèle avec la révolution de 1848), *La Révolution prolétarienne*, 10 juin 37.

283 Santillan raconte qu'avant de se rendre chez Companys, il fit pointer sur le bâtiment les canons des batteries côtières avec ordre au commandant de lui téléphoner à intervalles réguliers dans le bureau de Companys et de commencer le tir s'il ne répondait pas en personne.

284 Santillan, *op. cit.* p. 164.

285 Comme l'ont affirmé le trotskyste Félix Morrow ou, dans une certaine mesure, Santillan, qui regretta très vite le rôle qu'il avait joué pour l'établissement d'un cessez-le-feu sans conditions.

Conséquences immédiates des journées de mai

La première conséquence visible est, en tout cas, la fin de l'autonomie catalane, la mainmise par l'État et le gouvernement de Madrid sur les rouages essentiels de la vie politique et économique du pays. Mais cela ne semble pas signifier le déclenchement du pogrome redouté par la C.N.T. et le P.O.U.M. Certes, les armes sont confisquées, journaux et radios placés sous le contrôle de la censure, mais le délégué à l'Ordre public affirme solennellement que ses forces « ne considéraient aucun syndicat ni aucune organisation antifasciste comme des ennemis ». C'était là la position dictée par Caballero et son ministre de l'Intérieur, Galarza. Dès le 4 mai, en effet, leur officieux porte-parole, *Adelante*, de Valence, écrit que les événements de Barcelone sont une « collusion inopportune et pauvrement préparée entre des organisations d'orientation différente et d'intérêts syndicaux et politiques opposés, les uns et les autres à l'intérieur du front général antifasciste de Catalogne ».

C'est dans cette perspective et ce contexte que se placent les nombreux appels au calme de la C.N.T. et la déclaration de la *Casa C.N.T.*, le dernier jour des barricades : « La C.N.T. et la F.A.I. continuent de collaborer loyalement comme par le passé avec tous les secteurs politiques et syndicalistes du front antifasciste. La meilleure preuve en est que la C.N.T. continue à collaborer avec le gouvernement central, celui de la Généralité, et toutes les municipalités. » Pour circonscrire l'incendie, les dirigeants de la C.N.T. croient qu'il suffit de n'en pas parler, et un communiqué du 6 mai déclare : « Aussitôt que nous avons connu l'extension de ce qui s'était produit, nous avons lancé des ordres à toutes les organisations pour qu'elles maintiennent la sérénité et évitent la propagation de faits qui pourraient avoir des conséquences fatales pour tous. » Malheureusement pour la C.N.T., au moment où elle s'efforce de dissimuler l'ampleur des événements de Barcelone, la presse communiste mène une vigoureuse campagne contre l'insurrection « préparée par les trotskystes du P.O.U.M. » dans laquelle elle voit la main de « la police secrète allemande et italienne ». La campagne est si bien faite et la C.N.T. si discrète qu'on verra même *Frente libertario*, organe des milices confédérales de Madrid, épouser la thèse du P.C. et écrire : « Ceux qui se rebellent... contre le gouvernement élu par le peuple... sont des complices d'Hitler, de Mussolini et de Franco », qu' « il faut traiter inexorablement ». « Match nul » apparent sur le moment, les Journées de mai vont, dans les semaines suivantes, être gagnées par ceux des protagonistes qui ont pour eux une ligne politique claire, de la détermination et de l'audace.

La chute de Largo Caballero

Le parti communiste met toutes ses forces à réclamer le châtement des « trotskystes », de ces « fascistes camouflés qui parlent de révolution pour semer la confusion ». Le 9 mai, dans un discours à Valence, José Diaz somme le ministre de l'Intérieur de frapper les « incontrôlables » ou de démissionner. « La cinquième colonne est démasquée, s'écrie-t-il, ce qu'il faut, c'est l'anéantir. » Le 11, *Adelante*, porte-parole de Largo Caballero, répond : « Si le gouvernement devait appliquer les mesures de répression auxquelles l'incite la section étrangère du Komintern, il agirait comme un gouvernement Gil Robles ou Lerro, il détruirait l'unité de la classe ouvrière et nous expo serait au danger de perdre la guerre et de miner la révolution... Un gouvernement composé en majorité de représentants du mouvement ouvrier ne peut utiliser des méthodes qui sont l'apanage de gouvernements réactionnaires et de tendances fascistes. » Désormais, les jours du gouvernement sont comptés²⁸⁶. Le 14 mai, plusieurs quotidiens madrilènes annoncent pour le lendemain un remaniement ministériel qui donnerait satisfaction au parti communiste sur les questions d'ordre public et de conduite de la guerre. Le 15, au Conseil des ministres, c'est Uribe, ministre communiste de l'Agriculture, qui prend la parole pour demander la dissolution et la mise hors la loi du P.O.U.M. et l'arrestation de ses dirigeants. Largo Caballero réplique que, militant d'organisations ouvrières long

²⁸⁶ Jesus Hernandez a raconté la séance du bureau politique du P.C. où fut, d'après lui, décidée la chute de Caballero. Selon sa version, José Diaz et lui-même auraient plaidé contre une initiative qui aurait équivalu à « briser le front de lutte ». Contre eux, le conseiller d'ambassade de l'U.R.S.S., présent à la réunion avec Geroe, Codovila, Stepanov et Orlov, aurait fait prévaloir le point de vue de Moscou, en affirmant : « Caballero ne veut plus écouter nos conseils », et « il a refusé la suspension de *La Batalla* et la proclamation de l'illégalité du P.O.U.M. ».

temps persécutées par les réactionnaires, il se refuse à dissoudre quelque organisation ouvrière que ce soit. Les ministres de la C.N.T. le soutiennent ; Federica Montseny, ouvrant un dossier, entreprend de démontrer que les Journées de mai sont le résultat d'une provocation dans laquelle le P.S.U.C. a joué les premiers rôles. Uribe et Hernandez se lèvent alors et quittent la salle du conseil. « Le gouvernement continue », affirme Caballero mais les ministres républicains et les amis de Prieto ne l'acceptent pas²⁸⁷. Largo Caballero démissionne.

²⁸⁷ Hernandez ayant écrit que Prieto avait suivi les ministres communistes et réclamé, après leur départ, la démission du gouvernement, Prieto a affirmé (*Entresijos de la Guerra d'España*, p. 52) qu'il s'était contenté de mettre en garde Caballero qui voulait « continuer, en lui faisant remarquer qu'il ne pouvait le faire sans en avoir rendu compte au président Azaña ». Le souci de Prieto, après son expulsion du gouvernement Negrin, de se démarquer des communistes dans le passé, explique cette interprétation, peu convaincante à vrai dire : le déroulement de la crise ministérielle et son dénouement prouvent en effet l'accord, au moins tacite, entre Prieto et les ministres communistes sur la nécessité du renversement de Largo Caballero.

13. Le gouvernement Negrin et la liquidation des oppositions

C'est la deuxième crise ministérielle depuis juillet 36 qui s'ouvre après le Conseil des ministres du 15 mai. Les conditions mêmes dans lesquelles elle se résout indiquent la profondeur des changements intervenus. C'est en effet au président Azaña, relégué au second plan depuis septembre, que revient le soin de la régler, par des consultations dans la plus pure tradition parlementaire.

La première solution envisagée, le remaniement du gouvernement par le remplacement des ministres communistes²⁸⁸, échoue devant l'exécutif socialiste qui décide la démission de ses ministres. La crise officiellement ou verte, Azaña confie à Largo Caballero le premier « tour de piste ». C'est la première solution à tenter, et, comme disent les journalistes, c'est une hypothèque à lever. En effet, C.N.T. et U.G.T. d'une part, partis socialiste et communiste de l'autre se déclarent prêts à soutenir un gouvernement de même composition que le précédent, C.N.T. et U.G.T. affirmant en outre qu'elles ne participeront pas à un gouvernement qui ne serait pas présidé par Largo Caballero. Celui-ci propose immédiatement une nouvelle répartition des portefeuilles : l'U.G.T. aurait trois ministères, la Guerre cumulée avec la présidence, l'Intérieur, les Affaires étrangères, toutes les autres formations en auraient deux, le parti socialiste Finances et Agriculture, Industrie et Commerce, le parti communiste Instruction publique et Travail, l'Union républicaine, Communications et Marine marchande, la Gauche républicaine, Travaux publics et Propagande, la C.N.T. Justice et Santé. Largo Caballero espère-t-il faire accepter son projet aux partis ? Certes, la représentation de la C.N.T. est réduite de moitié, mais c'est l'U.G.T. qui détient les portefeuilles-clés. En outre, Prieto et Alvarez del Vayo disparaissent de la combinaison. En tout cas, Largo Caballero ne propose pas le « gouvernement syndical » dont parlent volontiers ses amis.

Les déclarations très diplomatiques des représentants des groupes parlementaires indiquent nettement leurs réticences à l'égard du nouveau gouvernement. Pour la Gauche républicaine, Quemades insiste sur le « maintien de l'ordre public » et la « reconstruction économique ». Irujo dit que les Basques souhaitent « un gouvernement de concentration nationale, présidé par un socialiste ayant la confiance des républicains », afin de « supprimer fermement les causes de désordre et d'insurrection ». C'est dans le même sens que va le socialiste Lamonedá, qui veut « un tournant radical dans la politique du ministère de l'Intérieur ». Le parti communiste, quant à lui, ne jette aucune exclusive nominale, mais réclame l'attribution de l'Intérieur et de la Guerre à des « personnalités jouissant du soutien de tous les partis et organisations composant le gouvernement ». Mais, à ce moment-là, Azaña sait déjà que les socialistes veulent Prieto à la Guerre et, par José Diaz, que les communistes s'opposent à ce que Largo Caballero cumule encore Guerre et présidence du Conseil.

Dans la nuit, Azaña réunit autour de lui Largo Caballero, Prieto, Lamonedá, José Diaz, Martínez Barrio, Quemades. Largo Caballero refuse d'abandonner la Guerre. Le P.C. refuse de participer dans ces conditions. Parti socialiste et Gauche républicaine font de la participation communiste la condition de la leur. La nouvelle combinaison Largo Caballero est donc une impasse. Azaña prie José Diaz de tenter un effort pour infléchir la position de son parti, puis fait appel à Negrin que les communistes, les socialistes et les républicains sont prêts à soutenir et dont la candidature semble préparée depuis des mois²⁸⁹.

Le 17, on annonce la formation du gouvernement Negrin. Trois socialistes, de la tendance Prieto, occupent les postes clés, Negrin assurant les Finances et la présidence, Prieto la Défense nationale et Zugazagoitia l'Intérieur. Jesus Hernandez et Uribe conservent l'Instruction publique et l'Agriculture. Le catalan Ayguadé, de l'Esquerra, que la C.N.T. dénonce comme l'un des responsables des Journées de mai devient ministre du Travail. Irujo est ministre de la justice et le docteur Giral ministre des Affaires

²⁸⁸ Selon Largo Caballero, c'était la seule solution qui permettait de conserver un gouvernement pour le 16 mai, date fixée pour le début de l'offensive d'Estrémadure.

²⁸⁹ Voir à ce sujet l'article du *Temps* du 23 mars déjà cité (chap. XI). Krivitsky dit que Stachevski, attaché commercial de l'U.R.S.S. et homme de confiance de Staline, voyait en Juan Negrin le successeur de Largo Caballero dès le mois de novembre 1937 (*op. cit.* p. 127). Hernandez (*op. cit.* p. 71) raconte comment il alla lui-même offrir à Negrin le soutien du P.C.

étrangères... La C.N.T. et l'U.G.T., fidèles à leur position initiale en faveur d'un gouvernement Largo Caballero, ne participent pas.

Juan Negrin

Le nouveau président du Conseil est peu connu. C'est un homme de quarante-six ans, en pleine force – il est doué d'une vitalité peu commune – qui, jusqu'à la guerre civile, n'a été, dans la politique, qu'un brillant dilettante. « Enfant chéri de la fortune », comme dit son admirateur Ramos Oliveira, né dans une famille riche des Canaries, il a parcouru le monde à son gré, obtenant à l'université de Leipzig les diplômes de médecine qui lui ont valu la chaire de Physiologie à l'université de Madrid en 1931. Marié à une Russe, il a de nombreuses relations dans le monde occidental. Il a adhéré au parti socialiste en 1929, est devenu député en 1931 et a constamment été réélu depuis. Il ne se considère ni comme un marxiste, ni comme un représentant de la classe ouvrière : socialiste « à l'occidentale », c'est un grand bourgeois et un universitaire distingué, bien plus proche d'un Prieto que d'un Largo Caballero. Mais il n'a pris part que de loin à la lutte interne dans le parti socialiste, n'a aucune ambition ni aucun goût pour les luttes politiques, auxquelles il passe pour préférer les plaisirs de la vie. Aussi est-il pratiquement inconnu lorsqu'il devient, sur proposition de Prieto, ministre des Finances dans le gouvernement Largo Caballero. Il ne l'a accepté, dira-t-il, que par devoir, convaincu que « la guerre avait un aspect international, décisif pour son résultat et que, de ce fait, un cabinet Largo Caballero avec des représentants de l'extrême-gauche socialiste et du communisme était une erreur grossière, pire... que l'entrée des fascistes à Getafe »²⁹⁰.

Ce sont les mêmes préoccupations qui l'inspirent une fois installé au ministère des Finances ; il est le défenseur inconditionnel de la propriété capitaliste, l'adversaire résolu de la collectivisation, c'est lui que les ministres de la C.N.T. trouveront sur le chemin de toutes leurs propositions. C'est lui qui a réorganisé solidement les carabiniers. C'est lui aussi qui a présidé à l'envoi en U.R.S.S. de la réserve d'or de la République. Il jouit de la confiance des modérés et son nom sera mis en avant, pendant la crise, par Irujo d'abord. Il passe pour l'homme de Prieto. Il est en excellents termes avec les communistes qui l'ont assuré, d'avance, de leur soutien et, par l'intermédiaire de Jesus Hernandez, en ont fait leur candidat au gouvernement de coalition qu'ils préconisent. Avec lui, c'est leur politique, celle de Prieto – pour l'instant elles se confondent – qui triomphe.

Tandis que la F.A.I., dans un manifeste diffusé clandestinement, dénonce « la victoire, non seulement du bloc bourgeois-communiste, mais aussi de la France, de l'Angleterre et de la Russie », les réactions occidentales se révèlent favorables. *Le Temps*, du 17 mai, invitait le nouveau gouvernement à choisir entre « démocratie et dictature prolétarienne, entre ordre et anarchie ». Le *New York Times* du 19 annonce que Negrin a l'intention « d'utiliser à l'intérieur une poigne de fer », et précise : « En agissant ainsi, le gouvernement espère gagner les sympathies des deux démocraties qui signifient le plus pour l'Espagne – Gande-Bretagne et France – et garder le soutien de la nation qui l'a le plus aidée – la Russie. Le principal problème du gouvernement aujourd'hui est de pacifier ou d'écraser l'opposition anarchiste. » La revue officielle française *Affaires étrangères* souligne la signification profonde du choix du nouveau président et du nouveau ministre des Affaires étrangères, le départ des extrémistes et l'importance croissante des Basques, le caractère « raisonnable » du nouveau gouvernement et les espoirs qu'il permet maintenant pour une solution de conciliation...

La presse des partis de la coalition salue en tout cas dans ce nouveau gouvernement le « gouvernement de la victoire ».

La suppression du P.O.U.M.

Dès avant la chute de Caballero, la presse du P.C. et du P.S.U.C. avait lancé contre le P.O.U.M. une

²⁹⁰ *Epistolario Prieto-Negrin*, p. 41.

véritable campagne de « chasse aux sorcières ». Elle s'est intensifiée après ce que les communistes appellent l' « in surrection fasciste de Barcelone ». Largo Caballero avait refusé la répression contre le P.O.U.M. Negrin ne peut qu'y consentir. Le 28 mai, *La Batalla* est supprimée. Julian Gorkin est inculpé pour son éditorial du 1^o mai appelant les travailleurs à veiller « l'arme aux pieds » et proposant à la C.N.T. le « front uni révolutionnaire ». Le 16 juin, dans la nuit, tous les membres du Comité exécutif du P.O.U.M. sont arrêtés, Nin dans son bureau, d'autres chez eux, d'autres encore au front. La police, n'ayant pu trouver sur le moment Andrade ni Gorkin, arrête leurs femmes.

Le 11 juin paraît un premier acte d'accusation contre le P.O.U.M. Il affirme : « *La ligne générale de la propagande de ce parti était la suppression de la République et de son gouvernement démocratique par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat.* » Rien d'extraordinaire dans cette accusation, normale contre des révolutionnaires qui se réclamaient de la pensée de Lénine. Pourtant, la suite de l'acte indique un autre état d'esprit : le P.O.U.M. est accusé d'avoir « *calomnié un pays ami dont l'appui moral et matériel a permis au peuple espagnol de défendre son indépendance* », d'avoir – allusion aux procès de Moscou – « *attaqué la justice soviétique* », et d'avoir été « *en contact avec les organisations internationales connues sous la dénomination générale de « trotskystes » et dont l'action au sein d'une puissance amie démontre qu'elles se trouvent au service du fascisme européen* ».

Le contenu et le ton même de l'acte d'accusation rappellent la menace de la *Pravda* : la même main qui, à Moscou, a frappé les vieux bolcheviks s'apprête à frapper en Espagne. Contre les accusés, les mêmes services fabriquent les mêmes « preuves », des faux maladroits destinés seulement à servir de support aux « aveux ». Dans l'affaire du P.O.U.M. c'est le « plan N », plan de Madrid sur papier millimétré découvert sur le phalangiste Golfín et où la police aurait déchiffré un message à l'encre sympathique désignant « N » contre un agent sûr. « N », c'est bien entendu Nin. Jesus Hernandez affirme que les dirigeants du P.C. furent exaspérés par la grossièreté de ce faux inutilisable. Miravittles déclare publiquement que le document est si évidemment faux que personne n'osera l'utiliser. Cette « preuve » sert pourtant à justifier l'arrestation.

Le 29 juillet une note d'Irujo, ministre de la Justice annonce le renvoi devant les tribunaux pour espionnage et haute trahison de Gorkin, Andrade, Bonet et sept autres dirigeants du P.O.U.M., aux côtés du phalangiste Golfín : la technique de l' « amalgame », éprouvée dans les procès de Moscou, continue à être de règle. La note précise :

« Il y a dans la cause de nombreux documents trouvés dans les locaux du P.O.U.M.: clefs, codes télégraphiques, documents, ayant trait au trafic d'armes, contrebande d'argent et d'objets de valeur, différents périodiques provenant de diverses capitales, communications d'éléments étrangers faisant allusion à des entrevues ayant eu lieu à l'intérieur du territoire loyal ou en dehors de celui-ci, participation d'éléments étrangers à des préliminaires d'espionnage et au mouvement subversif de mai. » Mais, répondant aux questions de la commission Maxton, Irujo déclare qu'il n'y a « aucune preuve d'espionnage contre aucun dirigeant du P.O.U.M. », et que « le document N est sans valeur ». Pour lui le P.O.U.M. répondra devant le tribunal de « son geste révolutionnaire contre la République ». Prieto partage ce point de vue d'un procès politique : « La République doit se défendre contre ceux qui veulent la révolution à tout prix, alors que ce n'est pas le moment en Espagne. » Seul, le parti communiste – qui ne peut accepter de reconnaître qu'on persécute des révolutionnaires – continue à parler d' « espions » et de « fascistes ». Le juge d'instruction le suit puisque son rapport déclare : « Les accusés s'étant mis d'accord avec des individus appartenant à la Gestapo allemande qui jusqu'à présent, n'ont pas encore été présentés (*sic*) ont réalisé au cours du mois de mai à Barcelone, dans le but de troubler l'action du gouvernement, des actes hostiles à caractère secret, ainsi qu'un soulèvement de type militaire. » Le 13 novembre, devant le Comité central du P.C., José Diaz demande, puisque la trahison du P.O.U.M. est « prouvée », que « le peloton d'exécution fonctionne pour en finir avec les traîtres et les terroristes »²⁹¹.

²⁹¹ Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'une grande partie de ce rapport est consacrée à « l'infiltration dans les rangs du

Cependant, lors du procès, en octobre 1938, l'accusation de l'espionnage n'est pas retenue. Andrade, Gorkin, Bonet, Guironella, sont condamnés à quinze ans de prison pour avoir tenté de renverser l'ordre établi »²⁹². Le P.O.U.M. et la J.C.I. sont dissous. En fait, dès avant cette date, l'arrestation des membres de Comité exécutif en juin, puis, à l'automne, de leurs remplaçants Rodes, Farré, Solano, Pelegrin, a décapité le P.O.U.M., direction, potentielle de l'opposition révolutionnaire : somme toute, l'objectif visé a été atteint.

L'assassinat d'Andrès Nin

Le procès du P.O.U.M. ne sera pourtant pas la suite des procès de Moscou : l'affaire est montée suivant les mêmes méthodes, faux policier, « amalgame » avec un fasciste authentique, accusation d'espionnage. Mais à ce mécanisme il manque une pièce de taille, les aveux, élément essentiel de la réussite des opérations de ce type. Il semble bien que ce soit la résistance d'Andrès Nin qui ait entraîné l'échec final d'une entreprise destinée à démontrer qu'en Espagne, comme en Russie les « trotskystes », adversaires du régime stalinien, étaient au service de Hitler, Mussolini, Franco.

Andrès Nin est arrêté, nous l'avons vu, le 16 juin, en même temps que ses camarades. Mais son nom ne figure pas sur la liste des dirigeants du P.O.U.M. renvoyés devant le tribunal le 29 juillet. Depuis quelque temps déjà le bruit circule qu'il a été, après son arrestation, remis à des policiers communistes, transféré dans un préventorium de la région de Madrid et, là, assassiné. La première, Federica Montseny pose la question : « Qu'avez-vous fait de Nin ? » Le gouvernement répond : « Nin a été arrêté, il est détenu. » Mais, de bouche à oreille, des ministres laissent percer la vérité, avouent leur impuissance : Zuga zagoitia déclare à Jordi Arquer, chef de colonne du P.O.U.M., que Nin est à Madrid dans une prison privée communiste ; il lui conseille de ne pas tenter de le retrouver car dans ce cas, aucun sauf-conduit officiel ne pourrait le protéger. Au Conseil des ministres éclatent de violents incidents : Negrin interpelle les ministres communistes, se déclare prêt à couvrir ce qu'il faut couvrir, mais exige d'être mis au courant. Bientôt, le 4 août, il faut, devant le scandale qui grandit²⁹³, reconnaître une partie de la vérité. Le 4 août, le gouvernement publie une note qui déclare : « Des informations recueillies, il ressort que Nin a été arrêté par la police de sûreté générale, en même temps que les autres dirigeants du P.O.U.M., qu'il a été transféré à Madrid dans un préventorium habilité à cet effet et que, de là, il a disparu. »

L'affaire Nin a un énorme retentissement. Ancien secrétaire de la C.N.T., ancien secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, le dirigeant du P.O.U.M. est mondialement connu dans le mouvement ouvrier et syndical. En Espagne et à l'étranger se multiplient les comités, les commissions d'enquête, les lettres, les télégrammes. Sur les murs des villes revient la même question : « Où est Nin ? » Les militants du P.C., qui ont la rime facile, ont trouvé la réponse : « A Salamanque ou à Berlin. » Assaillis de questions, les ministres se contredisent : Irujo affirme que Nin n'a jamais été détenu dans une prison gouvernementale, alors que Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur, dit qu'il y a été, mais qu'il en est parti, transféré « ailleurs »... Le ministre de la Justice désigne un juge d'instruction pour enquêter sur la disparition de Nin. Plusieurs policiers impliqués et menacés d'arrestation disparaissent, certains réfugiés à l'ambassade d'U.R.S.S. Finalement, le juge d'instruction échappe de justesse, à Valence, à une tentative d'enlèvement par des policiers gouvernementaux. Irujo, au Conseil des

parti d'éléments trotskystes ».

²⁹² Arquer était condamné à onze ans, Escuder et Rebull acquittés. Largo Caballero et Federica Montseny avaient déposé en faveur des accusés.

²⁹³ Aux yeux de ceux qui le dénoncent, le « scandale » a deux aspects principaux. D'un simple point de vue démocratique, il est scandaleux que sous un gouvernement qui se targue d'avoir restauré la légalité et mis fin aux violences, un détenu puisse être livré par la police à des tueurs et que les autorités tentent de dissimuler la vérité. Par ailleurs, même après les semaines de *paseos* et de règlements de comptes, l'affaire Nin, par le caractère froidement concerté de l'enlèvement, la mise en scène, l'orchestration qui l'accompagnent, révèle la toute-puissance de la N.K.V.D. et la détermination des communistes de ne reculer devant rien pour se débarrasser d'un adversaire : d'autres leaders de la coalition antifasciste commencent à redouter pour eux-mêmes le sort de Nin. Enfin, aux yeux de bien des sympathisants communistes, l'enlèvement et l'assassinat d'un communiste dissident marquaient un véritable changement de nature du communisme stalinien dont les coups mortels n'étaient dirigés que contre les révolutionnaires.

ministres, menace de démissionner. Il est soutenu par Zugazagoitia, qui dénonce l'activité du directeur général de la Sûreté, le communiste Ortega. Finalement, Ortega est révoqué, mais Nin n'est pas retrouvé. Dès le 8 août 1937, le correspondant à Madrid du *New York Times* avait pu écrire : « Quoique on ait tout fait ici pour étouffer l'affaire, tout le monde sait maintenant qu'on l'a retrouvé mort dans les faubourgs de Madrid, assassiné. »

La thèse des amis de Nin – l'enlèvement par les services secrets de la police soviétique, la N.K.V.D. – a aujourd'hui été confirmée par les révélations de Jesus Hernandez. On savait déjà que, parmi les policiers qui arrêtaient les leaders du P.O.U.M. figurait un militaire russe, le capitaine Léon Narvitch²⁹⁴, qui avait, quelques semaines auparavant, pris contact avec Nin et Andrade en se faisant passer pour un membre de l'opposition russe, servant en Espagne comme technicien. Jesus Hernandez raconte la suite du drame : Nin, livré à Orlov, chef de la N.K.V.D. en Espagne, par les policiers communistes qui l'ont arrêté, est emprisonné dans un préventorium, une villa de Alcalá de Henares. Il s'agit d'obtenir de lui les « aveux » qui permettraient un procès public analogue à ceux de Moscou et consacraient la thèse de Staline en affirmant une fois de plus l'alliance avec les fascistes de ses adversaires, oppositionnels et « trotskystes ». Mais Nin, qui est pourtant un grand malade, résiste à la torture et refuse d'« avouer ». Dès lors, il est impossible de le faire repaître. Nin vivant se transformerait en un redoutable accusateur. Mais il est également impossible d'avouer sa mort en préventorium. Selon Hernandez, c'est le commandant Carlos qui, au moment où il devient nécessaire d'en finir, a l'idée d'une mise en scène qui accrédirait la thèse d'une évasion de Nin, grâce à l'intervention de « membres de la Gestapo » déguisés en combattants des brigades internationales. Ce sera la thèse exposée par les « responsables » du préventorium aux enquêteurs officiels. On ignore toujours, en tout cas, si le cadavre de Nin a finalement été retrouvé ou identifié.

Ces explications officielles ne trompent personne. Après l'assassinat, au cours des Journées de mai, de Berneri et d'Alfredo Martinez, il est clair qu'une « police » parallèle fait la chasse aux adversaires les plus redoutés de Staline, espagnols ou étrangers. La N.K.V.D. a, en Espagne, son réseau, dont on finit par connaître les chefs et les prisons, mais qui jouit d'une totale liberté d'action. La restauration de l'État a supprimé les « tchékas » des partis, des syndicats et des comités, mais la nouvelle légalité s'accommode de l'existence de cette toute-puissante police secrète.

Dispersés, après la dissolution des colonnes du P.O.U.M., isolés, sans travail, les révolutionnaires étrangers antistaliniens sont une proie facile pour les services de Pedro et d'Orlov, qui poursuivent implacablement l'épuration annoncée par la *Pravda*. Pour un Georges Kopp, socialiste belge que la presse communiste présentera quelque temps comme l'espion n° 1 mais que la campagne de la presse socialiste étrangère fera libérer²⁹⁵, ses victimes sont nombreuses. Bob Smilie, délégué des jeunes de l'I.L.P., meurt en prison à Valence, d'une appendicite suspecte. D'autres disparaissent sans laisser de trace : Kurt Landau, militant autrichien, ancien secrétaire de l'opposition de gauche internationale, solidaire du P.O.U.M. contre Trotsky, le jeune socialiste russe Marc Rhein²⁹⁶, le trotskyste polonais Freund, dit Moulin, le trotskyste tchèque Erwin Wolff, ancien secrétaire de Trotsky²⁹⁷, José Robles, ancien professeur à l'Université John Hopkins et ancien secrétaire du général Goriev²⁹⁸. En dehors des prisons « privées », les prisons d'État sont elles aussi remplies d'antifascistes, en majorité étrangers.

²⁹⁴ Le capitaine Narvitch sera assassiné à Barcelone, et Munis accusé du meurtre. Les amis de Munis soutiennent que Narvitch fut assassiné par le N.K.V.D. parce qu'il en savait trop. Il semble qu'il le fut par des hommes du P.O.U.M.

²⁹⁵ Georges Kopp, devenu en Espagne lieutenant-colonel, avait quitté la Belgique après avoir été condamné à une lourde peine de prison pour avoir acheté et expédié des armes pour l'Espagne.

²⁹⁶ Marc Rhein était le fils du leader menchevik russe Abramovitch. Correspondant d'un journal social-démocrate suédois, il était plutôt sympathisant des thèses « antifascistes ».

²⁹⁷ Erwin Wolf, en collaboration avec Léon Sedov, le fils de Trotsky, avait contribué à anéantir la thèse du procureur Vichinsky sur le fameux voyage de Piatakov à Copenhague, après les procès de Moscou : l'hôtel Bristol, où Piatakov affirmait avoir rencontré Léon Sedov, n'existait plus.

²⁹⁸ Fischer (*op. cit.* p. 429) parle longuement de la disparition de Robles, dont le fils, peu après, devait être condamné à mort par Franco. L'écrivain John Dos Passos a enquêté sur sa disparition.

La commission d'enquête dirigée par Félicien Challaye et l'Anglais Mc Govern a la stupeur de se voir accueillie, au *Carcel modelo* de Barcelone, en novembre 1937, par l'Internationale, que chantent cinq cents détenus. Il faudra une intervention personnelle de Manuel de Irujo et une amélioration du régime pénitentiaire pour arrêter, à Barcelone, la grève de la faim que font les détenus antifascistes animés par la femme de Landau.

La dissolution du Conseil de défense d'Aragon

Les gens du P.O.U.M. et les communistes antistaliniens ne sont pas les seuls visés par le « gouvernement » de la victoire ». Il apparaît très vite que le Conseil de défense d'Aragon ne pourra pas préserver la quasi-autonomie dont il a joui sous le gouvernement de Largo Caballero, et qui en fait le bastion des extrémistes de la C.N.T. et de la F.A.I. Son président, Joaquin Ascaso, et accusé d'avoir été l'inspirateur de l'action de certains éléments irréductibles pendant les Journées de mai. Sa liquidation, et celle des collectivités aragonaises, devient une nécessité pour un gouvernement désireux de prouver qu'il assure l'ordre et respecte la propriété. Elles seront un gage donné à tous les éléments républicains modérés en même temps qu'un coup porté aux révolutionnaires de la C.N.T.

La campagne est habilement menée. Le 19 juillet, dans une allocution radiodiffusée, Joaquin Ascaso accuse le gouvernement d'abandonner systématiquement le front d'Aragon et de refuser toute aide au Conseil, constitué pourtant de représentants de tous les partis et syndicats, P.C., J.S.U. et U.G.T. compris. C'est que, effectivement, socialistes, communistes et républicains ne sont encore jamais parvenus à organiser, de l'intérieur, une opposition sérieuse à la direction de la C.N.T. qui domine totalement le Conseil. Mais avec la constitution du gouvernement Negrin, les conditions changent et il leur devient possible de compter sur une aide extérieure. Le journal communiste *Frente rojo*, le 31 juillet, lance les premières accusations contre « les extrémistes... de certaines organisations... en liaison avec la cinquième colonne ». Quelques jours après se tient à Barbastro une assemblée de représentants des partis et syndicats aragonais hostiles à la domination de la C.N.T. à travers le Conseil : parti républicain, parti communiste et U.G.T., au nom du Front populaire, réclament la dissolution du Conseil à cause de sa politique « équivoque et contraire aux intérêts de l'économie de la région », demandent au gouvernement d'envoyer un « gouverneur fédéral », pour le représenter. Le 10 août paraît le décret de dissolution du Conseil d'Aragon. « L'Aragon, dit l'exposé des motifs, est resté en marge de ce courant centralisateur auquel nous devons en grande partie la victoire qui nous est promise. » A l'autorité du Conseil est substituée celle d'un gouverneur civil, le républicain Mantecon. Immédiatement, la 11^e division du commandant communiste Lister, envoyée par Prieto aux environs de Caspe, passe à l'action contre les Comités et les collectivités dont la presse du Front populaire unanime réclame la dissolution. Le journal du Conseil *Nuevo Aragon* est supprimé et remplacé par le communiste *El Dia*. Les Comités locaux sont remplacés par des Conseils municipaux installés par les troupes de Lister. Les locaux de la C.N.T. et des organisations libertaires sont occupés militairement, puis fermés. De nombreux responsables sont arrêtés, et parmi eux Joaquin Ascaso, le 12 août, inculpé de « contrebande » et de « vols de bijoux »²⁹⁹. Le 18 septembre, bénéficiant d'un non-lieu, il est remis en liberté. A cette date, l'objectif est atteint, le dernier pouvoir révolutionnaire a été définitivement liquidé.

En même temps, l'aile irréductible de la F.A.I. et de la C.N.T. a été frappée de façon décisive. Au lendemain des Journées de mai, Santillan s'est efforcé de convaincre ses amis Garcia Oliver et Vasquez que la C.N.T. et la F.A.I. se sont trompées en « arrêtant le feu (à Barcelone) sans avoir réglé les questions en suspens », et qu'il est encore temps en contre-attaquant de « récupérer les positions perdues ». Dans les mois qui suivent, il est écarté de toute responsabilité confédérale : la F.A.I., qui partage son point de vue, est impuissante sans la C.N.T. dont la direction, faute d'une autre perspective, est entièrement acquise au soutien de Negrin. Au Cours du plenum du mouvement libertaire d'octobre 1938, on verra Mariano Vazquez s'en prendre aux irréductibles en condamnant

²⁹⁹ Il s'agissait de la vente de bijoux saisis pour le compte du Conseil d'Aragon à l'automne 1936.

l'activité des Patrouilles de contrôle, les « positions donquichottesques » du Conseil d'Aragon, les « manœuvres » de Joaquin Ascaso... Le 21 septembre 1937, des canons et des tanks, sur l'ordre du gouvernement, participent à l'assaut de *Los Escolapios*, siège du Comité de défense C.N.T.-F.A.I., dont les forces de l'ordre s'emparent après plusieurs heures de combat. En décembre, les Jeunesses libertaires entrent, aux côtés de la J.S.U., dans l'Alliance de la jeunesse antifasciste. Fidel Miro, compagnon d'Alfredo Martinez, assassiné en mai, siège aux côtés de Carillo, l'animateur de l'Alliance. Le Front de la jeunesse révolutionnaire appartient désormais au passé.

La liquidation de l'opposition loyale

Il ne reste plus, contre l'autorité gouvernementale, qu'un obstacle sérieux, l'opposition de Largo Caballero, toujours secrétaire de l'U.G.T., dont l'influence reste importante dans le parti et la J.S.U. et se manifeste dans les journaux que ses amis contrôlent, *Claridad*, *Adelante* de Valence et *La Correspondencia de Valencia*. Le « vieux » résiste, s'efforce de tenir tête, dans cette lutte d'appareil, aux forces conjuguées de Prieto et de l'État. Mais il évite de briser en public le front antifasciste ; quand il s'y décide, il est trop tard.

La minorité des J.S.U. est la première écrasée. Après la rébellion de Fernandez et Gregori, au nom des fédérations des Asturies et du Levante, elle semble d'abord se développer, renforcée par l'appoint d'anciens dirigeants des J.S., Leoncio Perez, Martinez Dasi, Tundidor Lopez, sur la double ligne de l'opposition au P.C. et à la politique d'Union sacrée et de la lutte pour la démocratie interne. En juin, ils sont en pleine offensive, prévoient la sortie d'un hebdomadaire, *Renovacion*, réclament un congrès qui élirait une direction comprenant des représentants de toutes les tendances. Mais, bientôt, la chute des Asturies va les priver de leur bastion. Le silence de Largo Caballero les laisse réduits à leurs seules forces, face au gouvernement qui leur interdit toute manifestation publique. La rébellion de la J.S.U. s'éteint, faute, d'appui extérieur.

Dans le parti socialiste, c'est autour des journaux contrôlés par Largo Caballero et ses amis que se déroule la bataille. Dès le mois de mai, Hernandez Zancajo cesse d'être directeur de *Claridad* ; bientôt Carlos de Baraibar et Araquistain sont exclus du comité de rédaction. En juillet, le secrétariat de l'U.G.T. fait connaître que *Claridad*, de même que *Las Noticias* de Barcelone, ne représentent plus l'opinion de la centrale. A la mi-juillet, le plenum provincial de la fédération socialiste de Valence prononce la dissolution de tous les comités de liaison avec le P.C. tant que Jesus Hernandez et la Pasionaria n'ont pas retiré les accusations portées contre Largo Caballero. Le 26, sur décision de la commission exécutive nationale, l'organisation socialiste de Valence s'empare des locaux de la fédération provinciale. Une commission, accompagnée du gouverneur socialiste Molina Conejero, tente de s'emparer des locaux de son journal *Adelante*, organe de la fédération provinciale, fidèle à Largo Caballero. Les militants résistent : le journal sera enlevé de force, sur ordre du ministre socialiste de l'Intérieur Zuga zagaitia, par un détachement de gardes d'assaut. Un plenum extraordinaire du parti socialiste approuve la saisie. Le 27, la rédaction d'*Adelante* est confiée à l'ancien secrétaire de Prieto, Cruz Salido, membre de l'exécutif.

Caballero n'a plus à sa disposition que *La Correspondencia de Valencia*, quotidien du soir de l'U.G.T. Il va bientôt le perdre aussi. Dès le lendemain de la constitution du gouvernement Negrin en effet, l'offensive a commencé contre la direction au sein de l'U.G.T. Le 28 mai, par 24 voix contre 14, le comité national désapprouve l'attitude de l'exécutif pendant la crise et son refus de soutenir un gouvernement qui ne serait pas présidé par Largo Caballero. Les communistes exploitent ce vote hostile à la direction dans une campagne, fort bien agencée, pour la réorganisation des organismes de direction par une représentation proportionnelle des tendances, communiste, socialiste, sans partis. L'exécutif démissionne, mais revient sur sa décision, car la majorité, qui comprend non seulement les communistes, mais bon nombre de socialistes simplement hostiles à la non-participation, n'est pas prête à le remplacer. Le 1^{er} août pourtant, les grandes fédérations d'Industrie contrôlées par des communistes ou des pro-communistes exigent une nouvelle réunion du comité national. L'exécutif Caballero s'y refuse et riposte par l'exclusion, pour non-paiement des cotisations, les fédérations

d'Industrie qui ne sont pas en règle, 200 000 travailleurs au total, dont les mineurs, les Cuirs et Peaux, le Gaz et l'Electricité, les enseignants, les employés de banque... Le 28 septembre, la minorité exige la convocation dans les 48 heures d'un comité national pour discuter de l'exclusion « d'un tiers des fédérations de l'U.G.T. ». *Adelante*, journal du parti socialiste, annonce la réunion du comité national pour le 1^o octobre. Le 30 septembre, Caballero et l'exécutif dénoncent cette convocation, qui est un acte d'indiscipline. Le 1^o octobre se réunissent dans l'escalier du local de l'exécutif, les délégués de 31 fédérations sur 42 – dont 13 suspendues –, sous la présidence de Felipe Pretel, trésorier de l'exécutif et secrétaire général du commissariat, collaborateur d'Alvarez del Vayo.

L'assemblée prend le titre de Comité national, annule les exclusions, élit un nouvel exécutif³⁰⁰ présidé par Gonzalez Peña, se déclare fidèle inconditionnellement au gouvernement Negrin. Le ministre de l'Intérieur suspend *La Correspondencia de Valencia* : des ouvriers manifestent à Valence et protestent. Le 6 l'exécutif de Caballero, dans un manifeste, annonce qu'il prépare un Congrès national. Il dénonce la collusion des « scissionnistes » et du gouvernement : le ministre Giner de los Rios a donné aux postiers l'ordre d'acheminer tout le courrier de l'U.G.T. et de payer les chèques à l'exécutif Gonzalez Peña. Les banques reçoivent des ordres semblables. De son côté, le Comité de liaison P.S.-P.C. dénonce la « conduite scissionniste et dictatoriale » de l'exécutif Caballero, salue le « Comité national de l'U.G.T. qui met fin à la situation de violence et de malaise » en « se rangeant aux côtés du gouvernement ».

Le conflit est désormais public : Largo Caballero annonce qu'il va faire appel à l'opinion ouvrière par une série de conférences prononcées dans les plus grandes villes de la zone républicaine. Le gouvernement laisse faire, espérant un échec à Madrid où l'on estime généralement que la popularité du « vieux » a baissé. Or, le 17 octobre, quand il prend la parole au cinéma *Pardinas*, les cinq plus grandes salles qui retransmettent son discours regorgent de monde et la foule s'entasse sur les trottoirs, autour des haut-parleurs. Il raconte ses démêlés avec les communistes, la manière dont ils ont fait tomber son gouvernement, dénonce la coalition des socialistes de droite et des communistes, l'emploi de l'autorité de l'État pour le déloger du contrôle de l'U.G.T. Il critique férocement la politique du gouvernement Negrin, sans proposer cependant une politique de rechange, sans lancer aucun mot d'ordre. Son discours est celui d'un opposant loyal qui ne menace en rien le régime³⁰¹. Il produit pourtant une impression énorme par l'écho qu'il rencontre. Le gouvernement, effrayé, décide de l'empêcher de poursuivre : le 21, en route pour Alicante, il est arrêté et ramené à Valence où il est gardé à vue à son domicile. Sa seule protestation sera une lettre ouverte au président des Cortes : il ne se bat plus. Le gouvernement, dès lors, exploite son avantage : le 28 novembre, il reconnaît comme seule légitime l'autorité du Comité exécutif dissident, celui que préside Gonzalez Peña. Le 30, il fait saisir *La Correspondencia de Valencia*. L'exécutif Caballero, qui se préparait à convoquer un congrès, est pratiquement mis hors la loi. Il reste alors à faire sanctionner la nouvelle situation par la Fédération syndicale internationale. Au début de janvier, Léon Jouhaux, secrétaire de la C.G.T. française, vient à Valence au nom de la F.S.I. pour essayer de trouver une solution de « compromis ». Il aboutit le 2 janvier : quatre caballeristes, Diaz Alor, Zabalza, Tomas et Hernandez Zancajo entrent à l'exécutif présidé par Gonzalez Peña. La « scission » de l'U.G.T. est terminée : il n'y aura pas de congrès. Largo Caballero est définitivement battu, et ne jouera plus aucun rôle dans la vie politique espagnole³⁰².

Mise en place d'un appareil de répression

Le gouvernement Negrin, cependant, veille à mettre en place le dispositif nécessaire à l'efficacité d'une

³⁰⁰ Edmundo Dominguez est vice-président, Rodriguez Vega secrétaire et Pretel, trésorier. Ce sont tous des socialistes nuance Del Vayo.

³⁰¹ Il donne pleinement raison au commentateur du *Times* qui écrit le 8 octobre qu'il est « une espèce d'opposition au sein du Front populaire qui est prête à accepter la charge du gouvernement si la roue venait à tourner ».

³⁰² Il est intéressant de noter sur « point l'accord total des dirigeants de la C.G.T. française, socialistes et communistes, avec Negrin, contre Largo Caballero, dont l'« arbitrage » de Jouhaux consacre la défaite acquise grâce à l'intervention de l'Etat. Quelques mois après, c'est Vincent Auriol qui tentera en vain de convaincre Largo Caballero d'accepter un rapprochement avec Negrin.

éventuelle répression. Le ministre de la Justice, Irujo, commence par réorganiser les Tribunaux populaires, réservant par décret le droit de présentation des jurés aux seules organisations légales à la date du 16 février. La F.A.I. était illégale et se trouve ainsi exclue des Tribunaux populaires. Mais ceux-ci manifestent encore trop d'indépendance et sont enclins à la mansuétude quand ils ont à juger des accusés antifascistes. La liquidation totale de l'opposition exige un instrument plus docile. Un décret du 23 juin 37 institue donc des tribunaux spéciaux destinés à réprimer les crimes d'espionnage et de haute trahison. Ils sont composés de trois juges civils et deux juges militaires, tous nommés par le gouvernement. La définition du « délit d'espionnage et de haute trahison » est suffisamment extensive pour permettre l'utilisation de cette arme terrible contre tout opposant, même non fasciste... Sont, en effet, considérés comme tels, le fait « d'accomplir des actes hostiles à la République, au dehors ou à l'intérieur du territoire national », de « défendre ou propager des nouvelles, émettre des jugements défavorables à la marche des opérations de guerre ou au crédit et à l'autorité de la République », les « actes ou manifestations tendant à affaiblir le moral public, démoraliser l'armée ou diminuer la discipline collective ». Les peines prévues vont de six ans d'internement à la peine de mort. Circonstance aggravante, elles sont les mêmes pour le délit accompli que pour « la tentative et le délit subissant un échec, la conspiration et la proposition, ainsi que la complicité et la protection ». Le décret permet toutes les provocations et donne à la police des pouvoirs discrétionnaires puisqu'il prévoit que « seront exempts de peine ceux qui, après avoir donné leur accord pour commettre un de ces délits, le dénonceraient aux autorités avant qu'il ne soit accompli ».

C'est pratiquement interdire toute manifestation d'oppositions et toute critique. C'est donner au gouvernement la possibilité de condamner pour « haute trahison » quiconque exprime un désaccord avec tout ou partie de sa politique. C'est en vertu de ce décret que seront jugés les dirigeants du P.O.U.M., pour des actes antérieurs à sa promulgation.

Cette politique de répression, cependant, ne s'étale pas au grand jour. Comme avant la révolution, les réunions syndicales doivent être autorisées par le délégué à l'Ordre public, après une demande faite au moins trois jours à l'avance. Comme avant la révolution, la censure, justifiée au départ par des nécessités militaires, s'exerce maintenant sur les prises de position politiques. Dès le 18 mai, *Adelante* paraît avec une première page en blanc sous le titre : « *Viva Largo Caballero* ». Le 18 juin, le gouvernement se réserve le monopole des émissions radiophoniques et saisit les émetteurs des centrales. Le 7 août, *Solidaridad obrera* est frappée de cinq jours de suspension pour avoir commis une infraction aux instructions de la censure en paraissant avec des « blancs » à la place des passages censurés : la censure fonctionne et exige qu'il ne reste pas trace de son activité. Le 14 août, une circulaire interdit toute critique à l'égard du gouvernement russe : « Avec une insistance qui permet de deviner un plan précis destiné à offenser une nation exceptionnellement amicale, créant ainsi des difficultés au gouvernement, divers journaux se sont occupés de l'U.R.S.S. d'une manière qui ne peut être admise... Cette licence absolument condamnable ne devrait pas être permise par le Conseil des censeurs... Le journal qui ne se conformerait pas serait suspendu indéfiniment, même s'il a été censuré ; dans ce cas, le censeur sera traduit devant le tribunal spécial chargé de crimes de sabotage. » La censure jouera, de même que la police et la poste, un rôle actif dans la scission de l'U.G.T., « coupant » systématiquement les déclarations de l'exécutif Caballero ou les articles de la C.N.T. consacrés à cette question.

Le S.I.M.

Il faut réserver une place à part, dans cet appareil de répression, au S.I.M. – *Servicio de investigacion militar* – créé, sur une initiative d'Indalecio Prieto, par un décret du 15 août 1937. Initialement service de contre-espionnage, il devient très vite une police politique toute-puissante, pouvant, sans jugement et sans autre enquête que la sienne, décider arrestations ou libérations. Après le républicain Sayagües, il est dirigé par le socialiste Uri barri, ex-officier de la garde civile qui s'entend directement avec les Russes des « services spéciaux », puis, après sa fuite en France³⁰³ par Santiago Garcès qui passe

³⁰³ Voir la brochure de Prieto *Como y por qué sali del ministerio de Defensa nacional*. Uribarri a commencé par se plaindre des

pour avoir été l'un des auteurs de l'assassinat de Nin. Prieto, créateur du S.I.M., a longuement raconté comment il a vu le service lui échapper. Le commandant Duran, communiste, chef du S.I.M. de Madrid, nomme des militants communistes à tous les postes importants et les « techniciens » russes protesteront quand Prieto voudra les renvoyer dans l'armée. Quelques mois après sa création, le S.I.M., qui échappe complètement à l'autorité du ministre de la Défense nationale, compte plus de 6000 agents, et dirige des prisons et des camps de concentration³⁰⁴.

L'État fort

Ainsi l'État « démocratique » reconstruit par Largo Caballero devient-il sous Negrin un État fort. Il se proclame toujours « démocratique et parlementaire », mais les Cortes squelettiques ne sont plus qu'une assemblée de figurants, et il n'est question d'élections ni aux Cortes ni aux Conseils municipaux³⁰⁵. Aucune opposition véritable ne peut s'exprimer au grand jour et la critique est assimilée à la trahison. On continue à parler de la « révolution populaire », mais la réalité est une constante remise en question des conquêtes révolutionnaires. Le gouvernement Negrin s'est affirmé partisan de la liberté des cultes, et, sous la patiente impulsion d'Irujo, est parvenu à desserrer l'étreinte qui pesait sur les prêtres et l'Église catholique. Bien des propriétaires fonciers portés « disparus » reviennent, d'autres sortent de prison. Tous réclament leurs terres, saisies en 35 : ils ont pour eux le droit et la loi, ainsi que l'appui gouvernemental³⁰⁶. En Catalogne, l'application du décret de collectivisation est suspendue, parce que « contraire à l'esprit de la Constitution ». Le décret du 28 août 1937 permet au gouvernement, par *l'intervención*, de prendre en mains toute entreprise métallurgique ou minière. *L'Economist* écrira bientôt (26 février 1938) : « L'intervention de l'État dans l'industrie allant à l'encontre de la collectivisation et du contrôle ouvrier, rétablit le principe de la propriété privée »³⁰⁷. Agents de maîtrise et directeurs reprennent leur place. L'État perçoit pour son compte les dividendes des actions « saisies » aux factieux et paie ceux des capitalistes étrangers.

La centralisation est telle que les autonomistes catalans et les nationalistes basques quittent

pressions des « spécialistes » russes, puis il a cédé et s'est entendu directement avec eux, par-dessus la tête du ministre. Au début de mai 1938, il s'enfuit en France à la tête d'une petite fortune en bijoux et en or volés au cours d'opérations policières. Le gouvernement espagnol demandera en vain son extradition.

³⁰⁴ Après la deuxième guerre mondiale, de nombreux auteurs ont rapproché les événements d'Europe orientale, la mainmise du parti communiste et de l'U.R.S.S. sur l'État, de ce qui s'était passé en Espagne républicaine sous le gouvernement Negrin. Julian Gorkin a intitulé un essai inédit : *L'Espagne, premier essai de démocratie populaire*. Cette comparaison est équivoque, dans la mesure où la genèse des démocraties populaires, mal connue, est trop souvent présentée de façon tendancieuse, soit comme le résultat d'un mouvement de masses, une sorte de révolution dirigée par le P.C., soit comme le résultat d'une conquête directe par l'armée rouge.

Les ressemblances sont frappantes, mais seulement si l'on s'en tient à des faits incontestables, généralement laissés dans l'ombre :

- les pays d'Europe orientale ont d'abord connu en 1945 une vague révolutionnaire. En Allemagne et en Tchécoslovaquie, elle s'est concrétisée par la formation de « Conseils ouvriers » (v. Benno Sarel, *La classe ouvrière d'Allemagne orientale*, pp. 17-49, et Paul Barton, *Prague à l'heure de Moscou*, pp. 120 et sq.).

- ensuite, le parti communiste, allié dans un « Front National » aux sociaux-démocrates et aux républicains démocrates souvent revalorisés par lui, s'emploie à détruire les Conseils et à restaurer l'État, dans lequel il se réserve le contrôle absolu de la police politique, et, dans la mesure du possible, de l'Armée (voir Barton, *op. cit.* et **François Fejtő**, *Histoire des Démocraties populaires*, avec, page 107, une référence de Rakosi au contrôle de la police).

- dans une troisième étape, la seule qui soit bien connue, c'est la tactique du « salami » décrite par Rakosi : le P.C. se débarrasse, par tranches successives, de ses alliés de la veille. Son appareil contrôle le parti unifié, formé par la fusion socialiste-communiste (S.E.D. allemand, P.O.U.P. polonais, Parti des Travailleurs hongrois, etc.). Il contrôle ses alliés par des personnalités qu'il a su se gagner, et reste finalement le maître. (Ainsi en Espagne s'est-il servi de Prieto contre Largo Caballero, puis de Negrin contre Prieto).

³⁰⁵ Le parti communiste, à la fin de 37, mènera campagne pour des élections générales. Il s'agit à ce moment, pour lui, d'une riposte et d'un moyen de pression contre les tentatives de Prieto de réduire son influence.

³⁰⁶ La fédération U.G.T. des Travailleurs de la terre du Levant surnomme Uribe, ministre de l'Agriculture, l'« ennemi public n°1 ».

³⁰⁷ Le Conseil du Travail, créé par le catalaniste Ayguadé, comprend 31 membres dont 7 représentants de l'État, 12 du patronat et 12 des syndicats.

finalement le gouvernement³⁰⁸. L'armée populaire se transforme définitivement en armée régulière de type traditionnel. Le Code de justice militaire nouveau prévu par Largo Caballero n'a jamais vu le jour et c'est l'ancien qui est en vigueur. Le gouvernement Negrin rétablit la hiérarchie des soldes³⁰⁹. Prieto interdit aux officiers « ouvriers » de dépasser le grade de commandant. Il restreint les pouvoirs et diminue le nombre des commissaires politiques³¹⁰, interdit aux militaires toute participation à des manifestations politiques (5 oct. 37). On voit renaître l'esprit de caste des officiers et **Winston Churchill** peut écrire :

« Au cours de l'année écoulée, le caractère du gouvernement républicain espagnol s'est nettement modifié dans le sens d'un mouvement simultané vers un système militaire et gouvernemental plus ordonné... Les anarchistes ont été mis à la raison par le fer et par le feu... On a formé une armée qui possède de la cohésion, une organisation stricte et une hiérarchie de commandements... Quand, dans quelque pays que ce soit, toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'État ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire... Dans sa nouvelle armée,... la République espagnole possède un instrument dont la signification n'est pas seulement militaire, mais politique... »

Le leader conservateur anglais conclut : « Les deux partis ont progressé de façon continue vers une expression cohérente de l'état d'esprit espagnol. N'est-ce pas le moment pour tous les vrais amis de l'Espagne de faire tous les efforts pour amener une pacification ? »³¹¹. Dans un article retentissant qui dresse le bilan de l'action de Negrin au 8 novembre 37, le *Times* peut écrire : « Deux nouveaux facteurs sont en train de prendre de l'importance : l'un concerne le caractère de la révolution, l'autre le caractère de la guerre. Le premier consiste dans une ferme réaction contre la violence d'en bas ; le deuxième consiste dans l'action en profondeur et en largeur de cette aspiration à l'indépendance qui est un des sentiments latents les plus forts du caractère national espagnol. Le premier, s'il va assez loin, changera le caractère de la révolution ; le deuxième, s'il aboutit à sa conclusion logique, doit finir par souder intimement les uns aux autres les partis opposés à l'heure actuelle de l'Espagne gouvernementale. »

Gouvernement de la « victoire » comme dit le parti communiste, ou gouvernement de la « réconciliation nationale » comme le souhaitent les conservateurs anglais ? Une page, en tout cas, est tournée. Quand, le 1^o octobre 1937, les Cortes se réunissent à nouveau, Caballero est absent, et bien entendu, il n'y a aucun dirigeant anarchiste : ils n'étaient, en février 36, ni candidats, ni élus. Mais le conservateur Miguel Maura est là, et aussi Portela Valladares, revenu de France où il s'était réfugié, et qui proclame sa joie de voir « l'Espagne marcher vers une reconstruction sérieuse et profonde ». Quand, une semaine après, la presse franquiste, pour le discréditer, rendra publiques ses offres de service à la « cause nationale », il n'y aura pas grand-chose à répondre du côté républicain : la « respectabilité » se paie. Les attaques de la presse de la C.N.T. contre Maura et Valladares sont censurées, comme le discours du vieux Pestaña dénonçant l'emprise communiste et le recul de la révolution.

Celle-ci, en fait, est terminée. L'État est restauré. Un militaire qui a « maltraité par la parole » un supérieur dans le service risque la peine de mort. Les ouvriers dans les usines travaillent sous la stricte discipline de la « militarisation ». Deux galeries et demie sur six, au *Carcel modelo* de Barcelone, sont réservées aux détenus du P.O.U.M. et de la C.N.T.

Ceux qui ont vaincu la Révolution vont-ils gagner la guerre ? À cette condition seulement, les sacrifices et les souffrances du peuple espagnol pourraient avoir un sens, leurs propres actes une justification. Les hommes qui avaient commencé cette guerre dans le désordre et l'enthousiasme, ou du moins ceux

³⁰⁸ Ayguadé et Irujo démissionnent le 11 août 1938 parce qu'ils sont en « désaccord fondamental » avec la politique de gouvernement à l'égard de la Catalogne. Un Catalan et un Basque, Moix, du P.S.U.C. et Tomas Bilbao, de la petite Action nationaliste basque, prennent leur place, mais leur présence n'a guère de signification.

³⁰⁹ La solde d'un simple soldat passe de 10 pesetas à 7 par jour : celle d'un sous-lieutenant à 25, d'un capitaine à 50, d'un lieutenant-colonel à 100.

³¹⁰ Seuls subsistent les commissaires de brigade, de division, d'armée.

³¹¹ *Journal politique*, p. 177-178.

qui restent, continuent à se battre : ils le font désormais dans l'ordre et la discipline, sous un gouvernement qui mérite les éloges de Winston Churchill et du *Times*. Mais, pour se battre contre Franco et ses alliés, l'Espagne « démocratique » et respectable de 1937 est aussi isolée que l'était l'Espagne révolutionnaire de 1936.

14. L'Europe et la guerre

« Si la démocratie est vaincue dans cette bataille, si le fascisme triomphe, le gouvernement de Sa Majesté peut revendiquer cette victoire pour lui-même »³¹². Lloyd George, en s'exprimant ainsi, souligne un fait nouveau : aux yeux du monde, la guerre d'Espagne a pris en 1937 l'aspect d'une guerre idéologique. Sans qu'aucune autre nation ne s'engage ouvertement dans le conflit, celui-ci est devenu européen. Désormais, et surtout après l'affaiblissement des partis révolutionnaires du côté républicain, la guerre d'Espagne n'est plus qu'un aspect particulier de la lutte qui oppose en Europe les grandes puissances. C'est elle qui a déterminé le rapprochement italo-allemand, la formation de l'axe Rome-Berlin. C'est elle aussi qui fera apparaître sous une lumière brutale les incertitudes et les contradictions des démocraties occidentales, France et Grande-Bretagne, et par contrecoup infléchira la politique russe vers une prudente expectative.

L'équilibre européen et la guerre d'Espagne

Pour comprendre à quel point la guerre d'Espagne a bouleversé l'équilibre politique européen, il faut se rappeler qu'en 1936 la position allemande en Europe est encore précaire. Depuis l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933, l'Allemagne a rompu avec la Société des Nations. Son réarmement et les revendications d'Hitler inquiètent les petits pays voisins, sans que sa puissance les impressionne encore. La position diplomatique des puissances occidentales paraît autrement forte. L'entente semble solide entre la France, la Grande-Bretagne et la Belgique. L'influence Française reste considérable dans les Balkans, malgré l'assassinat, en 1934, à Marseille, d'Alexandre de Yougoslavie. Enfin le gouvernement de la III^e République, pour faire face au danger que constitue le réarmement allemand vient de renforcer à l'Est son système d'alliance : en 1935, les traités d'assistance mutuelle ont été signés entre l'U.R.S.S. et la France d'une part, l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie de l'autre. Le rétablissement de la puissance allemande inquiète en effet beaucoup les Russes : Hitler n'a-t-il pas désigné le « bolchevisme » comme le premier adversaire à combattre ?

Le gouvernement fasciste italien se trouve lui aussi en 1935 dans une situation difficile. Sa campagne contre l'Éthiopie, destinée à créer un véritable « empire » africain, a surtout prouvé son inefficacité militaire ; et une large majorité est trouvée à la Société des Nations pour décider de prendre des sanctions contre le gouvernement de Mussolini.

L'État fasciste italien et l'État nazi allemand, ainsi isolés en Europe, ont trouvé dans le conflit espagnol l'occasion d'un rapprochement. Cette guerre, en permettant une confrontation politique générale, a précipité alliances et revirements ; elle a contraint chaque puissance à prendre position. En ce sens, elle a créé les conditions politiques de la guerre mondiale.

Pour les dictatures d'Europe centrale, le conflit espagnol ne représente pas seulement l'épreuve-test de la faiblesse des démocraties ; elle est la « répétition générale », le premier choc, le banc d'essai de leurs armes contre celles venues de Russie ou de Tchécoslovaquie, la première utilisation d'un matériel destiné à être employé sur de plus vastes champs de bataille : Il n'est que de lire les multiples articles ou ouvrages écrits sur ce thème pour juger de l'intérêt qu'a suscité sur le plan militaire cette « guerre limitée ».

Par contraste, l'importance stratégique ou économique de l'Espagne passe au second plan ; s'il est important de pouvoir disposer de bases, comme Majorque ou Ceuta, encore plus d'utiliser les mines de fer ou de cuivre des Asturies et du Rio Tinto, cet élément ne saurait être décisif au point d'orienter sérieusement la politique internationale. Viennent les graves événements de l'été 38, la question des Sudètes, et l'Espagne ne sera plus qu'un pion parmi d'autres dans le jeu européen.

La reconnaissance du gouvernement nationaliste

Comment les puissances européennes vont-elles manifester leur choix à l'égard des deux camps

³¹² Discours de Lloyd George aux Communes, après la prise de Gijón. Cité par Bowers.

qui s'affrontent en Espagne ?

Juridiquement, la situation est simple : il existe un parlement espagnol régulièrement élu, qui doit désigner un gouvernement ; ce sont les seuls organismes dont la légalité soit indiscutable. Après l'échec relatif du 19 juillet, les nationalistes ne sont que des militaires rebelles contrôlant certaines provinces. Ils en ont eux-mêmes parfaitement conscience, puisqu'ils se contentent dans les premiers mois de constituer un pouvoir officiellement destiné à disparaître après la victoire pour faire place à un véritable gouvernement³¹³. Leur capitale, Burgos, est ignorée par les autres pays, même par ceux qui manifestent à l'Espagne nationaliste la plus agissante sympathie : quand Franco, après sa nomination comme chef de l'État espagnol en octobre 36, envoie un télégramme de salut à Hitler, celui-ci ne lui répond pas, témoignant ainsi qu'il ne juge pas bon pour le moment de le reconnaître officiellement ; lorsque Welczeck, ambassadeur d'Allemagne à Paris, rend compte de la situation espagnole à Berlin, il oppose tout naturellement le « gouvernement espagnol » aux « rebelles »³¹⁴.

Mais si l'on se refuse, dans les chancelleries européennes, à donner aux révoltés des droits de « belligérance » qui ne peuvent être accordés qu'à un pouvoir légal, on ne saurait non plus leur permettre de se fournir en matériel de guerre auprès d'États étrangers. Cette situation n'allait pas tarder à gêner considérablement l'Italie, l'Allemagne et le Portugal ; et les chancelleries de ces États seront amenées à développer toute une argumentation pour justifier leur intervention : ce serait la gauche qui, en truquant la loi électorale et en provoquant ainsi la constitution d'un gouvernement de Front populaire, aurait créé la situation révolutionnaire ; les formes légales de gouvernement auraient elles-mêmes disparu depuis les élections de février 36 et les chefs militaires se seraient alors soulevés pour les rétablir. Contentons-nous de rappeler que la loi électorale avait été votée par une assemblée de droite qui croyait s'assurer ainsi un long bail de gouvernement...

D'ailleurs ces arguments juridiques ne sont employés qu'avec précaution ; les gouvernements fascistes préfèrent la méthode du fait accompli. Pour donner des formes diplomatiques décentes à la reconnaissance des autorités nationalistes comme gouvernement de l'Espagne, les ministres des Affaires étrangères allemand et italien Neurath et Ciano, voudraient attendre la chute de Madrid. Un projet allemand de communication au chargé d'affaires d'Espagne à Berlin, préparé dans les derniers jours d'octobre 36, commence par ces mots : « Maintenant que le général Franco s'est emparé de la capitale espagnole de Madrid et que son gouvernement a ainsi la maîtrise de la plus grande partie du pays ... »

À défaut d'autre fondement juridique, la possession de la capitale et de ses bâtiments administratifs, le contrôle de fait, permettraient d'opposer le « pays réel » au « pays légal ». De toute façon, un prétexte serait alors trouvé dans la nécessité d'assurer la « défense des intérêts allemands ». Le départ du gouvernement républicain pour Valence semble préparer cet événement, mais la capitale résiste et la guerre menace de durer. Amenés alors à prendre une position plus ferme, les Allemands et les Italiens se décident enfin, le 18 novembre, à procéder à la reconnaissance *de jure* du gouvernement de Burgos. Le Portugal fait de même.

Certes les deux assertions selon lesquelles d'une part le gouvernement, de Franco contrôle la plus grande partie du territoire et d'autre part qu'il n'y a plus « d'autorité gouvernementale en Espagne républicaine » paraissent à la mi-novembre également fausses. Le contrôle réel du territoire par les nationalistes ne s'étend sur aucune des provinces méditerranéennes ou centrales du pays ; et si la situation est encore assez « mouvante » en zone loyaliste le gouvernement, Caballero a certainement beaucoup plus d'autorité que n'en ont eu ses prédécesseurs. Il est donc paradoxal de maintenir des relations avec la République espagnole en août et de les rompre en novembre.

Cependant ce changement d'attitude contribue à clarifier la situation internationale ; les puissances favorables à Franco montrent ainsi leur volonté de considérer le gouvernement légal de l'Espagne

³¹³ Sur le système politique provisoire et la formation du gouvernement de février 38, voir ci-dessous chapitres V et VI.

³¹⁴ Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

comme un véritable adversaire. La rupture qui s'établit entre les grandes puissances européennes est d'autant plus claire qu'elle coïncide avec la signature d'un pacte germano-italo-japonais, prélude à la constitution d'un formidable bloc militaire.

Formation de l'Axe

A la veille du *pronunciamento* du 18 juillet, malgré la similitude de leurs conceptions politiques et leur égale hostilité au socialisme, les gouvernements fasciste et nazi étaient en opposition sur de nombreux points. Les deux puissances avaient en effet manifesté des visées expansionnistes qui risquaient de les mettre souvent en compétition³¹⁵. L'Italie considérait d'autre part la Méditerranée comme une « chasse gardée » et se méfiait d'une éventuelle intervention allemande en Espagne.

Mais après les mois d'août-septembre 36, la ferme attitude des puissances centrales dans la question espagnole face aux tergiversations occidentales et leur volonté commune d'accélérer leurs préparatifs militaires allaient contribuer à régler leurs différends. La formation, en Roumanie, d'un gouvernement d'extrême-droite présidé par Antonesco préluait aux négociations qui allaient marquer la rupture d'équilibre en Europe centrale au profit de l'Allemagne et de l'Italie. C'est au cours d'entretiens avec le régent de Hongrie, Horthy, qu'Hitler devait souligner, que la première fois l'accord entre Rome et Berlin en vue de soutenir le général Franco. Et le gouvernement hongrois ne pouvait qu'appuyer cette communauté d'action, Budapest cherchant à cette époque, dans un rapprochement avec ses deux grandes puissances, une garantie favorisant ses propres revendications sur les minorités magyares, en Roumanie particulièrement.

L'amélioration des relations italo-allemandes se manifesta dès la fin du mois de septembre 36, lors de la visite à Rome du ministre allemand de la Justice, Frank, reçu personnellement par le Duce. Frank précisa à cette occasion que le Führer considérait la Méditerranée comme une « mer italienne » et que son intervention en Espagne se déroulait en dehors de toute visée expansionniste. Lorsque, à son tour, Mussolini déclare ne pas vouloir modifier « les positions géographiques », il fait toutefois, lui, une réserve en faveur des Baléares, sauvées par l'Italie ... Le point capital de cette conversation est souligné par le comte Ciano : « En Espagne se sont déjà formés deux fronts : d'un côté le front germano-italien, de l'autre le front franco-belgo-russe. Le Duce est d'accord avec Hitler pour estimer que la détermination des deux fronts est désormais un fait accompli. » L'idée est lancée d'une alliance et d'un partage de l'Europe en zones d'influence.

Le geste décisif ne sera cependant accompli qu'à la fin du mois d'octobre, lors du voyage à Berlin du comte Ciano. L'entretien entre les deux ministres des Affaires étrangères, Neurath et Ciano, le 21 octobre, sanctionné par un protocole secret et la réception de Ciano à Berchtesgaden par le Führer, ont eu « comme résultat une entente entre les deux pays sur des problèmes déterminés, dont quelques-uns actuellement brûlants », déclare Mussolini à Milan le 01^{er} novembre³¹⁶. Le problème le plus brûlant, c'est évidemment le problème espagnol. Les grandes lignes, et même certains détails de l'action commune ont été étudiés : ce sont, sur le plan diplomatique, les modalités de reconnaissance du gouvernement Franco, et, dans le domaine militaire, le dosage de l'effort militaire accompli par chaque puissance, notamment en ce qui concerne l'aviation. L'Allemagne et l'Italie constatent la concordance de leurs intérêts. L'ennemi contre lequel s'est officiellement constitué l'axe Rome-Berlin, le bolchevisme, est présent en Espagne ; il s'agit de faire disparaître de la péninsule ibérique « toute menace communiste » ou même marxiste. L'Axe doit, pour s'affirmer, dit Ciano à Hitler, « donner le coup de grâce au gouvernement de Madrid »³¹⁷.

En fait, Rome et Berlin avaient promis d'aider les chefs du *Movimiento* longtemps avant que n'ait éclaté

³¹⁵ Il existe une vieille querelle d'influence entre Allemands et Italiens dans les Balkans. La menace allemande contre l'Autriche avait provoqué une violente réaction du gouvernement italien, peu favorable à l'installation des forces nazies sur le Brenner : on craignait le réveil de contestations concernant le Tyrol.

³¹⁶ Discours du Dôme.

³¹⁷ Archives du comte Ciano.

l'insurrection. Cet appui pouvait à la rigueur être accepté par les autres puissances tant qu'il ne s'agissait pas d'un trafic de grande envergure. Mais, le 31 juillet 36, l'annonce que des avions Savoïa-Marchetti ont atterri par accident en zone française du Maroc, en dévoilant l'étendue de l'intervention italienne, provoque une violente crise entre Paris et Rome.

À cet incident s'ajoute la menace que fait peser sur Tanger l'armée de Franco. Tanger est sous contrôle international, mais entouré par des territoires ralliés à l'insurrection. Les Français insistent pour laisser la flotte gouvernementale espagnole utiliser librement le port. Les Italiens protestent. C'est une première et importante épreuve diplomatique, car l'utilisation de la base de Tanger permettrait au gouvernement espagnol de gêner considérablement le passage du détroit de Gibraltar par les troupes venant du Maroc. Finalement, la neutralité bienveillante de l'Angleterre permettra aux Italiens d'obtenir satisfaction³¹⁸.

Le rôle modérateur et même favorable au franquisme des autorités anglaises dans cette affaire reflète bien l'opinion du gouvernement britannique et la division des pays occidentaux. Ce sont, à n'en pas douter, ces deux éléments qui vont décider de la politique de non-intervention.

La position française

Sur les origines de la proposition française de non-intervention, nous sommes assez bien renseignés, en particulier par les déclarations de Léon Blum en 1947 devant la Commission d'enquête parlementaire, qui, dans leurs grandes lignes, n'ont jamais été démenties. Nous ne devons pas oublier cependant que Léon Blum, connaissant la faillite de sa politique espagnole, cherche moins ici à la défendre qu'à se justifier en tentant de prouver qu'il n'y avait, au cours de l'été 36, aucune autre politique possible que la sienne.

Devant le coup de force militaire nationaliste, que Blum qualifie de « coup de théâtre », la sympathie du gouvernement français de Front populaire était acquise d'avance au gouvernement républicain espagnol. Mais cette sympathie pouvait-elle rester platonique ?

Dès le 20 juillet, Blum se trouve devant le problème posé par la demande d'une aide matérielle que formule le gouvernement Giral : « *Vous demandons de vous entendre immédiatement avec nous pour fourniture d'armes et d'avions.* » Ce télégramme n'a rien d'insolite. En dehors de la communauté d'intérêt des deux formations de Front populaire, il se réfère à un accord précis, selon lequel la France avait le monopole des fournitures d'armes à l'Espagne. Non seulement Giral pouvait s'adresser à Paris, mais il s'y trouvait même obligé par ce traité commercial. Blum n'a eu sur le moment aucune hésitation. Les entretient qu'il a, entre le 20 et le 22 juillet, avec Delbos et surtout Daladier, alors ministre de la Défense nationale, n'ont pour but que de connaître l'importance et les moyens de l'aide à accorder au gouvernement espagnol. Mais, entre le 22 et le 25 juillet, date du conseil des ministres qui doit officiellement décider de l'appui français à l'Espagne républicaine, plusieurs faits nouveaux interviennent.

D'abord un fait de politique extérieure, qui est sans doute le plus important, parce qu'il a influencé considérablement Léon Blum. Le président du Conseil français a constaté au cours d'un voyage à Londres, prévu bien avant les événements d'Espagne, l'hostilité du gouvernement Baldwin à toute intervention dans le conflit espagnol, hostilité soulignée d'abord par un avertissement du journaliste Pertinax : « Ça n'est pas bien vu ici », et confirmée par les conseils de prudence du secrétaire au Foreign Office, Anthony Eden. Blum en a été désagréablement surpris ; toute sa politique extérieure est fondée sur l'entente franco-britannique, qui lui paraît plus nécessaire que jamais face au réarmement allemand. Agir dans l'affaire espagnole sans l'accord et même contre la volonté de l'Angleterre lui semble d'emblée difficile.

Son retour en France est marqué par une nouvelle déconvenue. Une campagne de presse a été lancée dans *l'Écho de Paris* par Kérillis, qui a rendu publiques certaines mesures décidées pour venir en aide

³¹⁸ Voir, dans la première partie, chapitre VII.

à l'Espagne. L'offensive a commencé par un article de Cartier, publié le 23 juillet et intitulé : « Le Front populaire français osera-t-il armer le Front populaire espagnol ? » Il se terminait sur une phrase extrêmement violente : « On hésite encore à croire que le gouvernement puisse commettre ce crime contre la nation. » Les détails mentionnés dans les articles de *l'Écho de Paris* concernent des livraisons d'avions et de bombes d'avion, de batteries de 75 et de mitrailleuses. Il est intéressant de noter que l'on y trouve une allusion au principe de non-immixtion que le gouvernement français devait prendre à son compte une semaine plus tard.

Sans doute ne fallait-il pas s'attendre à ce que l'opposition de droite facilitât la tâche du gouvernement français. Mais, au sein même du gouvernement, Blum rencontre des oppositions, ainsi que dans les milieux parlementaires modérés. Le Sénat, traditionnel terrain d'opposition conservatrice, a sans doute été le plus ému : ce qui explique la véhémence des propos de son président, Jeanneney :

« Que nous puissions être amenés à faire la guerre pour les affaires d'Espagne ..., personne ne peut le comprendre. » La prise de position radicale est plus inquiétante encore : Les radicaux détiennent dans le gouvernement français les deux postes-clés des Affaires étrangères et de la Défense nationale ; leur passage dans l'opposition provoquerait une grave crise ministérielle. On peut imaginer de quel poids sera, dans ces conditions, l'intervention d'Édouard Herriot qui rejoint les conseils de prudence d'Eden et de Jeanneney : « Ne va pas te fourrer là-dedans »³¹⁹ : ...

Comment expliquer l'affolement des milieux politiques français devant la seule perspective de livraisons d'armes au gouvernement légal de l'Espagne ? D'abord par le pacifisme de l'époque. La gauche française, jusque vers 34, n'a cessé de proclamer son attachement à la paix et sa volonté de la sauvegarder par tous les moyens, et cela aussi bien du côté radical que du côté socialiste. La France a accepté sans réaction des mesures aussi graves que le réarmement allemand et, plus récemment, la remilitarisation de la Rhénanie, dans la seule crainte de provoquer un conflit. L'espoir de beaucoup de socialistes réside dans un nouveau Locarno qu'ils envisagent de conclure avec l'Allemagne et l'Italie fasciste. Sans doute ces illusions ne sont-elles pas partagées par Blum ; il prévoit le conflit et accepte d'entreprendre un réarmement français qui doit permettre de rattraper en partie l'avance allemande dans le domaine militaire. Mais lui-même est un modéré qui ne saurait envisager de prendre seul le risque de déclencher la guerre. On a ajouté, et Blum lui-même l'a affirmé³²⁰, que la menace de la guerre extérieure se doublait en France d'une menace de guerre civile : « Nous aussi en France nous étions sur le point de connaître un coup d'État militaire. » Il faut admettre qu'une fraction au moins de la droite, très nationaliste depuis 1919, faisait preuve depuis quelques années d'un loyalisme beaucoup moins intransigeant à l'égard de l'État ; par sympathie pour les régimes allemand et italien, elle prônait à son tour une politique pacifiste, faisant passer ses inquiétudes intérieures, augmentées par la crise sociale de 36 et l'avènement du Front populaire, avant ses préoccupations extérieures. Cette opposition de droite ne se manifeste pas seulement dans les articles de *l'Écho de Paris*. Blum déclare, à propos des événements de 38 : « *Il existait au Parlement français des hommes politiques considérables qui étaient les représentants de Franco.* »

Dans des circonstances aussi peu favorables, le conseil des ministres réuni le 25 juillet n'ose plus envisager d'aider ouvertement les républicains espagnols, mais cherche uniquement le moyen de camoufler les livraisons d'armes ; on utilisera le moyen d'une vente fictive au gouvernement mexicain, qui reste libre, lui, d'utiliser l'armement ainsi mis à sa disposition en faveur de l'Espagne ... Ce n'est là qu'un premier recul. Quelques jours plus tard l'incident des Savoïa-Marchetti aurait pu permettre de revenir sur cette concession. Mais Blum rappelle que la campagne de presse déclenchée contre son gouvernement trouvait à s'alimenter dans de nombreux articles étrangers, en particulier anglais et belges, ce qui ne pouvait manquer de frapper l'opinion publique. Pour Churchill, dont l'hostilité au nazisme dès cette époque ne fait aucun doute, « une inflexible neutralité constitue présentement la

³¹⁹ Déclarations de Blum à la Commission d'enquête.

³²⁰ *Ibid.*

seule solution »³²¹.

Fait beaucoup plus grave, l'unanimité était loin d'être faite dans le gouvernement français. Le président du Conseil se contente d'indiquer que, lors du troisième conseil de cabinet consacré à la question espagnole, celui du 8 août, le ministère est divisé. On peut aller plus loin et dire que les partisans des fournitures d'armes, groupés autour du ministre de l'Air, Pierre Cot, se sont trouvés en minorité devant la coalition « formée de la plupart des radicaux et des socialistes de la nuance Paul Faure »³²². Pour renverser cette tendance et pour éviter à tout prix l'isolement dans lequel une politique d'intervention en faveur de l'Espagne républicaine risquait de placer la France, Blum ne voyait qu'un moyen : convaincre l'Angleterre.

D'où l'accueil favorable qu'il avait donné à la proposition de Noël Baker, suggérant d'envoyer en mission à Londres l'amiral Darlan, chef d'état-major de la Marine, qui passe pour un chef profondément républicain. La mission confiée à Darlan consiste à entrer en contact, par l'intermédiaire du premier lord de l'Amirauté, Lord Chatfield, qu'il connaît personnellement, avec le secrétaire permanent du cabinet, Sir Maurice Hankey. Si Darlan parvenait à le convaincre de la nécessité d'empêcher Franco de s'emparer du pouvoir, celui-ci pourrait alors provoquer une réunion ministérielle et peut-être une évolution de l'attitude anglaise.

En fait, il est douteux que la réunion au début d'août du cabinet britannique eût changé quoi que ce soit à l'attitude déjà arrêtée ; l'Angleterre voyait trop d'inconvénients à prendre parti dans la guerre civile espagnole. Les intérêts miniers qu'elle possédait dans la péninsule ne lui permettaient pas de rompre avec un quelconque des adversaires en présence. De plus les Anglais envisageaient un retour à la détente en Méditerranée, après la période de tension qui avait marqué dans les années précédentes l'affaire d'Éthiopie. Un rapprochement avec Rome s'ébauchait et l'on préparait un accord maritime anglo-italien ; Toutes raisons pour ne pas prendre une position tranchée en opposition absolue avec celle de l'Italie. Enfin, sentimentalement, les conservateurs britanniques avaient beaucoup plus de sympathie pour le général Franco que pour les « Rouges », dont les excès révolutionnaires avaient été amplement soulignés par la presse conservatrice. L'opinion de Lord Chatfield, considérant Franco comme un « bon patriote espagnol », ne fait sans doute que refléter celle de la plupart des ministres. Dans ces conditions, la mission Darlan ne pouvait aboutir qu'à un échec. Chatfield refuse d'intervenir. La politique anglaise ne sera pas modifiée.

Cette tentative avortée marquera le dernier effort diplomatique fait par le gouvernement français en faveur de l'Espagne républicaine. Le conseil des ministres du 8 août constate l'isolement de la France, qui ne peut s'appuyer en Europe que sur la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. Encore faut-il admettre que le gouvernement russe se contente de prodiguer aux républicains espagnols de bonnes paroles et d'attendre que la France fasse les premiers pas dans le sens de l'intervention. Les ministres français, qui acceptent le principe de faire partir pour l'Espagne une cinquantaine d'appareils destinés de toute manière à l'exportation ne pensent pas qu'il soit possible d'expédier du matériel d'aviation ou d'artillerie pris sur les réserves de l'armée. Blum est en droit de penser que, si on continue à pratiquer cette sorte d'interventions une telle politique ne présentera que des inconvénients diplomatiques, sans contrepartie notable : les républicains espagnols ne recevront que peu de matériel et sans doute pas de la meilleure qualité. Blum envisage alors de démissionner et ne renonce à son projet que sur l'insistance de ses amis espagnols de Los Rios et Asua.

La non-intervention

C'est dans ces conditions que le président du Conseil français prend l'initiative d'une proposition de non-immixtion dans les affaires intérieures de l'Espagne, proposition qui doit être soumise à toutes les grandes puissances ainsi, qu'aux petites puissances directement intéressées.

³²¹ Churchill. *Journal politique*.

³²² Colette Audry. *Léon Blum ou la Politique du Juste*.

L'idée même de la non-immixtion ou plus exactement de la non-intervention est sans doute une idée généreuse, un principe libéral opposé au début du XIX^e siècle par l'Angleterre à l'interventionnisme actif de la Sainte-Alliance et du système de Metternich. Dans l'esprit du président du Conseil français, c'est aussi une idée politique : lier l'Allemagne et l'Italie par un accord international, auquel il leur sera difficile de se dérober, et les empêcher d'apporter à Franco un secours efficace. La proposition faite par le gouvernement français ou bien manifesterait au grand jour la mauvaise volonté des puissances centrales et donnerait à la France par contrecoup une bien plus grande liberté d'action, ou bien arrêterait en fait l'intervention italo-allemande.

Si de plus on est décidé à ne pas faire la guerre ou si on ne se sent pas capable de la faire, ne faut-il pas l'empêcher de toute manière : « Quand on a la responsabilité de la paix et de la guerre, dit Delbos le 6 décembre, on n'a pas le droit de céder à des impulsions sentimentales, » Blum précise le lendemain : « Je crois qu'au mois d'août dernier l'Europe a été au bord de la guerre, et je crois qu'elle a été sauvée de la guerre par l'initiative française. »

En fait, le problème d'un accord international sur la question espagnole s'était posé dès le 1^{er} août. Le comte Welczeck envisage le 2 août, dans une lettre à son gouvernement, une action commune des quatre puissances européennes, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne et France, « pour inviter les groupes combattants espagnols à déposer les armes ». Cette proposition n'aura pas de suite, mais, le 1^{er} août, le gouvernement français a lancé un appel aux autres pays pour les inviter à conclure un accord de non intervention dans le conflit espagnol. Cet appel était suivi de démarches diplomatiques auprès de chacune des capitales intéressées.

L'appui de la Grande-Bretagne à cette proposition était acquis d'avance ; elle y voyait une approbation de l'attitude : stricte neutralité qu'elle avait observée jusque-là. Le mémorandum adressé à ce sujet par le gouvernement conservateur précisait : « Le gouvernement britannique verrait avec plaisir la conclusion rapide d'un accord entre les puissances susceptibles de fournir des armes et des munitions à l'Espagne, afin qu'elles s'abstiennent de le faire et qu'elles empêchent la fourniture d'armes et de munitions au départ de leurs territoires respectifs. Le gouvernement britannique est toutefois d'avis qu'un accord de ce genre doit à l'origine, être accepté simultanément par des gouvernements comme ceux de France, d'Allemagne, d'Italie, du Portugal et de Grande-Bretagne, qui ont de grands intérêts matériels en Espagne ou une situation de proximité géographique. »

Mais pour aboutir à une déclaration simultanée, il faut l'accord sans réticence de l'Allemagne et de l'Italie. Or, contre toute évidence, le comte Ciano affirme le 3 août qu'il n'y a eu « aucune ingérence, même indirecte, du gouvernement fasciste », et se retranche, pour refuser de signer la déclaration française, derrière la nécessité de consulter le Duce, précisément absent. Le ministre allemand Neurath répond, de la même manière, que, ne s'immisçant pas dans les affaires intérieures de l'Espagne, le gouvernement allemand n'a à faire aucune déclaration et que, de toute façon, il faudrait inclure l'U.R.S.S, dans un accord éventuel. Ces réponses immédiates, et peut-être déjà concertées, préludent à une série de négociations confuses et de manœuvres dilatoires destinées en fait à gagner du temps et à permettre à l'Allemagne et à l'Italie de fournir aux nationalistes l'armement nécessaire pour remporter une victoire que l'on peut imaginer rapide à ce moment-là. Dans la réponse communiquée le 6 août par le ministre des Affaires étrangères italien à l'ambassadeur français de Chambrun, l'Italie pose trois problèmes,

En premier lieu, que faut-il entendre par « intervention » ? Est-ce que « la solidarité exprimée au moyen de manifestations publiques, campagnes de presse, souscriptions, enrôlement de volontaires ... ne constitue pas déjà une bruyante et dangereuse forme d'intervention » ? Les Italiens soulignent à ce propos l'attitude des presses française et russe, cherchant ainsi à montrer qu'il s'est constitué un bloc franco-soviétique contre lequel toute mesure prise serait d'ordre défensif. De la même manière, quand l'ambassadeur François-Poncet adresse au ministre des Affaires étrangères allemand des remontrances concernant l'aide apportée aux rebelles, Neurath lui rappelle sans cesse « les livraisons faites à l'Espagne ». Les puissances centrales ont marqué un premier point : accorder son appui au gouvernement légal de l'Espagne est placé sur le même plan que l'accorder aux insurgés.

La deuxième question italienne tend à faire préciser si l'engagement pris par les gouvernements liera seulement les États ou bien aussi les particuliers. Son intérêt réside dans le fait que l'intervention allemande et italienne s'abritait au départ derrière la fiction de ventes effectuées par des particuliers ou des sociétés privées.

Enfin le gouvernement italien pose le problème des « modalités de contrôle ». Cette objection est beaucoup plus sérieuse. Le projet français de déclaration ne prévoyait en effet que des « communications entre gouvernements », ce qui ne saurait constituer un contrôle réel des mesures prises. Ce contrôle était-il possible ? Le gouvernement français lui-même croyait-il absolument à son efficacité ou se serait-il contenté d'une affirmation de principe qui aurait rassuré l'opinion publique et rendu plus gênante une aide spectaculaire aux nationalistes ? En tout cas, il ne fait guère de doute que ni les Italiens, ni les Allemands n'auraient accepté un contrôle efficace. Leurs demandes ont essentiellement pour but de faire traîner les choses en longueur.

Berlin pose également des questions auxquelles le gouvernement français est incapable de répondre. Comme l'ambassadeur de France fait état de réponses favorables reçues d'un certain nombre de gouvernements, belge, anglais, hollandais, polonais, tchèque et surtout soviétique, Neurath insiste pour que soient obtenues également des promesses des États-Unis, de la Suède et de la Suisse, sachant que la Suisse se retranchera derrière sa neutralité et que les U.S.A. se refuseront toujours à une déclaration de principe qui heurterait nombre de sujets américains. Le gouvernement du III^e Reich demande aussi ce qui empêcha le Komintern d'agir, même si la Russie soviétique a pris, en ce qui la concerne, des engagements internationaux ; quel contrôle exercer en effet sur un organisme international ? Enfin comment s'assurer que par la frontière française ne passeront pas des armes et des volontaires ? « J'ai exposé, écrit le 10 août le comte Velczeck, que la France en tant que pays frontière, était dans une situation privilégiée et que l'exportation d'armes aussi bien que le passage des volontaires par les cols des Pyrénées étaient bien difficiles à contrôler par le gouvernement »³²³. En fait, la frontière portugaise est tout aussi importante, mais il ne semble pas que le gouvernement français ait cru bon de soulever cet argument, sans doute par crainte de démontrer l'inefficacité ou l'insuffisance de son plan.

En dépit de ces objections, d'ailleurs, il n'apparaît pas que l'Allemagne ou l'Italie veuillent s'opposer formellement à un accord. Ni l'une, ni l'autre de ces puissances ne semble, à cette date, vraiment désireuse de déclencher un conflit européen. L'Allemagne n'est pas encore engagée à fond dans la guerre espagnole. Hitler ne pense pas qu'une interdiction de principe puisse gêner considérablement le trafic avec la rébellion. Aussi, le 17 août, le gouvernement allemand se déclare-t-il prêt à souscrire à l'accord proposé, sous réserve que la décision sera valable pour les autres États et pour les entreprises privées.

Pour lever ces objections constamment renouvelées, des démarches diplomatiques ont été entreprises par la France. La Suisse et les U.S.A., tout en refusant de signer un document quelconque, se sont déclarés prêts à appliquer l'embargo. Reste l'Italie qui cherche à différer la conclusion de l'accord, mais finit par admettre, en multipliant les réserves, le projet français. Son acceptation de principe est remise à l'ambassadeur de France le 21 août. Ainsi la plupart des puissances européennes ont souscrit au principe de non-immixtion, et même officiellement proclamé l'interdiction d'exporter des armes à destination de l'Espagne. Les modérés français comme les conservateurs britanniques peuvent s'estimer satisfaits : les risques de conflit général diminuent.

Mais il faut encore répondre à l'objection italienne concernant les modalités de contrôle. A la vérité, le gouvernement italien tient assez peu à un contrôle sérieux. Aussi se borne-t-il à demander l'institution d'une commission formée de délégués des puissances et chargée de surveiller l'application de l'embargo. Personne ne songe à faire remarquer que cette commission prend là une autorité qui revient de droit à cet organisme international qu'est la Société des Nations. Peut-être l'échec de cette

³²³ Archives de la Wilhelmstrasse.

assemblée dans l'affaire éthiopienne est-il trop proche. C'est, en tout cas, un signe évident du discrédit dans lequel elle est tombée.

Le Comité de Londres

Toutes les puissances se déclarent d'accord sur le principe de la création d'un comité. Mais son rôle exact n'est pas défini. Pour le gouvernement français, il doit permettre d'établir entre les différents pays un contact permanent, et par conséquent un contrôle réel : il est donc nécessaire de le doter de pouvoirs politiques. Pour les gouvernements italien et allemand, qui n'ont pas l'intention de respecter les déclarations sur l'embargo, il faut éviter selon l'expression de Dicckhoff, « que cette institution ne devienne un organe politique permanent susceptible de nous créer des ennuis »³²⁴. Il y a contradiction entre les deux conceptions, mais l'intervention anglaise permettra d'arriver à un accord. L'entente est réalisée sur la définition du Comité comme « une simple réunion de fait des représentants diplomatiques », et, comme tel, n'ayant pas pouvoir de décision. Il est admis par les puissances intéressées que les délégués se contenteront « d'échanges de vue », qui pourront, dans certains cas, se transformer en examen plus précis des plaintes déposées. Enfin une satisfaction supplémentaire est donnée à l'Italie, avec le consentement formel de la France : le siège du Comité de non-intervention se trouvera à Londres, et non à Paris ou à Genève. Il est remarquable que l'initiative diplomatique prise par le gouvernement français dans les premiers jours d'août lui échappe à la fin du mois pour revenir aux Britanniques. « Le Comité et ses compétences, d'après le chargé d'affaires français à Berlin, sont plutôt d'invention anglaise »³²⁵.

Malgré la volonté d'apaisement dont ont fait preuve les gouvernements occidentaux, les négociations ont traîné pendant un mois, et c'est seulement le 9 septembre qu'a lieu à Londres la séance inaugurale du Comité sur l'embargo, dans la salle au nom symbolique de Locarno. Vingt-cinq puissances y sont représentées, dont la Lettonie et le Luxembourg, mais non le Portugal, qui avait pourtant accepté le principe de non-intervention.

Cette première séance a comme seul résultat pratique de donner au Comité sa dénomination définitive de « Comité international pour l'application de la non-intervention en Espagne ». Le chargé d'affaires allemand à Londres le prince Bismarck, en a gardé l'impression que ce qui importe à la France et à l'Angleterre n'est pas tant « de faire œuvre pratique que d'apaiser les esprits dans les partis de gauche des deux pays »³²⁶. Encore cette œuvre d'apaisement devait-elle être assez facile en Angleterre où, dès le 10 septembre, les Trade-Unions s'étaient prononcés contre toute intervention en Espagne, sur proposition de sir Walter Citrine, secrétaire général des Trade-Unions, et de Bevin, secrétaire de la fédération des transports. Au début du mois d'octobre, la conférence du parti travailliste, réunie à Edimbourg, approuvera cette prise de position, le vote par mandats permettant de dégager une majorité écrasante en faveur de la non-intervention.

Cependant, dès les premiers jours de ce même mois d'octobre 36, la situation internationale va se tendre de nouveau, en dépit des précautions prises par le Comité pour édulcorer les débats et ne pas provoquer des querelles trop vives. Les rapports se sont accumulés, qui tendent à prouver l'intervention constante dans le conflit de l'Italie et du Portugal, en dépit des engagements pris. C'est d'abord - et essentiellement - le dossier constitué par le gouvernement républicain espagnol et transmis à la Société des Nations. C'est le rapport publié le 4 octobre par une commission que dirigent trois députés britanniques, et concluant à une aide de l'Italie et du Portugal, postérieure à la formation du Comité. C'est enfin la décision prise par le gouvernement soviétique de rendre publique une violente attaque contre l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, accusés de violer l'accord de non-intervention et menaçant de se retirer du Comité : « Le gouvernement soviétique ne peut en aucun

³²⁴ Archives de la Wilhelmstrasse.

³²⁵ *Ibid*

³²⁶ Archives de la Wilhelmstrasse.

cas, consentir à laisser transformer par certains participants l'accord de non-intervention en un paravent destiné à cacher l'assistance militaire aux rebelles ... En conséquence, le gouvernement soviétique se voit dans l'obligation de déclarer que, si ces violations ne cessent pas immédiatement, il se considérera comme libéré des engagements découlant de l'accord de non-intervention »³²⁷ .

Cette déclaration russe est la première d'une série de notes rédigées officiellement à l'intention du Comité de Londres ; elle va provoquer une vive émotion. Rien pourtant d'injustifiable dans ce communiqué. On ne peut nier les accusations qu'il renferme, et sa conclusion est parfaitement logique. Mais il était admis que les travaux du Comité de Londres devaient se poursuivre à huis-clos pour éviter l'animation et les dangers d'une discussion sur la place publique : en publiant son communiqué, Moscou rompt cette consigne du silence, et le fait sciemment.

D'un autre côté, les violations faites par les puissances fascistes au traité de non-immixtion sont déjà connues par les documents espagnols. Les Russes n'apportent rien de nouveau. Pourquoi ont-ils donc attendu pour faire cet éclat alors qu'ils étaient depuis longtemps au courant des faits ? Cela ne peut s'expliquer que si on admet au cours de la première quinzaine d'octobre un changement radical de la politique russe à l'égard du problème espagnol.

Quoi qu'il en soit, il n'y aura pas de rupture au cours de la séance « chargée et orageuse »³²⁸ du 10 octobre. Le président du Comité de non-intervention, Lord Plymouth, présente en son nom et en celui du gouvernement britannique les documents qui lui ont été remis. Il se heurte à une fin de non-recevoir des puissances mises en accusation qui se bornent à déclarer par la voix de leurs délégués que les faits contenus dans les déclarations espagnole et soviétique relèvent de la plus haute fantaisie. Le représentant portugais, qui siège maintenant au Comité, adopte une attitude encore plus brutale : il quitte la salle des séances, en précisant d'ailleurs qu'il ne cesse pas pour autant de faire partie du Comité ... Si les Russes ont voulu démontrer la totale impuissance de la commission de non-intervention ils ont pleinement réussi.

Une fois de plus, c'est le délégué français, Corbin, ambassadeur à Londres, qui sauve le Comité par sa modération ; Il demande au gouvernement russe de proposer « les procédés qu'il envisage pour rendre le contrôle effectif ». « L'ardeur du premier ministre français à maintenir l'accord de non-intervention n'est l'objet d'aucun doute et son représentant a joué un rôle particulièrement salutaire dans les récentes discussions du comité », écrit le *Times* le 13 octobre. La séance est ajournée sans qu'il soit précisé quand devra avoir lieu la rencontre suivante, car il convient d'obtenir auparavant les réponses des trois gouvernements incriminés.

Or ces réponses se font attendre. C'est le moment des plus grands succès militaires de Franco, et un contrôle quelconque, notamment sur la frontière portugaise, en gênant l'arrivée des renforts et des armes, risquerait de compromettre la rapide victoire escomptée par les nationalistes. Dès le 6 octobre, le gouvernement russe avait demandé l'envoi d'une commission d'enquête sur la frontière hispano-portugaise ; mais sans l'acceptation du Portugal, une telle mesure, serait-elle adoptée par le Comité de Londres, est inapplicable. Le délégué russe demande alors une surveillance des côtes portugaises. Cette nouvelle prétention se heurte à la réponse négative de Lord Plymouth. Dans ces conditions, il est difficile d'entrevoir une solution diplomatique.

L'aide apportée à partir du mois d'octobre par le gouvernement soviétique aux républicains espagnols servira de prétexte aux puissances de l'Axe pour relancer la discussion. À partir de ce moment, les séances du Comité de non-intervention seront occupées essentiellement par les accusations que se lancent les délégués de l'Allemagne et de l'Italie d'une part, le représentant russe de l'autre. Et, conclusion inattendue à ces discussions, le 10 novembre, le Comité de Londres décide que ces accusations ne sont pas prouvées. Qui pourrait prendre au sérieux une telle attitude ? Il suffit de lire les journaux pour y trouver de nombreuses informations sur les débarquements de troupes italiennes,

³²⁷ Note du 7 octobre 36 ; entre-temps, les protestations du gouvernement républicain avaient été transmises au Comité de Londres.

³²⁸ Cf. *Le Temps*.

l'arrivée des volontaires internationaux, l'emploi d'armes et de munitions aux deux partis. La non-immixtion est devenue une farce tragique.

Plans de contrôle

Pour essayer de reprendre le problème, le gouvernement britannique soumet au Comité un projet de contrôle du matériel de guerre destiné aux deux partis, qui prévoit une surveillance des chargements par terre et par mer. Ce projet, étudié le 12 novembre, sera finalement adopté le 2 décembre malgré l'abstention du Portugal. La longueur des négociations s'explique par une nouvelle manœuvre de l'Allemagne et de l'Italie ; utilisant une tactique déjà employée avec succès, elles déclarent que les propositions britanniques sont insuffisantes et demandent, par surcroît, un contrôle aérien, dont il est inutile de souligner la vanité en l'absence de représentants de la commission de contrôle sur les aérodromes. Encore fallait-il, une fois le principe du contrôle accepté par les grandes puissances, et puisque la surveillance devait s'exercer aux frontières terrestres et dans les ports espagnols, obtenir l'accord des deux gouvernements espagnols, ce que l'on ne pouvait guère escompter.

Du reste, au cours de cette même séance du 2 décembre, un nouveau problème est soulevé, qui va désormais passer au premier plan des négociations, celui des volontaires. Il faut arrêter d'urgence, dit Blum à Welczeck, « l'afflux des combattants et du matériel de guerre »³²⁹. Ce caractère d'urgence ne doit pas être si évident aux grandes puissances, puisque les discussions vont durer tout le mois de décembre. Ce n'est certes pas la faute du gouvernement français ; au contraire celui-ci se déclare prêt à consentir à « un contrôle non seulement de la frontière pyrénéenne, mais aussi bien de ses emplacements de troupes et de ses aérodromes, de ses fabriques d'armements et autres installations »³³⁰. Proposition inutile, car la France est bien la seule puissance à envisager un pareil sacrifice.

Pour en finir, le gouvernement britannique abandonne alors provisoirement son idée de contrôle et se borne à demander que chaque gouvernement interdise à ses nationaux, à dater du 4 Janvier 37, un engagement militaire en Espagne : même ce projet, si limité dans son application, ne parvient pas à être approuvé. La Russie refuse d'accepter une décision sans contrôle. L'Allemagne l'Italie et le Portugal déclarent qu'il ne faut pas résoudre partiellement le problème de l'intervention. À la fin de l'année 36, l'échec des pourparlers est tel que même les Britanniques renoncent à les poursuivre au sein du Comité de Londres et que le ministre des Affaires étrangères allemand envisage de « renoncer d'une façon générale à maintenir le système du comité ».

Cette lassitude générale n'empêchera pas les négociations de reprendre, lorsque, le 8 janvier, l'Allemagne et l'Italie, agissant en plein accord, adressent une réponse dans laquelle elles se disent « disposées à accepter que la question des volontaires forme l'objet, comme il était demandé d'un accord spécial qui en interdise le recrutement et le départ à une date prochaine » : en fait, le gouvernement Italien, seul, reprendrait volontiers sa tactique d'atermoisement, mais il est obligé de compter avec son allié germanique. Celui-ci ne semble pas disposé à pousser les choses trop loin. Il juge que le Comité de non-intervention est un excellent paravent, qu'il faut se garder de démolir. Nombreux sont encore à Berlin les dirigeants qui apprécient l'attitude anglaise et ne tiennent pas à provoquer une querelle avec le gouvernement de Londres. Aussi, dans une note remise le 25 janvier, les deux gouvernements déclarent-ils avoir déjà introduit une législation « les habilitant à interdire le départ des volontaires » : ils n'attendent qu'un accord des puissances pour la mettre en application. Cette bonne volonté est toutefois limitée par le fait que Berlin refuse de laisser opérer des agents de la Commission de contrôle dans des Ports allemands. Le contrôle à l'intérieur de l'Espagne est lui aussi exclu par suite des réponses négatives des nationalistes et des républicains.

Du moins pouvait-on enfin entrevoir une issue aux interminables discussions engagées depuis la formation du Comité. Le projet de contrôle aérien est abandonné d'un commun accord comme

³²⁹ Archives de la Wilhelmstrasse.

³³⁰ *Ibid.*

irréalisable. Le contrôle sur terre comme le contrôle sur mer doivent être efficaces et le gouvernement allemand, estimant que le dispositif germano-italien mis en place en Espagne est suffisant, réclame maintenant la multiplication du nombre des agents et des postes. Sans doute les cent cinquante inspecteurs, qui seront répartis sur la frontière française ne pourront à aucun moment arrêter totalement la contrebande. Et cela et encore plus vrai pour la frontière portugaise, plus facile à franchir, plus longue que la frontière française, et surveillée par un nombre égal d'inspecteurs ...

La surveillance maritime, elle, est confiée à une patrouille navale internationale³³¹. Mais, au lieu d'établir un contrôle commun, le projet a divisé la côte espagnole en cinq secteurs, chacun d'eux étant confié à la garde d'une des grandes puissances. Le 26 février, l'U.R.S.S., qui était chargée de la surveillance du golfe de Biscaye, renonce à sa participation au contrôle, étant sans doute peu désireuse d'occuper des farces navales déjà insuffisantes à une tâche manifestement inutile. D'ailleurs charger l'Allemagne et l'Italie de la surveillance sur mer, alors que l'Italie en particulier a largement contribué à fournir l'Espagne franquiste en navires de guerre, peut apparaître comme une dérision ...

Mais il est vrai que l'instauration d'un contrôle peut gêner les formes trop visibles d'intervention ; et, pour la première fois, on est en droit de prendre au sérieux le Comité de Londres. Même le Portugal a fini par admettre la nécessité d'accepter un contrôle ; l'accord anglo-portugais, réalisé le 21 février, prévoit, on l'a vu, l'utilisation de cent cinquante observateurs dans les ports et les points de transit. La date du 8 mars est même fixée pour le début de l'application des mesures de surveillance : dans un premier stade, les officiers chargés de la direction du contrôle arriveront sur les lieux ; mais leur travail ne deviendra effectif qu'après recrutement de tous les agents nécessaires.

Dans l'esprit du gouvernement britannique, il ne s'agit là que d'un premier pas. Arrêter l'afflux des volontaires vers l'Espagne en mars ou avril 37, alors que la guerre dure depuis près de neuf mois, est relativement facile, la plus grande partie des étrangers venus combattre en Espagne ayant déjà franchi la frontière. L'Angleterre propose donc, pour que soit réellement respecté le principe de non-intervention, de rappeler les volontaires dans leur pays d'origine. Sur ce point, toute possibilité d'entente est rapidement dissipée. Le représentant italien, Grandi, dont les excès de langage ont déjà souvent contribué à envenimer les discussions, déclare froidement, en pleine séance du Comité, que les volontaires italiens « ne quitteraient pas le sol espagnol avant la victoire complète et définitive de Franco ». La nouvelle de la défaite italienne à Guadalajara ne fait qu'accentuer cette position, Mussolini ne pouvant imaginer de quitter l'Espagne sur un échec si humiliant.

Ainsi, seule l'acceptation du contrôle terrestre et naval peut-elle limiter l'intervention des puissances dans le conflit espagnol. Mais l'entrée en vigueur du contrôle dans la nuit du 19 au 20 avril 1937 démontre rapidement l'inutilité de cette politique. Il y a neuf mois que la guerre d'Espagne est commencée. Il a fallu huit mois et demi de négociations pour arriver à un résultat dont les limites n'échappent à personne, et qui sera remis en question dès le mois de mai : huit mois et demi de discussion inefficace pour aboutir à un accord qui durera moins d'un mois et demi !

Derrière ces vaines palabres, il y a une réalité diplomatique beaucoup plus inquiétante. Nous en avons vu deux aspects : la formation de l'axe Rome-Berlin, bientôt suivi de la signature du pacte Anti-Komintern, auquel adhèrent, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ; l'isolement de la France, qui hésite à suivre l'alliance russe, et qui cherche un appui anglais souvent réticent. Dès le 7 décembre, Blum reconnaît : « Un certain nombre de nos espérances et de nos prévisions ont été, en effet, trompées » Après le mois de décembre l'erreur politique française devrait apparaître encore plus nette, dans la mesure où l'intervention italo-allemande ne fait que s'affirmer davantage.

³³¹ Elle doit s'exercer en principe à la limite des eaux territoriales (c'est-à-dire à 3 miles de la côte) et de la haute mer (10 miles de la côte).

15. L'intervention italo-allemande

En Espagne, dès le moment où un complot a été organisé pour renverser le régime républicain, les monarchistes et les militaires ont naturellement pensé à l'aide que pourrait leur apporter l'Italie fasciste : cela malgré la répugnance que peuvent ressentir les monarchistes et les catholiques espagnols pour un régime qui s'est imposé par la force à la royauté, et dont l'accord avec l'Église reste toujours précaire. Il ne s'agit pas là d'une sympathie de principe, mais d'une communauté d'intérêts, c'est-à-dire quelque chose de bien plus fort.

Les premiers contacts remontent à plusieurs années³³². L'aviateur Ansaldo, qui pilotait Sanjurjo lors de sa première tentative de pronunciamiento, comme il le fera le 20 juillet 36, a eu en 1932 une entrevue avec Balbo, et celui-ci a promis alors l'appui italien. Après l'échec du coup de force, Ansaldo va de nouveau à Rome en 1933, accompagné de Calvo Sotelo.

La même année, le parti nazi prend le pouvoir en Allemagne. A la veille du *Movimiento*, Sanjurjo fait un voyage à Berlin pour s'assurer également du soutien d'Hitler. Des encouragements sont certainement venus de Berlin ; mais le réarmement allemand n'en est encore qu'à ses débuts : il semble que le gouvernement du Reich, prudent, n'ait promis son appui que dans un délai de quelques jours après le début de l'insurrection. Malgré le désir qu'ont Rome et Berlin de voir s'installer à Madrid un régime sympathisant, il est évident que les deux gouvernements mesurent le risque d'un échec. Même le Portugal de Salazar, plus intéressé encore à la disparition de la République espagnole, dont le voisinage permet à la propagande de gauche de s'exercer dangereusement contre le gouvernement présidentiel, respecte certaines formes ; et le terrain d'aviation d'où l'avion de Sanjurjo doit décoller au début de l'insurrection est un aérodrome de fortune, ce qui explique en partie l'accident dont le chef du *Movimiento* sera victime.

L'intervention italienne

L'Italie, cependant, a donné dès 1934 des assurances plus sérieuses. Le 31 mars, un accord a été conclu entre les chefs monarchistes espagnols et les représentants du gouvernement fasciste, et des promesses ont été faites concernant des fournitures de matériel. Dès le moment où une réussite, si partielle soit-elle, est assurée aux militaires rebelles, l'aide promise ne se fait pas attendre.

L'intervention italienne est donc, dès le début, rapide et massive. Par la suite, tout sera fait au cours de la guerre pour aider Franco et assurer sa victoire. Les chefs fascistes ont considéré en effet l'entreprise nationaliste comme une affaire personnelle. Mussolini voit dans une action en Espagne l'occasion d'exercer ses talents de chef militaire. Il multiplie les conférences militaires, donne ses ordres à la marine italienne pour que les « sous-marins empêchent les navires d'arriver dans les ports rouges ». Son propre fils, Bruno, ira exercer ses talents d'aviateur aux Baléares.

Le gouvernement du Duce fait de la victoire en Espagne une question de prestige. Cette guerre est à la fois l'occasion de faire triompher les armes italiennes devant un autre adversaire que les tribus éthiopiennes et de créer des bases stratégiques importantes en Méditerranée. Ainsi apparaît la double politique italienne qui cherche à s'imposer dans les Balkans et en Espagne, en Méditerranée orientale comme en Méditerranée occidentale. La puissance de l'intervention italienne ne s'explique pas par des considérations idéologiques. Certes le combat contre le « bolchevisme » se poursuit en Espagne et la lutte des soldats italiens y est présentée comme celle des « croisés de l'idéal ». Mais ce n'est là qu'une façade. Pour Mussolini, la suprématie, en Méditerranée est vitale. Et l'axe Rome-Berlin ne pourra se former qu'après l'assurance donnée par les Allemands qu'ils n'ont aucune ambition dans cette région.

L'enjeu est d'importance. Un effort considérable a été fait pour en convaincre la population italienne ; mais celle-ci reste visiblement réticente. Même de hauts fonctionnaires, comme le ministre de la Marine Cavagnari, ne montrent pas l'enthousiasme que le Duce voudrait leur communiquer. Si le

³³² Ces contacts sont connus notamment par les livres d'Ansaldo et de Lizarza.

fascisme s'est lancé sans réserve dans l'aventure espagnole, la masse italienne n'a pas suivi.

Les troupes envoyées en Espagne ont pu être composées en partie de volontaires, pris en particulier parmi les officiers d'active. Les mémoires de Ciano sont là pour en témoigner : « Cupini m'a demandé un commandement en Espagne, et je lui ai donné satisfaction sur-le-champ. » Mais le nom donné aux forces italiennes de *Corpo truppe volontarie* (C.T.V.) ne doit pas abuser : un recrutement est organisé très officiellement dans les bureaux militaires et les sièges des *fasci*, où il n'est jamais question que de départ vers l'Abyssinie ou pour une « destination inconnue ». Et la plupart des soldats destinés à l'Espagne sont vraisemblablement désignés d'office parmi les troupes déjà entraînées : au début il s'agit en majeure partie de celles qui ont fait la campagne d'Éthiopie.

En tout cas, il ne s'agit pas de groupes isolés, mais d'un véritable corps expéditionnaire, avec ses drapeaux, ses chefs : c'est d'abord le général Roatta qui exerce le commandement ; il le cédera pendant la campagne de Biscaye à Bastico, que remplaceront plus tard Berti, puis Gambarà. Bien que son utilisation au combat soit toujours du ressort du quartier-général de Salamanque, le C.T.V. garde sa personnalité.

Les soldats italiens ne sont arrivés en grand nombre en Espagne qu'à partir de novembre 36, lorsque leur présence s'est révélée nécessaire pour assurer un succès rapide aux nationalistes. Mais, dès ce moment, l'effort réalisé est considérable. Le 29 décembre, Hassel signale le départ de 3 000 « chemises noires », précédées et suivies d'un contingent de 1 500 spécialistes. Le 14 janvier 37, il annonce un nouveau renfort de 4 000 hommes. On prépare en même temps l'envoi d'une division, qui doit partir entre le 22 et le 26 janvier.

Ces expéditions vont amener en Espagne, avant le début de février 37, plus de 50 000 hommes et permettre de former et d'équiper quatre divisions. Plus tard, le nombre des Italiens combattant en Espagne sera légèrement inférieur : Mussolini parle à Göring, fin janvier 1938, de 44 000 hommes ; le 1^{er} juillet 38, d'après l'ambassade allemande, ils sont 40 075, auxquels il faut ajouter quelques jours plus tard 8 000 hommes envoyés en renfort : au total, nous retrouvons un chiffre voisin de 50 000 hommes. Si on y ajoute les spécialistes non dénombrés et si on pense que les quatre divisions présentes à Guadalajara ont été réduites à deux par la suite, il faut admettre qu'en mars 37, époque où les Italiens ont été les plus nombreux, ils ne doivent pas être moins de 70 000. Eden a parlé de 60 000, et il est certainement au-dessous de la vérité. Cet appoint apparaît d'autant plus important qu'à la même époque les forces que Franco et Mola peuvent mettre en ligne ne doivent pas dépasser 250 000 hommes.

Les techniciens ont été nécessaires au début du conflit pour l'utilisation du matériel aérien destiné à permettre aux troupes de Franco de passer le détroit de Gibraltar. Il faut aller vite et le temps manque pour instruire des aviateurs espagnols. Les avions de transport et de bombardement qui affluent au Maroc, puis à Séville, sont accompagnés de leurs équipages. Il est certain que la présence de ces avions en nombre relativement élevé- on a pu voir six bombardiers Caproni en même temps sur le terrain de Séville³³³ - ainsi que de sous-marins italiens a contribué efficacement au transport des troupes maures et de la Légion.

C'est aussi la présence d'avions italiens aux Baléares qui a permis aux nationalistes de repousser la tentative de reconquête tentée sur Majorque par des troupes gouvernementales assez bien armées, mais dépourvues de toute défense anti-aérienne. À partir de ce moment, l'île de Majorque est la principale base des avions « légionnaires » italiens, qu'il convient de distinguer des avions directement remis aux franquistes. Les Italiens, indique Mussolini à Ribbentrop, ont à Majorque trois terrains d'aviation et des navires en permanence. C'est de cette île que partiront les appareils qui effectueront à partir de 38 des raids presque quotidiens sur Valence et Barcelone. Mussolini et Ciano ont certainement vu dans l'occupation de Majorque l'établissement d'une base stratégique qui doit, par sa position, renforcer considérablement la puissance italienne en Méditerranée. Cependant, à aucun

³³³ Rapport du consul d'Allemagne, Draeger.

moment, il n'a été question du côté espagnol de céder ce territoire ; Franco tient au contraire à marquer dans toutes ses déclarations qu'il ne tolérera aucun empiètement étranger sur le territoire espagnol. Il y a là sans doute un premier malentendu qui contribue à faire comprendre les nombreuses plaintes italiennes au sujet des dépenses engagées pour les nationalistes espagnols et jamais remboursées.

L'Italie ne se borne pas d'ailleurs à l'envoi d'avions, bombardiers Caproni ou Savoïa-Marchetti, chasseurs Fiat ou Arado - elle en livrera en tout plus de 700 -, dont la présence, pour précieuse qu'elle soit, ne saurait suffire à donner la victoire aux troupes de Franco. Après les premiers échecs, Rome portera son effort dans le domaine naval. Sur ce dernier point, l'aide italienne va s'intensifier considérablement : livraison de deux sous-marins et de deux contre-torpilleurs fin août 37, d'après les Mémoires de Ciano, de quatre nouveaux sous-marins en septembre, etc. ... S'il n'est guère possible, en se fondant sur des sources trop souvent contradictoires, d'établir un bilan exact de l'aide matérielle reçue par les nationalistes, on peut retenir comme base certains chiffres cités par le colonel Vivaldi : 1 930 canons, plus de 10 000 armes automatiques, 950 chars. Blindés et artillerie accompagnent les troupes qui vont pouvoir être engagées à partir de février 37.

Participation des italiens aux opérations militaires

Le rassemblement des divisions italiennes s'effectue autour de Séville au cours des premiers mois de l'année 37, avant qu'elles ne soient dirigées vers les deux fronts séparés du Sud et de Madrid. L'ambassadeur allemand à Salamanque, Faupel, note le 7 janvier qu'il y a 4 000 « chemises noires » à Séville ; 2 000 autres sont en route vers ce point de rassemblement. Il escompte que l'ensemble de ces troupes pourra être engagé dans un délai de quinze jours. En fait, il y aura un léger retard. Et Roatta ne peut guère mettre plus de 5 000 hommes à la disposition de l'état-major du Sud pour la première opération à laquelle vont participer des troupes du C.T.V. Il ne s'agit que d'une petite manœuvre locale, qui aboutit à l'occupation d'Estepona, dans le secteur de Malaga, le 15 janvier, et de Marbella le 17. La grande opération envisagée contre Malaga est remise, pour quelques jours seulement d'ailleurs, car, dès le 18 janvier, Faupel signale autour de Séville 20 000 hommes avec deux groupes d'artillerie et 1 800 camions.

Il est normal que les Italiens, armés et équipés dans le Sud, aient été placés sous le commandement du général Queipo de Llano pour participer à la seule opération d'envergure qui ait été entreprise pendant toute la durée de la guerre dans ce secteur. D'autre part, la manœuvre, projetée depuis décembre, ne paraît pas devoir présenter de difficultés majeures, malgré le relief montagneux ; ce sera donc un excellent test pour les forces de Roatta. Bien que le défenseur de Malaga, le colonel Villalba, ne dispose pas de troupes solidement organisées, qu'il manque d'armes et spécialement d'artillerie, l'armée du Sud a soigneusement préparé son offensive. Le plan trop audacieux qui, visant Motril, aurait tenté d'encercler les défenseurs de Malaga, a été abandonné au profit d'une manœuvre convergente : les troupes espagnoles avancent le long de la côte, tandis que trois colonnes italiennes partant d'Antequera, où Roatta a installé son quartier-général, de Loja et d'Alhama, se dirigent de l'intérieur vers la ville. Le long de la côte, les croiseurs *Canarias* (d'où Queipo surveille les opérations) et *Baléares* appuient l'offensive. Les forces engagées par Roatta sont encore limitées : trois régiments italiens, deux régiments mixtes, deux compagnies de chars, appuyés par l'aviation basée à Séville.

L'offensive contre Malaga (février 37)

La bataille de Malaga peut être considérée comme une des premières opérations-éclair réalisées grâce aux moyens mécanisés dont disposent les assaillants. L'offensive a commencé le 3 février, mais il n'y a pas eu de véritable contact avant le 5, preuve de la faiblesse de la défense républicaine. Dans l'après-midi du 5, les blindés ont profondément pénétré le long de la route Antequera-Malaga. Malgré le mauvais temps qui retarde les opérations et empêche l'aviation d'intervenir dans les premières heures, la victoire est extrêmement rapide. Le 8 au matin, les premières troupes nationalistes font leur entrée dans Malaga ; le 10, Motril est occupé. Des milliers de prisonniers, des dizaines de milliers de réfugiés

encombrant les routes et facilitant l'avance des Italiens, la débandade générale de l'armée républicaine, voilà un résultat encourageant pour le C.T.V. L'occupation de Malaga est d'une importance considérable sur le plan politique parce qu'il s'agit d'une ville « rouge », mais c'est aussi une base de ravitaillement essentielle. Les Italiens vont pouvoir équiper plus facilement leurs divisions, qui sont maintenant toutes dirigées vers Madrid.

L'importance des forces italiennes rend à peu près impossible un camouflage de l'aide matérielle et humaine apportée alors à Franco. Aussi, depuis la prise de Malaga, Rome ne cherche-t-elle plus à cacher son intervention. L'accent est mis au contraire sur le fait que l'opération a été réalisée avec les « volontaires », que ce sont les chars d'assaut et l'infanterie italienne qui ont atteint et dépassé la ville. Même dans la prudente Angleterre, le *Manchester Guardian* n'hésite pas à qualifier la bataille de Malaga de victoire italienne.

Le 9 mars, l'attaque commence dans le secteur de Guadalajara. Aux quatre divisions entièrement italiennes, commandées par les généraux Rossi, Coppi, Nuvolari, Bergonzoli, sont venues s'ajouter les brigades mixtes des « Flèches », Flèches bleues et Flèches noires, dont les cadres sont fournis par des officiers italiens. Ces contingents espagnols sous commandement italien subsisteront jusqu'à la fin de la guerre et ne cesseront d'être en contact avec le C.T.V., au point que, dans les derniers mois, les Flèches seront incorporées au C.T.V.

Au début de la bataille de Guadalajara, l'offensive est menée, avec l'appui de la division espagnole Moscardo, par les divisions Coppi et Nuvolari, munies d'un matériel important comprenant notamment des tanks légers. Les deux autres divisions italiennes restent en réserve. Mais la manœuvre prend de l'ampleur, et c'est bientôt l'ensemble des forces du C.T.V. qui se trouve engagé, avec deux cents chars d'assaut. On en connaît le résultat. C'est l'échec, la débandade, dont il ne faut pas exagérer les conséquences militaires, mais qui porte un rude coup au moral des Italiens. Mussolini attendait beaucoup du C.T.V. « La déroute des forces internationales. écrivait-il à Mancini, sera un succès de grande portée politique aussi bien que militaire. » Le 2 mars, le Grand Conseil fasciste salue la proche victoire qui doit marquer « la fin de tous les desseins bolcheviks sur l'Occident ». Le 9 mars encore, les Italiens se moquent de leurs alliés espagnols : « Pourquoi tant de mois pour prendre une ville sans défense ? »

Mais la résistance acharnée de l'adversaire, sa propagande par tracts et haut-parleurs, atteignent vite le moral des légionnaires qui se croient partis pour une marche triomphale. Le 16, les officiers se voient rappeler leurs responsabilités : « Les troupes manquent d'élan », ont « tendance à surestimer l'adversaire. » Il convient de créer « un état d'exaltation » en leur montrant que leurs ennemis sont « les frères de ceux que les escouades fascistes ont rossés sur les routes d'Italie ». Mais, quelques jours plus tard, la situation s'est encore détériorée. Des « chemises noires » se blessent volontairement, d'autres désertent. « Même les troupes les meilleures et les plus braves ont des poltrons dans leurs rangs. » Il est trop tard pour arrêter la fuite. Le commandement Italien demande lui-même à Franco de relever le C.T.V.

Cette défaite, après les vantardises des dirigeants italiens, a provoqué les plaisanteries de leurs alliés ; les Allemands de Salamanque disent que, tout juifs et communistes qu'ils soient, les hommes de la 11^e brigade se battent comme des Allemands et savent rosser les Italiens. Les hommes de Moscardo les chansonnent :

*Guadalajara n'est pas l'Abyssinie.
Les Espagnols, même rouges, sont vaillants.
Moins de camions et plus de c ...*

Mais il y a plus grave que les chansons ou même les incidents qui peuvent éclater entre Espagnols et légionnaires - comme à Tanger, le 26 mars. Guadalajara a été une lourde défaite pour le fascisme. Les Italiens ont montré qu'ils ne sont pas prêts à mourir pour l'idéal mussolinien.

Le haut-commandement italien, déçu, accepte de limiter la puissance offensive du corps expéditionnaire. Les quatre divisions italiennes sont réduites à deux, la *Littorio* et la *23 mars* ; seules

les brigades des Flèches sont maintenues telles quelles. Les farces ainsi reconstituées offriront une plus grande capacité de résistance. Les inutiles et les incapables ne seront plus mis en ligne. A partir de cette date, l'Italie n'enverra plus de contingents importants, sinon pour remplacer les pertes subies. Celles-ci sont lourdes : plus de 1 500 tués et blessés à Guadalajara. Au cours des vingt premiers mois de la guerre, les Italiens ont eu en Espagne 11 552 hommes tués, blessés ou disparus³³⁴. Il y aura au total 6 000 morts.

Ces pertes s'ajoutent naturellement à l'amertume née des échecs. Les dirigeants et les généraux italiens, qui ont préconisé une intervention massive dans l'espoir de grands succès militaires et d'une victoire rapide, se demandent si leurs troupes doivent rester en Espagne. Ils rejettent à leur tour sur le commandement espagnol la responsabilité des erreurs commises. « Nos généraux sont inquiets, et ils ont raison », dit Ciano³³⁵. Mussolini lui-même manifeste son impatience. À plusieurs reprises à partir de décembre 37, il est question d'un retrait des volontaires. Mais il s'agit surtout de manifestations de mauvaise humeur. Les intérêts italiens dans cette affaire sont trop grands pour qu'il soit sérieusement question de les abandonner. En définitive, le C.T.V. restera jusqu'au bout « pour donner la preuve de la solidarité italienne »³³⁶.

Les dettes italiennes

Les Italiens participeront donc au triomphe de Franco. Mais ils l'auront lourdement payé, non seulement par les pertes en vies humaines, par l'abandon d'une grande partie du matériel lourd, mais aussi par les sommes considérables engagées dans l'opération. « Mancini m'a dit, rapporte Faupel dès le 18 janvier 37, que l'Italie avait engagé jusqu'ici 800 millions de liras dans l'affaire espagnole »³³⁷. Mussolini lui-même déclare, au cours d'un entretien avec Göring, que les dépenses à la fin de la même année 37 sont de quatre milliards et demi de liras³³⁸. Elles atteindront quatorze milliards à la fin de la guerre. Une partie des sommes ainsi dépensées sera remboursée par le gouvernement nationaliste, mais une partie seulement. Les Italiens songèrent alors à rechercher une compensation dans d'éventuels avantages économiques. Mais, là aussi, les résultats furent décevants. Au début de 1937, Mancini se plaignait de ce que l'Italie n'ait, « pour ainsi dire, retirer aucun profit de l'Espagne »³³⁹.

Les relations commerciales s'amélioreront plus tard. Ciano note avec satisfaction en novembre 37 l'arrivée de 100 000 tonnes de fer, dont le besoin se fait particulièrement sentir dans l'industrie de guerre italienne. D'autres compensations peuvent encore être envisagées : « Il y a aussi, selon Mussolini, un problème politique »³⁴⁰. Les Italiens veulent « que l'Espagne nationaliste, sauvée par des secours de toute nature italiens et allemands, demeure étroitement liée à leur système ». D'autre part l'aspect financier du problème est lié aussi à l'aspect politique. « C'est seulement si l'Espagne demeure dans notre système que nous pourrions être complètement indemnisés. » Ce système, c'est l'axe germano-italien. Mussolini envisage dès ce moment l'entrée de l'Espagne franquiste dans le pacte Anti-Komintern.

Mais, sur un plan pratique, les résultats des négociations politiques entre Rame et Burgos sont minces. L'espoir d'installer des bases stratégiques en Espagne est déçu. Le seul point important marqué par l'Italie est l'accord du 28 novembre 36, dont le but est officiellement de « développer et de renforcer » les rapports entre les deux pays. L'accord comprend en premier lieu un pacte méditerranéen : les deux

³³⁴ Dont 2 352 tués et 198 disparus.

³³⁵ *Journal* du comte Ciano.

³³⁶ Il sera engagé dans de nombreuses opérations, sur le front Nord, à Bilbao et Sautander, dans l'attaque de rupture au nord de Teruel et dans les combats de la boucle de l'Ebre. Cf. Extraits de la presse italienne de mars 38 cités par Jacquelin.

³³⁷ Archives de la Wilhelmstrasse.

³³⁸ Entrevue Mussolini-Göring, de novembre 37, rapportée par Ciano.

³³⁹ Archives de la Wilhelmstrasse.

³⁴⁰ Cité par Ciano.

puissances doivent pratiquer une politique commune et se prêter un mutuel appui en Méditerranée occidentale ; s'y ajoutent un pacte de non-agression, une promesse de neutralité bienveillante en cas de conflit, enfin une promesse d'entente économique, sanctionnée par l'application au pays cosignataire d'un tarif préférentiel. Il n'en est pas moins remarquable que le premier engagement auquel souscrive l'Italie, en signant le protocole, soit de donner à l'Espagne « son aide et son appui pour la conservation de l'indépendance et de l'intégrité du pays, tant de la métropole que des colonies ». C'est l'abandon pour l'Italie de tout espoir de recevoir, en échange de ses dépenses non remboursées, une compensation territoriale. « Nous donnons notre sang pour l'Espagne, cela ne suffit-il pas ? », demande Ciano en mars 38. À vrai dire, l'Italie a donné aussi beaucoup d'argent, en vain.

L'intervention allemande

En ce domaine du moins, la modération allemande contraste avec l'imprudence du gouvernement fasciste. Certes, l'Allemagne a moins d'intérêt immédiat en Méditerranée que l'Italie, et pour son gouvernement la victoire totale de Franco n'est pas absolument nécessaire. Il est sans doute exact que Berlin ne cherche en Espagne aucun avantage politique, car les Allemands ne se font aucune illusion à ce sujet : ils n'imaginent pas que le national-socialisme puisse jamais être introduit en Espagne, et la sympathie des dirigeants allemands envers Franco restera toujours extrêmement nuancée. Aussi considérerait-on à Berlin comme une solution satisfaisante un accord qui éliminerait l'extrême-gauche et éloignerait l'Espagne d'une alliance avec l'Occident. De même un des intérêts de la guerre est-il de « dévoiler » l'opposition naturelle qui existe entre l'Italie et la France.

De plus, les milieux militaires n'ont pas une confiance illimitée dans les capacités des généraux espagnols, y compris Franco. Sur ce point d'ailleurs, les états-majors italien et allemand sont absolument d'accord et ne se privent pas pour faire parvenir à Burgos des conseils généralement peu suivis. En tout cas, la Wehrmacht ne désire pas engager des forces trop importantes dans une aventure qu'elle considère sans issue.

Sans doute le gouvernement nazi est-il intéressé au succès final de Franco. Mais son aide en hommes sera toujours assez faible. Selon le général Sperrle, en novembre 36, 6 500 Allemands sont arrivés à Cadix. Mais cette arrivée massive est exceptionnelle. Les Allemands ne seront jamais beaucoup plus de 10 000 hommes. Ce sont souvent des spécialistes et des cadres. Certains officiers ou sous-officiers sont destinés à former les cadres espagnols, en particulier à assurer l'entraînement des phalangistes. La lettre écrite de Salamanque, le 10 décembre 36, par l'ambassadeur Faupel en témoigne : « Je demande de la façon la plus pressante le plus grand nombre possible d'officiers ou de sous-officiers parlant espagnol, réservistes. Je demande qu'on détache le commandant Von Issendorf de l'inspection de la cavalerie pour prendre la direction de la formation de la Phalange. Également envoyer le commandant en retraite Von Frantzius, de l'Institut ibéro-américain³⁴¹, comme chef d'une formation d'école d'infanterie, le commandant en retraite Siber pour qu'il prenne en mains la formation des unités de renseignements. » L'arrivée de ces cadres et sans doute de quelques renforts, dans le courant de janvier 37, explique les remerciements adressés par Franco à Rome et à Berlin.

Les officiers dont il est question ici serviront dans les unités espagnoles. Mais la plupart des techniciens allemands sont groupés dans une formation particulière, la « légion Condor ». Organisée à partir de novembre 36, lorsque la résistance républicaine se fait plus intense, elle est née de la présence, avant cette date, d'un groupe de techniciens, comprenant en particulier des spécialistes d'artillerie anti-aérienne, et des aviateurs. Berlin a accepté d'envoyer du personnel, mais posé des conditions impératives : les formations allemandes seront placées sous la direction d'un chef allemand, seul conseiller de Franco en ce qui les concerne. Un commandement allemand s'installe effectivement à l'hôtel Maria-Christina à Séville, sous la direction du colonel Warlimont. Ainsi se constitue cette force efficace dont l'essentiel est constitué par l'aviation : un groupe de bombardiers, un groupe de chasse,

³⁴¹ Faupel était lui-même, lorsqu'il fut choisi comme ambassadeur en Espagne, directeur de l'Institut Ibéro-américain de Berlin depuis 1934. Il est intéressant de noter le recrutement des agents allemands à partir d'organismes officiels.

une escadrille renforcée de reconnaissance. Trois régiments de D.C.A., plusieurs unités de transmission et quelques détachements de l'armée de terre et de la marine, quatre compagnies de tanks comprenant chacune douze chars et une compagnie de détecteurs, y sont adjoints. Le commandement est exercé par des aviateurs : Sperrle, puis Von Richthofen.

Le recrutement en est soigneusement organisé. Il existe à Berlin un état-major W ..., dont le chef est le général d'aviation Wilberg. Les hommes de la légion Condor ont été certainement désignés d'office, mais les avantages qui leur sont accordés, une forte solde et l'attrait de l'aventure ont souvent représenté pour eux un argument déterminant. L'aviateur Galland raconte comment il a été choisi pour l'Espagne, comme beaucoup de ses camarades qui disparaissaient brusquement pendant une période de six mois. Il est convoqué au bureau W ..., qui se charge d'organiser le départ des « volontaires » et fournit les vêtements civils, les papiers et l'argent nécessaire. Les aviateurs partent sous le paisible aspect de touristes envoyés en congés payés par l'organisation « Le Travail par la Joie ». Leur adresse postale reste Berlin. Désigné d'office, Galland n'en est pas moins satisfait de son sort et semble trouver fort intéressant de participer à la guerre espagnole. Arrivé en Espagne, de nouveau en tenue militaire dans un uniforme brun-olive, il est enfin incorporé dans la légion Condor. Avec son groupe de chasse, il se déplacera d'un front à l'autre au gré des combats, toujours là où le danger est le plus précis : les aviateurs allemands se sont eux-mêmes surnommés « les pompiers de Franco ». Le Caudillo a d'ailleurs reconnu la valeur de leur aide ; il la soulignera en particulier dans un discours adressé au dernier commandant de la légion Condor, Von Richthofen, à l'occasion de son défilé d'adieu. L'efficacité de cet appui, bien qu'il soit moins important que celui de l'Italie, s'explique notamment par l'organisation parfaite qui a présidé à cette entreprise et par la valeur du matériel allemand mis au service de l'armée nationaliste.

La guerre d'Espagne a en effet permis de vérifier l'efficacité de ce matériel. L'aide en armement fourni par l'Allemagne dépasse évidemment de beaucoup l'équipement de la légion Condor. En fait, une grande partie du matériel dont disposent les nationalistes est d'origine allemande. Franco a, à Berlin, un homme de confiance chargé de donner, avant même la reconnaissance du gouvernement nationaliste, tous les détails nécessaires sur les besoins en armes et en munitions de l'armée franquiste. Le matériel arrive d'abord par les ports de Galice ou du Sud contrôlés par les nationalistes ou bien par le Portugal, où sont signalés le 22 août 36 les vapeurs *Kamerun* et *Wigbert*. Après la proclamation de l'embargo sur les armes destinées à l'Espagne, il est même question de les faire passer par la Hollande. Mais ces détours sont bien compliqués alors que le gouvernement allemand a été averti de l'urgence des besoins nationalistes : « C'est la supériorité du matériel qui emportera la décision », écrit Voelckers dès septembre 36. Aussi les transports de munitions prendront-ils une voie plus directe. Si, d'après le général Sperrle, il n'y a encore en novembre 36 qu'une escadrille de bombardiers Junker 52 une de chasseurs Heinkel 51, une d'hydravions Heinkel et une batterie de canons de 88, anti-aérienne, par la suite viennent s'y ajouter des groupes d'aviation - quatre escadrilles de douze avions de bombardement, un groupe égal de chasse, douze appareils de reconnaissance -, des compagnies du génie, des batteries lourdes anti-aériennes, des trains de projecteurs ...

Cette force très utile sans doute dans les premiers mois de la guerre, devient insuffisante lorsque le matériel russe commence à son tour à arriver chez les républicains. Les premiers avions allemands sont lents et les combats de la guerre d'Espagne font apparaître leurs défauts en comparaison avec les appareils russes, ou même avec les Savoïa-Marchetti italiens. Cependant, peu de temps après l'arrivée de Galland en Espagne, au début de mai 37, de nouveaux appareils arrivent d'Allemagne. Les bombardiers sont les Heinkel 111 et les Dornier 17, les chasseurs, qui assureront à l'aviation franquiste une totale supériorité aérienne, sont les plus rapides et les plus maniables des avions utilisés pendant le conflit, les Messerschmitt 109, qui réapparaîtront au cours des campagnes de Pologne et de France.

La Hisma

Matériel et munitions allemands continuent à être expédiés vers l'Espagne pendant toute la durée de la guerre, sauf pendant la courte période de la crise tchécoslovaque de septembre-octobre 38. Une

véritable entreprise commerciale a été montée par les Allemands, qui ne négligent pas de donner à l'affaire espagnole une certaine rentabilité. Certes, c'est Hitler qui dirige personnellement les opérations et prend les décisions importantes, comme le fit Mussolini en Italie. Mais, une fois les ordres donnés, leur exécution est aux mains de l'organisation pour l'étranger, *l'Auslandsorganisation*. L'amiral Canaris, chef de *l'Abwehr*, c'est-à-dire des services de renseignement allemands, en assume la direction : mais c'est un membre de l'organisation, Johannes Bernhardt, homme d'affaires résidant au Maroc, qui joue en Espagne le principal rôle. Bernhardt a créé, pour faciliter l'aide de l'Allemagne à Franco, une compagnie de transports, la *Hispano-Marroqui de Transportes* (en abrégé, *Hisma Limited*), dont la première opération, le 2 août, est un transport de troupes marocaines en Espagne.

A la *Hisma* fonctionnant en Espagne correspond une compagnie d'exportation installée en Allemagne, avec le concours du général Göring³⁴², la *Rowak*. L'installation du tandem *Hisma-Rowak* permet d'éviter la multiplicité des transactions et les déplacements trop voyants des représentants de Franco et de Mola à Berlin. Désormais toute expédition de matériel passera par ces compagnies. La *Hisma* en particulier achemine le matériel de guerre déchargé à Lisbonne ou dans les ports nationalistes. Mais le trafic dépasse bientôt le cadre d'une simple expédition de matériel, et la firme ne cesse de se développer. En octobre 36, Von Jagwitz, l'homme de confiance de Göring, qui dirige la *Rowak* pour le compte de *l'Auslandsorganisation*, installe ses bureaux dans douze pièces de la *Columbus Haus*, à Berlin. Une flotte est désormais à la disposition de l'organisation.

La puissance de cette entreprise et l'autorité réelle dont dispose Bernhardt tant à Berlin que dans les milieux nationalistes ont permis en fait au représentant de la *Hisma* d'agir pour le mieux des intérêts allemands en Espagne. Un des soucis les plus constants du gouvernement de Berlin est en effet de faire reconnaître par Franco les dettes que Burgos devra payer. Dès octobre 37, Stohrer évalue les dépenses ou pertes en argent subies par l'Allemagne jusqu'alors, afin d'en présenter la note au gouvernement nationaliste : « Les dommages subis par les Allemands sont évalués à 90 millions de marks, plus un découvert pour fournitures à l'Espagne de 70 millions de marks. » Vers la fin de la guerre, le sous-secrétaire Weizsäcker fait de nouveau le compte des dépenses engagées : il ne s'agit plus ici de dommages subis par des particuliers, mais bien des frais d'entretien de la légion Condor jusqu'en novembre 38 ; d'une part les dépenses de personnel, 75 millions de reichsmarks, d'autre part les frais de matériel et d'équipement, beaucoup plus importants, puisqu'ils se montent à plus de 190 millions de reichsmarks ; il faut croire que cette évaluation est encore très au-dessous de la réalité, puisque une note de Sabath déclare que les dépenses totales se montent à 500 millions de reichsmarks³⁴³.

Ce que demande Berlin n'est pour le moment qu'une reconnaissance de dettes. Les Allemands entendent se faire payer, mais pas forcément en argent. L'Espagne nationaliste est d'ailleurs incapable en 1939 de rendre les sommes dues à l'Italie et à l'Allemagne. Tout ce qu'elle peut faire - et elle le fera à l'égard de Berlin -, c'est d'accepter le principe d'un remboursement par annuités. Il est remarquable à cet égard que l'Allemagne ait obtenu plus complète satisfaction que l'Italie.

En réalité, les prétentions de Berlin sont à la fois plus vagues et plus larges. Il s'agit de la « restauration du germanisme en Espagne ». Une note de Stohrer, du 14 avril 1939, fait le bilan de la pénétration allemande en Espagne : accord de police, accord culturel de janvier 39, qui assure aux deux parties contractantes des avantages considérables, création d'instituts culturels bénéficiant d'allègements fiscaux, d'écoles allemandes en Espagne qui pourront délivrer des diplômes au même titre que les écoles supérieures en Allemagne, coopération culturelle assurée par des échanges d'étudiants, de professeurs et d'assistants, communication d'émissions radiophoniques, de films, mais aussi assurance que certaines œuvres littéraires proscrites pour des raisons politiques dans chacun des pays le seront

³⁴² Göring s'occupera d'ailleurs personnellement de tout ce qui concerne la guerre d'Espagne, tant des négociations économiques que de l'appui aérien.

³⁴³ Il est vrai que la note du conseiller de légation Sabath ajoute à la somme due pour fournitures directes à l'année espagnole les « intérêts simples et composés ».

dans l'autre.

Il faut placer également dans ce bilan positif la promesse d'un traitement préférentiel accordé aux Allemands rentrant en Espagne pour reprendre leur travail, le traité d'amitié germano-espagnol sur lequel nous aurons l'occasion de revenir et l'adhésion de l'Espagne au pacte Anti-Komintern, qui est un succès commun pour l'Italie et l'Allemagne.

Économiquement, il n'y a, pendant la durée de la guerre, aucun traité qui régleme les échanges entre l'Espagne et l'Allemagne. Le seul accord existant expire fin 36 et n'est reconduit que pour une année.

Dans ces conditions, toutes les négociations qui auront lieu se feront à partir d'un seul texte, de portée et d'interprétation très générale : le protocole du 15 juillet 37. Celui-ci, signé par l'ambassadeur Faupel et le ministre Jordana, expose que « les deux gouvernements ont le réel désir de s'aider mutuellement dans la fourniture des matières premières, des produits d'alimentation et des objets manufacturés et semi-manufacturés présentant un intérêt particulier pour le pays importateur. De même, chacun des deux gouvernements tiendra compte le plus possible des intérêts de l'autre partie en matière d'exportation ». Tout cela reste très vague. L'Espagne pense surtout à équilibrer sa balance des paiements par l'exportation de produits agricoles vers l'Allemagne.

Les accords miniers germano-franquistes

Mais le problème auquel Berlin accorde le plus d'importance est celui des sociétés minières à capitaux germaniques en Espagne, qui doivent permettre d'envoyer en Allemagne des matières premières essentielles pour son industrie de guerre. Dès le début de la guerre civile, les Allemands se sont intéressés aux ressources minières, cuivre, wolfram, bronze, d'Espagne et du Maroc espagnol. En janvier 37, on signale que les mines de fer de Zeghenghen, près de Melilla, sont exploitées par un personnel allemand. L'occupation des mines de cuivre du Rio-Tinto, puis la conquête des Asturies font de l'utilisation du minerai espagnole principal souci des autorités allemandes en Espagne.

Le 20 janvier, Faupel écrit que promesse a été faite à la Compagnie Hisma qu'elle pourrait recevoir jusqu'à 60 % de la production des mines de cuivre du Rio-Tinto. Et, au début de l'année 38, Bernhardt, établissant un bilan des exportations minières vers l'Allemagne au cours de l'année passée, indique que plus de deux millions et demi de tonnes ont été expédiées, dont 1 600 000 tonnes de fer, venant en partie déjà de Bilbao³⁴⁴. Ces chiffres sont considérables ; cependant, pour être certain de les maintenir, Berlin n'a pas seulement besoin d'une promesse espagnole d'exportation, mais d'un contrôle de la production par les Allemands eux-mêmes. C'est dans ce but que Bernhardt est chargé de négocier, pour le compte de la Hisma, la création et le contrôle financier de sociétés d'exploitations minières.

Cependant, cette fois, la pénétration économique allemande se heurte à une résistance sérieuse. L'obstacle est un décret du 9 octobre 37, pris sous l'influence d'un groupe de techniciens et de financiers espagnols³⁴⁵. Ce décret annule les concessions minières consenties depuis le début de la guerre civile. Officiellement, le but est de dénoncer les concessions qui auraient pu être faites par les autorités de Valence. En réalité, l'Allemagne est directement visée : la loi n'autorise pas les étrangers à détenir une participation financière de plus de 30 % dans les sociétés minières. Peut-être faut-il rapprocher cette décision des efforts faits à la même époque par les pays anglo-saxons pour se rapprocher de l'Espagne nationaliste (l'Angleterre recevait avant la guerre la plus grande partie des minerais espagnols).

L'Allemagne fait alors appel aux sentiments d'amitié des nationalistes. Nous sommes engagés, dit Bernhardt dans son rapport, « dans une guerre économique » ; nous sommes « en droit d'attendre de

³⁴⁴ Pour le seul mois de décembre, les chargements de minerai de fer au départ de Bilbao se montent à 90 000 tonnes; les exportations en provenance du Maroc, au total, à 100 000 tonnes.

³⁴⁵ Dont Zabala, directeur des mines de Biscaye.

l'Espagne des fournitures immédiates »³⁴⁶. Le but à atteindre est la création d'une société privée Hisma-Montana, chargée d'acquérir tout ou partie des actions de sociétés minières, dont l'Allemagne contrôlera ainsi l'exploitation. « Nous devons, dit Bernhardt, mettre notre influence diplomatique, militaire et culturelle au service du seul but à atteindre, notre emprise économique. »

Dès le 12 octobre 37, les fonctionnaires de la Hisma protestent contre le décret sur les compagnies minières. C'est le début d'une série de démarches diplomatiques destinées à obtenir dans ces entreprises une participation au moins égale à 50 % ; c'est une première entrevue, le 20 octobre, entre Jordana et deux délégués de la Hisma, Pasch et Klingenberg ; les Espagnols repoussent « l'égalité de traitement réciproque », demandée par les Allemands. Un entretien a lieu le 3 novembre 37 entre Bernhardt et le secrétaire général Nicolas Franco : deux apaisements sont donnés : d'abord la promesse du gouvernement de Burgos que les demandes formulées par la Hisma seront examinées dès la formation d'un véritable gouvernement³⁴⁷ ; ensuite le conseil d'adresser dans l'immédiat une requête à la Junte de Burgos pour obtenir l'autorisation de poursuivre les travaux miniers en cours d'exécution ; cette requête sera d'ailleurs favorablement reçue.

Mais les relations germano-espagnoles sont entrées à ce moment dans une phase difficile. Il est impossible, même à l'ambassadeur Stöhrer, d'obtenir des promesses fermes du généralissime. Par ailleurs des difficultés sont créées à l'entrée des marchandises allemandes en Espagne³⁴⁸, des permis d'importation sont refusés. Göring, partisan de la manière forte, parle alors d'envoyer Jagwitz à Salamanque afin de « braquer le pistolet sur la poitrine de Franco »... En fait, ce que Berlin n'a pu obtenir dans l'immédiat la prolongation de la guerre et les besoins de Franco en matériel vont, lui permettre de l'acquérir à terme.

Les négociations sont menées désormais simultanément par Bernhardt, au nom de la Hisma-Rowak, et par le nouvel ambassadeur Von Stöhrer, préparé par son passé à un tel emploi, homme brillant, mais dans la tradition des diplomates conspirateurs³⁴⁹. La démarche commune qu'ils effectuent le 20 décembre auprès du généralissime prouve que « Hisma et représentation du Reich ne font qu'un »³⁵⁰. L'attitude de Franco au cours de cet entretien n'est pas très encourageante : « Je me suis étonné, dit-il, que la Hisma, que j'ai chargée de réglementer le commerce et les paiements, cherche également à acquérir et acquière secrètement des droits miniers. » Il admet néanmoins la formation d'une commission mixte qui étudie les cas particuliers. Enfin, une nouvelle législation sur les mines donne satisfaction aux Allemands en juin 38. La participation étrangère en capital dans les sociétés minières espagnoles est fixée à 40 % maximum, et l'éventualité d'une augmentation de ce pourcentage n'est pas écartée. « La loi, dit Bernhardt nous offre l'entière possibilité de participer à l'exploitation du sous-sol espagnol comme nous le désirions. »

Cependant le décret est rédigé de telle manière qu'il dépend du seul bon vouloir des Espagnols que les Allemands puissent obtenir dans les entreprises minières la majorité ou l'égalité qu'ils demandent. Bernhardt propose alors que 20 % de ce capital soient offerts à la souscription publique et rachetés par des prête-noms espagnols de la Hisma-Montana. Cette solution ne peut évidemment être appliquée que si le gouvernement consent à fermer les yeux. La menace de suspendre les livraisons d'armes et de munitions suffit pour faire plier les nationalistes, dont le ravitaillement en matériel dépend entièrement de Rome et de Berlin. Au mois de novembre 38, cinq sociétés anonymes recueillent les droits miniers de la Hisma-Montana³⁵¹. Suivant les termes de la loi, l'Allemagne a droit

³⁴⁶ Rapport Bernhardt sur le projet Montana, 4 novembre 37. Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

³⁴⁷ Il sera formé deux mois plus tard

³⁴⁸ Rapport de Stöhrer du 27 novembre.

³⁴⁹ Il a été pendant la première guerre mondiale premier secrétaire à l'ambassade de Madrid et en a été écarté parce qu'on le soupçonnait d'avoir participé à un complot contre le comte de Romanons.

³⁵⁰ Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

³⁵¹ Ce sont : la *Compañía de Explotaciones mineras Aralar*, de Tolosa; la *Compañía explotadora de Minas Montes de Galicia*,

à 40 % des actions ; en réalité, il est prévu une augmentation que la participation allemande qui, dans la société *Aralar* par exemple, pourra aller jusqu'à 35 % du capital.

En même temps, considérant que la loi minière ne s'applique qu'à l'Espagne continentale et non au Maroc, la Hisma-Montana achète des parts importantes dans les sociétés d'exploitation minière du Rif et le gouvernement nationaliste consent à garantir la fondation d'une compagnie appelée *Mauritania*, dont le siège social est à Tétouan et qui sera, elle, entièrement allemande. Les négociations économiques germano-espagnoles aboutissent encore à d'autres avantages substantiels qu'obtient la Hisma par l'intermédiaire « de diverses entreprises dont elle assume la direction »³⁵².

Un rôle particulier est confié à la *Nova*, qui non seulement doit se charger de la construction du réseau radiophonique espagnol, mais qui envisage de jouer un rôle important dans la reconstruction économique de l'Espagne après la guerre, armements aériens, équipement de l'armée, transports, tâches de défense économique, augmentation des exportations espagnoles vers l'Allemagne, investissements et fournitures de machines.

Tel est le bilan des progrès économiques réalisés. Berlin a beaucoup dépensé et fait un gros effort matériel ; mais, outre qu'une partie de ce matériel est récupérable, une autre partie était de toute façon trop vétuste pour être de quelque utilité à la Wehrmacht. Enfin, l'enseignement qu'on a pu tirer des combats, et le fait que des produits miniers essentiels pour le réarmement allemand arrivent et continueront à arriver pendant toute la durée de la guerre mondiale, compensent largement les frais engagés.

L'adhésion au pacte Anti-Komintern

Politiquement, les résultats sont moins satisfaisants. Deux accords pourtant ont été signés : le premier est le protocole du 20 mars 37, qui semble s'être largement inspiré de l'accord italo-espagnol ; on y retrouve en effet les consultations sur les problèmes d'intérêt politique commun, le principe de non-agression, l'idée d'une neutralité bienveillante en cas de guerre avec une tierce puissance. Mais il faudra attendre la fin de la guerre civile pour que soit signé un véritable traité d'amitié, valable pour cinq ans, à dater du 31 mars 1939, et rédigé dans des termes infiniment plus précis et plus sérieux que le protocole de 37. Il n'est cependant pas question d'un traité d'alliance inconditionnelle.

Le 27 mars 39, un protocole a été signé à Burgos par les ambassadeurs d'Italie, d'Allemagne et du Japon, ainsi que par Jordana, alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement nationaliste : l'Espagne franquiste adhère au pacte Antikomintern. Comme l'espérait Mussolini en 1937, elle entre dans le système d'alliance de l'Axe. Quels que soient les tiraillements et les difficultés qui ont pu surgir entre les alliés³⁵³, une dette financière et morale lie Franco à ses partenaires.

d'Orense; la *Sociedad anonima de Estudios y Explotaciones minera. Santa Tecla*, de Vigo ; la *Compana de Minas Sierra de Gredos S. A.*, de Salamanque ; la *Compana minera Montanas del Sur*, de Séville.

³⁵² Ainsi en est-il de la Société *Agro*, qui a acheté et exploite des fermes autour de Séville, et surtout la *Sofindus*, qui possède 90 % des actions d'une fabrique de liège, la *Corchos zum Hingste*, de la *Compañia general de Lanos*, de la *Sociedad exportadora de Pieles*, de la Société des transports Marion, qui assure à elle seule tous les transports de la *Sofindu*.

³⁵³ La rencontre qui doit avoir lieu entre le général Franco et Göring en mai 39 a notamment été l'occasion d'une série de difficultés entre l'Espagne et l'Allemagne et a provoqué le brusque rappel de Bernhardt.

16. L'aide russe et les Brigades Internationales

Pour les Russes comme pour les Italiens et les Allemands, l'Espagne a été un champ d'expérience. L'épreuve, ici, a été surtout matérielle. Ils ont pu obtenir de précieux renseignements sur la valeur de leurs armes par rapport à celles des puissances fascistes, des *Ratos* russes par rapport aux Messerschmitt par exemple. Ils ont tiré de sérieuses leçons de l'expérience de la guerre : utilisation massive de l'artillerie, nécessité de manœuvres en profondeur adaptées aux nouvelles techniques du combat, utilisation des partisans contre une armée organisée. Bon nombre de cadres militaires russes ont fait en Espagne un stage plein d'enseignements.

Il est nécessaire en contrepartie de souligner d'emblée que, sans l'apport du matériel russe, la résistance républicaine n'aurait pu se prolonger au-delà de l'année 36.

La Russie de Staline et la guerre d'Espagne

Cette aide indispensable n'a cependant jamais été suffisante. Les troupes républicaines n'ont cessé de manquer de matériel d'aviation, d'armes antiaériennes, et même d'armes légères, durant toute la durée du conflit. Partant de cette constatation, il est impossible de présenter comme un effort de solidarité sans réserve un secours qui a été longtemps suffisant pour permettre de poursuivre la lutte, mais qui, s'il avait été plus généreux, aurait sans doute permis de faire pencher définitivement la balance en faveur de la République espagnole. Cette constatation a même conduit des hommes politiques et notamment d'anciens communistes espagnols à prêter aux dirigeants russes un machiavélisme extraordinaire, supposant finalement à la politique de Staline une simplicité et une continuité³⁵⁴ qui sont constamment démenties par les faits au cours de cette période.

En réalité, sans envisager d'autres problèmes que ceux posés par le conflit espagnol, il est possible de relever trois attitudes successives dans la politique de l'U.R.S.S. au cours de cette période :

1. d'abord, une position de neutralité de fait, accompagnée d'ostensibles témoignages de sympathie et de solidarité,
2. à partir d'octobre 1936, un effort considérable d'aide militaire qui correspond à une prise de position vigoureuse en faveur de la République au Comité de non-intervention,
3. enfin, à partir de l'été 38, un ralentissement progressif de l'aide militaire qui aboutit à l'abandon total de la République.

La neutralité initiale

Pendant les premiers mois du conflit, l'U.R.S.S. refuse d'intervenir en faveur de la révolution espagnole. Le gouvernement de Staline n'a en effet aucune raison d'encourager ni d'aider les organisations révolutionnaires, C.N.T.-F.A.I. ou P.O.U.M., dont le rôle est à ce moment essentiel et qui n'ont pas pour son régime politique une particulière sympathie. En outre, il n'existe pas encore de relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et l'Espagne ; il est question de les établir, mais cinq ans de République n'ont pas suffi pour aboutir à un résultat aussi mince. Enfin, l'Espagne n'est, aux yeux de Staline, qu'un élément très secondaire dans une situation internationale inquiétante. La Russie ne veut être en flèche dans aucun conflit. Elle craint l'isolement, vit encore sur le souvenir des années d'après-guerre qui ont dressé contre le « bolchevisme » toutes les puissances européennes, les États-Unis, le Japon, sur l'échec de la révolution en Hongrie et en Allemagne. Avec Staline, renonçant à l'extension de la Révolution mondiale, elle s'efforce de bâtir le « socialisme dans un seul pays », et, en même temps, de se protéger par un système d'alliances extérieures. L'avènement d'Hitler est une menace directe. La conclusion du pacte franco-soviétique (pacte Laval-Staline) en 1934 est une riposte, un premier pas vers la sécurité. Cette alliance reste pourtant fragile et ne peut être considérée comme efficace qu'à la condition d'être étendue à la Grande-Bretagne, qui ne semble guère y être disposée. L'attitude

³⁵⁴ Ainsi, pour Jesus Hernandez, Staline aurait été capable de décider exactement la date de la chute du gouvernement de Largo Caballero et même, plus tard, celle de la défaite finale.

hésitante du gouvernement Léon Blum et finalement sa prise de position en faveur d'une prudente neutralité ne sont certainement pas faites pour encourager Staline à se jeter, en Espagne, dans une aventure hasardeuse. Aussi, lorsqu'est lancée la campagne de non-intervention, l'U.R.S.S. s'y associe-t-elle sans hésitation. Le 31 août est publié à Moscou, comme en Occident, le décret interdisant « l'exportation, la réexportation, et le transit en Espagne de toutes les sortes d'armes, de munitions, de matériel de guerre, d'avions et de navires de guerre ». En fait, ce décret ne sera respecté que pendant un mois au maximum. Au milieu d'octobre, le matériel russe, chargé sur des bateaux russes ou étrangers, commence déjà à arriver en Espagne.

Le tournant de l'automne 36

Il y a donc eu un premier tournant, dû à des facteurs divers, mais qui, en définitive, ont tous tendu à une modification dans le même sens de la politique russe. C'est d'abord l'émotion générale suscitée dans le monde, et plus particulièrement dans les milieux de gauche des pays occidentaux, par le pronunciamiento franquiste et la réaction populaire. Il semble impossible que le « pays du socialisme » se tienne à l'écart du mouvement général d'aide à l'Espagne, sous peine de perdre nombre de ses partisans de l'extérieur. On répètera avec insistance que les dirigeants des partis communistes occidentaux, Maurice Thorez notamment, se sont fait l'écho des inquiétudes des militants devant la défaite imminente du Front populaire espagnol, lequel, après l'échec des forces de gauche en Italie et en Allemagne, avait suscité chez eux de grandes espérances.

Mais surtout, malgré la modération dont a fait preuve le gouvernement de Moscou, le conflit espagnol a pris une trop grande extension pour qu'il puisse continuer à se tenir à l'écart. L'intervention des nazis et surtout des fascistes italiens est trop évidente : la victoire du général Franco apparaîtrait aux yeux de tous comme leur victoire, et par suite, comme un échec de la politique de l'U.R.S.S. Aussi bien l'intervention russe cherche-t-elle à cette époque à apparaître, aux yeux des gouvernements de Londres et de Paris, comme une action en faveur du *statu quo* européen, au service de la démocratie et de la paix³⁵⁵.

Il convient aussi, peut-être, d'indiquer une raison de politique intérieure : l'épopée espagnole détourne l'attention d'une partie de l'opinion militante en U.R.S.S. des purges qui sont en train de frapper les adversaires de Staline³⁵⁶ ; en outre, sous le couvert de l'aide à la République espagnole, il est possible de demander aux travailleurs russes un effort supplémentaire de production qui ne manquera pas de contribuer à la réalisation des objectifs fixés par le plan quinquennal de 1933.

Quoi qu'il en soit, la décision d'intervenir en Espagne a été annoncée début septembre, selon Krivitsky, lors d'une conférence de hauts fonctionnaires réunie à la Loubianka et à laquelle assiste Orlov, qui sera un des représentants officiels, mais tout-puissants, de la police de Staline en Espagne. Comme cette décision est contraire aux principes affirmés par l'U.R.S.S. et les autres puissances du Comité de non-intervention, elle doit rester la plus discrète possible ; des sociétés privées sont créées, dès le début de ce mois, qui se chargeront des achats et du transport des armes, à partir de la Russie, par Odessa, vers l'Espagne.

³⁵⁵ Significatif à cet égard est le discours prononcé au meeting du *Monumental*, le 30 octobre 36, par Marcel Rosenberg : « Je n'invite personne à participer à une croisade dirigée contre tel et tel régime, car il serait contraire à notre conception même de la démocratie de vouloir imposer aux autres par la force notre façon de penser. Il s'agit seulement de faire en sorte que les démocraties qui luttent pour la paix se concertent et s'unissent. » Voir également le discours de José Diaz aux Cortes le 1^{er} décembre 1936 (*Tres años de Lucha*, pp. 227 et sq) et son appel aux « gouvernements démocratiques » de France et d'Angleterre menacés par l'Allemagne et l'Italie qui préparent la guerre mondiale. C'est sur ce même terrain que se place la propagande des P.C. occidentaux : *l'Humanité*, dès la fin août 36, reprend le mot d'ordre : « Avec l'Espagne, pour la sécurité de la France. »

³⁵⁶ L'existence de la révolution espagnole, l'aide que lui apporte l'U.R.S.S., seront, en effet, pour bien des militants, d'impérieuses raisons d'accepter dans le silence les sanglantes épurations de Moscou. André Gide a raconté les pressions qui se sont exercées sur lui, au nom des miliciens espagnols, pour empêcher la publication de son *Retour de l'U.R.S.S.* Des « compagnons de route » comme André Malraux et Louis Fischer justifiaient à l'époque leur silence sur les Procès de Moscou par la nécessité de ne pas briser le front des défenseurs de l'Espagne.

L'aide matérielle

Les départs vont se succéder, d'octobre 1936 à février-mars 1937, à la cadence de trente à quarante bateaux, de tonnage variable, par mois. Les envois de vêtements et de ravitaillement, déjà importants avant octobre, augmentent avec l'extension considérable de l'activité du « Comité intérieur d'aide au peuple espagnol ». L'U.R.S.S. envoie de l'essence et des camions, ce que n'interdit pas du reste le pacte de non-intervention, mais surtout des armes et des avions. Plus de 50 % des avions utilisés par les républicains entre août 36 et avril 37 sont venus d'U.R.S.S. Selon un document du département d'État américain, au 25 mars 37, sur 460 appareils républicains, il y aurait 200 avions de chasse, 150 bombardiers et 70 avions de reconnaissance russes. Ce sont surtout des bombardiers Katiousha et des chasseurs 1.15 et 1.16, supérieurs aux premiers appareils allemands, mais bien inférieurs aux Messerschmidt. La quasi-totalité des tanks est également d'origine russe : les chars de 12 et 18 tonnes sont rapides et bien armés³⁵⁷. Ils ne seront cependant pas assez nombreux et la plupart du temps mal utilisés, quoiqu'ils constituent un matériel de valeur au moins égale à celui des adversaires, venu d'Allemagne et d'Italie. Les canons, dont la fourniture sera modeste, sont surtout des 76 de campagne et des canons lourds qui manquent à l'armée républicaine.

Du reste, tout le matériel venu de Russie n'est pas amené par des navires russes, et n'est pas forcément du matériel russe. Il n'est pas non plus toujours de première qualité : le président Aguirre parlera de fusils « datant de la guerre de Crimée » et Krivitsky, à propos d'achats faits en Pologne, en Tchécoslovaquie et même en Allemagne, de « matériel vieilli, mais utile ». Il n'y a là rien d'extraordinaire : le matériel français qui passe la frontière durant les premières semaines est aussi ancien et parfois en mauvais état. L'Espagne n'est pas seulement le terrain d'expérimentation des armes neuves, elle fournit aussi le moyen de liquider à bon prix le vieux matériel qui encombre les parcs militaires. Il ne faut pas oublier que ce trafic a un aspect commercial. Pas plus que l'Allemagne à Franco, l'U.R.S.S. ne donne ses armes à la République : dès les premières négociations, il a été prévu que l'or de la Banque d'Espagne financerait les fournitures.

L'envoi en Russie de la plus grande partie de l'or espagnol a soulevé plus tard de violentes controverses entre les dirigeants républicains. Elles peuvent aujourd'hui se ramener à une question unique : la responsabilité de l'opération repose-t-elle sur le seul Negrin, ministre des Finances à l'époque, ou l'a-t-il partagée avec d'autres, Largo Caballero, président du Conseil, Prieto, ministre de la Défense nationale ? Au moment de l'avance franquiste sur Madrid, un Conseil des ministres décide de mettre en lieu sûr l'or de la Banque d'Espagne. Un premier transfert a lieu, de Madrid à Carthagène. Le 25 octobre 1936, l'or - une quantité estimée à 510 079 529 grammes est expédié pour Odessa sous la surveillance de quatre fonctionnaires espagnols. Prieto a rejeté sur Negrin la responsabilité de cette expédition. Alvarez del Vayo réplique que la décision a été prise par Largo Caballero et Negrin et que Prieto a été tenu au courant. Il est certain, en tout cas, que le premier transfert sur Carthagène s'est fait avec l'approbation des ministres, et il est peu vraisemblable qu'une décision aussi importante que la sortie d'Espagne de son or ait pu être prise sans l'accord du président du Conseil³⁵⁸.

L'envoi de l'or en Russie se place au moment où l'aide russe est la plus importante. Il est très possible qu'une bonne partie ait effectivement servi à payer les achats d'armes à l'étranger. D'ailleurs, le trafic provoqué par la guerre d'Espagne n'est pas négligeable pour un commerce extérieur médiocre comme celui de la Russie soviétique : l'Espagne devient son deuxième client, et le chiffre d'affaire de ce commerce est multiplié par vingt par rapport à l'avant-guerre.

Évidemment, ce trafic est bien difficile à dissimuler : la longueur de la traversée, qui parcourt toute la Méditerranée, permet de repérer facilement les convois, et les sous-maîtres italiens contrôlent aisément leur passage en Méditerranée centrale. L'aide de la Russie sert de prétexte à l'Allemagne et

³⁵⁷ Nous avons suivi ici d'assez près le bilan dressé par Cattell (*op. cit.*).

³⁵⁸ La thèse du gouvernement russe est que l'or a été entièrement utilisé pour le ravitaillement et l'armement de l'Espagne. Après la mort de Negrin, et, paraît-il, sur ses instructions, sa famille a remis le reçu de cet or au gouvernement de Franco ...

à l'Italie pour contre-attaquer au Comité de non-intervention, et pour tenter d'opposer l'U.R.S.S. aux pays occidentaux. Elle permet aussi à l'Angleterre de maintenir une fiction de neutralité, en affirmant qu'elle tient ainsi une balance égale entre les deux belligérants. Staline craint de se retrouver seul dans les conversations diplomatiques, comme cela arrive trop souvent à ses représentants au Comité. D'autre part, après l'échec de Franco devant Madrid, l'espoir d'une rapide victoire des nationalistes a disparu. La prolongation de la guerre est peut-être favorable à la politique russe : elle voit dans le conflit espagnol un abcès de fixation qui détourne une partie des forces allemandes et italiennes.

Ceci explique à la fois la poursuite et la réduction de l'aide russe. D'ailleurs, la mise en vigueur des mesures de contrôle maritime par les puissances du Comité de Londres va gêner l'arrivée du matériel et entraîner une diminution sensible des expéditions, dès le printemps 1937. L'U.R.S.S., qui ne dispose pas sur mer de moyens importants et ne se soucie pas de les engager imprudemment, refuse de participer au contrôle, mais voit en revanche les côtes méditerranéennes de l'Espagne républicaine gardées par les navires de guerre allemands et italiens. Enfin, depuis décembre 1936, l'Italie a recours, pour transformer en véritable blocus les mesures de limitation du commerce des armes à destination de l'Espagne à une authentique piraterie maritime contre les navires russes ou susceptibles de transporter du matériel de guerre en provenance de Russie. Le premier torpillage entrepris dans ces conditions semble bien avoir été celui du *Komsomol*, bien qu'il soit difficile de savoir s'il faut en attribuer la responsabilité aux nationalistes espagnols équipés de sous-marins italiens ou à la marine italienne elle-même.

L'aide russe : les hommes

S'il est nécessaire de souligner la réduction de l'aide russe dès l'année 1937, il faut aussi rappeler que, toute mesurée qu'elle ait été, c'est elle qui a permis au gouvernement de Valence de poursuivre la résistance. À différentes reprises, même dans le courant de 1938, après la bataille d'Aragon notamment, le matériel russe a constitué le seul secours extérieur important. Ce fait, à lui seul, peut suffire à expliquer l'influence énorme prise par les conseillers russes sur l'évolution politique et militaire de l'Espagne loyaliste. C'est aussi ce qui a permis à ses adversaires d'accuser Negrin d'être un « agent » de la Russie : le président, en réalité, avait fait un choix politique et se justifiera par le refus de se brouiller avec le seul État qui apportât à l'époque un appui sérieux à l'Espagne.

On doit également tenir compte de l'action de la propagande franquiste qui a systématiquement « gonflé » l'aide soviétique. Même si on néglige certaines énormités, il n'est pas rare d'entendre parler, du côté nationaliste, de milliers d'hommes envoyés en Espagne. Ce qui est, au contraire, remarquable, c'est la faiblesse numérique des troupes russes en Espagne. Dès 1939, Brasillach et Bardèche estiment qu'ils n'ont jamais été plus de cinq cents. D'autres, comme Krivitsky ou Cattell, admettent des chiffres un peu supérieurs; les Russes, en tout cas, n'ont jamais été plus de mille, essentiellement des spécialistes, tankistes et aviateurs, conservant, comme les Allemands du côté nationaliste, leur commandement et leurs installations propres, tenus à l'écart de la population civile.

Reste, évidemment, le rôle des « techniciens russes » ; les diplomates d'abord, sincèrement attachés, semble-t-il, à la cause espagnole, mais qui ont presque tous été rappelés dans le courant de 1937 et qui ont disparu ensuite, exécutés ou emprisonnés. Disparu, Marcel Rosenberg, le premier ambassadeur de l'U.R.S.S. à Madrid, disparu Antonov-Ovseenko, consul à Barcelone, disparu

Stachevski³⁵⁹, l'attaché commercial qui négocia les livraisons d'armes, disparu aussi Michel Koltsov³⁶⁰, comme si personne ne devait survivre qui puisse témoigner de cette intervention politique, à moins que leur disparition n'ait semblé une préface nécessaire à l'abandon de l'Espagne. Avec les diplomates ou immédiatement après eux sont arrivés les conseillers militaires, nombreux et influents, mais peu connus et dont l'identité réelle n'est que rarement établie : les généraux Goriev, organisateur de la défense de Madrid et qui n'a suscité chez ceux qui l'ont approché que des témoignages de sympathie, Grigorévitch, Douglas, le chef des aviateurs, Pavlov, le chef des tankistes, Kolia le chef des marins. Parmi eux, sous des noms d'emprunt, quelques-uns des grands chefs militaires de la guerre de 1939-45. Un premier groupe est arrivé le 28 août, avec Rosenberg, un autre en septembre et un troisième en octobre. « Les généraux changent souvent, dit Koltsov à Regler, ils viennent apprendre leur métier, et comme les défaites instruisent plus vite que les victoires, ils ne restent pas longtemps. » Il apparaît en tout cas qu'en dehors du quartier-général où travaillait la mission centrale russe, tous les grands chefs républicains avaient au moins un conseiller technique russe dans leur état-major³⁶¹. Les uns et les autres ont été constamment surveillés par les représentants du N.K.V.D., la toute-puissante police politique, placée en Espagne sous l'autorité d'Orlov³⁶². Il faut lui rattacher aussi bon nombre de

³⁵⁹ Il est intéressant de noter que Marcel Rosenberg et Antonov-Ovseenko étaient tous deux d'anciens trotskystes. Antonov-Ovseenko, ancien collaborateur de Trotsky, ancien commissaire général de l'armée rouge, avait été l'un des dirigeants de l'Opposition de 1923. Le choix de ces personnalités a soulevé bien des discussions. Staline leur tendait-il un piège ? Cherchait-il à les compromettre tout en les surveillant étroitement ? (On disait à Barcelone qu'Antonov tremblait devant Geroe). Voulait-il mettre à l'épreuve un loyalisme dont il mettait en doute la sincérité ? Fusillé sur l'ordre de Staline, Antonov-Ovseenko a été l'un des premiers communistes réhabilités par Khrouchtchev.

Quant à Stachevski, Krivitsky en fait le véritable responsable de la politique russe en Espagne et affirme que c'est lui qui fit mettre en avant le nom de Negrin comme successeur de Largo Caballero. Alvarez del Vayo confirme les excellents rapports, de Stachevski avec Negrin, facilement explicables du fait que Negrin était en 36 ministres des Finances, et Stachevski attaché commercial.

³⁶⁰ Nous avons déjà indiqué, dans le chapitre X de la première partie le considérable rôle politique et probablement militaire joué en Espagne par Michel Koltsov dont aucun adversaire n'a contesté la brillante intelligence. Sa psychologie un peu compliquée de « stalinien lucide » peut se deviner à travers l'autobiographie de Regler, qui lui garde un fidèle attachement, Comme Rosenberg et Antonov -Ovseenko, Koltsov a disparu, liquidé sans jugement dans les grandes purges de 1938. La disparition de son nom de tous les ouvrages officiels a cependant été la seule preuve de sa condamnation par Staline. Lui aussi a été réhabilité par Khrouchtchev, et son *Journal d'Espagne* réédité : la version officielle de sa mort est aujourd'hui celle de l'« épuisement dû au surmenage ». La mort de Koltsov et de toute l'équipe qui l'accompagnait signifiait, on n'en peut douter, la liquidation de la « ligne antifasciste » si remarquablement exposée dans son livre.

³⁶¹ Le secret a été longtemps gardé sur l'identité des officiers russes comme sur les dates exactes de leur séjour. Krivitsky écrit que le véritable chef de la mission russe était le général Berzine, dont l'identité n'était connue que d'une demi-douzaine d'Espagnols, mais n'indique pas son « nom de guerre ». Pour 1937, Alvarez del Vayo nomme le général Grigorevitch, Louis Fischer, Barea et nombre d'anciens communistes espagnols insistent sur le rôle joué par le général Goriev. Colodny avait suggéré que Grigorevitch et Goriev pouvaient être les deux pseudonymes d'un même officier, de son vrai nom Berzine.

Une partie du mystère a été levée avec la publication de l'ouvrage collectif des anciens volontaires russes, *Pod znamenem Ispansko respubliki*. Le général Vladimir Goriev était tout simplement attaché militaire, et c'est bien de lui que nous ont parlé Hernandez, Castro, Fischer et Arturo Barea. Celui-ci l'a décrit « bel homme, grand et fort, avec des pommettes hautes, des yeux bleus glacés, une façade de calme et, derrière, une tension constante ». Il y a Ehrenbourg confirme ce qu'en disait Louis Fischer : Goriev, appelé à Moscou en 1937, va être fusillé.

Le général Ian Berzine fut bien le premier « responsable des conseillers militaires ». C'était l'ancien responsable des services de renseignement de l'armée. Rappelé, il a également été fusillé (et réhabilité depuis lors), Son successeur fut le général Stern - à ne pas confondre avec le général Kléber, de son vrai nom Manfred Stern - connu sous le nom de Grigorevitch.

Parmi les autres officiers russes, Fischer qui les fréquenta beaucoup cite le colonel Simonov, dit « Valois », conseiller des Brigades ; Nicolas Koutznetzov, dit « Kolia », chef de la mission navale, plus tard amiral et commissaire à la marine, et « Fritz », conseiller de Lister. Il affirme également que le futur maréchal Joukov a combattu à Madrid pendant l'hiver 36-37. Tous sont d'accord pour parler, avec d'ailleurs beaucoup moins de sympathie, du général Kulik, connu sous le nom de « Kupper », et conseiller de Pozas. El Campesino cite Malinovski, le « colonel Malino. », Rokossowski et Koniev. Le général von Thomma a déclaré à Liddell Hart avoir déjà combattu Koniev en Espagne : s'agit-il du tankiste au crâne rasé qui était l'adjoint de Goriev et qu'on retrouve sous les noms divers de Pavlov, Pablo et Konev ? *Questions d'Histoire* a confirmé la présence de Malinovski, y ajoutant Meretzkov et Rodimtsev, alors « capitaine Pablito ». Elle précise que le « camarade Douglas », chef des aviateurs, était en réalité le général Smoutchkievitch. Le président Aguirre a gardé un excellent souvenir du général Jansen, qui commandait les aviateurs russes du Nord. Pour les autres officiers généraux, les renseignements concordent : le « colonel Volter », futur maréchal Voronov, le général Meretzkov, dit « Petrovitch », le colonel Batov - futur général, dit « Fritz Pablo » sont les plus connus.

³⁶² Regler a été cependant frappé par l'atmosphère de la mission russe : « Plus rien de la suspicion moscovite, les bombardements fascistes faisaient oublier les coups de revolver dans la nuque et les arrestations du Guépéou ... La révolution engendrait la confiance... L'Espagne héroïque donnait à ces hommes des âmes de partisans » (*op. cit.* pp. 326-327). Il découvre avec stupeur qu'on arrose au champagne le départ d'un ingénieur dont tout le monde sait - Koltsov le lui dira - qu'il est rappelé pour être fusillé. Koltsov lui-même dit couramment : « Si un jour je dois être fusillé ... » (*ibid.*). Le réseau du N.K.V.D. en Espagne

militants communistes étrangers, venus d'U.R.S.S. avec l'appareil du Komintern, les Geroe et quelques autres, dont l'action sera plus policière que politique ou militaire³⁶³.

Les premiers volontaires internationaux

Aux militaires russes, il faut ajouter les communistes étrangers formés en Union soviétique, dont le rôle fut essentiel dans l'organisation et l'encadrement des brigades internationales - car il n'y a pratiquement pas eu de Russes dans les brigades, sinon, paradoxalement, des Russes blancs³⁶⁴.

En fait, l'intervention de troupes étrangères au profit de la République espagnole, l'aide sollicitée et amenée de l'extérieur n'a finalement été que le résultat de multiples concours individuels. Au contraire de ce qui s'est passé du côté nationaliste, où les dirigeants allemands et italiens ont préparé et organisé l'expédition de contingents armés, aucun gouvernement - sauf celui de l'U.R.S.S., nous avons vu dans quelle mesure - n'a pris à la lutte, du côté républicain, une part essentielle. C'est cependant avant tout sur l'initiative du Komintern que cette aide a pu être organisée.

Sans doute, pendant les premiers mois de guerre, à l'époque des milices révolutionnaires, un petit nombre d'étrangers étaient-ils venus spontanément combattre dans les rangs républicains : étrangers déjà installés en Espagne comme le socialiste italien De Rosa, ou venus pour une raison quelconque lors du soulèvement comme les participants des jeux Spartakistes de Barcelone, qui ont immédiatement apporté leur appui aux ouvriers catalans. Ainsi se forment les premiers groupes de volontaires étrangers auxquels s'ajoutent, venus de France, des militants de l'antifascisme, italiens, allemands, français ou belges. Ainsi la petite troupe formée sur le front Nord et qui participe à la défense d'Irun, les Allemands de la centurie *Thälmann*, les Italiens de la colonne Rosselli, les Français de la centurie *Commune de Paris*, les Italiens de la centurie *Gastone Sozzi* qui défendront Madrid sur la Sierra ou les étrangers qui s'engagèrent dans la colonne Durruti³⁶⁵.

Mais le premier exemple d'une organisation sérieuse est celui de l'aviation internationale mise sur pied par André Malraux. L'escadrille *España* rendra d'énormes services, au moins dans les premiers mois de la guerre à une époque où l'aviation de bombardement gouvernementale est totalement inexistante. Malgré le petit nombre d'appareils dont ils disposent - une vingtaine -, les Internationaux sont les seuls à agir avec quelque efficacité, en particulier dans le bombardement de la colonne nationaliste de Medellin, comme le soulignera son chef seule opération de grand style effectuée par les républicains dans la première partie de la guerre. De même, leur aviation de chasse - une quarantaine d'appareils - a relevé efficacement l'aviation républicaine qui ne dispose que de vieux Breguet. Pourtant ces escadrilles de fortune ne pourront lutter contre les avions allemands ou italiens, plus modernes et surtout plus rapides. C'est à Malaga que l'escadrille *España* effectuera sa dernière mission en essayant de protéger la retraite contre les mitrailleuses des chasseurs ennemis³⁶⁶.

fut, selon Krivitsky, mis en place par Sloutski. Selon Ettore Vanni, le premier responsable en fut Velaiev. Fischer a connu Velaiev et Orlov, tous deux attachés à l'ambassade.

³⁶³ L'intervention du N.K.V.D. en Espagne devait provoquer au sein même de ce corps une crise très grave, dont la rupture de Krivitsky n'est qu'une des manifestations. Avant lui, un des agents les plus importants en Europe occidentale, Ignace Reiss, communiste polonais connu dans le « service » sous le nom de Ludwig, avait rompu publiquement avec Staline pour se rallier à la IV^e internationale de Trotsky. C'est lui qui avait prévenu Trotsky, Victor Serge et leurs amis de la décision prise à Moscou d'exterminer en Espagne trotskystes et poumistes. Il sera assassiné au début de septembre 37, près de Lausanne, à la veille d'un rendez-vous en France avec Victor Serge et ses amis. L'enquête devait mettre en cause des communistes étrangers et des fonctionnaires de la mission commerciale russe à Paris, dont Lydia Grosowskaia, qui fut mise en liberté sous caution et en profita pour disparaître.

³⁶⁴ Tel cet ancien général de l'armée Wrangel, devenu palefrenier en exil, qui s'engage dans les brigades avec l'espoir de mériter son retour au pays, et sert sous les ordres de Walter, son adversaire pendant la guerre civile. Chef de section, il devait trouver la mort au feu.

³⁶⁵ Notons parmi ces volontaires la présence de Simone Weil dans la colonne Durruti. Sa carrière de milicienne devait d'ailleurs être, très tôt, interrompue par un grave accident.

³⁶⁶ André Malraux a remarquablement décrit dans *L'Espoir* les difficultés de sa tâche. Elles tiennent, d'abord, à la mauvaise qualité des appareils, « surplus » trop souvent endommagés, mais aussi aux hommes, parmi lesquels s'opposent « volontaires »,

Les Brigades Internationales

C'est au mois de novembre 36 qu'apparaîtront les premiers appareils russes capables de soutenir la comparaison avec ceux de l'adversaire. C'est aussi à partir de novembre que sont engagées sur le front espagnol les brigades internationales. Quelle que soit leur tendance politique, journalistes et écrivains n'ont pas manqué de souligner l'influence de l'entrée en ligne des bataillons internationaux sur le raidissement de la résistance républicaine. Ils ont constitué un corps d'élite engagé jusqu'à la fin 38 dans tous les combats d'importance. Le 7 novembre, ils sont à Madrid, le 13, ils prennent part aux combats du Cerro de los Angeles : en décembre, ils apparaissent à Teruel et à Lopera, sur le front de Cordoue. En février-mars 37, ils combattent sur le Jarama, à Malaga, à Guadalajara. On les retrouvera plus tard dans toutes les grandes offensives, à Brunete comme à Belchite, à Teruel, et enfin lors de la bataille de l'Èbre, où ils prennent part à la dernière offensive républicaine.

Le rôle déterminant qu'elles ont ainsi joué sur tous les théâtres d'opération a pu faire croire à l'existence d'une force numériquement très importante. On parle encore, aujourd'hui, en Espagne, de centaines de milliers de volontaires étrangers des brigades. Sans qu'il soit possible de fixer toujours des chiffres et de préciser les conditions de combat, une étude plus sérieuse fera apparaître des effectifs infiniment plus modestes,

Qui sont ces combattants ? D'où viennent-ils ? Comment ont-ils été préparés et jetés dans la bataille ? À l'origine, il n'y a eu, semble-t-il, que des engagements à titre individuel dans les milices républicaines. Puis les étrangers se sont peu à peu regroupés en unités organisées séparément. Ces combattants sont des antifascistes, surtout allemands et italiens, expulsés de leur pays par les régimes de Hitler et Mussolini, et qui choisissent cette occasion de reprendre leur lutte contre ces dictatures, mais aussi des Français, nombreux à cause de la proximité du pays, des facilités de franchissement de la frontière, du rapprochement naturel entre les deux pays où le Front populaire vient de triompher. En fait ces engagements individuels ne peuvent influencer sérieusement sur le rapport des forces militaires et ne font qu'apporter, le plus souvent, un élément hétérogène de plus à une armée déjà fort disparate.

Dès la fin de septembre l'aide à l'Espagne connaît un début d'organisation, en particulier pour le recrutement et l'acheminement des volontaires. Le noyau dirigeant se recrutera parmi les responsables du parti communiste français et les réfugiés politiques italiens. Le comité chargé du recrutement est dirigé, selon Longo, par Giulio Ceretti, dit Allard. C'est aussi un communiste, le futur maréchal Tito, Josip Broz, qui organise l'acheminement des volontaires venus d'Europe centrale³⁶⁷. Luigi Longo - « Gallo » - partage avec l'appareil du P.C.F. la responsabilité du passage des volontaires. Ils ont déjà été nombreux à suivre les filières organisées quand, le 22 octobre, les brigades naissent officiellement. Au début du mois, une délégation composée de trois communistes, l'Italien Longo, le Polonais Wisniewski et le Français Rebière, a été reçue par Azaña, puis par Largo Caballero³⁶⁸. Les trois hommes sont finalement envoyés à Martinez Barrio, qui est chargé de l'organisation des premières brigades de l'armée régulière. L'accord se réalise facilement, et c'est ainsi qu'en novembre 1936 apparaissent les premières brigades internationales.

Le recrutement des Brigades

Certes, le recrutement demeure individuel. Les engagés volontaires, venant de tous les pays, sont réunis en France d'où ils arrivent par petits groupes, par la frontière des Pyrénées. En fait, malgré la diversité des organisations qui se chargent de l'enrôlement - les engagements sont reçus dans des permanences installées aux sièges des organisations syndicales ou des partis de gauche -, c'est le parti communiste qui contrôle l'ensemble de l'opération. C'est lui qui se charge d'acheminer les volontaires

en grande majorité, et « mercenaires ».

³⁶⁷ Précisons, à ce propos, que, contrairement à ce qui a été souvent affirmé, même par des anciens des brigades, Tito n'a jamais combattu en Espagne.

³⁶⁸ Selon Luigi Longo, l'accueil de Largo Caballero aurait été plutôt froid.

jusqu'en Espagne. Aucun obstacle d'ailleurs au passage de la frontière, même si, officiellement, celui-ci est interdit³⁶⁹. Il y a, à Perpignan, une véritable caserne de volontaires internationaux, qui circulent librement dans la ville. Dans le seul mois de février 37, plus de trente-cinq camions franchissent la frontière sans rencontrer de difficultés. Le parti communiste français a d'ailleurs doublé les convois frontaliers par des bateaux qui, sous le couvert d'une compagnie maritime, « France-Navigation », assurent le transport des volontaires. Longo, parlant des premiers volontaires, déclare que 500 sont venus par Figueras et 500 de Marseille à Alicante sur le *Ciudad de Barcelona*. Des délégations des brigades sont installées dans toutes les grandes villes espagnoles et accueillent les nouveaux venus. Mais, si la question du transit est ainsi résolue, l'organisation de cette force originale que constitue une armée internationale de volontaires pose des problèmes particuliers.

Il est très difficile, on l'a vu, de déterminer avec précision l'importance numérique des brigades ; la plupart des documents ont disparu et même les anciens responsables ne peuvent se mettre d'accord sur les chiffres. Sans doute la tendance la plus commune est-elle de les exagérer : les pays fascistes ont systématiquement cherché à grossir le nombre des « volontaires rouges », et les partis et groupements nationaux antifascistes ont eux-mêmes eu tendance à présenter leur intervention comme plus importante qu'elle n'a été en réalité. Si l'on en croit Victor Alba, il y aurait eu, en juin 37, 25 000 Français, 5 000 Polonais, 5 000 Anglo-Américains, 3 000 Belges, 2 000 « Balkaniques ». 5 000 Germano-Italiens, soit, au total, 45 000 hommes au moins. Si l'on tient compte du va-et-vient continu, du fait que des volontaires, même en tout petit nombre, n'ont pas cessé d'arriver jusqu'en début 38, on ne devrait guère avancer un chiffre global inférieur à 50 000 hommes ; en fait, ce chiffre est probablement supérieur aux chiffres réels. Si l'on évalue l'effectif d'une brigade à 3 500 hommes, ce qui est un maximum, car les brigades ont rarement eu un effectif complet, on arrive au chiffre total de 30 000. Et sans doute n'a-t-il même pas été atteint. L'opinion de Malraux ; est que le nombre total des volontaires n'a pas dépassé 25 000 hommes. C'est aussi l'avis Très autorisé, de Vidal-Gayman, selon lequel il n'y a jamais eu plus de 15 000 hommes simultanément en action, dont une dizaine de milliers de combattants, et cela au moment où les brigades atteignaient leur effectif le plus important, au printemps et à l'été 37. Ce nombre a diminué par la suite : les pertes ont été lourdes - on peut les évaluer à 2 000 morts - et bien des volontaires, blessés, las ou découragés, sont repartis sans avoir été remplacés par autant de nouveaux venus.

Sur ce total de 25 000, les Français ont été incontestablement les plus nombreux, bien que leur valeur combative ait souvent été inférieure à celle des contingents allemands ou italiens, recrutés parmi des émigrés qui avaient déjà payé de l'exil la lutte pour leur cause dans leur pays d'origine. Au lendemain d'une crise économique qui a bouleversé l'Europe et dont les séquelles subsistent en dépit d'une reprise économique que stimulent les fabrications de guerre, il existe encore en France un *lumpen-proletariat* qui s'engagera en Espagne pour des motifs par toujours désintéressés. Cela explique certaines déclarations faites en France à la presse pro-nationaliste par des hommes partis sans être bien sûrs d'eux-mêmes et qui ont très vite été écoeurés par la dureté des combats. C'est également le chiffre des volontaires français qui a le plus varié, comme aussi les appréciations sur leur comportement. Les brigades 14 et 14 *bis* furent essentiellement françaises, mais d'autres éléments français se trouvaient dans la 11°, le bataillon *Commune de Paris*, dans la 12°, le bataillon franco-belge, et dans la 13°, le bataillon *Henri Vuillemin*. Encore une telle classification est-elle difficile, ces bataillons ayant été sans cesse remaniés, intégrés dans de nouvelles unités, selon les nécessités du moment ou les pertes subies. Le travail réalisé par l'Association des volontaires en Espagne républicaine pour essayer de retrouver les effectifs exacts des brigades fait apparaître environ un tiers de volontaires français, soit certainement moins de 10 000 hommes, souvent confondus avec les volontaires belges. On peut également adjoindre à ce groupe franco-belge celui des Polonais, en majorité recrutés dans les régions minières de France et de Belgique³⁷⁰. Grâce à leur apport, le nombre total des Polonais

³⁶⁹ Sans doute les journaux français font-ils régulièrement état d'arrestations à la frontière ; mais elles sont plutôt symboliques, semble-t-il.

³⁷⁰ Ces immigrés récents, se sentant étrangers dans leur pays d'adoption, n'avaient souvent retrouvé un cadre de vie que dans

ayant combattu en Espagne a sans doute dépassé 4 000 hommes.

Un autre contingent important de volontaires est fourni par les émigrés allemands et italiens. Ils jouent un rôle particulièrement important dans l'encadrement des brigades. Parmi eux, des cadres politiques, en grosse majorité communistes. Les Italiens et les Allemands ont envoyé presque tous leurs dirigeants : le socialiste Pietro Nenni, les communistes Luigi Longo (« Gallo ») et Di Vittorio (Nicoletti), le républicain Pacciardi, pour les Italiens, le socialiste autrichien Julius Deutsch, les communistes allemands Hans Beimler et Dahlem. Des autres pays, exception faite d'André Marty, peu de responsables « nationaux », mais de nombreux « cadres moyens », et, notamment pour les Français, des dirigeants des Jeunesses communistes.

Restent les volontaires venus des pays anglo-saxons, anglais, américains et canadiens du bataillon *Lincoln*, quelques centaines d'hommes de chaque nationalité ; ceux d'Europe centrale, Yougoslaves surtout, mais aussi Hongrois, Tchèques, Bulgares, Albanais même, venus par tous les moyens, et parfois à pied. D'autres sont venus de plus loin encore, d'Asie ou d'Afrique. Au total, 53 pays sont représentés dans les brigades³⁷¹.

Les cadres supérieurs, à l'image des troupes, sont de toutes nationalités, français et italiens sans doute, mais aussi allemands, hongrois ou polonais. Les officiers occupant les postes les plus importants sont, plus souvent qu'on ne s'y attendrait, originaires d'Europe centrale. Les communistes y sont la grande majorité, ce qui fait d'autant plus remarquer un Nenni ou un Pacciardi³⁷². Nombre d'entre eux ont fait la guerre de 14-18, certains ont été officiers de carrière, d'autres ont reçu à Moscou une formation militaire. Ils ont parfois reçu l'une et l'autre formation. Ainsi Hans Kahle, (le lieutenant-colonel Hans) ainsi Wilhelm Zaisser (le général Gomez) le hongrois Maté Zalka (le général Lukacs), le Polonais Karol Swierczewski (le général Walter) qui, tous combattants de 14-18, sont devenus militants communistes et ont parfois suivi les cours d'Académies militaires en U.R.S.S. Ainsi des anciens combattants aux responsabilités politiques plus réduites, le Français Dumont³⁷³, l'écrivain allemand Ludwig Renn, Regler, le Hongrois Gal, ancien compagnon de Béla Kun. Ainsi le plus mystérieux et le plus célèbre de tous les chefs des Internationaux, le général Kléber, que beaucoup de contemporains ont présenté comme le héros de la défense de Madrid³⁷⁴.

le syndicat ou le parti.

³⁷¹ Bien des « anciens » des brigades monteront par la suite dans l'appareil de leur parti, ou dans celui de l'État après la victoire du parti. Citons, parmi les dirigeants allemands actuels de la D.D.R., Heinrich Rau et le général Staimer, général de la police. « Richard » en Espagne. Parmi les Hongrois, Laszlo Rajk, qui fut ministre de l'Intérieur dans son pays avant d'être pendu à la suite d'un procès célèbre et qui avait été en Espagne lieutenant et commissaire politique sous le nom de Firtos, le général hongrois Szalvai qui était en Espagne le commandant Tchapaïev, et l'actuel président du Conseil de Hongrie, après la révolution de 56, Ferenc Muennich. Parmi les Polonais, le général Komar, qui, sous le nom de Vacek, commanda un bataillon et devait en 1956 Jouer un rôle décisif à la tête des troupes de sécurité, dans les événements qui allaient ramener Gomulka au pouvoir. Ce sont des anciens des brigades, avec Gosnjak, Rankovitch, Vlahovitch, qui constitueront l'encadrement militaire et politique des partisans yougoslaves. D'autres, Français, formeront le noyau des Francs-Tireurs et Partisans : Rebière, fusillé en 1942, Pierre Georges, lieutenant en Espagne et qui sera le colonel Fabien ; Tanguy, commissaire politique, qui sera le colonel Roi ; François Vittori, organisateur dans le Front National de l'insurrection de Corse en 1944. Citons également, pour la France, le futur secrétaire du parti communiste, exclu depuis lors, Auguste Lecœur, et le futur sénateur Jean Chaintron (Barthel).

³⁷² La destitution de Randolpho Pacciardi, « ce grand seigneur républicain » comme dit Regler, et son départ d'Espagne furent aux yeux de bien des combattants, la preuve de la mainmise, désormais déclarée, des communistes sur les brigades. C'est à partir du témoignage de ses propres miliciens et des accusations lancées par eux qu'Antonia Stern a pu affirmer que Hans Beimler était mort assassiné à l'instigation du N.K.V.D. Des documents rassemblés par elle, il ressort que Beimler était effectivement en contact avec des oppositionnels allemands, volontiers critique de la direction et très hostile aux « services spéciaux » : dans ces conditions, l'hypothèse de l'assassinat est loin d'être invraisemblable. Elle n'est pas cependant étayée par de véritables preuves.

³⁷³ Hans Kahle, ancien officier, militant communiste dès 1919 ; Zaisser, officier passé aux révolutionnaires russes en Ukraine à la tête de ses troupes ; tous deux avaient séjourné en Russie et occupé de hautes fonctions dans l'appareil militaire communiste clandestin en Allemagne. Zalka, ancien officier de 14-18, ancien compagnon de Bela Kun dans la révolution hongroise de 1919, avait servi en Chine comme conseiller militaire avec Gallen et Borodine. Jules Dumont, converti sur le tard au communisme, ancien capitaine, avait auparavant servi en Éthiopie contre les troupes du Duce.

³⁷⁴ L'homme qui a connu la gloire en Espagne sous le nom de général Kléber semble s'être appelé en réalité Manfred Stern. Selon Ypsilon, c'était un ancien officier autrichien, prisonnier en Russie pendant la grande guerre et converti au communisme, militant de l'appareil militaire clandestin en Allemagne, conseiller militaire en Chine en 27, puis commandant des troupes d'Extrême-Orient en 35 contre les Japonais. Cox lui attribue la même biographie, mais en fait un Autrichien naturalisé canadien,

La base d'Albacete

Le premier problème qui se pose aux organisateurs des brigades est de donner une certaine unité à ces forces hétérogènes pour les intégrer ensuite dans l'armée espagnole. Les volontaires doivent trouver, en arrivant en Espagne, des centres de rassemblement et d'instruction, qui permettront de les répartir selon leurs origines et leurs capacités. C'est d'abord à ce rôle que répond la création du centre d'Albacete.

La ville n'a pas été choisie au hasard : le 5^e régiment, en effet, y possède déjà une base. Longo, aidé de Vidali (commandant Carlos), a préparé les locaux qui doivent recevoir les premiers Internationaux. On y improvise un état-major qui devra avant tout se procurer, avec la collaboration des Espagnols, le matériel nécessaire au casernement et à la nourriture des hommes qui arrivent toujours plus nombreux. Tout n'est pas parfait les premiers jours et « on manque même d'eau pour se laver ». Peu à peu, pourtant, les problèmes les plus urgents sont résolus.

L'état-major d'Albacete, composé surtout de Français, agit en relations constantes avec les autorités militaires espagnoles : les Internationaux sont envoyés là où le danger est le plus pressant, sur demande et sur ordre du commandement espagnol. Bien sûr, on retrouve à Albacete la dualité de pouvoir, familière dans l'armée populaire, entre commandement militaire et commissariat. Les questions militaires sont du ressort des officiers français, notamment Vital Gayman, le « commandant Vidal », la direction politique est assurée par Di Vittorio, Longo et surtout André Marty. Ce dernier doit ce poste décisif de « meneur d'hommes » à sa carrière de militant et à sa réputation de vieux révolutionnaire. Mais celui qui avait été longtemps le « mutin de la mer Noire », prisonnier sans doute de sa propre légende, devient, pour beaucoup de ses détracteurs, « le boucher d'Albacete »³⁷⁵. Même si l'on refuse de croire à ses crimes, il faut bien admettre que ce « vieux grognon au tempérament belliqueux » n'était pas le chef idéal pour une troupe aussi composite. Gayman affirme pourtant qu'il n'est jamais sorti de ses attributions politiques, ne se mêlant ni des nominations d'officiers, ni de la conduite des opérations.

La base cessera rapidement de n'être qu'un centre d'accueil pour les « combattants de la liberté ». Elle devient d'une part centre de mobilisation pour les unités au front ou en voie de constitution, et d'autre part centre d'instruction et direction générale des services. Dans le voisinage s'installent des camps d'instruction, une école militaire pour officiers et commissaires politiques. Les services sont nombreux et divers, puisqu'on y trouve un atelier de réparation pour le matériel, et, plus tard, une fabrique de grenades. Il y aura même pendant un certain temps un parc à bestiaux rempli de bêtes abandonnées après le début de la guerre civile, et ramenées de l'Estrémadure où elles erraient depuis des mois. Plus essentiels cependant sont les services de la poste et des transports. La censure postale d'une correspondance rédigée en une quarantaine de langues pose des problèmes compliqués. Les moyens de transport, presque nuls au début, « trois motos et quelques vieilles voitures », sont améliorés : le parc automobile sera bien entretenu par des volontaires, anciens ouvriers de Renault et de Citroën.

Le service le plus important est celui de la Santé. Il y a, certes, les hôpitaux espagnols, mais ils sont concentrés à Madrid, ce qui cause de réelles difficultés du fait des bombardements de la capitale. L'isolement des blessés internationaux au milieu d'Espagnols que, bien souvent, ils ne comprennent

venu en Russie en 19 avec le corps expéditionnaire allié. Pacciardi écrit qu'il se dit canadien, mais semble être allemand. Selon Fischer, il aurait été liquidé au cours des purges de Moscou avant-guerre, alors que Colodny en fait le chef des troupes russes qui enfoncèrent la ligne Mannerheim au cours de la guerre russo-finlandaise de 1940. La confusion est évidente avec l'autre général, Stern, dit Grigorovitch.

³⁷⁵ Le volontaire belge Nick Gillain, dans son livre *Le Mercenaire*, l'accuse d'avoir présidé un Conseil de guerre qui condamne et fait exécuter sans raison - peut-être pour avoir pris contact avec les colonnes de la C.N.T. - un officier français, le commandant Delesalle. Pencheniati l'accuse d'avoir abattu de sa main à Cambrils quatre soldats qui protestaient parce qu'il les couvrait d'injures pour avoir lâché pied. Ernest Hemingway, dans *Pour qui sonne le glas*, a fait de lui, sous le transparent pseudonyme de Massart un portrait peu flatteur, celui d'une brute soupçonneuse, incapable et autoritaire. Fischer, qui travailla à Albacete sous ses ordres, est au moins aussi sévère. Quant à Regler, Il écrit : « Il dissimulait son incapacité bien pardonnable sous une incurable méfiance. » La vérité sera d'autant plus difficile à établir sur André Marty que les communistes, après son exclusion, s'étaient, à leur tour, joints à ce concert de blâmes.

pu, a de fâcheuses conséquences sur leur moral. On leur donne d'abord des salles spéciales dans les hôpitaux madrilènes. Puis on cherche à les rassembler. Dès octobre, six médecins, que dirigeront le docteur Rouquès, puis le docteur Neumann, organisent le service sanitaire des hôpitaux de campagne, des ambulances, des groupes mobiles d'évacuation. La doctoresse Struzelska organise l'hôpital international de Murcie, et quatre centres annexes dans la région. Des centres de repos et de convalescence sont créés. Ambulances et matériel sanitaire viennent de Paris. Les volontaires, pour financer ces réalisations, ont renoncé pour un temps aux deux tiers de leur solde³⁷⁶.

Organisation des brigades

Nous avons insisté ici seulement sur les problèmes propres aux brigades, leur organisation et les difficultés d'armement étant les mêmes que celles des autres troupes républicaines. Notons simplement qu'il y a eu, à côté des brigades d'infanterie, des groupes d'artillerie internationaux, les batteries *Gramsci*, *Anna Pauker*, et *Skoda*, la plus ancienne.

En ce qui concerne le commandement, il n'y a jamais eu, pas plus d'ailleurs que dans l'ensemble de l'armée républicaine, de distinction parfaitement nette entre le commissaire politique et le commandant d'unité. Le rôle du commissaire est, au début, celui d'un surveillant : il porte un uniforme particulier. L'importance de son rôle a varié selon sa personnalité. Fait remarquable, alors que le commissaire doit initialement se consacrer avant tout aux problèmes humains, particulièrement complexes dans les brigades, il finira par devenir le second du commandant, le déchargeant des questions matérielles, évacuation des blessés, service sanitaire et postal, problèmes de ravitaillement. Vers la fin de la guerre, commissariat politique et commandement finissent presque partout par se confondre, rétablissant ainsi l'unité de commandement des armées classiques, avec plus de netteté d'ailleurs que dans le reste de l'armée républicaine.

Les officiers expérimentés qui encadrent les brigades ont aussi largement contribué à la formation des soldats espagnols, dont nombreux seront finalement ceux qui serviront dans les unités internationales. C'est qu'elles se transforment progressivement, d'abord en s'organisant selon les nécessités du moment et le nombre croissant des volontaires, ensuite parce qu'au contraire les volontaires deviennent de moins en moins nombreux. Dès le début, pour les commodités de l'instruction et du commandement, l'état-major des brigades a cherché à grouper les combattants d'après leur pays d'origine. C'est ainsi que les bataillons *Thälmann* et *Edgar-André* seront formés d'Allemands et de quelques Autrichiens. Le bataillon *Garibaldi*, un des premiers groupes de combat, qui jouera à Guadalajara un rôle déterminant, est exclusivement composé d'Italiens. Il n'est cependant pas toujours possible de grouper ainsi les combattants, le nombre des ressortissants de certaines nationalités ne permettant pas de composer des unités homogènes. D'autre part les volontaires doivent être incorporés au fur et à mesure de leur arrivée et ne peuvent l'être que dans des unités à l'entraînement. Ainsi le bataillon *Gastone-Sozzi* comprendra des Italiens et des Polonais. Le 9^e bataillon de la 14^e brigade est connu sous le nom de « bataillon des neuf nationalités ». L'Italien Pencheniati nous a parlé du bataillon *Dimitrov*, dont le commandant est le Bulgare Grebenaroff et le commissaire politique l'Allemand Furman³⁷⁷. Les difficultés sont plus grandes encore pour les grandes unités, les brigades elles-mêmes étant parfois hâtivement formées pour aller sur le front dans les délais les plus brefs. Ainsi la 12^e comprend à sa formation un bataillon allemand, *Thülmann*, un italien, *Garibaldi* et le bataillon franco-belge. Ultérieurement, on tentera un regroupement, *Thälmann* et *Edgar-André* se retrouvant dans la 11^e et la 14^e étant presque exclusivement formée de bataillons français. Les lourdes pertes subies dans les premiers combats ont précipité le mouvement, en obligeant l'état-major d'Albacete à une refonte totale. Dès novembre 36, *Commune de Paris* a perdu l'effectif de deux sections. A Teruel, du 28 au 31 décembre 37, la 12^e brigade a perdu la moitié de ses nombres. Des unités disparaissent ainsi : le bataillon *Louise-Michel* est fondu dans *Henri-Vuillemin* après les premiers engagements. En

³⁷⁶ L'essentiel de ces renseignements est tiré du livre de Longo.

³⁷⁷ Pour se comprendre, ils sont obligés de parler russe.

tenant compte de ces remaniements, et en s'appuyant sur le tableau des unités internationales établi par l'A.V.E.R.³⁷⁸, on peut dégager la présence permanente de cinq brigades en 36-37 : la 11°, dont le commandant est Kléber et le commissaire Beimler, la 12°, dont le commandant est Lukacsz et le commissaire Longo-Gallo, la 13° commandée par Zaisser-Gomez, la 14°, par Walter et la 15°, par Gal. Certains des éléments internationaux se fondront directement dans l'armée espagnole, tandis que des recrues espagnoles seront incorporées dans les brigades : selon Longo, cet amalgame s'est révélé nécessaire dès mars 37.

Ainsi apparaît le double rôle des brigades dans l'armée républicaine. Par leur valeur et leur enthousiasme, elles ont constitué une troupe d'élite prête à être engagée dans les combats les plus difficiles. Par leur capacité de résistance et leur combativité, elles ont constitué un exemple, et, à certains égards, une école. Leur petit nombre, pourtant, ne permettra de les engager que sur des fronts restreints. Leurs efforts seront vains, surtout après l'écroulement du Nord. En outre, le grand élan international de 1936-37 pour la défense de la République espagnole ne se renouvellera pas : à partir de 1937, les partis communistes renoncent à la mobilisation au nom de l' « antifascisme ». Reste que les brigades ont existé, que leur rôle a été déterminant dans plusieurs batailles décisives. C'est, entre autres, pour cette raison qu'un homme comme Gustav Regler, après sa rupture avec le parti communiste et l'écroulement des illusions sur lesquelles il avait bâti sa vie de proscrit, peut, encore aujourd'hui, exalter sans réserve le souvenir de la fraternité enthousiaste des Internationaux.

³⁷⁸ Anciens volontaires en Espagne républicaine.

17. La conquête du Nord

Depuis la chute de Saint-Sébastien et d'Irun, qui a privé le front nord de toute possibilité de ravitaillement par la frontière française, aucune tentative de réelle importance n'a été entreprise contre le Pays basque. Les forces de Mola les plus solidement organisées ont été dirigées sur Madrid. Ni du côté républicain, ni du côté nationaliste, il n'y a, pendant de longs mois, de troupes nombreuses et bien armées. Le nombre des combattants ne permet pas de tenir un front continu de la Biscaye à la Galice. La bataille se rallume épisodiquement dans l'un, puis dans l'autre secteur ; leur conquête successive marquera, au cours de l'année, les étapes de l'offensive nationaliste : la Biscaye, Santander, les Asturies.

Le front nord

Dès le premier regard, il apparaît qu'on se trouve en face de deux zones de résistance solide, mais dont les régimes politiques sont diamétralement opposés, le Pays basque, conservateur et catholique, mais que ses aspirations nationales ont rallié au parti de la République, et les Asturies ouvrières, bastion de la révolution en octobre 34 comme en juillet 36. Au centre, par contraste, une zone de faiblesse, la région de Santander, où le Comité de guerre se trouve devant un problème insoluble, la défense de la partie la plus vaste du front avec des troupes particulièrement peu nombreuses et mal armées ; la fragilité de ce secteur est encore accrue par les dissensions entre socialistes et anarchistes.

Le fait que les combats décisifs se soient déroulés autour de Bilbao, l'influence de la résistance basque et ses répercussions à l'étranger, cachent un peu trop la coexistence de ces trois centres. Il faudra pourtant attendre le milieu de l'année 37 pour que soit unifié le commandement militaire, preuve suffisante qu'il n'y a pas de véritable entente, même dans ce domaine. Les officiers envoyés par Caballero, le capitaine Ciutat aux Asturies, le général Llano de Encomienda au Pays basque, se sont employés depuis des mois, avec l'aide des techniciens russes, à réaliser l'unité sans y parvenir. Sous des étiquettes semblables d'unités « militarisées », les troupes restent différentes : « milices basques », unités en uniforme, encadrées par des aumôniers, ignorant le « mono » et les commissaires politiques, « milices asturiennes », où partis et syndicats exercent leur contrôle³⁷⁹.

Non seulement il n'y a pas de commandement militaire unifié pour les trois zones, mais il y a opposition et méfiance d'une région à l'autre : hostilité des révolutionnaires asturiens vis-à-vis des Basques « conservateurs », réticences basques à l'égard de « l'anarchisme » de Santander et de Gijón,

Dès le mois d'août 36, les difficultés ont commencé. Dans les Asturies, c'est la chasse aux prêtres et aux religieuses. Les églises sont détruites ou fermées, le culte interdit. Au Pays basque, au contraire, l'Église a conservé toutes ses libertés et continue d'exercer une profonde influence aussi bien dans le peuple qu'au sein du gouvernement, où siègent plusieurs ministres catholiques. Le serment prononcé par Aguirre souligne que le président se comportera « en croyant, en magistrat du peuple et en Basque ». Des prêtres et des fidèles, persécutés aux Asturies, cherchent refuge au Pays basque, où les militants de la C.N.T. protestent violemment contre le décret qui fait du Vendredi saint un jour férié. Aux Asturies, mines et usines sont contrôlées, de nombreuses entreprises, même dans le petit commerce, sont collectivisées. Au Pays basque, la propriété n'a subi aucune atteinte. Tandis que les « Comités-gouvernement » dirigent la révolution aux Asturies, les « juntas de défense » d'Euzkadi s'emploient à faire rétablir partout la « normalidad ». Il reste peu de gardes civils aux Asturies, sauf à Gijón, alors qu'ils sont nombreux à Santander et au Pays basque. Quand les pouvoirs régionaux ont été intégrés à l'État républicain, le Conseil des Asturies comprend toujours des anarchistes ; il n'y en aura jamais dans le gouvernement basque³⁸⁰. Le gouvernement Aguirre a combattu la révolution. Alors

³⁷⁹ Le département de la Défense des Asturies est dirigé par le communiste Ambou, l'état-major par Ciutat. Gouzalez Peña (socialiste), Juan José Manso (communiste) et Gonzalez Mallada (C.N. T.) sont commissaires.

³⁸⁰ Le gouvernement basque comprend quatre nationalistes, trois socialistes, deux républicains, un communiste ; le Conseil des Asturies, quatre anarchistes (deux C.N.T., un F.A.I., un J.L.) quatre républicains, deux socialistes, deux communistes, deux J.S.U.

qu'aux Asturies « l'épuration » a été sévère, le gouvernement d'Euzkadi s'est donné comme objectif d'assurer « la sécurité des individus et de leurs biens ». Il a désarmé l'arrière, interdisant le port des armes à quiconque n'appartient ni à l'armée, ni à la police, et il s'est fait donner le droit de recruter autant de forces de police que « la situation l'exige ».

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, la collaboration se soit révélée difficile entre les deux territoires de ce qu'on peut appeler la « confédération espagnole »³⁸¹. Aucune coordination n'étant réalisée dans le domaine militaire, alors que l'infériorité des forces républicaines n'est pas encore flagrante, la dispersion des efforts condamne toute initiative. Les Basques reprochent aux Asturiens de n'avoir pas, en octobre, épaulé l'opération sur Alasua, destinée à soulager Madrid. Les Asturiens rétorquent qu'avec des munitions et un peu de matériel lourd, ils auraient pris Oviedo en octobre, avant que la colonne Solchaga ne vienne la délivrer. Certes des bataillons basques participent en février à la grande attaque des Asturiens contre Oviedo³⁸², mais la tranquillité du reste du front Nord permet aux nationalistes de contenir victorieusement cet assaut.

La collaboration ne se réalise pas non plus sur le plan économique. Le Nord, est pourtant la seule région industrielle où la reconversion des usines permettrait la création d'une industrie de guerre puissante. Mais les Asturiens ont le charbon et les Basques le fer : des mois précieux se passeront en pourparlers et en récriminations.

Sans doute le gouvernement central s'emploie-t-il à apaiser les différends. À plusieurs reprises on suggère à Aguirre d'accepter dans son ministère des représentants de la C.N.T. Et les responsables de la C.N.T. demandent à leurs camarades d'Euzkadi d'éviter les « maladroites ». Mais le Nord ne reçoit aucune aide matérielle, ce qui prive de toute efficacité les conseils de Madrid et de Valence. Caballero évoque dans ses Mémoires les télégrammes angoissés d'Aguirre, réclamant une aide aérienne, parle du « désespoir » du président basque. Les Asturiens déclarent aussi qu'ils ont été battus faute de matériel de guerre. Le seul appoint appréciable sera l'arrivée d'armes russes : 15 chasseurs, 5 canons, 15 chars, 200 mitrailleuses et 15 000 fusils « datant de la guerre de Crimée »³⁸³, ce qui est peu pour 35 000 soldats et se révèle ridiculement insuffisant lors de l'offensive de 1937.

Devant le danger immédiat, les positions des Basques et des Asturiens sont radicalement différentes. Les miliciens des Asturies, comme tous les autres, se battent mal en rase compagne. Mais ils savent s'accrocher dans les combats de rue à toutes les maisons des villes et des villages. La lutte engagée est pour eux une question de vie ou de mort et la dynamite est leur suprême argument³⁸⁴. Ils n'ont pas peur de la destruction et ne veulent laisser que des ruines entre les mains des nationalistes. Pour eux, la terreur est le seul moyen de tenir l'arrière. Ils n'hésiteront jamais à abattre sur place quiconque parle de se rendre. Aux bombardements, ils sont prêts à répondre par l'exécution en masse des « otages », sympathisants des rebelles ou simplement suspects.

Les Basques ont, dans les mêmes circonstances, des réactions bien différentes. Respectueux des croyances religieuses et des opinions politiques, soucieux de se conduire en « bons catholiques », ils préfèrent relâcher un coupable qu'exécuter un innocent, conservent à des postes-clés des éléments

³⁸¹ Cf. Carlos Rama.

³⁸² Le 1^{er} mars, l'organisateur des milices basques, Candido Saseta Echevarria, est tué devant Oviedo. Lizarra, commentant sa mort ne dissimule pas le peu d'enthousiasme des Basques à se battre chez les Asturiens.

³⁸³ Selon Aguirre. Le président basque souligne cependant la valeur des pilotes russes et de leur chef, le général Jansen. Le dirigeant nationaliste basque Monzon a en outre réussi à acheter la Hambourg, en octobre, 5 000 fusils tchèques et 5 millions de cartouches. Nous ne disposons d'aucun élément chiffré pour l'armement des Asturiens, qui furent très probablement plus démunis encore que les Basques et pour qui le siège d'Oviedo fut une longue saignée. Ils ont reçu notamment des armes tchèques, fusils surtout, livrées par le Mexique, et le 19 octobre, un chargement de vieux fusils français apportés par le vapeur Reina.

³⁸⁴ Cf. lettre d'un milicien asturien citée dans *la Dépêche de Toulouse* (4 oct. 87) : « Qu'importe mourir s'ils ne passent pas, et s'ils passent, alors, qu'importe mourir ».

suspects ou simplement tièdes³⁸⁵, se préoccupent autant de préserver la vie des « otages » pris par leurs voisins que de tenir le front³⁸⁶. Surtout l'enjeu de la guerre n'est pas le même pour eux ; alliés momentanés du Front populaire, les dirigeants du parti nationaliste basque, leurs bailleurs de fonds et leurs troupes ne partagent ni l'idéologie, ni l'optique des autres combattants « antifascistes ». Ils se battent pour le Pays basque tel qu'il est, et pour ses libertés, se refusant à tout laisser détruire en un vain combat. La bourgeoisie basque sait que tout avenir ne lui est pas fermé en cas de victoire franquiste, qu'on aura besoin de ses services, quand les usines et les mines qui auront échappé à la destruction fonctionneront de nouveau. Elle compte sur ses associés britanniques pour la protéger. Enfin la solidarité catholique lui fait espérer, sinon un compromis, du moins des ménagements de la part des rebelles, l'espoir de sauvegarder une partie au moins de ses intérêts.

La lutte sur « deux fronts » a sa propre logique. Le désir de ne pas céder à la révolution, de ne pas livrer aux atrocités de la guerre de rues et aux représailles inévitables les populations des villes, les monuments et les installations industrielles, entraînera une partie des Basques à s'opposer, quand il le faut par la force, aux partisans de la résistance à outrance et de la destruction. Dans cette tâche, ils seront parfois débordés par les phalangistes cachés ou les opportunistes, qui y voient un moyen de précipiter la déroute républicaine.

La campagne pour Bilbao

La seule considération d'une victoire facile aurait suffi à déterminer le général Franco à se tourner vers le Nord, après ses échecs successifs devant Madrid. Mais d'autres éléments ont certainement joué : d'abord la bataille de Madrid a prouvé qu'il convient de se préparer à une guerre longue. Il existe maintenant une armée républicaine.

Franco, qui n'a pas eu les moyens de l'emporter en occupant la capitale, ne peut espérer vaincre par une offensive généralisée. Ses réserves sont trop faibles, et les pertes subies dans les combats récents ont écarté pour le moment l'idée d'une bataille d'usure. La tactique utilisée jusqu'à la fin des hostilités consistera à attaquer et à réduire région par région l'Espagne républicaine, ce qui permet, de concentrer un matériel important sur un front restreint. L'isolement du Nord en fait naturellement le secteur rêvé pour une pareille entreprise. De plus, la chute du Nord a une valeur économique, qui peut être décisive pour la suite de la guerre : la plus grande partie de l'industrie métallurgique espagnole s'y trouve. Enfin sa possession est importante pour de futures négociations internationales. L'Allemagne, qui a besoin du minerai de fer cantabrique, ne peut qu'appuyer une pareille opération. L'Angleterre, qui utilise ce même minerai, ne peut ignorer l'autorité établie dans la région, qu'elle soit républicaine ou franquiste.

Le général Mola est chargé de l'opération la plus importante et la plus facilement réalisable, la conquête de la Biscaye. Ses troupes ont connu une période de calme et de réorganisation pendant le début de l'année 37. Ce sont les quatre brigades de Navarre³⁸⁷ qui se trouvent constamment en première ligne pendant l'offensive nationaliste, et représentent une force numérique égale, sinon supérieure, aux troupes basques - renforcées par quelques brigades venues des Asturies et de Santander - concentrées dans les Sierras pour protéger les passages permettant de déboucher sur Bilbao. Derrière les Navarrais du général Solchaga, les Italiens des Flèches Noires et de la nouvelle division 23 mars, constituée après Guadalajara, ont été placés en réserve. Par la suite, Mola renforce ses troupes avec des effectifs composés de Marocains et de contingents du *Tercio*. L'opération commence, comme prévu, le 31 mars, après que Mola ait lancé un dernier ultimatum aux Basques ; tout de suite se manifeste la méthode de combat qui va être constamment utilisée par les nationalistes au cours de cette campagne : exploitation d'une supériorité matérielle écrasante, bombardements

³⁸⁵ Cf. l'épisode cité par Steer du colonel Annex, chef de la censure militaire, qui déclare au moment où l'ennemi approche de Bilbao : « Quels sens ça a de nous faire tuer ? » et conserve ses fonctions en position dans les rangs adverses.

³⁸⁶ D'après le *Times*.

³⁸⁷ Cf. Aznar : 1^o brigade, colonel Garcia Valino ; 2^o, colonel Cayuela ; 3^o, colonel Latorre ; 4^o, colonel Alonso Vega.

intenses d'artillerie, suivis de l'intervention de l'aviation³⁸⁸. Son efficacité apparaît immédiatement aux résultats obtenus dans les cinq premiers jours de l'offensive, malgré les contre-attaques fréquentes et courageuses des Basques ; cependant, l'occupation des cols n'a pas amené les franquistes au contact de la « Ceinture de Fer », la ligne de défense de Bilbao. Aznar invoque le mauvais temps, qui a certainement ralenti les opérations, en interdisant à un moment décisif les sorties aériennes. Mais l'armée basque, en dépit des pertes subies et des faiblesses matérielles, est encore capable de réactions dangereuses. Ainsi s'expliquent les durs combats autour du mont Sabigan, pris et repris à plusieurs reprises entre le 11 et le 15 avril. Il aurait alors fallu une diversion venue de l'extérieur, qui obligerait Franco à détourner une partie de ses troupes et de son aviation vers un autre secteur. Mais les tentatives dans ce sens seront, on le verra, tardives et menées avec des moyens trop faibles.

La première partie de la campagne de Biscaye s'est achevée fin avril avec l'occupation de Durango, d'Eibar et de Guernica. Les brigades de Navarre sont enfin au contact des hauteurs qui protègent et dominent la Ceinture de Fer. Ces dernières opérations ont été marquées par une utilisation massive de l'aviation qui écrase et terrorise non seulement les lignes de défense, mais aussi villes et villages. L'épisode le plus célèbre à cet égard est, le 26 avril, la destruction de Guernica par l'aviation allemande ; ce bombardement eut une énorme répercussion à l'étranger. Aujourd'hui, après Rotterdam et Coventry, après la destruction de Varsovie et la bombe d'Hiroshima, on est presque étonné de l'importance donnée à cet attentat. Mais c'est que Guernica est la véritable capitale religieuse du Pays basque. L'émotion du monde catholique, surtout en France, a été considérable. Et puis l'affaire prend un aspect international du fait que ce sont les Allemands qui sont accusés, à juste titre, d'en être responsables : les témoignages des habitants qui fuient Guernica incendié et menacé par les rebelles sont irréfutables. L'aviateur Galland se contentera de dire qu'il s'agit d'une « erreur » regrettable. Mais devant le blâme public, l'émotion de la Chambre des Communes où Eden a été interpellé, l'Allemagne demande à Franco « un démenti énergique ». D'où la thèse nationaliste : « Guernica a été incendiée par ... les hordes rouges. Aguirre a préparé, dans un dessein satanique, la destruction de Guernica »³⁸⁹ exécutée par les *dinamiteros* asturiens. Cette interprétation a cours encore aujourd'hui en Espagne³⁹⁰.

Cependant, les forces nationalistes ont besoin d'être réorganisées et renforcées avant d'attaquer les fortifications de Bilbao. Faupel rapporte que le général Franco a demandé aux Italiens d'engager la division *Littorio* dans ces opérations décisives. Mais ceux-ci sont moins enthousiastes depuis Guadalajara ; d'autant moins qu'une nouvelle alerte, due à une imprudence, vient leur rappeler ces fâcheux souvenirs : après l'occupation de Guernica, les Flèches Noires ont progressé rapidement le long de la côte et atteint Bermeo, laissant leur flanc gauche découvert ; une contre-attaque républicaine les isole pendant quelques jours et il faut envoyer la division 29 *mars* et une brigade navarraise pour les dégager.

Le mois de mai est consacré à la préparation de la bataille décisive. Les deux adversaires affermissent leur position autour de la Ceinture de Fer. L'inefficacité de cette ligne de fortification, célèbre avant d'avoir été mise à l'épreuve, va être d'ailleurs rapidement démontrée : d'abord elle n'est pas occupée par un nombre d'hommes suffisant ; ensuite elle est dominée par des hauteurs, qui une fois occupées par l'ennemi rendent sa défense impossible à long terme. Aussi les républicains s'acharnent-ils à défendre ces points stratégiques, retardant ainsi l'offensive nationaliste.

Le remplacement de Mola par Davila, fidèle exécutant des ordres de Franco, renforce cependant l'unité du commandement nationaliste. Les pertes subies par les Basques au cours des contre-attaques ont été énormes. Enfin les plans de la Ceinture de Fer³⁹¹ ont été livrés aux franquistes par le capitaine

³⁸⁸ Les bombardements du 31 mars qui ont précédé l'attaque nationaliste ont été effectués avec 35 batteries d'artillerie : deux fois plus que les Basques ne pouvaient mettre en ligne.

³⁸⁹ Démenti publié le 29 avril par le bureau de presse nationaliste (cf. Archives de la Wilhelmstrasse).

³⁹⁰ Cf. Aznar, *op. cit.*

³⁹¹ La défense est constituée par trois lignes de tranchées, cinq réseaux de barbelés, des abris souterrains et des nids de

Goicoechea³⁹², ce qui explique la précision exceptionnelle du bombardement qui précède l'assaut.

La rupture de la ligne fortifiée est désormais inévitable. L'attaque décisive commence le 12 juin et, dans la journée, la Ceinture de Fer est rompue sur cinq kilomètres. Le reste des défenses est pris à revers.

Les Basques, qui se sont bien battus jusqu'ici, considèrent alors qu'il n'y a plus moyen de résister. Peut-être. pourraient-ils prolonger la lutte en acceptant une bataille de rues ; mais celle-ci aboutirait à la destruction de leur ville. En évacuant Bilbao pratiquement sans combat, les Basques ont rendu sans doute plus rapide la victoire nationaliste, mais ils ont empêché une destruction qui leur paraît maintenant inutile. Ici comme à Saint-Sébastien s'affrontent deux conceptions de la guerre : les Basques n'hésitent pas à désarmer les miliciens asturiens qui ont construit des barricades dans les rues de la nouvelle ville. Dès le 16, le colonel Bengoa s'enfuit en France ; Bilbao connaît, selon lui, un véritable « effondrement du pouvoir » ... Il craint que la ville ne puisse se rendre, personne n'y exerçant plus d'autorité. Le 17, le gouverneur basque, à son tour, quitte la capitale, laissant une junte de défense avec Leizaola, le socialiste Aznar, le communiste Astigarrabia et le général Ulibarri. Il est bien difficile de savoir si elle a une autorité réelle. Selon *le Temps*, dès le soir du 17, une fusillade éclate entre les Basques, partisans de la reddition³⁹³, et les « extrémistes, partisans de la résistance à outrance ». Les anarchistes font sauter les ponts, exécutent sommairement quelques partisans de la reddition. Une unité basque, 1 200 miliciens qui étaient avant la guerre soldats de l'armée régulière, passe alors à l'action, appuyée par la police, les *asaltos* et les gardes civils. Les miliciens de Santander et des Asturies sont attaqués et désarmés, le drapeau blanc hissé sur le bâtiment du central téléphonique. Des émissaires sont envoyés aux nationalistes, les unités basques occupent les bâtiments publics, assurent l'ordre. La police, coiffée maintenant du béret carliste, continue son travail après l'entrée des troupes de Davila.

Tandis que les nationalistes occupent Bilbao, l'armée basque bat en retraite vers l'ouest. Tout le reste de la Biscaye tombe pratiquement sans résistance aux mains des nationalistes. Aznar évalue à 30 000 hommes les pertes subies par les Basques au cours de la campagne.

Cependant, il a fallu onze semaines à l'état-major franquiste pour mener à bien cette campagne. Les conditions naturelles et la résistance basque ne suffisent pas à expliquer la longueur de la bataille. Il y a eu des erreurs de la part des nationalistes, et surtout une mésentente entre les Espagnols et les Italiens ; le général Doria a même été obligé, après l'échec de Bermeo, de renoncer pour cette campagne à la participation active du C.T.V.

La diversion : Brunete

Les républicains n'ont pas su profiter du délai. Une puissante attaque venant de la zone centrale eût pu interrompre l'offensive nationaliste. Mais les deux tentatives de diversion qui, en mai-juin, partent du front central manquent d'envergure. Elles sont entreprises sans conviction, avec des moyens insuffisants. À Balsain, en Vieille Castille. L'attaque qui a pour but immédiat de s'emparer de La Granja ne bénéficie même pas d'un appui de chars d'assaut. À Huesca, où l'offensive doit aboutir à l'occupation de la ville, les attaquants disposent seulement de trois batteries d'artillerie. Dans les deux cas, l'adversaire semble être sur ses gardes, et les premiers attaquants se heurtent à une vive réaction.

Le lendemain même de la dernière tentative sur le front de Huesca, l'occupation de Bilbao par les nationalistes marque la fin de la campagne de Biscaye. Certes la lutte peut se prolonger encore, mais il faut, pour dégager le Nord, agir sans tarder avec une masse de manœuvre importante.

Cependant l'élimination de l'opposition révolutionnaire a permis de créer, en apparence du moins,

mitraleuses.

³⁹² Cf. Steer.

³⁹³ Le 18, 1 500 prisonniers franquistes sont conduits en rangs, munis de pelles et de pioches, sous prétexte d'aller creuser des tranchées, Jusqu'aux avant-gardes nationalistes.

l'unité politique. Le gouvernement Negrin, le « gouvernement de la victoire » s'appuie sur une armée qui perd de plus en plus son caractère révolutionnaire pour ressembler à une armée régulière. Les « milices autonomes » disparaissent. Les « techniciens » militaires, qui ont la confiance du gouvernement, prennent le pas sur les politiques ; dans le secteur central, le rôle essentiel est joué par Vicente Rojo ; sur le front Nord, Gamir Ulibarri, ancien professeur à l'Académie militaire de Tolède, comme Rojo, reçoit la direction de l'ensemble de la zone républicaine, réalisant ainsi, quoique tardivement, l'unité de commandement dans ce secteur. Sous l'impulsion de ces techniciens, une réorganisation totale de l'armée est envisagée. Les troupes, quelles que soient leur origine et leur formation primitive ; sont divisées en armées, corps d'armée, brigades et bataillons. Cette réorganisation, utile là où une longue période de calme permet de l'achever, ne signifie pas grand-chose sur le front Nord, où des tâches de défense plus immédiates s'imposent au commandement.

Une chose est en effet d'organiser ces corps d'armée sur le plan théorique, une autre de leur donner la capacité de résistance nécessaire et de les préparer à une action offensive. Il faut instruire les hommes ; le 5^e corps, formé en grande partie par les troupes de l'ancien 5^e régiment, sera l'exemple et le modèle. Il fournit la première masse de manœuvre dans les offensives de l'été 37.

Le deuxième problème, plus délicat encore à résoudre pour les républicains, est celui de l'armement. L'approvisionnement en armes se fait de plus en plus difficile depuis la mise en application, le 19 avril, des dispositifs de contrôle aux frontières et sur les côtes. La dotation des unités en armes lourdes et en chars d'assaut, dont le rôle devient important dans une bataille de rupture, est tout à fait insuffisante. L'apport d'appareils russes est loin de permettre un emploi massif de l'aviation, notamment de l'aviation d'assaut.

Cette infériorité matérielle est moins nette autour de Madrid que dans les autres secteurs de combat, la masse des troupes organisées ayant été concentrée sur cette partie du front pendant les trois premiers mois de 1937. C'est sans doute une des raisons qui ont déterminé le choix de Brunete pour la grande offensive de diversion lancée début juillet, Il semble qu'une discussion assez sérieuse ait précédé la désignation du secteur d'attaque, finalement retenu autant pour des considérations d'ordre politique que militaire.

Deux possibilités s'offrent en effet aux gouvernementaux : la première est celle d'une offensive en Estrémadure, dans la zone de Mérida. Les avantages d'une telle initiative apparaissent à la seule lecture de la carte ; sa réussite aurait constitué le plus grave danger qui puisse peser sur l'armée franquiste en menaçant directement Badajoz et la frontière portugaise, en coupant par conséquent les communications avec les bases marocaines et méridionales ; en outre, les forces qui défendent cette région sont beaucoup moins nombreuses que sur le front de Madrid. Toutes ces considérations ont fait envisager depuis longtemps la possibilité d'une attaque dans ce secteur ; c'est en particulier l'idée du colonel Asensio Torrado, le « technicien » de Largo Caballero. Au cours de l'année 38, les militaires républicains réexamineront ce projet, mais jamais, en définitive, il ne sera mis à exécution avec les moyens propres à en assurer le succès³⁹⁴.

Finalement c'est la deuxième solution offensive qui l'emporte : une attaque dans le secteur de Madrid. La décision de déclencher une opération militaire de cette ampleur revient au gouvernement, et particulièrement au ministre de la Défense, Indalecio Prieto. Celui-ci a tenu à assister personnellement aux débuts de l'offensive sur Brunete. En définitive, avec l'accord des techniciens russes, Miaja et Rojo ont pris l'initiative de choisir le front de Madrid, Rojo en explique les avantages militaires : les forces nationalistes sont plus faibles parce qu'il leur a fallu envoyer des troupes de ce secteur sur le front nord ; elles sont affaiblies moralement à cause de l'échec sur la capitale. Mais surtout, les réserves en hommes se trouvent ici sur place ; aucun déplacement important de troupes n'est nécessaire. L'effet de surprise peut être obtenu plus facilement que sur le front méridional, vers lequel un déplacement massif de troupes et de matériel ne saurait être longtemps dissimulé. Il n'est pas question d'ailleurs de

³⁹⁴ Il est probable que les conseillers militaires russes se sont opposés à cette opération en 37.

dégarnir le front de Madrid, symbole de la résistance de l'Espagne républicaine.

D'autre part, l'état-major républicain est persuadé que la seule manière de vaincre est de rompre le front par une concentration de feu et de troupes considérable, ce qui suppose une tentative de percée sur un front extrêmement restreint. Le choix de Brunete répond à ces impératifs.

La bataille de Brunete

L'opération a un double but: arrêter l'offensive nationaliste dans le nord, en obligeant Franco à rappeler une partie des forces engagées en Biscaye, et, en atteignant le nœud de communications de Navalcarnero par une attaque à l'ouest de Madrid, obliger les franquistes à se replier sur le Tage, et isoler les troupes installées aux abords immédiats de la capitale. Le succès de cette manœuvre, même si l'ennemi réussissait à échapper à l'encerclement, le contraindrait à une retraite précipitée et dégagerait Madrid. Ainsi tous les succès nationalistes seraient remis en question.

Pour effectuer cette manœuvre d'encerclement une double attaque est envisagée : la principale doit permettre d'atteindre Brunete et de prendre possession de la crête montagneuse dominant Navalcarnero. L'attaque secondaire a pour objectif une percée en direction d'Alcorcon, au sud de Madrid. Le soin de porter l'attaque principale est confié au 5^e corps, sous le commandement de Modesto, au 18^e commande par Jurado. On y trouve les meilleurs éléments des troupes républicaines : division Lister, 13^e et 15^e brigades Internationales. L'attaque secondaire est menée par les réserves de Madrid, comprenant les divisions Kléber et Duran et le 2^e corps d'armée dirigé par Romero.

Les moyens mis à la disposition de l'état-major républicain sont les plus importants qui aient été utilisés jusqu'ici. Aznar évalue à 47 000 hommes les forces gouvernementales, et tous les observateurs signalent l'importance exceptionnelle de l'artillerie, en particulier de l'artillerie anti-aérienne³⁹⁵.

Au contraire, les éléments nationalistes qui peuvent être engagés immédiatement sont faibles : deux *banderas* de la Phalange, trois centuries, le bataillon de Sam-Quintin, plus les services du sous-secteur concentrés à Brunete. Quelques réserves vont être mises dans les premières heures à la disposition de la défense, mais l'ensemble reste nettement insuffisant pour empêcher une action en profondeur. Les conditions du combat sont donc aussi bonnes pour les républicains qu'elles peuvent l'être. Rojo estime que Brunete est, avec la bataille de l'Èbre, « la seule opération parfaitement bien préparée du côté républicain ». Le secret en a été parfaitement gardé, ce qui est véritablement exceptionnel.

Dans ses grandes lignes, la bataille se divise en deux périodes : du 5 au 13 juillet se déroule l'offensive républicaine ; à partir du 15 jusqu'à la fin du mois, la contre-offensive nationaliste.

Dès le 5 juillet, les attaques vers Aranjuez préludent à l'offensive générale. Dans la nuit du 5 au 6, l'assaut est lancé avec succès : la percée envisagée est réussie ; au centre, la division Lister, progressant profondément, a occupé Brunete. Les avantages obtenus sont tels qu'ils permettent d'envisager une grande victoire.

Mais, à partir du 7 juillet, l'offensive se ralentit, et les nouveaux progrès réalisés sont purement locaux et sans grande portée ; l'essoufflement est visible. L'occupation de Villafranca del Castillo, à l'extrême-est du dispositif, ne dure guère plus d'une journée, les tabors marocains parvenant à reprendre le village le 12. A partir de cette date, les républicains se bornent à limiter dans la mesure du possible les contre-attaques nationalistes. Somme toute, sur le plan opérationnel, c'est un échec. Pour l'expliquer il faut tenir compte à la fois du manque de moyens et des maladresses des gouvernementaux.

L'erreur évidente est de n'avoir pas exploité le succès initial en donnant à la manœuvre plus d'ampleur. Alors que la division Lister est maintenue sur les positions conquises le 6 et le 7, le commandement républicain s'acharne sur des villages que des nationalistes peu nombreux défendent avec l'énergie du désespoir. En perdant quatre jours sur ces positions, les républicains permettent aux renforts

³⁹⁵ Une telle concentration de matériel ne sera réalisée que deux fois dans toute la guerre du côté républicain, à Brunete et à Teruel.

franquistes d'arriver ; d'autre part, en s'obstinant, ils subissent des pertes très lourdes et affaiblissent d'autant leur potentiel militaire. On retrouve constamment au cours de la guerre ces deux traits : d'une part le caractère timoré et le manque de large conception d'ensemble du commandement³⁹⁶, de l'autre la lenteur des opérations, qui ne s'explique pas seulement par la résistance rencontrée, mais aussi par les réactions brutales et inattendues des troupes engagées. Ainsi a échoué notamment l'attaque secondaire qui devait permettre l'encerclement des nationalistes au sud de Madrid ; les avant-gardes furent soudain prises de panique et obligèrent l'ensemble des forces groupées dans ce secteur à se replier sur leurs premières positions. Ces brusques reculs, si fréquents dans les grandes opérations républicaines, ont souvent rendu impossible, et à Brunete notamment, une manœuvre importante.

Ici, cela faillit même tourner au désastre le front se trouvant soudain complètement dégarni sur un point à la suite d'une nouvelle panique. Finalement cependant, la contre-offensive lancée par le général Varela est enrayée.

En définitive, Brunete est une demi-réussite pour les gouvernementaux. Une faible partie de leurs objectifs initiaux ont été atteints. On ne peut compter comme une avance substantielle la poche créée au nord de Brunete, qui n'aboutit qu'à allonger le front. Plus important est le déplacement de troupes auquel a été contraint Franco. Il lui a fallu rappeler du front nord deux brigades de Navarre et la quasi-totalité de l'aviation³⁹⁷. C'est d'ailleurs la supériorité aérienne des franquistes qui a été en définitive l'élément déterminant de la lutte. Les mitraillages presque incessants de jour, les bombardements de nuit³⁹⁸ ont brisé l'offensive et achevé d'annihiler la manœuvre républicaine.

Sans doute un répit a-t-il été donné pour organiser la défense de Santander. Mais ce répit est de courte durée. Dès la fin du mois de juillet, une partie des troupes engagées à Brunete peut regagner le front nord³⁹⁹ pour participer à un nouvel et décisif assaut, qui prépare l'effondrement du front nord et la chute de la zone industrielle des Asturies.

La campagne contre Santander

En fait, il n'y a pas eu plus de quinze jours de calme entre la fin de la bataille de Brunete et le début de la nouvelle offensive sur Santander. C'était à peine le temps nécessaire pour achever de mettre en place un dispositif d'attaque. Les deux éléments essentiels en seront, comme à Bilbao, les brigades de Navarre et l'ensemble des troupes italiennes, C.T.V. et Flèches, maintenant réorganisées ; toutes ces forces sont placées sous le commandement du général Davila. La dotation des bataillons en artillerie est renforcée et l'aviation est de nouveau concentrée dans le Nord. Franco espère pouvoir faire un gros effort en août-septembre, de façon à en finir avec Santander et les Asturies à la fin de l'été, avant la mauvaise saison qui retarderait les opérations dans la région montagneuse.

Du côté républicain, Ulibarri, nommé à la tête des troupes du front Nord, dispose en principe de quatre corps d'armée. Mais le corps d'armée basque est composé de troupes très éprouvées par les combats précédents et qui ont fait retraite vers la province de Santander. Elles ne combattent même plus pour défendre leur territoire ; elles sont affaiblies moralement et matériellement. Ce sont elles pourtant qui ont la charge de tout le secteur oriental. Les corps d'armée asturiens (16° et 17°) ne seront que partiellement engagés dans les opérations de Santander.

Enfin, la défense de Santander est beaucoup plus difficile à établir que celle de Bilbao. Si la province est couverte au sud par une barrière montagneuse au-delà des cols de Los Torros, de l'Escudo et de Reinosa, par contre aucun obstacle important ne barre le chemin vers la côte. Il n'y a pas non plus de fortifications semblables à la Ceinture de Fer. Pour combler cette lacune, on mobilise les hommes nés

³⁹⁶ Rojo écrit que « les chefs de division d'avant-garde craignirent d'avancer plus profondément et de s'exposer à être encerclés ».

³⁹⁷ En particulier l'aviation légionnaire italienne et la légion Condor.

³⁹⁸ Rojo note que, pour la première fois, on fit opérer la chasse de nuit

³⁹⁹ D'après Aznar, dès le 3 août, le 5° brigade de Navarre est concentrée dans la zone d'Alguilar del Campo et d'Ala del Rey.

entre 1913 et 1920 et on les enrôle dans des bataillons de fortifications, qui sont chargés de construire une seconde ligne de retranchements derrière celle qu'ont réalisée les disciplinaires et les troupes de ligne. Cependant le manque d'organisation, l'énormité du travail à accomplir rendent cette tâche aléatoire.

A défaut de progrès dans les armements, il faudrait du temps pour s'organiser. Ulibarri a essayé de gagner le délai nécessaire en lançant une offensive à partir de la poche que dessine le front au sud de Heinoso. Mais l'attaque, effectuée par un corps d'armée asturien, a été rapidement arrêtée. Un tel échec, s'ajoutant à l'arrêt de l'offensive de Brunete, ne fait qu'accentuer l'impression d'isolement qui pèse sur la région du Nord. Sur mer, Santander ne dispose que des deux destroyers, *Ciscar* et *Jose Luis Diez*, pour protéger ses communications avec l'extérieur. Ces navires n'auront d'ailleurs aucune efficacité : le blocus, déjà décidé et organisé par le commandement nationaliste sur la côte de Biscaye, sera plus efficace encore pendant la campagne de Santander.

Rien d'étonnant si, dans ces conditions, nous assistons à une campagne-éclair. Les combats n'ont de véritable envergure que dans les trois ou quatre premiers jours et le sort de la campagne s'est décidé en quelques heures. Les deux principales positions, celles du col de l'Escudo et de Reinosa, sont attaquées, la première par le C.T.V., la division *Littorio* restant en réserve, la deuxième par trois brigades de Navarre. Malgré la facilité de la défense dans ce secteur montagneux, le succès sera total et rapide, l'emploi d'éléments motorisés accentuant encore le caractère foudroyant de l'avance nationaliste.

Dès le premier soir du combat, le 14 août, l'ordre est donné aux hommes qui se trouvent les plus avancés dans la poche de Reinosa de se retirer pour éviter d'être encerclés. En quarante-huit heures, les Navarrais ont pris Reinosa, après avoir brisé la seule résistance sérieuse qu'ils aient rencontrée et occupé une usine travaillant pour l'artillerie navale, où sont saisis des canons en cours de fabrication. Reinosa n'a pas tenu ; seul un bataillon asturien résiste quelques heures dans les rues de la ville, de leur côté, les Italiens, après une massive attaque de tanks, ont occupé l'Escudo ; la colonne motorisée qui avance au sud a fait sa jonction avec les Navarrais. Une fois de plus, la supériorité matérielle a été déterminante ; aucun obstacle sérieux ne se dresse maintenant devant les nationalistes. Quelques résistances sporadiques se manifestent, comme celle des Asturiens qui n'abandonnent à Corconte qu'un amas de ruines. Mais de nombreux bataillons basques se rendent et contrairement aux ordres d'Ulibarri qui a ordonné le repli sur les Asturies, les troupes basques commencent à se concentrer autour de Santona.

A partir du 17 août, la deuxième phase de l'opération commence : une avance rapide, massive, aboutissant à la liquidation des défenses de la province de Santander en une dizaine de jours. Le 25, le navire de guerre anglais *Keith* y embarque les dix-sept otages qui restent de Bilbao, leurs gardiens et un certain nombre de dirigeants basques, qu'Aguirre, venu de la zone centrale, rejoint à Bayonne ; Juan Ruiz, le gouverneur socialiste, et le général Ulibarri partent le soir à bord d'un sous-marin ; gardes civils, *asaltos* et carabiniers se sont soulevés. Leurs chefs⁴⁰⁰ prennent contact avec les nationalistes, les prévenant qu'ils sont prêts à rendre la ville, où seuls se disposent à résister les hommes de la C.N.T. - F.A.I.⁴⁰¹. Un communiqué du commandement nationaliste annonce le 27 que l'entrée des troupes prévue pour le 26, est retardée de vingt-quatre heures, « l'ordre dans Santander étant désormais assuré par la population ». L'alliance des chefs de l'armée et de la police avec les sympathisants franquistes a imposé la reddition. Et, tandis que le front de Santander s'écroule, les Basques capitulent à Laredo.

⁴⁰⁰ Selon *Independent News*, citant une dépêche d'agence, ce sont le commandant des gardes civils Pedro Vega, le commandant des troupes basques Angel Botella et le capitaine d'état-major Luis Terez.

⁴⁰¹ Un rapport du Comité péninsulaire de la F.A.I. cite les bataillons 122 et 136 et parle de « militants du P.O.U.M. à leurs côtés » ; selon *Fragua Social*, le médecin et militant du P.O.U.M. José Luis Arenillas, chef des services de santé de l'armée du Nord, tenta au dernier moment d'organiser la résistance. Fait prisonnier, il fut pendu. Il était l'auteur d'une sévère critique de la politique du gouvernement d'Euzkadi, parue dans *Nueva Era* en Janvier 37.

La capitulation des basques

La capitulation des Basques à Laredo, à la suite d'un accord en bonne et due forme, pose des problèmes de tous ordres. Le plus simple est celui des rapports à l'intérieur de la coalition républicaine ; les autres concernent à la fois la politique de Franco vis-à-vis d'une éventuelle réconciliation et ses rapports avec ses alliés italiens. Enfin, quoique de façon moins visible, l'activité de la politique anglaise commence à jouer ici un rôle considérable⁴⁰².

Sans vouloir retracer l'histoire des contacts diplomatiques pris en vue d'un règlement politique du conflit, il faut constater que, depuis le début de la guerre civile, plusieurs tentatives ont été faites auprès des Basques. Leur isolement politique et matériel devait en effet inciter certains de leurs dirigeants à rechercher la possibilité d'une entente honorable.

La première tentative de négociations séparées eut lieu, selon Cantalupo et à son instigation, immédiatement après Guadalajara. Le consul d'Italie à Saint-Sébastien, Cavaletti, aurait pris les premiers contacts et aurait été informé par le père jésuite Pereda des garanties demandées par Aguirre et Jauregui: possibilité pour les dirigeants de quitter l'Espagne, aucunes représailles contre la population civile, sauf en ce qui concerne les délits de droit commun, enfin médiation italienne absolue, ce qui supposait un contrôle des opérations de reddition et des conditions de la répression par le commandement italien, enfin d'éviter des massacres analogues à ceux qui s'étaient produits à Badajoz et Malaga. C'est ce dernier point qui devait provoquer l'échec de la tentative, le commandement nationaliste admettant difficilement une ingérence italienne, qui risquerait de s'étendre à l'Espagne tout entière. Quelle aurait été d'ailleurs la valeur des garanties accordées par Franco ?

Ces négociations semblent traîner jusqu'en mai. Aguirre confirme qu'il fut pressenti à Bilbao par un émissaire, mais sans résultat. L'ambassadeur Faupel attribue l'échec des pourparlers à l'opposition de Franco. Mais la chute de Bilbao, les lourdes pertes des Basques, la pression constante du Vatican⁴⁰³ font se renouer les contacts. Hassell, l'ambassadeur allemand à Rome, télégraphie le 7 juillet, au moment où se prépare l'offensive contre Santander, que « des délégués des Basques négocient la reddition » et que « le gouvernement italien use de son influence sur Franco pour obtenir des conditions bienveillantes ». Les Basques, qui ont lutté avec courage pour défendre leur pays, ont maintenant l'impression de se battre pour des gens qui leur sont étrangers, pour une idéologie qui n'est pas la leur. Depuis la perte de la Biscaye, ils n'ont plus participé sérieusement aux combats. Leur repli sur Santona prélude à leur capitulation. Le président du parti nationaliste basque, Juan de Achuriaguera, négocie avec le général Mancini et signe le pacte de Laredo : les Basques remettent leurs armes aux Italiens, libèrent les prisonniers politiques, promettent d'assurer l'ordre dans la zone qu'ils contrôlent en attendant la « relève » des Italiens. Ceux-ci, en échange, garantissent la vie des combattants, autorisent les dirigeants basques qui se trouvent sur le territoire de Santander à partir. Mais ces garanties ne sont accordées qu'aux seuls Basques : les combattants non-basques qui se trouvent dans la zone de Santona se trouvent ainsi pris dans un véritable piège, sous la surveillance des Basques, qui « maintiennent l'ordre » ...

La capitulation entre en vigueur le 25 août. Les Italiens occupent Laredo le 25 et Santona le 26. L'embarquement des responsables commence le 27 sur deux bateaux anglais, le *Bobie* et le *Seven Se as Spray*, sous le contrôle direct des Italiens. Un officiel espagnol arrive alors, porteur d'ordres de Franco qui interdisent tout départ ; les dirigeants basques, les membres de la « junte de défense » qui ont organisé « la capitulation en ordre » sont arrêtés. Le pacte est déchiré ; Franco ne tiendra pas compte de la parole des officiers italiens⁴⁰⁴. C'est aux Basques, à leur tour, d'être pris au piège ...

⁴⁰² La presse signale notamment, en juin, un voyage à Londres de Constantino Zabala, beau-père d'Aguirre.

⁴⁰³ Cf. note de Hassell (13 janvier) : « Des négociations sont en cours avec les séparatistes basques de Bilbao, par l'intermédiaire du Vatican ». Le cardinal Pacelli - le futur Pie XII - aurait été cet intermédiaire, selon Largo Caballero et Aguirre.

⁴⁰⁴ Les historiens franquistes font généralement le silence sur cet épisode, comme d'ailleurs bien des républicains ...

Il ne reste plus alors qu'un semblant d'armée dans la province de Santander, que les milices asturiennes évacuent à la hâte ; en cinq jours, les troupes nationalistes dépassent Santander de 40 kilomètres.

La fin des Asturies

Pourtant un front se reconstitue sur la zone littorale, qui s'élargit de Santander à Gijón ; de plus, la zone montagneuse constitue un solide rempart que les miliciens des Asturies savent admirablement utiliser⁴⁰⁵.

Aussi l'avance des Navarrais ne tarde-t-elle pas à se ralentir. Il leur faudra plus d'un mois de combat pour franchir les 40 kilomètres qui séparent Ridesella de Villaviciosa ; à ce moment-là, le 19 octobre, Gijón est directement menacée. La résistance peut-elle continuer, et surtout, comme le demande le gouvernement de Madrid, peut-elle permettre d'atteindre l'hiver ?

Le correspondant du *New York Times* écrit : « Les Asturiens en retraite semblent décidés à ne laisser derrière eux que ruines fumantes et désolation, quand ils sont finalement obligés d'abandonner une ville ou un village ... Les rebelles les trouvent généralement dynamités et brûlés au ras du sol. » Le 19 octobre, Franco n'hésite pas, devant cette résistance tenace, à demander par télégramme à Mussolini l'envoi d'une nouvelle division pour liquider ce front avant l'hiver.

Pourtant, cette résistance va s'effondrer en quarante-huit heures. Devant le Conseil des Asturies, réuni le 20 octobre, à 2 heures du matin, le colonel Pradas fait un rapport sur la situation militaire, qu'il juge très compromise et presque désespérée. Le matériel et les munitions réclamés à Madrid ne sont pas arrivés, le moral des combattants est bas, aggravé par le pessimisme de l'arrière. Toute résistance est à ses yeux impossible. On peut tenir, si l'on veut tenir jusqu'à l'écrasement, et, dans ce cas, les membres du Conseil n'ont plus qu'à partir au front. Il croit cependant possible de sauver une partie de l'armée en ordonnant le repli vers les ports de Gijón, Aviles et Caudas, à condition de le faire le jour même : « Demain, il sera trop tard ». Le Conseil se divise. L'ordre de Negrin est formel ; il faut tenir jusqu'au bout. Mais seuls les communistes Ambou et Rocas plaident pour l'obéissance. La majorité décide le repli ; le Conseil proclame sa souveraineté, qui le délie du devoir d'obéissance envers Madrid, et ordonne le départ par mer, par tous les moyens possibles⁴⁰⁶.

Le colonel Pradas pense pouvoir mener à bien cette opération en vingt-quatre heures. Une partie seulement en sera réalisée. Cinq avions atterrissent à Bayonne dans la journée du 20 ; ce sont des officiers, qui disent avoir reçu l'ordre d'évacuation de l'état-major. Des officiers russes arrivent aussi à Bayonne dans un avion d'Air-Pyrénées. À 5 heures, les dirigeants communistes partent dans une vedette à moteur. À 8 heures, Belarmino Tomas s'embarque sur un bateau de pêche, *L'Abascal*, avec les autres membres du Conseil, dont Segundo Blanco revenu la veille en avion de la zone centrale.

Dans la nuit éclate une révolte, dont on peut supposer que le colonel Pradas avait eu vent. Le colonel Franco⁴⁰⁷, chef de la garnison de Gijón, appuyé par la garde civile et les carabiniers, prend le contrôle de la ville et entre aussitôt en contact avec les Navarrais, qu'il supplie d'accélérer leur marche vers la cité, où il redoute « un soulèvement anarchiste ». Le 21, à 10 heures, la radio annonce : « Nous attendons impatiemment ... Viva Franco ». Des milliers de miliciens, abandonnés par leurs chefs,

⁴⁰⁵ Castro Delgado (*op. cit.* pp. 571-572) estime à environ 45 000 hommes les 14^e et 17^e Corps d'Armée qui défendent les Asturies, avec 850 mitrailleuses, 180 canons et 6 canons anti-aériens.

⁴⁰⁶ Cf. le procès-verbal de la dernière réunion du Conseil des Asturies, tel qu'il a été publié dans la note du Conseil en réponse à Negrin. Ce texte, dont la publication a été interdite par la censure républicaine, a paru dans *Independant New.*, et son authenticité nous a été confirmée par des membres du Conseil : Zugazagoitia précise que c'est le 29 août que le Conseil Provincial a décidé de se transformer en Conseil Souverain (*op. cit.* p. 314). Il interdit toute sortie : « De aqui no sale ni Dios ». Castro Delgado (*op. cit.* pp. 573 sq) affirme qu'Amador Fernandez se serait ensuite rendu en France pour obtenir un compromis : l'autorisation d'évacuer l'armée en échange de la non-destruction des installations industrielles.

⁴⁰⁷ Selon Castro Delgado (*op. cit.* pp. 576-577), le colonel Franco, depuis longtemps accusé de sabotage par les communistes, avait assisté à la dernière réunion du Conseil.

désarmés par les gardes, sont déjà prisonniers quand arrivent les Navarrais⁴⁰⁸.

Après la chute de Gijón, le front Nord n'existe plus. Toute résistance n'a cependant pas cessé⁴⁰⁹. Les opérations de nettoyage dureront ici beaucoup plus longtemps qu'en Biscaye ou dans la province de Santander, et Franco ne pourra, par conséquent, déplacer tout de suite la totalité des troupes engagées ici vers le front central. La conquête du Nord n'a été en définitive qu'une étape dans la guerre.

Belchite

Cependant, elle représente pour les rebelles leur première grande victoire depuis que la bataille a changé d'aspect devant Madrid. Elle est doublement importante. Économiquement, elle livre à Franco des provinces espagnoles parmi les plus importantes, les seules en tout cas où les républicains auraient pu installer une industrie de guerre ; elle procure ce produit d'échange essentiel qu'est le minerai de fer. Militairement, elle n'a pas seulement montré la supériorité de l'armée nationaliste sur des combattants basques et asturiens divisés et mal armés, elle a prouvé qu'à ce moment au moins, l'armée de Valence et de Madrid est incapable d'interrompre efficacement une offensive nationaliste. Brunete n'a été qu'un demi-succès ; la deuxième tentative importante, celle de Belchite, est un échec total.

Le choix de Belchite se justifie par des considérations exactement opposées à celles de Brunete. Le front n'y a subi aucune réorganisation. Les soldats, dit Rojo, « sont plus chasseurs que combattants », ce qui signifie qu'ils agissent par petits groupes isolés ou reliés au reste du front par des observatoires. Mais les combattants adverses ne sont pas mieux lotis. Il apparaît donc facile de rompre la ligne au front. D'autre part, la manœuvre peut prendre plus d'ampleur avec des effectifs relativement restreints. Les objectifs sont les suivants : prendre Saragosse par une triple attaque sur Zuera, au nord de l'Èbre, directement sur Saragosse, et au sud pour réduire la poche dessinée par le front entre Quinto et Belchite. En même temps, le commandement républicain espère évidemment obliger les nationalistes à suspendre leur offensive dans le Nord.

Mais l'offensive commencera très tard, le 29 août, plusieurs jours après la prise de Santander. Il a fallu transporter la plupart des troupes engagées jusqu'au secteur d'attaque, ce qui s'est fait par de mauvaises routes, au milieu de la plus vaste confusion⁴¹⁰. Enfin l'incapacité manœuvrière des troupes républicaines est amplement démontrée une nouvelle fois. Un seul succès : la prise de Qumto et de Belchite ; encore faut-il douze jours pour faire tomber Belchite. Les grandes ambitions de l'offensive sur Saragosse sont abandonnées après une tentative infructueuse au nord de l'Èbre. Belchite est un échec, parce qu'aucun des objectifs essentiels n'a été atteint. La conquête du Nord par les nationalistes n'en a pas été retardée d'une journée.

Désormais deux Espagnes s'opposent nettement sur la carte. Les franquistes dominent toute la partie ouest et nord-ouest du pays ; leurs territoires ne forment plus qu'un seul bloc, de la Galice à l'Aragon, de Gibraltar au golfe de Gascogne.

⁴⁰⁸ La plupart des dirigeants des Asturies parviennent à s'échapper ; membres du Conseil, président du tribunal populaire, militants en vue, comme Javier Bueno, chefs militaires, les colonels Pradas, Linares, Ciutat, Galan, l'amiral Fuentes. Mais les milliers de combattants seront faits prisonniers, et beaucoup d'entre eux seront fusillés. Parmi eux, le métallo Carroerra qui commandait une brigade. Zuguagoitia (*op. cit.* p. 319) a raconté comment ce militant C.N.T. refusa de s'embarquer sans ses hommes et choisit ainsi délibérément la mort.

⁴⁰⁹ Cf. note de Stöhrer du 4 mars 38, citant Franco : « Les guérillas se sont poursuivies, dans les Asturies, pour ne prendre fin que tout récemment. Après la prise de Dijon, il y avait encore 18 000 hommes armés disséminés dans la région ; ce n'est que récemment qu'on avait fait prisonniers les derniers d'entre eux, sans doute 2 000 hommes, avec 18 mitrailleuses et 1 500 fusils ».

⁴¹⁰ Quelques bombardements sur les zones de concentration auraient tout arrêté, dit Rojo.

18. L'évolution politique en Espagne nationaliste

La conquête du Nord ne donne pas seulement aux nationalistes des avantages économiques et stratégiques. Elle est une assurance pour les États étrangers que le *Movimiento* ne peut être vaincu par les armes. Elle affirme la supériorité militaire de Franco au moment où il devient, aux yeux de tous, dans l'Espagne rebelle, le chef incontesté de la « Croisade ».

La domination de l'armée a immédiatement imposé l'« ordre » par la crainte. Néanmoins, la situation politique est restée singulièrement confuse en zone nationaliste pendant les premiers mois. Pendant cette période, en effet, et jusqu'en octobre 36, les chefs de la rébellion n'ont pas estimé qu'une organisation politique fût nécessaire dans cette zone. Ils consacrent tous leurs efforts à la poursuite d'une guerre dont ils pensent qu'elle sera brève. Ils se contentent d'assurer leurs arrières par des mesures énergiques.

Ainsi ils ne peuvent laisser et ne laissent plus subsister aucun parti d'opposition. La proclamation de l'état de siège a mis entre les mains des autorités militaires les moyens de briser toute résistance. Il n'y a plus de syndicats, ni de partis ouvriers ou républicains ; les autres partis ne manifestent plus d'activité sérieuse. D'ailleurs une décision du 25 septembre 36 interdit toute activité politique et syndicale. S'il existe une résistance ouvrière et paysanne, en Andalousie et en Estrémadure surtout, elle est décapitée depuis les premières victoires nationalistes et la répression violente qui les a suivies. Elle ne se manifeste guère que par des actes de sabotage en usine et des guérillas qui gênent les nationalistes, mais ne troublent pas profondément leur sécurité.

Mais la dictature militaire ne parvient pas à cacher la disparité des forces qui ont participé au *Movimiento* et le manque de personnel politique qualifié. En dehors des forces régulières, on retrouve, comme en zone républicaine, dans les premiers jours de l'insurrection, une diversité dans les « uniformes », qui symbolise les divergences politiques. Un reportage du *Temps*, daté du 8 octobre, et visiblement favorable aux rebelles, souligne la joyeuse pagaille qui règne dans la zone de Pampelune et de Vitoria; les vêtements dont s'affublent les *Flechas*, garçonnets de la jeunesse phalangiste, et les *Pelayos*, les jeunes carlistes, jettent la note la plus étrange, le pantalon noir, la chemise bleue et le bonnet de police des premiers s'opposant à la tenue kaki et au béret rouge des seconds. Telle ou telle fraction domine dans un secteur déterminé. Ainsi les « albiñanistes »⁴¹¹ sont essentiellement recrutés dans la région de Burgos ; les phalangistes sont nombreux à Salamanque, « la ville bleue », et à Valladolid ; les *requetes*, qui représentent l'élément le plus pittoresque, dominent évidemment en Navarre, où la *boina* rouge le béret des carlistes est le signe de ralliement.

Ainsi les déclarations d'apolitisme des premiers temps ne sont-elles que de principe. Elles soulignent le caractère transitoire de cette période, laissant subsister l'incertitude concernant l'avenir ; la dictature militaire est-elle un expédient ou se maintiendra-t-elle ? Des forces politiques prédominantes, dont les buts ne sont pas toujours semblables, des monarchistes traditionalistes ou des phalangistes, lesquels doivent l'emporter ? Au départ, la question a été volontairement éludée. Dans les premiers temps de l'insurrection, on a vu flotter les drapeaux de la République à côté des drapeaux monarchistes. Finalement les couleurs de la Royauté ont été rétablies, mais sans que cela laisse présumer du régime définitif de l'Espagne.

Les hommes du nouveau régime

Comme il faut tout de même au pays insurgé un organisme central, une Junte provisoire a été mise en place. Son chef officiel est le vieux général Cabanellas, à la barbe noble et aux moyens limités, désigné, sans doute, pour éviter un choix difficile entre les dirigeants de l'insurrection, après la mort de Sanjurjo. Mais le pouvoir réel est vite pris par le triumvirat Queipo de Llano-Mola-Franco. Lorsqu'il se révélera nécessaire d'établir, en même temps que l'unité de commandement militaire, une autorité politique absolue, c'est au général Franco qu'elle sera confiée.

⁴¹¹ Partisans du docteur Albiñana, chef d'un petit groupe d'extrême-droite.

Des hommes qui auraient pu rivaliser avec lui, la plupart sont morts. Sanjurjo, qui était le véritable chef de l'insurrection a disparu au début de l'insurrection. Parmi les autres chefs militaires, seuls Queipo et Mola ont une autorité comparable à celle de Franco.

Queipo, le dictateur du Sud, n'a pas cependant l'envergure d'un chef politique. Il manque du sens des nuances et de prudence dans ses opinions. Avant la guerre civile, il s'est compromis par son attitude de chef « républicain » et « franc-maçon » et le gouvernement républicain a pu songer à lui confier la répression du mouvement insurrectionnel. Plus tard, surnommé le « général social » parce qu'il fait bâtir pendant la guerre des cités ouvrières, il se fait une popularité d'assez mauvais aloi par ses rodomontades radiophoniques et ses excès de langage. Mais son succès inattendu pendant les premières semaines du soulèvement et le rôle décisif qu'a joué Séville dans la suite des opérations en ont fait un des dirigeants du *Movimiento*. Par la suite, son rôle politique ne cessera de décroître, et, après la prise de Malaga, succès plus italien qu'espagnol, il n'aura plus jamais la possibilité de lancer une opération militaire importante.

Emilio Mola a, par son passé et par sa valeur, beaucoup plus de prestige. Jusqu'à sa mort dans un accident d'avion, pendant la campagne du Nord, il est le seul chef militaire doté d'une grande autorité, ayant sur la conduite de la guerre et sur la politique des idées personnelles qui l'opposent souvent à Franco ; selon celui-ci, il est trop entêté pour se soumettre à une autre volonté. Son influence dans la zone Nord, fief des *requetes*, fait de lui le point de convergence des intrigues monarchistes. Aussi, après sa mort, pour bien montrer que personne ne prendra la place du chef disparu, Franco tiendra-t-il à exercer personnellement la direction des opérations sur le front Nord et Davila, qui a le commandement effectif, restera toujours un sous-ordre.

Les chefs politiques du soulèvement ont également disparu ou se sont montrés incapables d'imposer leurs vues. Le monarchiste Calvo Sotelo est mort dans les conditions que l'on sait. Des autres chefs monarchistes, Gil Robles paraît timoré et sans forces devant la violence des événements, auxquels il n'a d'ailleurs pas pris une part active. Manuel FalGonde, le chef de la « Communauté traditionaliste », est trop marqué politiquement pour espérer faire l'union autour de son parti. Les premiers dirigeants de la Phalange ont également disparu : Jose Antonio Primo de Rivera, qui a été fusillé à Alicante, reste pour ses partisans l'« Absent » - *l'Ausente* - ce qui est une manière de le considérer comme irremplaçable. L'aviateur Ruiz de Alda est mort également. Onesimo Redondo a été tué dans les premiers combats. Fernandez Cuesta est dans une prison républicaine. Il ne reste pour diriger la Phalange que des « seconds plans », comme Manuel Hedilla, qui préside la Junte provisoire, ou le secrétaire, Francisco Bravo ; l'un et l'autre sont des *Camisas viejas*, d'anciens militants, par opposition aux milliers de gens qui se sont révélés phalangistes entre février et juillet 36, pour y trouver un cadre d'action contre la gauche, ou, au lendemain de l'insurrection, pour obtenir ce précieux sauf-conduit qu'est la carte du Parti.

S'ils n'ont pas de chefs capables de s'imposer, les phalangistes constituent, comme les *requetes*, et souvent contre eux, une des forces dynamiques du *Movimiento*. L'union des deux groupes est évidemment difficile à réaliser et nécessite, pour durer victorieusement dans une guerre longue, la présence d'un arbitre politique ; de même la rivalité entre les chefs militaires doit-elle faire place à un commandement militaire unique.

Cet arbitre, qui s'impose vite comme un chef autoritaire et obéi, c'est le général Franco. Cela s'est fait progressivement de juillet 36 à juin 37.

Le 1^o octobre 1936, après la fonction des forces du Nord et du Sud, Franco devient généralissime et chef d'État. Ces pouvoirs lui ont été confiés par les autres chefs militaires, après une réunion tenue à Salamanque le 29 septembre 36⁴¹². Sans doute, ne s'agit-il que d'un pouvoir limité et provisoire, qui sera étendu au début de l'année 37, après l'échec devant Madrid. Mais l'autorité qui lui est conférée

⁴¹² La réunion eut lieu au camp de Nuñodono ; y participèrent Cabanellas, Mola, Queipo, Yuste, Orgaz, Kindelan, Saliquet, Davila et les colonels Moreno Calderon et Montaner (ce dernier, secrétaire de la Junte Cabanellas).

dès octobre 36 est politique autant que militaire : « Je vous confie », dit Cabanellas, lors de la cérémonie officielle de transmission des compétences, « les pouvoirs absolus de l'État. »

Le gouvernement provisoire nationaliste

Le système qui fonctionne alors en Espagne nationaliste reste un système provisoire. Il répond aux impératifs du moment. Il est utile, parce qu'il réserve les problèmes qui pourraient être cause de division et qu'il permet aux énergies des dirigeants et des troupes de se consacrer entièrement à la tâche primordiale qu'est la conduite de la guerre. Il est nécessaire, parce que les fonctionnaires et les techniciens permettant d'assurer la bonne marche d'un appareil gouvernemental sont trop peu nombreux ; certains d'entre eux sont restés fidèles au gouvernement républicain, beaucoup sont destitués, condamnés ou simplement suspects ; seul le corps diplomatique est en majorité favorable à l'insurrection. Un nombre considérable d'officiers occupent des postes de fonctionnaires.

Ce système politique doit normalement prendre fin lors de l'entrée des troupes nationalistes à Madrid. La capitale provisoire est Burgos ; mais Franco réside le plus souvent à Salamanque, où l'État-major a son siège. C'est également à Salamanque que s'installe le frère aîné du généralissime et l'homme fort du nouveau régime, Nicolas Franco, avec le titre de secrétaire général du chef de l'État. Ses attributions comportent l'Économie de guerre, l'Ordre public et aussi les Relations extérieures. C'est donc un personnage très puissant⁴¹³. Le généralissime ne peut en effet à cette époque que superviser les questions politiques, étant lui-même absorbé par la direction des opérations militaires. Du moins s'assure-t-il de ne partager le pouvoir qu'avec des hommes sûrs.

Le troisième homme du gouvernement provisoire est le général Sangroniz, chef de cabinet du généralissime. Sangroniz est un fidèle de Franco, dès la première heure ; c'est lui qui assurait, pour le compte du général, les liaisons entre les Canaries et l'Espagne⁴¹⁴.

A ces deux organismes de secrétariat général et cabinet du généralissime se sont ajoutés de nouveaux services créés avant la fin de l'année 36. C'est l'ébauche des futurs ministères du gouvernement nationaliste : le secrétariat aux Affaires étrangères, d'abord exercé par l'ancien ministre d'Espagne à Vienne, Francisco Serrat, le secrétariat à la Guerre, confié au général Gil Yuste, la charge de gouverneur général attribuée à un autre militaire, le général Francisco Fermoso, dont les fonctions sont du reste aussi larges que vagues : gestion administrative des provinces, nominations et relations avec les députations provinciales.

Les services de Sûreté publique s'installent à Valladolid ; un office de presse et de propagande fonctionne à Salamanque ; il est dirigé par Millan Astray, le fondateur du *Tercio*, et reste en rapports étroits avec les services du secrétariat général ; il est d'ailleurs aussi bien destiné à « orienter » la presse nationaliste qu'à « informer » les correspondants de presse étrangers visitant l'Espagne nationaliste.

Enfin, au côté de ces organismes essentiels du nouveau régime franquiste, se sont installés les services de la Junte technique, dont le rôle sera de préparer les décrets soumis à la signature du chef du gouvernement. La Junte comprend sept commissions : Finances - Justice - Industrie, Commerce et Ravitaillement - Agriculture - Travail - Enseignement - Travaux publics et Communications.

Dans le cadre de la Junte technique sont placés les bureaux et les offices, qui doivent, en système totalitaire, contrôler l'ensemble des activités du pays, et faire fonctionner une économie de guerre. Tâche difficile, dont la direction incombe au général Davila. Ce dernier est, comme Sangroniz, un des officiers qui jouissent de toute la confiance du généralissime. Bien qu'il joue les « seconds plans », son rôle est considérable. En même temps qu'il préside les travaux de la Junte, il est le chef de l'état-major

⁴¹³ La dispersion administrative persistera d'ailleurs jusqu'à la fin de la guerre. Pendant quelques mois, le pouvoir du secrétaire général est tel qu'on peut considérer le gouvernement comme une dictature à deux têtes : lorsque les Allemands veulent engager des négociations avec l'Espagne nationaliste, ils doivent admettre que le seul moyen d'obtenir une décision importante est de s'adresser soit au généralissime, soit à Nicolas Franco.

⁴¹⁴ Sangroniz vint notamment rendre compte à Franco, le 14 juillet 36, des mesures prises pour le soulèvement.

de l'Armée.

Franco exerce par conséquent le pouvoir directement ou par l'intermédiaire de ses amis. Mais il semble qu'il n'ait pas encore fait en octobre-novembre de choix concernant l'avenir. Le programme du gouvernement provisoire, qui devrait refléter ses tendances politiques, ne laisse apparaître aucune idée originale. C'est un compromis entre les idées de Fal Conde et les théories du Phalangisme.

Du Traditionalisme ont été retenus l'établissement d'un gouvernement à caractère totalitaire, la possibilité d'une restauration monarchique, et surtout l'idée de l'unité nationale, qui sera un des thèmes constants de la propagande franquiste et des discours de Franco : « La guerre d'Espagne, déclare-t-il, c'est la lutte de l'Unité contre la Sécession. »

Du programme de la Phalange, se dégagent certains principes, celui du travail obligatoire (« Le nouvel État ne peut admettre de citoyens parasites »), mais garanti et protégé contre « les abus du capitalisme », celui de la juste rémunération du travail, enfin la possibilité d'une participation aux bénéfices.

En empruntant ainsi à tous, Franco donne l'impression d'avoir seulement cherché à l'époque à jouer le rôle d'arbitre indispensable. La victoire rapide attendue par les nationalistes aurait sans doute posé très vite et très brutalement le problème de l'orientation à donner au régime. L'échec devant Madrid transforme entièrement la question. Il est nécessaire de maintenir un pouvoir fort, devant une situation militaire encore incertaine, d'éviter les querelles intérieures et, par suite, d'ajourner le choix pour ou contre la monarchie. Le *statu quo* provisoire ne suffit plus. Il faut, selon l'expression de Suñer⁴¹⁵, « donner au mouvement le caractère et la figure d'un État ». Franco n'est plus seulement le « généralissime », il devient le chef inspiré du *Movimiento*, le *Caudillo*⁴¹⁶.

Le général Franco

Ainsi s'achève une première évolution politique ; celui qui n'était qu'un des principaux chefs du *Movimiento* est devenu le chef militaire suprême. Le général Franco ne va pas tarder à se transformer en maître et en sauveur.

Il n'a pourtant pas grand prestige physique, ce petit homme trapu, « gras, pimpant, présomptueux », au visage arrondi, à la moustache noire ; sa silhouette courte, à l'embonpoint précoce, contraste sur les photos avec celles de Mola et de Kindelan. Mais ce manque de prestance ne l'a pas empêché de faire une carrière militaire extrêmement brillante, capitaine à 21 ans, général à 32 ans. C'est exceptionnel, même dans l'armée espagnole.

Né le 3 décembre 1892, Francisco Franco Bahamonde⁴¹⁷ est le deuxième enfant de Nicolas Franco, commissaire de la Marine au Ferrol⁴¹⁸. Ses études, au Sacré-Cœur du Ferrol, puis au collège de la Marine, le destinent connue son père et son grand-père maternel à une carrière maritime. C'est un hasard qui l'en a détourné, la suppression des admissions à l'École navale. Francisco devient élève-officier d'infanterie à l'École de Tolède. Il en sort sous-lieutenant en 1910, mais sa véritable carrière commencera après deux ans de garnison, lorsqu'il sera envoyé au Maroc pour prendre part à la bataille qui se déroule autour des anciens « Présides »⁴¹⁹, Melilla, Ceuta et Larache. Dans les combats difficiles et peu glorieux du début, les pertes sont nombreuses, et il est un des rares à rester indemne après quatre ans de guerre. Il sera blessé en 1916 ; à cette époque, il est déjà chef de bataillon. Après une longue interruption, il revient au Maroc et se fait affecter à la Légion espagnole, qu'organise alors Millan Astray. Sa réputation de chef militaire et d'organisateur est née à la suite de la part prise aux

⁴¹⁵ Beau-frère du généralissime, dont l'activité politique est considérable depuis son retour en zone nationaliste.

⁴¹⁶ Comme le *Duce* en Italie, c'est le chef et le « conducteur ».

⁴¹⁷ De son nom exact. Francisco-Paulino-Hermenegildo-Theoduio Franco Bahamonde.

⁴¹⁸ Ses cinq enfants sont Nicolas, Francisco, Pilar, Ramon (l'aviateur, tué au cours de la guerre) et Pacita.

⁴¹⁹ Anciens établissements espagnols sur la côte d'Afrique du Nord.

combats du *Tercio* de 1920 à 1924. Ses biographes lui donnent le premier rôle dans le débarquement d'Alhucemas, qui, au lendemain d'une série d'échecs, redonne courage à l'armée d'Afrique. Il est couvert d'honneurs, devient le plus jeune général de l'armée, le successeur de Millan Astray à la tête de la Légion. Enfin, à son retour en Espagne, on lui confie la direction de l'École militaire générale, qui vient d'être fondée à Saragosse.

Il se trouve donc un des plus en vue parmi les chefs militaires quand survient la révolution de 1931. La suite de son histoire se confond avec celle de la République. Il est tantôt éloigné, tantôt placé au sommet des honneurs. Il est certain qu'il a longuement hésité avant d'entrer dans le complot contre le gouvernement républicain. Il a effectué des démarches auprès de Pozas, puis d'Azaña, entre février et juillet 36, pour leur demander de briser la révolution. Cela peut être considéré comme une manifestation de son hostilité à la gauche révolutionnaire ; mais c'est aussi la preuve qu'il a voulu donner à la République une chance - quitte à la combattre ensuite avec acharnement et jusqu'à sa défaite totale.

Car si Franco est prudent et lent dans ses décisions, il les maintient ensuite avec une volonté et même un entêtement qui constituent un des traits saillants de son caractère. Il possède à coup sûr des qualités exceptionnelles, une intelligence réelle, une profonde astuce, qui font de lui un politique autant et plus qu'un militaire. Il sait parfaitement dissimuler sa pensée. Il est calme, discret, peu loquace, ce qui semble peu conforme au tempérament espagnol (mais il faut se rappeler qu'il est galicien). Il sait admirablement profiter des occasions qui lui sont données.

Bien des hasards heureux sont intervenus dans la vie du général Franco. Son entrée dans l'armée de terre, la guerre du Rif, la disparition des premiers chefs du soulèvement sont autant d'éléments qui expliquent la grande confiance en soi que les observateurs s'accordent à lui reconnaître. Mais Francisco Franco est aussi un officier profondément catholique. Son éducation, les influences exercées sur lui par un entourage monarchiste, son respect pour la religion établie, l'ont certainement éloigné du fascisme proprement dit. Franco est un conservateur de tradition militaire et catholique. La place qu'il a été amené à occuper a ancré en lui l'idée qu'il a été désigné par Dieu pour sauver l'Espagne de l'anarchie, de l'athéisme, de la Révolution sous toutes ses formes. Longtemps considéré comme royaliste⁴²⁰, bien qu'il ait accepté d'être un haut fonctionnaire du régime républicain, élevé dans une tradition charismatique, il se sent désigné, sinon sacré. Réaliste d'ailleurs, il ne croit pas à la possibilité de rétablir immédiatement la monarchie sous sa forme traditionnelle, ce qui diviserait les partisans du *Movimiento*. Il est également réaliste de refuser, comme il le fait, tout compromis avec les « Rouges », car le fossé creusé entre les deux partis ne saurait être comblé par une négociation.

En somme, la guerre lui donne l'occasion de mettre en valeur ses qualités politiques ; calme et temporisateur, il n'est pas l'homme des éclats, ni des coups de génie ; mais après la déconvenue de Madrid, il a su s'adapter à une guerre longue.

Pour mener et pour gagner cette guerre, il dispose de nombreux atouts. D'abord, par les territoires qu'il contrôle : le gouvernement nationaliste est beaucoup plus favorisé que le gouvernement républicain ; les ressources de ces régions se complètent, les troupeaux de l'Estrémadure et l'agriculture des grandes propriétés andalouses, le blé de Castille et les légumes de Galice. Par contre les grandes villes de population très dense, qu'il faut ravitailler, se trouvent du côté républicain. Financièrement, à défaut des ressources de la Banque d'Espagne, Franco dispose des richesses de ses partisans, des capitaux évadés de la zone républicaine et d'appuis étrangers considérables, dont Juan March représente les intérêts. D'autre part, l'exploitation des mines du Maroc et du Rio Tinto, occupées par les rebelles dès le début du *Movimiento*, et, à partir d'août 1937, le contrôle pratique du Pays basque et de la région de Santander assurent une monnaie d'échange indispensable à une économie stable. Aussi la zone nationaliste ne connaît-elle pas de crise économique sérieuse.

Mais le général Franco doit résoudre les contradictions profondes qui divisent les forces politiques sur

⁴²⁰ Lors de son mariage, son témoin avait été le roi, qui s'était fait représenter par le gouverneur d'Oviedo.

lesquelles il s'appuie. Pour que son autorité absolue ne reste pas seulement nominale, il doit concilier les tendances conservatrices des « traditionalistes » et les idées phalangistes, qui veulent un bouleversement total de l'État.

Le parti unique

Pour ce faire, il dispose d'un moyen radical : la création d'un parti unique, dont il sera le chef incontesté, à l'imitation de ce qui s'est passé en Allemagne et en Italie. La tâche est difficile. Les monarchistes ont une solide organisation politique. Leurs divisions se sont effacées dans l'action, et la part prépondérante prise dans l'insurrection par la Communauté traditionaliste lui a permis d'absorber une grande partie des forces de l'Action populaire. Solidement représentée en Castille, elle domine largement en Navarre et en Aragon, bastions du soulèvement. Ses chefs disposent à l'étranger d'aides et d'amitiés sérieuses. Devant la prolongation du conflit, ils n'hésitent plus à montrer leurs sentiments ; ils manifestent au mois de février à Saint-Sébastien, et Fal Conde prend publiquement position pour une restauration immédiate de la royauté. Franco considère la menace comme assez grave. Il se demande s'il ne convient pas de « faire fusiller Fal Conde pour crime de haute trahison »⁴²¹. En tout cas, le chef carliste est obligé de gagner le Portugal.

La Phalange est devenue, elle aussi, une force politique de premier ordre. Elle a rallié un grand nombre de gens, séduits par son dynamisme ou qui ont vu en elle une force de progrès, face au conservatisme des *requettes*. Les phalangistes, souvent d'origine républicaine et syndicaliste, exigent que soit posé et résolu « le problème social ». Ils disposent de forces militaires appréciables, organisées en milices en Castille, en Estrémadure et en Andalousie. À défaut d'un appui direct, ils bénéficient de la sympathie des alliés italien et allemand du gouvernement de Burgos. Mais la Phalange reste un parti sans chef de valeur.

Du reste, les partis politiques en présence ne sont pas seuls à jouer un rôle. Franco sait utiliser en plaçant au premier rang la puissance de l'armée. Sans doute les chefs militaires ne sont-ils pas toujours d'accord avec lui, et il s'est trouvé des opposants pour souhaiter ouvertement un gouvernement dirigé par Mola ; sans doute la plupart des officiers n'ont-ils pas une conception politique très arrêtée et se contentent-ils de manifester leur désir de soutenir un gouvernement autoritaire. Mais l'Armée existe comme force politique et elle n'est pas disposée à « se voir reléguée dans ses attributions militaires ». Elle représente une puissance sur laquelle le généralissime peut s'appuyer.

Le principe du « parti unique » et les réformes qui en découlent sont depuis longtemps admis par Franco. Leur application a été retardée d'abord par le désir du Caudillo d'obtenir le consentement de tous par la négociation. Il s'agit de ne pas brusquer l'opinion. La préparation d'un projet de décret est annoncée dès le début février 1937. Le plus facile a été d'obtenir la dissolution des anciens partis de droite, qui avaient d'ailleurs énormément perdu de leur influence. L'Action populaire de Gil Robles va disparaître avant le 10 février ; quelques jours après, Robles, qui n'a plus joué aucun rôle depuis le début de l'insurrection, confirme qu'il renonce à toute action politique. En même temps, Goicoechea annonce que l'autre parti monarchiste, celui de la Rénovation nationale, va disparaître à son tour. Ces déclarations encourageantes ne suffisent cependant pas à établir l'unité désirée. Aucune entente entre Phalange et traditionalistes ne peut être obtenue par la négociation. Il faut donc imposer des réformes.

Reste à trouver un prétexte. Celui qu'on invoquera est un incident entre groupes phalangistes rivaux à Salamanque. Comme l'affirme le décret, « les petites discordes à l'intérieur des organisations, ressuscitant les vieilles intrigues politiques, risquent de décomposer les organisations et les forces ». Le décret sur le parti unique du 19 avril 37 se présente comme une œuvre de paix. Franco a longuement étudié le texte de cette ordonnance. Selon Serrano Suñer, qui dit avoir rédigé définitivement le texte, Franco a particulièrement travaillé et annoté les statuts de la Phalange, a cherché à établir des rapports entre les discours du traditionaliste. Pradera et ceux de José Antonio. Il soumet enfin le décret à

⁴²¹ Lettre de Faupel, du 14 avril.

l'approbation de Queipo et de Mola. Tous deux acceptent le texte sans aucune réserve. La seule objection de Mola est d'ordre grammatical. Queipo a cependant demandé qu'on retarde d'un mois sa publication, sous prétexte d'attendre la chute de Madrid.

« Il est urgent », dit le préambule de l'édit d'unification, « d'accomplir la grande tâche de la paix, cristallisant dans l'État Nouveau la pensée et le style de notre Révolution. » Cette phrase situe à elle seule l'importance du texte. Sans doute y voit-on d'abord la création du Parti unique : « Il est indispensable que chacun efface de son cœur ses divergences personnelles »⁴²². Il est également facile d'y retrouver les principes déjà énoncés, hérités des *requetes* et de la Phalange. Mais le décret souligne aussi les raisons qui rendent nécessaire sa promulgation : les partis politiques « s'usent dans des luttes stériles » ; en agissant ainsi, les chefs trahissent les masses de leurs adhérents « qui sont mus par un pur idéal ». Il convient donc de sauvegarder cet idéal, accepté par tous et proclamé par l'État. Le Parti nouveau doit être un lien entre l'État et la société, « garantie de vive adhésion du peuple à l'État », un lien entre les forces traditionnelles et les forces neuves⁴²³ ; « La Phalange apporte avec son programme des masses jeunes, une propagande de style nouveau, une forme politique et héroïque du temps présent ; les *requetes* ont apporté le dépôt sacré de la Tradition espagnole, tenacement conservé, avec sa spiritualité catholique ». L'idée profonde apparaît ici, la volonté de créer non seulement un véritable parti, c'est-à-dire une organisation politique utilisable pour le gouvernement, mais une *hermandad*, une société fraternelle, telle que la tradition espagnole pourrait la susciter, sur le modèle des organisations moitié laïques, moitié religieuses créées par les rois catholiques. Relier le présent au passé, ressusciter la gloire de l'Espagne sous une « forme neuve », telle est la tâche de la « Croisade », au moins dans l'immédiat. Car le Caudillo se refuse à être prisonnier de ses propres décisions et envisage dès ce moment la possibilité de modifier l'édit : « Ce ne sera pas une chose rigide, mais sujette à un travail de révision et d'amélioration ».

Le décret proprement dit comporte trois articles :

« **Article premier** : *La Phalange espagnole et les requetes, avec leurs services et leurs éléments actuels, s'intègrent, sous mon commandement, en une seule autorité politique de caractère national, qui se nommera Falange española tradicionalista y de los J.O.N.S. Cette organisation, intermédiaire entre la Société et l'État, a pour mission principale de communiquer à l'État le sentiment du peuple et de donner à celui-ci la pensée de l'État, à travers les vertus politico-morales de service, de hiérarchie et de fraternité. Sont de droit affiliés à la nouvelle organisation tous ceux qui, au jour de la publication de ce décret, possèdent la carte de la Phalange ou de la Communion traditionaliste, et pourraient l'être tous les Espagnols qui le sollicitent.* »

Cet article donne en apparence satisfaction à la Phalange, en introduisant l'idée d'une morale politique et surtout en maintenant pour désigner le nouveau parti l'essentiel de la dénomination phalangiste. Franco avait d'ailleurs laissé entendre, avant le 19 avril, que la Phalange « serait le fondement du Parti unique ». Mais les deux articles suivants montrent le véritable sens du décret, qui est destiné à museler toute opposition et à détruire toute possibilité d'action militaire ou de simple coup de force de la part des mécontents :

« **Article II** : *Seront organes directeurs du nouvel ensemble politico-national le chef de l'État, un secrétariat ou une Junte politique et le Conseil national. Le secrétariat ou Junte correspond à l'établissement de la constitution interne de l'ensemble, pour la réussite de son but principal : aider son chef dans la préparation de la structure organique et fonctionnelle de l'État, et, collaborer, en tout cas, à l'action du gouvernement. La moitié de ses membres sera désignée par le chef de l'État, et l'autre moitié élue par le Conseil national. Le Conseil national connaîtra des grands problèmes nationaux que le chef, de l'État lui soumet dans les termes qui seront établis d'après des dispositions ultérieures.* »

⁴²² Discours de Franco annonçant le décret du 19 avril.

⁴²³ Franco avait à plusieurs reprises préparé l'opinion à une semblable initiative. Ainsi, lorsqu'il vient à Malaga après la prise de la ville, il se montre à la foule entre les chefs locaux de la Phalange et des *requetes*.

« **Article III** : Sont fondues en une seule Milice nationale celles de la Phalange et des requetes, conservant leurs emblèmes et leurs signes extérieurs ; la Milice nationale est l'auxiliaire de l'armée. Le chef de l'État est le chef suprême de la Milice, le chef direct sera un général de l'armée ... »

Si le général Franco laisse ainsi subsister les signes et les symboles, il a soin de les vider de leur sens réel. Conciliateur et diplomate, il est toujours prêt à des concessions de façade. Ainsi, pour mieux se concilier des *requetes*, il fera mettre dans les nouvelles armes de l'Espagne l'ancien insigne de Navarre ; il fait aussi garder l'entrée de son quartier-général par des *requetes*. En fait, les deux derniers articles du décret du 19 avril sont un pas décisif dans la voie de l'établissement d'un nouveau régime. Le second consacre l'autorité politique du Caudillo, qui prépare, et par conséquent peut toujours modifier la structure de l'État ; il nomme la majorité des dirigeants du Parti unique. Tous les membres du premier Conseil national seront désignés directement par lui. L'article III achève de lui donner une autorité militaire totale en faisant de lui le chef unique de la Milice nationale, que l'on s'est bien gardé de confondre avec l'armée régulière et qui lui est soumise. Le nouveau parti ainsi constitué doit donc être l'instrument de gouvernement dont se servira Francisco Franco chef de l'État, chef du gouvernement, chef national du *Movimiento*, généralissime ; son autorité est affirmée avec la plus grande vigueur dans tous les domaines.

Mais il convient d'assurer dans la pratique cette autorité et l'organisation du nouvel État. Pour que puisse fonctionner normalement le système politique ainsi établi, il était nécessaire, non seulement de donner l'idée de l'Unité nationale mais aussi de réaliser cette unité et de briser les oppositions. Toutes ces mesures sont prises dans un but apparent de conciliation. La formation du conseil national de la Phalange témoigne de cette habile Justice distributive, qui vise à maintenir autour de la personne du Caudillo une réelle unité des éléments politiques ayant participé au *Movimiento*. Le Conseil est composé, selon un dosage savant, d'anciens phalangistes comme Fernandez Cuesta et Agustín Aznar, de monarchistes comme Esteban Bilbao ou Fal Conde, qui fait ainsi sa rentrée politique, mais aussi de militaires comme Francisco Gomez Jordana et d'hommes de confiance, parmi lesquels Serrano Suñer.

Le danger est évidemment de mécontenter tous ceux qui, dans les deux partis, craignent avec raison qu'il soit impossible de trouver un terrain d'entente. Si l'appui catholique et l'habileté du Caudillo ont réduit au minimum les réactions monarchistes, Il n'en a pas été de même du côté phalangiste.

L'entrée possible, dans la junte du Parti, de personnages nettement hostiles au programme révolutionnaire de la Phalange, d'amis personnels du général Franco, inquiétant les *Camisas viejas*. Encore plus dangereux paraît à certains d'entre eux le pouvoir suprême accordé à Franco, dont le passé, l'éducation et les amitiés sont très suspects. Attendre dans ces conditions la fin de la guerre pour faire triompher l'idéal de la Phalange est bien risqué. Le mécontentement de ces phalangistes ne va pas tarder à se manifester : c'est le complot Hedilla.

Les résistances politiques

Manuel Hedilla assume la direction de la Phalange au titre de secrétaire général. Il a été un des proches collaborateurs de José Antonio. Son passé de travailleur manuel - c'est un ancien docker - est la garantie de son « attitude sociale ». Mais il n'a aucune formation politique. Hughes le dit « grossier, brutal, intempérant ». Le complot qu'il organise, autant qu'il puisse être connu, paraît simpliste et même naïf : préparer des manifestations dans tout le pays pour montrer, le mécontentement de la Phalange, encercler le quartier-général de Franco pour le prendre d'assaut, enfin proclamer une Junte politique révolutionnaire composée par Hedilla et ses amis. Cette Junte aurait compris, d'après Suñer la sœur de l'ancien chef de la Phalange, Pilar Primo de Rivera, le général Yagüe, dont les sympathies pour la Phalange étaient connues depuis longtemps, Dionisio Ridruejo, José Sainz, etc ... Nous en sommes d'ailleurs réduits aux suppositions pour tout ce qui concerne les détails de cette affaire: les pièces du procès n'ont jamais été communiquées; on connaît seulement les chefs d'accusation lancés contre les phalangistes arrêtés. Le plus grave est à coup sûr la tentative de révolte militaire. Peut-être a-t-on volontairement exagéré du côté franquiste l'importance de ces actions. Suñer accuse nommément le commandant Doval, responsable de l'Ordre public au quartier-général de Salamanque,

d'avoir recherché le sensationnel. Il semble en tout cas que ce complot ait été très maladroitement mis à exécution. Hedilla accumule les imprudences : émissaires envoyés dans les provinces, télégramme chiffré adressé aux délégations provinciales pour les inciter à la résistance contre le décret sur le Parti unique, ordres transmis par le chef provincial de Zamora aux chefs locaux, tout cela justifie largement son arrestation et son procès. Il est évident que le nombre d'arrestations a été considérable, que des mesures comme celle, même temporaire, qui interdit aux phalangistes l'entrée dans Salamanque, tendent à démontrer publiquement que le nouveau régime ne reculera devant aucune décision, si grave soit-elle, pour imposer sa volonté.

Mais qu'y avait-il en réalité derrière le complot ? Il est difficile de croire que le gouvernement de Franco ait été sérieusement menacé par cet illettré sans envergure, dont Franco souligne complaisamment à l'ambassadeur Faupel qu' « il n'était nullement à la hauteur des capacités exigées d'un chef de la Phalange. » Dans la même conversation, le Caudillo avait fait allusion à « un essaim de jeunes gens ambitieux, qui exerçaient sur lui leur influence » - sans donner d'ailleurs de précision supplémentaire. Il est certain qu'Hedilla a été poussé par d'autres, dont il n'est que le prête-nom. Il est curieux à cet égard de noter qu'une hostilité permanente se maintiendra contre le régime dans l'entourage de Pilar Primo de Rivera. Cette femme, qui veut incarner l'esprit de la Phalange après la mort de son frère, semble être au centre de l'opposition des *Camisae vie jas* contre le gouvernement Franco⁴²⁴. Mais son nom la protège des mesures policières.

En grossissant volontairement et en réprimant avec dureté un complot maladroit, Franco a sans doute voulu impressionner des opposants plus dangereux qu'Hedilla. Les « jeunes gens », dont parle le généralissime, ont reçu des encouragements de l'extérieur. La sympathie que la Phalange a toujours rencontrée à Rome et à Berlin s'est accentuée depuis l'arrivée des ambassadeurs des puissances de l'Axe. Si le premier ambassadeur italien, Cantalupo, dont la mission est d'ailleurs extrêmement brève, ne s'est pas intéressé de trop près à la politique intérieure de la zone nationaliste, il n'en est pas de même pour son successeur, le comte Viola, et pour le représentant allemand : Wilhelm Von Faupel manifeste ostensiblement son amitié aux *Camisas vie jas* ; il était certainement au courant du complot et a peut-être fourni des armes aux conjurés. Franco plaisante-il quand il propose à Faupel d'envoyer Hedilla « pour quelques mois en Allemagne et en Italie, afin qu'il y apprenne quelque chose et qu'il puisse par la suite utiliser ses expériences pour travailler au relèvement du pays »⁴²⁵ ?

En fait, Hedilla connaît rapidement l'issue de son procès : la culpabilité des accusés est entièrement reconnue. Quatre condamnations à mort sont prononcées, dont celle de l'ancien chef de la Phalange⁴²⁶. De l'avis de Suñer, qui ne pèche généralement pas par excès de générosité, les sentences sont très sévères. L'ambassadeur allemand, craignant sans doute d'être considéré comme responsable de la situation, a cherché à sauver la vie d'Hedilla. Il demande à son gouvernement des instructions sur l'attitude qu'il doit adopter dans cette affaire, mais en suggérant une intervention directe, un appel à la clémence. Faupel propose même que soit communiquée au généralissime une observation selon laquelle « l'exécution d'Hedilla et de ses compagnons, au moment actuel, est une mesure qui semble critiquable pour des raisons politiques et sociales ». Nous ne savons ce que la Wilhelmstrasse a répondu à ce sujet à son ambassadeur, ni s'il y eut aussi, ce qui est probable, une démarche italienne en faveur d'Hedilla, mais la peine des condamnés à mort fut commuée en prison à vie⁴²⁷. Une telle grâce ne saurait affaiblir, bien au contraire, la position du général Franco. La nécessité de sauvegarder l'unité nationale dans le combat lui assure du reste bon nombre d'appuis. Il prétendra avoir reçu le 5 mai « *soixante mille télégrammes de félicitations et d'approbation* » ...

⁴²⁴ Suñer parle du groupe de Salamanque formé autour de Pilar Primo de Rivera.

⁴²⁵ Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

⁴²⁶ D'autres condamnations sont prononcées à diverses peines de prison, dont celle de José Luis Arrese, qui devait à son tour devenir, quelques années plus tard, secrétaire général de la Phalange.

⁴²⁷ Hedilla a bénéficié plus tard d'une nouvelle mesure de grâce.

Malgré cet optimisme officiel, il est certain que l'esprit d'opposition a survécu dans nombre de milieux phalangistes ; nous le voyons surgir par moments et se manifester d'autant plus brutalement que toute forme d'hostilité au régime est étouffée par une répression continue. L'incident le plus typique à cet égard est le discours prononcé le 19 avril 38 à Burgos par le général Yagüe. Yagüe est un des plus populaires parmi les chefs militaires nationalistes ; la part considérable qu'il a prise à la guerre depuis l'insurrection du Maroc, sa réputation de chef « social », ses amitiés personnelles avec des *Camisas viejas* ont fait de lui « le général de la Phalange », ce qui explique que son nom ait été prononcé dans le complot d'Hedilla. Les critiques qu'il émet dans son discours de Burgos semblent être l'écho de la désillusion phalangiste à la suite des mesures de conservation sociale prises par le gouvernement nationaliste : il est nécessaire, dit Yagüe, de faire quelques réformes sociales ; il faut donner à la justice une véritable honnêteté et supprimer son caractère partial. La portée de ces reproches est à vrai dire limitée et l'incident n'aura pas de suite grave. Certes, des sanctions ont été prises contre Yagüe, mais, bien qu'il ait été relevé de son commandement, il ne tarde pas à rentrer en grâce et à recevoir une autre affectation.

Beaucoup plus sérieux a été le complot organisé par Velez et Aznar. Si les condamnations prononcées contre eux sont relativement peu sévères⁴²⁸, c'est que le régime est maintenant solide, et qu'il n'est pas nécessaire de frapper aussi fort qu'au moment du complot Hedilla. Au contraire, ce serait risquer d'entraîner à présent dans l'opposition une partie des anciens de la Phalange, et Franco est trop diplomate pour agir de la sorte. Le rôle important joué dans la Phalange par les deux hommes compromis dans le nouveau complot faisait en effet d'eux des personnalités du *Movimiento*. Velez est certainement le plus engagé. Ancien membre de la section marocaine de la Phalange, conseiller national comme Aznar, il semble avoir réellement cherché les sympathies de quelques chefs militaires pour une action de force. Agustín Aznar, plus prudent, s'est contenté de s'opposer par la parole à l'orientation du nouveau régime ; ancien compagnon de José Antonio, ami de Fernandez Cuesta, qui ne devait pas le suivre dans cette voie, Aznar veut représenter « le pur Phalangisme », l'intransigeance doctrinale. Chef des Milices phalangistes avant la guerre, ce qui l'avait amené à prendre la responsabilité des attaques à main armée dans Madrid entre février et juillet 36, il a été nommé ensuite inspecteur général des Milices.

En réalité, pour les phalangistes, l'adversaire n'est pas Franco, mais les forces conservatrices, l'Église et les monarchistes. Les oppositions vont parfois tourner en bagarres. Stôhrer signale⁴²⁹ au début de novembre 38 des escarmouches à Séville « entre la Phalange et le clergé ». Les phalangistes identifient d'ailleurs l'Église et la réaction monarchique. Aussi sont-ils également hostiles à toute tentative de restauration.

Nombre de monarchistes ont considéré après la guerre que Franco les avait bluffés ; Ansaldo témoigne de l'espoir constant d'une restauration. À vrai dire, le généralissime n'a jamais pris d'engagement, vis-à-vis des *requettes*, et Mola lui-même avait refusé de décider par avance du régime que le *Movimiento* imposerait à l'Espagne. Beaucoup de royalistes ont servi loyalement l'État nouveau et lui ont même rendu des services considérables : ainsi Antonio Goicoechea devient un dignitaire du système franquiste et le duc d'Albe est un efficace ambassadeur à Londres. Bien que tenus par la discipline, les généraux Ponte et Kindelan ne cachent pas qu'ils sont favorables à une restauration. Il ne se passe pas de mois sans que ne soit envisagé le retour éventuel à la monarchie : on a même songé à le rendre plus facile en remplaçant Alphonse XIII par son fils Don Juan. Franco ne s'est jamais opposé directement à ces manœuvres. Il se contente de les écarter, en soulignant qu'il ne faut plus diviser l'Espagne et qu'il doit sauvegarder d'abord l'unité du *Movimiento*, garante de l'unité de la nation.

L'organisation du parti unique lui donne un moyen de contrôle et d'action sur toutes les activités de l'Espagne. C'est la démarche décisive vers la réalisation du nouvel État espagnol, de structure dictatoriale. Mais il faut attendre les premiers jours de l'année 38 pour que se constitue un

⁴²⁸ Cinq ans et demi de travaux forcés.

⁴²⁹ Rapport du 19 novembre 38.

gouvernement.

Entre-temps, deux faits importants se sont produits, qui ont encore contribué à renforcer la position du Caudillo : le premier est la victoire décisive remportée dans le Nord, le deuxième, le ralliement officiel du clergé et l'appui sans réserve qu'il apporte au nouveau régime.

L'engagement de l'Église

Sans doute, dès le début de la guerre, la majeure partie des prêtres a pris position, souvent de manière active et même violente, en faveur de la rébellion. Mais la hiérarchie catholique, tout en manifestant sa sympathie, s'est refusée à apporter une caution officielle à un mouvement de révolte ; l'incertitude des premiers jours, le souci de ne pas rompre l'unité de l'Église, une grande partie du clergé basque restant fidèle au gouvernement, expliquent cette attitude d'expectative. L'évolution de la situation au cours de l'année 1937 va mener à un changement radical de cette position. Les raisons en paraissent simples : la prolongation de la guerre, dont l'issue paraît toujours plus lointaine, oblige à officialiser un choix qui se manifeste déjà dans les actes ; les succès remportés par les nationalistes ont amélioré la position diplomatique du gouvernement de Burgos et l'établissement de relations avec le Vatican est dans la logique des choses ; enfin la campagne de Biscaye règle le problème posé par l'existence d'une minorité catholique dans le camp républicain. Aussi, le 7 octobre 37, le nonce Antoniutti présentera-t-il au général Franco ses lettres de créance. Quelques mois auparavant, une prise de position de la majorité des prélats espagnols a déjà annoncé ce geste. Les constantes références des nationalistes à la tradition catholique et à l'œuvre des rois catholiques, l'influence personnelle de certains évêques, notamment du cardinal-archevêque de Tolède, Goma y Tomas, ont fortement contribué à incliner la hiérarchie ecclésiastique dans ce sens.

Le 1^o juillet 37 est publiée la « Lettre collective des évêques espagnols ». Elle dissipe à cet égard toute équivoque. Signé par 43 évêques et 5 vicaires capitulaires, avec, en tête, le cardinal Goma et le cardinal Ilundain, archevêque de Séville, ce texte doit son importance, non seulement au fait qu'il est une explication de l'attitude du clergé et des catholiques espagnols, mais surtout au fait qu'il reste un des seuls qui tentent de justifier le *Movimiento* de façon rationnelle et intelligente.

La Lettre des évêques prétend en effet d'abord justifier la position de l'Église en justifiant la guerre. Si, en des pays étrangers, et plus spécialement dans certains milieux catholiques français, on s'est indigné des persécutions religieuses en zone républicaine, une inquiétude visible se dégage aussi devant l'attitude très « active » de nombreux prêtres espagnols dans le conflit. Aussi les évêques déclarent-ils de façon péremptoire que « l'Église n'a pas voulu la guerre ». Elle ne l'a pas voulu, mais elle l'accepte, car elle y a été contrainte. Le recours à la force, dans ces conditions, est légitime⁴³⁰ :

- Il y a eu menace sur l'existence du bien commun ; d'abord menace contre la Patrie, car l'orientation donnée à la politique par le Front populaire est, tout, à fait, « contraire à la nature et aux besoins de l'esprit national ». Menaces également contre l'esprit religieux ; ainsi les lois laïques sont-elles qualifiées d'« iniques », d'atteintes à la liberté « chrétienne » de conscience ; ensuite, Il y a eu, de façon plus matérielle et moins discutable, les attentats contre les églises⁴³¹. Il y a, enfin, une menace évoquée moins directement contre la Société établie, car on trouve constamment indiqué dans le texte le danger du « communisme destructeur », de la Révolution « anti-divine ». Il est donc nécessaire de se battre, puisqu'il faut « périr sous l'assaut du communisme ou tâcher de se débarrasser de lui ». La guerre se trouve présentée comme une réaction salutaire, comme un « remède héroïque » contre un péril public ; ceux qui se sont soulevés font du patriotisme et de l'esprit religieux des impératifs que l'Église ne peut désavouer.

- D'autre part, il est avéré que « l'ensemble des autorités sociales et des hommes sages reconnaissent le péril public », et la « conviction des hommes sages concernant la légitimité de leur triomphe » est

⁴³⁰ Les évêques espagnols en appellent, sur ce point, à l'autorité de saint Thomas.

⁴³¹ Selon ce texte, de février à Juillet 1936, ce sont 111 églises qui ont été détruites et profanées.

absolue.

Puisque cette guerre est juste et nécessaire, l'Église ne peut « rester indifférente » ; puisque ceux qui se battent soutiennent une cause sainte, il faut faire de ce combat « une lutte sacrée ». D'où le second commentaire qu'il convient de donner à la Lettre des évêques : indiquer dans quel sens il convient d'orienter le conflit, quel caractère il importe de lui donner. Ce conflit, « réaction d'ordre religieux », est une croisade, et les combattants peuvent être comparés aux chevaliers-moines des ordres militaires. La cause qu'ils défendent est d'abord celle de l'Espagne, mais aussi celle de la Chrétienté tout entière. Ces soldats de Dieu se battent « pour les principes fondamentaux de toute société civilisée ». Il est d'ailleurs tout à fait remarquable que le texte commence par un « appel à l'aide des peuples catholiques » ; cet appel est sans doute destiné aux catholiques français, mais aussi à ceux d'Amérique du Sud, que le souvenir d'une civilisation commune, de leur appartenance à la *Hispanidad*, pourra plus facilement rallier.

Enfin, la Lettre réfute l'idée que cette guerre oppose l'Église aux Pouvoirs constitués : l'autorité publique était ruinée ; pour la rétablir, les dirigeants du soulèvement ont eu recours à « un plébiscite armé ». Nous retrouvons ici l'argument invoqué depuis le début du *Movimiento* par ses partisans.

Il reste que les représentants de l'Église espagnole se sont catégoriquement refusé à cautionner tout ce que recouvre le *Movimiento*. Un paragraphe est particulièrement significatif : il y est déclaré que l'Église ne se rend pas solidaire « des tendances ou intentions qui, dans l'avenir, pourraient défigurer la noble physionomie du Mouvement national ». Un élément de polémique, dirigé évidemment contre la Phalange, vient donc ici s'ajouter au texte.

On ne saurait trop insister sur le fait que cette Lettre est destinée à l'exportation. La prise de position des évêques n'apprendra rien à ceux qui vivent le conflit espagnol. Au contraire, son allure officielle, son ton catégorique en font aux yeux de l'étranger un texte capital : on présente aux chancelleries étrangères l'« aspect réel » de la guerre d'Espagne ; d'où l'insistance que met le texte à souligner la « sauvagerie collective » de la révolution et des persécutions antireligieuses : d'où la volontaire aberration qui consiste à présenter la révolution comme un soulèvement communiste, sans se soucier des confusions de termes⁴³². L'essentiel est de rappeler à tous que ce qui se passe en Espagne dépasse le cadre d'une simple guerre civile, car « Dieu a permis que notre pays fût un champ d'expérience pour les idées et les systèmes qui aspirent à conquérir le monde ».

Dans la lutte engagée, l'Église a désormais pris position. Son action va contribuer à donner au régime une orientation définitive. Plus encore que les Jésuites, dont le retour à cette époque est significatif, les Dominicains semblent avoir exercé une influence considérable sur les dirigeants nationalistes. Stôhrer note, parmi les conseillers personnels de Franco, le père Menendez Reigada. L'influence de l'Église ne s'exerce pas seulement sur le général, mais aussi, sur ses proches, en particulier sur son beau-frère, Ramon Serrano Suñer. Or, depuis que celui-ci s'est évadé de zone républicaine en février 37, son influence s'est sans cesse accrue. Les hommes changent : lorsque le premier gouvernement véritable est formé, Suñer y fait son entrée, tandis que Nicolas Franco est envoyé comme ambassadeur au Portugal.

Le nouveau personnel franquiste

Au moment de la proclamation du décret sur le Parti unique, Suñer venait d'arriver à Salamanque ; tout de suite, il prend sur le général un ascendant qui ne se démentira pas. Il est petit, mais assez fort, « très strict dans sa tenue, même élégant » ; il frappe par ses cheveux « prématurément gris », ses gestes rapides, son « excitation perpétuelle » ; très nerveux, passant d'un extrême à l'autre, parfois charmant et voulant charmer, Il est à d'autres moments brusque et peu courtois. Il a fait ses études à l'Institut espagnol de Bologne. Juriste de valeur, il a vécu longtemps à Saragosse. Ses relations avec le

⁴³² Ainsi, dans un paragraphe consacré aux « caractères de la révolution communiste » il est question de la « révolution anarchiste ».

général Franco datent de son mariage, les deux hommes ayant épousé deux sœurs. Au moment de l'insurrection, il se trouve à Madrid. Ses opinions politiques - il a appartenu à la C.E.D.A. -, ses relations familiales avec le chef de l'insurrection, font de lui un des hommes les plus directement visés par la révolution populaire ; il est arrêté, incarcéré au *Careel modelo*, puis transféré dans une clinique, sur l'intervention du ministre Irujo : il parvient alors à se réfugier dans une légation, probablement celle de Hollande. Avec l'aide de l'ambassadeur d'Argentine, il s'embarque alors à destination de Marseille sur le *Tueuman*. Mais ses deux frères n'ont pas eu la même chance ; et Suñer gardera toujours rancune à l'Angleterre de ces morts, dont il attribue en partie la responsabilité à la mauvaise volonté de l'ambassade britannique.

Élève des Jésuites, intransigeant défenseur de l'Église, il est resté profondément marqué par son éducation catholique. Favorable à l'Allemagne, il garde toujours une certaine méfiance vis-à-vis d'Hitler, dont la politique hostile au christianisme le heurte. Aussi passe-t-il plutôt et à juste titre pour être l'homme de l'Italie. Entier, violent, « un Robespierre au petit pied »⁴³³, tous ceux qui l'ont approché sont d'accord pour le qualifier de « fanatique »⁴³⁴. Son mysticisme, la haine qu'il éprouve pour l'esprit libéral, et par suite pour le système démocratique, ont encore accusé les traits du personnage. Son admiration pour les régimes autoritaires et particulièrement pour le fascisme l'amènent à s'éloigner des éléments monarchistes dont il critique le modérantisme. Ses amitiés ont toujours été très éclectique ; il est en relations avec certains chefs traditionalistes, Rodezno ou Sainz Rodriguez, mais il est aussi l'ami personnel de José Antonio⁴³⁵ et s'entend bien avec les nouveaux chefs de la Phalange, Amado et Hedilla. Son évolution politique l'a amené à exprimer l'idée « d'un régime permanent, à la tête duquel se trouverait Franco comme chef de l'État ». S'il ne refuse pas catégoriquement le rétablissement de la monarchie, il n'envisage plus « un rétablissement immédiat ». Dans vingt ans, « l'Espagne pourra avoir besoin d'un roi » ; en attendant, il est infiniment probable qu'il a orienté son beau-frère vers l'établissement d'une dictature personnelle.

Avec la formation, le 1^{er} février 38, du nouveau gouvernement, les idées de Suñer semblent triompher. Il est ministre de l'Intérieur, de la Presse et de la Propagande, et devient le théoricien du nouveau régime. Les chefs les plus marqués politiquement des monarchistes et de la Phalange ne font pas partie du ministère. En revanche parmi les principaux ministres, on compte cinq militaires ; outre les trois postes de « techniciens »⁴³⁶, le général Jordana occupe les Affaires étrangères. Suñer, qui ne l'aime pas, le qualifie de « libéral », Hayes de traditionaliste. C'est l'homme de l'Angleterre. Le général Martinez Amdo est responsable de l'Ordre public. Il est normal de voir en lui plus qu'en Suñer le véritable dirigeant de la répression en Espagne nationaliste, bien que les responsabilités politiques, et notamment les mesures de police dépendent tantôt du ministère de l'Intérieur tantôt de l'Ordre public. Cet état de choses crée d'ailleurs une hostilité entre les deux hommes, de caractère également autoritaire. Les réunions ministérielles de l'année 38 sont animées par cette querelle⁴³⁷.

Les autres ministres sont des techniciens plus que des politiques : aux Finances, Amado, ancien collaborateur de Calvo Sotelo ; à l'Économie, l'ingénieur Suances.

Militaires et techniciens s'opposent par leurs personnalités et leurs opinions politiques ; aussi la formation du ministère marque-t-elle un pas de plus vers la dictature du général Franco. Aux opposants monarchistes, il faut en effet imposer les réformes indispensables : le premier message gouvernemental rappelle l'urgence d'une transformation sociale, proclame la nécessité d'une organisation syndicale groupant patrons, techniciens et travailleurs. Par contre, aux phalangistes, il convient de faire savoir que la révolution est un danger, que l'Espagne doit revenir à ses grandes

⁴³³ Cf. Hoare. *Ambassadeur en mission spéciale*. Lettre du 15 octobre 1942.

⁴³⁴ Cf. Stöhrer. Archives de la Wilhelmstrasse.

⁴³⁵ Il est un de ses exécuteurs testamentaires.

⁴³⁶ Le général Orgaz à la Guerre, le vice-amiral Cervera à la Marine, le général Kindelan à l'Air.

⁴³⁷ A la mort de Martinez Amido, l'Ordre public reviendra à un autre militaire, le général Alvarez Arenas.

traditions⁴³⁸. À tous, il faut dire que le moment est arrivé de reconstruire l'État. Le Caudillo doit être aux yeux de tous le chef de ce *Movimiento* et le réorganisateur du pays. Le 19 juillet 38, un décret donne à Francisco Franco la dignité de capitaine général pour l'armée et la marine. Ce titre en soi ne signifie rien. Sa valeur est purement symbolique. Il n'a été donné, en Espagne, qu'aux rois. Il fait de celui qui le reçoit un véritable souverain sans couronne, et consacre la victoire politique du général. Deux ans après le pronunciamiento de 36, Franco devient le successeur des rois catholiques. La supériorité des armes semble près de lui donner la domination totale du pays. Il peut déclarer le 20 juillet : « Nous avons gagné la guerre ... » Mais il a beau parler d'une « paix féconde », de la disparition des « privilèges », il ne semble pas que l'œuvre de son gouvernement soit suffisante pour rallier ses adversaires : « Il ne suffit pas de vaincre, disait Miguel de Unamuno⁴³⁹, il faut convaincre. »

⁴³⁸ C'est le 5 février qu'est adopté le blason des rois catholiques.

⁴³⁹ Unamuno avait rallié le *Movimiento* après les premiers jours de guerre civile, mais il ne tardera pas à se séparer du régime nationaliste, dont il réprovoie les excès policiers et l'absolu conservatisme.

19. L'organisation de l'État nouveau

Quelques mots reviennent constamment dans les textes fondamentaux de « l'État national-syndicaliste » : Autorité, Hiérarchie et Ordre. Ces termes, la présence de l'armée et des officiers dans tous les secteurs de l'administration nous font souvenir que le Caudillo est un soldat et veut, selon l'expression de Marcatté, instaurer dans l'État « une discipline semblable à celle des armées ». Passés les premiers temps de l'agitation et du pittoresque, les observateurs s'accordent à reconnaître que l'Espagne nationaliste a une apparence de calme, et, même, dans certaines régions, de paix, inimaginables à la même époque en zone républicaine.

Le maintien de l'Ordre

L'étonnant est de constater cette tranquillité dans des régions comme l'Andalousie et l'Estrémadure qui avaient été parmi les plus « rouges » avant juillet 1936. Sans doute, la répression contre l'agitation révolutionnaire a-t-elle été ici particulièrement sanglante. Mais des mesures violentes et désordonnées ne réussissent généralement pas à briser toute forme visible d'opposition. Pour y parvenir il a fallu instaurer une véritable organisation de la répression. Les nationalistes ont d'abord brisé les cadres de l'opposition républicaine ou révolutionnaire ; des mesures ont été prises pour mettre hors d'état de nuire tous les individus considérés comme dangereux et qualifiés, assez curieusement, par les chefs militaires, de « rebelles ». Comme en zone républicaine, on est passé, en matière de répression, de la terreur organisée à une apparence de justice. Bahamonde a bien décrit cette évolution qui mène des fusillades de masse du début à l'« instruction sommaire », puis à partir de février 37, à l'action systématique des conseils de guerre. Ceux-ci sont habilités à juger les « délits de rébellion, sédition, résistance et désobéissance à l'Autorité »⁴⁴⁰, définition déjà dangereuse parce que très vague ; les quelques précisions données ne font que la rendre plus redoutable encore : ainsi peuvent être condamnés, non seulement ceux qui possèdent des armes à feu, mais, par exemple, ceux qui « entravent la liberté du travail » ou qui « propagent des nouvelles tendancieuses susceptibles d'ébranler le prestige de l'armée ». Toute personne qui insulte ou attaque un militaire ou un fonctionnaire est passible d'une sanction. Il est vrai qu'il ne s'agit là que de textes, dont seule l'application devrait nous intéresser. Mais la répression est aussi, en zone nationaliste, une réalité quotidienne : « Nous serons sans pitié, déclare Queipo, pour les assassins qui ont sacrifié à la fureur politique les enfants, les femmes, les vieillards. Quant aux gens de l'Union républicaine, ils sont trop liés au *Frente popular* pour qu'on puisse les en détacher »⁴⁴¹. Ainsi tous ceux qui, à un moment, si bref soit-il, ont soutenu la République après le 18 juillet, sont menacés. Même leur ralliement ultérieur au franquisme ne leur garantit pas forcément l'impunité : l'ancien député Rasado Gil, qui a eu le malheur de demander un vote de confiance en faveur du gouvernement de Madrid le 1^{er} octobre 36, est condamné pour ce crime à deux ans de prison, bien qu'il se soit, quelques mois après, enfui en zone nationaliste. Des partisans du *Movimiento* eux-mêmes, dont l'attitude est considérée comme subversive, sont poursuivis : en juillet 38, le marquis de Carvajal est condamné pour défaitisme par le tribunal de Saragosse à la confiscation de ses biens⁴⁴². Encore, dans les deux cas précités, ne s'agit-il que de fautes vénielles et de sanctions relativement modérées. Emprisonnements et exécutions se succèdent et la répression - souvent accompagnée de violences et de tortures - s'amplifie sous le régime instauré par le secrétaire d'État à l'ordre public, le général Martínez Anido. Cela lui vaut de nombreuses attaques, notamment de la part des *Camisas viejas*, mais sa mort n'interrompt pas les mesures de violence⁴⁴³.

440 Décret du 28 juillet 1936.

441 Cf. *Le Temps*, 28 juillet 1938.

442 D'après *le Temps* du 2 juillet, on lui reproche d'avoir déclaré : « Un armistice ne paraît pas inconcevable, et encore moins improbable ».

443 Le général Martínez Anido, comme gouverneur de la Catalogne avait, en 1921, dirigé les coups de ses *pistoleros* contre les cadres de la C.N.T. Il avait été également le premier ministre de l'Intérieur du Directoire militaire de Prjmo de Rivera. Son passé en faisait le symbole de la répression la plus féroce contre les ouvriers et les révolutionnaires. C'est ce qui explique en partie les

Condamnations⁴⁴⁴, mesures d'épuration et de surveillance vont se multiplier et se poursuivront après la fin de la guerre. C'est seulement en janvier 39 que sera publiée la loi sur les responsabilités politiques qui vise à liquider « les fautes politiques de ceux qui ont contribué par leurs actes ou par des omissions graves à provoquer la subversion rouge ou à l'entretenir ». Elle vise à réprimer non seulement des actes commis pendant la guerre civile, mais ceux qui l'ont été pendant la période antérieure par les affiliés et dirigeants des syndicats, partis et loges. Ainsi sont considérés comme responsables « ceux qui ont organisé les élections de 1936, ceux qui ont été candidats du gouvernement aux Cortes de 36 », et, de façon générale, « ceux qui, de 1934 à 1936, ont contribué à la subversion ». Ces délits, qui sont passibles de peines allant de la prison à la confiscation des biens, doivent être jugés par un tribunal spécial dit « tribunal national des responsabilités politiques », qui n'entrave en rien l'action des conseils de guerre.

Épuration et surveillance

Les mesures d'épuration sont tout aussi radicales. Elles visent particulièrement les fonctionnaires qui ne se sont pas ralliés au *Movimiento*⁴⁴⁵. Dans la zone immédiatement contrôlée par les nationalistes, le problème est réglé de façon simple : les autorités nouvelles donnent à tous les agents de l'État qui ne se trouvent pas sur place l'ordre de se présenter à l'autorité militaire la plus proche de leur résidence. Ceux qui ne le font pas sont considérés comme rebelles. Ailleurs, les mesures d'épuration entrent en vigueur au fur et à mesure de la conquête. Par exemple, après l'occupation de la Biscaye, un décret du 3 juillet 37 y suspend « provisoirement tous les fonctionnaires de l'enseignement » ; ceux qui le veulent peuvent « solliciter leur réintégration du rectorat de Valladolid » ; il leur suffira de remplir des formulaires sur lesquels ils indiquent les charges qu'ils ont pu assumer sous la République, « les groupes ou partis politiques auxquels ils ont appartenu » et les noms des personnes qui « peuvent se porter absolument garantes de leur attitude ». À la fin de la guerre, l'épuration des fonctionnaires sera généralisée et étendue : il suffit, pour tomber sous le coup de la loi, « d'avoir rempli des fonctions étrangères à l'activité administrative, d'avoir accepté de l'avancement à titre exceptionnel », ou seulement de n'avoir pas secondé le soulèvement dans la mesure du possible.

Les mesures qui établissent le système de surveillance constante et radicale de la population sont trop nombreuses et trop dispersées pour qu'on puisse les résumer en quelques mots⁴⁴⁶. La carte d'identité est rendue obligatoire au-dessus de 16 ans, ce qui est une mesure courante dans les régimes autoritaires. La création d'un « Service d'identification » aidera singulièrement la police. Il vaudrait mieux dire « les polices », car, à côté de l'ancienne garde civile, il y a toujours la *Seguridad* (Sûreté) et, en outre, la police secrète ; peu après la création du Parti unique, la Phalange aura aussi sa propre police. Il est difficile d'échapper à un appareil policier aussi considérable.

Les mesures de surveillance ne concernent pas les seuls individus. Elles s'étendent à, tous les moyens de propagande et d'information : la radio, le cinéma et surtout la presse. Déjà la loi sur l'État de guerre a interdit le fonctionnement d'appareils émetteurs de radio et permis l'établissement d'une censure en principe exclusivement militaire. Peu à peu, la Censure nationale s'organise : deux commissions fonctionnent en mai 37 à Séville et à La Corogne⁴⁴⁷. Elles comprennent des représentants de l'autorité

attaques des *Camisas vie jas*.

444 Dès qu'une province est soumise, les conseils de guerre commencent à fonctionner. Après la chute de la Catalogne, *le Temps* du 15 février 1939 rapporte les condamnations à mort de Ventura, ancien président du tribunal révolutionnaire de l'*Uruguay* (bateau ayant servi de tribunal au début de la guerre) qui avait condamné à mort le général Goded ; de Garrigo Lopez, président du premier Comité ouvrier de la *General Motor*, et du syndicaliste de l'automobile Emilio Morales.

445 Des mesures particulières ont été prises à l'égard du corps diplomatique, dont la situation à l'étranger est évidemment particulière.

446 On précisera alors les fautes entraînant la révocation définitive ou la suspension provisoire, le déplacement d'office, ou l'interdiction d'accéder à un poste de direction.

447 La commission de Séville est présidée par Carlos Pedro Quintana, celle de La Corogne par Francisco de la Rocha.

militaire, mais aussi, ce qui indique assez l'élargissement de ses compétences, des délégués de la société des auteurs, des entreprises cinématographiques, des centres culturels et des pères de famille. Ces premières dispositions seront complétées par une série de mesures destinées à contrôler la production de films, de livres et de journaux. Le ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire des gouverneurs civils, est responsable de la censure cinématographique. Dès le 23 décembre 1936, sont interdites la « publication et la circulation des livres et des imprimés pornographiques, marxistes ou dissolvants »⁴⁴⁸.

La presse est encore plus dangereuse par l'influence qu'elle peut exercer quotidiennement sur les masses. Aussi le général Franco a-t-il toujours attribué un rôle particulièrement important à la « délégation pour la presse et la propagande » dont le but est « d'utiliser la presse pour faire connaître les caractères du *Movimiento*, son œuvre et ses possibilités ». C'est le chef du service de presse⁴⁴⁹ qui dirige la censure et sert de lien avec les directeurs de journaux : ceux-ci sont devenus de véritables exécutants du pouvoir. Pratiquement désignés par la Phalange, ils sont responsables de tout et, pour une faute : peuvent être destitués et même radiés des registres. Aussi les informations diffusées en zone nationaliste ont-elles été préalablement sévèrement contrôlées.

Il convient par suite de n'accorder que peu de crédit aux descriptions enthousiastes faites à cette époque par des journalistes politiquement favorables à Franco et qui se contentent en réalité des informations données par l'office de presse destiné aux journalistes étrangers. Il est facile de trouver des ombres au tableau, Séville a l'air d'une cité paisible, dit Bahamonde⁴⁵⁰, mais les convois de blessés arrivent la nuit, et, pour éviter à la population un spectacle pénible, Queipo fait sonner l'alerte pendant le temps. En octobre 37, « le trafic est interrompu après huit heures du soir aux portes mêmes de Séville ». Les guérilleros continuent longtemps à tenir en Andalousie et prennent encore de gros risques. Bahamonde parle d'une attaque en plein jour contre des gardes civils, En mai 38, et bien que la pacification paraisse presque achevée, Stohrer signale de semblables activités près de Caceres et dans les Asturies. Dans le même rapport, l'ambassadeur d'Allemagne évalue à 40 % la fraction de la population de la zone nationaliste qu'il considère comme « politiquement instable » : la toute-puissance des autorités nationalistes ne peut dissimuler complètement l'opinion favorable aux « rouges » de certains groupes de populations.

Il est difficile de préciser dans quelle mesure les autorités civiles et militaires chargées du maintien de l'ordre coopèrent ou se contrecarrent. Dans les zones proches de front, le problème ne se pose pas : tout le pouvoir est aux mains des militaires. Les délégués civils nommés et installés par les officiers restent de simples subordonnés. Par la suite, quand la région est pacifiée, les compétences sont peu à peu rendues aux gouverneurs civils, aux commissions de gestion mises en place, ou dans certains cas, aux maires qui ont pu entrer en fonction ; Le gouverneur, civil dépend en principe du ministre de l'Intérieur. En réalité, il doit compter avec l'autorité militaire qui lui reste hiérarchiquement supérieure et conserve longtemps seule la responsabilité de l'ordre public. Les militaires ont le droit d'apprécier

448 Remarquable association d'idées dont les auteurs ne pourront se lasser, car elle se retrouve dans tous les textes régissant la littérature en zone nationaliste. Telle cette étonnante organisation des bibliothèques, non pas censure passagère, explicable par la guerre, mais préparation d'un contrôle systématique destiné à éliminer définitivement la « littérature dissolvante » des bibliothèques publiques et des centres de culture. Dans chaque district universitaire est formée une commission dont font partie « le recteur ou son délégué, un professeur de la faculté de philosophie ou de lettres, un délégué du corps des archivistes bibliothécaires et archéologues », qui sont les délégués des universitaires laïques, mais aussi « un représentant de l'autorité ecclésiastique, un de l'autorité militaire, un désigné par la délégation de la Culture de la Phalange, enfin un père de famille désigné par l'association catholique des pères de famille ». À chaque autorité, il appartiendra de dénoncer, parmi les publications considérées comme dangereuses, celles qui représentent une « dépréciation de la religion catholique », un manque de respect « à la dignité de notre glorieuse armée » et un « attentat envers l'unité de la Patrie ». De façon plus précise, il est recommandé de détruire purement et simplement les œuvres « pornographiques et sans valeur littéraire », révolutionnaires, mais « sans contenu idéologique de valeur essentielle ». On pourra conserver au contraire les œuvres de valeur ; mais, pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains de « lecteurs ingénus », elles ne seront accessibles qu'aux lecteurs munis d'une autorisation spéciale de la commission de la Culture.

449 C'était, pendant la guerre, Juan Pujol, dont on s'accorde à reconnaître les compétences.

450 *Un año con Queipo*.

« le manque de capacité » ou les « fautes de moralité » des civils, et de les remplacer, quand ils le jugent absolument nécessaire, par un « délégué à l'ordre public ».

D'ailleurs le manque de fonctionnaires « sûrs » oblige souvent à choisir les gouverneurs « civils » parmi les officiers. À Malaga, par exemple, après la victoire nationaliste, le gouverneur civil est le capitaine Garcia Alted, qui laisse toute liberté aux troupes italiennes et manifeste de façon éclatante ses opinions politiques en revêtant l'uniforme de la Phalange.

Il est normal, dans ces conditions, que la seule puissance véritablement respectée soit l'Armée ou que des conflits éclatent entre les pouvoirs civils et militaires⁴⁵¹.

En dehors de l'application des mesures édictées par le gouvernement, la grande préoccupation des gouverneurs civils et des administrations locales est le ravitaillement de l'armée et de la population. Celui-ci est d'ailleurs facilement assuré ; les boutiques sont toujours pleines et les magasins offrent même des tissus anglais. Seuls le riz, le thé et le café seront rationnés en 37-38. Les nationalistes peuvent même se permettre d'exporter une partie de la production agricole et disposent encore de réserves. Mais celles-ci vont diminuer rapidement à la suite de l'occupation des grandes villes. Après la chute de Barcelone, il faudra assurer le ravitaillement d'une population sous-alimentée depuis des mois. Les problèmes économiques seront plus délicats une fois la guerre terminée.

Les prix ont monté pendant la guerre civile, mais sont restés à un niveau raisonnable. Toute hausse de prix doit avoir été autorisée et il n'est pas rare de voir une boutique fermée pour contravention à la législation sur les prix. Le régime autoritaire empêche ainsi que le niveau de vie de la population ne soit réduit dans des proportions trop considérables. Évidemment, il n'empêche pas toutes les spéculations. Selon Courmont, qui est entièrement favorable aux nationalistes, les prix des tissus « ont fait un bond énorme », la viande de bœuf, entre octobre 36 et mai 38, a augmenté de 37 % et le vin de 48 %.

Aussi, malgré l'abondance apparente, le régime reste-t-il celui de l'*austeridad*, expliquée officiellement par les nécessités de l'économie de guerre. Pour mieux marquer les sacrifices consentis par tous à la cause commune, le régime a inventé le système du « plat unique ». Le vendredi au début de la guerre, puis le jeudi, tout le monde devra se contenter d'un seul plat. En réalité, comment contrôler une pareille institution ? Il faut avouer que nous sommes dans le domaine de l'utopie, sauf, bien entendu, pour ceux qui mangent au restaurant et qui, de même, devront, en outre, accepter d'être « privés de dessert » le lundi. En fait, il s'agit de manifestations platoniques, destinées surtout à frapper l'étranger qui sera ainsi convaincu de la discipline et des sacrifices consentis par le pays en guerre. La pauvreté de la population est la vraie cause de l'austérité.

Le calme et la prospérité ne sont donc en réalité qu'une façade. Si l'on veut comprendre réellement l'État nouveau, il convient d'en examiner en détail les institutions.

L'État national-syndicaliste

Avec les officiers, dont la fidélité et la discipline sont précieuses pour Franco et dont l'on ne pouvait se passer, les nouveaux cadres du système politique sont fournis par les phalangistes du Parti unique. Nous sommes dans l'« ère bleue » de l'État national-syndicaliste. La Phalange est « le mouvement inspirateur et la base de l'État espagnol », selon la première phrase de ses statuts⁴⁵² qui reprennent et précisent les principes de morale politique énoncés dans le décret du 19 avril : les intérêts individuels doivent céder au « service de l'État, de la Justice sociale, et de la Liberté chrétienne de l'individu ». Ainsi, au concept de liberté politique ou sociale dont il n'est plus question, s'oppose le principe de la

⁴⁵¹ Bahamonde (*op. cit.*) fait le récit d'un très grave conflit qui éclate à Badajoz. L'origine en est un simple incident à propos de l'organisation d'une des multiples souscriptions lancées par le régime ; mais il dégénère en une véritable épreuve de force entre le gouverneur militaire Canizarès et le « civil » Diaz de Llano. L'armée et la Phalange unies imposent finalement leur volonté : le gouverneur civil doit s'incliner.

⁴⁵² Statuts de la Phalange espagnole traditionaliste et des J.O.N.S. Décret du 4 août 1937.

liberté chrétienne qui est seulement une liberté morale. Ce qui compte, en effet, c'est le respect des « valeurs éternelles de la Patrie » et la hiérarchie sociale. Cette notion de hiérarchie inspire toute l'organisation du Parti, des phalanges locales, au Caudillo. Le « chef national du Mouvement » a, nous l'avons vu, la réalité du pouvoir. C'est lui qui choisit les membres du premier Conseil national, nomme le président de la Junte politique et désigne cinq des dix conseillers nationaux qui en font partie⁴⁵³. Il est le chef suprême des milices de la Falange, choisit et relève de leurs fonctions les chefs provinciaux, décide des inspections régionales. Il a le pouvoir suprême, à la fois de décision et d'appel.

La Junte politique n'est donc qu'un conseil, aux attributions politiques, auprès du chef national ; elle se réunit une fois par mois au moins, pour étudier les propositions à faire au chef de l'État et examiner les comptes du *Movimiento*. Les ordres sont transmis du sommet, Junte ou Conseil national, aux commandants provinciaux et aux phalanges locales.

Une phalange locale est constituée par vingt « affiliés militants » au moins. Il ne peut être question de faire entrer dans le parti tous ceux qui en font la demande. Mais il ne faut pas non plus décourager les bonnes volontés, d'où la distinction entre « adhérents » et « militants » qui fait irrésistiblement penser à l'organisation de certains ordres religieux et notamment à celle de la Compagnie de Jésus. Les adhérents ne sont pas « membres de la Falange ». Ils doivent cependant « souscrire la formule d'adhésion et de serment » établie par la *Jefatura* nationale et payer une cotisation. La qualité de militant est donnée aux adhérents qui ont cinq ans d'activité, aux anciens membres de la Falange et des *requetas* et aux généraux, officiers des armées d'active ou en service de guerre, ainsi qu'à « ceux qui obtiennent ce titre par décision personnelle du Caudillo ou sur proposition des *Jefaturas* provinciales ». Chaque section a une hiérarchie semblable avec un chef local, un secrétaire, un trésorier, un chef local des milices ; dans les grandes villes, la *Jefatura* municipale a sous ses ordres « les chefs de quartiers, de sous-quartiers, d'îlots et de maisons ». Ainsi est créé un quadrillage auquel nul ne peut échapper et qui est plus efficace que n'importe quelle police.

La Falange est, dans tous les domaines, l'instrument du pouvoir totalitaire ; elle est présente sous toutes les formes : mouvements féminins, mouvements de jeunesse (*Flechas*) ; elle a encadré la jeunesse universitaire en créant le *Sindicato español universitario*, organisation étudiante unique et obligatoire, destinée à « exalter la profession intellectuelle dans un sentiment profondément catholique et espagnol ». Comme la Falange, il est organisé hiérarchiquement avec, à sa tête, un chef national nommé par le Caudillo et investi de l'autorité suprême. En dehors des étudiants qui font normalement partie du S.E.U., paient leur cotisation, souscrivent à la formule d'adhésion - qui suppose une obéissance inconditionnelle - et portent les cinq flèches et le joug, insignes de la Falange, il existe deux catégories exceptionnelles d'affiliés, les « honoraires », qui, sans être étudiants, ont contribué, par un travail intellectuel, à la grandeur de l'Espagne, les « protecteurs » qui ont favorisé le développement du S.E.U. par des dons ou une aide financière.

À partir de 1938, l'État phalangiste devient l'État national-syndicaliste. Le groupe Suñer, qui comprend, dans le gouvernement, Fernandez Cuesta, Amado et le ministre de l'Action syndicale, Gonzalez Bueno, estime qu'il n'est pas possible d'abandonner le côté positif du programme phalangiste. Ils veulent d'abord obtenir une affirmation de principe : l'État Nouveau doit montrer à tous sa vocation sociale. La Charte du Travail commence en effet par une double déclaration : « le travail sera exigé de tous », mais « tous ont droit au travail. » Elle contient en outre un certain nombre de promesses : la durée de la journée de travail ne doit pas être excessive, la femme mariée sera « affranchie de l'atelier et de l'usine » ; on instituera une fête du travail, qui, par opposition au 1^{er} mai des « Rouges », sera fixée au 18 juillet, anniversaire du « glorieux » soulèvement et s'appellera « la Fête de l'exaltation du travail ». On va même jusqu'à prévoir des congés payés et des institutions pour les loisirs des travailleurs. Il convient pourtant de noter le caractère extrêmement vague de ces dispositions. À partir de quel moment, par exemple, la journée de travail peut-elle être considérée comme « excessive » ? Le texte parle de congés payés, mais ne fixe pas pour le moment leur durée. Plus tard on parlera d'une semaine,

⁴⁵³ Les cinq autres sont désignés par le Conseil sur proposition du Caudillo.

mais elle n'est pas encore accordée en 1938. La guerre fournit un prétexte pour remettre à plus tard les réalisations « sociales ». En attendant, on revient sur les avantages acquis. La semaine de travail dans la métallurgie, la sidérurgie, les fabrications de matériel électrique et scientifique, passe de 44 à 48 heures ; dans les mines de Huelva, au premier semestre de 1938, la semaine de travail est augmentée d'une heure.

Aussi, sans s'attarder sur les hypothétiques avantages accordés aux travailleurs par le *Fuero dei Trabajo*, convient-il de mettre en relief les principes profonds qui ont guidé les législateurs du Conseil national de la Phalange. Courmont rappelle que « l'organisation nationale-syndicaliste de l'État s'inspire des principes d'Unité, de Totalité et de Hiérarchie ». Nous nous contenterons de suivre son analyse de la Charte et de la formation de syndicats verticaux.

Le principe d'Unité

Le principe d'Unité signifie qu' « en dehors du syndicat, il n'y a rien ». L'entrée dans le syndicat est en effet obligatoire : la délivrance des cartes syndicales, monopole de la Phalange, est, aux mains du Parti unique, un moyen de contrôle nouveau et considérable. L'idée totalitaire se manifeste dans l'organisation même du syndicat : « Tous les producteurs sont réunis ». En effet, contre l'affirmation de la lutte des classes qui est à la base du « matérialisme marxiste », l'État national-syndicaliste prétend dominer les oppositions entre les catégories sociales. Aussi le syndicat doit-il réunir les patrons, les employés et les techniciens dans les mêmes organismes. Les syndicats, enfin, sont strictement hiérarchisés. « Toutes les sections syndicales sont soumises à l'autorité de leurs chefs », ceux-ci étant, bien entendu, choisis par la Phalange qui encadre les travailleurs comme elle encadre le reste de la population. L'État promet qu'il accordera aide et protection, qu'il se montrera loyal envers les travailleurs. En revanche, il exige une fidélité et une obéissance inconditionnelles.

La Phalange intervient enfin dans la vie du pays par le biais des œuvres sociales, qu'on serait plutôt tenté d'appeler des « œuvres de charité » et qu'elle a été seule à organiser. La réalisation essentielle, à cet égard, est l'*Auxilio social*, fondée à l'automne 1936 par la veuve du phalangiste Onesimo Redondo, Mercédès Sanz Bachiller, mais qui sera effectivement dirigée ultérieurement par Pilar Primo de Rivera. L'*Auxilio social* a commencé par l'organisation d'un secours d'hiver : au départ, trois réfectoires pour des orphelins. Plus tard, les secours s'étendront aux réfugiés : ce sont les « cuisines de fraternité », un vocable cher au régime. Par la suite, on organisera des distributions de secours aux malades et aux vieux travailleurs. Le centre de l'*Auxilio social* est à Valladolid⁴⁵⁴, Ses moyens sont fournis par l'aide des femmes phalangistes, et, plus tard, par le « Service social », équivalent, pour les femmes de 17 à 35 ans, à ce que peut être, pour les hommes, le service militaire. Lui aussi doit permettre l'établissement d'un climat de fraternité ; femmes mariées, veuves et infirmes en sont dispensées⁴⁵⁵. En principe, il est facultatif, mais une femme ne peut se présenter à un examen ou entrer dans l'administration si elle ne l'a pas accompli⁴⁵⁶.

La distribution de ces importants secours exige d'importants moyens financiers et l'apport gouvernemental est très insuffisant. Les ressources nécessaires seront fournies par les « quêtes de quinzaine », la vente des timbres de l'*Auxilio social* et surtout par les « fiches bleues » dont les signataires s'engagent à des versements réguliers⁴⁵⁷.

Par ailleurs, et indépendamment de la Phalange, le gouvernement nationaliste s'est particulièrement intéressé à deux problèmes nés de la guerre : l'aide aux familles des combattants, pour laquelle on a créé un « fonds de bienfaisance » alimenté par une taxe de 10 % sur les produits de luxe⁴⁵⁸, et la

454 Le décret du 7 octobre 1937 qui l'institut prétend contribuer à « réaliser le programme de la Phalange ».

455 Pour les veuves, à condition qu'elles aient au moins un enfant.

456 Le service comporte un minimum de six mois de service continu ou de six périodes successives d'un minimum de un mois.

457 Cf, Marcotte, *L'État national-syndicaliste*.

458 La taxe est perçue sur la vente des tabacs, les entrées dans les spectacles, les consommations dans les cafés et les

Colocacion familiar de niños, typique de la forme de misère créée par cette guerre. La tâche de cette œuvre consiste à rechercher dans chaque localité des familles susceptibles d'apporter, aux orphelins ou aux enfants séparés de leurs parents par la guerre, « la sainte chaleur de la famille ». Encore faut-il qu'elles soient capables de leur donner « une bonne éducation ». Aussi, le texte officiel prévoit-il qu'elles doivent être des exemples « de mœurs, de religion et de moralité » pour pouvoir donner aux enfants recueillis « une éducation chrétienne et le saint amour de la Patrie »⁴⁵⁹. On les choisit avec grand soin : une junta locale, comprenant l'alcade, le doyen des curés, un inspecteur municipal de la santé, désigne les tuteurs, et fournit à leur sujet des renseignements détaillés qui justifient sa proposition⁴⁶⁰ ; elle aura, en outre, à veiller à ce que les tuteurs « remplissent leurs devoirs ».

Dans toutes ces institutions, à côté de l'esprit « de charité », on retrouve le désir d'ordre et de lutte pour le triomphe de la morale officielle qui est à la fois la morale chrétienne et la morale politique de la Phalange. Malgré des déclarations d'intentions sociales de la part de l'État, le fait est que les seules réalisations ne sont que des mesures charitables, utilisant les bonnes volontés et les fonds privés. Le fonds de protection *benefico-social* est alimenté par les bénéfices réalisés au cours de la journée du plat unique, le produit des quêtes publiques autorisées par l'État et enfin, mais en dernier lieu, par des fonds accordés par l'État.

Pour ce qui est de la justice sociale, de la participation aux bénéfices et des autres promesses du *Flero dei Trabajo*, elles n'ont pas encore reçu, en 1939, le moindre début d'application. Le seul effort sérieux qui ait été fait consiste dans la création du *subsidio familiar*, allocation familiale versée au chef de famille sur les fonds d'une caisse alimentée par des cotisations ouvrières et patronales. Il s'agit bien, certes, d'une de ces mesures « sociales » prônées par la Phalange, mais cette aide apportée à la famille traduit surtout l'influence considérable de l'Église catholique.

L'Église et l'État nouveau

« La seule chose qui soit peut-être certaine dans l'état actuel des choses, dit Stöhrer en mai 38, c'est que sous le présent régime, l'influence de l'Église catholique s'est fortement accrue en Espagne nationaliste. »

Nous avons déjà souligné qu'une grande partie des prêtres espagnols a approuvé et soutenu la rébellion depuis le début. Le cardinal Segura, dont les démêlés avec la Phalange prendront ultérieurement un cours très violent - il sera même amené à quitter pour un temps le territoire espagnol -, avait combattu le Front populaire. Le cardinal Goma y Tomas tente de convaincre l'épiscopat français de la sainteté de la « Croisade ». Dès le 15 août 36, le cardinal Ilundain préside, aux côtés de Queipo, une cérémonie officielle. De moindres personnalités religieuses prennent, dans leurs prêches, des positions très violentes. Bahamonde cite le sermon d'un prêtre de Rota : « *Il faut balayer toute cette pourriture ... Je vous avertis : Tout le monde à la messe ! Je n'admets pas d'excuse !* ». Georges Bernanos a témoigné que l'obligation d'assister à la messe est appuyée, du moins dans les premiers mois de la guerre, par de sérieuses menaces. Il faut toutefois signaler que certains prêtres ont eu le courage de protester contre les exécutions massives, au risque d'être à leur tour victimes de *paseos* : Bahamonde cite le cas d'un prêtre de Carmona, tué pour avoir protesté contre les crimes de la Phalange.

L'influence de l'Église, en tout cas, ne cessera de croître. Une des raisons qui ont incité plusieurs chefs monarchistes à se rallier au nouveau régime - entre autres Rodezno, qui devient ministre de la Justice - est à coup sûr l'alliance du gouvernement nationaliste avec le Vatican, qu'accompagne l'abolition des mesures laïques prises par les républicains : c'est ainsi que la législation sur le divorce est supprimée, le décret du 2 mars 38 n'autorise que l'examen « des demandes concernant les dispositions

restaurants, la vente des parfums.

⁴⁵⁹ B. O. du 2 janvier 1937.

⁴⁶⁰ Doivent notamment être portées sur la famille du tuteur les informations suivantes : valeur morale, religieuse, économique, indication des ressources et bulletin médical.

préventives de séparation des conjoints ».

La mesure qui, à cet égard, a produit le plus d'effet est le décret du 3 mai 38 autorisant le retour des Jésuites en Espagne. Ce geste n'est pas présenté comme un geste de faveur vis-à-vis de l'Église catholique, mais comme une réparation. Pour le gouvernement, deux motifs le justifient : d'abord, c'est un ordre « éminemment espagnol » et il est normal au moment où se retrouve l' « Hispanité », que la Compagnie de Jésus recouvre ses droits et ses biens. Cela fait partie du retour à la tradition. L'autre raison est « l'énorme apport culturel » des Jésuites au pays. Au moment où il faut briser l'influence des intellectuels marxistes les Jésuites contribueront naturellement à refaire de l'Espagne un pays uni dans la catholicité. Leur rôle, en tout cas, sera discuté : Bahamonde en fait « les plus violents instigateurs de la répression ».

L'Église est partout présente dans l'État nouveau dans l'armée, d'abord où les aumôneries militaires sont rétablies dès la fin de 36 ; un décret de mai 37 achèvera l'organisation de l' « assistance spirituelle catholique dans les unités de guerre », sous la direction du cardinal-archevêque de Tolède, délégué pontifical. Le personnel en sera recruté parmi les prêtres mobilisés.

L'Église et l'Enseignement

Mais c'est dans le domaine de l'enseignement que l'action du clergé se fait le plus sentir, surtout après 38, lorsque Franco fait appel à Saint Rodriguez comme ministre de l'Éducation nationale. Suñer, pourtant fervent catholique, dit que le nouveau ministre a été « le législateur le plus vaticaniste que l'Espagne ait connu ». Le personnel enseignant laïque a été généralement fidèle à la République : à plusieurs reprises, le gouvernement de Franco a dû fermer, faute de personnel, des Instituts secondaires ; ainsi, en 37, sont fermés à titre provisoire les Instituts nationaux de Santander, Merida et Talavera : les locaux sont généralement occupés ensuite par l'armée. Quand le personnel existe, il ne saurait être intégré qu'avec de grandes précautions. Les professeurs qui ont été maintenus dans leur poste par les commissions d'épuration sont considérés comme ayant néanmoins besoin d'une direction et d'une formation nouvelle. Aussi organise-t-on pendant l'été des cours spéciaux à leur usage dans toutes les capitales de province. La première semaine, ils écouteront des conférences sur la religion, la patrie, l'homme et le maître : au cours de la deuxième semaine les thèses traitées sont classées dans les rubriques : « Pédagogie de la religion », « Histoire de la Patrie » « l'Enfant », « l'École ». Les conférenciers chargés des cours sur la religion sont désignés par l'évêque. Les titres des leçons sont significatifs : la première sera consacrée à démontrer « *la supériorité de la religion chrétienne sur les religions de type oriental* ». Une autre leçon portera sur « la conception catholique du maître, selon l'encyclique de Pie XI ». Les concessions au modernisme qui permettent de parler de « psychologie » et de « psychopathologie » ne doivent pas faire oublier l'intervention constante et essentielle de l'Église dans la formation scolaire.

L'instruction religieuse est rendue obligatoire dans l'enseignement primaire comme dans le secondaire. Seuls en sont dispensés les « indigènes du protectorat du Maroc et des colonies africaines » qu'il convient de ne pas choquer par un prosélytisme maladroit. Partout ailleurs et pour tous les autres, l'instruction religieuse va de simples notions de catéchisme et d'histoire sainte dans les premières années à des leçons plus compliquées d'explication « large » du dogme catholique. On termine, dans la 5^e année d'études secondaires, par des « notions d'apologétique ».

En dehors même de ces leçons, la religion est toujours présente. Ainsi on exige, dans les écoles, le respect des « règles de dévotion à la Vierge Marie » : un décret d'avril 37 oblige les maîtres à placer dans leur salle de classe une image de la Vierge, « de préférence sous l'invocation très espagnole de l'Immaculée Conception », de telle manière que les élèves, à l'entrée et à la sortie, puissent la voir en échangeant avec leur maître les phrases rituelles : « *Ave Maria purissima, sin pecado concebida ...* » De plus, une invocation particulière est renouvelée chaque jour, pendant la durée de la guerre. Bien entendu, il s'agit, selon le législateur, d'un retour aux traditions d'« esprit populaire ». Mais en réalité, c'est une orientation bien définie de l'enseignement, destiné à former un citoyen qui soit en même temps un catholique pratiquant.

Dès l'école primaire, il faut, selon les instructions officielles, « que toute l'ambiance scolaire subisse l'influence de la doctrine catholique ». Les manifestations purement religieuses s'y multiplient : une ordonnance de février 38 donne congé pour la fête de saint Thomas d'Aquin, organise une cérémonie commémorative « pour perpétuer dans l'esprit des générations d'élèves ce modèle de sainteté ». Toutes les autorités académiques y assistent, et les étudiants sont représentés par le S.E.U. De même, obligation est faite de placer le « saint Crucifix » dans les Instituts d'enseignement moyen et les Universités. Tout doit proclamer la transformation radicale : l'École laïque est celle d'un « régime soviétique », l'enseignement « national » doit être chrétien et c'est l'enseignement de la « fraternité sociale » telle que la proclame l'Église qui doit faire disparaître « *l'odieux matérialisme* ». Il s'agit d'une éducation en profondeur qui ne s'arrête pas aux parties de l'écale. Il ne suffit pas que les enfants assistent en groupe à la messe, sous la conduite de leurs maîtres. Les recommandations faites aux inspecteurs de l'enseignement primaire leur rappellent que l'École est une institution qui permet d'« exalter l'esprit religieux » et qui est « éducatrice et formatrice de bons patriotes », que la jeune fille enfin doit y apprendre « sa fonction élevée dans la famille et le foyer ».

Ainsi se trouvent constamment liées les formes d'éducation religieuse, civique et patriotique. Pour entretenir cette atmosphère, il est recommandé d'utiliser des « chants populaires, hymnes patriotiques et biographies » ainsi que la « lecture des journaux, les commentaires de faits actuels », ce qui est évidemment une originale conception de l'étude de l'histoire. Et, comme cette éducation s'adresse à *tous*, on apprendra aussi, dans des « classes d'adultes », ce qu'est le « Mouvement national ».

Le but de tout cela : donner l'idée que la vie est « combat, sacrifice, discipline, lutte et austérité ».

Mais la discipline promise à tous doit être imposée à tous. La société nationaliste est chrétienne et hiérarchisée. Le serment de fidélité, prêté selon des formules diverses, en est le témoignage. Ainsi les magistrats entrant en charge prêtent serment debout devant le « saint Crucifix ». À la formule : « *Jurez-vous devant Dieu et devant les saints évangiles une adhésion inconditionnelle au Caudillo d'Espagne, de rendre une justice honnête et impartiale, d'obéir aux lois et dispositions se rapportant à l'exercice de votre charge sans autre mobile que le fidèle accomplissement de votre devoir et le bien de l'Espagne ?* »,

Le juge répond par la formule consacrée.

La formule des serments d'académiciens est plus originale et plus symbolique encore. Devant un bureau où sont disposés « un exemplaire des Évangiles dans le texte de la Vulgate » (couverture ornée du signe de la croix) et « un exemplaire de Don Quichotte » (couverture ornée du blason de la Phalange), l'académicien doit jurer « devant Dieu et son ange gardien » de « *servir toujours et loyalement l'Espagne, sous l'autorité et la règle de sa vivante tradition, de sa Catholicité qu'incarne le Pontife romain, de sa continuité représentée par le Caudillo* ».

L' « Hispanité »

La fondation de l'Institut d'Espagne répond à un double but : conserver les richesses nationales, préserver et diffuser la tradition. Si son président est le grand musicien Manuel de Falla, la liste des présidents d'Académies est révélatrice d'un état d'esprit, puisqu'y figurent les représentants les plus éminents de l'opinion conservatrice :

Pemartin, le duc d'Albe, le comte de Romanones, Goicoechea. Par la fondation de l'Institut, la protection accordée aux arts doit redonner à l'Espagne un prestige tel qu'elle reprenne rapidement la tête de toutes les nations de langue espagnole. L'« Hispanité » doit se réaliser dans l'union de l'Espagne et des États hispano-américains. On recommande aux étudiants du S.E.U. de faire tous leurs efforts pour nouer des liens avec ceux d'Amérique latine. Ainsi commence à se réaliser la vocation impériale, ce thème favori des phalangistes. C'est dans cet esprit que sont fondés l'ordre d'Alphonse X le Sage, destiné à récompenser les Espagnols « qui se sont distingués dans les sciences, l'enseignement, les lettres ou les arts » et l'ordre « impérial des Flèches rouges » qui, de façon plus vague, doit

« récompenser le mérite national ». Certes, une telle politique comporte des dangers et notamment celui de mécontenter des alliés. De jeunes phalangistes ont manifesté bruyamment leur désir de reconstituer une grande puissance ibérique, ce qui ne pouvait manquer d'indisposer le Portugal. Mais le gouvernement nationaliste a pris soin de limiter ces excès de langage.

C'est donc plus par un jeu de l'esprit que par une réalité vivante que l'Espagne de Franco se présente comme succédant à l'Espagne des rois catholiques, de Charles Quint et de Philippe II. Il convient de donner à tous les Espagnols la conviction que, s'ils acceptent les souffrances et les difficultés de la guerre, c'est pour réaliser un grand idéal, pour que l'Espagne puisse reprendre la devise de la monarchie : « Une, grande, libre ». En attendant, à défaut de puissance réelle les nationalistes doivent se contenter d'affirmations de principe et de gestes symboliques, comme le rétablissement de l'ordre d'Isabelle la Catholique, dont le chef de l'État devient le grand maître. Ces décorations, les cérémonies qui commémorent les « glorieux » anniversaires, la mort de Calvo Sotelo, le soulèvement du 18 juillet, sont destinées avant tout à entretenir la volonté de lutte de l'armée nationaliste.

L'Armée nationaliste

L'esprit de sacrifice, la valeur militaire des troupes nationalistes sont incontestables. Il arrive que les alliés italiens ou allemands discutent les décisions du commandement espagnol ou l'insuffisante préparation des troupes engagées : ils ne se plaignent jamais d'un manque de courage. Il est nécessaire, dans une guerre de plus en plus acharnée. Selon le général Walch, en 1938, la « durée moyenne d'un lieutenant sorti de l'École militaire » est de 43 jours. Les cadres conservent cependant leur valeur, car un effort particulier a été fait en ce domaine. Le recrutement, l'organisation et la formation de la troupe ont été confiés depuis fin 36 au général Orgaz. Son premier soin a été de créer des écoles et des cours de formation d'officiers. Les académies militaires se multiplient : il en existe trois d'infanterie, une de cavalerie, une d'intendance, une enfin du génie⁴⁶¹. Les spécialistes sont plus difficiles à recruter : en janvier 37, on mobilise les radiotélégraphistes ; puis on crée une École de l'air ; on distribue libéralement primes de « vol » et d' « aérodrome ».

Il n'y aura jamais de mobilisation générale : on peut encore rencontrer, en zone nationaliste, des hommes jeunes en civil. Au début, il est certain que le gouvernement a hésité avant de faire entrer dans l'armée une masse d'hommes politiquement hésitante, et même hostile dans certaines régions. La supériorité de l'armée de métier paraissait alors suffisante pour que le recours à une mobilisation puisse être évité. Au moment de la grande bataille devant Madrid, l'armée nationaliste n'a guère plus de 250 000 hommes, dont une partie importante est constituée par la légion étrangère et les troupes « maures ». Le recrutement marocain restera important, facilité par la souplesse du général Franco vis-à-vis des indigènes. Le Caudillo a toujours pris soin de distinguer les lois applicables à la métropole et celles qui sont créées pour la zone rifaine. S'il a pris pour les troupes maures quelques dispositions particulières de discipline, comme l'interdiction de fréquenter les cabarets, il a pris aussi des mesures spéciales de secours financiers pour les blessés et leurs familles. Ancien soldat de la guerre du Rif, il a su s'attacher ses troupes, il y choisit sa garde d'honneur. Il ne perd jamais de vue les nécessités d'un large recrutement militaire au Maroc et ménage constamment les nationalistes marocains malgré de fracassantes affirmations de principe sur la Nation et l'Empire.

Cependant, à partir de 37, l'armée se renforce. La formation d'une armée « rouge » capable de se battre oblige les nationalistes à lever de nouvelles troupes. Au moment de la bataille de Teruel, l'armée franquiste comprend 600 000 hommes ; depuis fin 37, elle a achevé la fusion en une force unique des troupes régulières et des milices. Dans les nouvelles milices du Parti unique, on a fait entrer 66 *banderas* de la Phalange, 31 *tercios* de *requetes* et 36 bataillons d'organisations politiques diverses. Le nouveau chef des milices, le colonel Monasterio, un des chefs de l'armée du Sud, avait pris une part importante aux premiers combats. Ainsi ont disparu, non seulement les partis politiques, mais les

⁴⁶¹ Voir l'encadrement allemand dans le chapitre II.

possibilités pour eux de ressusciter un jour comme forces de combat.

Le Parti, l'Église, l'Armée : ce sont les trois forces de l'Espagne nouvelle, les piliers de l'État national-syndicaliste. C'est un État totalitaire, qui brise les oppositions, dispose d'un remarquable appareil policier, impose l'obéissance d'une puissante « bureaucratie d'État ». Mais ce n'est pas une puissance fasciste. Du fascisme, il n'a gardé que les formes, les cadres, l'appel au nationalisme, simple moyen de détourner les esprits vers des rêves de grandeur et de conquête, car l'Espagne, pauvre avant la guerre, ruinée après, ne peut que rêver de grandeur sans espérer l'atteindre. Quant aux réalisations « sociales » - telles qu'il en existe en Italie et surtout en Allemagne -, il n'en est pratiquement pas question ici. Les œuvres dites sociales sont des œuvres de charité. Les conditions de vie ouvrière et paysanne sont toujours aussi mauvaises. La réforme agraire indispensable n'est même pas envisagée.

C'est qu'en réalité, derrière la dictature de l'Église et de l'Armée, derrière la dictature de Franco, il y a la domination d'une classe, ou plus exactement d'une caste sociale. L'Espagne de Franco, c'est l'Espagne de grands propriétaires, de l'ancienne aristocratie, l'Espagne des oligarques. L'Armée et le Parti ne sont que les instruments de leur autorité et ils exercent le pouvoir avec d'autant plus de rigueur qu'ils ont eu peur de le perdre lorsque la révolution a soulevé la masse populaire et qu'il leur a fallu lutter longtemps et durement pour l'emporter. À la fin de l'année 37, malgré les succès obtenus, ils n'ont pas encore la certitude de la victoire.

20. Teruel, tournant de la guerre

On a pu assister, dans le courant de l'année 37, à une évolution politique parallèle dans les deux camps. À Valence comme à Burgos, le pouvoir fort l'a emporté sur les éléments de dispersion, l'autorité régulière sur les partisans du « mouvement ». L'évolution ainsi amorcée semble irréversible. On ne peut envisager un brutal renversement politique en zone nationaliste après la mise au pas des *Camisas viejas* pas plus qu'en Espagne républicaine après les Journées de mal. On en est ainsi revenu aux conditions d'une guerre de type traditionnel. L'examen des événements survenus sur le plan militaire révèle cependant une évolution défavorable au gouvernement de Valence.

Les conditions de l'offensive

Il est incontestable que la situation militaire, à la fin de l'année 37, est très inquiétante pour les républicains. L'impression qui domine, après la chute du Nord, est celle d'une totale impuissance. Toutes les tentatives pour limiter la portée des succès nationalistes ont en définitive échoué. Il y a eu, sans doute, un effort d'organisation ; Rojo dénombre cinq corps d'armée instruits, préparés à la guerre. Mais leur équipement reste insuffisant, et, surtout, ils manquent de confiance en leurs moyens. La fin des combats dans les Asturies va d'autre part libérer des troupes nationalistes nombreuses et bien entraînées.

Ces renforts vont profondément modifier l'équilibre des forces dans la partie du front où ils seront employés. Franco dispose en effet maintenant de près de 600 000 hommes, dont le tiers environ peut être gardé en réserve. Les forces navarraises, qui seules ont conservé jusqu'alors leur répartition originale en brigades, ont été réorganisées en divisions à partir du 9 novembre.

Des trois secteurs que les nationalistes peuvent choisir pour lancer une nouvelle offensive, deux sont tenus par des effectifs peu importants, celui du Sud, que dirige toujours Queipo, et celui du Nord, commandé par Davila. La concentration de troupes la plus importante se trouve autour de Madrid. Il apparaît donc à l'état-major nationaliste qu'un succès, pour être définitif, doit être remporté dans ce secteur, de très loin le plus important. Pour la première fois depuis Guadalajara, Franco s'estime en mesure de frapper un grand coup en direction de la capitale. Il n'est pas question pourtant d'une offensive frontale qui risquerait d'aboutir à un échec devant une défense bien organisée, et entraînerait, en tout cas, des pertes énormes. Mieux vaut donc revenir au principe d'une action tournante ; l'offensive doit être aussi large que possible pour utiliser au maximum la supériorité numérique et matérielle dont disposent les nationalistes. Il est prévu une « manœuvre convergente » sur Alcala de Henarès. Le corps d'armée marocain, selon Diaz de Villegas, descendrait le long du Henarès, le C.T.V. progresserait le long du Tajuna et le corps d'armée de Castille le long du Tage. Cette vaste manœuvre suppose naturellement une assez longue préparation ; de plus, une concentration de troupes si importante a peu de chances de passer inaperçue ...

L'état-major républicain a de son côté conscience que, s'il laisse une fois de plus les nationalistes prendre l'initiative des opérations, il risque la défaite. Le gouvernement républicain a absolument besoin de remporter un succès qui relève le moral de ses partisans, et justifie sa propre action par une démonstration d'efficacité. La fin de l'année 37 a vu la consolidation politique de Negrín : ses amis se sont emparés de la direction de l'U.G.T. Il transfère ministères et administrations centrales de Valence à Barcelone. Le président donne les raisons de ce transfert, inimaginable au début de l'année : « Il s'agit d'une vieille idée du gouvernement précédent. La résidence du gouvernement à Valence avait été déterminée par la nécessité d'organiser le ravitaillement et les opérations militaires des fronts du Centre et de l'Est. ... Le gouvernement a la conviction que la région du Levant conservera son enthousiasme. Les circonstances d'ordre économique et stratégique réclament depuis le premier jour du *Movimiento* le siège du gouvernement à Barcelone. » Les motifs invoqués ne sont pas nouveaux : si le transfert ne s'est pas fait plus tôt, c'est que la force de la C.N.T. et celle des autonomistes rendaient difficile l'installation à Barcelone du gouvernement central. Aujourd'hui, Negrín peut, dans son discours, parler de « relations cordiales avec la Généralité ». En ce sens, on peut parler d'un renforcement de l'unité dans le camp républicain. L'unité politique, pourtant, ne saurait vraiment se

forger que par la victoire militaire.

La bataille de Teruel

L'état-major républicain se trouve donc contraint à l'offensive. Le 8 décembre, le Conseil supérieur de la Guerre approuve le choix de Teruel comme objectif. Les positions semblent favorables à une attaque. Le front dessine une large boucle qui s'avance en pointe autour de la ville, formant un saillant dans les positions républicaines. Il suit, au nord, la zone montagneuse qui domine l'Alfambra et fait un brusque coude pour s'orienter dans la direction sud-est-nord-ouest entre Teruel et Albarracin, au nord des hauts reliefs des *Montes Universales*. Les gouvernementaux occupent donc des positions qui dominent la ville de part et d'autre. De plus, contre les forces médiocres dont les nationalistes disposent ici comme sur tout le front septentrional - 2 500 hommes pour défendre Teruel au début de la bataille - les républicains vont engager des forces considérables, 40 000 hommes, sur un secteur d'attaque d'étendue très restreinte. Les trois corps d'armée qui constituent l'armée de manœuvre seront appuyés par les troupes du Levant qui tenaient le secteur jusque-là. Le 22^e Corps, sous Ibarrola, doit attaquer par le nord, le 20^e, sous Menendez, au sud-est, le 18^e, sous Heredia, au sud. Le but premier de la manœuvre est d'établir une jonction, au-delà de Teruel, entre les troupes du 18^e et du 22^e corps, isolant ainsi les défenseurs de la ville et réduisant du même coup le saillant.

L'offensive commence le 15 décembre. Pendant une semaine, du 15 au 22, elle remporte d'importants succès. Dès les premières heures, il est clair que la manœuvre d'enveloppement est en train de réussir : Campillo, qui a résisté, et San-Blas, tombent. Il reste néanmoins d'importants noyaux de résistance à l'arrière qu'il faudra réduire les uns après les autres. Le 18 tombe la Muela de Teruel, qui domine la ville au sud-ouest. Ses défenseurs, reculant en combattant se sont réfugiés dans la ville, où deux divisions républicaines entrent le 22. Les nationalistes, sous le commandement du colonel Rey d'Harcourt, se sont retranchés dans les bâtiments du gouvernement civil, de la Banque d'Espagne, de l'hôpital, du séminaire et des couvents de Santa-Clara et Santa-Teresa. Deux fronts s'organisent ainsi : un front extérieur, à peu près régularisé, à l'ouest d'une ligne qui part du Muleton vers San Blas et Rubiales, et un autre à l'intérieur de la cité, pour réduire les quelques milliers d'hommes qui s'y sont réfugiés. Les forces républicaines ne sont pas suffisamment nombreuses pour mener en même temps la conquête de la ville et la poursuite de l'attaque en profondeur, et, du 23 au 28 décembre, se produit une période de stabilisation.



1. plan de la bataille de Teruel (décembre 37-janvier 38)

Pendant ce temps, les franquistes amènent des renforts, qui leur permettront de tenir et même de contre-attaquer. Sans doute ont-ils dû choisir entre défendre Teruel et préparer une attaque sur Madrid. Franco a personnellement décidé d'accepter la bataille sur le terrain choisi par l'adversaire⁴⁶². Il a commencé par envoyer au secours du secteur menacé des troupes retirées du front d'Aragon, d'où elles peuvent arriver rapidement : elles sont là dès le 17 décembre. Puis il a fait converger vers la ligne de bataille les divisions du corps de Galice que commande Aranda, par la route de Saragosse, et celles du corps de Castille, sous Varela, par la route de Molina d'Aragon. L'état-major nationaliste dispose alors de dix divisions. Davila en reçoit la direction, avec mission de délivrer Teruel. En soi, cet afflux de troupes constitue déjà un succès pour les républicains : plus heureux qu'à Brunete, ils ont contraint les nationalistes à modifier leurs plans et à renoncer à la grande offensive contre Madrid, dont il ne sera d'ailleurs jamais plus question jusqu'à la fin de la guerre. La déception a été grande chez les alliés de Franco, témoin cette note de Schwendemann : « L'espoir, avant les événements de Teruel, de voir Franco terminer la guerre par une offensive de grand style, n'était pas fondé »⁴⁶³. Dès le 20 décembre, le comte Ciano s'interroge : « L'offensive contre Guadalajara est renvoyée sine die en raison des hésitations du commandement nationaliste et de l'offensive préventive des Rouges. »

L'échec de la contre-offensive nationaliste va justifier les craintes des généraux italiens. Malgré l'accumulation du matériel, la supériorité de l'aviation, l'énorme densité de l'artillerie⁴⁶⁴, la violence des assauts enfin, une partie seulement des objectifs sont atteints. Au début, on a obtenu quelques résultats : le 20^e corps républicain a reculé en désordre. Les troupes d'Aranda ont progressé en direction de Teruel et repris la Muela ; ils dominent la ville et sont à ce point certains de la prendre que la radio nationaliste annonce que c'est chose faite. Pourtant, début Janvier, une nouvelle ligne de front s'est dessinée : elle ne subira pratiquement aucun changement pendant un mois.

Comment expliquer cet échec nationaliste ? D'abord par l'ampleur et l'acharnement de la bataille. Pour tenir, de part et d'autre, on a amené des troupes et des moyens nouveaux. On peut admettre comme vraisemblable le chiffre de 180 000 combattants qui a été avancé : c'est, au cours de la guerre, la plus forte concentration d'hommes sur un espace aussi réduit. Mais la bataille est aussi une bataille de matériel : l'importance de l'artillerie engagée est telle que les fantassins doivent se terrer et que les renforts n'arrivent plus que de nuit. Les conditions du combat sont devenues singulièrement difficiles, d'autant plus que, dans cette région de l'intérieur où le climat est dur, le froid a fait son apparition avec une rigueur toute particulière : on doit relever les soldats tous les quarts d'heure, et, par moins 20°, les hommes retranchés doivent d'abord se protéger du froid, de la neige et du vent. Sur la neige, tout devient cible et les attaques sont plus rares : les convois de nuit eux-mêmes arrivent difficilement avec le verglas : « Les fossés sont jonchés de carcasses de fer »⁴⁶⁵. La supériorité aérienne des nationalistes ne peut être exploitée à fond, car le temps ne permet pas toujours aux avions de sortir. Ansaldo parlera « des matins sur le nouvel aérodrome de Burgos » où il faut « débarrasser le fuselage d'une épaisse couche de glace ». D'ailleurs, les républicains ont eux aussi fait un effort considérable, et la faible étendue du front permet une utilisation efficace de la D.C.A.⁴⁶⁶.

Malgré ces conditions difficiles, les nationalistes continuent leurs attaques dans la première semaine de janvier. Le 7 janvier, enfin, le calme revient. La poursuite de l'offensive n'aurait en effet plus de sens, car les défenseurs de la ville ont capitulé : Teruel est tout entière aux mains des républicains. La lutte a été longue et dure ; les uns après les autres, les édifices où s'abritaient les franquistes ont été détruits : le séminaire a brûlé et les gouvernementaux ont fait sauter la Banque d'Espagne. L'espoir de

462 Il a toujours été dans le caractère de Franco de se refuser à admettre une défaite qui porterait atteinte à son prestige. A Teruel, comme plus tard sur l'Èbre, il s'engage à fond, même s'il ne s'agit que de réparer un échec local. Sa prudence, d'autre part, lui interdit de lancer où que ce soit une opération de grande envergure, alors que le front est menacé ailleurs.

463 Archives de la Wilhelmstrasse, 28 janvier 38.

464 Aranda dispose de 300 batteries.

465 Précisions empruntées à Rojo et aux articles de presse, notamment du *Temps*.

466 Galland signale la première apparition des pièces de 20 mm l'affût quadruple sur le front de Teruel.

faire de Teruel un nouvel Alcazar se révèle vain. Les défenseurs étant coupés les uns des autres, le couvent de Santa Clara ne se rendra que le 8 - vingt-quatre heures après que Rey d'Harcourt ait capitulé avec 1 500 hommes. Un communiqué officiel annonce : « Teruel appartient entièrement à la République. » Ce n'est pourtant pas un succès extraordinaire : le centre de la ville est en ruines, et il faudra quinze jours pour éliminer tous les francs-tireurs. C'est que la défense a été courageuse, en dépit de ce que Queipo croit pouvoir affirmer à Radio-Séville, sur la « trahison d'une canaille » qui, seule, aurait permis la chute de la ville. Mais cette colère même indique bien l'importance de la prise de Teruel pour les républicains. C'est la première, ce sera la seule ville importante qu'ils auront pu reprendre au cours de la guerre. S'il est inexact de dire, comme Rojo, que « Teruel a changé la face de la guerre »⁴⁶⁷, du moins peut-on admettre qu'elle a donné l'impression de l'avoir fait. À l'issue de cette terrible bataille, c'est l'armée républicaine qui fait figure de vainqueur. Après les décourageants communiqués qui ont annoncé successivement la perte de Bilbao, de Santander, de Gijón, enfin un communiqué d'espoir !

Mais cette victoire a des limites. La question a été posée⁴⁶⁸ - comme pour tous les succès républicains - de savoir s'il aurait été possible de mieux exploiter le succès initial. La réponse est négative : les réserves manquaient. Les républicains sont, au total, moins nombreux que leurs adversaires alors que, pour compenser leur infériorité en armements et en matériel, il leur faudrait au moins la supériorité numérique en hommes. Ils n'y parviennent que pendant quelques jours, le temps pour l'adversaire d'amener des renforts. Dans ces conditions, c'est déjà un succès pour l'état-major républicain que d'avoir réussi à conserver les positions conquises. Mais c'est aussi pour cette raison que Franco ne peut rester sur une défaite dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle n'est que provisoire. En effet, les chefs républicains ne peuvent pas oublier, dans l'euphorie du succès, que même ici, un jour, ils ont été au bord du désastre : le 29, leurs lignes ont été rompues. Ce jour-là, à Teruel, comme auparavant à Brunete, il s'est produit un moment de panique, sans qu'on puisse lui donner d'explication raisonnable. Il a fallu acheminer, en toute hâte, des renforts pour rétablir la ligne de bataille et empêcher la jonction des troupes d'Aranda avec les assiégés de la ville⁴⁶⁹.

La contre-offensive nationaliste

À partir du 15 janvier, le temps s'est radouci et la supériorité aérienne des nationalistes peut se manifester de nouveau. Aranda prépare une attaque, non contre Teruel, car la progression dans la plaine présente trop de risques, mais sur les positions qui la dominent, avant tout au nord. Ses hommes réussissent ainsi à s'emparer de postes d'observation importants, dont celui du Multon, ce qui rend aventureuse la position des forces républicaines. Ils ont ainsi une base de départ pour les opérations qui vont maintenant se déplacer vers le nord, autour de la rivière Alfambra.

Mais il faudra d'abord briser les nouvelles attaques républicaines qui vont durer cinq jours, du 25 au 30 janvier, et resteront infructueuses. Il faut ensuite concentrer à l'ouest de l'Alfambra des forces destinées à enfoncer le front républicain et à déloger les troupes qui tiennent de solides positions dans la Sierra Palomera : c'est de là qu'est partie l'offensive victorieuse de décembre. Mais le commandement nationaliste est plus ambitieux encore. Son plan consiste à reculer le front vers l'est, de façon à déborder Teruel et les positions républicaines vers le nord. Éventuellement, au cours des opérations, il envisage une manœuvre d'encerclement du 23^e corps d'armée qui couvre ce secteur. L'attaque sera donc menée aux deux extrémités du dispositif nationaliste : au nord, sous le commandement de Yagüe, le corps d'armée marocain, appuyé sur les Navarrais, doit progresser en direction de Viver del Rio. Au sud, le corps de Galice, renforcé par la 150^e division de Muñoz Grande, doit percer le front dans la zone montagneuse entre Teruel et Celados et traverser l'Alfambra. Le centre

⁴⁶⁷ *Le Temps*, 6 janvier 38.

⁴⁶⁸ Voir à ce sujet les critiques émanant des milieux dirigeants du Mouvement libertaire, notamment le document signé par Mariano Vazquez intitulé *Critique de la prise de Teruel*, cité par Peirats.

⁴⁶⁹ Rojo signale que pendant quatre heures, le 31 décembre, Teruel était effectivement perdue par les républicains.

du dispositif est le moins garni, avec la 1^o division du colonel Monasterio.

La double attaque se produit le 5 février et permet d'obtenir un premier succès. Les troupes de Yagüe ont rompu le front et réussi à déborder les positions républicaines jusqu'à l'Alfambra. Au sud, cependant, la progression d'Aranda est plus lente. Sans doute la rivière est-elle atteinte et Celados occupé. Mais le danger immédiat sur Teruel entraîne un raidissement de la défense républicaine. La réapparition du mauvais temps va une fois de plus ralentir les combats et l'offensive s'arrête, vers le 15 février, gênée par le vent et la pluie. La manœuvre d'encerclement n'a pas réussi, mais les nationalistes ont largement amélioré leurs positions. Le front offre désormais une ligne presque continue entre Teruel et Belchite au sud de l'Èbre. Les républicains sont très éprouvés par la bataille d'usure qu'ils soutiennent depuis bientôt deux mois, et lorsque les nationalistes reprennent l'offensive, le 18, le dispositif de défense est tout de suite enfoncé. Teruel est largement débordé par les avant-gardes qui coupent, le 20, la route de Sagonte, à l'est. Pendant deux jours encore, on se battra dans Teruel. Mais le cœur n'y est plus. Le 22 février, les républicains ont complètement évacué la ville. La bataille est terminée.

Autant l'occupation de Teruel a un moment contribué à redonner confiance aux combattants républicains, autant sa perte peut être considérée comme un tournant très grave dans le cours de la guerre civile. Les deux partis se sont acharnés à se disputer des ruines ; le coup de main réussi s'est transformé en une bataille longue, une bataille de destruction où la supériorité matérielle l'emportera en définitive. Teruel a peut-être été, comme le dit Rojo, la « révélation de la grandeur morale » du combattant espagnol. Mais le courage et la persévérance des hommes ne suffisent pas à eux seuls à donner la victoire : de cela aussi Teruel a donné la preuve. La fin de la bataille marque en réalité le début d'une phase nouvelle de la guerre. Jusque-là, un certain équilibre s'était manifesté sur le plan militaire. A Teruel, des masses d'hommes se sont affrontées pendant des mois sans parvenir à remporter de succès décisif, et, brusquement, les lignes républicaines cèdent et l'offensive nationaliste se développe avec une ampleur irrésistible : l'équilibre des forces est définitivement rompu.

La bataille d'Aragon

Cependant, en zone républicaine, l'autorité du gouvernement Negrín semblait s'être constamment affermie depuis juillet 37. La C.N.T. ne songe pas à une opposition politique sérieuse. La direction de l'U.G.T. est solidement derrière Negrín. Mais le programme politique du gouvernement, reposant sur l'impératif de « vaincre Franco d'abord », lui fait une absolue nécessité de remporter des victoires militaires. Or la perte du Nord, qui suit de très près son accession au pouvoir, et qu'il ne parvient ni à empêcher, ni à retarder, porte un rude coup à son prestige. Le désastre d'Aragon l'atteindra plus encore. Désormais, crise militaire et crise politique se développent parallèlement, affaiblissant également l'Espagne républicaine.

Sans doute faut-il admettre que le gouvernement Negrín n'a guère eu le temps, avant les premiers combats d'envergure, de prendre en mains l'organisation de la guerre. Un gros effort a pourtant été fait sur le plan militaire au cours de l'année 37. La réorganisation, entamée au début de l'année, a permis d'entraîner et d'armer des troupes qui ont donné, à Teruel et à Belchite, des preuves de leur combativité. Mais les réserves ont toujours manqué et les meilleurs éléments, à peine formés, sont immédiatement utilisés. Les offensives de Brunete et Belchite ont été coûteuses en vies humaines. La bataille d'usure de Teruel a fatigué et éprouvé les hommes, obligés de combattre pendant de trop longs jours sans être relevés. Enfin le ralentissement des livraisons de matériel de guerre étranger pèse gravement sur l'équipement des troupes. L'Espagne républicaine souffre du blocus, interrompu seulement en septembre 37. Dès la fin de l'année, malgré les mesures prises par les puissances occidentales, c'est avec de gros risques que les navires doivent se rendre dans les ports gouvernementaux. La seule voie de passage reste la frontière française des Pyrénées, et cela explique le souci constant du gouvernement de ne jamais être coupé de la France. C'est un des arguments avancés par Negrín pour expliquer le transfert du gouvernement à Barcelone. C'est aussi celui qui décidera les ministres républicains à rester dans la capitale catalane lorsque le territoire de la

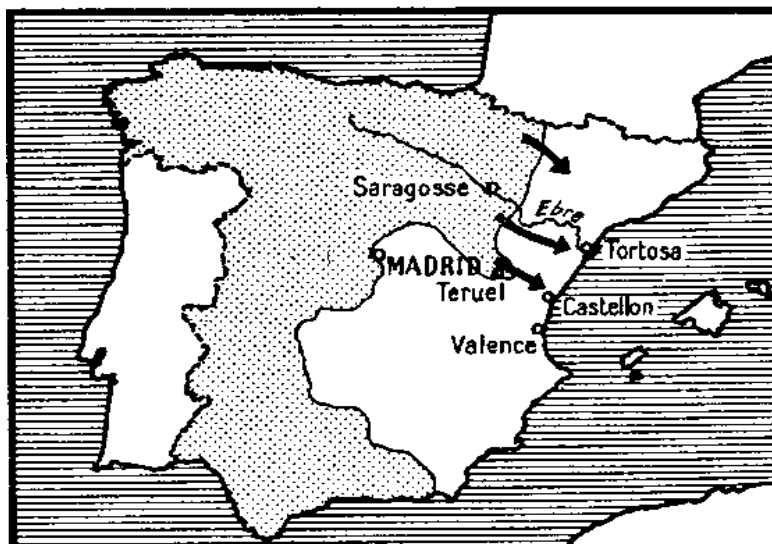
République sera coupé en deux par l'offensive nationaliste.

Mais la Catalogne n'est protégée que par une faible partie des effectifs républicains. Au contraire, la bataille de Teruel a contraint les nationalistes à masser la majorité de leurs troupes de part et d'autre de la ville, et, plus au nord, du Maeztazgo à l'Èbre. Si les plans du Caudillo ont été bouleversés, et s'il n'est plus question, pour emporter la décision, de lancer sur Madrid une grande offensive, en revanche, la concentration des troupes sur le front d'Aragon, après la victoire de Teruel, met à la disposition du commandement nationaliste une masse de manœuvre incontestablement supérieure : trois corps d'armée contre le seul 12° corps républicain.

Avec l'offensive d'Aragon surtout, la guerre va changer d'allure. C'est la fin de la guerre de position : la bataille de rupture est immédiatement suivie d'une offensive générale. Et, dans cette nouvelle guerre de mouvement, troupes motorisées et forces blindées, lancées massivement en avant, vont jouer un rôle déterminant.

L'attaque a commencé le 9 mars 1938. Le terrain est celui, largement ouvert, sur lequel s'est déroulée la bataille de Belchite, région propice à une offensive de grande envergure, puisqu'il ne présente, dans un large rayon, aucun obstacle véritable et se prête admirablement à l'utilisation des tanks, et aux vastes manœuvres. Franco y a concentré des effectifs considérables. Le corps de Galice, au sud, doit attaquer en direction de Montalban, le *Corpo truppe volontarie* dans la zone des Llanos vers Alcañiz. Le corps d'armée marocain, au nord, opère sur Belchite et a pour objectif la rive droite de l'Èbre, en direction de Caspe. Le but de l'offensive dirigée par Aranda est de briser la ligne tenue par le 12° corps d'armée républicain pour atteindre la Guadalupe sur une ligne Caspe-Alcañiz. Ainsi se formerait, dans le front républicain une immense poche rejetant au nord de l'Èbre l'armée de l'Est, menaçant de débordement sur leur flanc droit les forces concentrées autour de Teruel. L'occupation des positions visées au sud et au sud-est de Montalban permettrait en outre aux franquistes de contrôler les débouchés de la région montagneuse du Maeztazgo : au-delà de la ligne Caspe-Alcañiz, l'état-major nationaliste vise en réalité la Méditerranée et cherche à couper en deux l'Espagne républicaine.

L'attaque nationaliste n'est pas, à proprement parler, une surprise, mais elle trouve les forces républicaines en pleine réorganisation. Le 18° corps, qui est en réserve, ne peut même pas intervenir : pour la première fois depuis le début de la guerre, on assiste à un véritable écroulement du front, sans aucune commune mesure avec les paniques locales qui avaient souvent marqué de telles opérations. Les colonnes motorisées italiennes et marocaines avancent sans rencontrer pratiquement de résistance. Les troupes républicaines les plus solides se replient au nord de l'Èbre. Les autres ne sont plus qu'une masse de fuyards sans aucun encadrement ; mal équipées et mal armées, elles ne peuvent pas tenir face à une opération d'une telle envergure. Le 21° corps d'armée qui a, d'abord, contenu les Galiciens, doit se replier contre la menace au nord de son dispositif. Une vaste zone est désormais exposée, sans défense, à la progression de l'adversaire : « Le 15 mars, écrit Rojo, dans le vaste espace qui va de Caspe à Calanda, il n'y avait plus une seule unité organisée, il n'y avait plus de liaison entre les armées de l'Est et de manœuvre, et un front de soixante kilomètres était entièrement ouvert à l'invasion jusqu'à la côte. » En six jours, le C.T.V. franchit la moitié du chemin qui le sépare de la Méditerranée.



2. *l'offensive d'Aragon (mars 1938)*

Il est difficile, dans ces conditions, de comprendre l'interruption de cette offensive éclair qui se ralentit entre le 16 et le 21 mars. Les communiqués officiels et l'optimisme de Ciano peuvent seuls expliquer « l'arrêt sur les positions conquises » par la nécessité de « permettre aux nationalistes d'épauler les Italiens ». En réalité, les nationalistes ont été les premiers surpris par l'ampleur de leur succès. « Les troupes, note Ciano le 14 mars, avancent avec une vitesse inattendue. » Mais, après cinq jours d'une avance foudroyante, il faut ralentir l'allure des colonnes motorisées. Les réserves sont insuffisantes pour exploiter immédiatement les premiers succès et il faudra attendre l'arrivée des Navarrais pour repartir. L'état-major républicain en profite pour regrouper quelques unités qu'il utilise, dans des missions de sacrifice, à des actions de harcèlement et de retardement : il parvient, le 20 mars, à reconstituer un front, fragile sans doute, mais continu. Dans le bref délai que leur accorde la pause nationaliste, il appartient aux gouvernementaux d'amener le maximum de renforts pour « colmater la brèche » et, surtout, défendre la Catalogne. Prieto déclare en effet au Conseil des ministres : « Si les rebelles atteignent la Méditerranée, les quatre cinquièmes de l'armée se trouveront dans la zone méridionale. » Entre le 15 mars et le 15 avril, date où les nationalistes atteignent la mer à Vinaroz, l'état-major de Barcelone essaye de faire passer le plus possible de troupes par la route côtière de Tortosa. C'est ce qui explique l'acharnement de la résistance républicaine, d'abord sur la ligne Caspe-Alcañiz, puis, après sa rupture, devant Tortosa. Mais, en définitive, cette résistance n'a été - et ne pouvait être - que sporadique.

En effet, la première offensive nationaliste a été très lourde de conséquences : la désorganisation qu'elle a provoquée ne peut être surmontée en quelques jours. La reprise de l'offensive ne le permettrait d'ailleurs pas. La confusion est telle chez les républicains qu'on ignore les positions exactes des franquistes. Deux officiers des brigades se font prendre à Gandesa dont ils ignoraient la chute. Les débris d'unités diverses affluent sur la rive droite de l'Èbre où arrivent aussi les renforts venus de la zone centrale. Pour la première fois peut-être, devant une débâcle d'une telle ampleur, certains envisagent la fin prochaine du conflit. Les officiers généraux doivent se rendre en première ligne pour essayer de reprendre les troupes en main et d'improviser tant bien que vaille une défense.

Généralisation de l'offensive

Mais c'est surtout la généralisation de l'offensive qui donne à la défaite d'Aragon son caractère désastreux. Après l'attaque de Caspe, six corps d'armée nationalistes ont engagés. Dans le Nord, il s'agit d'empêcher les 10^e et 11^e corps républicains disposés de l'Èbre aux Pyrénées de venir en aide aux forces dispersées et vaincues au sud du fleuve. Le succès nationaliste sera décidé par une attaque surprise du corps d'armée marocain, qui traverse brusquement le fleuve qu'il longeait jusqu'alors : les 10^e et 11^e corps républicains connaissent un sort semblable à celui du 12^e quelques jours auparavant,

sur un terrain pourtant moins favorable aux manœuvres d'ensemble. Là encore, la résistance est pratiquement nulle. La seule opposition sérieuse en dix jours est celle que les nationalistes rencontrent devant Lérida, qui tombe le 3 avril. Le front va se stabiliser dans ce secteur. Mais, entre-temps, l'offensive est devenue générale des deux côtés du fleuve, avec les corps d'armée d'Aragon, marocain et d'Urgel, récemment formé. Les républicains ne se reconstitueront que sur une ligne qui va de l'Èbre aux Pyrénées en passant par le Segre et le Noguera, défenses naturelles derrière lesquelles les débris des deux corps d'armée battus ont pu se replier, Rojo cite notamment la 43^e division du colonel Beltran qui, isolée dès la rupture du front, mènera une bataille de retardement de trois mois en s'accrochant aux contreforts pyrénéens avant d'être internée en France où elle passe avec la plus grande partie de son matériel. Mais des résistances isolées de ce type ne pouvaient que retarder l'avance nationaliste sans l'arrêter, d'autant plus que Franco avait décidé de frapper au sud et de livrer la bataille dans le Levant, où les trois corps d'armée atteignent la Méditerranée. Au quartier général franquiste on se pose la question de savoir s'il convient de faire un nouvel effort contre la Catalogne que tiennent des troupes très éprouvées ou s'il faut rechercher l'écrasement de l'adversaire en attaquant l'armée de manœuvre républicaine dont les lignes se sont dangereusement étirées. C'est la deuxième solution qui est choisie.

C'est en réalité l'opération la plus difficile : la zone montagneuse du Maeztrazgo à la mer, les escarpements de la Sierra de Javalambre qui s'élèvent jusqu'à 1 500 et 2 000 mètres, et, à un moindre degré, la Sierra de Espadan, entre Castellon et Valence, facilitent singulièrement la défense. Les gouvernementaux, d'ailleurs, fortifient une ligne de Viver à Segorbe. Leurs troupes, ici, sont plus fraîches. Contre elles, et dans un espace beaucoup plus restreint, il faudra concentrer beaucoup plus d'hommes et de matériel que dans la première partie de l'offensive. Tandis que le corps d'armée marocain couvre le secteur de l'Èbre jusqu'au delta, Navarrais et Galiciens sous Aranda opèrent une reconversion vers le sud, et progressent le long de la côte, occupant sans difficulté Castellon le 16 juin, tandis que Varela dispose du corps d'armée de Castille et du C.T.V. dont les éléments motorisés joueront ici encore un rôle décisif. Il s'agit d'une nouvelle bataille de rupture ; les forces concentrées par les républicains pour sauver Valence sont les dernières dont dispose Miaja, nommé commandant de la zone Centre-Sud. Il n'y a plus de réserves. Les seuls renforts, si nécessaires pourtant, ne pourraient être prélevés que sur l'armée du Centre, ce qui risquerait de dégarnir dangereusement, pour la première fois, la défense de Madrid. Franco escompte la chute prochaine de Valence, troisième ville d'Espagne et hier encore siège du gouvernement, un succès de prestige au moins aussi important que la conquête du Levant qui priverait la zone Centre-Sud, où la situation alimentaire est déjà précaire, d'une région indispensable à son ravitaillement. Mais les difficultés de l'opération exigeront une préparation de deux mois ; la « bataille du Levant » ne s'engagera pas avant l'été. Le 15 juillet, elle est déclenchée avec de gros moyens matériels, de part et d'autre de Teruel. Les 13^e et 17^e corps républicains doivent se replier ; les armées de Varela et d'Aranda font leur jonction et atteignent la ligne Viver-Segorbe. Du 20 au 23, après d'intenses préparatifs d'artillerie, se succèdent les attaques de chars et d'infanterie contre la ligne fortifiée. Mais, finalement, l'offensive échoue.

Entre mai et juillet, conscient du péril que court la zone Sud, l'état-major républicain a en effet regroupé des troupes et lancé la contre-attaque de l'Èbre qui obligera l'état-major nationaliste à relâcher son étreinte contre le Levant. Valence est provisoirement sauvée. Cependant, depuis juillet 38, la situation militaire des républicains s'est considérablement détériorée. L'Aragon est perdu, la défense du Maeztrazgo reste précaire. La preuve est faite définitivement de la supériorité matérielle des nationalistes, de la capacité de leur commandement à mener la guerre avec les moyens modernes dont il dispose. Enfin, la division de l'Espagne républicaine en deux zones est très grave, non seulement parce qu'elle rend difficile une stratégie d'ensemble, mais parce qu'elle sape les bases mêmes du régime politique imposé par le gouvernement Negrín, obligé de déléguer ses pouvoirs, dans une partie importante du territoire, aux autorités militaires. Séparées, les deux zones vont évoluer de façon différente sur le plan politique et la zone Centre-Sud échappera bientôt à l'influence directe du gouvernement. Entre-temps, le désastre d'Aragon aura eu une conséquence politique directe : une crise au sein même du gouvernement.

Le renvoi de Prieto

Le départ de Prieto du ministère de la Défense nationale est en effet l'événement politique le plus important qui se soit produit en zone républicaine depuis la chute de Largo Caballero. Il jette une note discordante dans le calme politique relatif et l'ambiance d' « union sacrée » qui ont suivi les événements du printemps 37.

Son importance provient d'abord de la personnalité du ministre. Prieto est très connu à l'étranger, et passe aux yeux de beaucoup pour l'homme de l'Angleterre. Ce socialiste jouit de la confiance des républicains et même d'un certain respect en zone nationaliste, où des historiens iront jusqu'à le considérer comme le seul homme politique valable de la zone « rouge ». Il a longtemps passé pour l'« homme fort » du gouvernement Negrín. On connaît la vieille amitié qui le lie au président dont il a, lors de la crise, mis en avant la candidature. On a même cru qu'il allait gouverner sous son nom. En fait, Negrín a pris sa tâche au sérieux, décidant par lui-même de toutes les questions essentielles, ne se déroband à aucune responsabilité. Et très vite, les deux hommes ont rencontré des points de divergences : ils n'ont ni la même conception de la conduite de la guerre, ni surtout les mêmes perspectives, les mêmes espoirs quant à une issue heureuse du conflit. Leur polémique d'après-guerre révèle aussi une vive hostilité personnelle : si on n'en est pas encore là en mars 1938, leurs rapports se sont néanmoins suffisamment détériorés pour que Prieto soit éliminé du poste clé qu'il occupait depuis la formation du « gouvernement de la victoire ».

La thèse de Negrín est que, devant la gravité de la situation militaire après la chute de Teruel et le désastre d'Aragon, il a dû renforcer l'exécutif pour accentuer l'effort et la volonté de guerre. Or, à ses yeux, le pessimisme de Prieto ne le rend pas apte à exercer, dans ces circonstances les fonctions de ministre de la Défense nationale. Comment en effet, confier la direction de la guerre à un homme qui ne croit pas à la victoire ? C'est précisément pour renforcer l'exécutif que Negrín ne confiera pas le portefeuille de la Défense à une autre personnalité, mais qu'il s'en chargera lui-même, le cumulant ainsi avec la présidence.

Si Negrín affirme qu'il existe, en mars, un conflit au sein du gouvernement et que ce conflit est dû au pessimisme de Prieto, celui-ci fait simplement remarquer que ses sentiments n'ont pas varié et qu'ils étaient connus de tous notamment de Negrín, qui n'a pourtant pas hésité à le nommer ministre de la Défense nationale l'année précédente. De fait, lorsque Prieto quitte le ministère, en mars 38, ce ne sont pas ses opinions sur les perspectives de victoire militaire qui ont changé, mais la situation militaire en Espagne républicaine. La perte du Nord et le désastre d'Aragon conduisent à des options politiques se situant autour du dilemme : résistance ou négociation. Mais Prieto affirme que là n'est pas le motif de son élimination.

Pour lui, en effet, la responsabilité de la crise revient aux communistes : ce sont eux qui ont exigé son départ. Leur volonté de l'éliminer en est la seule et véritable cause. Il n'y a selon lui qu'un conflit, celui qui l'oppose au parti communiste : les ministres communistes Uribe et Hernandez ont tenté de l'associer à une direction « fractionnelle » socialiste-communiste du gouvernement, et son refus les a déterminés à le combattre. Il est incontestable que ce sont les attaques publiques de la Pasionaria, puis les articles de Hernandez signés Juan Ventura parus dans *La Vanguardia* et dans *Frenie raja* qui ont provoqué la crise, la protestation de Prieto auprès de Negrín contre cette rupture de la solidarité ministérielle, puis le remaniement et l'exclusion de Prieto. Mais, ainsi qu'il le répète avec force Prieto ne démissionne pas, il est renvoyé.

Reste à savoir si, comme il le prétend, la décision de le renvoyer a été imposée au président par le parti communiste. Il ne fait aucun doute que les dirigeants du P.C. ont, dans la mesure de leur influence qui était grande, poussé à son élimination. Il a été longtemps un de leurs plus précieux alliés; dans la lutte contre Largo Caballero, dans le gouvernement Negrín pendant de longs mois, ils ont été à ses côtés parce qu'il était un homme d'ordre dont les vues coïncidaient avec les leurs, parce qu'il était le seul homme politique capable de gagner la sympathie active des puissances occidentales, parce qu'il était,

enfin, un partisan résolu de l'unité socialiste-communiste⁴⁷⁰. Il s'avère maintenant que cet allié refuse de devenir un instrument. Il refuse, au gouvernement, l'alliance qu'on lui propose. Ministre de la Défense nationale, il s'irrite de l'ingérence des techniciens russes et n'hésite pas à s'en prendre directement au parti communiste et à son influence dans certains secteurs⁴⁷¹, affichant délibérément son intention de le plier, lui aussi, à cette discipline de fer qu'il a tant réclamée. Cela Prieto ne le nie pas : il développe au contraire très longuement le récit de toutes les escarmouches qui l'ont opposé aux communistes et aux conseillers russes⁴⁷². Il laisse pourtant dans l'ombre les raisons d'un revirement qu'il ne peut guère admettre dans la mesure où il serait obligé de reconnaître en même temps sa longue alliance avec le P.C. Les motifs de Prieto sont clairs : ils sont liés à l'évolution des événements politiques et militaires depuis la constitution du gouvernement qu'il a parrainé. Pour lui, l'appui communiste a été indispensable pour la restauration de l'État, comme l'avait été, dans les débuts, celui de Largo Caballero. L'État restauré, l'emprise communiste sur l'armée et la police lui paraît dangereuse à bien des égards. Sur le plan intérieur, il a assisté à la défection de nombre de ses fidèles : après la fraction de l'aile gauche qui suit Alvarez del Vayo, une importante fraction de l'aile droite, entraînée par lui dans la coalition antifasciste, semble, derrière Negrín, s'identifier sur tous les points avec l'« allié » communiste dont la puissance constitue, nous l'avons vu, un « État dans l'État ». Sur le plan extérieur, il a été semble-t-il très déçu par l'attitude des communistes et les conseils de prudence des Russes après le bombardement d'Almeria⁴⁷³ ; sans doute a-t-il, à cette occasion, perdu une partie de ses illusions en constatant les limites de l'aide russe. Aussi va-t-il, à partir de cette date, accorder de plus en plus d'attention et d'importance à l'attitude de Londres et de Paris dont il est clair qu'elle ne se situe pas sur le même terrain que celle de Moscou. Certes, Prieto n'est pas autant qu'on l'a dit « l'homme de l'Angleterre », mais il est incontestablement l'homme d'une paix négociée dont l'Angleterre pourrait être l'agent. Dès mai 1937, il essaie de prendre des contacts avec les franquistes pour étudier les possibilités de négociation⁴⁷⁴. Quelques mois plus tard, profitant de l'échange de prisonniers qui va permettre la libération et le départ chez Franco de Fernandez Cuesta, il a avec le chef phalangiste plusieurs entrevues à ce sujet. Lorsque l'ancien prisonnier sera devenu ministre à Burgos, il tentera de reprendre le contact avec lui⁴⁷⁵. Or, que ce soit vis-à-vis de Franco ou vis-à-vis de Londres, la forte position des communistes dans l'État républicain constitue un obstacle aux négociations.

470 Après la guerre, Prieto s'est efforcé de jeter un voile sur cette alliance gênante pour lui. Aussi minimise-t-il toujours son propre rôle, exagérant celui du P.C. et rejetant sur les seuls communistes des responsabilités qu'il avait en fait partagées avec eux. Par exemple, bien des auteurs imputeront au communiste Lister la responsabilité de la répression contre les collectivités aragonaises, alors qu'il est certain que Lister agissait ici sur l'ordre de son ministre.

471 Cf. les brochures polémiques de Prieto. Ce sont eux qui, selon lui, empêchent le *Ciscar* de quitter le Nord, et portent donc la responsabilité d'une désobéissance qui aboutit à la perte de ce navire de guerre. C'est, selon lui, par-dessus sa tête, que les techniciens russes s'entendent avec Uribarri, le chef du S.I.M. Il s'étend aussi longuement sur ses démêlés avec le commandant Duran, communiste, chef du S.I.M. à Madrid et protégé par les techniciens russes. L'incident Anton est également très significatif. Ce membre du bureau politique, vraisemblablement amant de la Pasionaria, occupait d'importantes fonctions dans le Commissariat à Madrid. Or il appartenait à une classe mobilisée et aurait dû, à ce titre, quitter les bureaux pour être affecté à une unité combattante. Le P.C. demanda une mesure d'exception pour lui, et Prieto s'y refusa. Il est d'ailleurs intéressant de noter, toujours selon Prieto, que ce furent finalement des communistes qui eurent le dernier mot : Anton ne fut jamais affecté à une unité combattante.

472 C'est dans cette optique qu'il faut replacer les mesures prises par Prieto au lendemain de la chute du Nord : limitation du nombre et du rôle des commissaires, interdiction faite aux officiers et aux unités de l'armée populaire de participer sans son autorisation à des manifestations politiques, etc.

473 Cf. chap. VIII.

474 Voir dans les archives de la Wilhelmstrasse un rapport de Faupel sur une entrevue avec Franco : selon ce dernier, Prieto, lors des Journées de mai, aurait contacté Blum pour la recherche d'une médiation américaine. Selon Stöhrer, dans une note du 3 décembre, Prieto aurait essayé d'entrer en contacts, par l'intermédiaire d'un de ses secrétaires, avec le commandant d'Irun.

475 Voir à ce sujet *Palabras al viento*, pp. 233-238. Prieto précise que l'échange entre Fernandez Cuesta et le républicain Justino Azcarate fut proposé par Giral et qu'il s'y opposa personnellement. Il n'aurait finalement accepté que parce qu'il comptait sur l'influence que Fernandez Cuesta, libéré, pourrait exercer chez les franquistes pour une négociation. C'est après son départ du gouvernement qu'il fit une tentative pour renouer les contacts avec le chef phalangiste. Il y renonça après un entretien avec Negrín qui refusa de le « couvrir ».

Après le désastre d'Aragon, Negrín veut avant tout durcir la résistance. Prieto, lui, ne croit plus qu'à la négociation. Il est probable que Negrín n'a pas eu à céder aux pressions des communistes : la logique de sa politique imposait le départ de Prieto, devenu, en même temps, son adversaire et celui du P.C.

L'élargissement des assises gouvernementales, par le retour de représentants des syndicats dans le gouvernement, permettrait-elle, comme l'ont affirmé les amis de Negrín, le renforcement de son autorité, malgré le départ de Prieto⁴⁷⁶ ? Il est permis d'en douter, parce qu'il se produit au moment même où les nationalistes atteignent la Méditerranée et coupent en deux le territoire de la République. C'est par téléphone que Negrín doit confier au général Miaja la responsabilité du pouvoir politique et militaire dans la zone Centre-Sud : la coalition politique au pouvoir repose de plus en plus sur le consentement et la collaboration des chefs de l'Armée qui, bientôt, se dresseront contre elle.

Pour le moment, malgré le désastre d'Aragon, Negrín a choisi la résistance. Alvarez del Vayo, son bras droit, affirme : « Grâce à l'énergie et à la force d'âme montrées par le Président durant ces jours d'angoisse, les conséquences du désastre furent considérablement réduites. » Et il ajoute cet hommage à celui dont il fut le fidèle lieutenant : « On ne peut enlever au docteur Negrín le mérite d'avoir sauvé la situation en 38 et d'avoir rendu possible la continuation de la guerre une année de plus. » Negrín et Del Vayo pensent en effet, en avril 38, que le seul fait de « tenir » donne encore à la République une chance de vaincre. Tous deux croient que la guerre européenne est proche et qu'elle peut sauver l'Espagne. A une condition cependant : que ne soit pas auparavant consommé l'abandon de la République.

⁴⁷⁶ Dans un souci d'équilibre parlementaire, en même temps que Prieto, Negrin écarta le ministre communiste qui avait été à l'origine des incidents : Jesus Hernandez devenait vice-commissaire général de l'armée du Centre. Les adversaires du président firent remarquer que c'était là, en fait, un poste plus important que celui de ministre ; les apparences, du moins, étaient sauvées. Par contre, il est impossible de suivre les amis de Negrin quand ils attribuent une grande signification à l'entrée dans le gouvernement de délégués de la C.N.T. et de l'U.G.T. En fait, Gonzalez Peña, de l'U.G.T., et Segundo Blanco, de la C.N.T., étaient considérés, dans leurs organisations, comme des « hommes de Negrin ». Leur entrée dans le gouvernement ne peut avoir la signification d'une adhésion des centrales à la politique de Negrin : elle ne fait qu'officialiser leur soumission.

21. L'abandon de la République

La mise en application du plan de non-intervention, le 19 avril, malgré un retard considérable, donne de grands espoirs aux gouvernements occidentaux ; pour la première fois, une coopération efficace semble sur le point de s'établir et d'apporter une solution au problème posé par l'internationalisation de la guerre ; pour la première fois, un contrôle va fonctionner, qui permettra au moins de localiser le conflit. Certes, si l'on avait pu obtenir une application loyale du contrôle par tous les intéressés, les difficultés inhérentes à toute coopération internationale auraient pu être finalement vaincues. Mais, dès les premiers jours, la mauvaise volonté des puissances de l'Axe se manifeste de façon éclatante. Elles n'ont en effet accepté le contrôle, après avoir fait traîner en longueur les pourparlers, que dans l'espoir de voir la guerre se terminer rapidement. Après Guadalajara, la prolongation de la guerre remet en question tout le système péniblement élaboré par le Comité de Londres. Si aucun incident grave ne vient perturber le contrôle terrestre, d'ailleurs fort lâche, la surveillance maritime donne lieu en revanche à de violentes querelles.

L'affaire du « Deutschland »

Avant même la mise en application du système de contrôle, divers incidents s'étaient déjà produits, et des bateaux anglais ou français ont été arraisonnés. Mais les seules conséquences en ont été des notes de protestation de la part des gouvernements intéressés⁴⁷⁷. L'affaire du *Deutschland* va prendre une autre ampleur.

Les puissances qui doivent participer au contrôle ont envoyé en Méditerranée des navires de guerre. Ceux-ci se ravitaillent dans des ports espagnols amis. Ainsi la base maritime d'Ibiza, dans les Baléares, sert de point de rassemblement aux navires de guerre allemands. Après divers incidents qui se produisent en mai 37, le croiseur allemand *Deutschland* est atteint assez sérieusement au cours d'une attaque d'Ibiza par l'aviation républicaine ; il y a des morts et des blessés. Le gouvernement de Berlin réagit vigoureusement : il ne se contente pas, pour sa part, d'une note remise aux puissances chargées du contrôle ; il tient à profiter de l'occasion pour faire une démonstration de force.

Une action navale de l'Allemagne dans les premiers mois de la guerre civile aurait pu provoquer un conflit général ; mais, en ce début d'été 37, l'atmosphère est à la détente. La Grande-Bretagne et la France ont déjà fait assez de concessions ; elles ne croient plus à une guerre mondiale dans l'immédiat.

Le 31 mai, trois navires de guerre allemands, le cuirassé *Admiral-Scheer* et deux torpilleurs, vont, sur ordre de Berlin, bombarder le port d'Almeria. Cette canonnade est présentée comme une simple opération de représailles. Mais il n'existait pas de commune mesure entre les deux événements : d'un côté, un bombardement effectué à l'intérieur d'une zone de guerre sur un territoire ennemi, de l'autre une opération spectaculaire volontairement conduite par une puissance neutre et prenant la forme la plus choquante, celle d'une attaque contre une ville mal défendue. Il s'agissait en fait d'une véritable agression commise par une des grandes puissances chargées du contrôle maritime.

On pouvait s'attendre à des réactions violentes, tant de la part des républicains espagnols que des démocraties occidentales. Le ton de la presse monte. À Valence, le Conseil des ministres de la République espagnole entend Prieto, ministre de la Défense, proposer de faire attaquer la flotte allemande en Méditerranée par des avions de bombardement. Une telle riposte signifie la guerre contre l'Allemagne. Prieto le sait, mais il espère qu'il s'ensuivra une guerre européenne, seul moyen selon lui de sauver l'Espagne. Cependant la plupart des membres du gouvernement républicain⁴⁷⁸ refusent de prendre la responsabilité d'un tel conflit. Finalement la France et l'Angleterre se refusant à toutes réactions positives, le geste de provocation allemand reste sans réponse. Mieux, ce sont les Allemands et les Italiens qui clament leur indignation ; leurs représentants au Comité de Londres le

⁴⁷⁷ A la seule date du 1^o avril 37, *le Temps* note l'arraisonnement du *Magdalena* et du *Cap Falcon* par des navires franquistes, sans que le gouvernement français réagisse d'autre manière que par une protestation platonique.

⁴⁷⁸ Parmi lesquels, selon Prieto, les ministres communistes.

quittent avec grand fracas. Ils y reviendront au début du mois de juin.

Après le bombardement du *Deutschland* survient l'affaire du *Leipzig*, attaqué, aux dires du gouvernement allemand, par un sous-marin. L'Allemagne et l'Italie proposent une démonstration commune contre Valence des pays chargés du contrôle. La France et la Grande-Bretagne sont d'accord pour demander aux deux partis espagnols de respecter les navires de guerre, mais elles refusent de s'associer à une action militaire, alléguant que du reste il a été impossible d'identifier l'agresseur du *Leipzig*. Elles proposent à leur tour l'envoi d'une commission d'enquête, mais se heurtent à la vertueuse indignation de Berlin et de Rome ; les délégués de l'Axe constatent l'impossibilité d'assurer une surveillance maritime efficace et décident, le 23 juin, d'y renoncer définitivement.

Dans ces conditions, tout contrôle terrestre devient absurde. Aussi, le 10 juillet, s'associant aux pays de l'Axe, le Portugal décide-t-il de supprimer « les facilités accordées pour le contrôle des frontières ». La France, en désespoir de cause, en fera autant le 10 juillet. Le plan de contrôle que les puissances du comité de Londres ont mis sept mois et demi à élaborer, aura vécu exactement un mois et demi ! Entre-temps, le gouvernement Blum est tombé, après avoir vu l'échec de sa politique extérieure.

Certes le Comité de non-intervention existe toujours, mais il a perdu le peu d'autorité qu'il n'a jamais pu avoir. Ces deux mois ont été les seuls, en près de trois ans de guerre, où il ait joué un rôle quelque peu efficace. Son échec constitue une nouvelle défaite pour les démocraties occidentales. Face à des hommes qui s'enorgueillissent de ne pratiquer que la « loi fasciste du fait accompli »⁴⁷⁹, elles ont encore prouvé, par leurs abandons, qu'elles étaient prêtes à payer de n'importe quel prix le maintien de la paix ...

La piraterie en Méditerranée

L'été 37 a été marqué par une nouvelle série d'incidents maritimes, attaques de bateaux de commerce et de bateaux de guerre espagnols ou neutres en haute mer par des avions, puis par des sous-marins. En août 37, les relations internationales sont de nouveau tendues du fait de la multiplication de ces actes de piraterie. Il suffit de parcourir les colonnes des Journaux pour y trouver presque chaque jour une nouvelle information de cet ordre. Le 6 août le tanker britannique *British Corporal* et le steamer français *Djebel Amour* sont bombardés par avion. Le 11 août, c'est une attaque contre un navire de guerre anglais, le destroyer *Foxhound*, près de la côte nord de l'Espagne. Le 13 août l'*Édith*, danois, est coulé. Le 15 août, le tanker panaméen *George Mac Night* est incendié par un navire de guerre. Des navires espagnols gouvernementaux (comme le *Ciudad de Cadiz*, coulé le 16 août) sont en même temps attaqués et torpillés par des sous-marins « de nationalité inconnue » dans toute la Méditerranée et jusque dans les Dardanelles.

D'où viennent ces attaques ? Les deux gouvernements espagnols s'en rejettent mutuellement la responsabilité. En fait, la plupart des victimes sont soit des navires gouvernementaux espagnols, soit des navires neutres notamment soviétiques, appartenant à des puissances favorables à la République espagnole ; certains transportent du matériel destiné à l'Espagne républicaine. Très vite une partie de la presse, en particulier les journaux anglais, désignent l'agresseur. Les avions qui ont attaqué les navires neutres se révèlent être, en dépit des protestations véhémentes de l'état-major nationaliste, des avions franquistes, les sous-marins aussi, probablement ; on fait même allusion, à l'époque, à la nationalité italienne de certains agresseurs. Cette hypothèse sera plus tard confirmée par les Mémoires du **comte Ciano**. Celui-ci déclare sans sourciller que les auteurs de ces actes d'agression sont des navires de guerre Italiens, qu'ils soient sous drapeau franquiste ou non. Le 31 août, Ciano établit à ce sujet un bilan provisoire : « *Quatre bateaux russes ou rouges coulés, un grec capturé, un espagnol bombardé et contraint de se réfugier dans un port français.* »

Le but à atteindre est le blocus par mer de l'Espagne républicaine ; Franco l'explique lui-même, lorsqu'il déclare que « l'arrêt des transports d'armes en Méditerranée et l'opposition aux déchargements dans

⁴⁷⁹ Mémoires de *guerre du comte Ciano*.

les ports rouges étaient, pour les nations intéressées à voir finir la guerre, le moyen le plus efficace de l'abrégé⁴⁸⁰ ». En fait c'est, sous une forme nouvelle, la guerre de course en pleine paix. Si tolérables que soient les puissances occidentales, il leur est difficile de ne pas réagir.

« Grande orchestration franco-russo-britannique ; motif : piraterie dans la Méditerranée. Responsabilité : fasciste. « Au moment où Ciano écrit ces lignes, l'opinion internationale semble effectivement s'émouvoir. La cause en est un nouvel incident maritime : la tentative de torpillage par un sous-marin « de nationalité inconnue » du contre-torpilleur anglais *Havoc*. En réalité, il s'agit d'une nouvelle action italienne, dont Ciano indique l'origine : « *Le coup est parti de l'Irlande* ».

Cette fois, il semble que Londres ne soit plus disposé à se contenter de protestations platoniques. La tension grandit entre l'Angleterre et l'Italie. Le gouvernement français tient à montrer plus de fermeté lui aussi et décide de faire escorter en Méditerranée ses cargos par des navires de guerre. Les dirigeants fascistes en sont pour la première fois ébranlés. « J'ai obtenu, dit Ciano, qu'on remette l'envoi des renforts en Espagne. » Et il note le 4 septembre : « *J'ai donné l'ordre à Cavagnari⁴⁸¹ de suspendre toute action navale jusqu'à nouvel avis.* » Ainsi la première réaction ferme des gouvernements occidentaux a suffi à arrêter la dangereuse politique italienne, et cela malgré la pression exercée sur Rome par l'Espagne nationaliste. « *Franco dit que le blocus sera décisif s'il dure tout septembre. C'est vrai ; cependant, nous devons le suspendre.* » Peut-il y avoir une déclaration plus nette quant à la volonté de l'Italie de ne pas s'engager dans une guerre européenne à ce moment et dans ces conditions ?

Cependant, ni le gouvernement français, où l'influence socialiste a diminué, ni le gouvernement britannique, maintenant présidé par Chamberlain⁴⁸², ne tiennent à aller trop loin. Ils se contentent de présenter au Comité de Londres un projet de conférence qui se tiendrait à Nyon le 10 septembre ; les puissances invitées seront tous les États riverains de la Méditerranée et de la mer Noire⁴⁸³, plus l'Allemagne, moins les deux Espagne. Le but officiel est de discuter des moyens de faire cesser la piraterie en Méditerranée. Mais dans une conférence de cette sorte, la procédure compte autant que les problèmes abordés. Il est essentiel de savoir si l'Italie participera aux débats de son plein gré et si elle y fera figure d'accusée. Le gouvernement russe profite de la situation pour préparer une note extrêmement violente contre le gouvernement fasciste. C'est un véritable acte d'accusation. Le motif invoqué est le torpillage d'un bâtiment russe pour lequel les Soviétiques réclament des réparations. L'Italie refuse alors sa participation ; l'Allemagne et l'Albanie prennent une position identique. Les dirigeants de ces pays affirment que si la conférence échoue, l'U.R.S.S. en sera seule responsable.

La réunion s'ouvre cependant à la date prévue. A-t-elle été un succès ? Les États occidentaux l'ont affirmé. Leur presse a célébré l'accord de Nyon comme une revanche diplomatique après la longue série d'échecs subis dans les mois précédents. La décision prise de « confier aux flottes française et anglaise la lutte contre la piraterie » semble annoncer un changement radical d'attitude vis-à-vis de l'Italie, et par contrecoup une prise de position nouvelle dans le conflit espagnol. Le Duce, en apprenant ces décisions, « entre dans une violente colère ». Mais il ne faut pas trop se fier aux colères de Mussolini, enclin à réagir brutalement sur une première impression. Si les Occidentaux prennent à Nyon une position énergique, c'est principalement pour avoir une base de négociations. Une première satisfaction est aussitôt donnée aux Italiens : l'U.R.S.S. est exclue du contrôle.

Du reste, les gouvernements anglais et français cherchent à obtenir la participation de l'Italie elle-même à l'accord. Peut-être, en s'adressant à l'Italie et non à l'Allemagne, a-t-on espéré opposer les deux puissances ; c'est mal comprendre une alliance fondée à la fois sur des intérêts complémentaires

480 Archives de la Wilhelmstrasse.

481 Ministre de la -Marine Italien.

482 Chamberlain a succédé à Baldwin le 28 mai 87 à la suite de la crise dynastique anglaise provoquée par le mariage d'Edouard VIII.

483 De façon à y comprendre l'U.R.S.S.

et sur un besoin mutuel de sécurité : l'Italie peut participer au contrôle méditerranéen sans affaiblir l'axe Rome-Berlin. Sollicitée, elle pose une condition : égalité avec la France et l'Angleterre dans le contrôle. « Nous passons, écrit Ciano dans ses Mémoires, du rôle de lanceurs de torpilles qu'on nous avait attribué à celui de policiers de la Méditerranée, alors que les Russes, coulés au fond, sont exclus du contrôle. »

Pas plus que le bombardement d'Almeria, la piraterie italienne n'a pu finalement décider les Occidentaux à accomplir un geste favorable à la République espagnole. L'isolement politique de la Russie, qu'avaient déjà marqué les discussions de Londres, s'est encore accentué ; c'est un des motifs, sans aucun doute, du tournant diplomatique que va prendre Staline, convaincu qu'il n'a rien à attendre des démocraties occidentales. Tel est l'aboutissement de la politique pacifiste de la Grande-Bretagne.

Le triomphe de la politique Chamberlain

La politique anglaise, depuis le commencement de la guerre civile, n'a guère été favorable au gouvernement républicain. Eden, pas plus que Baldwin, n'a montré la moindre compréhension à l'égard des demandes de l'ambassadeur Azcarate. Du moins le gouvernement britannique a-t-il respecté les formes de la plus stricte neutralité. Mais les conservateurs anglais ne sont pas plus favorables que les partisans de Franco à ceux qu'ils considèrent toujours comme des « rouges ». Au début, ils songent surtout à limiter les dégâts en ménageant une médiation qui permettrait d'obtenir une paix de compromis. Cette paix ne pouvant être garantie que par une entente internationale, plus exactement par une entente méditerranéenne, le but de la diplomatie anglaise sera donc d'assurer la paix en Méditerranée en y maintenant le *statu quo*.

Ces vues ne s'opposent nullement à celles de Franco qui, face à ses alliés italiens, fait même un impératif du maintien de l'intégrité du territoire espagnol. Dès la fin de 1936, les entretiens Ciano-Drummond précisent que rien ne sera fait qui puisse modifier la situation existant en Méditerranée. Sans doute la crise engendrée par la piraterie en Méditerranée a-t-elle interrompu les relations anglo-italiennes. Mais elles seront reprises en novembre 37, sur l'initiative du Premier britannique Chamberlain. Le 16 novembre, le gouvernement anglais s'est décidé, pour la « protection de ses intérêts », à reconnaître *de facto* le gouvernement de Burgos.

Il envoie donc un représentant en Espagne nationaliste, Robert Hodgson, qui exerce en fait les fonctions d'ambassadeur ; de même, les « agents » installés dans les villes espagnoles auront en fait rang de consuls. Franco se fait représenter en Grande-Bretagne par une des plus hautes personnalités du régime, le duc d'Albe, qui arrive à Londres le 22 novembre. Cet échange de plénipotentiaires annonce un rapprochement, déjà amorcé dans le domaine commercial, entre l'Angleterre et l'Espagne nationaliste. La conquête du Nord, où les Anglais ont de gros intérêts, a sans doute été le fait déterminant qui explique cette évolution. Hodgson ne tarde pas à avoir, à Burgos, une influence réelle, et les efforts pour aboutir à une paix de compromis visent dès lors à garantir la victoire franquiste dans les conditions les moins violentes possibles. Mais là commencent les divergences entre les dirigeants anglais. Si tous, considèrent que la victoire de Franco est inévitable et qu'après tout elle est utile, il se trouve au sein du gouvernement une minorité, dont le représentant le plus influent est Anthony. Eden, pour penser qu'une entente avec le fascisme en Méditerranée est une duperie. La mise en application d'un accord diplomatique entre l'Angleterre et l'Italie suppose l'élimination de cette minorité. Après une entrevue entre Grandi, ambassadeur d'Italie à Londres, Eden et Chamberlain, l'opposition entre ces deux derniers devient évidente, notamment sur la question des volontaires étrangers en Espagne. Eden doit donner sa démission, qui est saluée par les diplomates de l'Axe comme une victoire. La politique de la Grande-Bretagne vient de prendre un tournant définitif : un accord entre l'Angleterre et l'Italie est préparé par le comte Ciano et Lord Perth, chargé d'affaires anglais à Rome. Ciano veut éviter des difficultés au gouvernement Chamberlain ; aussi est-il prêt à faire des concessions. L'entente est réalisée à la fin de l'année 37 malgré de nouveaux incidents en Méditerranée. Mais pour que l'accord entre en application, il faut que l'autre finisse. Au début de l'année 38, le désastre républicain en Aragon semble répondre à ces vues.

Les dernières hésitations françaises

Le gouvernement de Barcelone n'a pas encore renoncé à tout espoir ni à toute aide extérieure. Un appui français est encore concevable, surtout au mois de mars 38, lors du retour de Blum au gouvernement. Selon Negrín, Blum, avant même de prendre la direction du ministère, lui aurait demandé de venir à Paris pour discuter avec certaines personnalités françaises les modalités d'une aide matérielle. Negrín aurait fait le voyage et rencontré Blum, Daladier et Paul-Boncour. Un accord serait alors intervenu sur des fournitures d'armes.

En fait, le deuxième gouvernement Blum a envisagé, au moment de la campagne d'Aragon, d'aller plus loin dans l'intervention. Devant l'effondrement républicain, alors qu'on pouvait s'attendre à une avance générale des nationalistes en Catalogne, il a été très sérieusement question en France d'une intervention militaire qui se serait traduite par l'occupation de cette province espagnole. Sans doute le gouvernement français escomptait-il avoir ainsi un gage pour une négociation politique. Les ministres ont envisagé, d'après Blum lui-même, une expédition rapide effectuée par des unités mécaniques⁴⁸⁴. Mais, lors de la réunion du Conseil de Défense nationale, les militaires français ont déclaré ne pouvoir agir sans un ordre de mobilisation. Il ne faisait pas de doute d'autre part qu'une telle mesure risquait sérieusement de déclencher un conflit européen. Si la France envoyait « *in articulo motoris* des hommes et du matériel aérien, nous interviendrions en force », dit Ciano.

Ainsi, Blum se trouve pour la deuxième fois placé devant l'alternative de la paix ou de la guerre. Lorsque l'attaché militaire à Madrid, Morell⁴⁸⁵, est consulté par le président du Conseil sur la possibilité d'une action militaire il répond : « Je n'ai qu'un mot à vous dire : un roi de France ferait la guerre ». Mais, dit Blum, « je n'étais pas le roi de France ».

En renonçant pour la deuxième fois à une intervention directe, le gouvernement français renonce, au mois de mars 38, à défendre de façon efficace le gouvernement républicain espagnol. L'envoi d'armes françaises, la liberté de passage laissée aux envois de matériel étranger ne suffisent plus à modifier le cours des événements. Le gouvernement Blum est remplacé en avril par un ministère Daladier, dans lequel entre Georges Bonnet, partisan d'une entente avec les puissances de l'Axe. La France, à son tour, se prépare à abandonner le gouvernement de Barcelone. Il convient cependant de sauvegarder les apparences, de montrer qu'un accord international permettrait de rendre au conflit son caractère proprement espagnol, d'arriver enfin à un accord sur le retrait des volontaires, dont on parle vainement depuis les débuts du Comité de Londres.

Le plan de Londres

Au cours de l'été 37, le gouvernement anglais tente de reprendre les discussions à ce sujet. Un plan est communiqué le 14 juillet aux puissances intéressées, qui comprend quatre points :

- Reprise du contrôle d'après un système nouveau : installation d'agents neutres dans les ports espagnols pour effectuer le contrôle auparavant confié à la marine, et rétablissement du contrôle terrestre.
- Comme il est nécessaire que les deux partis s'engagent également à laisser opérer les observateurs neutres, il leur sera reconnu à tous deux le droit de belligérance.
- Il sera procédé de part et d'autre, sous le contrôle de la Commission, au retrait des nationaux étrangers.
- Ces opérations se dérouleront dans l'ordre suivant : installation des fonctionnaires internationaux dans les ports espagnols, retrait des volontaires, reconnaissance des droits de belligérance.

Ainsi se trouvent liés, comme l'Italie et l'Allemagne l'ont demandé depuis 36, le problème du retrait

⁴⁸⁴ Déclarations de Blum devant la commission d'enquête.

⁴⁸⁵ Malgré ses opinions d'Action française, Il fut par souci de la sécurité française, l'un des plus fidèles partisans de l'Espagne républicaine.

des volontaires et celui des droits de belligérance. Mais ce qui eût représenté au début du conflit un grave problème de droit n'a plus, en juillet 37, qu'un intérêt et une portée limités. Qu'une fois de plus les puissances de l'Axe aient jugé nécessaire de faire traîner les pourparlers - le plan anglais n'est qu'une « base de négociations » -, rien de plus normal de leur part. Mais pourquoi le gouvernement français accepte-t-il de se laisser mener ainsi de discussion en discussion pendant des mois et des années ? La guerre civile a commencé en juillet 36, le plan de contrôle anglais a été présenté un an après ; et le 9 novembre 38, dans un article du *Populaire*, Blum pose encore la question : « Le plan de Londres doit-il être mis en application ? ».

Le plan de Londres ne sera jamais mis en application, du fait notamment de l'opposition russe, hostile à toute forme de reconnaissance du gouvernement de Burgos, position que l'U.R.S.S. confirme lors de la réunion du Comité de Londres fin octobre 37. L'Italie, le Portugal et l'Allemagne en profitent pour déclarer qu'ils ne peuvent voter la résolution tant que l'unanimité ne sera pas acquise.

Fidèles cependant à l'attitude qui a été la leur depuis le début, les puissances de l'Axe cherchent pourtant à relancer les pourparlers. Le gouvernement allemand propose un compromis : « un geste symbolique » consistant à retirer de part et d'autre un certain nombre de volontaires. Le caractère platonique de cette proposition ne provoque pas sur le moment un grand enthousiasme : c'est de nouveau l'impasse.

Pourtant, dans le courant de l'été 38, un revirement se produit. Les délégués du Comité se mettent d'accord pour préparer l'application du plan britannique. L'Angleterre s'en félicite : « La politique de non-intervention a atteint son but », déclare Chamberlain⁴⁸⁶, tandis que Butler annonce à la Chambre des Communes : « La date à laquelle le système de surveillance sera rétabli et le système de contrôle naval, sous sa nouvelle formule, mis en vigueur, sera celle à laquelle la Commission internationale pour le contrôle du retrait des volontaires sera prête à commencer le dénombrement »⁴⁸⁷.

Le fait nouveau reste l'unanimité réalisée au Comité de Londres. Il est dû essentiellement à l'évolution de la politique russe. Moscou adhère maintenant en effet au projet de contrôle naval. L'explication de ce changement est partiellement donnée par l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Schulemburg : « Le gouvernement soviétique juge assez improbable une victoire des Rouges et croit en conséquence préférable de préparer l'opinion à une paix négociée »⁴⁸⁸. Cette explication n'est sans doute que partielle. Certes, les défaites républicaines ont dû amener l'U.R.S.S. à pratiquer une politique de plus en plus prudente ; mais il est probable que le revirement s'inscrit d'abord dans l'ensemble de la politique russe. C'est le point de départ d'une évolution qui aboutira, un an après le « lâchage » de l'Espagne, à la signature du pacte germano-soviétique. En attendant, la prolongation de la guerre recule la menace d'un conflit en Europe centrale. C'est en songeant à ces dangers futurs que l'U.R.S.S. ne tient pas à se séparer ouvertement des démocraties occidentales, avec lesquelles elle a des intérêts communs.

Le retrait des volontaires

Quoi qu'il en soit, le 5 juillet, un accord est intervenu au Comité de Londres sur le plan du retrait des volontaires : comme l'a demandé l'Allemagne, la belligérance sera reconnue aux deux partis dès que 10 000 hommes pourront être retirés de chaque côté. Deux commissions sont prêtes. La première doit trouver les moyens de dénombrier les volontaires encore répartis dans les deux Espagne. On charge le secrétaire du Comité, Hemming, d'obtenir l'accord des autorités espagnoles. Mais la nette hostilité de Franco⁴⁸⁹ l'empêchera d'accomplir sa mission.

486 Cité par *le Temps* du 4 juillet.

487 Cf. *le Temps* du 1^{er} juillet.

488 Note du 5 juillet 1938. Archives secrètes de la Wilhemstrasse.

489 C'est seulement le 8 octobre 38 que Hemming a pu se rendre à Burgos, accompagné du vice-amiral Vaterhouse et du capitaine Mackey Hodge.

La deuxième commission, beaucoup plus active, s'installe à Toulouse à partir du mois d'août. C'est la « Commission d'échange des prisonniers », présidée par le feld-marshall Chetwood. Elle contribuera à l'organisation de nombreux échanges, et il est probable que Chetwood et ses collaborateurs, Cowan en zone républicaine, Mosley en zone nationaliste, auront efficacement contribué à préparer la fin du conflit.

En revanche, l'évacuation des étrangers combattant en Espagne constituera une comédie diplomatique, d'un côté comme de l'autre. Elle a été faite sans aucun contrôle, mais au milieu de cérémonies fracassantes, de défilés et d'adieux pathétiques. Negrín s'adresse aux combattants internationaux. Les membres du C.T.V. évacués d'Espagne reçoivent un accueil retentissant à leur arrivée à Naples ; mais les troupes évacuées ne sont composées en réalité que de blessés et de malades, ou du moins d'hommes fatigués qui, du côté italien, seront aussitôt remplacés par des troupes fraîches.

Personne d'ailleurs n'est dupe : Allemands et Italiens accusent les républicains d'avoir pris des mesures pour « camoufler » leurs volontaires, et Weizsacker peut écrire :

Il En fait, aucune évacuation de volontaires rouges n'a eu lieu, quoi qu'on ait pu en dire. Seuls les blessés français ont été pris en charge par la France »⁴⁹⁰. Les porte-parole de l'Axe opposent, à ce manquement aux engagements pris, l'attitude italienne. Il est vrai qu'un certain nombre d'Italiens ont été évacués – 11 000 semble-t-il - mais il faut dire exactement dans quelles conditions. D'après une note de la Wilhemstrasse, Berti, commandant en chef des Italiens, aurait laissé le choix à Franco entre trois propositions : envoi de deux à trois nouvelles divisions, envoi de 10 000 hommes pour compenser les pertes, retrait partiel ou total des Italiens, cette dernière mesure étant devenue possible depuis que s'est renforcée la capacité militaire de l'armée franquiste. Mais le retrait total ne plait ni à Franco, ni à Mussolini ; aussi s'arrêtent-ils à une mesure qui ne peut pas affaiblir le potentiel de guerre nationaliste : le départ d'une partie de l'infanterie sera compensé par le renforcement des troupes spécialisées et de l'aviation. C'est seulement après cet accord qu'une évacuation « factice » aura lieu. Les Allemands, qui n'ont pas participé à ces tractations, ont au contraire, depuis juillet 38, entièrement reconstitué la légion Condor.

Ainsi se terminent les discussions sur les volontaires. Le Comité de non-intervention existe toujours, mais son rôle est nul. Sa trentième et dernière séance se tiendra le 19 mai 39, après la fin du conflit. Prenant acte de son inutilité, il procédera alors à sa propre dissolution.

Munich et l'Espagne : les espagnols devant la crise européenne

La condamnation de l'Espagne républicaine, acceptée depuis l'été 38 par la France et par la Russie, est définitive après Munich. À cette date, Negrín et Del Vayo, tout comme Prieto à l'époque d'Almeria, estiment que la guerre européenne est inévitable et qu'elle est pour la République la seule chance de victoire. Or, si la position diplomatique de la République espagnole est affaiblie, les chances d'un conflit international ont considérablement augmenté.

L'Anschluss a préludé aux grandes annexions hitlériennes. Puis sont venues les revendications sur les territoires tchécoslovaques des Sudètes. Sans doute l'Italie est-elle mal préparée à la guerre et affaiblie par l'aventure espagnole. Mais son alliance avec l'Allemagne est plus solide que jamais. En face, la France et l'Angleterre se sont rapprochées et garantissent les frontières de la Tchécoslovaquie. La situation politique en Europe est si tendue que la question espagnole est passée au second plan des préoccupations internationales.

Pourtant, si la guerre éclate, le gouvernement Negrín est bien décidé à prendre immédiatement position et à forcer la main à la France et à l'Angleterre, en se rangeant à leur côté et en déclarant la guerre à l'Allemagne et à l'Italie, dont les troupes occupent une partie de son territoire. Il s'agit en effet pour la République de renverser une situation chaque jour plus défavorable. L'abandon politique par

⁴⁹⁰ Archives de la Wilhemstrasse.

les grandes puissances entraîne un changement d'attitude des petits États, qui se tournent naturellement vers le plus fort. Jusqu'alors le groupe Allemagne-Italie-Portugal s'était trouvé isolé et minoritaire au Comité de non-intervention ; en janvier 38, la Hongrie, l'Autriche et l'Albanie, futures victimes des ambitions du fascisme, appuient sa position. Onze États ont alors reconnu le régime du général Franco *de facto* ou *de jure*⁴⁹¹.

Les républicains veulent convaincre les Occidentaux qu'ils ne représentent pas une force révolutionnaire dangereuse et que la période d'anarchie est maintenant dépassée. Le gouvernement Negrín symbolise le maintien de l'autorité ; il n'y a plus d'opposition depuis le départ de Prieto. Negrín lui-même exerce les responsabilités essentielles dans l'État : il sera non seulement président du Conseil, mais aussi ministre des Affaires étrangères, de la Défense nationale et de l'Intérieur. Ses amis ont voulu le comparer à Clemenceau, et il y a sans doute chez lui la même volonté de s'identifier au pays en guerre. L'autorité et l'unité nationale sont affirmées aux dépens des tendances autonomistes basques et catalanes ; en août 38, la démission du ministre catalan Ayguade et du Basque Irujo, remplacés par Moix Regas, du P.S.U.C. et par le socialiste Bilbao Hospitalet, signifie bien, malgré les protestations officielles⁴⁹² le renforcement du pouvoir central.

De même, la politique de tolérance religieuse pratiquée par Negrín est inspirée par le désir de gagner les sympathies du monde occidental. Irujo, tant qu'il est ministre, combat pour obtenir le libre exercice du culte ; il a fait admettre assez vite que soit considérée comme un délit « la dénonciation des prêtres pour le seul fait d'exercer la prêtrise »⁴⁹³. Les messes privées sont autorisées et, le 15 août 37, à Valence, la première messe officielle est célébrée dans l'immeuble de la Délégation basque. Certes, cela ne signifie pas que l'Église catholique ait retrouvé ses prérogatives : le premier enterrement religieux publiquement autorisé est considéré comme une preuve éclatante de la tolérance du gouvernement. Mais des mesures moins spectaculaires sont autrement efficaces. Ainsi la décision prise par Negrín d' « excepter les objets du culte des règles générales de réquisition des métaux précieux » et surtout les mesures de 38, qui exemptent les prêtres du service armé pour les verser dans les services de santé et de bienfaisance, et qui les autorisent à entrer dans les prisons pour y exercer leur ministère, notamment auprès des condamnés à mort. Toutes ces décisions tendent à rassurer l'étranger. On peut s'entendre avec un tel régime, l'aider à vaincre ou du moins à sauver l'essentiel par un compromis honorable.

Aussi la crise tchèque suscite-t-elle un grand espoir chez les républicains. En cas de conflit, l'Espagne de Franco serait vite dans une situation militaire intenable. Les nationalistes ne disposent pas de réserves suffisantes pour tenir un front supplémentaire. D'après l'attaché militaire à Saint-Sébastien, Von Funck, Franco aurait lui-même déclaré « qu'il n'avait jamais eu de réserves, et qu'à chaque attaque des Rouges, il fallait arrêter l'offensive pour faire face »⁴⁹⁴. Certes les Pyrénées représentent une défense naturelle, mais Franco sait fort bien qu'elle n'est pas suffisante. Il a envoyé aux deux frontières du Nord et du Sud des milliers de prisonniers pour préparer des fortifications. D'autre part, son armée dépend toujours des fournitures en matériel de l'Italie et de l'Allemagne. L'arrêt des envois de munitions, pendant la durée de la crise tchèque, met déjà ses troupes dans une situation difficile. Sans aucun doute, en cas de conflit européen, il faudrait envisager à bref délai l'effondrement de l'Espagne nationaliste. Cela, même les partisans de Franco le savent, et les Allemands pensent que le Caudillo serait alors « réduit à se retirer pour confier à une personnalité plus modérée le soin de procéder à la liquidation de la guerre civile »⁴⁹⁵.

491 Ce sont : l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, l'Albanie, le Vatican, le Japon, le Mandchoukouo, l'Autriche et la Hongrie.

492 Le prétexte en est les désaccords survenus sur des décrets réglementant l'industrie de guerre et l'administration de la justice.

493 Cf. article de Garrido dans *El Socialista*,

494 Archives de la Wilhemstrasse.

495 *Ibid.*

Franco n'obtient plus de ses alliés ni encouragements, ni promesses ; il n'est même pas tenu au courant de l'évolution de la situation politique par le gouvernement allemand. L'inquiétude ne cesse de grandir à l'état-major nationaliste. « Le quartier-général de Franco est très déprimé, dit Stöhrer, et cache mal son mécontentement à notre égard »⁴⁹⁶. Il faut rattacher à ce mécontentement les manifestations de mauvaise humeur qui s'expriment alors contre Suñer, et qui font craindre la renaissance d'une opposition en zone nationaliste. Pour achever sa victoire, Franco doit absolument s'assurer, en cas de conflagration européenne, la neutralité des grandes puissances et spécialement celle de la France.

La neutralité franquiste dans la crise tchèque

Du 18 au 28 septembre, les efforts diplomatiques de l'Espagne nationaliste tendent à obtenir des puissances occidentales qu'elles acceptent d'abord de séparer l'affaire espagnole de la guerre européenne menaçante, qu'elles envisagent ensuite la neutralité du gouvernement nationaliste, ce qui équivaldrait de leur part à un refus définitif de soutenir la République espagnole.

Or la position des puissances occidentales est fragile. Leur front n'est pas uni. Le gouvernement Chamberlain ne se résoudra à la guerre contre l'Axe qu'à la dernière extrémité. Une aide russe à la Tchécoslovaquie est problématique. La France serait donc assez isolée en cas de guerre et obligée de dégarnir ses frontières de l'est pour lancer la double attaque prévue par la Catalogne et par le Maroc contre l'Espagne nationaliste. L'état-major français préférerait à coup sûr ne pas avoir à lutter contre un adversaire de plus. Aussi, lorsque Jordana et Franco s'engagent à respecter la neutralité la plus stricte en cas de conflit européen, les gouvernements anglais et français enregistrent-ils avec satisfaction les promesses faites directement par le Caudillo et transmises à Paris et à Londres par Quinones de León et par le duc d'Albe.

Reste à faire accepter cette proclamation de neutralité par les puissances centrales, et c'est là le point le plus difficile. La diplomatie franquiste s'est montrée à ce sujet d'une grande habileté. Elle a d'abord laissé volontairement paraître sa crainte d'une guerre qui peut lui être néfaste ; puis, elle a déploré que ses alliés lui laissent ignorer l'évolution de la situation politique. Sur ce point d'ailleurs Franco n'a pas de mal à trouver des raisons de se plaindre.

À vrai dire, Franco craint non pas qu'on néglige l'Espagne, mais qu'on s'en occupe un peu trop au cours de négociations où il ne sera pas représenté ; il n'est pas impossible que les puissances centrales abandonnent leur allié espagnol ou que l'Allemagne dispose de ses forces en Espagne et en Méditerranée pour une action militaire en cas de guerre. L'arrivée du *Deutschland* à Vigo, comme la présence des Italiens à Majorque peuvent légitimement inspirer des craintes à ce sujet. Enfin la crise politique européenne, en redonnant espoir au camp républicain, peut provoquer en zone nationaliste des émeutes, voire de véritables révoltes.

Ces craintes permettent de comprendre la prise de position neutraliste du gouvernement de Burgos. Dès le 26 septembre, les dirigeants allemands en sont avertis et, le 27, Jordana fait part officiellement de cette décision aux ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie. Sans doute est-il question de neutralité bienveillante. Mais il n'en reste pas moins que Franco a placé ses alliés devant le fait accompli. Il souhaite être approuvé, mais il ne les informe qu'une fois sa décision prise.

Comment dans ces conditions, s'étonner de la réaction brutale de la diplomatie germano-italienne ? Les Italiens surtout montrent de l'humeur ; leurs dirigeants pensent que les sacrifices faits à la cause nationaliste doivent être aujourd'hui payés de retour : « Nos morts doivent se dresser dans leurs tombes », écrit Ciano. Les Allemands se montrent plus réservés, mais ils n'en sont pas moins choqués de l'empressement mis par les Espagnols à se déclarer neutres ; ils estiment ce geste pour le moins prématuré. Italiens et Allemands s'inquiètent en outre du sort réservé en cas de guerre à leurs troupes combattant en Espagne. Sans doute Jordana, a-t-il déclaré que ces troupes seraient considérées et traitées comme des soldats espagnols. Mais peut-on penser que la France en guerre avec l'Allemagne

⁴⁹⁶ *Ibid.*

tolérera la présence dans un pays soi-disant neutre, de soldats ennemis ? Le réflexe Immédiat de Ciano, lorsqu'il apprend la nouvelle de la neutralité espagnole, est d'envisager l'évacuation immédiate des troupes Italiennes.

Malgré les précautions prises par le gouvernement nationaliste, il est évident qu'un conflit européen remettra en question tous les succès acquis jusqu'ici. Et les représentants des deux Espagne sentent parfaitement que leur sort se joue au-delà des frontières.

Une fois de plus, le recul des puissances occidentales va décider du sort de l'Espagne. En août-septembre 36, la comédie de la non-intervention a fait le jeu des États fascistes ; en septembre 38, la capitulation de Munich ne livre pas seulement la Tchécoslovaquie à Hitler ; elle ruine définitivement le dernier espoir de la démocratie espagnole : « *Cette aube de paix sonne le glas de la tyrannie rouge. L'effort de nos armées aboutira bientôt à la paix victorieuse* »⁴⁹⁷.

À partir de ce moment, en effet, les grandes puissances auront pour première préoccupation de liquider la guerre espagnole. Les vainqueurs de Munich se sont aperçus qu'en cas de conflit généralisé, l'Espagne nationaliste ne serait pour eux qu'un boulet, si la guerre civile se poursuivait. Les Occidentaux n'ont pas été trop mécontents de l'attitude de Franco au moment de la crise de Munich. La Russie abandonne définitivement la partie. La France elle-même, rassurée par la prise de position du Caudillo, songe à établir des relations diplomatiques avec les nationalistes. Au début 39, Léon Bérard est chargé de négocier une reconnaissance *de facto* du gouvernement de Burgos. Malgré sa sympathie connue pour les nationalistes, il se heurte à une mauvaise volonté évidente ; Franco exige une reconnaissance *de jure*, demande aux Français de lui livrer les biens espagnols en France, le matériel de guerre, l'or de la banque d'Espagne, etc.

Sur le moment, les négociations sont suspendues ; à la fin de la guerre civile, la mission Pétain renouera pourtant des relations d'apparence cordiale, et toutes les demandes du gouvernement franquiste seront finalement acceptées.

Dès octobre 38, la seule question qui se pose est de savoir comment la victoire de Franco sera définitivement assurée. Stôhrer expose comment « une intervention des puissances » pourrait amener « les éléments modérés des Rouges à déposer les armes »⁴⁹⁸, ce qui semble annoncer à quelques mois de distance l'action de la junte Casado, qui liquidera les positions républicaines.

Le projet Stôhrer exclut des négociations les communistes et semble exclure Negrín. Celui-ci pourtant ne ferme pas la porte à une solution pacifique du conflit. Dans un discours en treize points, il énonce les conditions posées pour la réalisation d'un compromis entre les deux partis. Le 1^o octobre 38, dans un discours aux Cortes, il accepte le principe d'une médiation. Quelques jours plus tard, il admet qu'un plébiscite pourrait être une solution. Mais pourra-t-on vraiment trouver « un compromis acceptable pour tous les Espagnols » ? Le seul mot de médiation ou de compromis provoque chez nombre de dirigeants en Espagne nationaliste une réaction violente. Franco, chaque fois qu'il prend la parole à ce sujet, a été formelle : il n'est pas question d'obtenir autre chose qu'une capitulation. Et le *Diario Vasco* de Saint-Sébastien à cette formule imagée, mais qui expose bien la pensée franquiste : « Nous ne voulons pas la trêve du diable, nous voulons la paix de la Conquête »⁴⁹⁹.

497 Discours de Franco à Burgos au cours de la journée du Caudillo (1^o octobre 38).

498 Archives secrètes de la Wilhemstrasse.

499 Cité par *le Temps* du 13 octobre 38.

22. La bataille de l'Èbre et la campagne de Catalogne

L'offensive, nécessité politique

L'abandon définitif de la République a coïncidé avec la chute du second gouvernement Blum ; à cette date, la victoire des nationalistes en Aragon, la Catalogne coupée de la République, donnent l'impression qu'un effondrement peut se produire d'un moment à l'autre, faisant éclater le front républicain. Sans doute l'offensive en direction de Valence s'est-elle ralentie sur les lignes de Viver ; mais il faut toujours compter, après un gros effort militaire, sur une période de regroupement et de réadaptation. Du reste, les attaques contre Viver n'ont pas cessé jusqu'au 23 juillet, tenant en haleine les troupes gouvernementales fatiguées, moralement affaiblies par la retraite et par la certitude de se battre désormais sur leur dernière ligne de défense. La coupure avec la Catalogne interdit d'amener dans le secteur Centre-Sud toute aide matérielle venant de la frontière française : laisser s'engager le combat dans ces conditions peut être désastreux.

C'est alors que, pour sauver Valence, pour, tenter dans un ultime effort de regrouper les forces républicaines, l'état-major gouvernemental tente de reprendre l'initiative. C'est l'offensive de l'Èbre, dont le déclenchement surprendra non seulement les Espagnols, mais aussi les puissances étrangères, qui n'escomptent plus guère une action républicaine de grande envergure.

Rojo constate qu'il est devenu « nécessaire de réaliser un effort gigantesque aussi bien sur le plan militaire que sur le plan international ». Depuis le début de l'année 38, la tension a de nouveau augmenté entre les puissances occidentales et l'Allemagne. Première annexion caractérisée de l'hitlérisme, l'Anschluss annonce d'autres prétentions. La guerre européenne se prépare en Europe centrale. Du même coup, le gouvernement Negrín entrevoit une nouvelle fois la possibilité d'internationaliser le conflit. Encore faut-il prouver à l'Europe et au monde que les revers subis n'ont pas ébranlé la volonté de lutte des républicains, que le moral des troupes et de la population est toujours solide, bref que le mouvement qui a soulevé le peuple espagnol en 36 a su résister au temps et aux épreuves de la guerre. Peut-être Negrín songe-t-il aussi à prouver que l'issue du conflit est encore lointaine et que les adversaires doivent accepter un compromis. L'offensive de l'Èbre est donc une opération politique autant que militaire.

Mais pourquoi avoir choisi le secteur de l'Èbre, qui, nécessitant la traversée du fleuve en un endroit difficile, présente un danger supplémentaire ? Pour sauver Valence, il n'y a en réalité que deux moyens : ou bien une contre-attaque directe au nord de Sagonte, permettant de reprendre une partie du terrain perdu au cours des mois précédents et de dégager la capitale du Levant (mais cette opération serait sérieusement compromise au départ par la fatigue des troupes engagées, le manque de réserves, les ponctions importantes déjà opérées sur les fronts de Madrid, d'Estrémadure et d'Andalousie) ; ou bien une action d'envergure dans un autre secteur essentiel, empêchant la reprise de l'offensive nationaliste sur Valence. Obliger les franquistes à se détourner du Levant vers la Catalogne, tel est le premier objectif que se propose l'état-major républicain.

Les forces qui vont participer à l'attaque ont été regroupées dans la zone Nord ; elles sont encore solides, admirablement préparées à l'action de surprise qu'il faudra mener d'abord pour traverser le fleuve. Certains problèmes sont évidemment difficiles à résoudre ; notamment la nécessité de faire passer l'Èbre au matériel lourd pour atteindre le second objectif, une rupture du front nationaliste permettant la reconquête d'une partie de la côte de la Méditerranée : seule en effet une réussite totale pourra convaincre que l'armée républicaine est encore capable de vaincre. Mais si l'opération avorte au départ, cet échec risque de tourner au désastre. L'état-major a certainement pris un risque, mais c'est un risque calculé. Il n'est plus possible en effet de rester passif : une victoire complète est impensable, étant donné le rapport des forces, mais un succès local est nécessaire, et possible.

Le passage de l'Èbre

Le point où doit se déclencher l'offensive a été fixée dès le mois de juin. Le général Rojo indique à ce

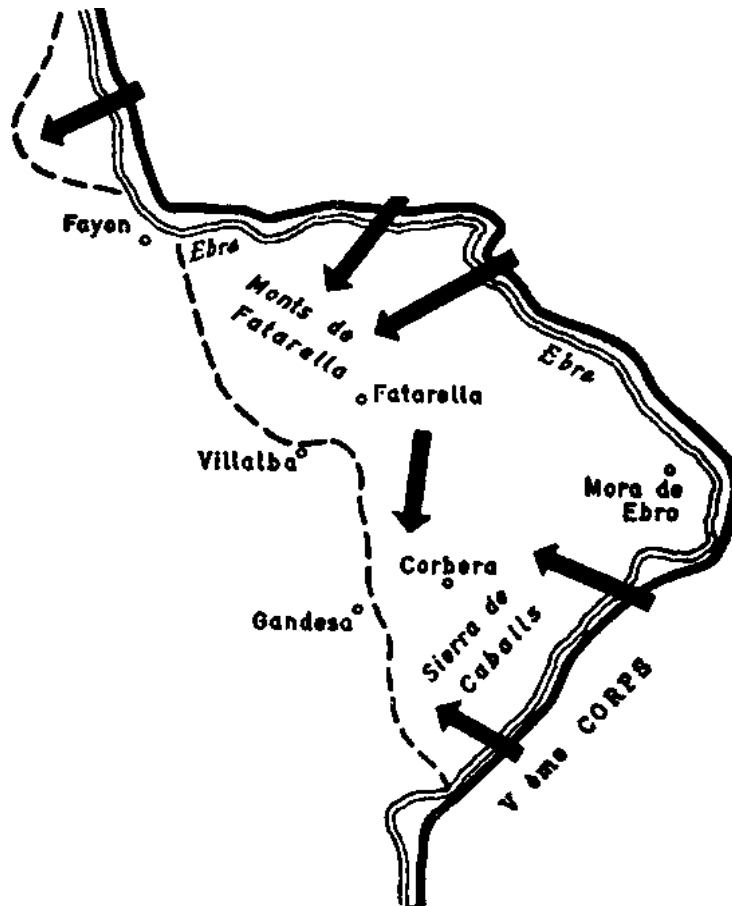
sujet que les ambitions d'abord vastes de l'état-major ont fini par se borner à l'objectif suivant : forcer le passage de l'Èbre de part et d'autre de la boucle, occuper les hauteurs au sud et pousser en profondeur.

À cette action principale, mais de portée limitée, s'adjoindront deux opérations complémentaires, l'une vers l'ouest sur l'axe Fayon-Mequinzenza, destinée à couper les communications des troupes franquistes et à entraver l'arrivée des renforts, l'autre vers la côte, qui ne représenterait qu'une diversion. Dans l'ensemble, les ambitions gouvernementales se révèlent assez modestes, bien que les forces mises en action soient importantes : l'armée de l'Èbre, renforcée par un certain nombre de divisions prises sur l'armée de l'Est⁵⁰⁰. Mais les délais nécessaires à la concentration des hommes et de l'armement, au rassemblement des barques qui doivent permettre les premiers passages, à l'arrivée des éléments de ponts qui vont être lancés par-dessus le fleuve, obligent à retarder le début de l'offensive. Tout cela va traîner une cinquantaine de jours. Malgré tout, l'effet de surprise obtenu sera à peu près total.

Dans la nuit du 24 au 25 juillet, les barques sont discrètement mises en place. L'attaque par petits groupes d'assaut chargés d'une mission de « commando » correspond à la fois aux moyens et à la meilleure utilisation des combattants républicains. Le succès en est à peu près complet, bien que les services techniques se révèlent, comme presque toujours dans l'armée républicaine, insuffisants ; c'est ainsi que les transmissions entre l'état-major, installé seulement à quelques kilomètres du fleuve, et le 5^e corps, sont coupées dans les premières heures de l'attaque.

Les nouvelles de l'attaque, au cours de la nuit même, sont bonnes : des têtes de pont ont pu être établies ; les passerelles et les ponts vont pouvoir être mis en place et le passage du fleuve commence, dès l'aube, en deux points. Poussant d'un côté vers Villalba, de l'autre vers Gandesa et Corbera, les deux branches de l'offensive républicaine tendent à se refermer sur une poche occupant le fond de la boucle et dont le centre est Mora del Ebro. Dès le 26, Corbera est occupée et les abords de Villalba et de Gandesa sont atteints. La poche de Mora del Ebro est nettoyée en quelques jours. La tête de pont de la boucle de l'Èbre a alors une vingtaine de kilomètres de profondeur et une trentaine de largeur. Au nord, le passage de la 42^e division a permis d'établir entre Fayon et Mequimenza une tête de pont secondaire, qui gêne l'arrivée des renforts franquistes. Au total, 50 000 hommes ont passé l'Èbre, malgré la réaction immédiate et violente de l'aviation nationaliste.

⁵⁰⁰ L'armée de l'Èbre, qui doit être chargée de l'attaque essentielle, comprend les corps d'armée de Lister (5^e), Taguena (15^e) et Vega (12^e). Les contingents de l'armée de l'Est comprennent les divisions 27, 60 et 43.



3. *l'offensive républicaine sur l'Èbre (juillet – août 38)*

Mais, une fois de plus, l'avantage obtenu est limité, car il ne peut être question à aucun moment d'exploiter ce succès : la concentration de troupes reste insuffisante, les réserves manquent ; après cinq jours de combats difficiles, les hommes engagés dans la bataille sont fatigués. En dépit d'efforts continus, ni Villalba ni Gadesa n'ont pu être occupés. Les nationalistes, repliés sur les villages, ont tenu bon. Dès qu'ils se sont trouvés devant une grande concentration de feu, les républicains ont été contraints d'arrêter leurs attaques. Dans les premières heures du combat, le matériel lourd a manqué, surtout les blindés. Lorsque les chars de 24 tonnes ont pu passer, les secours nationalistes avaient eu le temps d'arriver.

Dès le 25, la supériorité aérienne des nationalistes devient évidente. Bombardements et mitraillades⁵⁰¹ provoquent d'importants dégâts parmi les convois qui traversent l'Èbre. Sans doute les renforts arrivent-ils toujours, les traversées de nuit n'ayant pu être efficacement interrompues ; mais les premiers ponts sont détruits à la fois par l'action des bombardiers et par l'ouverture des digues qui retiennent les eaux des affluents pyrénéens de l'Èbre. La situation des troupes républicaines de la tête de pont est sans cesse menacée.

La bataille d'usure

À partir du 1^{er} août, la véritable bataille commence ; les nationalistes s'entêtent à rejeter leurs adversaires au-delà du fleuve ; les républicains s'acharnent à se maintenir. Les combats qui s'engagent ainsi vont durer jusqu'au 15 novembre ; les forces gouvernementales démontrent comme elles l'ont fait à Teruel, qu'elles sont capables de ténacité dans les circonstances les plus difficiles.

Mais l'armée de l'Èbre doit livrer une bataille d'usure, une bataille de matériel : quel que soit le courage

⁵⁰¹ Rojo note, pour la seule journée du 31 juillet, l'apparition de 200 avions de bombardement et de 96 chasseurs.

dont elle fait preuve, elle ne peut sortir victorieuse d'une semblable confrontation. C'est, dit Rojo, « la lutte de l'abondance contre la pauvreté ». La prolongation des combats n'a qu'un sens : donner à l'étranger l'idée qu'il existe encore en Espagne un équilibre des forces, au moment où éclate en Europe la crise tchèque.

C'est alors que la réconciliation européenne se produit à, Munich et que les espoirs d'une intervention étrangère s'évanouissent. Dès ce moment, la bataille sur l'Ebre est devenue non seulement inutile, mais dangereuse pour les républicains : « La perte de la Catalogne, écrit Ulibarri, se décida sur l'Ebre. » Sans doute un mouvement de retraite sur la rive gauche dans les premiers jours d'août eût-il évité un plus grave échec et les pertes énormes subies par les républicains dans la suite. Mais le répit donné aux armées du Centre eût été trop bref et, surtout, l'abandon de la tête de pont aurait provoqué, après les claironnants communiqués de victoire, une réaction catastrophique pour le moral de l'armée et de l'arrière.

Aussi, malgré la mise en place de forces considérables du côté nationaliste, l'état-major de Barcelone s'entête et résiste. Peut-être le commandement républicain accepte-t-il plus volontiers une guerre défensive que des manœuvres de grande envergure : les troupes qui tiennent la tête de pont ont conquis certains avantages ; la possession des principaux observatoires de la région renforce singulièrement leur position. Les succès remportés dans les premières journées, la confusion et le flottement qu'ils ont pu distinguer chez l'adversaire augmentent leur courage et leur ténacité.

Ils ont eu en face d'eux au début de l'offensive des forces relativement restreintes. Ainsi, à l'exception du secteur d'Amposta, toute la zone d'attaque était-elle protégée par la seule 50^e division. L'état-major nationaliste comptait surtout sur la protection naturelle qu'offre le fleuve et sur la lenteur habituelle des opérations gouvernementales. Sur ces deux points, il s'est trompé. Si, dans les premiers moments de l'offensive, certains officiers franquistes ont témoigné de leur optimisme, dès l'aube du 25 le ton des communiqués a changé ; les nouvelles sont devenues franchement mauvaises. En dépit de la masse de matériel jetée rapidement dans la bataille, toute l'artillerie disponible, toute l'aviation, il a fallu huit jours avant de rétablir les « conditions normales de la bataille » et de stabiliser le front.

Sept divisions⁵⁰² ont été mises successivement à la disposition du corps d'armée marocain pour rétablir la situation. Le général Franco a été obligé de retirer des troupes du Levant, et même d'autres secteurs du front central pour les diriger vers l'Èbre. Comme à Teruel, Il a accepté de se battre sur le terrain choisi par ses adversaires. Mais il accepte ce défi parce qu'il est certain de sa supériorité matérielle chaque jour plus évident. Sur un front aussi étroit, la victoire ne peut être emportée qu'en écrasant l'adversaire sous le feu de l'artillerie et de l'aviation. Franco pense que cela lui est maintenant possible.

Les républicains se sont accrochés à leur tour, ont envoyé des renforts. Et pendant des semaines, les deux adversaires vont s'obstiner, amener de nouveaux moyens, de nouvelles troupes, jusqu'au moment où les terribles pertes subies de part et d'autre forceront un des combattants à abandonner le terrain. La bataille de l'Èbre a été plus sanglante encore que celle de Teruel. Elle s'est également transformée en bataille d'anéantissement ; mais cette fois le combat sera décisif.

Au début, la contre-offensive nationaliste évolue favorablement. La tête de pont de Fayon est réduite ; la concentration des troupes et surtout de l'artillerie, « l'extraordinaire densité de feu » permettent une victoire rapide : la 42^e division républicaine est pratiquement anéantie.

Mais ce n'est là qu'un succès local. La bataille décisive doit se dérouler autour de la tête de pont de Gandesa. Or les nationalistes y subissent un premier échec : l'attaque lancée avant le 10 août contre la Sierra de Pandols se heurte à une résistance acharnée, « comme il n'y en a pas eu dans toute la guerre », dit Aznar ; pratiquement les gains obtenus sont inexistantes. En août et septembre, les attaques se succèdent, à peine interrompues par quelques périodes de calme, qui permettent aux

⁵⁰² La 13^e division (Barron), la 84^e (Galera), la 8^e (Delgado Serrano), la 152^e (Rada), la 4^e de Navarre (Alonso Vega), la 102^e (Castejon) et la 74^e (Arias). Autour de la tête de pont principale sont groupées les divisions 82 et 102, sous le commandement de Delgado Serrano, les 13^e et 74^e commandées par Barron, les 4^e et 84^e. La 105^e division garde le front jusqu'à l'embouchure de l'Èbre.

troupes, qui subissent à chaque fois de lourdes pertes, de se réorganiser. Il y aura quatre offensives jusqu'au mois d'octobre. Ce ne sont pas, à proprement parler, de grandes actions militaires, mais des opérations localisées autour de quelques points pris et repris par les adversaires. Plus qu'à Teruel, où la dureté des combats était due en grande partie aux conditions climatiques, la bataille de l'Èbre, par sa longueur, sa dureté, son opiniâtreté, fait penser aux combats de la guerre de 14-18. C'est le Verdun espagnol.

Mais les adversaires ne peuvent supporter indéfiniment une telle cadence de destruction, presque ininterrompue. Les pertes énormes en hommes et en matériel aboutissent en définitive à l'épuisement de la masse de manœuvre républicaine. À la fin du mois d'octobre, les réserves sont devenues insuffisantes. Du côté nationaliste au contraire, des renforts ont pu être préparés ; un nouveau corps d'armée est constitué, celui du Maestrazgo : confié au général Garcia Valino, il comprend cinq divisions.

Le 24 octobre, l'instruction générale 44 adressée aux nationalistes leur donne l'ordre de « réduire la poche formée sur l'Èbre ». En fait, l'attaque ne commence vraiment qu'à partir du 1^{er} novembre. L'escalade des positions républicaines de la Sierra de Caballs est réussie par surprise. Du 1^{er} au 8 novembre, toute la partie sud-est de la tête de pont jusqu'à Mora del Ebro est occupée. La deuxième phase de l'offensive s'achève le 15 novembre. Les gouvernementaux ont perdu tout le terrain conquis depuis le début des combats. Certes, l'armée républicaine a prouvé qu'elle est capable de se battre et de tenir, en dépit de son infériorité matérielle, mais les pertes subies, peut-être 100 000 hommes tués, blessés ou prisonniers⁵⁰³, l'ont saignée et ont incontestablement préparé sa défaite.

Sans doute, le front s'est-il stabilisé après le 15 novembre. D'autre part, l'offensive lancée en Estrémadure vers Cabeza del Buey et Almaden, offensive qui a progressé rapidement pendant le mois d'août, est finalement enrayée par les républicains, grâce à l'appui des troupes du Levant. La bataille de l'Èbre, en attirant les meilleures forces nationalistes, a donné un répit appréciable à la zone centrale ; Miaja en a profité pour réorganiser ses troupes.

Mais, depuis la victoire aragonaise de Franco, l'Espagne républicaine est divisée. Les troupes de Catalogne n'ont pas connu de répit ; elles sont épuisées par les combats qu'elles ont dû soutenir. Il leur faudrait une longue période d'accalmie et des renforts en armes pour pouvoir présenter à une vaste offensive nationaliste un front unique et solide, ce qui ne leur sera pas accordé. La lassitude provoquée par la guerre est de plus en plus évidente au fur et à mesure des échecs militaires. Les succès remportés sur l'Èbre en juillet avaient relevé un moment le moral de l'arrière, Mais, depuis, le terrain conquis a été repris par les franquistes. L'espoir d'un appui extérieur a pris fin avec Munich. La thèse de Prieto : « L'Europe nous a trahis », est admise par beaucoup.

Pour cette Catalogne qui a été le foyer de la révolution anarchiste et le théâtre des Journées de mai, la « trahison » de l'Europe apparaît comme la condamnation de la politique de Negrín. La révolution a été abandonnée et l'Europe mise maintenant sur Franco.

Pour la première fois, en Catalogne, l'arrière va lâcher. Faire de Barcelone un nouveau Madrid est d'ores et déjà impossible. Les conditions ne sont plus celles de 1936. La foi non plus.

La Catalogne avant l'attaque

Peut-on dire au moins que le gouvernement a rattrapé en autorité ce qu'il a perdu en popularité ? Cela même est discutable. Le parti socialiste est profondément divisé, en dépit de l'apparente réconciliation entre ses diverses tendances. La poussée communiste a cristallisé l'hostilité des autres partis contre ce partenaire trop envahissant. L'armée n'a jamais cessé d'être influencée par la politique.

D'autre part, le manque de produits importés, l'arrêt progressif du commerce, par suite du blocus, du manque d'argent, de la mauvaise volonté des pays étrangers, paralysent peu à peu la vie en Catalogne. À un moment où l'industrie de guerre devrait être développée au maximum, la production se ralentit :

⁵⁰³ C'est le chiffre donné par les franquistes.

il n'y a pas assez de matières premières. La production agricole est, elle aussi, en régression ; beaucoup de paysans sont au front, d'autres ne livrent pas leurs produits. Le ravitaillement devient de plus en plus difficile, Au mois de novembre, devant les difficultés que laisse présager un troisième hiver de guerre, le gouvernement a créé, sous la présidence du ministre de la Défense nationale, un « Comité régulateur du ravitaillement » qui doit coordonner « toutes les activités touchant à la production, à la vente d'articles d'alimentation et d'habillement de première nécessité ». En fait, il s'agit d'organiser la distribution de vivres, en donnant la priorité aux combattants, puis aux forces armées de l'arrière, enfin à la population civile, en commençant par les enfants, les malades et les travailleurs des industries de guerre. Mais -cet organisme se trouve bientôt placé en face de difficultés insurmontables.

Il convient d'ajouter que dans toute la Catalogne, et particulièrement à Barcelone, les partisans du franquisme sont restés nombreux et actifs. Avec l'effondrement de la Catalogne, cette cinquième colonne se manifestera notamment dans les dernières heures de la défense de Barcelone. Enfin le moral de l'arrière est miné par les bombardements incessants de la capitale catalane. Tout contribue à préparer la défaite de la République en Catalogne.

Les corps d'armée franquistes⁵⁰⁴ se sont déployés le long d'un front qui suit l'Èbre jusqu'au confluent du Segre, puis remonte vers les Pyrénées, en longeant le Segre et le Noguera, les villes jalonnées par cette ligne de front, Lerida, Balaguer et Tremp étant aux mains des nationalistes.

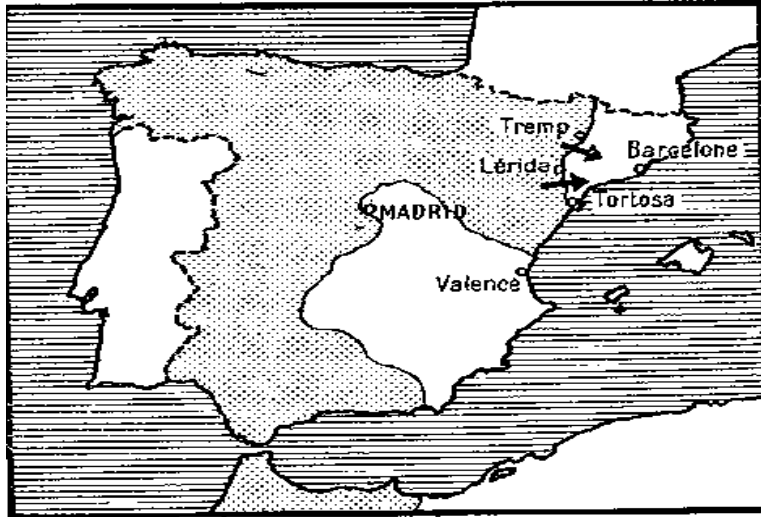
La perte de Barcelone

Le 23 décembre commence l'offensive sur la Catalogne. En principe, les forces républicaines sont toujours constituées par deux armées ; au nord, à partir de la frontière française, l'armée de l'Est⁵⁰⁵ ; au sud, l'armée de l'Èbre. L'infériorité en hommes et en matériel est telle, après la bataille de l'Èbre, que les républicains sont maintenant à peu près incapables de mener une action offensive quelconque. Selon Ulibarri, dans chaque brigade, il manque de 600 à 1 000 hommes sur 3 600 que devrait compter un effectif complet. Au total, le commandement républicain peut mettre en ligne 90 000 hommes, mais il ne dispose d'aucune réserve.

Ce sont les 11° et 12° corps de l'armée de l'Est qui vont supporter tout le poids de l'attaque. Un double assaut nationaliste entraînera la rupture du front du Segre. Après une faible préparation d'artillerie, une attaque des blindés italiens provoque un début de débandade ; la 16° division, placée en réserve, bat en retraite au lieu de défendre ses positions. La brèche ainsi créée rend difficile une contre-attaque d'envergure. La tentative qui sera faite le 25 décembre aboutira à un échec presque total ; son seul résultat est de ralentir quelque peu l'avance du C.T.V. et des Navarrais. Finalement, pour pouvoir tenter une nouvelle action offensive, il faut renforcer l'armée de l'Èbre avec des contingents de l'armée de l'Est. Et c'est un nouvel échec.

⁵⁰⁴ Marocain, navarrais, italien, d'Aragon, du Maestrazgo et d'Urgel.

⁵⁰⁵ Son P.C. est à Solsona. Elle comporte les 10°, 11° et 18° corps d'armée. L'armée de l'Èbre comprend les 13°, 15° et 24° corps.



4. La campagne de catalogne (janvier-février 39)

Les combats ont maintenant commencé depuis dix jours. Dans l'armée républicaine, il est pratiquement impossible d'assurer la relève des unités combattantes. La fatigue et l'impression d'impuissance s'ajoutent à l'infériorité matérielle. Les appareils de chasse n'essaiment même plus de gêner les incursions nationalistes et n'apparaissent qu'après le combat ; les habitants de Barcelone les ont surnommés *l'Arco de Iris*, l'Arc-en-ciel. Le moral des troupes, en particulier celui des nouvelles recrues baisse tous les jours. L'effondrement se produit dans les premiers jours de Janvier. Tandis que l'attaque italienne a pour résultat une percée sur Borjas Blancas, les corps d'armée nationalistes de l'Aragon et du Maestrazgo progressent rapidement dans la région de Tresp, menaçant d'isoler les forces républicaines installées en face de Lerida. Toutes les centrales électriques de la zone de Lerida, les plus importantes d'Espagne, tombent aux mains des franquistes. L'état-major de Barcelone donne l'ordre de repli. La ligne de bataille a littéralement éclaté ; l'offensive nationaliste devient générale ; les six corps d'armée se déploient en utilisant les blindés. À partir du 6 janvier, il n'est plus question de réactions offensives : « Il ne s'agit plus, dit Rojo, que de se défendre. » En réalité, il s'agit surtout de savoir combien de temps les républicains pourront résister, éviter l'encerclement et l'isolement, protéger les chemins qui mènent à la frontière pyrénéenne. Les nationalistes n'ont même pas besoin d'engager comme précédemment une bataille de rupture : alignant six corps d'armée, ils sont déjà largement supérieurs en nombre aux forces réunies par les sept corps d'armée républicains ; ils témoignent d'une supériorité matérielle chaque jour plus écrasante. L'artillerie républicaine, selon Rojo, est réduite au sixième de l'artillerie adverse. L'armement individuel fait défaut : 60 000 fusils, pas assez pour armer tous les combattants.

Certes, un effort est encore possible ; le gouvernement de Barcelone l'a tenté en décidant de mobiliser tous les hommes en âge de combattre ; mais cette mobilisation, même si elle avait été réalisée, n'aurait guère modifié la situation, puisqu'il n'y a pas d'armes à distribuer. Et puis cette levée en masse prend une allure souvent absurde : sous le prétexte d'amener sur le front des troupes qu'il ne sera même pas possible d'utiliser, on en arrive à mobiliser les pompiers de Barcelone, ville quotidiennement bombardée, et qui subit jusqu'à cinq et six alertes par jour. Dans la période qui va du 20 au 26 janvier, la vie de la cité est complètement désorganisée.

En fait, la bataille qui s'engage pour la possession de la ville est perdue d'avance. L'armée de l'Èbre, profondément engagée vers le sud, doit, pour éviter l'encerclement, abandonner le triangle méridional que défend Tarragone ; la perte de cette ville annonce l'effondrement du front. Elle s'ajoute à l'énorme désordre en provoquant le déplacement vers le nord d'une foule de réfugiés, qui encombreront les routes de Catalogne. Ils s'entassent déjà dans Barcelone, couchant jusque sur les quais du métro, qui servent à la fois d'abris et de dortoirs.

Sans doute, les chefs militaires, les commissaires et les représentants des partis et des syndicats

songent-ils encore, le 24 janvier, à soutenir une longue défense. Un effort considérable de propagande a été fait. Partout sont déployées des banderoles et placées des affiches : « La Catalogne est en danger. Tous aux armes ! » Ou : « Gagnons cette bataille et nous gagnerons la guerre ! » Pour gagner cette bataille, il faudrait d'abord pouvoir la livrer. Les forces chargées de la défense de la place sont notoirement insuffisantes. Le colonel Romero dispose à peine de quelques milliers d'hommes, provenant soit de bataillons d'arrière-garde de valeur douteuse, soit de troupes en retraite depuis le début de l'offensive nationaliste, auxquelles on ne peut demander d'avoir un brillant moral. De plus, les gardes d'assaut abandonneront le front dans la matinée du 21 janvier.

Enfin la population de la ville n'est pas préparée à une véritable résistance. Sans parler des gens favorables au franquisme, la grande majorité des habitants est manifestement lasse et ne croit plus à une victoire qu'elle a attendue si longtemps. Survivre est devenu à Barcelone le premier des problèmes. Tout manque ; plus de charbon, ni d'électricité. Les boutiques sont vides ; même au marché noir, la pénurie se généralise. Les distributions gouvernementales sont trop faibles et irrégulières. Les marchés ne sont plus approvisionnés ; le sucre est remplacé par la saccharine ; on ne trouve pratiquement plus d'huile. Seul le pain ne manque pas, sauf pendant les trois jours qui précèdent la prise de la ville, mais 300 grammes d'un pain gris ne calment pas la faim. L'aspect désolé de la ville, contrastant avec l'allégresse et la couleur des premiers jours de la révolution sur les Ramblas, permet de mesurer le chemin parcouru. Les lieux de distractions ferment leurs portes, cabarets et dancings d'abord, puis, à partir du 14 janvier, les théâtres, les cinémas et même les cafés, où l'on venait s'attabler par habitude. Les derniers magasins ont tiré leurs rideaux de fer. « Barcelone, quarante-huit heures avant l'entrée de l'ennemi, dit Rojo, semble une cité morte. »

La dernière ligne de défense protégeant la ville est la chaîne montagneuse du Tibidabo. Elle n'est pas sérieusement défendue. Le 23, le front du Llobregat est rompu. En trois jours, les refus d'obéissance, les désertions se multiplient. C'est la débandade à peu près totale le 26 au matin ; le dévouement héroïque de quelques groupes⁵⁰⁶, qui se font massacrer sur place, est parfaitement inutile. Les quartiers du port sont bombardés par l'aviation, l'artillerie et la marine franquistes. Les troupes de Solchaga et de Yagüe qui convergent sur la ville occupent les quartiers militaires de la périphérie. Au début de l'après-midi, les tanks débouchent sur le port. Dans la soirée, toute résistance a cessé. L'occupation même de la ville n'a coûté qu'un mort aux franquistes.

Les derniers défenseurs de la capitale se sont retirés, soucieux avant tout de ne pas se laisser déborder par le nord. Depuis le 23 janvier, le président Negrín et son gouvernement, les ambassades et les services ministériels ont quitté Barcelone. On n'a pu cependant tout évacuer ; une partie des archives ont été détruites. Et lorsque les nationalistes ont fait leur entrée dans la ville, ils ne l'ont pas trouvé vidée de ses habitants. Beaucoup, à l'image de l'ancien secrétaire de la municipalité, ont préféré attendre les vainqueurs. Le nouveau maire de la ville, Miguel Mateu Pla, président de la société Hispano-Suiza, pourra rétablir rapidement les services essentiels. Le plus difficile sera de réorganiser le ravitaillement.

La perte de Barcelone n'est pas pour les républicains d'une importance stratégique énorme ; mais la reddition Sans condition de la capitale de la Catalogne va avoir sur le moral de la population dans toute la zone républicaine un effet décisif. C'est de ce jour que commence l'agonie de la République.

La fuite vers la frontière

L'écroulement du front, les bruits qui circulent et qui accompagnent toute catastrophe, ont jeté sur les routes une foule de réfugiés qui se dirigent en désordre vers tous les points de passage de la frontière française. D'après *le Temps* du 6 février, 100 000 l'auraient déjà franchie. Rojo évalue encore à une centaine de milliers ceux qui se pressent aux postes de douane. « C'est le chaos », dit-il. On trouve mêlés à la population civile fuyant l'avance franquiste, foule misérable encombrée de quelques

⁵⁰⁶ Le 125^e bataillon de mitrailleuses, la 151^e brigade mixte.

bagages, des milliers de soldats qui ont abandonné la zone des combats ; ils ajoutent à la panique en colportant les rumeurs les plus invraisemblables. Des hommes en armes s'emparent de force des voitures, qu'ils abandonnent d'ailleurs à la frontière. Il n'y a plus d'ordre, plus de police, plus qu'une vaste anarchie. C'est le chaos de la défaite et du désespoir. Et pourquoi la foule ne fuirait-elle pas ? Dès la fin janvier, il ne se passe pas de jour où l'on ne signale le passage en France de quelques personnalités politiques, Giral, Caballero, Araquistain. Ces choses-là se savent et même, dans l'affolement général, elles sont démesurément amplifiées.

Devant la masse des fuyards, les autorités françaises sont débordées. Au début, elles ont laissé entrer les réfugiés ; mais, très vite, il est devenu impossible de contrôler et de répartir dans le pays ces dizaines de milliers de fuyards. Le 30 janvier, les autorités françaises décident de ne plus laisser passer les hommes valides pour le moment et de n'accorder le droit d'asile qu'aux femmes et aux enfants. Les hommes qui ont déjà franchi la frontière et n'ont pas encore été dirigés sur un point quelconque du territoire sont regroupés dans un camp de concentration, à Argelès, dans les Pyrénées-Orientales. Sur le moment, cette décision produit une panique nouvelle parmi les Espagnols qui attendent aux postes du Perthus et du Boulou. Une partie des fuyards reflue sur la Catalogne encore libre. D'autres cherchent à entrer clandestinement en France, et beaucoup y réussissent, malgré la présence des troupes sénégalaises chargées de la surveillance ; cette situation ne fait que compliquer encore la tâche des autorités françaises. Aussi, à partir du 5 et jusqu'au 9 février, la frontière est-elle de nouveau officiellement ouverte aux soldats espagnols. Rojo a promis que le passage de la frontière se ferait en bon ordre.

Et en effet, si la débandade de certains éléments n'a pu être évitée, il convient de signaler, parce que c'est une réussite qui témoigne, au milieu de l'anarchie générale de la valeur certaine de ces troupes, que les derniers contingents armés ayant franchi la frontière se sont repliés en bon ordre ; les journalistes français constatent chez eux un meilleur moral et, une allure qui n'est pas celle d'une troupe en déroute. Parmi eux, 700 des derniers Internationaux, restés en Catalogne jusqu'au dernier moment, passent la frontière le 7 février seulement.

Selon les accords conclus avec l'état-major républicain dès que les hommes ont franchi la frontière, ils ne sont plus considérés comme des soldats, mais comme des réfugiés ; Ils sont désarmés, subissent une fouille sommaire et sont dirigés aussitôt sur les centres de regroupement, dont le principal reste Argelès. Celui-ci se révèle vite insuffisant pour recevoir tout le monde ; il faut en créer un autre, non loin de là, à Saint-Cyprien.

Le matériel de guerre est confisqué par le gouvernement français ; si certains dirigeants espagnols ont eu l'illusion de pouvoir transporter ce matériel dans la zone centrale, ils sont bien obligés de se rendre à l'évidence : la zone centrale, si elle continue le combat, le fera avec ses seules forces.

Dans les tout derniers jours, les dirigeants de la République ont à leur tour passé la frontière. Le président Azaña arrive en France le 5 février au matin, précédant de trois jours les derniers membres du gouvernement et Negrin lui-même. Mais déjà, entre le président de la République et le chef du gouvernement, des divergences apparaissent sur l'attitude qu'il convient d'adopter après la perte de la Catalogne.

Negrin et son état-major se sont efforcés de maintenir un peu d'ordre et de discipline. Ils ont pu songer à maintenir à l'extrémité nord du pays, autour de Gérone et de Figueras, en s'appuyant sur la frontière française, une certaine résistance. Mais il est difficile d'imaginer qu'un front régulier puisse être tenu par des troupes qui s'effritent chaque jour. Le service de renseignements a cessé de fonctionner ; l'avance des troupes nationalistes, si elle peut être contenue dans le secteur montagneux, n'a jamais cessé le long de la côte ; le commandement lui-même ne semble pas à la hauteur de sa tâche : il a fallu le remanier dans les derniers jours : le général Jurado remplace Sarabia à la tête de ce qui reste du groupe d'armées. Malgré tous ses efforts pour maintenir la discipline, l'état-major ne peut éviter les paniques localisées ; les unités de carabiniers et des forces de sécurité, incorporées à l'armée, ont donné le signal de la débandade. Les mesures qui ont été prises à Figueras pour essayer de réorganiser

les troupes en retraite ne sont que des palliatifs très insuffisants, Les bombardements aériens, la crainte d'un débarquement nationaliste à l'arrière achèvent de rendre impraticable toute organisation défensive. Les conseils ministériels que Negrin tient à Figueras n'ont plus aucun sens : à quoi servent des décisions qui ne peuvent être exécutées ? Ce qui a disparu ou est devenu inutilisable, ce n'est pas le gouvernement, mais les organismes de gouvernement et d'exécution. Les petites villes de Figueras et de Gérone ne peuvent les abriter, Il n'y a même pas la place d'y installer des bureaux ; l'arrivée des cortèges de voitures officielles ne fait que paralyser la circulation. Beaucoup de fonctionnaires de Barcelone, qui n'ont plus dans l'issue de la guerre la moindre confiance, n'ont du reste pas attendu l'ordre du gouvernement pour gagner la frontière. En somme, s'il y a toujours un gouvernement, il n'y a déjà plus d'État.

Le 8 février, l'état-major se transporte au Perthus et, le 9, Rojo passe au Boulou sur le territoire français. Le même jour, à 13 h. 50, les franquistes atteignent la frontière au Perthus. Les dernières troupes républicaines organisées passent en France les 9 et 10 février. Il n'y a plus d'armée de Catalogne.

La capitulation de Minorque

Au même moment, la capitulation de Minorque fait apparaître un élément nouveau, la médiation anglaise.

L'île est complètement isolée depuis que la supériorité maritime de l'Espagne nationaliste est devenue manifeste. Le 8 février, le croiseur anglais *Devonshire* amène à Port-Mahon un représentant franquiste, le colonel San Luis. Un premier entretien a lieu entre le gouverneur de Minorque, Gonzalez Ubieta, et le capitaine du *Devonshire*, Muirhead-Gould. Ubieta accepte de préparer avec le colonel San Luis les modalités d'une capitulation. Au cours de deux entrevues, auxquelles assiste le commandant du *Devonshire*, les deux parties tombent d'accord pour que soit accordée la vie sauve aux officiers et aux fonctionnaires républicains et que soit assurée l'évacuation de ceux qui désirent échapper à la domination franquiste. Le *Devonshire* embarquera 300 hommes, 100 femmes et 50 enfants.

Tout a pourtant failli échouer au dernier moment, par suite d'un bombardement nationaliste qui a eu lieu le 9 février, après les accords de Port-Mahon. On a cru à une trahison de la part des nationalistes. La base franquiste de Palma qualifia d' « erreur » ce bombardement. On peut en douter : la base de Palma, malgré son commandement espagnol, est contrôlée par les Italiens, hostiles à tout accord réalisé sous l'égide de la Grande-Bretagne. Certes, la radio anglaise nie que le gouvernement britannique ait participé à un accord et déclare que le commandant du *Devonshire* a agi de son propre chef ; de son côté, Jordana affirme à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il n'y a eu aucun accord anglo-espagnol sur Minorque. Mais ce sont là des affirmations diplomatiques. L'Angleterre ne se vante évidemment pas d'une intervention qui peut être considérée comme une ingérence dans les affaires espagnoles ; et les franquistes tiennent trop à l'alliance italo-allemande pour mécontenter ouvertement les gouvernements de ces pays.

Mais les accords de Minorque sont significatifs : après la chute de la Catalogne, il faut bien envisager de finir la guerre.

Le gouvernement Negrin devant le problème de la paix

Au milieu du désastre se pose ce problème essentiel, qui est un problème politique. Le 1^o février, les Cortes, ou ce qu'il en reste, se sont réunies à Figueras. Negrin a nettement envisagé devant elles la possibilité du rétablissement de la paix. Mais avec une armée vaincue, un État en décomposition, il n'est plus question d'une négociation entre parties égales. Malgré leur modération, les treize points dont Negrin a fait en 38 son programme minimum sont maintenant dépassés. Negrin n'envisage plus que trois points comme conditions de paix : la garantie de l'indépendance et de l'intégrité nationale ; la garantie de la liberté pour le peuple espagnol de choisir son destin ; la garantie qu'une politique d'autorité mettra fin, après la guerre, aux persécutions.

Encore est-il évident qu'il sera difficile, dans une négociation, d'obtenir satisfaction sur le deuxième point. Et Negrin semble ne pas vouloir se borner au seul énoncé de ces conditions. Pour la première fois, la médiation anglaise est officiellement envisagée par le gouvernement républicain. Del Vayo rapporte qu'une entrevue a eu lieu à Agullana entre le chargé d'affaires britannique Stevenson, l'ambassadeur français Jules Henry, Negrin et lui-même. Au cours de cette entrevue, Negrin aurait expliqué ce que signifiaient pour lui les trois garanties. La première concernait « l'évacuation du territoire espagnol de tous les éléments étrangers » ; la deuxième signifiait que « le peuple espagnol déterminerait librement son régime politique, et sans aucune pression étrangère ». Del Vayo expose que Franco n'acceptera probablement pas ces deux propositions ; Negrin admet qu'on pourrait les abandonner dans le cours de la négociation : même si l'on obtenait une approbation de principe du gouvernement de Burgos, elle aurait peu de chances d'être respectée par la suite. Il ne reste plus alors que la troisième condition, que Del Vayo exprime à l'aide de cette formule concise : « Pas de représailles ». Il était difficile d'être plus conciliant.

Rojo semble confirmer ce que dit Del Vayo lorsqu'il parle de terminer la guerre de la manière la plus digne et en sauvant le plus grand nombre possible de personnes. Mais il y a déjà un mot dans le texte de Rojo qui souligne le désaccord naissant entre l'armée et le président du Conseil ; le général parle en effet d'une formule politique à trouver. On peut considérer qu'il acceptera en somme de préparer la capitulation en éliminant ceux qui constituent un obstacle à la paix. Negrín, lui, entend pratiquer une négociation de gouvernement à gouvernement, ce que n'acceptera jamais Franco. Au cas où la négociation ne pourrait aboutir, Negrín donne l'ordre de résister. « Avec quoi allons-nous résister ? Pourquoi allons-nous résister ? » Demande Rojo.

Pour beaucoup de militaires en effet, la guerre est finie. *Le Temps* du 9 février signale le choix fait par des officiers de la maison militaire d'Azaña : ils ont décidé de rejoindre l'Espagne nationaliste. Entre les chefs militaires qui constatent la défaite et le gouvernement qui envisage encore la résistance, l'entente est impossible.

23. La junte Casado et la liquidation de la République

Comme des mois plus tôt dans les cités vaincues, Malaga, Bilbao, Barcelone, la chute de la Catalogne attise les oppositions, les haines ou les jalousies. Partisans de la résistance et de la capitulation s'affrontent. On s'arrache les moyens de fuir. On s'accuse mutuellement de vouloir d'inutiles massacres ou de chercher à trahir. Les officiers républicains espèrent que ceux du camp opposé montreront à leur égard quelque mansuétude et songent aux chances d'une capitulation honorable. Les agents de l'étranger, ceux de la cinquième colonne intriguent. La lutte s'engage finalement entre ceux qui parlent encore de résistance et ceux qui veulent une paix immédiate.

Aucune période de la guerre civile n'a suscité littérature plus abondante ni plus contestable, mémoires, actes d'accusation, polémiques et plaidoyers. Paradoxalement, le travail de l'historien se trouve compliqué par l'abondance d'un matériel qui lui est trop manifestement destiné. Bien des témoins semblent songer surtout à sauver leur vie et leur carrière politique future.

Le gouvernement Negrín en France

Dès maintenant, le sort du territoire républicain est discuté non en Espagne, mais en France, au consulat espagnol de Toulouse, où le gouvernement Negrín a trouvé asile après la déroute de Catalogne. Le président Azaña, comme son entourage, ne croit plus possible la prolongation de la lutte et Negrín multipliera en vain les efforts pour le convaincre que son devoir est de rentrer en Espagne avec lui. L'absence du gouvernement représente en effet un important facteur de démoralisation. Et ces interminables conciliabules accentuent dans la zone républicaine la conviction que tout est perdu. De fait, la situation empire de jour en jour ; les bombardements incessants terrorisent les populations urbaines ; les difficultés de ravitaillement deviennent tragiques. Beaucoup cherchent désespérément les moyens de sortir du piège de la zone Centre-Sud. Le problème de l'évacuation est à l'ordre du jour des travaux gouvernementaux ; Negrin y consacre une partie de son activité à Toulouse. Le Mexique propose d'accueillir 30 000 familles. Lord Halifax promet l'aide britannique pour évacuer les réfugiés menacés. La Compagnie Midatlantic signe un contrat de location pour les 150 000 tonneaux de sa flotte de transport. Deux commissions gouvernementales travaillent en permanence Sur les deux aspects du problème : celui des moyens de transport, celui des personnes à évacuer.

Cependant, ce n'est pas l'évacuation que le gouvernement Negrin considère comme la tâche la plus urgente. Au cours des dramatiques conseils de cabinet de Toulouse le président, Del Vayo et les communistes font prévaloir leur point de vue : avec ou sans Azaña, le gouvernement rentrera en Espagne pour y diriger la « résistance à outrance ». Pourquoi cette décision ?

Sans doute, selon Segundo Blanco, « le gouvernement fait ce qu'il peut, ni plus, ni moins ». Franco, en effet, ne veut pas négocier avec lui. Il a refusé de traiter sur la base des trois points de Negrín. Il ne reste donc plus qu'à résister. Cela seul peut amener les nationalistes à modérer leurs exigences et à traiter, comme le désirent vivement les Anglais. La résistance est le seul moyen d'échapper à la capitulation sans conditions. C'est ce qu'Alvarez del Vayo s'efforce de prouver. Pour lui, Negrín et ses amis ne croient évidemment plus à une victoire militaire proche, mais estiment que les forces armées de la zone Centre-Sud sont suffisantes pour prolonger de quelques mois la résistance ; même si Madrid tombe, les troupes républicaines peuvent tenir longtemps dans le secteur montagneux du Sud-Est. Or, selon eux, la guerre, depuis Munich, est inévitable en Europe. Elle peut encore sauver la République en lui donnant des alliés.

En admettant que cette thèse soit juste⁵⁰⁷, le plus difficile reste à faire : convaincre les Espagnols eux-

⁵⁰⁷ Le raisonnement de Negrin et Alvarez del Vayo semble justifié a posteriori par l'éclatement, en septembre 39, de la deuxième guerre mondiale. En février, pourtant, il n'est étayé que sur de fragiles hypothèses. Même en cas de guerre, rien ne prouve que les pays occidentaux pourraient ou même voudraient apporter une aide réelle à la République. D'ailleurs, les dirigeants espagnols tablent sur le fait que l'U.R.S.S. se trouverait dans le camp « démocratique » : le pacte germano-soviétique aurait ruiné ces espérances. La conjoncture internationale dont Negrin et Del Vayo attendaient le salut ne s'est réalisée qu'en 1942. Pour suivre Del Vayo, il faudrait admettre que la République aurait pu tenir ou que les communistes espagnols, à la différence de tous les autres, auraient, de 39 à 42, accepté, sans tenir compte du Pacte, de se ranger dans le camp des « démocraties » ...

mêmes de la possibilité et de la nécessité de la résistance. Les ministres présents à Toulouse acceptent de rentrer, sauf Giral. Mais Azaña reste à Paris, répondant à Alvarez del Vayo : « Personne ne croit à notre capacité de résistance et ceux qui y croient le moins sont nos propres généraux. » Il démissionne le 2 mars. Son successeur « légitime », Martinez Barrio, président des Cortes, ne donne pas non plus à Negrín la caution légale de la présidence et refuse de retourner en Espagne.

Le retour du gouvernement en Espagne

Dès son arrivée à l'aérodrome de Los Llanos, Negrín réunit les chefs militaires. Cette conférence peut lui faire mesurer les difficultés de la mission qu'il s'est donnée. Après son exposé, tous les chefs militaires, à l'exception de Miaja, déclarent la résistance désormais impossible ; il faut négocier pour éviter le désastre. À la démoralisation de l'arrière et des soldats, Negrín voit s'ajouter un nouvel obstacle à sa politique, le défaitisme des chefs de l'armée, tel qu'il s'exprime depuis plusieurs semaines à travers les initiatives politiques du chef de l'armée du Centre, le colonel Casado.

Officier républicain de longue date, ancien commandant de la garde présidentielle, Casado est un des militaires professionnels qui composaient l'état-major de Largo Caballero. Il passe pour un homme de gauche, a des relations avec certains socialistes et anarchistes, mais reste un officier, convaincu de l'importance de sa « mission de soldat », persuadé qu'il est « respecté dans le camp ennemi »⁵⁰⁸. Il est très hostile au parti communiste, considère que c'est « l'excès des commandements communistes » qui a conduit les démocraties occidentales à abandonner la République. Comme militaire, il juge la résistance impossible. Or, Franco ne négociera pas tant que Negrín, Del Vayo et les communistes domineront la République. Il faut donc les éliminer pour obtenir une paix honorable⁵⁰⁹. Casado est convaincu que les partisans de la négociation bénéficieront de l'appui britannique dès que l'influence communiste aura disparu. Il faut, dit-il à Negrín, obtenir le retour d'Azaña et former un nouveau gouvernement de républicains et de socialistes, excluant le P.C.

En fait, à cette date, il a déjà pris, depuis plusieurs semaines, des contacts politiques en vue de renverser le gouvernement. Chez les anarchistes, il s'est lié avec Cipriano Mera⁵¹⁰, qui commande sous ses ordres un corps d'armée, avec Garcia Pradas, dont l'hostilité au P.C. ne s'est jamais démentie. Certes la C.N.T. continue de soutenir Negrín, dont Segundo Blanco se fait le porte-parole au sein du mouvement libertaire. Mais l'hostilité de la F.A.I. l'emporte à une réunion du comité de liaison C.N.T.-F.A.I.-Jeunesses libertaires, qui demande le 25 février la formation « d'un nouveau gouvernement ou d'une Junte de défense ». Chez les socialistes, l'ami de Caballero, Wenceslao Carrillo, est, lui aussi, au courant des projets du colonel et les approuve. Il rassemble ses amis de Madrid pour tenter d'arracher la direction du P.S. et de l'U.G.T. aux partisans de Negrín restés près de lui en France ; après leur retour, il multiplie les attaques contre Gonzalez Pena. Un autre socialiste vient appuyer le mouvement casadiste : Julian Besteiro n'est ni un militant ni un homme d'action, mais l'incarnation du socialisme républicain classé, à l'extrême-droite du parti socialiste, cet universitaire n'a joué aucun rôle important depuis le début de la guerre. Il passe pour l'homme du compromis depuis qu'Azaña l'a chargé de chercher à Londres les bases d'une médiation anglaise. C'est une personnalité « bien vue » à Londres et à Paris.

Enfin Casado a certainement pris contact avec les diplomates étrangers, britanniques en particulier. Dominguez dit⁵¹¹ que ses contacts étaient fréquents avec Cowan, qui aurait été le véritable instigateur du complot, allant jusqu'à conseiller le colonel dans le choix de ses collaborateurs. Hidalgo de Cisneros

⁵⁰⁸ Casado, *The last days of Madrid*.

⁵⁰⁹ « Negrín termina en disant qu'il avait échoué dans ses efforts pour la paix et que, par conséquent, il n'y avait rien d'autre à faire que résister... Il ne lui vint pas à l'idée de nous dire qu'avant d'échouer, il avait décidé de démissionner pour qu'on puisse former un gouvernement capable de réaliser ce qu'il n'avait pu faire. » (*The last days of Madrid*, p. 119.)

⁵¹⁰ Dès le 16 février, à Madrid, s'est tenue une réunion du comité de liaison consacré à l'affaire Mera, à qui ses camarades reprochent de se lier avec Casado, de risquer une « action précipitée » ou un « faux-pas » (Peirats, *op. cit.* T. III p. 358).

⁵¹¹ Dominguez, *Los vencedores de Negrín*.

affirme de son côté à Del Vayo que le colonel lui parla à mots couverts de promesses anglaises⁵¹²...

Le gouvernement Negrín est au courant de la situation et des périls qu'elle comporte. Il tente de convaincre ou d'intimider ses adversaires, visiblement hésitants. Il y a derrière Negrín la considérable puissance du P.C., de ses unités militaires, de sa police parallèle. Mais les anarchistes voudraient arracher des concessions à Negrín, le convaincre de partager avec eux certaines responsabilités. Selon eux, le gouvernement qui réside « quelque part dans la zone » républicaine est en fait réduit au triumvirat Negrín-Del Vayo-Urbe. Ils considèrent comme une provocation de sa part la nomination du chef du S.I.M., Garces à la tête de la commission qui doit choisir les personnes à évacuer ; ils insistent pour que la direction des opérations d'évacuation ne reste pas « aux mains de Negrín et Vayo », expriment la crainte qu'on n'évacue par priorité les hauts fonctionnaires. Le 3 mars, ils conservent encore l'espoir de participer à l'organisation de l'évacuation et proposent l'un des leurs, Gonzalez Entrialgo, pour le poste essentiel de commandant de la base navale de Carthagène. À plusieurs reprises, ils, répètent à Negrín qu'ils ne sauraient admettre de voir s'accroître le pouvoir communiste par l'attribution de nouveaux commandements. Or, le 2 mars, Negrín a fait son choix et le Conseil des ministres entérine une série de promotions et de mutations dans le haut-commandement. Casado est nommé général, mais remplacé à la tête de l'armée du Centre par le communiste Modeste, promu, lui aussi général. Miaja⁵¹³ reçoit une retraite honorifique avec le titre d'inspecteur général de l'armée ; la création d' « unités mobiles de choc », destinées à renouveler les méthodes de combat, s'accompagne de promotions d'officiers communistes : Lister, Galan, Marquez sont nommés colonels. Ce sont enfin des communistes qui reçoivent le commandement dans les ports, Vega à Alicante, Tagueña à Murcie, et surtout Francisco « Paco » Galan à Carthagène, poste convoité entre tous, qui lui donne la haute main sur ce qui reste de la flotte.

À ceux qui l'accuseront d'avoir ainsi exécuté un véritable Coup d'État et donné le pouvoir aux communistes, Negrín répliqua que, le gouvernement ayant décidé la résistance, il avait le devoir de placer aux postes de commandement des partisans de la résistance. La prépondérance des communistes n'est que le reflet de leur adhésion totale à la politique de Negrín. Mais pour les adversaires du gouvernement, les mesures prises n'ont qu'une signification : c'est désormais le parti communiste qui contrôle seul l'évacuation et dispose seul du pouvoir.

Nouvelle guerre civile ?

Les remaniements décidés par le gouvernement sont mal accueillis. Non seulement les techniciens militaires mais les cadres des partis et des syndicats, une grande partie de la population y voient la mainmise d'un parti dont le comportement a soulevé bien des haines et des rancœurs. C'est une occasion inespérée pour les conspirateurs, qui manifestent ainsi leur opposition à la fois à un coup d'État communiste et à la prolongation inutile de la guerre, de ses massacres et de ses misères. L'irritation croissante contre ce gouvernement de vaincus après trois ans de guerre civile, va provoquer une explosion de colère à l'encontre de Negrín.

Les anarchistes et les socialistes de gauche qui ont dû renoncer à leurs ambitions révolutionnaires tiennent enfin leur revanche sur « le parti de l'ordre ». Les hauts fonctionnaires et les officiers de carrière s'empressent de saisir l'occasion d'une paix « honorable ». Ils souhaitent un compromis par lequel Franco reconnaisse leur rang dans la hiérarchie sociale. Les dirigeants des partis et des syndicats veulent l'assurance de pouvoir quitter le pays. La masse de la population, qui ne croit plus à rien se retourne contre ceux qui veulent accumuler des souffrances désormais inutiles, contre les privilégiés du nouveau pouvoir ; un seul souhait, finir la guerre le plus rapidement possible ; on espère vaguement que Franco sera d'autant plus enclin à la clémence que les communistes auront été éliminés. Les agents franquistes, tous les jours plus nombreux, attisent les discordes.

⁵¹² Alvarez del Vayo, *La guerra empezo...*, p. 307.

⁵¹³ Celui-ci venait de se révéler, À son tour, partisan de la négociation.

C'est à Carthagène qu'éclatent les premiers troubles, dans une totale confusion. L'amiral Buiza a déjà fait savoir à Negrín que la flotte quitterait le pays s'il ne se décidait pas à négocier. Malgré un voyage spécial de Paulino Gomez, le ministre de l'Intérieur, chargé de préparer le terrain, la nomination de Galan met le feu aux poudres. Une partie de la garnison se soulève sous la direction du chef de l'artillerie, le colonel Armentia, et s'oppose à l'installation du nouveau commandant. Les phalangistes, mêlés aux insurgés, s'emparent de la radio, diffusent de fausses nouvelles. La flotte prend la mer pour ne pas tomber entre leurs mains. Pourtant l'insurrection échoue. Le colonel Armentia, après avoir longuement hésité, se rend, puis se donne la mort. La 10^e division, sous le commandement du communiste de Frutos, marche sur Carthagène ; en quelques heures, à la tête de la 11^e brigade, le communiste Rodriguez a brisé l'insurrection. Mais la flotte ne revient pas, décidant finalement, sur l'injonction de l'amirauté française, de rejoindre Bizerte, où les équipages sont internés : ainsi disparaît un des moyens de l'évacuation. Le gouvernement semble s'être affolé : Hernandez, commissaire général, aurait dirigé la riposte de sa propre initiative.

À Madrid, cependant, la situation s'aggrave brusquement. Casado s'est en effet décidé : prévenu par Gomez Ossorio, gouverneur de Madrid, de la teneur des décrets, il prend immédiatement contact avec les partis pour constituer un Comité de défense où lui-même représenterait les militaires. Menendez, au Levant, est d'accord avec lui, ainsi que Matallana. Miaja se rallie au mouvement et lui apporte son prestige. Garcia Pradas rédige le manifeste des révoltés. Pedrero, du S.I.M., le socialiste Girauta, directeur de la Sûreté, sont du complot. Mera apporte le concours du 4^e corps d'armée et le socialiste Francisco Castro celui d'une brigade de carabiniers. Les officiers *asaltos* se rallient dans leur quasi-totalité.

La junte Casado

Réunis dans les caves du ministère des Finances, les conspirateurs passent la soirée du 5 dans l'attente du coup d'État. La 70^e brigade, commandée par l'anarchiste Bernabe Lopez, occupe les points stratégiques de la capitale. Quand ses hommes ont achevé leur mouvement, la radio lance la proclamation de la *Junta*. Besteiro parle le premier pour demander au gouvernement Negrín de se retirer : « L'armée de la République, avec une autorité indiscutable, prend en mains la solution d'un problème très grave, essentiellement militaire. » Critiquant la politique de Negrín, il l'accuse de ne chercher qu'à gagner du temps, avec « la morbide croyance que la complication croissante des événements internationaux conduira à une catastrophe de proportion universelle ». Il demande à tous les Espagnols de soutenir « le gouvernement légitime de la République, qui, pour le moment, n'est autre que l'armée ». Casado s'adresse à son tour aux Espagnols « d'au-delà des tranchées ». Il offre le choix : « Ou la paix pour l'Espagne ou la lutte à mort. » Mera dit que la « mission » de la Junte est d'obtenir « une paix honorable, basée sur la justice et la fraternité ». Puis on annonce la composition de la Junte : le général Miaja la préside, Besteiro est conseiller aux Affaires étrangères, Casado à la Défense, Carrillo à l'Intérieur, Eduardo Val aux Communications : un autre anarchiste, Gonzalez Marin, survivant de la Junte de 37, Antonio Perez de l'U.G.T., et les républicains San Andres et Jose del Rio complètent la formation, dont le « syndicaliste » Sanchez Requena est nommé secrétaire. Tous les syndicats ou partis du Front populaire y figurent, à l'exclusion du P.C.

Le gouvernement Negrín, qui se trouve à Elda, dans un isolement total, protégé par un détachement de 80 soldats encadrés par des officiers communistes, engage, le 5, une discussion qui se prolongera jusqu'à la soirée du 6 mars. Sur le papier, il dispose encore de moyens considérables : trois Sur quatre des corps d'armée du Centre sont commandés par des communistes : Barcelo, Bueno, Ortega. De même, au Levant, il a trois corps d'armée à opposer à Menendez, en Estrémadure trois divisions, et dans toutes les unités, les officiers communistes. Malgré cela, Negrín ne tente pas de résister ; il lance un appel solennel à Casado afin d'éviter toute effusion de sang et lui offre de nommer des délégués pour « régler toutes les divergences ». Casado répond en menaçant de faire fusiller tous les membres du gouvernement si le général Matallana, retenu à Elda, n'est pas libéré dans les trois heures. Au moment où les officiers communistes prennent les armes à Madrid contre la Junte, le gouvernement quitte l'Espagne. Negrín et Del Vayo prennent l'avion pour la France. Avec eux partent les dirigeants

communistes, politiques comme la Pasionaria et Uribe, militaires comme Lister, Modesto, Hidalgo de Cisneros, Nunez Maza. Mais la fuite du gouvernement n'empêche pas l'effusion de sang qu'il semble avoir voulu éviter.

À Madrid, le commandant Ascanio, à la tête du 2^e corps d'armée (il a pris la place de Bueno, malade), entreprend de couper la capitale du reste de la zone républicaine par le nord. Une lutte triangulaire s'engage alors, les franquistes exploitant la situation, les communistes, et les casadistes s'accusant mutuellement, et, semble-t-il, avec raison, d'abandonner le front pour régler leurs comptes.

Le 7, Barcelo s'empare du quartier général de Casado, où il est attaqué par Mera. Le 10, le colonel Ortega, suspect aux yeux de la Junte, se rend aux troupes de Casado. À la suite de sa médiation, des négociations s'engagent entre le P.C., représenté par Dieguez, et Casado. Le P.C. demande la liberté garantie pour ses militants et pour sa presse, et l'entrée d'un communiste dans la Junte. Casado accepte en principe de ne pas se livrer à des représailles, mais fait fusiller le lieutenant-colonel Barcelo⁵¹⁴ et le commissaire communiste Conesu, qu'il rend responsables de l'exécution, après la prise de son quartier général, de plusieurs officiers, dont les colonels Gazolo et Otero. Le 12, un tract du P.C. appelle à la fin des combats fratricides « Non seulement nous abandonnons toute résistance au pouvoir constitué, mais les communistes, au front, à l'arrière, à leur poste de travail et de lutte, continueront à donner l'exemple de leur abnégation et de leur sacrifice, de leur héroïsme et de leur discipline. »

Cette semaine de guerre civile a fait 2 000 morts. Il n'y a eu pourtant de véritables combats qu'autour de Madrid. Au Levant, les troupes fidèles à Menendez ont eu quelques accrochages avec les blindés du commandant Sendin, qui se tenaient prêts à couper les communications avec Madrid. Mais la 45^e division, aux ordres de la Junte, a occupé les locaux du P.C. et arrêté ses dirigeants. Le républicain Julio Just négocie l'accord entre casadistes et communistes. En Estrémadure, les communistes Teral et Martinez Carton se sont tenus dans l'expectative ; les seuls incidents sérieux ont eu lieu à Ciudad Real, où le gouverneur, Antona, a fait tirer au canon sur un immeuble du P.C. et fait arrêter Mangada, malgré son adhésion à la Junte.

En résumé, rien ne montre la volonté du P.C. de se débarrasser de la Junte Casado. Seules les unités commandées par Ascanio ont attaqué les troupes casadistes. Ailleurs, les corps encadrés par les communistes se sont contentés de se défendre. Les initiatives de Castro Delgado et Jesus Hernandez à Valence sont restées sans lendemain. Le départ de l'état-major communiste, le 6 mars, prouve que le P.C. s'est incliné et qu'il juge maintenant, lui aussi, la défaite inévitable. Togliatti, Checaet Claudin, de la J.S.U., restés en Espagne après le 6, sont arrêtés, puis libérés sur l'ordre du général Hernandez Sarabia. Ils ne semblent pas avoir eu d'autre mission que celle d'assurer l'évacuation des cadres ; un groupe d'une cinquantaine de militants décolle le 25 mars d'un petit aérodrome, près de Carthagène⁵¹⁵.

⁵¹⁴ Eduardo Barcelo Llacuri, officier de carrière, a fait partie du noyau d'officiers sortis des cabinets ministériels qui ont travaillé en août 36 au ministère de la Guerre. Commandant des troupes devant l'Alcazar, Il est ensuite un des chefs du 5^e régiment. Les communistes ne sont pas les seuls à le présenter comme un honnête homme. Peirats rappelle cependant, que, commandant de la 14^e brigade. Il fut accusé par le commandant de la division de l'assassinat de deux de ses soldats. Inculpé pour ces faits et incarcéré à Barcelone, il aurait été libéré sur l'intervention de Cordon.

⁵¹⁵ Castro et Hernandez semblent avoir combattu à l'époque l'attitude de capitulation de leur direction et notamment la fuite de la Pasionaria. La discussion sur ce point ne fut jamais abordée à Moscou : ils avaient le soutien de José Diaz, mais la Pasionaria avait celui de Staline. Les uns et les autres attestent que les communistes s'attendaient au coup de Casado et s'y étaient préparés. D'après Hernandez, Togliatti pensait que le soulèvement serait étouffé en une demi-heure. Dieguez, selon Vanni, dit que les communistes auraient pu écraser la Junte et affirme que l'ordre de liquidation définitif a été apporté le 12 mars par Rita Montagnana, femme de Togliatti. Quoi qu'il en soit, il semble que l'U.R.S.S. n'avait pas intérêt à voir se prolonger une bataille perdue qui gênait son rapprochement déjà ébauché avec l'Allemagne, et que le P.C., partisan en réalité de l'arrêt de la guerre, a eu l'habileté d'utiliser, sans la susciter, la réaction spontanée des communistes madrilènes; il est permis toutefois de penser que la direction du Parti se préoccupait en même temps de ne pas « risquer la perte » de dirigeants - comme l'écrit pudiquement Ferrara, le biographe de Togliatti.

L'échec des négociations pour une paix honorable

Cette « guerre civile » avait eu au moins un résultat, celui de compromettre définitivement la réalisation de l'objectif commun aux deux partis : les amis de Negrín ont pu faire remarquer en effet que la Junte Casado n'avait fait que reprendre la politique du président, moins les chances de la réaliser, puisqu'elle avait renoncé au chantage à la prolongation des combats. Les partisans de Casado rétorqueront que c'est le soulèvement communiste qui a porté un coup mortel aux minces possibilités de résistance. Quoi qu'il en soit, c'est un fait que celle-ci n'est plus possible.

En tout cas, les luttes intestines réglées, la Junte a les mains libres pour négocier. Elle propose de le faire sur les bases suivantes :

- 1 - Affirmation de l'intégrité et de la souveraineté nationales.
- 2 - Respect de tous les combattants dont les motifs étaient « sincères » et « honorables».
- 3 - Garantie qu'il n'y aura pas de représailles en dehors des jugements réguliers et que les délits politiques seront distingués de ceux de droit commun.
- 4 - Respect de la vie et de la liberté des militaires des milices et des commissaires n'ayant commis aucun acte criminel.
- 5 - Respect de la vie, de la liberté et de la carrière des militaires professionnels.
 - a. Mêmes garanties pour les fonctionnaires.
- 6 - Délai de grâce de vingt-cinq jours pour quiconque veut quitter l'Espagne librement.
- 7 - Pas de soldats italiens ou marocains dans l'ancienne zone républicaine.

Sans doute, ce sont là des prétentions exorbitantes dans les circonstances où elles sont formulées. La partie la plus solide du document est la demande de garantie pour les militaires et les fonctionnaires : il s'agit de sceller ainsi, au-dessus des combats, la réconciliation entre adversaires d'une même classe. Mais, sur l'ensemble, la Junte ne peut qu'aller de désillusion en désillusion. Elle veut des négociations : Franco veut une capitulation. Elle veut un traité : Franco ne veut rien signer. Et c'est un premier affront : le plénipotentiaire de Franco est un officier « républicain » de l'armée du Centre, un subordonné de Casado (qui pense un Instant à le faire fusiller), le colonel Cendaños ; il connaît, avant que Casado ne le lui remette, le texte du mémorandum ... Deuxième affront, Franco refuse de négocier avec Casado et Matallana ; il n'envisage que la reddition et exige pour traiter des officiers de grade moins élevé. Casado s'incline et désigne deux officiers d'état-major, le commandant Leopoldo Ortega et le lieutenant-colonel Antonio Garijo, attaché à Miaja depuis de nombreuses années (mais que Franco récompensera plus tard « pour services rendus » à la cause nationale). Le 23 mars : les deux plénipotentiaires sont à Burgos. Leurs propositions ne sont même pas examinées. Franco veut que l'aviation se rende le 25, et tout le reste de l'armée le 27. Ses représentants, les colonels Ungria directeur de la Sureté, et Vittoria, font oralement quelques promesses : application du code de justice, pas de représailles « politiques », possibilité pour certains de s'expatrier.

Les réactions de la Junte sont violentes : Carrillo dit que les républicains ne peuvent rien accepter s'il n'y a aucun texte écrit. Bestelro riposte : « *Je ne suis pas venu ici pour continuer la guerre.* » Et Carrillo : « *Ni moi pour trahir* ».

Le 25, Ortega et Garijo, de nouveau à Burgos, espèrent convaincre leurs interlocuteurs que la Junte ne peut aller plus loin. Mais un ordre de Franco interrompt les négociations : l'aviation ne s'est pas rendue comme il l'a demandé. La Junte est aux abois ; certains anarchistes veulent résister ; les militaires y sont opposés. Casado croit pouvoir évacuer Madrid en trois jours. Le 26, la Junte annonce à Franco que l'aviation se rendra le 27 et demande de fixer la date de la capitulation. La réponse de Franco, laconique, n'admet pas de réplique : les troupes nationalistes vont attaquer ; les troupes républicaines devront arborer « le drapeau blanc », effectuer une « reddition spontanée », en suivant autant que possible « les instructions données » par les envoyés nationalistes les soldats groupés en brigades après avoir abandonné leurs armes ...

Pour ce genre de capitulation, il n'est pas besoin de gouvernement. La Junte d'ailleurs n'en est plus un. L'État républicain s'est dissous : il ne s'est trouvé aucun fonctionnaire de police pour obéir à l'ordre d'arrêter à Madrid le phalangiste Valdès, libéré début mars. Dans les heures qui viennent, les conseillers n'ont plus qu'à essayer de réaliser l'évacuation au plus vite et le plus complètement possible. « Notre préoccupation », déclare la Junte dans la nuit du 26 au 27, est « l'évacuation des citoyens de la zone républicaine qui doivent s'expatrier. » Les gouverneurs sont invités à remettre des sauf-conduits à tous les citoyens menacés. La Junte demande des bateaux à l'étranger, spécialement à Londres et à Paris.

Mais la décomposition est trop avancée pour que cette ultime opération puisse être menée à bien. Les bateaux retenus par Negrín ne viennent pas, sous prétexte qu'on n'a pas payé d'avance, et la Midatlantic remet son contrat à Burgos. Londres et Paris ne font rien. Alors que 45 000 personnes sont entassées à Alicante, un seul bateau français en partira, avec 40 passagers.

Il n'y a plus ni armée, ni autorité. Du 27 au 30 mars, c'est la course éperdue vers la mer de tous ceux, qui, restés jusqu'au dernier moment, tentent d'échapper à l'ennemi.

La Junte tient sa dernière réunion le 27 au soir : tout est fini. Carrillo et d'autres conseillers partent pour Valence dans la nuit. Casado, qui voulait diriger l'évacuation de Madrid pendant les jours suivants, les y précède finalement en avion. Des bandes de jeunes gens arborent les insignes nationalistes et scandent dans les rues le nom de Franco. Ce qui reste d'autorité en Espagne républicaine s'emploie à assurer la transmission pacifique des pouvoirs : ainsi à Valence, où les conseillers traitent avec un représentant de la cinquième colonne. Casado annonce cet accord à la radio pour essayer d'obtenir le calme. Le 29 au soir, le général Miaja a quitté l'Espagne. Casado et ce qui reste de conseillers autour de lui prennent place, après de longues discussions, sur le *Galatea*, bateau de guerre anglais. Les nationalistes n'ont pas cherché à les en empêcher. Mais ils arrêtent Besteiro, resté à Madrid, et Sanchez Requena, à Valence. Ici ou là, quelques centaines de combattants se font tuer ou se donnent la mort. Des centaines de milliers ont abandonné le front, mais le plus grand nombre est finalement pris. La domination de Franco s'étend à toute l'Espagne. La guerre civile est terminée.

24. Épilogue

Il est impossible de donner le nombre exact des réfugiés qui ont quitté la zone centrale dans la deuxième quinzaine de mars pour la France et l'Afrique du Nord. Dans son réquisitoire contre Casado, Alvarez del Vayo dit que 2 000 seulement sont partis, quand 30 000 auraient dû pouvoir le faire, mais son argumentation repose sur le postulat suivant : le gouvernement Negrín aurait joui d'une autorité supérieure à celle de la Junte Casado ; ce qui est douteux. L'aide dont les républicains avaient besoin aurait dû être à la fois rapide et massive ; les gouvernements anglais et français n'ont pas répondu comme on l'espérait aux appels de Madrid. Le gouvernement français notamment, qui a déjà accueilli les réfugiés basques et catalans, se montre aujourd'hui très réticent : peu de bateaux français se rendront à l'appel des républicains ; beaucoup d'hommes devront s'enfuir au dernier moment à l'aide de moyens de fortune.

L'exil

Pour tous ces réfugiés commence alors la terrible épreuve de l'exil. En Afrique du Nord et en France, ils sont internés dans des camps où ils connaissent des conditions matérielles et morales très dures en attendant l'accueil d'un pays étranger ou l'autorisation de demeurer en France. Sans enthousiasme et sans élégance, les autorités françaises ont néanmoins accordé l'asile que leur demandaient les républicains vaincus. Elles n'opèrent aucune discrimination politique. Mais la guerre de 39 renverra une bonne partie de ces réfugiés dans les camps. Et le gouvernement Pétain acceptera de les livrer à l'Allemagne : plusieurs milliers d'Espagnols⁵¹⁶ connaîtront ainsi la déportation et les « camps de la mort ». D'autres, fort nombreux, en particulier dans le Sud-ouest, participeront à la Résistance des « maquisards » français.

Les États-Unis, dont la population a, dans sa majorité, condamné le franquisme, n'acceptent pourtant qu'un contingent très faible de réfugiés.

De son côté, l'U.R.S.S. réserve à ses partisans espagnols une pénible déception. Certes, le gouvernement russe accepte d'en recevoir un grand nombre, mais, s'il offre à certains dirigeants du P.C. espagnol des conditions de vie privilégiées, les autres, placés dans des conditions de vie nouvelles, dans un pays étranger par la langue et par l'esprit, vont se trouver en butte à de grandes difficultés. Non seulement ils ne trouvent pas dans la Russie de 39 le paradis promis par leurs dirigeants, mais ils sont souvent dispersés, isolés, placés dans des conditions de travail rendues encore plus pénibles par le climat, difficile à supporter pour des méditerranéens. Les témoignages que nous possédons sur leur sort peuvent être soupçonnés de partialité puisqu'ils émanent d'anciens communistes ayant rompu avec leur parti ; ils n'en font pas moins comprendre le désenchantement qui, pour certains, se transforme en une hostilité systématique et donne un regain d'aliments aux querelles de l'exil.

Ces accueils difficiles, intéressés ou malveillants, ne font que mieux ressortir la bonne volonté et la générosité dont a fait preuve le gouvernement mexicain, qui a librement ouvert ses frontières à tous ceux qui désiraient trouver refuge dans le pays⁵¹⁷.

Avec l'exil, s'ouvre l'ère des controverses. Certes, il y a longtemps que les partis républicains ne cherchent plus à cacher leurs désaccords. Du moins ont-ils fait semblant, tant qu'a duré la guerre, de croire à l'unité dans un combat contre un adversaire commun, le franquisme. Avec la défaite, ce lien a disparu. Au contraire, politiques et militaires se retrouvent face au désastre qu'ils doivent expliquer. L'heure est aux justifications. La censure et le souci d'empêcher l'adversaire d'exploiter les dissensions du camp républicain ont dissimulé bien des divergences au grand public ; mais la défaite fait disparaître les scrupules de cet ordre et les discussions se font âpres entre les alliés de la veille à l'intérieur même

⁵¹⁶ Notamment, l'ancien président Largo Caballero.

⁵¹⁷ La plupart des pays d'Amérique latine de langue espagnole ont largement bénéficié de l'apport intellectuel et culturel des républicains espagnols, qui ont pris place dans les entreprises, les journaux, les universités. Voir à ce sujet le tableau dressé par Aldo Garosci dans le chapitre de son ouvrage consacré aux intellectuels dans l'émigration.

des partis, qui connaissent dans l'émigration des scissions plus ou moins profondes, plus ou moins durables.

Les querelles entre émigrés sont toujours pénibles; du moins ici s'expliquent-elles par la persistance des illusions sur les « démocraties » chez la plupart des dirigeants politiques de l'exil, et l'espoir entretenu pendant des années de faire s'écrouler de l'extérieur le régime de Franco. Bien sûr, ni l'activité politique des « gouvernements en exil », ni même les guérillas qui se maintiennent ou apparaissent encore plusieurs années après la fin de la guerre civile ne justifient à elles seules leur confiance dans « l'avenir de l'émigration » ; mais chacun sait qu'au lendemain de la guerre mondiale, les puissances occidentales peuvent, si elles le désirent, renverser Franco, pour qui la victoire militaire n'a été que le début de difficultés économiques et politiques sérieuses ...

L'Espagne après la guerre

Quoi qu'il en soit, au mois de mars 1939, tout ce qui reste de la zone républicaine est occupé en huit jours. Franco a annoncé une offensive pour le 26 mars ; mais il n'a plus en face de lui de force organisée. Ce n'est plus un combat, mais une simple occupation de positions abandonnées. Les nationalistes auraient pu faire immédiatement leur entrée dans Madrid. Ils ont attendu quelques heures pour donner à la prise de possession de la ville plus de solennité. C'est dans Madrid, symbole de la résistance républicaine et capitale retrouvée de l'Espagne, que se déroulera le défilé de la victoire, sur l'avenue de la Castellana. Honneur est rendu aux alliés italien et allemand, dont les troupes sont placées en tête du cortège. Partout ailleurs l'occupation se poursuit sans difficulté, au milieu des acclamations et des cérémonies religieuses.

Le Caudillo n'a pas fait les gestes de réconciliation que certains, dans le camp adverse, attendaient de lui : la répression n'a pas cessé avec sa victoire. L'application de la loi sur les responsabilités politiques, l'installation des conseils de guerre dans toute l'ancienne zone républicaine ont au contraire renforcé les mesures de réaction. Arrestations et condamnations se multiplient. Il s'agit, selon Ciano, « d'une épuration sérieuse et très rigoureuse ». Le modérantisme n'est pas considéré comme une circonstance atténuante ; Besteiro, qui a voulu épargner ces violences à l'Espagne, est lui-même condamné à trente ans de prison⁵¹⁸. Des dizaines de milliers de prisonniers attesteront pendant les années la puissance de l'État Nouveau. L'armée, la police et la milice phalangiste assurent la stabilité d'un régime « fort ». À tous, on inculque la haine de la « révolution rouge » et même d'un système libéral condamné par l'Église. Si certains phalangistes gardent l'espoir de voir triompher un jour le régime national-socialiste, qui signifierait peut-être un progrès social, si certains « libéraux » en viennent, par hostilité au régime, à souhaiter l'avènement de la monarchie, dont tout indique pourtant qu'elle garderait un caractère absolutiste, les véritables vainqueurs - et ceci est chaque jour plus clair - sont l'Armée et l'Église. *L'Accion catolica* n'a pas tardé en effet à retrouver toute sa puissance : après s'être contentée de soutenir le système de l'extérieur, elle a accepté de participer au gouvernement. Il est vrai qu'il a été question à plusieurs reprises d'une libéralisation du régime, que les frontières se sont ouvertes plus librement, qu'un certain nombre d'exilés politiques ont pu rentrer. Mais, pour l'essentiel, le système reste immuable. Car ce régime issu du conservatisme politique le plus pur n'a pu résoudre ses problèmes économiques.

Endettée, appauvrie, l'Espagne a perdu au cours de la guerre une partie du cheptel qui faisait sa richesse. Par rapport aux chiffres de 1935, il n'y a plus en 1939 que 60 % des chevaux, 72 % des mulets, 73 % des bovins. Pour les récoltes, la baisse de production, calculée sur les mêmes années, est de 30 % environ pour le blé, 35 % pour l'orge, le tabac et l'olive⁵¹⁹, de 65 % pour la betterave ; si la production de maïs a augmenté, c'est qu'il s'agit d'une année exceptionnellement bonne. Dans les productions

⁵¹⁸ Seuls des membres de la Junte, Besteiro et Arino avaient décidé de rester à Madrid. On peut sans doute expliquer ce geste à la fois par un sentiment généreux et par l'espoir que, la première tourmente passée, une réconciliation pourrait intervenir.

⁵¹⁹ Blé : 1935 : 41 000; 1939 : 28 699. Orge : 22 320 et 14 180. Olives : 18 475 et 11 502 (en milliers de quintaux).

essentielles, la baisse est flagrante et correspond à une diminution des surfaces cultivées⁵²⁰. Malgré l'effort réalisé des deux côtés en faveur de l'industrie, la production a également diminué, en particulier dans le textile. Même la production minière a baissé pour le fer, le cuivre, le plomb, le zinc⁵²¹. La prospérité apparente de l'Espagne nationaliste a fondu au fur et à mesure que le gouvernement de Franco a dû prendre en charge les régions surpeuplées et mal ravitaillées de Barcelone, de Madrid et du Levant. Dès la chute de Barcelone les difficultés de ravitaillement ont commencé : le pain blanc des années de guerre est remplacé par du pain gris.

L'Espagne devrait se procurer à l'extérieur une partie de son approvisionnement. Mais comment vivrait alors ce pays agricole ? Aussi le régime franquiste cherche-t-il à pratiquer l'autarcie, comme l'U.R.S.S. ou l'Allemagne. Cependant, ce qui est possible, au prix d'importants sacrifices, à de grandes puissances ne l'est pas au XX^e siècle pour un pays sous-développé comme l'Espagne.

Malgré les privations imposées, le maintien d'un niveau de vie extrêmement bas, l'intense propagande sur la « Patrie espagnole » et l'Empire ibérique, le gouvernement du général Franco n'a bientôt le choix qu'entre deux orientations : ou suivre l'Allemagne et l'Italie, lier le sort de l'Espagne au leur, ou essayer de gagner l'amitié de certaines puissances occidentales, en particulier la Grande-Bretagne. D'un côté jouer la reconnaissance pour l'aide reçue, pendant la guerre civile, la communauté d'idéologie, éventuellement la satisfaction de certaines ambitions politiques ; de l'autre, le besoin de paix, l'influence anglophile du Portugal.

Les engagements pris par Franco à la fin du conflit paraissent prouver qu'il a alors choisi l'alliance avec le fascisme et le nazisme. L'adhésion au pacte Anti-Komintern en est la garantie. La place prise par Suñer dans la politique, extérieure de l'Espagne semble, en dépit des réserves qu'ont pu formuler les Allemands à son égard la preuve de l'orientation très germanophile de la politique franquiste. Mais, dès le lendemain de la guerre civile des incidents se produisent, qui permettent de mesurer les limites que le Caudillo entend imposer à ses engagements internationaux. On a vainement tenté d'organiser une rencontre Goering-Franco, et l'échec de ce projet provoque, au lendemain même de la victoire commune une première tension entre les deux pays. Plus tard la rencontre entre Franco et Hitler, après la victoire allemande en France, représentera une nouvelle déception pour le chancelier nazi. Sans doute les opinions de Suñer n'ont-elles pas changé et l'Espagne reste-t-elle favorable à une victoire germanique ; mais l'envoi de la légion *Azul* sur le front de l'Est⁵²² sera le seul témoignage positif de cet attachement. Les efforts faits pour détacher le Portugal de l'alliance anglaise restent vains et la perte d'influence de Suñer exprime une évolution. Certes, les espagnols peuvent considérer que Franco a rendu service à son pays, au lendemain d'une guerre Civile épuisante, en le tenant à l'écart du conflit mondial. Mais sans doute l'objectif recherché était-il seulement la stabilité du régime, finalement sauvé au lendemain de la guerre par la protection du vainqueur américain.

Épuisée, l'Espagne l'eût été de toute façon quel qu'ait été le vainqueur. Les naïfs s'étonneront peut-être qu'après une guerre civile menée sous le drapeau de la « rénovation », de la « patrie » et de « l'indépendance nationale », l'Espagne se retrouve plus archaïque et plus dépendante encore des autres qu'auparavant, en face du monde du xx^e siècle. Seule l'armée a rattrapé une partie de son retard du fait de l'intervention étrangère ; cela ne l'empêche pas d'ailleurs d'être toujours inapte à une guerre moderne. L'Espagne est retombée dans son passé par la volonté de l'oligarchie, avec la complicité des puissances étrangères.

Ciano dans ses Mémoires, écrit : « Montrant l'atlas ouvert à la page de l'Espagne, Mussolini dit : « *Il a été ouvert ainsi pendant trois ans ; maintenant, cela suffit. Mais je sais déjà que je dois l'ouvrir à une autre page.* » La répétition générale qui s'est jouée sur les champs de bataille espagnols prend fin au moment où se prépare la guerre mondiale ; Hitler occupe la Tchécoslovaquie ; Mussolini s'apprête

520 En ce qui concerne les céréales, elles tombent de 8 288 000 à 6 526 000 hectares.

521 Seules exceptions, le manganèse et le wolfram.

522 Sous la direction du général Munoz Grande, un des fidèles de Franco.

à attaquer l'Albanie. Bientôt, le pacte Hitler-Staline et l'attaque de la Pologne préludent à six ans de guerre mondiale ; la chute de Mussolini, l'effondrement de l'Allemagne hitlérienne, de nouvelles explosions révolutionnaires d'un pays, d'un continent à l'autre ... Vingt ans après, le Caudillo construit encore des monuments à sa gloire.

Annexes

Tableau des sigles, groupements et partis politiques

Action populaire :	Parti catholique conservateur
Alliance de la Jeunesse antifasciste :	Rassemblement, début 1937, de la majorité de la J. S. U. et des jeunesses « républicaines ».
Asaltos :	gardes d'assaut républicains.
A. V. E. R. :	Association des volontaires pour l'Espagne républicaine.
Camisas viejas (« vieilles chemises ») :	Anciens de la Phalange.
C. E. D. A. :	Confédération espagnole des droites autonomes.
C. N. T. :	Confédération nationale du travail (centrale anarcho-syndicaliste).
Communion traditionaliste :	Parti monarchiste carliste.
C. T. V. (Corpo Truppe volontarie) :	Corps expéditionnaire italien.
Esquerra :	Parti autonomiste catalan.
Euzkadi (parti nationaliste d') :	Parti autonomiste basque.
F. A. I. :	Fédération anarchiste ibérique.
Flechas :	Jeunes de la Phalange.
Front de la jeunesse révolutionnaire :	Rassemblement, en 1937, de la J. C. I. et des J. L.
G. E. P. C. I. :	Organisation « syndicale» de commerçants et industriels, adhérente à l'U. G. T.
Hisma :	Société commerciale allemande chargée des rapports avec l'Espagne nationaliste.
I. C. :	Internationale communiste (Kominterm).
J. C. :	Jeunesses communistes.
J. C. I. :	Jeunesse communiste ibérique (jeunesses da P. O. U. M).
J. L. :	Jeunesses libertaires.
J. O. N. S. :	Juntas offensives nationales syndicalistes, qui se fondront dans la Phalange en 1934.

J. S. :	Jeunesses socialistes.
J. S. U. :	Jeunesse socialiste unifiée (après fusion en 1936 des J. S. et des J. C.).
Lliga :	Parti bourgeois catalan.
N. K. V. D. :	Police secrète russe (G. P. U.).
Parti unique :	Seul parti franquiste à partir d'avril 1937.
P. C. E. :	Parti communiste espagnol.
Phalange :	Organisation fasciste espagnole.
P. S. O. E. :	Parti socialiste ouvrier espagnol.
P. S. U. C. :	Parti socialiste unifié de Catalogne (à partir de 1936).
P. O. U. M. :	Parti ouvrier d'unification marxiste.
Requête :	Organisation militaire carliste.
S. E. U. :	« Syndicat » étudiant nationaliste (fondé en 1937).
S. I. M. :	Police secrète républicaine.
Tercio :	Légion étrangère.
U. G. T. :	Union générale des travailleurs (centrale syndicale d'Inspiration socialiste).

Tableau synoptique

Datation		Événements en Espagne		Événements internationaux	
		En zone républicaine	En zone nationaliste	En rapport avec la guerre d'Espagne	D'ordre général
1936	16	Élection aux cortès			
Février					
	20	Gouvernement Azaña			
Mars					Réoccupation de la Rhénanie par Hitler
Mai	10	Azaña président			Prise d'Addis-Abeba par les Italiens
	13	Gouvernement Casars Quiroga			Élection du Front populaire en France
Juin		Grève du bâtiment à Madrid			Premier ministre Blum
juillet	12	Assassinat du lieutenant Castillo			
	13	Assassinat de Calvo Sotillo			Abrogation des sanctions contre l'Italie
	17	Soulèvement au Maroc espagnol			
	18-20	Soulèvement en Espagne			
	19	Gouvernement Giral.			
					Conférence de Montreux sur les Détroits.
	21	Comité central des Milices de Catalogne.			
	22-23	Attaques de Mollâ arrêtées sur la Sierra			
	26		Junta Cabanallas à Burgos.	Arrivée d'avions allemands et italiens au Maroc.	
Août	1°			Appel du gouvernement français à la non-intervention.	
	14	Prise de Badajoz par les nationalistes			
	15				Metaxás prend le pouvoir en Grèce.
	21			Déclaration franco-britannique sur la non-intervention.	
septembre	4	Gouvernement Largo Caballero.		L'Italie donne son accord au principe de non-intervention.	
	5	Chute d'Irun			

Datation		Événements en Espagne		Événements internationaux	
		En zone républicaine	En zone nationaliste	En rapport avec la guerre d'Espagne	D'ordre général
	6				Exécution de Zinoviev et de Kamenev en U.R.S.S.
	9			Avion italiens à Majorque	
	13	Chute de Saint-Sébastien		Première réunion du Comité de non-intervention.	
	20	Formation des Milices de vigilance de l'arrière			
	26	Formation du Conseil de la Généralité de Catalogne : fin du Comité central.			
	27	Chute de Tolède			
Octobre	1°		Franco généralissime		
	7	Décret expropriant les terres des factieux			
	10	Décret créant l'armée populaire et militarisant les milices.			
	12	Chute de la première ligne de défense de Madrid		Arrivée d'armes et de cadres russes chez les républicains.	
	14		Statut des JONS		
	15	Création du commissariat général.			
	22	Le gouvernement approuve la création des brigades internationales.			
	24	Décret de collectivisation en Catalogne			
	25		Décret supprimant toute activité politique et syndicale		
	28	Largo Caballero annonce l'appui et les renforts			
Novembre	2			Avion russes à Carthagène.	
	4	Entrée de représentants de la C.N.T. dans le gouvernement			
	6	Départ du gouvernement pour Valence.			
	7	L'armée de Franco dans la cité universitaire Les brigades internationales sur le front de Madrid			

Datation		Événements en Espagne		Événements internationaux	
		En zone républicaine	En zone nationaliste	En rapport avec la guerre d'Espagne	D'ordre général
	7	Formation de la Junte de Défense de Madrid.		Reconnaissance de la Junte de Burgos par l'Allemagne et l'Italie	
Décembre	5				Proclamation de la constitution « Stalinienne » en U.R. S.S.
	15	Réorganisation de la Sûreté			
	21			Lettre de Staline à Largo Caballero	
	25				Pacte Anti-Komintern germano-nippon
	31	Décret sur les conseils municipaux			Gentlemen's agreement Italo-Anglaise
1937	27	Le 5 ^e régiment se dissout dans l'armée populaire.			
Janvier					
Février	8	Chute de Malaga			Condamnation de Radek en U.R.S.S.
	14	Manifestation à Valence	Manifestation à Saint-Sébastien Dissolution du parti d'Action populaire de Gil Roblès.		
	28	Fin de la bataille du Jarama			
Mars	20-23	Désastre italien à Guadalajara			Pacte italo-Yougoslave
Avril	19		Décret sur le parti unique.	Entrée en vigueur du contrôle naval.	
	23	Dissolution de la Junte de Madrid			
	24	Bombardement de Guernica			
Mai	2-6	Journée d'émeutes à Barcelone			
	15	Chute de Largo Caballero			
	17	Gouvernement Negrin			
	31				Chamberlain succède à Baldwin
Juin	16	Arrestation des dirigeants du P.O.U.M.		Bombardement du « Deutschland ». Bombardement d'Almeria par les Allemands.	
	19	Prise de Bilbao par les nationalistes			

Datation		Événements en Espagne		Événements internationaux	
		En zone républicaine	En zone nationaliste	En rapport avec la guerre d'Espagne	D'ordre général
	23				Exécution de Toukhatchevski.
Juillet	1°		Lettre collective des évêques espagnols.	L'Allemagne et l'Italie abandonnent le contrôle.	
	6-28	Bataille de Brunete			
	6-28		Mis en fonction des conseils de guerre. Complot et procès Hedilla		
	10			La France arrête le contrôle.	
Août	4		Publication des statuts de la Phalange.		
		Début des actions de la piraterie en Méditerranée			Occupation de Pékin par les Japonais
	11	Dissolution du conseil d'Aragon			
	15	Décret créant le S.I.M.			
	15	Bataille de Belchite			
	26	Prise de Santander par les nationalistes			
Septembre	10			Conférence de Nyons	
Octobre	1°	Scission de l'U.G.T.			
	7		Organisation du service social Arrivée du nonce apostolique à Burgos		
	20	Prise de Gijón par les nationalistes			
	21	Caballero gardé à vue			
	31	Transfert du gouvernement à Barcelone.			
Novembre	6				L'Italie adhère au pacte Anti-Kominterm.
	9				Occupation de Shanghai par les Japonais
	16			Envoi de Hodgson à Burgos	
Décembre	15	Début de bataille de Teruel			

Datation		Événements en Espagne		Événements internationaux	
		En zone républicaine	En zone nationaliste	En rapport avec la guerre d'Espagne	D'ordre général
1938	2	Arbitrage Jouhou : fin de la Scission de l'U.G.T.			
Janvier	30		Loi confirmant les pouvoirs du Caudillo.		
Février	1^o		Formation du premier gouvernement		
	22	Prise de Teruel par les nationalistes			
	25				Halifax remplace Eden au Foreign Office
Mars	9	Offensive des nationalistes en Aragon			Hitler réalise l'Anschluss. Deuxième ministre Blum. Exécution de Boukharine, Rykov en U.R.S.S.
Avril	8	Départ de Prieto du gouvernement Negrin			
	8	Les nationalistes coupent en deux l'Espagne républicaine			Fin du Deuxième ministre Blum en France.
	19		Discours de Yagüe à Burgos		
	30	Les treize points de Negrin			
Juin		Offensive nationaliste au Levante			
Juillet	5			Adoption du projet de retrait des volontaires par le comité de non-intervention.	
	19		Franco capitaine général pour l'armée et la marine		
	25	Traversée de l'Èbre par les républicains			
Août	16	Démission des ministres Ayguade et Irujo			
Septembre					Mission Runciman en Tchécoslovaquie
Octobre					Accord de Munich.

Datation		Événements en Espagne		Événements internationaux	
		En zone républicaine	En zone nationaliste	En rapport avec la guerre d'Espagne	D'ordre général
Novembre	1°	Fin du procès du P.O.U.M.			Prise de Canton par les Japonais.
	15	Repli des troupes républicaines au-delà de l'Èbre.			
1939			Loi de la responsabilité politique		
	26	Capitulation de Barcelone			
Février	7	Azaña s'exile en France.			
	9	Fin de la résistance en Catalogne			Proclamation de Pie XII (cardinal Pacelli)
	24	Démission d'Azaña			
Mars	5	Nomination de chefs militaires communistes par Negrin			
	5-6	Prise de pouvoir par la Junte Casado			
	27				Occupation de la Tchécoslovaquie par Hitler
	28	Entrée des troupes nationalistes dans Madrid		Adhésion de l'Espagne au pacte Anti-Kominterm.	La Lituanie cède Memel à l'Allemagne.
Mai	19			Fin du Comité de non-intervention.	
	20	Défilé de la Victoire			Alliance militaire italo-allemande.
				Départ de la légion Condor.	